N° 13 | février 2017

Les Cahiers de la SFSiC

Société Française des Sciences
de l'Information et de la Communication

www.sfsic.org

Nº 13 | février 2017

Les Cahiers de la SFSiC

Société Française des Sciences
de l'Information et de la Communication

www.sfsic.org

Directeur de la publication : Daniel Raichvarg
Rédacteur en chef : Brigitte Chapelain
Secrétaire de rédaction : Gino Gramaccia
Comité de rédaction : Mélanie Bourdaa, Aurelia Lamy, Valérie Lépine, Sidonie Gallot.
Correspondants étrangers : Olivier Arifon ULB Belgique, Sandor Kalai Université de Debrecen (Hongrie),Mélanie Kohnen Georgia Tech USA, J.M Noguera UCAM Espagne, Francesca Pasquali Universita degli studi di Bergamo Italie, Geoffroy Patriarche ULB Belgique, Carmen Rio de Sotelo UQAM Canada, Louisa Stein Middelbury College USA.

Conseil d'administration de la SFSIC
Président : Daniel RAICHVARG
Secrétaire générale : Aurélia LAMY
Trésorière : Claire SCOPSI,
Administratrices et administrateurs :
Daniel RAICHVARG (Président), Sylvie ALEMANNO-PARRINI, Dominique BESSIERES, Julia BONACCORSI, Mélanie BOURDAA, Philippe BONFILS, Fabien BONNET, Dominique CARRE, Bruno CHAUDET, Laurent COLLET, Laurence CORROY, Jean-Claude DOMENGET, Sidonie GALLOT, Aurélia LAMY, Valérie LEPINE, Élise LE MOING-MAAS, Françoise PAQUIENSEGUY, Claire SCOPSI, Sandrine ROGINSKY, Carsten WILHELM

Réalisation couverture et intérieur : Atelier Congard (www.atelier-congard.fr)
Impression : Imprimerie PAC Talence, Université de Bordeaux.

Dépôt légal : février 2017 - ISSN : 1959-6227

SOMMAIRE

Éditoriaux 8

HOMMAGE

Pour Chantal 13
Roger Odin

Martine Joly 15
Thierry Lancien

DANS L'ACTUALITÉ

Slow Communication 19
Thierry Libaert

Le bilan de 5 années de licence professionnelle des métiers de l'entrepreneuriat 27
Jérôme Ibert

Modèles d'affaires de l'*open access*. Réflexions autour du projet *Numerev* 39
Lise Verlaet

Temps, culture et communication 51
Cyril Masselot

QUESTIONS DE RECHERCHE : Communication et Animal

Présentation 65
Brigitte Chapelain

De la dune à l'étable : la seconde domestication du chameau 69
B. Faye

La relation homme-animal de compagnie : l'exemple de la médiation animale à destination des enfants avec troubles du spectre autistique 79
Marine Grandgeorge

« L'animalisme et les réseaux : causes et conséquences d'un succès populaire » 89
Marianne Celka

Dix enseignements de la sociologie des relations humains/animaux 103
Jérôme Michalon

L'objet technique et sa projection animale ou mythologique au XIXe siècle 117
Brigitte Munier

Entretien avec Béatrice Galinon-Melenec[1] 125
Propos recueillis par Brigitte Chapelain

Éléments en vue de la connaissance de l'édification des SIC dans les années 80 et 90 137
Bernard Miège

ENQUÊTES , EXPÉRIENCES...

« Le monde de Watson » 149
Hervé Le Guyader, Benoit Le Blanc

Communiquer en humanités numériques : de la non-conférence aux non-actes 155
Michaël Bourgatte, Mikaël Ferlon et Laurent Tessier

CARTE BLANCHE AUX JEUNES CHERCHEURS

Au travail, mais sans emploi : comment l'insertion professionnelle interroge la régulation des carrières journalistiques 165
Olivier Standaert

Idéologie et jeux vidéo : enjeux et méthode 173
Rémi Cayatte

Familles et caméras d'amateur : pourquoi a-t-on besoin de se filmer ? 183
Giuseppina Sapio

DOSSIER : ÉTUDES VIETNAMIENNES EN COMMUNICATION

Pour un réseau vietnamien francophone 195
Daniel Raichvarg, Philippe Bonfils et Valérie Lépine

AXE 1 | Culture, tourisme, patrimoine et interculturalité(s) 197
Daniel Raichvarg

Le « musée Angkor » : une délectation culturelle entre mythe colonial et réalité touristique 199
Isabelle Brianso

Patrimoine culturel immatériel ou superstition 209
Hoang Thi Hong Ha

L'enjeu culturel et patrimonial dans l'invention du mythe fondateur de la nation vietnamienne 225
Thi Thanh Phuong Nguyen-Pochan

Évolution communicationnelle des effets produits par quatre monuments français à Hanoï sur la ville et sa population au fil du temps 241
Nguyet Nguyen Minh

La communication interculturelle dans la coopération en insertion professionnelle francophone 255
Nguyet Nguyen Minh

AXE 2 | Éducation et TIC 269
Philippe Bonfils

La description des formations sur le site web des universités vietnamiennes : discours promotionnel ou administratif ? Quels enjeux ? Quelles réalités ? 271
Dang Thi Viet Hoa

La communauté professionnelle au sein de l'environnement des Tic : l'exemple de la communauté des professeurs de français langue étrangère à l'université au Vietnam 287
Hoang Thi Thu Hanh

Enjeux éducatifs et communicationnels des communautés de pratique en français langue étrangère sur Facebook 303
Do Quynh Huong

Mesure de l'influence des Tic sur la perception de la qualité des enseignements au Vietnam : le cas des formations universitaires évaluées par l'asean *university network* 319
Dai Nguyen-Tan et Pascal Marquet

AXE 3 | Le Vietnam : un paysage économique et médiatique en mutations 337
Valérie Lépine

Le marché des médias au Vietnam : état des lieux et perspectives d'évolution 339
Thi Thu Hang Do

Journalisme participatif au Vietnam – un aperçu 355
Viet Hang Hoang

Les magazines féminins internationaux haut de gamme au Vietnam : image des industries culturelles vietnamiennes à l'ère de la mondialisation 369
Thi Lan Pham

Quelle influence exerce l'ASEAN sur les politiques, actions et modes de régulation des technologies de l'information et de la communication (tic) au Vietnam ? 381
Ngo Thi Thanh Loan

Le Vietnam en mutations au regard des sciences de l'information et de la communication 397
Anh-Ngoc Hoang

ÉDITORIAL

Cette 13e livraison des Cahiers débute par deux hommages. En effet, pour deux de nos collègues spécialistes des images animées ou des images fixes, Chantal Duchet (Université Paris 3) et Martine Joly (Université Bordeaux Montaigne), les lumières se sont éteintes en cette année 2016 : merci à Roger Odin et Thierry Lancien d'avoir pris la plume pour contribuer à notre mémoire collective. Ce numéro 13 offre aussi à la lecture des contributions qui soumettent à notre communauté de nouvelles pistes de recherche comme la slow communication tandis que d'autres revisitent la thématique Communication et animal bien au-delà des antiennes éthologiques si présentes dans le grand public à l'époque des abeilles de M. Benveniste ou M. Von Frisch dans les années 1970. Le dossier « Études vietnamiennes en communication » que nous vous proposons est bien spécifique et d'une importance particulière. Depuis 10 ans de nombreux collègues vietnamiens ont soutenu des doctorats en France ou en Belgique. Ils sont très souvent « retournés au pays » et, progressivement, une communauté vietnamienne francophone en Sciences de l'Information et de la Communication émerge. La Sfsic a considéré que le moment était venu de développer un partenariat avec nos collègues. Les relations internationales font partie de notre mission car nous devons publiciser nos approches. Nous avons voulu que ces relations s'appuient sur des éléments très concrets, allant au-delà de rencontres toujours intéressantes, mais ne laissant pas toujours des traces sur lesquelles le futur se construit. La reconnaissance de la Revue Rfsic par le réseau de l'International Communication Association, la mise en place d'une interrogation autour des études sur la propagande et du développement des études de communication avec l'International Association of Media and Communication Research (IAMCR-AIERI-AIECS) et l'accueil pour un panel lors de la prochaine conférence de l'International Communication Association (ICA) en sont trois autres exemples. Le dossier composé par les contributions des chercheurs travaillant sur des thématiques informationnelles et communicationnelles au Vietnam est un bon exemple de travail collaboratif. Ce dossier ouvre de nombreuses portes : à nous collectivement de les franchir pour développer nos partenariats avec ce nouveau réseau, le RÉseau Vietnamien francophonE en Sciences de l'Information et de la Communication (REVESIC).

Daniel Raichvarg
Président de la Sfsic

ÉDITORIAL

Notre communauté a vu disparaître cette année deux de nos collègues, Martine Joly de Bordeaux Montaigne et Chantal Duchet de Paris 3. Thierry Lancien et Roger Odin évoquent leurs recherches, leurs activités pédagogiques, et certains traits de leurs personnalités. La meilleure façon de ne pas laisser au silence leurs absences est sans doute de faire découvrir leurs travaux aux étudiants.

Comme Daniel Raichvarg l'explique dans son éditorial le dossier du numéro 13 est consacré aux recherches du réseau Études vietnamiennes en sciences de l'information et de la communication (REVESIC). Nous souhaitons un bel avenir à cette nouvelle structure interculturelle d'échanges scientifiques et pédagogiques. Dans la rubrique Questions de recherche il nous a paru pertinent de réinterroger la question « Communication et animal ». Les évolutions scientifiques, économiques et juridiques dans notre société placent l'animal au centre de nouvelles interrogations communicationnelles, relationnelles, culturelles et organisationnelles. Ce champ de recherche travaillé au début des années 2000 par Béatrice Galinon-Melenec et l'équipe interdisciplinaire du CDHET a été repris récemment dans des perspectives comparatistes des relations homme-animal-robot. Analyser sous l'angle communicationnel cette question de la relation homme et animal et voir comment d'autres disciplines, en particulier la sociologie, l'investiguent nous a semblé intéressant. Dans le domaine de la communication des organisations Thierry Libaert nous montre que la slow communication n'est pas synonyme de ralentissement, mais que cette notion questionne le processus de communication dans les entreprises devenu souvent inopérant par des exigences d'accélération et d'instantanéité dans les méthodes de travail et les évaluations.

Hervé Le Guyader et Benoît Le Blanc nous racontent leur vécu et leur ressenti durant les quatre jours du World of Watson (VOW) auxquels il ont participé lors de la conférence annuelle d'IBM à Los Angeles sur les avancées de Watson, le produit le plus avancé de la firme en matière d'intelligence artificielle. Même sensation de futurisme et d'actualité avec l'expérience et la pratique dans le cadre des EdCamps d'ateliers non organisés d'échanges de réflexions et d'expériences, et de Médiasprint un objet éditorial aux langages multiples qu'on peut enrichir au fur et à mesure du travail remplaçant des types traditionnels de publication. Les chercheurs M. Bourgatte, M. Ferloni, L. Tesssiernous en expliquent la nouveauté. Bernard Miège quant à lui revient sur la généalogie de l'édification de notre discipline en analysant les rôles respectifs du CNU et de la SFSIC dans les années 80 et 90.

Nous remercions vivement les auteurs de ce numéro. N'hésitez pas à proposer aux Cahiers de la SFSIC des thèmes de dossier ou des articles si vous le souhaitez.

Brigitte Chapelain

HOMMAGE

Chantal Duchet
Martine Joly

POUR CHANTAL

Depuis des années qu'elle cumulait les maladies toutes plus graves les unes que les autres, on avait fini par prendre l'habitude de la voir entrer à l'hôpital le samedi et revenir faire ses cours le mercredi (en ayant corrigé toutes les copies des étudiants), participer à une réunion le jeudi et intervenir dans un colloque le vendredi. Difficile de se dire que cette fois-ci ce ne sera pas le cas : Chantal Duchet est décédée le dimanche 27 mars 2016 à l'âge de 65 ans. Dire qu'elle a été exemplaire jusqu'au bout dans l'exercice de ses fonctions est en dessous de la vérité. Entrée à l'Université de Paris III Sorbonne Nouvelle en 1985, après avoir obtenu un Doctorat en Esthétique, à l'Université Paris I, sous la direction de Bernard Teyssèdre, sur le thème « Codage et décodage de l'image photographique dans le mailing », elle a joué un rôle essentiel dans l'UFR Cinéma et audiovisuel où elle a développé, dans un milieu dominé par les cinéphiles qui ne juraient que par le cinéma d'auteur, les enseignements et les recherches sur la télévision, la publicité et les nouvelles images. Alors qu'il était assez mal vu dans le milieu universitaire de défendre la relation université industrie et de s'intéresser au devenir professionnel des étudiants, elle a impulsé une approche articulant recherche universitaire exigeante et application industrielle et a mobilisé les réseaux que sa reconnaissance par le milieu professionnel lui avait permis de constituer au service de l'insertion de ses étudiants. Son implication dans le suivi des étudiants qui lui semblait le mériter était totale.

Volontiers provocatrice, et aimant à souligner sa différence, elle revendiquait haut et fort son statut de « pubard », ses origines canadiennes (elle s'amusait beaucoup à émailler son langage d'expressions locales : « je m'en bats l'œil avec une patte de canard » disait-elle parfois pour couper court à une question qui ne l'intéressait pas), et plus particulièrement encore ses origines amérindiennes ; elle racontait volontiers qu'elle venait d'une tribu frappée par une allergie totale à la moindre goutte d'alcool, sous peine d'évanouissement : elle faisait très attention à ce problème ce qui ne l'empêchait nullement d'aimer bien manger et surtout d'aimer la convivialité qui règne autour d'une table. Bien que toujours entre deux traitements ou deux opérations, elle était d'une gaîté communicative. On a bien ri ensemble est une remarque qui revient souvent de la part de ceux qui l'ont côtoyée.

De sa formation plasticienne, elle avait gardé un joli coup de crayon (elle a fait certaines illustrations de mon ouvrage *Cinéma et production de sens*). Lorsqu'elle s'ennuyait en réunion, cela lui permettait de se distraire en caricaturant ses collègues. Cela ne l'empêchait pas d'intervenir par des prises de position carrées reposant sur des analyses dont la pertinence a souvent frappé ceux qui ont participé avec elle à des réunions de Conseils universitaires ou du CNU. Cette voix frontale, rare dans l'institution universitaire où le détour est plus fréquent que l'expression directe, nous manquera beaucoup.

C'est la voix de la générosité, du don, de l'engagement sans restriction dans la vie.

Chantal nous dit qu'être universitaire ne consiste pas seulement à enseigner, à faire de la recherche ou à s'impliquer dans le fonctionnement de l'institution (elle a fait tout cela au-delà de tout ce que l'on peut attendre) : être universitaire est un engagement humain.

Roger Odin
Université de Paris 3 – Sorbonne nouvelle

MARTINE JOLY

En disparaissant brutalement au début de cette année 2016, Martine Joly a laissé à notre communauté scientifique l'image d'une grande spécialiste de l'image. Celle-ci aura en effet été d'une manière constante au centre de sa carrière, aussi bien dans ses enseignements que dans ses recherches et ses publications. Ce fut d'abord dans l'enseignement secondaire qu'elle s'intéressa aux rapports entre enseignement et lecture de l'image. Participant dans les années 70 aux recherches appliquées du programme Selicav, piloté par René Laborderie au CRDP de Bordeaux, elle y rencontra Christian Metz. Le théoricien d'une approche sémio-linguistique du film était aussi ouvert à la didactique et Martine Joly fit partie de son séminaire qui se tint dans les années 70, 80 à l'EHESS. S'y retrouvaient de jeunes chercheurs devenus plus tard des spécialistes reconnus de l'image et des proches de Martine Joly, comme Geneviève Jacquinot, Roger Odin, Francis Vanoye.

Auteure d'une thèse en Sciences de l'information et de la communication, consacrée aux questions de la réception de l'image, Martine Joly entra à Bordeaux Montaigne à l'IUP ISIC. Elle reliait toujours étroitement ses enseignements à ses écrits universitaires et ses cours de sémiologie de l'image dispensés à des étudiants en production audiovisuelle et en écriture de scénario, débouchèrent au fil des ans sur d'importantes publications. Ce fut d'abord en 1994, *l'Introduction à l'analyse de l'image* (Nathan, 128), ouvrage réédité plusieurs fois et traduit en plusieurs langues. L'auteure y proposait une démarche d'analyse des images fixes et mobiles, d'information, de publicité et d'art, basée sur de solides références théoriques en sémiologie. Vint ensuite *L'image et les signes* (Nathan Université 1997), ouvrage plus théorique, mais toujours destiné aux étudiants et aux professionnels de l'information qui explorait sémiologiquement la production de sens par les images. En 2002 *L'image et son interprétation* (Nathan Université 2002) se centrait plus sur le spectateur et sa réception des images, en analysant ses attentes, ses engagements, sa réceptivité. Sous la direction de Francis Vanoye, Martine Joly participa plus récemment à la rédaction du *Dictionnaire de l'image* (Goliot-Lété, Joly, Lancien, Le Mée, Vanoye, Vuibert, 2006), tandis que ses intérêts s'ouvraient aux rapports entre images et interculturel, aux pouvoirs de

l'image (*Les pouvoirs de l'image, Figures de l'art* n° 11) et à la nouvelle prolifération des images comme en témoignent différents articles.

Très engagée dans la vie de l'université, Martine Joly fut directrice de l'IUP ISIC de 1998 à 2003. Dans le domaine de la recherche, elle créa l'équipe d'accueil 2959 IMAGINES (Images, histoire, société) regroupant des chercheurs travaillant de manière transversale sur les représentations visuelles sous toutes leurs formes, sur leur contexte d'apparition et sur leur environnement d'interprétation. Partie à la retraite en 2003, elle oeuvra encore pour son université, en devenant responsable d'un programme regroupant les régions Aquitaine et Souss Massa Drâa, pour la mise en place de formations cinéma à Ouarzazate, antenne de l'université d'Agadir. Ce fut dans le cadre de ce programme que fut créée une licence de cinéma et que furent organisés deux colloques internationaux, l'un sur l'interculturel dans la formation à l'image (Ouarzazate, juin 2009), l'autre sur la place des technologies dans l'enseignement supérieur (Ouarzazate, décembre 2014).

Curieuse des autres, ouverte aux cultures du monde, Martine Joly dispensa des conférences dans de nombreux pays, fut conférencière de l'Université de tous les savoirs et passa six mois comme professeur invitée à l'Université de Manchester.

Beaucoup d'entre nous, étudiants, enseignants gardent le souvenir d'une grande universitaire animée par la passion de la transmission. La recherche pour elle n'avait de sens que si elle pouvait profiter aux autres.

Thierry Lancien
Université de Bordeaux Montaigne – MICA

DANS L'ACTUALITÉ

SLOW COMMUNICATION[1]

Thierry Libaert*

L'accélération communicationnelle semble concerner l'ensemble des processus et domaines de la communication des organisations. Elle s'inscrit dans un mouvement plus global qui concerne nos sociétés (P. Virillio, 1995, H. Rosa, 2013, Z. Bauman, 2013) et le monde de l'organisation. Selon Nicole Aubert (2010), celui-ci connaît « un raccourcissement permanent des délais, une accélération continuelle des rythmes et une généralisation de la simultanéité » (p. 38). Norbert Alter (2000) indique que le mouvement incessant au sein des entreprises est devenu sa propre finalité, générant morcellement et des conflits de temporalité, des dyschronies. Cette accélération impacte directement les communicants eux-mêmes et le fait que le premier qualificatif qu'ils utilisent pour définir leur métier soit « stressant » ou que le terme arrivé en première position pour les agences de conseil en communication en Grande-Bretagne était celui de « pompier », indique que ces qualificatifs ne sont pas utilisés par hasard. Pour témoigner de ma propre expérience par mon travail, désormais en entreprise après avoir quitté il y a deux ans le monde académique, je m'étonne encore que le premier compliment que j'obtiens par voie électronique pour avoir répondu à une sollicitation soit un remerciement pour ma réactivité avant toute considération sur la qualité de mon travail.

Le mouvement slow commence à apparaître dans le monde de la communication des organisations. Nous présenterons un constat de la situation actuelle, tenterons de proposer quelques éléments d'explication à l'accélération actuelle, délimiterons les conséquences et analyserons les facteurs permettant une décélération du rythme de la communication dans les organisations.

Constat

L'indicateur le plus évocateur de l'accélération du rythme de la communication réside dans le recul de la prise en compte du long terme dans l'élaboration des stratégies de communication. Les plans de communication d'une durée de cinq ans ou plus qui ont existé dans certaines grandes entreprises ont tous disparu et les plans dont

* ????

l'échéance est supérieure à deux ans représentent désormais moins d'un tiers des plans de communication en entreprise selon le dernier baromètre sur la communication des entreprises (UDA 2013).

Le plan de communication dont l'objectif était de délimiter les objectifs de communication et les moyens d'y parvenir se confond désormais avec le plan d'action annuel « Suite séquentielle d'instants plus ou moins bien finalisés » (R de Backer 2000), simple document budgétaire réalisé à l'automne de chaque année et destiné à prévoir le budget nécessaire aux opérations de communication à engager sur l'année suivante. En dehors du motif d'imprévisibilité accrue du contexte économique et social, et donc de la difficulté d'y inscrire une trajectoire pertinente de communication, il est symptomatique qu'un argument majeur employé porte sur la contrainte temporelle nécessaire à l'élaboration d'une stratégie de communication. En clair, alors même qu'une stratégie de communication a pour conséquence de permettre au communicant de dégager du temps dans sa prise de décision autour d'axe de communication préalablement déterminé, l'obstacle à ce gain de temps potentiel réside dans le manque de temps nécessaire à sa formalisation. Le cercle devient totalement vicieux, les communicants n'ont pas le temps de se projeter dans un long terme qui faciliterait leur prise de décision autour d'axe stratégique délimité. La stratégie cède le pas à la tactique, l'instantanéité et la réactivité deviennent des objectifs centraux et, en conséquence, la qualité première exigée du communicant est l'agilité.

Autre élément de ce constat, l'accélération du rythme de diffusion des messages. Alors même que la totalité des spécialistes en analyse réputationnelle (Anne Grégory, 2015) insiste sur l'importance de messages temporellement stables, on assiste à une forme de zapping communicationnel où, au sein de périodes de plus en plus rapprochées, les entreprises évoluent dans leur positionnement et émettent des messages différents de plus en plus rapidement. Si certaines entreprises conservent une stabilité de leur message à l'exemple de Coca-Cola (le plaisir), McDonald's (la simplicité), Danone (la santé par l'alimentation), d'autres apparaissent dans un renouveau incessant, à l'exemple d'EDF qui aura renouvelé sa signature institutionnelle tous les deux ans en moyenne depuis 1990. L'exemple du Crédit Agricole est également éloquent ; la banque a vécu toute sa communication entre 1971 et 2005 autour de la notion du « bon sens ». En 2005, elle se tourne vers un thème relationnel « Une relation durable, ça change la vie », décide en 2011 de revenir à son positionnement historique « Le bon sens a de l'avenir » pour en changer une fois de plus en 2016

autour de la notion d'offre de service et de relation client « Toute une banque pour vous ».

Dans le domaine du marketing, elles tâchent de profiter des événement d'actualité, en exploitant les techniques de newsjacking ou de real-time marketing, pour les reprendre et les détourner afin de promouvoir un produit ou une organisation. L'accélération peut apparaître proche d'une frénésie de communication : modification d'identité visuelle, intégration de nouveaux outils, adaptation aux sujets d'actualité comme lors de la grande conférence climatique COP 21 en décembre 2015 à Paris, diffusion accélérée de messages, tout concourt à cette accélération. De nombreuses évaluations existent sur ce dernier sujet, celles-ci estiment le nombre de messages reçus quotidiennement par chaque citoyen en France entre 400 et 3 000. La généralisation du big data et son influence sur l'automatisation des envois publicitaires en fonction des requêtes effectuées par les internautes sur les moteurs de recherche renforcent cette impression d'accélération puisque l'envoi d'un message de publicité adapté au profil de l'internaute en fonction de sa dernière recherche s'effectue ici dans un laps de temps de l'ordre de la seconde.

Le paramètre de la vitesse intègre les paramètres d'élaboration des postures de communication et la délimitation des parties prenantes de l'organisation. Le caractère d'urgence des demandes adressées (Mitchell 1997) apparaît ainsi aux côtés des conditions de légitimité et de pouvoir, comme un des paramètres déterminants de la relation de l'entreprise envers ses différents publics.

Compréhension

L'accélération communicationnelle dans les organisations apparaît donc être un phénomène structurel en raison de paramètres causaux solidement ancrés au sein même des processus.

Le constat de l'accélération des changements de messages institutionnels s'explique largement par la tendance à la généralisation des tableaux de bord de pilotage de la fonction communication. Puisque les entreprises n'ont plus de stratégie à moyen-long terme, l'efficacité est mesurée par des indicateurs de pilotage et notamment les indicateurs clés[1]. Ces indicateurs d'image sont évalués régulièrement, il suffit qu'une évolution négative apparaisse pour que l'entreprise décide d'engager une mesure correctrice pour endiguer la tendance à la baisse. Ainsi, si l'image de « responsabilité sociale » diminue, il est

1. KPI : key performance indicators.

fort probable que rapidement, les communicants de l'organisation décident d'engager des actions pour revaloriser cet item, et si peu de temps après, une évolution négative se dessine sur les indicateurs de performances financières, une nouvelle campagne sera envisagée. En fait, c'est la professionnalisation même de la communication qui est en jeu dans ce processus d'accélération. À l'instar de tous les autres domaines d'activité de l'entreprise, la communication est aujourd'hui un domaine équipé de multiples outils d'évaluation et ceci pour l'ensemble de ses activités, elle doit rendre des comptes en permanence sur son efficacité. La rencontre d'une stratégie fondée sur des échéances de court terme avec la généralisation d'indicateurs d'évaluation ne peut qu'amplifier le mouvement d'accélération au sein de la fonction communication.

Les médias traditionnels se sont quantitativement accrus, ils sont devenus plus concurrentiels, plus intrusifs à l'égard des entreprises, les responsables de communication ont ainsi vu leur tâche accrue par l'explosion de nouvelles demandes qu'illustre l'apparition de médias économiques en continu. Qualitativement, la méfiance qui s'est installée entre les journalistes et les directions de communication en raison d'une perception d'un story telling trop lisse sur lequel s'ajoutait une exigence de transparence quasi absolue a renforcé cette tendance en accroissant la pression sur le communicant. Au final, celui-ci voyait sa marge de manœuvre singulièrement réduite entre d'une part la diminution de ses moyens budgétaires et l'apparition de nouveaux interlocuteurs, plus exigeants, et de nouveaux enjeux. L'objectif « Faire plus et mieux avec moins » ne pouvait s'atteindre qu'avec une pression temporelle particulièrement élevée et cela d'autant plus que si informer peut s'effectuer rapidement, communiquer prend du temps.

La généralisation du digital a également fortement impacté le rythme de la communication puisque celle-ci s'y effectue désormais dans l'instantanéité. Toutes les grandes entreprises disposent dorénavant de cartographie en temps réel concernant l'ensemble de leur métier sur l'espace numérique international. L'entreprise qui connaissait déjà une augmentation progressive de sa surcharge informationnelle, apparaît désormais immergée dans une conversation permanente où les contraintes spatiales et temporelles ont été abolies. Le filtre des médias traditionnels étant fortement réduit, l'entreprise est directement exposée et l'explosion des bad buzz en est une illustration. Internet a également réduit le temps de la production communicationnelle. Alors que jusque dans les années 1990, une dizaine de jours était nécessaire pour la réalisation d'un journal interne, la dématérialisation permet d'éviter les nombreuses phases de réalisation qui

étaient la norme. Les relations avec les fournisseurs se sont modifiées puisqu'elles s'effectuent dans un contexte de « juste à temps ».

En outre, apparaît un élément de nature davantage psychosociologique propre aux organisations et qui repose sur les craintes de ne pas apparaître à l'avant-poste de la modernité. Il faut donc être présent sur un maximum de médias sociaux, développer un grand nombre d'applications pour mobile puisque ces outils symbolisent l'innovation et le progrès, peu importe que pour nombre d'entre eux, ils seront rapidement obsolètes comme l'a pu être Second Life, eldorado des entreprises en quête de virtualité dans les années 2005-2006 et aujourd'hui totalement délaissé.

Les causes de cette accélération se situent également en dehors même de l'entreprise et du strict champ communicationnel. Ainsi, la judiciarisation et la croissance des normes entraînent tout à la fois une veille accrue et la mise en place d'actions de communication d'influence (lobbying) pour en limiter les effets. Qu'il s'agisse des nouvelles obligations dans le domaine du reporting (loi Grenelle 2 de juillet 2010, loi Warsmann 4 de mars 2012), des nouvelles contraintes réglementaires en matière d'encadrement des messages publicitaires (arrêté de novembre 2006 relatif à la promotion des économies d'énergie dans les messages publicitaires des entreprises du secteur énergétique, arrêté de février 2007 relatif aux messages publicitaires en faveur de certains aliments) renforcement des pouvoirs de contrôle en matière de contrôle publicitaire (création de l'ARPP, juin 2008). Tout ceci interpelle en permanence le communicant, lui demandant vigilance et rapidité d'action, demande assez proche d'une injonction paradoxale.

Notons aussi que les agences conseils en communication, notamment dans l'événementiel, se plaignent de l'extrême réduction imposée lors des procédures de réponse aux briefs. En 2014, les principales organisations représentatives des agences de communication et l'Union des Annonceurs ont publié un texte commun « La belle compétition » pour reconnaître, notamment, la nécessité de laisser aux agences des « délais cohérents » dans les réponses aux sollicitations des entreprises.

Le dernier élément d'explication se situe dans la place désormais dominante de la communication financière dans l'ensemble de la communication de l'entreprise. En raison de l'importance des flux financiers, de leurs caractéristiques notamment en matière d'internationalisation et de volatilité, et de leurs enjeux pour l'entreprise, la direction financière impose son rythme à la direction communication.

L'un des événements majeurs pour toute entreprise cotée en bourse est celui de la publication annuelle des résultats. Celle-ci s'effectuant traditionnellement au mois de mars, elle est dorénavant effectuée le plus couramment en février. Par ailleurs, la publication annuelle est désormais accompagnée de rapports financiers semestriels qui doivent être publiés dans les trois mois suivant la fin du semestre de l'exercice. Pour les sociétés cotées à New York, l'obligation de communication financière est trimestrielle, ce que le législateur français[2] a exclu en laissant toutefois aux émetteurs la possibilité de publier trimestriellement leurs comptes. Tout ceci impacte fortement la communication globale qui se greffe sur le rythme de la communication financière considérée souvent comme le domaine à enjeu majeur de l'ensemble de la communication de l'entreprise.

Conséquences

L'accélération entraîne de nombreux effets, dont la plupart se révèlent négatifs à terme sur l'image de l'entreprise et la crédibilité de ses discours.

En termes réputationnels, l'accélération amène deux types de conséquences négatives. En premier lieu, l'image est fragilisée par la succession de nouveaux signes et messages sans lien apparent. Pour se distinguer, une image organisationnelle exige la stabilité, les modifications successives entraînent une absence de lisibilité et de compréhension de la posture et ainsi une perte de sens pour les publics. Cette obsolescence programmée des postures successives devient vite contre-productive. La notion même de marque signifie la mise en place de repères distinctifs, de balise, et c'est elle qui donne sa valeur, notamment financière, à l'image d'une entreprise. Alors même que les dépenses de communication des entreprises restent à un niveau élevé (30 milliards d'euros en 2015), combien de citoyens sont-ils capables de citer les messages et signatures des entreprises ? Le turn over permanent a entraîné une perte de visibilité et l'absence de stabilité a entraîné la perception d'une interchangeabilité des postures de communication.

Il y a un paradoxe actuel dans le décalage entre une communication des organisations qui est à un niveau élevé de professionnalisation et le constat d'une absence majeure de crédibilité de ses discours. L'exemple de la communication sur le développement durable est assez exemplaire de cette contradiction. Lorsque nous avions proposé l'idée de slow communication (Libaert. 2010), notre propos

2. Loi du 30 décembre 2014

concernait essentiellement la contradiction entre une volonté organisationnelle de convaincre d'un réel engagement envers les générations futures alors même que les entreprises changent de message tous les dix-huit mois ? La communication responsable ne peut faire l'impasse sur la question de la responsabilité de la communication pour laquelle la crédibilité est liée à la stabilité.

Tendances

Devant ce constat d'accélération globale, une slow communication est-elle envisageable ? Une slow communication n'est pas une communication moins réactive, mais une communication qui réintègre le long terme dans ses choix stratégiques et qui en conséquence apporte davantage de permanence. Un indice de cette tendance réside dans le retour de la perception du caractère incontournable du plan de communication. L'idée forte est que c'est justement en période d'imprévisibilité que les entreprises ont besoin plus que jamais de se doter d'un cadrage stratégique stable et solide, à défaut, elles favorisent un zapping communicationnel qui fragilise l'image et réduit la valeur financière de la marque.

De même, la prégnance forte des enjeux RSE et son intégration dans le processus stratégique, la relation avec les parties prenantes qui s'est déplacée de la phase de simple écoute pour se fixer dans une relation de concertation, voire de co-construction ne peut s'opérer qu'autour d'une volonté pérenne de l'entreprise. La communication traditionnelle s'est trop focalisée sur la réputation, elle lui a consacré des budgets importants, développé des nouveaux outils, fourni des critères de mesure. Elle redécouvre aujourd'hui le poids de la relation, pourtant au fondement même des relations publiques. Les enjeux de RSE ont interpellé l'entreprise sur d'autres enjeux que celui de l'image, et pour cela, une relation stable aux parties prenantes est incontournable, ce qui ne peut que relativiser une frénésie communicationnelle autour de l'image qui confine souvent à la fébrilité.

La slow communication n'est pas synonyme de ralentissement. Elle questionne le processus de communication dans l'ensemble de ses fondements et dans ses objectifs. Il n'y a ici nulle vision idéaliste ou éthique, la communication frénétique telle que pratiquée aujourd'hui n'est simplement pas efficace.

Bibliographie

Albert Norbert, *L'innovation ordinaire*, PUF, 2000.
Aubert Nicole, *Le culte de l'urgence. La société malade de temps*, Champs, 2010.
Backer de Robert, « Courir après le temps ou l'habiter ? », *Les cahiers de la communication interne. Temps et communication*, n° 6, février 2000, p. 16.
Bauman Zygmunt, *La vie liquide*, Fayard, 2013.
Gregory Anne, *Planning and managing public relations campaigns : a strategic approach,* Kogan Page, 2015.
Harmut Rosa, *Accélération, une critique sociale du temps*, La Découverte, 2013.
Libaert Thierry. Communication et Environnement, le pacte impossible. PUF. 2010.
Mitchell K. Ronald, Agle R. Bradley & Wood J. Donna, "Towards a theory of stakeholder identification and salience : Defining the principle of who and what really counts", *Academy of management review*, 1999, 22 (4), p. 853-886.
Virilio Paul, *La vitesse de libération*, Galilée, 1995.

Notes

1. L'auteur remercie Andrea Catellani (UC Louvain), François Allard-Huver (ESA Angers), Nicolas Baygert (IHECS) et Jean-Marie Charpentier (AFCI) de leurs observations sur le présent article.

LE BILAN DE 5 ANNÉES DE LICENCE PROFESSIONNELLE DES MÉTIERS DE L'ENTREPRENEURIAT

Jérôme Ibert*

Historique du projet

Une enquête menée en 2009 sur 300 nouveaux entrepreneurs TPE dans la région Nord/Pas-de-Calais (Boutillier et Kizaba, 2009) a montré qu'en majorité, ils ont créé dans la région, le département, voire la ville où ils sont nés. Les statistiques en matière de création d'entreprise permettent d'écarter toute hypothèse d'attractivité particulière de la région. Pour les auteurs de l'étude, les nouveaux entrepreneurs ne sont pas des innovateurs schumpétériens, activant une destruction créatrice par de nouvelles combinaisons de facteurs de production (Schumpeter, 1912), ni des investisseurs kirznériens, détectant des opportunités (Kirzner, 1997). Les nouvelles entreprises ont été créées dans des secteurs d'activités traditionnelles : le bâtiment et les travaux publics, ainsi que les services à la personne, activités dont le démarrage ne nécessite pas de gros investissements. De plus, environ la moitié d'entre eux étaient demandeurs d'emploi avant de créer leur entreprise. Ces résultats illustrent l'intérêt de la création d'entreprise comme voie de l'insertion professionnelle. La création de son propre emploi, par la création d'une organisation, mais également par la reprise ou par la transmission d'entreprise, ou encore par la participation active au développement d'une nouvelle activité dans une TPE ou une PME, est devenu l'une des réponses aux difficultés actuelles d'insertion professionnelle rencontrées par les jeunes et les moins jeunes. Dans la conjoncture de désindustrialisation et de réduction des débouchés professionnels salariés dans notre région, la nécessité de développer non seulement l'esprit mais aussi la capacité d'entreprendre devenait une évidence.

L'offre de formation au niveau licence professionnelle n'existait pas dans le domaine de l'entrepreneuriat en Région Nord/Pas-de-Calais. Les besoins n'étaient pas couverts notamment sur la métropole lilloise et le bassin minier, où la population est la plus dense. Proche

* IAE de Lille, Université de Lille 1

du bassin minier, le Lycée Voltaire de Wingles mettait alors à profit le dispositif de coopération Lycées/Universités sur les licences professionnelles, pour solliciter l'Institut d'Administration des Entreprises (IAE) de l'Université de Lille1. Son objectif était notamment de faire gagner en visibilité, très en amont sur le public lycéen, la possibilité d'une spécialité professionnalisante à l'Université : la création ou la reprise d'entreprise.

Du point de vue de l'IAE, une licence professionnelle dédiée à l'entrepreneuriat s'inscrivait en complément du Master 2 Entrepreneuriat et Mangement de l'Innovation, ouvert en 2003, dont l'orientation se voulait très nettement technologique avec la valorisation de la recherche universitaire en sciences et techniques. L'accès à une formation en entrepreneuriat restait soumis aux prérequis du diplôme de Master 1 ou d'ingénieur ou encore d'une équivalence de même niveau. L'ouverture d'une licence professionnelle offrait l'opportunité d'exploiter l'expertise pédagogique et les compétences en accompagnement de projet, construites dans le cadre du master. Elle comblait le manque de formation au niveau des projets « techniciens » de création, de reprise et de développement d'entreprise. La licence Professionnelle ouvrait un débouché naturel pour les diplômés de formations courtes en deux ans (DUT, BTS), non seulement pour les jeunes diplômés mais aussi pour les plus anciens qui souhaitaient réorienter ou reconvertir leur activité professionnelle. La spécialité « entrepreneuriat » permettait aux étudiants d'être opérationnels sur le marché de l'emploi en étant, pour la plupart d'entre eux, les initiateurs de leur propre emploi. Dans une démarche de professionnalisation, elle complétait les autres formations de niveau licence de l'Université, dès lors que la maturation d'un projet individuel pouvait se substituer à la continuation d'études en master ou à la recherche d'un emploi. Enfin, du point de vue universitaire, les petites et les moyennes entreprises ont des logiques de fonctionnement et de développement différentes de celles des grandes entreprises. Trop longtemps négligées par la « Doxa managériale » de sciences de gestion (Marchesnay, 2008), la petite et la moyenne taille économique s'inscrivent dans le nouveau paradigme de l'émergence de l'économie entrepreneuriale (Audretsch, 2006). L'université peut contribuer à la connaissance en management des petites et moyennes entreprises, à sa diffusion sur le territoire régional et à l'accompagnement des projets d'insertion ou de conversion des diplômés dans une économie de proximité en lien avec le territoire.

La licence professionnelle des métiers de l'entrepreneuriat et du développement de la PME (LP MED PME) a vu le jour en 2011. Le partenariat entre l'IAE de Lille et le lycée Voltaire de Wingles a conduit

à l'élaboration d'un programme de formation pluridisciplinaire, non seulement spécifique à la création, à la reprise, à la transmission de TPE/PME dans les domaines du commerce, de l'artisanat et de la petite industrie et à l'intrapreneuriat (gestion de projets novateurs de création de valeur dans l'entreprise) mais comprenant également des objectifs de formation au pilotage et à la gestion généraliste des PME/PMI et des TPE, pérennité du projet oblige. Chaque partenaire a apporté son réseau de professionnels et d'enseignants spécialisés.

Un dispositif alternant articulé à la dynamique de projet

La spécialité « entrepreneuriat » s'appuie sur une pédagogie articulée sur les projets individuels des étudiants. Le dispositif s'inscrit dans la logique d'une alternance atypique entre des activités professionnelles et activités académiques. Sa centration forte sur les projets individuels met en perspective les parcours individuels et les enseignements professionnels programmés (Boudjaoui et Ibert, 2017). Les attentes se font plus fortes, l'écoute exigeante et avec un besoin d'accompagnement, en vertu d'une mise en situation préprofessionnelle.

Côté académique, les enseignements commencent par une journée d'intégration qui permet d'introduire la démarche entrepreneuriale, de présenter les objectifs et le déroulement du cursus, les enseignements, les modalités d'évaluations des connaissances et les modalités de présentation de leur projet par les étudiants-entrepreneurs. S'amorce également lors de cette journée, le partage de la dynamique de projet par les étudiants entrepreneurs ou intrapreneurs : chacun présente son projet à l'ensemble de la promotion. La posture des enseignants est de faire partager par toute la promotion, l'analyse des projets.

Les enseignements visant à la construction de compétences préprofessionnelles représentent 450 heures. Ils se subdivisent en unités d'enseignement.

Celle des métiers de l'entrepreneur vise à l'intégration du processus entrepreneurial et intrapreneurial : démarche entrepreneuriale (rapport entre l'individu et le projet), gestion de projet, constitution du réseau de l'entrepreneur (partenaires et alliances nécessaires), financement du projet entrepreneurial, management d'équipe et motivation (spécifique dans le cas des start-up).

Les autres unités d'enseignement visent la maîtrise d'outils généralistes de gestion de la PME ou TPE avec une orientation marquée

sur les projets (business model, business plan, statuts de la future entreprise).

La démarche stratégique en PME mobilise les enseignements suivants : l'analyse stratégique du projet et la construction d'un modèle économique viable, la gestion des ressources humaines et le droit social, la gestion de l'innovation et la démarche de qualité du système d'offre.

Les enseignements dévolus à la stratégie commerciale sont l'intelligence des marchés et la méthodologie d'étude de marché, la communication, la gestion de la relation client et la négociation commerciale.

Les outils de gestion comptable et financière comportent la comptabilité financière et de gestion, la fiscalité de la PME, la construction du business plan et la gestion prévisionnelle

L'approche juridique de l'entreprise embrasse le droit civil, le droit commercial et le droit de la propriété industrielle.

D'autres enseignements visent la construction et le développement de compétences additionnelles liées à l'action d'entreprendre. Initialement, il s'agissait de l'anglais des affaires et du développement du e-business. À la lueur de l'expérimentation du dispositif, nous avons ajouté deux autres enseignements : la reprise d'entreprise (audit d'entreprise à racheter) et l'intrapreneuriat (gestion de projet novateur dans une entreprise). Selon le dispositif prévu dans l'habilitation de la spécialité « entrepreneuriat », les étudiants-entrepreneurs doivent choisir deux de ces quatre enseignements optionnels.

Côté professionnel, les candidats étudiants ont l'obligation de porter un projet. Ils doivent convaincre le jury de recrutement de sa pertinence et sa faisabilité. C'est La condition d'entrée dans la spécialité « entrepreneuriat ». Ce projet doit être un projet de création, de reprise ou de développement novateur d'entreprise. Le cas de la transmission d'entreprise est envisagé sous l'angle du développement. En effet, la logique successorale exige compétence et légitimité, toutes deux érectiles lors du portage et de la réalisation d'un projet. La spécialité accueille donc des projets de transmission d'entreprise sous condition d'un volet intrapreneurial conséquent. Les projets d'intrapreneurs peuvent être encadrés par un contrat de professionnalisation. Chaque porteur de projet est accompagné par un enseignant de la formation selon les ressources et expertises requises pour le suivi de son projet. L'accompagnement du projet tuteuré s'inscrit dans la construction de compétences préprofessionnelles. D'une

durée de 150 heures, il est évalué par trois fois au long du cursus avec la restitution d'un rapport écrit et une soutenance orale devant un jury d'accompagnants chargés du suivi. La dynamique prescrite comporte donc trois phases : chaque porteur de projet est amené dans un premier temps à réévaluer son idée entrepreneuriale ou intrapreneurial en tant qu'opportunité d'affaires (rapport d'étape en décembre). Il doit ensuite construire son business model, c'est-à-dire valider un modèle économique viable pour la pré soutenance en mars. Enfin, il doit élaborer son business plan, la structuration de l'ensemble du projet et sa traduction financière à destination des parties prenantes sollicitées, pour la soutenance finale de juin. Ce suivi très soutenu permet de maintenir et de cadrer l'effort constant requis par la réalisation du projet. Les étudiants développent leur capacité de rédaction ou de synthèse, leur expression orale, leur capacité argumentaire, leurs compétences en matière de recherche documentaire et de conduite de projet.

Cette pratique professionnelle permet à l'étudiant entrepreneur de construire des compétences transversales. Il ne faut pas perdre de vue l'aléa entrepreneurial et la nécessaire capacité à rebondir et à réarticuler un autre projet en cas d'obstacles insurmontables. Pour contrer la solitude du porteur de projet face à son destin, ancrer les vertus du collectif car un entrepreneur ne peut travailler seul, faire évoluer et alimenter son cadre de référence, il est nécessaire de susciter et de renforcer constamment un état d'esprit fondé sur le partage. Le travail en équipe, réalisé dans le cadre des enseignements et des activités connexes, apporte aussi des compétences transversales. À l'intégration verticale des savoirs acquis dans l'interaction avec le corps enseignant, s'ajoute l'intégration horizontale des savoirs, des habitus, des postures professionnelles : le partage et l'accompagnement des pairs libèrent la créativité et produisent des apprentissages majeurs (Boudjaoui et Ibert, 2017).

Les dispositifs les plus efficaces repose sur une pédagogie qui favorise l'intégration des savoirs dans les projets et un accompagnement individualisé mais aussi sur des fortes interactions entre la formation et son territoire (Béchard et Bourdeaux, 1995). La spécialité « entrepreneuriat » développe des partenariats avec des incubateurs ou des structures d'accompagnement à la création, à l'innovation ou au développement (Nord France Innovation Développement, Chambre de Commerce, Chambre des Métiers, Délégation Régionale au Commerce et à l'Artisanat, Euratechnologie de Lille, La Plaine Image de Tourcoing, APUI Ecole des mines de Douai, Institut National de la Propriété Industrielle, Direccte Nord-Pas-de-Calais[1]…). La plupart des intervenants professionnels proviennent de ce réseau construit

autour de la spécialité « entrepreneuriat ». Les porteurs de projet de création peuvent également faire des stages en entreprise dans une logique de familiarisation avec les activités envisagées dans le projet. Si on ajoute la possibilité d'intégrer un incubateur, le dispositif permet d'aménager une alternance dans un milieu préprofessionnel transitoire (Boudjaoui et Ibert, 2017).

Résultats : le bilan entrepreneurial et économique de 5 années de mise en œuvre

La formation ayant été créée en 2011, il est enfin possible de mesurer son impact. Le tableau 1 rend compte du devenir et de l'insertion des diplômés sur les 5 premières années d'activité. Les porteurs de projet ont été très divers, avec une forte représentation de l'entrepreneuriat au féminin, une ouverture constante sur les projet de conversion professionnelle dans le cadre de la formation tout au long de la vie, une diversité sociale également, acquise par notre positionnement de formation publique mais aussi de préparation à la transmission d'entreprise.

Si nous observons les créations effectives d'entreprises ou d'organisation, les 4 créations issues de la première promotion, 2011-2012, sont locales, (crèche rurale intercommunale, bar à cocktail créé par un intrapreneur, association d'accompagnement à la création, conseil en affaires) ; idem pour la promotion 2012-2013 (création paysagère, commerce de véhicules, ébénisterie médiévale), à une exception près (société de négoce international, créée par un intrapreneur). La promotion 2013-2014 a surtout été soutenue par l'intrapreneuriat, peu de projets de création et surtout une seule réalisation toujours locale (conciergerie d'entreprise).

La promotion 2014-2015 a vu 11 projets de création dont 3 se sont réalisés (analyseur de site internet, confection de robes de mariée, services à la personne). Cette promotion voit la première entrée en incubateur (La serre numérique de Valenciennes) d'une start-up issue de la licence (analyseur de site internet), récompensée à plusieurs concours (Lille Management Innovation, Pepite TIC 2015, Serre numérique). Cette incubation a créé 5 emplois. À noter qu'un projet d'intrapreneuriat (méthanisation) a été abandonné mais que son porteur a réalisé la reprise avec rachat d'une exploitation agricole. Un autre projet de reprise de café-restaurant a été réalisé.

En 2015-2016, 8 projets ont été préparés dont un seul a été mis en œuvre à ce jour (bureau d'études) mais dont un autre (aide à la navigation aérienne pour particulier) est entré en pré-incubation

Promotion	Nbr	Création						Reprise		Transmission Projet de développement		
		Projets	Réal.	Incubateur	En cours	Arrêt	Emplois créés	Projets	Réal.	Projets	Réalisés ou en cours	Emplois créés
2011-2012	12	10	4			6	16			2	1 + 1 création	1
2012-2013	15	13	4		2	6	4			3	2 + 1 création	2
2013-2014	10	4	1		1	2	2			6	6	6
2014-2015	14	11	3	1	5	2	8	1	1	2	1+ 1 reprise	
2015-2016	10	8	1	1	5	1	1			2		
2016-2017	16	15		1						1		

Tableau 1. Résultats d'activité des diplômés

à Euratechnologie avant la fin du cursus, pour être ensuite écarté compte tenu de l'écart entre les coûts de développement et le marché potentiel.

Il s'agit d'un bilan provisoire, notamment sur les dernières promotions qui comptent chacune encore 5 projets en cours.

Bien que le dispositif n'y soit pas destiné, certains étudiants parviennent à des poursuites d'études en master de marketing, en master de management général, master d'entrepreneuriat ou encore dans le domaine professionnel envisagé par le projet. Ainsi l'activité de négoce international a été rendue possible par une poursuite d'étude en master 1 de management logistique et portuaire à Dunkerque puis un master 2 du même domaine à Rotterdam.

Promotion	Immédiat	1 an	2 ans	3 ans	5 ans
2011-2012		2	1		1
2012-2013	2	1		1	
2013-2014			1		
2014-2015					
2015-2016	3				
2016-2017	1				

Tableau 2. Délais pour les créations d'entreprises issues de la formation

Reste qu'en matière d'entrepreneuriat, le temps se dilate face aux obstacles, aux délais et aux complexités. Le projet le plus ambitieux de la première promotion vient enfin de voir le jour en octobre 2016 : une crèche rurale intercommunale d'économie mixte, pour un investissement total de 1 600 000 €, avec un apport individuel de 40 000 €, générant 10 emplois salariés selon un modèle d'économie de proximité écologique. Difficile de satisfaire au *desirata* de notre agence d'évaluation d'avoir une visibilité du devenir des diplômés à six mois. Si nous regardons les délais de création pour chaque promotion sur le tableau 2, nous observons des délais très variables qui témoignent pour autant pour chacun, du succès du dispositif. En effet, les délais sont en général corrélés à l'ampleur et à la complexité du projet, notamment au nombre d'externalités qu'il induit. De plus la licence professionnelle s'adressant pour grande partie à de très jeunes entrepreneurs, un effet de maturation est à attendre. L'expérimentation corrobore la difficulté à évaluer des dispositifs à partir de leurs seuls effets directs sur les créations d'entreprises. Il se produit un biais : les différences de contexte externe Fayolle (2011). Un constat rassurant : en cas de contexte hostile au projet ou d'intention de créer retardée,

la probabilité d'insertion en tant que salarié est forte, à l'instar des autres licences professionnelles de l'IAE de Lille,

Réflexions et ajustements

Le dualisme entrepreneuriat et intrapreneuriat du dispositif permet de réguler des flux d'entrée très variables. Avec le temps, les projets se concrétisent et le dispositif commence à trouver sa légitimité. L'intention d'entreprendre peut intervenir en cours de cursus comme observé chez plusieurs intrapreneurs devenus créateur ou repreneurs d'entreprise. C'est ici que les options prescrites en fin de cursus par la maquette initiale, avec notamment l'option intrapreneuriat, deviennent un non-sens. S'il est nécessaire d'avoir un fléchage selon les types de projet, la dynamique de l'intention entrepreneuriale nous échappe ensuite considérablement. L'idée d'un processus linéaire, qu'induit l'existence d'options selon les types de projet, est fallacieuse. Création, reprise et intrapreneuriat peuvent alterner dans le parcours d'un entrepreneur.

Avec la montée en charge de la licence, nous pouvons observer plus d'entrées en incubation, voire en pré-incubation pendant le cursus : il y a une progression qualitative de la synergie avec les autres actions régionales en faveur de la création d'entreprise, qui contribue à l'immersion en milieu préprofessionnel. Mais il s'avère également que le dispositif crée des conflits de temporalité entre le temps de la maturation des projets et l'organisation académique contrainte de l'université. La double finalité de la formation diplômante et accompagnante génère pour ces apprentis entrepreneurs des tiraillements identitaires entre un comportement d'étudiant et une posture professionnelle de porteur de projet.

C'est l'occasion d'interroger la règle d'airain du projet. Faut-il qu'il se réalise tel que prévu ou que la transformation de son porteur conduise à envisager une autre voie ? Il est assez fréquent que le projet ne surmonte pas les premières phases analytiques, que l'idée ne soit pas transformable en opportunité d'affaires ou en perspectives satisfaisantes pour l'étudiant-entrepreneur. D'autant que le recrutement des candidats ne s'appuie pas uniquement sur la faisabilité des projets présentés (laquelle doit intégrer l'hypothèse d'amélioration au cours du cursus) mais aussi sur les qualités individuelles des porteurs de projet. Il est alors crucial pour l'équipe pédagogique et accompagnante d'aider et d'habiliter l'étudiant-entrepreneur à reformuler un projet pour se réinscrire dans la dynamique de la formation. L'accompagnement est donc déterminant. Mais c'est au travers de l'accompagnement que nous découvrons qu'en matière de création

d'activités, nous atteignons rapidement les limites des usages prescrits par le dispositif de formation (Rabardel, 1995). Après tout, que savons-nous réellement de la faisabilité du projet, du contexte de création et des façons qui en découlent de le réussir ? De fait, pour s'approprier la formation, chaque apprenant repense, réorganise et transforme en partie le dispositif en fonction de ses singularités et des contingences de la situation. Dans ce sens, l'apprenant n'est pas simplement usager, mais il est bel et bien le concepteur de fait d'une alternance encadrée par le dispositif (Laot et Orly, 2004). Le caractère professionnalisant de notre spécialité « entrepreneuriat » repose sur la proximité entre l'ensemble des dispositions d'usage induites par le dispositif et les dispositions professionnelles attendues par le milieu de travail, (Boudjaoui, 2011). L'accompagnement doit donc faciliter l'émergence de ces dispositions d'usages et la prise en main par l'usager du dispositif de formation au point de pouvoir en découvrir de nouvelles fonctionnalités, voire de l'instrumentaliser, de le détourner de son usage prescrit (Rabardel et Samurçay, 2006).

À ce titre, nous avons pu observer cette émergence des dispositions en interaction avec l'accompagnement entre pairs, le processus de socialisation professionnelle et de transaction identitaire, et enfin avec l'activation d'un milieu préprofessionnel transitoire via la participation aux concours de création, la familiarisation avec le réseau du territoire et l'intégration dans un incubateur. Sur le plan pédagogique, la maquette initiale n'a pas prévu d'aménagement de cette dimension. Il serait nécessaire de prévoir un espace dans le cursus pour l'intégration et son animation, pour faire suite aux enseignements « démarche entrepreneuriale » et « construction du réseau de l'entrepreneur » et prolonger sur toute la durée des enseignements. Il peut paraître paradoxal d'aménager dans le dispositif prescrit, cet espace pour l'émergence des dispositions entrepreneuriales issues d'un milieu préprofessionnel construit par chacun des porteurs en rapport avec son propre projet. En référence à l'interactionnisme symbolique (Weick, 1995), nous l'envisageons comme un lieu de réflexivité collective par rapport à l'action de chacun, de construction identitaire par la confrontation entre les différents itinéraires entrepreneuriaux semés d'embûches et de succès, de production sociale et d'élaboration du sens commun par d'intersubjectivité permettant la conceptualisation des différentes situations, de montée en compétences envisagées non pas comme la reproduction de conduites apprises, mais comme des possibilités d'inventer des réponses en situation, de faire face à des situations évolutives (Roure-Niubo, 2011).

Gageons que le travail de mise en œuvre mené jusqu'ici, porte ses fruits avec une forme d'institutionnalisation de la formation dans le

réseau régional de la création et de l'innovation, alimentant notre dispositif d'alternance atypique dans son versant professionnel. Plus professionnelle et moins académique, la licence a été rebaptisée Création, Reprise, Transmission et Développement d'entreprise, pour traduire l'action et se distancier de l'entrepreneuriat, vocable renvoyant à une certaine discipline académique.

Bibliographie

Audretsch, D. (2006), L'émergence de l'économie entrepreneuriale, *Reflets et perspectives de la vie économique*, n° 1, Tome XLV, 43-70.

Boudjaoui, M. (2011). « Enseignement supérieur et dynamiques professionnalisantes : étude comparée de deux dispositifs français », *Les sciences de l'Éducation, Pour l'ère nouvelle*, vol. 44, n° 2, p. 49-69.

Boudjaoui, M. et Ibert, J. (2017) [à paraître], "L'alternance atypique d'une formation universitaire à l'entrepreneuriat", in. Philippe Chaubet et al. (dir.), *Apprendre et enseigner en contexte d'alternance : vers la définition d'un noyau conceptuel propice à l'exploration de problématiques et d'objets diversifiés ?* Presses Universitaire du Québec.

Boutilier, S. et Kizaba, G. (2010), "Cartographie de très petites entreprises (TPE) de la région du Nord-Pas de Calais. Étude exploratoire." *Colloque international Territoire et entrepreneuriat Qu'est-ce qu'une ville entrepreneuriale ? Forum annuel de la création et de l'innovation du littoral (FACIL10)* Université du Littoral Côte d'Opale – Dunkerque 20-21 janvier.

Fayolle, A. (2011). « Enseignez, enseignez l'entrepreneuriat, il en restera toujours quelque chose ! », *Entreprendre & Innover*, n° 11-12, p. 147-158.

Lao, T. F. et P. Orly (2004). *Éducation et formation des adultes*, Paris, Institut National de Recherche Pédagogique.

Marchesnay, M. (2008), La « doxa managériale » en crise, *Finance & Bien Commun*, vol. 1, numéro 30, 107-114.

Kirzner, I. (1997), Entrepreneurial discovery and the competitive market process : an austrian approach, *Journal of Economic Literature*, vol. 35, 60-85.

Rabardel, P. (1995). *Les hommes et les technologies*, Paris, Armand Colin.

Rabardel, P. et R. Samurçai (2006). « De l'apprentissage par les artefacts à l'apprentissage médiatisé par les instruments », dans J.-M. Barbier et M. Durant (dir.), *Sujets, activités, environnements. Approches transversales,* Paris, Presses Universitaires de France, p. 31-60.

Roure-Niubo, (2011), *Les dispositifs de professionnalisation par alternance sous contrat de travail : vers quelles transformations des*

pratiques pédagogiques dans l'enseignement supérieur ? L'exemple de l'apprentissage en France, Thèse de doctorat, mention européenne, Université de Lleida (Espagne).

Schumpeter, J. (1912), *Théorie de l'évolution économique. Recherche sur le profit, le crédit, l'intérêt et le cycle de la conjoncture*, trad. Française 1935, Paris, Dalloz.

Weick, K.E. (1995), *Sensemaking in organizations*, Thousand Oaks, Ca : Sage Publications.

Notes

1. Direction Régionale des Entreprises de la Concurrence de la Consommation du Travail et de l'Emploi.

MODÈLES D'AFFAIRES DE L'*OPEN ACCESS*. RÉFLEXIONS AUTOUR DU PROJET *NUMEREV*

Lise Verlaet*

Il continue d'exister une confusion dès lors qu'est abordée la notion du Libre Accès (*Open Access*), celle qui consiste à croire qu'une ressource en Libre Accès est nécessairement gratuite, si ce n'est libre de droits. Il faut nonobstant concéder que l'accessibilité aux informations qu'offre Internet tend à faire disparaître les mécanismes mercantiles sous-jacents pour les lecteurs, facilitant par là même une certaine opacité concernant tout à la fois les détenteurs des droits, les modèles économiques et les motivations profondes quant à la diffusion de ces informations. Or comme nous allons le démontrer, non seulement le Libre Accès ne rime ni avec gratuité ni avec altruisme contrairement aux apparences, et *a fortiori*, les porteurs d'un tel projet doivent dès sa mise en œuvre redoubler d'efforts pour trouver un modèle d'affaires qui assurera sa pérennité. À cet égard, nous ferons part de la réflexion en cours sur NumeRev (http://numerev.com/), projet de portail interdisciplinaire de ressources scientifiques numériques en Libre Accès qui se donne notamment pour mission d'être un incubateur scientifique et un vecteur privilégié de science ouverte (*open science* ou *open research*).

Impacts économiques de la révolution numérique sur l'édition scientifique

Comme de nombreux secteurs d'activités, l'édition scientifique doit se réinventer pour faire face aux transformations engendrées par ce qu'il est désormais d'usage d'appeler la révolution numérique. Les maisons d'édition, devenues à la fin du XXe siècle des acteurs incontournables de la diffusion de l'information scientifique, ont précipité l'édition scientifique dans la sphère marchande. En témoignent, comme le souligne Chartron (2010), les coûts inflationnistes des revues et ouvrages scientifiques dès le début des années 1990. L'on aurait pu croire que le numérique aurait mis fin à l'augmentation des prix des publications scientifiques, ne serait-ce que par les économies liées à l'impression et la diffusion du papier, lesquels activités relèvent essentiellement des tâches des maisons d'édition ou de leur(s) prestataires de service (Contat & Grelimmet, 2015). Que nenni ! Les répercussions

* LERASS-Céric, Université Paul-Valéry Montpellier

de ces économies sont si minimes – lorsqu'elles existent – qu'elles passent inaperçues. Certes, il a fallu que les éditeurs opèrent la transition numérique et se dotent de plateformes de diffusion de l'information numérique. Ceci est désormais chose faite pour les grands éditeurs commerciaux, qui ont par la même occasion racheté nombre de petites revues incapables financièrement de prendre le tournant numérique (Larivière *et al.*, 2015). Pour autant, les prix ne vont pas à la baisse, loin s'en faut.

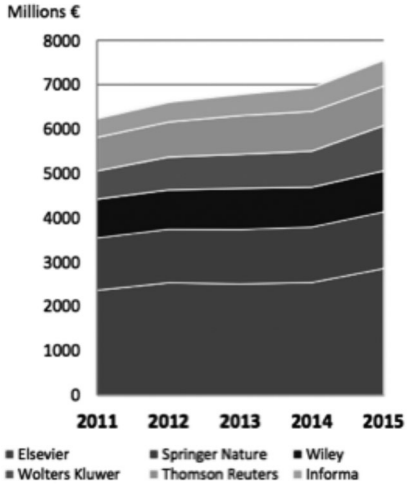


Figure 1. Progression du CA IST 2011/2015 des 6 plus grands éditeurs

À ce titre, Vajou dans le rapport EPRIST de mars 2016 concernant les « Résultats financiers 2015 de l'édition scientifique » est éclairant à bien des égards. Il y est notamment précisé que les 6 plus grands éditeurs scientifiques mondiaux (dont 5 sont côtés en bourse) affichent des taux de marge d'exploitation supérieurs à 36 % sur le chiffre d'affaires et captent 65 % des profits mondiaux de l'édition scientifique. À titre de comparaison, Google Inc. réalise en 2015 une marge d'exploitation de 32,7 % selon ZoneBourse.com. Le chiffre d'affaires cumulé par ces grands éditeurs avoisine les 7,5Md€ et comme le montre le graphique ci-contre – issu du même rapport – la progression est constante et est entretenue par un taux de croissance organique de 2,8 % en moyenne. Le dynamisme de ce secteur dit « mature » s'explique, certes par une croissance continue de la publication scientifique d'environ 5 % par an laquelle est corrélée à l'élargissement géographique et démographique de la population des chercheurs notamment via les pays asiatiques, mais surtout par le développement des

offres de service des éditeurs, leurs stratégies de commercialisation ainsi que leurs politiques tarifaires.

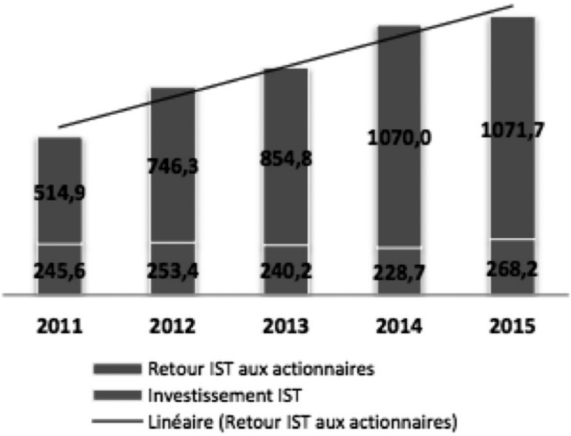


Figure 2. Évolution 2011/2015 de l'investissement IST et du retour aux actionnaires générés par l'IST (en million d'euros)

Si l'on s'intéresse à l'édition de la recherche, soit aux communications scientifiques des chercheurs, les chiffres indiqués dans le Rapport EPRIST sont encore plus éloquents puisque cela représente 60 % du chiffre d'affaires global et 80 % des profits. La publication des revues scientifiques est de loin la plus rentable (+40 % sur CA) et avec la croissance organique la plus élevée (plus ou moins 4 % par an). L'investissement des éditeurs dans ce domaine se situe entre 3,5 et 5 % des CA selon les grands éditeurs. La distribution des profits aux actionnaires est plus que confortable et a plus que doublé entre 2011 et 2015. Vajou (2016) pointe notamment que « la rentabilité hors norme des plus grands éditeurs scientifiques mondiaux rend difficile l'évolution vers de nouveaux modèles économiques ».

D'ailleurs, les professionnels de l'information et des bibliothèques tirent depuis plusieurs années la sonnette d'alarme quant à la force contractuelle des éditeurs et l'augmentation des tarifs. En effet, la stratégie commerciale des éditeurs consiste à vendre de grands ensembles de revues sachant qu'environ 15 % de ces périodiques se révèlent réellement pertinents pour les enseignants-chercheurs. Très récemment, nos collègues canadiens des Universités d'Ottawa (Mercier, 2016) et de Montréal (Lemay, 2016) ont subi les

compressions budgétaires de leurs bibliothèques, lesquelles ont dû mettre fin à plusieurs milliers d'abonnements aux périodiques scientifiques. Suite à l'échec des négociations avec l'éditeur Springer/Nature, le syndicat général des professeurs et professeures de l'Université de Montréal (SGPUM, 2016) encourage les chercheurs à faire pression sur cet éditeur en dénonçant leur politique tarifaire, en donnant priorité à d'autres éditeurs pour la diffusion de leurs travaux et en refusant les évaluations d'articles au profit de cet éditeur. Le SGPUM souligne une réalité souvent occultée : « la production des revues des éditeurs scientifiques repose essentiellement sur la contribution non rémunérée par l'éditeur des chercheurs (dont les professeurs) qui rédigent les articles, évaluent les articles écrits par des pairs et participent aux comités éditoriaux des revues ». Or cette production éditoriale scientifique est assurée par les chercheurs (Contat & Grelimmet, 2015 ; Bertin *et al.*, 2014), dont le salaire est versé dans la majeure partie des cas par les institutions publiques, lesquelles sont contraintes de payer une seconde fois à travers les bibliothèques (et autres centres de documentation) et au prix fort le fruit de leur production. C'est parfaitement invraisemblable. À cet effet et comme l'évoque Melançon (2014), il serait temps que les pouvoirs décisionnaires s'emparent du sujet et édictent de nouvelles règles du jeu.

Modèles d'affaires de la publication scientifique numérique

Dans cette section nous centrerons notre propos sur l'édition numérique de la recherche (hors brevet). Le modèle le plus courant et également le plus lucratif pour les éditeurs commerciaux (DIST/CNRS, 2015) reste celui de l'accès payant à des revues ou bouquets de ressources, soit la politique du lecteur-payeur via l'achat ou l'abonnement. Dans le cas présent, il s'agit d'une transposition du modèle économique du support papier vers le numérique. Toutefois, le numérique a – comme nous l'avons signalé plus avant – permis aux éditeurs d'augmenter leurs marges en commercialisant de grands ensembles, la vente de périodiques peu plébiscités par les chercheurs étant corrélée à celle de leurs « titres phares ».

Las du diktat économique des éditeurs commerciaux et sous l'influence notamment du mouvement du Libre Accès, un grand nombre de revues se sont emparées de la Toile afin d'y diffuser leurs contenus. Il s'agit du modèle du *Free Gold Open Access ou* « voie dorée gratuite », lequel permet aux auteurs de publier sans frais et aux lecteurs d'accéder gratuitement aux contenus scientifiques. Certes, la publication et la lecture sont gratuites, mais le modèle d'affaires sous-jacent repose intégralement sur une prise en charge financière et humaine par les institutions de recherche, à ce titre nous préférons le qualificatif de

« libre accès institutionnel ». Selon le DOAJ (*Directory of Open Access Journals*) deux tiers des revues en libre accès auraient opté pour cette voie de diffusion. Ce modèle implique également que les acteurs de ces institutions de recherche possèdent soit les compétences techniques liées aux outils de publication numérique, soit les moyens financiers pour leur sous-traitance. Le développement du libre accès institutionnel nécessiterait une implication forte des pouvoirs politiques, la volonté et le courage de mettre fin ou bon ordre à un système mercantile qui s'enrichit sur les ressources étatiques.

Les budgets des institutions de recherche n'étant pas extensibles et peu revalorisés ces dernières années (du moins en France), et la chaîne éditoriale et de production ayant par ailleurs des coûts incompressibles, est apparu le modèle du *Platinum Road,* souvent traduit par « accès platinum » et auquel nous préférons le terme de « services aux professionnels ». Ce modèle, qui s'inspire du modèle *Premium* ou *Freemium* de certains réseaux sociaux, propose des contenus libres et gratuits pour les auteurs et les lecteurs mais des services payants pour les éditeurs, bibliothèques… Les services payants1 proposés sont principalement des outils de gestion de l'information, d'analyses des usages, pratiques et comportements informationnels des lecteurs, ainsi que des outils de communication. Ces services sont à haute valeur ajoutée pour les professionnels de l'information. Ce modèle est privilégié dès lors qu'il existe des intermédiaires dans les processus éditoriaux ou de production, des gestionnaires techniques sous-traitants. Il n'est pas nécessairement utilisé que par des organisations à but non lucratif.

Coexistent des modèles hybrides qui généralement proposent une politique d'abonnement pour ces numéros les plus récents, lesquels basculent en libre accès après 6 mois à deux ans d'embargo. Toutefois, comme le souligne Reymonet (2013), dans certains cas l'auteur aurait le choix de publier son article en libre accès moyennant finances.

L'on constate également que certains dispositifs dans la veine du libre accès considèrent non plus les éditeurs ou le format type dossier thématique propre aux revues ou actes de colloques, mais s'adressent directement aux auteurs et s'intéressent à leurs articles. C'est notamment le cas du modèle du *Green Open Access* ou « voie verte », où l'archivage est conduit par l'auteur ou son institution sur des plateformes souvent institutionnelles ou de type réseaux sociaux, libres et gratuits pour les auteurs et les lecteurs. Là encore, nous substituons le terme « voie verte » par celui d'« archive ouverte ». Ceci engendre un basculement de l'entité revue vers l'entité article. Ce format correspond aux pratiques concrètes des chercheurs qui ne lisent que les articles qui les

intéressent indépendamment du numéro où ils sont parus (Melançon, 2014, p. 104).

Les différents modèles issus du libre accès ont durant quelques années porté atteinte aux éditeurs commerciaux, lesquels n'ont cependant pas tardé à réagir et à s'inspirer du libre pour créer le modèle du *Gold Open Access* ou « voie dorée ». Cette voie dorée est en réalité un détournement du *Free Gold Open Access* ou du libre accès institutionnel par des éditeurs commerciaux. Idéalement il s'agirait donc de le nommer « libre accès commercial ». Ce modèle repose sur la politique de l'auteur-payeur et sur l'*Article Processing Charge* (APC), soit un dispositif commercial fixant des frais de traitement par article. Ainsi après que l'article ait été accepté par les évaluateurs, l'auteur est redevable de 8 à 3 900 $ pour la publication de son article, soit une moyenne de 681 € (Solomon *et al.* 2012). Le prix est variable selon la notoriété de la revue. Au regard des tarifs, les revues dites prestigieuses seront bientôt réservées aux institutions de recherche privées ou largement dotées par l'État.

L'analyse de DIST/CNRS (2015) met en exergue que « si la dynamique actuelle se poursuit, et c'est l'hypothèse la plus probable, on peut raisonnablement penser qu'à l'horizon de 10 ans le modèle économique basé sur l'abonnement sera devenu secondaire. » Le libre accès commercial – et sa politique de l'auteur-payeur – deviendrait ce faisant le modèle économique dominant et devrait compenser les marges perdues par le modèle de l'abonnement. Une simulation opérée à partir de la situation financière d'Elsevier par la banque HSBC indique que pour maintenir son niveau de marge et de revenus actuel, l'éditeur facturerait 3 000 $ par article (DIST/CNRS, 2015). Or, selon l'étude réalisée par Crawford (2016), le modèle du libre accès commercial aurait déjà impacté significativement le modèle du libre accès institutionnel en captant 12 % des publications d'articles entre 2011 et 2015. Par ailleurs, l'appât du gain lié à ce modèle montre d'ores et déjà des effets pervers. Comme le relate Morin (2013), un journaliste de la revue *Science* a soumis un article canular à de multiples revues en ligne, plus de la moitié d'entre elles l'ont accepté. Cet article souligne également que certains pays sont passés maîtres dans l'exploitation de ce modèle… Il faut espérer qu'en France la *Loi pour une république numérique*2 publiée au Journal Officiel du 8 octobre 2016 limitera les effets néfastes de certains éditeurs commerciaux peu scrupuleux et protégera la recherche publique. Car ne perdons pas de vue que l'édition scientifique n'est qu'une activité de prestation laquelle a été rendue plus aisée avec le numérique.

Le libre accès institutionnel plus vertueux que le libre accès commercial ?

Compte tenu des éléments cités plus avant pour la majorité connus – du moins en partie – par les chercheurs, nous pouvons nous interroger sur les raisons de ce laisser-faire face au système d'édition de la recherche et en particulier de l'édition scientifique commerciale qui nous dépossède de nos droits d'auteur. La réponse est pourtant simple : la publication scientifique est le principal critère d'évaluation de la recherche et des chercheurs. Associées aux techniques de la bibliométrie, les revues sont devenues de véritables supports pour cette évaluation. Attendu que la plupart des revues scientifiques prestigieuses sont détenues par les éditeurs commerciaux d'une part. Les 4 plus grands éditeurs commerciaux contrôlent 50 % des revues à facteur d'impact. Que d'autre part les chercheurs sont contraints par le système d'évaluation de publier dans ces revues hautement qualifiantes pour prétendre à un avancement ou pour être crédibles et obtenir des appels à projets de recherche. Les éditeurs commerciaux ont encore de beaux jours devant eux.

Rappelons que le facteur d'impact estime la visibilité d'une revue au regard de la fréquence de citations de ses articles, il entend montrer ainsi les progressions ou rétrogressions de ladite revue ou d'un auteur au sein de la communauté scientifique internationale. Le libre accès n'a pas mis fin à ces pratiques et en a créé de nouvelles avec les *altmetrics*. Le numérique facilite grandement le traitement des données et a permis d'en étendre le spectre (Clairoux, 2016) : utilisation (visite, téléchargement…), saisie (signet, partage…), mentions (blogs, wiki…), médias sociaux (Facebook, Twitter…) et les citations (Scopus, WoS, Google scholar…). Selon les premières tendances de l'enquête quantitative menée au sein du projet NumeRev sur les pratiques de rédaction et d'évaluation des articles scientifiques auprès de la communauté de chercheurs francophone[3], celle-ci n'étant à ce jour pas achevée, une très large majorité connaît les principes du facteur d'impact mais seule la moitié d'entre eux en tient compte dans leur stratégie de publication. A contrario, peu d'entre eux sont au fait des *altmetrics* et seule une minorité les exploite. Quel que soit le mode d'évaluation, facteur d'imact ou *altmetrics*, les opinions des chercheurs sont à ce stade de l'enquête largement défavorables à ces traitements bibliométriques, lesquels font l'objet de nombreuses critiques depuis fort longtemps (Jacques, 1972 ; Moles, 1990 ; Le Crosnier, 1990 ; Caraco, 2014 ; Monniaux, 2014).

Les débats vont bon train depuis plus d'un an sur l'objectif politique du dépôt obligatoire dans l'archive ouverte HAL et les aspects

bibliométriques inhérents. Valluy (2016), à travers l'étude de ces débats, soulève la dualité qui entoure le libre accès. La vision positive largement mise en avant « du «libre accès» aux savoirs et des «biens communs» de la connaissance, et celle, plus sombre et antipathique, du «surveiller & punir» aussi panoptique que néo-managérial, consistant à instrumentaliser le prétexte du libre accès au service de finalités coercitives de la pensée du côté des chercheurs (priorités d'agendas/sujets de recherche, préférences paradigmatiques/théoriques) et de finalités économiques de débudgétisation tant du côté des enseignants […] que du côté des bibliothécaires & documentalistes […]. ». Valluy met ainsi en garde contre les dérives potentielles des politiques liées au libre accès et évoque la nécessité de penser un « tiers-état éditorial » offrant un libre accès à tous les savoirs, lequel n'est possible, selon l'auteur et pour reprendre ses termes, que par la dispersion et la diversification des supports et formats numériques de publications en «accès ouvert» assurant ainsi l'indépendance intellectuelle et le pluralisme des points de vue.

Pistes de modèle d'affaires pour NumeRev

NumeRev est un projet de recherche-action, basé sur les préceptes du « constructivisme numérique » (Verlaet, 2015), dont l'ambition est de devenir un incubateur scientifique et un portail interdisciplinaire de ressources numériques vecteur de sciences ouvertes qui soit à la fois facilitant et innovant pour les parties prenantes, complémentaire et interopérable avec les dispositifs clés de la sphère informationnelle numérique française. Ce projet a fait l'objet d'un appel à manifestation d'intérêt[4] en juin 2016, parallèlement à l'autre appel à projet de la MSH-SUD. Celui-ci nous a permis de mener des entretiens avec une dizaine d'acteurs scientifiques, de tous horizons disciplinaires, porteurs de projets en création ou établis, ainsi qu'avec des professionnels de l'édition, de l'information-documentation, du droit de la propriété intellectuelle et de l'informatique. Ces entretiens se poursuivent, mais les besoins et attentes exprimés nous ont déjà permis de redéfinir le projet initial en particulier dans sa dimension sociale, technique et économique. Nous entamons, depuis septembre 2016, une seconde phase mêlant in-formation des différents acteurs et d'échanges via des conférences-débats mensuelles articulées autour des axes thématiques de conception du projet NumeRev. Comme nous l'avons évoqué, nous sommes également en train de conduire une enquête quantitative sur les pratiques de rédaction et d'évaluation des articles scientifiques. Sur la base de ces échanges et des résultats de l'enquête, des séances de travail de type « *crowdsourcing* » sont menées avec l'équipe pilote interdisciplinaire du portail, ce jusqu'à la réalisation d'une version stable. Cela nous propulsera dans

la troisième phase du projet : l'évaluation et l'amélioration du dispositif, où nous aurons recours aux éthnométhodes et aux enquêtes quantitatives.

Concernant les livrables du projet NumeRev, un logiciel de gestion de contenu (CMS) sera développé et comprendra l'ensemble des étapes relatives à l'édition de la recherche. L'objectif principal de cet outil, outre sa finalité première de mise en visibilité et de valorisation des ressources scientifiques, est de faciliter voire d'automatiser certaines tâches liées aux processus d'évaluation et de diffusion des articles. Cet outil de publication sera gratuit pour les porteurs de projet s'engageant dans la voie du libre accès institutionnel, mais sera avec un abonnement annuel pour ceux qui en tirent des revenus. Les projets de publication étant indépendants, le nom de domaine et l'hébergement seront à discrétion et resteront à charge des éditeurs. Quel que soit le modèle économique des revues[5] souhaitant profiter de ce CMS, le responsable de l'édition devra souscrire au contrat NumeRev, lequel l'engage à prendre part *a minima* aux fonctionnalités « domaines conceptuels » et « matériaux de recherche », et autorise le portail NumeRev à en moissonner les contenus qui de fait seront en accès ouvert et gratuit. Car NumeRev est un projet d'accès aux savoirs scientifiques qui ne s'intéresse non plus seulement aux entités revues ou articles mais également à l'univers encyclopédique scientifique (Chante & Verlaet, 2014). Ce CMS devra être le plus intuitif et le plus simple d'utilisation possible afin que tout un chacun puisse aisément le manipuler et se l'approprier. Afin d'en faciliter la compréhension, des tutoriels vidéos en libre accès seront développés, ne serait-ce que pour présenter et promouvoir l'outil. Des formations payantes en présentiel ou à distance pourront également être proposées pour les moins accoutumés aux technologies numériques. Pour les plus techno-hostiles ou ceux dont l'agenda ne permet pas d'administrer certaines tâches, des « services aux professionnels » payants seront assurés par des prestataires.

Le second dispositif qui sera mis en œuvre est le portail NumeRev c'est-à-dire une plateforme qui capitalisera l'ensemble des projets de publication et leurs contenus grâce à une application autonome et interopérable avec de multiples systèmes informatiques. En ce sens, le portail ne sera pas restreint aux utilisateurs du CMS. Le portail NumeRev proposera à la fois un catalogue enrichi mais également une redocumentarisation des corpus valorisant les savoirs encyclopédiques scientifiques sous forme textuelle mais également via une cartographie interactive des connaissances. À l'instar du CMS, le portail sera gratuit pour les éditeurs en libre accès institutionnel et payant pour les autres car il constitue un formidable outil de promotion des

contenus scientifiques. Le portail comportera aussi un espace utilisateur à visée de science ouverte qui servira à la fois de vitrine scientifique du chercheur, de bibliothèque numérique personnelle et intégrera un système de veille. Il n'est pas exclu que ce dernier soit sur abonnement au-delà d'une certaine capacité de stockage.

Ce ne sont là bien entendu que des pistes d'un modèle d'affaires qui reste à formaliser. L'idée étant de promouvoir le libre accès sous toutes ses formes, tout en encourageant et accompagnant les projets de publications scientifiques en libre accès institutionnel. Car, au-delà des clivages économiques, c'est le projet de connaissances global qui motive l'équipe NumeRev, lequel sera en libre accès, un accès ouvert et gratuit à tous les savoirs encyclopédiques scientifiques.

Bibliographie

Bertin, D. ; Dacos, M. ; Delhaye, M. ; Hug, M. ; Masclet de Barbarin, M. ; *et al.* (2014). Vers une archive ouverte pour Aix-Marseille Université. Une démarche en faveur de l'Open Access : Conclusions du groupe de travail sur le référencement des articles scientifiques produits par AMU. *Rapport Technique*, Aix Marseille Université. [En ligne] <hal-01226882>

Caraco, B. (2014). Yves Gingras, Les dérives de l'évaluation de la recherche. Du bon usage de la bibliométrie. *Compte rendu*. [en ligne] https://hal.archives-ouvertes.fr/halshs-01009987/document

Chante, A. et Verlaet, L., (2014). La médiation de la lecture d'exploration de l'encyclopédie au «site hypermédiateur». *Revista Ponto de Acesso*, vol. 8, n° 2, p. 82-100. [En ligne] https://portalseer.ufba.br/index.php/revistaici/article/view/11957

Chartron, G. (2010). Scénarios prospectifs pour l'édition scientifique, *Hermès La Revue, vol. 57*, CNRS Editions, p. 123-129.

Clairoux, N. (2016). *Altmetrics* : des indicateurs d'impact immédiat. Université de Montréal [en ligne] http://fr.slideshare.net/nclairoux/altmetrics-une-introduction-pour-les-chercheurs

Contat, O. et Gremillet, A.-S. (2015). Publier : à quel prix ? Étude sur la structuration des coûts de publication pour les revues françaises en SHS, *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, 7 | 2015. [En ligne] http://rfsic.revues.org/1716

Crawford, W. (2016). *Gold Open Access Journals 2011-2015*. [En ligne] http://waltcrawford.name/goaj1115.pdf

DIST/CNRS (2015). Les éditeurs scientifiques « for profit » accélèrent leur conversion à l'Open Access Gold : quelles visées stratégiques sous-jacentes ? *DISTinfo8.* [En ligne] http://www.cnrs.fr/dist/z-outils/documents/Distinfo2/Distinf8.pdf

Jacques, J., (1972). Débat, in *la création scientifique rétribuée, Art et science : de la créativité*, colloque de Cerisy 1970, Union générale d'édition, coll.12-18.
Larivière, V. ; Haustein, S. et Mongeon, P. (2015). The Oligopoly of Academic Publishers in the Digital Era. *PLoS ONE* 10(6) [En ligne] http://journals.plos.org/plosone/article?id=10.1371/journal.pone.0127502
Le Crosnier, H. (1990). *Systèmes d'accès à des ressources documentaires : vers des anté-serveurs intelligents,* Thèse en Sciences, U. Aix Marseille
Lemay, J. (2016). L'Université de Montréal renonce à 2116 abonnements pour ses bibliothèques. *TVANouvelles* [En ligne] http://www.tvanouvelles.ca/2016/05/09/luniversite-de-montreal-renonce-a-2116-abonnements-pour-ses-bibliotheques
Mercier, J. (2016). Compressions dénoncées à la bibliothèque de l'Ud'O. *Le Droit* [En ligne] http://www.lapresse.ca/le-droit/actualites/education/201610/20/01-5032482-compressions-denoncees-a-la-bibliotheque-de-ludo.php
Melançon, B. (2014). Éditer des revues savantes : le point de vue des presses universitaires. *Études françaises*, vol. 50, n° 3, 2014, p. 105-111. [En ligne] http://id.erudit.org/iderudit/1027192ar
Monniaux, D. (2014). « Pourquoi les universités se désabonnent des revues scientifiques ». *Ma vérité sur.* [en ligne] http://www.maveritesur.com/david-monniaux/pourquoi-les-universites-se-desabonnent-des-revues-scientifiques/749
Moles, A. (1998) *Les sciences de l'imprécis*, édition du Seuil.
Morin, H. (2013). Edition scientifique : la preuve par le canular. *Le Monde* [En ligne] http://www.lemonde.fr/idees/article/2013/10/04/edition-scientifique-la-preuve-par-le-canular_3490120_3232.html
Reymonet, N. (2013). Open Access : voies et modèles économiques. Université Paris Diderot [en ligne] http://www.univ-paris-diderot.fr/DocumentsFCK/recherche/OA_modeles_2013_Vrev5.pdf
SGPUM (2016). Deux actions du SGPUM en regard de l'annulation de l'abonnement au grand ensemble de revues Springer. *Résolution du Conseil du SGPUM* [En ligne] http://www.sgpum.org/deux-actions-du-sgpum-en-regard-de-lannulation-de-labonnement-au-grand-ensemble-de-revues-springer/
Solomon, D.J. et Björk, B.-C. (2012). A study of Open Access Journals using article processing charges. *Journal of the American Society for Information Science and Technology*, 63(8), p. 1485-1495.
Vajou, M. (2016). Résultats financiers 2015 de l'édition scientifique. *Rapport EPRIST - Intelligence IST*. [En ligne] http://www.eprist.fr/wp-content/uploads/2016/03/I-IST_16_R%C3%A9sultatsFinanciers2015EditionScientifique.pdf
Valluy, J. (2016). « Accès ouvert », « archive institutionnelle » et

bibliométrie néo-managériale : comment concevoir le « libre accès » en France ? - Note d'actualité numeruniv-quotidien [En ligne] https://liste.cines.fr/arc/numeruniv-quotidien/2016-05/msg00011.html
Verlaet, L. (2015). La deuxième révolution des systèmes d'information : vers le constructivisme numérique. *Hermès La Revue*, vol. 2, n° 71, p. 249-254.
Verlaet, L. et Gallot, S. (2013). Hypermediating sites : towards new forms of technology intelligence ? Between collective intelligence and semantic web. *Revue E.J.D.E.* n° 37, 2013. [En ligne] http://www.scientifics.fr/ejde/html/1776-2960%20R374.htm

Notes

1. À noter que certains éditeurs commerciaux refusent catégoriquement de fournir ces éléments aux professionnels de l'information.

2. « Libre accès aux résultats des travaux de recherche publique et autorisation de la fouille de textes et de données. Les résultats de travaux de recherche financés à plus de 50 % par des fonds publics pourront être mis en ligne en libre accès par leurs auteurs, après une période d'embargo de 6 à 12 mois. Cette mesure facilitera la libre diffusion de résultats de recherche dont la diffusion était auparavant restreinte et rendue payante par les éditeurs. Le projet de loi autorise également la fouille de textes et de données en ligne, une pratique essentielle dans le cadre de recherches en sciences humaines et sociales, qui était jusqu'à présent restreinte par les droits de propriété intellectuelle. » *Loi pour une république numérique* publiée au *Journal Officiel* du 8 octobre 2016.

3. Cette enquête n'étant à ce jour pas achevée, il convient de considérer ces tendances avec prudence. Cette enquête quantitative est conduite depuis début décembre 2016, toutes les disciplines du CNU et certaines autres ont été ciblées. Les tendances avancées sont basées sur un échantillon totalisant 431 réponses.

4. https://www.languedoc-roussillon-universites.fr/images/recherche/6-Appel-a-manifestation-interet-pour-projet-NumeRev.pdf

5. Nous parlons de revues mais cela pourrait être également des collections, des actes de colloques ou toutes autres formats d'édition scientifique.

TEMPS, CULTURE ET COMMUNICATION

Au prisme de l'intelligence territoriale

Cyril Masselot*

Académie Scientifique : «Communication & Temporalités»
Communication & Entreprise & SFSIC
Jeudi 15 septembre 2016, Celsa

En septembre 2015, la Sfsic et Communication & Entreprise ont signé une convention de partenariat « afin de renforcer la collaboration entre les deux associations et développer ainsi les synergies entre pratique de la communication au sein des organisations et la recherche en communication » (cf. communiqué de presse[1] du 10/09/15).

Le XXe Congrès de la Sfsic, Metz, juin 2016, avait pour thématique générale « Temps, temporalités et information-communication », et l'argumentaire[2] indiquait par exemple :

> « Temps, histoire, technologies et cultures nourrissent des relations mutuelles qui croisent et articulent les ères temporelles et les aires culturelles. Ainsi le postulat de Hall est-il encore valide dans un temps soumis au rythme de l'accélération et de l'ubiquité (Couchot, 1998) »

Ces approches ont amené l'association Communication & Entreprise à proposer que la quatrième édition de son Académie Scientifique s'intéresse également aux relations «Communication & Temporalités. C'est dans ce contexte qu'il a paru opportun d'éclairer la complémentarité du triptyque « temps, culture et communication » sous l'angle de l'intelligence territoriale (cf. inti.hypotheses.org pour plus d'informations sur ce champ de recherche). Cette intervention, que l'on nous a demandée à la fois concise et plutôt pédagogique, n'a pas l'ambition de révolutionner les investigations en la matière, mais vise simplement à dresser un constat en liant ce champ à celui de l'intelligence territoriale. Nous allons donc ici faire appel à certains de nos « anciens », auteurs ayant posé des jalons sur les notions de rythme, de temps et d'espace (P. Watzlawick et E. Hall notamment), puis à des

* CIMEOS, EA 4177, Univ. Bourgogne Franche-Comté. Courriel : cyril.masselot@u-bourgogne.fr

chercheurs actuels réfléchissant aux différentes dimensions des territoires dans leurs temporalités et dans leurs dimensions culturelles (R. Montenegro), et à la communication comme processus agissant sur le partage, la tribu et le présentisme avec E. Dacheux. Ces différentes approches se ressourcent également dans la même définition de la culture apportée par Edward Burnett Tylor :

> « [...] ce tout complexe comprenant à la fois les sciences, les croyances, les arts, la morale, les lois, les coutumes et les autres facultés et habitudes acquises par l'homme dans l'état social ».

Communication et rythme : une question de ponctuation selon Watzlawick

Dans l'ouvrage « Une logique de la communication » Paul Watzlawick présente notamment ce qu'il nomme des axiomes de la logique de la consommation, dont un nous intéresse plus particulièrement ici :

> « La nature et la durée d'une relation dépendent de la ponctuation des séquences de communication entre les partenaires »

Cet axiome est un indicateur de la qualité d'une relation communicationnelle : une discussion intéressante se traduit par une interactivité des parties concernées, ce qui est à l'opposé du schéma stimuli-réponses, et où une communication efficace rebondit entre acteurs, et dans le temps.

Paul Watzlawick insiste sur l'importance du concept de la ponctuation des séquences, car un mauvais rythme entraîne l'interruption de l'échange, qu'il soit trop lent (trop espacé dans le temps, trop « mou » dans l'instant...) ainsi que trop pressant, trop rapproché dans le temps, trop stressant. Selon lui, ces erreurs de choix de ponctuation proviennent en général d'une mauvaise position des relations entre les interlocuteurs : ils peuvent se tromper sur leurs désirs mutuels, sur les intentions communicationnelles, sur leurs personnalités, ou encore donner une fausse image d'eux-mêmes. En Analyse Transactionnelle, selon E. Berne, on retrouverait ici des transactions croisées où chaque interlocuteur cherchera un « moi » erroné chez l'autre, éventuellement en se positionnant soi-même à partir d'un « moi » inadéquat dans la situation présente.

Le principe d'engagement décrit par Goffman dans les processus communicationnels met en jeu également la notion du temps : être engagé dans une conversation signifie accepter de donner de son temps à l'instance relationnelle, dont la matière vivante est faite du

processus communicationnel, comme un investissement relationnel. Là aussi, chaque culture va gérer ces principes et instances selon des règles établies au cours du temps par essais et observations.

Une instance de communication est selon Mucchielli inscrite dans un contexte temporel : lié au moment de l'énonciation, à l'avant, et à l'après, on revient ici en partie sur la notion « de la bonne information, *au bon moment* ». D'autre part, la linéarité du Signe (décrite par Saussure) est conditionnée par le fait que toute réception est inscrite dans une temporalité double, celle de l'émetteur, celle du récepteur : l'écoute d'un message oral dépend de l'inscription dans le temps du déroulé de l'oralité. Le mot « pierre » ne se formera qu'après avoir perçu successivement les sons /p/ + /i/ puis /è/ puis /r/ (non notés de manière phonétique pure ici). La lecture va fonctionner de la même manière, où le sens prendra place au fur et à mesure du déroulement de l'énoncé (principe isotopique selon Greimas et Bougnoux par exemple), ce qui permet de choisir le bon « signifié » d'un terme par le contexte apporté ; ainsi « pierre » devient une personne dans « pierre habite une maison », et non pas un caillou.

L'image fixe ou animée répond aux mêmes critères de reconstruction du sens dans une temporalité (la lecture d'une image semble globale alors qu'elle est le résultat de multiples lectures focalisées). Donc, lors de l'énonciation, la temporalité a son importance, et doit être préservée, si ce n'est que pour laisser le temps nécessaire à la compréhension et à d'éventuelles questions pour la vérifier (selon la fonction métalinguistique de Jakobson). Sans ce temps nécessaire, on ne re-construit pas le contexte de la communication de manière satisfaisante, et le sens ne peut naître, puisqu'il est le résultat du couple message + contexte. Vu sous un autre angle, ou pour compléter, il est important aussi de connaître les temporalités associées : que s'est-il dit ou passé avant, et que se passera-t-il après ? Il s'agit par exemple d'une difficulté classique dans un débat d'opinion, qu'il s'agisse d'une situation politique ou simplement d'un échange d'idées, mais face à un public tiers, ne prenant pas part aux échanges : il est démontré que beaucoup d'auditeurs (surtout s'ils sont distants, non présents physiquement) vont « garder » plus facilement en substrat la dernière intervention avant fermeture du canal, sans forcément adhérer au dicton populaire « c'est celui qui parle en dernier qui a raison »

Poly- et mono-chronie

> « Le temps parle. Il parle plus clairement que les mots. Le message qu'il transmet arrive fort et clair. Parce qu'il est utilisé moins consciemment, il est moins sujet à manipulation que ne l'est le

langage parlé. Il peut clamer la vérité quand les mots mentent. »
in Le Langage silencieux, Edward T. Hall

Toute communication est inscrite dans une combinatoire de plusieurs temporalités (un ensemble de phénomènes temporels), appartenant à chacun des acteurs de l'instance en cours : celle des émetteurs et celle des récepteurs, destinateurs et destinataires, qu'ils soient en présentiel ou à distance, que le processus soit synchrone ou non. Chacune de ces temporalités renferme l'expression des valeurs culturelles des interlocuteurs, dénotant ainsi diverses conceptions sociales du temps allant d'une conception « *monochronique* » à « *polychronique* » des événements, comme le décrit E. T. Hall (op. cit.) :

Le temps peut être vécu de manière « *polychronique* », c'est-à-dire que la communauté a la capacité à assister à de multiples événements simultanément, à effectuer plusieurs actes dans le même temps qui pourtant s'inscrivent dans des temporalités diverses et parfois concurrentielles. En gestion de projet, par exemple, cette idée rejoint l'habileté à décomposer des actions en tâches fonctionnelles tout en les organisant dans le temps selon des séquences stratégiques et logiques qui tiennent compte de plusieurs facteurs, institutionnels, humains, sociaux et temporels.

Par opposition, une société peut avoir une vision plutôt « *monochronique* » du temps : il s'agit ici d'individus ou de communautés inscrits dans une culture qui gère les événements séquentiellement, l'un après l'autre, pour qui il est difficile de traiter cognitivement les événements autrement que de manière successive ou graduelle.

Cette vision quelque peu dichotomique de nos réactions (gageons que notre vécu se situe réellement dans des intervalles oscillant entre ces deux extrêmes) démontre également une conception sociale du temps, ainsi qu'une organisation de l'espace d'interaction intimement lié à nos préférences temporelles. Cela influe également sur les changements sociaux : certaines cultures se situent comme un moment précis dans une Histoire avec un grand « h », tenant ainsi compte des cristallisations des savoirs, connaissances, patrimoines et habitus. Elles considèrent alors le moment présent comme faisant partie d'un système en action, et ont conscience des répercussions de leurs actes sur l'avenir proche comme lointain.

À l'extrême inverse, pour certaines civilisations (certains individus, sans généraliser à outrance systématiquement), seul le futur proche est intéressant à considérer, s'inscrivant ainsi dans une « culture de la rapidité » pour laquelle l'histoire passée n'est pas si révélatrice de nos

actes, ni si déterminante de nos attitudes présentes comme comportements à venir.

Ainsi, en Asturies notamment (nord-est de l'Espagne), à la question « comment ça va ? », on répond facilement « *Pues, aquí estamos* » que l'on pourrait littéralement traduire par « *eh bien, nous sommes ici* », qui sous-entend en fait « nous sommes toujours vivants, la preuve : nous sommes ici, et maintenant, et debout », en référence aux temps difficiles vécus par les populations pendant les diverses guerres, révolutions, et dictature, et maintenant plus prosaïquement à la prise en compte du poids social de l'histoire et de la fragilité de l'existence dans sa pérennité (problèmes de santé, de pollution etc.).

Dans d'autres cultures, la notion de « *demain* » dans le monde francophone, de « *ojala* » en Amérique du Sud, ou encore de « *inch'allah* » dans les pays du maghreb ont en commun un implicite évasif (presque philosophique) du type « *on verra bien* » qui permet tout à la fois au locuteur de se décharger d'une responsabilité éventuelle (si ce que nous devions faire n'est pas possible, j'ai ouvert un parapluie en n'engageant pas ma parole), et de conjurer le sort, en n'affirmant pas de manière péremptoire que cela va se passer ainsi. Une forme anti-performative en quelque sorte ! Une superstition liée à éviter une culpabilisation, qui dénote un rapport au temps où l'incertitude prévaut… Ce qui montre au passage que la manière de considérer le temps est facteur de stress.

Espace, territoires et intelligence territoriale

Hall, ensuite, vulgarise les recherches et concepts des recherches américaines des années 50-60 sur la communication non linguistique : conception sociale du temps, organisation de l'espace d'interaction, changement social… Déjà, il tend à définir la culture comme un ensemble de codes.

Le concept le plus connu de Edward T. Hall est la proxémie, la distance physique qui s'établit entre des personnes impliquées dans une interaction, où l'espace est compris comme un langage, un lieu d'expression. Dans son livre *La dimension cachée* (1966), il décrit la dimension subjective qui entoure quelqu'un et la distance physique à laquelle les individus se tiennent les uns des autres selon des règles culturelles subtiles. Pour Hall, chaque culture organise l'espace de façon différente à partir d'un substrat animal identique : le « *territoire* ». Il constate que dans les relations entre les animaux, il semble y avoir des sphères invisibles qui définissent une bulle autour de chaque individu. Les rapports de proximité entre les différents membres régulent

en partie le comportement de chacun. Il découpe l'espace autour des individus en catégories de distances.

Ces distances varient entre les espèces et dans les rapports entre espèces, et se réfère également aux notions de surpopulation-régulation : lorsqu'une colonie, tribu ou communauté commence à se sentir à l'étroit dans l'espace qu'elle occupe, elle invente des stratagèmes permettant de retrouver du souffle, soit en baissant sa fécondité et par là le taux de natalité, soit en divisant le groupe, une partie allant habiter un autre territoire.

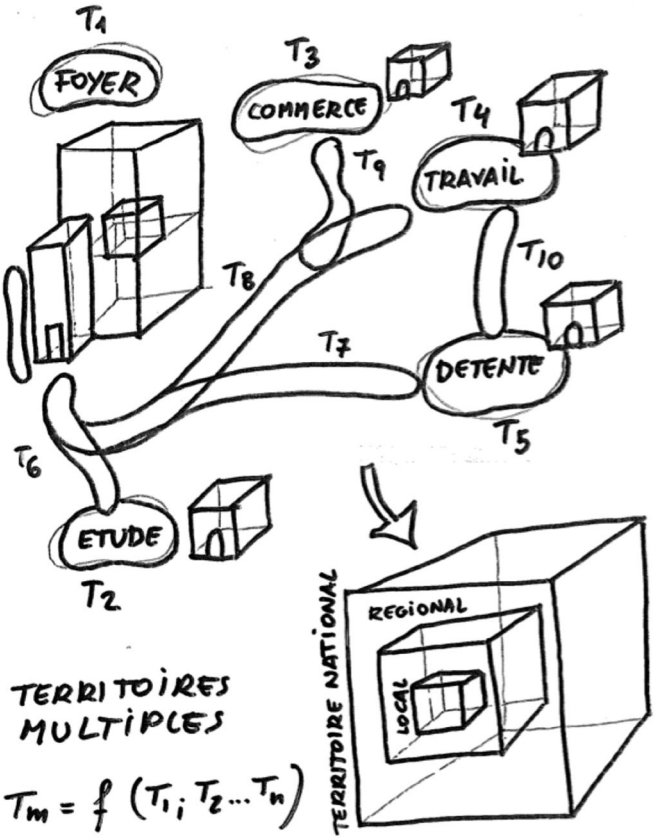
La distance critique (intime)	Bulle dans laquelle l'animal est acculé et où il est à portée de son éventuel agresseur. Théorie des 3F : Freeze, Fly, Fight. Pas le temps de s'enfuir.
La distance personnelle	Les individus se côtoient sans changement d'attitude tant qu'aucun des deux n'empiète l'espace de l'autre. Il est encore temps de prendre de la distance.
La distance sociale	Les individus sont suffisamment loin pour ne pas se menacer, et suffisamment près pour se rapprocher si besoin, ou envie ! Chacun peut prendre son temps.
La distance de fuite (publique)	L'animal peut facilement fuir lorsqu'un individu menaçant s'approche. Il en a le temps !

Enfin, entre aussi en jeu le fonctionnement social des espèces où par exemple se distinguent les espèces de contact des espèces de non-contact. Dans la théorie de Hall, on observe alors des sphères invisibles qui définissent des bulles autour de chaque individu. Ces bulles sont plus ou moins semblables selon les cultures, patrimoines cristallisés des expériences vécues et reproduites. Souvent, elles s'organisent à partir d'échelles de proximités définies par une temporalité : celle de la possibilité de fuir l'Autre, de se mettre à l'abri, ou parfois, de réussir à l'atteindre (pour la reproduction, ou pour le consommer !).

Ainsi, dès que l'on aborde la notion du temps, celle de l'espace s'impose naturellement assez rapidement, plus exactement celle des territoires et des communautés humaines en ce qui concerne notre sujet.

Biologiste, activiste, Professeur de biologie évolutive humaine à l'Université Nationale de Cordoba (Argentine), Raúl Montenegro est aussi président de la Fondation pour la défense de l'environnement (FUNAM). Il a été vice-président de Greenpeace et a reçu le Prix Nobel alternatif 2004.

Il explique la multiplicité des territoires vécus par la multiplicité des temporalités vécues : du foyer, du ravitaillement, du travail, des loisirs, des études…



Territoires Multiples, R. Montenegro, 2014

La perception que l'on construit de son espace est intimement liée à son statut, de citoyen, touriste, producteur, consommateur, etc., ainsi qu'au moment où l'on active tel ou tel statut, et enfin à son état émotionnel du moment. La connaissance des usages locaux et communautaires de ces espaces permet de favoriser l'émergence d'intelligences collectives territorialisées, ce qui devrait alors en faciliter la préservation, l'aménagement et le développement, lorsque l'on se donne les moyens de les écouter et de les entendre. C'est l'une des

préoccupations majeures de recherche du réseau INTI « International Network of Territorial Intelligence », inti.hypotheses.org. Ses travaux ont pointé l'importance des comportements comme émanations culturelles repositionnées de manière centrale, et du lien avec la mémoire (D. Peschanski et F. Eustache). Ils se sont intéressés aux neurosciences où l'on cherche dans quelle mesure les aspects culturels peuvent avoir des impacts sur la génétique, et comment fonctionnent les notions d'héritage social, culturel et biologique dans ce cadre. Certaines activités ont cherché à comprendre et structurer des systèmes de transmission de la culture et des outils pour la construire.

Cependant, cette notion de transmission culturelle renferme en creux une vision descendante voire hiérarchique des relations humaines et sociales, qui matérialise la culture dans une forme figée, à la manière d'un objet que l'on pourrait se passer de main en main. Or, tout comme l'information, la culture se dissémine par partage : celui qui pense la donner ne s'en défait pas et la conserve encore, et surtout, c'est celui qui la reçoit qui en construit le sens, qui réellement re-construit la culture, selon des codes propres ou appropriés :

> « L'individu ne fait pas que recevoir l'empreinte culturelle de son groupe. Au contraire, il manipule et réinterprète cet héritage à partir de ses expériences personnelles, sa personnalité et son statut. » (Belkaïd et Guerraoui, 2003)

Cette transmission est également trop souvent cantonnée à la famille ou aux proches et semble oublier la diversité et la richesse des rapports humains, où l'éducation et la formation prennent une place importante, ainsi que les réseaux de connaissances (Sylvie Octobre, 2011). Dans sa conférence introductive « *Pas si sapiens que ça* » (INTI Paris 2014), Raul Montenegro a démontré que *homo sapiens* est, comme toutes les espèces vivantes, un processus évolutif. Les éléments relativement distinctifs de la stratégie de ce processus sont son système nerveux, qui permet une accumulation continue d'informations culturelles (laquelle peut seulement se transmettre par voie culturelle et non génétique), et la croissance du stock d'information culturelle tout au long des générations successives entraînant une variation permanente de sa conduite individuelle et sociale. Cette variation est le résultat de cette accumulation trans-générationnelle, elle-même naturellement liée aux territoires constitués par les usages communautaires évoqués précédemment.

Le temps et l'espace, les territoires, influencent fortement les processus informationnels et communicationnels qui structurent les interactions collectives essentielles aux cultures locales.

Partage, tribu et présentisme

Lors de la 4e journée du séminaire SIC & Intelligence Territoriale du Cimeos (Univ. de Bourgogne Franche-Comté) en juin 2016, E. Dacheux a présenté les grandes lignes de son article paru en septembre de la même année dans la revue *Communiquer* (http://communiquer.revues.org/1914). Il y développe plusieurs aspects qui éclairent nos usages sociaux du temps (les citations qui suivent sont issues de la retranscription du séminaire) :

> « La communication, pour moi, c'est une relation humaine intentionnelle de partage de temps, et/ou d'espace et/ou de sens, qui s'inscrit dans la durée. »

Où l'on retrouve le tissage indispensable entre temps, espace, inscription dans une temporalité, auquel s'ajoute le sens (selon moi co-construit lors du processus relationnel) et l'intentionnalité, sans laquelle point de communication.

L'auteur attire plus loin notre attention sur l'usage communautaire du temps dans le monde du numérique, qu'il note au service d'une idéologie sociale clairement opposée à une autre :

> « Je pense que les outils numériques sont des outils communautaires, et non pas des outils de rassemblement. [...] Le numérique a tendance à renforcer le temps des tribus plutôt que de créer du commun. [...] Internet c'est quand même le rêve de l'accomplissement technique du rêve libéral. Quel est le rêve libéral ? C'est que tout circule sans entrave 24 heures sur 24. Qu'est-ce qu'internet ? Tout circule sans entrave 24 heures sur 24. [...] Le capitalisme c'est un rapport au temps spécifique. C'est « Time is money », c'est « Tout, et maintenant », c'est le régime présentiste. On est dans le présent, c'est-à-dire une négation du passé, et du futur. »

Tribu *vs* commun, où comment se retrouver entre-soi sans participer à façonner des biens communs, ou simplement à partager du temps avec des membres hors de « sa tribu » traditionnelle (sa zone de confort), sociale, et/ou culturelle, et/ou territoriale.

En référence à Hartog, E. Dacheux démontre ici qu'internet en s'affranchissant des contraintes matérielles imposées par les rythmes sociaux, participe d'une vision capitaliste du monde et des rapports sociaux, où seul le présent a de l'importance.

Nous prenons alors conscience d'une mise en garde qui se veut globale, rejoignant ici les « anciens », et les préoccupations des deux associations à l'initiative des réflexions sur ces thèmes lors du XXe congrès et de cette académie scientifique : la relation au temps, aux temporalités, conditionnent les individus, les sociétés, et leurs cultures, et en est le résultat dans le même temps.

Par exemple, l'été 2016 a été le théâtre d'une polémique complexe autour du « burkini », longuement analysée par Nicolas Vanderbiest sur son blog « Reputatio Lab » (http://wp.me/p4rgq8-1Hq).

Cette illustration confronte deux débuts de siècles dans leur première décennie, deux moments d'histoire, afin d'en relever l'ironie culturelle : une société s'inquiète à un moment de son existence de la nudité des femmes sur les plages, dans l'espace public, et un siècle plus tard, s'offusque qu'elles y soient trop habillées… *O tempora, o mores…*

Ainsi, nous pouvons conclure sur le fait que les processus informationnels et communicationnels, indispensables à ces constructions systémiques, doivent être pensés également dans leurs dimensions de catalyseur des cultures territoriales.

Bibliographie

Éric Dacheux, « Du consentement à la délibération : une critique communicationnelle du marketing politique », Communiquer [En ligne], 16 | 2016, mis en ligne le 1er septembre 2016, consulté le 4 septembre 2016. URL : http://communiquer.revues.org/1914; DOI : 10.4000/communiquer.1914

Le Langage silencieux, Edward T. Hall (trad. Jean Mesrie et Barbara Niceall), éd. Seuil (ISBN 2-02-006774-9)
Masselot, C., (2014). Co-construire l'information territoriale. In L'intelligence territoriale, 25 ans déjà ! Cahiers d'Administration, supplément au n° 244, pp. 45-49. https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01136638v1
Montenegro, R. A., Girardot J.-J., (2014) Rapport sur le séjour scientifique de haut niveau de Raul A. Montenegro à la Maison des Sciences de l'Homme et de l'Environnement de l'Université de Franche-Comté dans le cadre du GDRI INTI, Besançon, MSHE, 29 p. https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01146308
Edward Burnett Tylor, 1871, Primitive Culture
Nicolas Vanderbiest, « Comment s'est propagée la polémique du Burkini sur les réseaux sociaux ? » blog « Reputatio Lab », mis en ligne le 30/08/2016, consulté le 4 septembre 2016. URL : http://wp.me/p4rgq8-1Hq.
Paul Watzlawick « Une logique de la communication », Ed. du Seuil, Paris 1979
Journée du 15/09/2016 en vidéo sur la chaîne Youtube de l'association C&E, http://goo.gl/aHosMg

XXe congrès de la Sfsic :
http://sfsic.org/index.php/services-300085/bibliotheque/divers/785-communique-de-presse-convention-de-partenariat-communication-et-entreprise
http://sfsic.org/index.php/evenements-de-la-sfsic/congres-2016-xxeme

Notes

1. Disponible sur le site de la Sfsic : http://sfsic.org/index.php/services-300085/bibliotheque/divers/785-communique-de-presse-convention-de-partenariat-communication-et-entreprise
2. Disponible sur le site de la Sfsic : http://sfsic.org/index.php/evenements-de-la-sfsic/congres-2016-xxeme

QUESTIONS DE RECHERCHE

COMMUNICATION ET ANIMAL

Coordination Brigitte Chapelain

PRÉSENTATION

Il est des domaines que notre discipline n'a guère investigués, ou qu'elle a investigués puis laissés de côté et repris de nombreuses années après. Ce fut le cas de celui de la religion dans lequel à partir de 2010, en particulier, les activités du réseau *Relicom* animé par David Douyere, Stéphane Dufour et Odile Riondet relancent la réflexion et la recherche. On assiste à la publication de nombreux travaux. Le dossier[1] du numéro 12 des Cahiers de la SFSIC, parmi d'autres nombreux et actuels, en témoigne.[2]

Autour de la question de la communication et de l'animal Béatrice Galinon-Mélénec et Hélène Dufour-Rossi avec les chercheurs du CDHET organisent en 2002 le colloque interdisciplinaire « Homme-Animal » qui donnera lieu, comme l'explique Béatrice Galinon-Melenec dans ces pages, à un ouvrage aux Presses de l'Université Rouen-Le Havre et à un numéro de *Communication et organisation*. Dans ces contributions écrites par de nombreux chercheurs en SIC les principaux angles communicationnels d'analyse de la relation homme-animal sont déjà présents : interactions et action thérapeutique (Hausberger, Gaunet), communication non verbale (Boutaud, Martin-Juchat), animal et organisation (Dufau), animal et relation à l'environnement (Porcher), médiations numériques de la relation homme-animal (Vieira), images, représentations et mythes (Deveze, Hottier, Hénon, David, Plante). Pendant plusieurs années Béatrice Galinon-Mélénec s'est éloignée de cette problématique pour s'attacher à faire émerger et à approfondir la notion de signe-trace[3]. Elle reprend aujourd'hui sa réflexion sur Communication et animal pour enrichir une approche comparative entre le robot de compagnie et l'animal. Les Cahiers de la SFSIC ont publié dans le numéro 12 un très intéressant article de Stéphanie Cardoso interrogeant sous l'angle du design les pratiques et les scenarii d'usages des robots de compagnie. Une autre équipe de chercheurs[4] dans une approche comparatiste et interdisciplinaire poursuit également des recherches sur la

communication homme-animal-machine. Drôle de « come back » du tandem animal-machine qui fait songer aux théories spécistes de tradition cartésienne. Mais dans ce cas c'est l'approche réflexive des capacités communicationnelles et relationnelles de l'animal qui sera prise en compte pour concevoir des robots capables de co-exister avec l'homme et de lui rendre également service. C'est un drôle de retour de manivelle pour ces théories qui ont perdu aujourd'hui leur crédibilité : il semble que l'exemple de la relation animal-homme puisse inspirer les comportements des machines, en l'occurrence les robots, pour soutenir l'homme dans des activités et l'accompagner dans certaines situations.

La question animale aujourd'hui est un fait de société. Apparue en sciences humaines et sociales à partir des années 1970 (Goldblum, Lenormand, 2015) il semble qu'elle convoque actuellement la plupart des disciplines. L'animal en France est reconnu depuis 2015 comme un être vivant doué de sensibilité. À la question du droit s'ajoute la question éthique (Pelluchon, Burgeat, Jeangène Vilmer) posant la question de notre responsabilité à l'égard du vivant (Caron, 2016). Depuis une génération les réflexions posées par la disparition des espèces, l'industrialisation de l'élevage, l'avancée des découvertes concernant les capacités communicationnelles, relationnelles, cognitives des animaux et l'hypothèse d'un cerveau social (Bovet, 2011), le progrès des thérapies animales, le rôle social de l'animal ainsi que celui exercé dans le travail (Porcher, 2016) ont largement surpassé et enrichi les interrogations traditionnelles sur la fonction, l'image et la représentation de l'animal dans la société, la culture et la religion.

L'apport des Sic à l'analyse homme-animal au début de ce siècle, comme nous venons de le rappeler, reste toujours valable pour investiguer tous ces domaines constitutifs de la question animale telle qu'elle se présente aujourd'hui. Les contributions qui suivent en sont la preuve. Il n'en demeure pas moins, comme Jerôme Michalon le propose pour la sociologie des RAZ (Relations anthropozoologiques), qu'il faudrait rappeler le travail des SIC, répondre aux objections épistémologiques et ouvrir de nouvelles recherches dans des perspectives interdisciplinaires.

Bernard Faye nous montre que l'évolution du statut de l'animal, en l'occurrence le chameau, traduit celle de l'économie et de la culture de la société africaine et moyen orientale. Joliment qualifié de « vaisseau du désert », le chameau a perdu ses activités caravanières pour devenir produit d'élevage (lait et viande) ou encore récemment animal « pour le fun », à l'image du cheval chez nous. La fonction utilitariste se joint à la fonction affective. Passant d'une image emblématique à

celle d'un animal zootechnique, puis de divertissement, l'animal a dû établir avec l'homme des rapports différents.

Marine Grandgeorge dans son article sur la relation homme-animal de compagnie rappelle l'importance de la médiation animale reconnue au niveau international. La communication non verbale entre l'animal, souvent cheval ou chien, « puissant stimulus multisensoriel » et les enfants en particulier avec TSA (trouble du spectre autistique) souffrant de « déficit d'interactions sociales de troubles de la communication » est particulièrement efficace. Les animaux leur apportent des stimuli multi-sensoriels et créent avec eux des liens que les enfants peuvent transférer aux êtres vivants.

Marianne Celka désigne par animalisme tous les mouvements qui incluent la libération animale et la contestation antispéciste aboutissant pour certains à l'hypercritique végane contemporaine. Faisant un historique du développement de l'animalisme par la médiation des réseaux sociaux, elle montre les différents choix de communication des associations et ONG dans lesquelles l'image est prépondérante et particulièrement bien pensée. Les réseaux sociaux avec leurs images à la fois attractives et répulsives montrent une certaine ambivalence de la communication animaliste. La cause végane perd de sa force subversive en développant sur internet des offres communautaires aux allures consuméristes.

Brigitte Munier en s'appuyant sur la littérature du dix-neuvième siècle témoigne du recours de l'homme à une « animalisation de la machine » pour exorciser l'effroi suscité par les progrès techniques. Ainsi le recours à des peurs anciennes pour atténuer les nouvelles se traduit par l'évocation métaphorique d'animaux ou de créatures mi-animales, mi-humaines effrayantes pour décrire en particulier une locomotive ou une mine.

Brigitte Chapelain

Notes

1. « Le religieux, le sacré, le symbolique et la communication », David Douyere (Coor.), Mai 2016, p109-209.
2. On peut citer : « Le christianisme en communication(s) », David Douyere (Coor.), *Communication & Langages*, n° 189, Septembre 2016, p. 25-140.

3. Les publications de B. Galinon-Melenec se trouvent dans la bibliographie de son entretien, dernier texte de la problématique « Communication et Animal ».

4. Céline Jost, Brigitte Le Pévédic, Dominique Duhaut. *Interactions et Intercompréhension : une approche comparative Homme-Homme, Animal-Homme-Machine et Homme-Machine* – Chapitre « Étude de l'impact du couplage geste et parole sur un robot. » EME éditions, pp. 301-316, 2013, échange, ISBN 978-2-8066-0859-8. https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00832075v1. Marine Grandgeorge, Brigitte Le Pévédic, Frédéric Pugniere-Saavedra, Céline Jost. *Vers une communication Homme-Animal-Machine ?* Contribution interdisciplinaire. France. EME, 2015, ISBN 978-2-8066-3195-4. https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01121334.

DE LA DUNE À L'ÉTABLE : LA SECONDE DOMESTICATION DU CHAMEAU

B. Faye*

Bien que les dates restent incertaines, tant le processus de domestication s'est déroulé pendant plusieurs siècles, voire millénaires, le dromadaire domestique est sans doute apparu au cours du IIIe millénaire avant J.-C. (Epstein, 1971. Uerpman et Uerpman, 2012). L'objectif de sa domestication, bien qu'elle demeure partiellement obscure, a sans doute été l'utilisation de l'animal comme transporteur des biens et des personnes dans le milieu hostile du désert, mais aussi comme pourvoyeur de lait et de viande dans un univers où il représentait, sinon l'unique, du moins la principale source de protéines animales, tout particulièrement au cours des longs périples à travers le désert. Pendant une longue période, de fait, le dromadaire (et le chameau de Bactriane[1]) ont été dévolus au commerce ou à la guerre comme animal de bât ou de monte depuis l'époque d'Alexandre le grand jusque dans tout le monde romain, des ossements de grands camélidés ayant été trouvés dans la plupart des relais le long des voies romaines jusqu'aux confins de la Belgique et de la Germanie (Pigière et Henrotay, 2012). Cette situation a duré des siècles, voire des millénaires si on se base sur l'ancienneté de certaines routes caravanières comme la route de la soie au travers du continent asiatique, ou sur les pistes du sel au travers du Sahara. Mais même au sein des entités agricoles ou des économies oasiennes, les grands camélidés ont joué un rôle principalement comme auxiliaires des activités agricoles et accessoirement comme pourvoyeur de lait et de viande pour les familles des éleveurs, leur assurant une certaine sécurité alimentaire (Faye *et al.*, 2017).

Cependant, depuis une ou deux décennies, la donne a changé. Le déclin de l'activité caravanière concurrencée par le camion, la petite motorisation agricole dans les parcelles oasiennes, ont sonné le glas de l'utilisation du dromadaire et du Bactriane, essentiellement pour sa force de travail. Du coup, on redécouvre les « vertus zootechniques » de cet animal emblématique du désert (Faye, 2015).

* CIRAD-ES, Montpellier, France

Seront donc présentés ici (i) quelques informations sur la découverte ou plutôt la « redécouverte » de la fonction de pourvoyeur de protéines animales pour cette espèce considérée jusqu'à une période récente comme uniquement un « vaisseau du désert », et (ii) dans un second temps, en quoi ce changement de paradigme (Faye, 2009) a modifié d'une part les systèmes d'élevage camelin, d'autre part les relations éleveur chamelier/chameau dans un monde de plus en plus urbanisé.

L'intérêt zootechnique des grands camélidés

Les grands camélidés sont le type même d'animaux multi-usages (Hjort af Örnas *et al*. Hussein, 1993). En effet, au-delà de son intérêt pour produire lait, viande, cuir et laine, voire fumier, il est utilisé pour la monte sellée, le bât, le transport attelé, les activités agricoles (labourage, hersage etc.), le loisir (méharées touristiques, fantasia), la course, les sports collectifs (polo) et même dans les concours de beauté à l'instar des expositions canines. Il est peu d'espèces capables de fournir à l'homme autant de services, d'autant que son rôle éminent dans la lutte contre la désertification (Stiles, 1988 ; Faye, 2011), dans la sécurisation des systèmes pastoraux (Vias et Faye, 2009) ou son adaptation aux changements climatiques (Faye *et al.*, 2012) ajoutent encore à son utilité autant économique que sociale et environnementale.

Le potentiel laitier de la chamelle est loin d'être négligeable. Longtemps mal évalué du fait de la pratique irrégulière de la traite dans les systèmes traditionnels, juste pour satisfaire les besoins familiaux ou pour offrir du lait aux hôtes de passage, la traite régulière, parfois mécaniquement (Ayadi *et al.*, 2013) a permis une meilleure estimation du réel potentiel. Les productions individuelles varient entre 1000 et 2700 litres par lactation en Afrique, mais pourraient atteindre 7 000 à 12 000 litres selon certaines sources au Moyen-Orient et en Asie du Sud (Faye, 2004). La courbe de lactation est comparable à celle des bovins avec une meilleure persistance et une durée de la lactation plus longue - jusqu'à 18 mois (Musaad *et al.*, 2013). Rapportée au poids vif de l'animal, la productivité laitière des chamelles (250 kg/Unité Bétail Tropical/an) serait supérieure à celle des petits ruminants (220 kg) et à celle des zébus (100 kg) dans les mêmes conditions alimentaires et environnementales (Schwartz et Dioli, 1992). Le lait de chamelle représente 0.44 % du lait consommé dans le monde soit 2,9 millions de tonnes en 2014 selon les données de la FAO (FAOstat, 2017), mais cette quantité est probablement sous-estimée (5-6 millions de tonnes). La viande de chameau, de son côté ne représente que 0,13 % de la viande consommée dans le monde (0,63 % de la viande des herbivores). La quantité produite

était estimée à 703,000 t en 2014, dernières statistiques disponibles. Mais ce qui est remarquable, ce n'est pas tant les quantités produites qui demeurent marginales et correspondent du reste à la place marginale de la population cameline au niveau mondial (29 millions de têtes contre au moins 1,5 milliard de bovins par exemple), que la croissance de la demande en lait et viande de chameau qui augmente en proportion plus vite que celle des bovins, des buffles, des moutons ou des chevaux. Seules les chèvres présentent une croissance plus soutenue depuis 50 ans (Faye et Bonnet, 2012).

Les relations homme/chameau : quels changements ?

Les relations entre les hommes et les chameaux au cours de l'histoire récente ont oscillé entre « idéalisation et marginalisation » (Faye et Brey, 2005) au sens où, en dépit de leur prééminence affective et culturelle chez les éleveurs chameliers, les troupeaux camelins ont été confinés pendant des décennies dans les lieux les plus inhospitaliers des zones arides, voire abandonnés à leur sort comme dans le cas australien conduisant à l'explosion d'une population retournée à l'état sauvage (Saafeld et Edward, 2010). De fait, au tournant des indépendances dans les années soixante, le chameau a pu être considéré comme un animal du passé et ce, en dépit de son image emblématique : ne le voit-on pas sur plusieurs billets de banque dans bien des pays où ses effectifs ont décliné au cours de ces années ? Les changements en cours dans les systèmes d'élevage camelin, changements que l'on pourrait résumer par une tendance à la sédentarisation et à l'intensification des productions, modifient de fait les relations, à la fois en atténuant son image d'animal idéal et en lui conférant un statut de reconnaissance de fait comme animal zootechnique.

Fin de l'idéalisation ?

En effet, la sédentarisation signifie la fin de la mobilité, c'est-à-dire de la capacité à user d'espaces différents mais complémentaires, dans le temps. Indirectement, le chameau devient donc incapable de valoriser l'espace et d'accéder à la diversité pastorale. Le chameau se satisfaisant de fourrages de peu de valeurs nutritives et capable de grappiller une variété invraisemblable d'espèces végétales (Rutagwenda *et al.*, 1990), son confinement dans des étables loin de ses dunes originelles, le transforme en un quelconque animal de ferme. Il devient dès lors ce sédentaire alimenté avec une ration monotone, distribuée deux fois par jour. Alors qu'il passait 8 heures par jour à chercher sa nourriture diversifiée, il ne mâche plus que 2 ou 3 heures par jour une ration enrichie qui conduit aisément sinon à l'obésité, du moins à des changements probables de sa physiologie digestive et de son métabolisme.

La contrepartie en est une conception plus 'utilitariste' de l'animal, désormais destiné à produire pour le marché, et pour lequel la productivité devient un paramètre à prendre en compte de façon plus importante. Le développement de la traite mécanique en est un excellent exemple (Atigui *et al.*, 2014). Si la relation entre le trayeur et la chamelle ne change pas dans sa nature (l'objectif de la traite manuelle est la même que la traite mécanique), en revanche, notamment dans les grandes unités de production, la pratique de la traite devient une activité de routine, taylorisée, assurée par plusieurs équipes techniques qui s'abstraient d'une relation particulière, quasi-charnelle avec l'animal donnant son lait comme cela existe dans les systèmes traditionnels où la plupart du temps, une seule et même personne assure ce travail. A contrario, dans les systèmes intensifs, la chamelle pendant la traite devient relativement anonyme.

Un constat analogue peut se faire en matière d'alimentation. Dans les systèmes pastoraux traditionnels, le chamelier accompagne souvent le troupeau le guidant vers les parcours lui apparaissant les plus judicieux pour l'embonpoint des animaux et leurs besoins d'entretien et de production (Correra *et al.*, 2009). À l'inverse, dans les fermes « modernes », la distribution quasi-automatique des aliments et l'abreuvement régulier font taire ce lien particulier qu'autorisait la conduite aux pâturages. De même, on peut rappeler le développement (certes encore modeste) des biotechnologies de la reproduction (diagnostic de gestation par échographie, insémination artificielle et transfert d'embryons) qui conduisent de fait à des rapports 'technologisés' entre l'homme et le dromadaire : traditionnellement la reproduction étant limitée à la monte naturelle, l'assistance de l'homme se contentait de quelques bons gestes pour assurer la sécurité de l'accouplement ou de la mise-bas, alors que la reproduction assistée exige un ensemble de manipulations plus ou moins stressantes pour l'animal, ou pour le moins qui nécessitent un apprentissage contraignant, comme, la technique d'électroéjaculation ou l'utilisation de mannequins pour collecter la semence chez le mâle ou l'examen transrectal pour les femelles (El-Hassanein, 2003).

Fin de la marginalisation ?

Fin donc de l'animal idéalisé, seul capable de résister aux dures conditions du désert. Il est désormais voué à un « utilitarisme », témoignant de son entrée dans la modernité. Mais est-ce pour autant la fin aussi de sa marginalisation ? Le positionnement emblématique du dromadaire dans des sociétés nomades comme celle des bédouins ou des Touaregs avait tendance à l'écarter des activités de travail. Hormis, son utilisation comme auxiliaire des activités agricoles dans certains pays arides (Inde, Corne de l'Afrique, Afrique du Nord), sa place dans

la hiérarchie animale ne pouvait tolérer un abaissement au « travail manuel ». Or, voici que même dans les systèmes oasiens où la vocation « utilitariste » traditionnelle du chameau cohabitait avec sa fonction aristocratique (comme animal de monte), la concurrence de la petite motorisation agricole a tendance à l'écarter et à finalement le renvoyer à l'image d'un animal dépassé et donc du passé. Et désormais on ne trouvera presque plus de chameaux pour manier la *noria* ou le *delou* pour irriguer les jardins oasiens.

Et pourtant, comme on l'a vu plus haut, ses effectifs ne cessent d'augmenter dans la plupart des pays. Le chamelier lui a donc attribué d'autres fonctions, liées justement à la redécouverte de son utilité zootechnique. Désormais, le chameau passera tout ou partie de sa vie près des villes pour assurer l'approvisionnement en lait et viande d'une population humaine de plus en plus urbanisée et exigeante en termes de qualité. Le voici donc devenu, un animal des banlieues pour contribuer à ce qu'on appelle l'élevage péri-urbain (Guerin et Faye, 1999).

Animal des banlieues ou animal du week-end ?

L'urbanisation qui a touché toutes les sociétés et tous les écosystèmes, à tel point que les populations urbaines représentent désormais la majorité de la population mondiale, a induit de profonds changements dans les habitudes alimentaires, l'émergence de la petite industrie notamment dans le champ de l'agroalimentaire, et l'accentuation des pressions sur les ressources hydrauliques et pastorales. Ces changements influent sur les productions agricoles et d'élevage chargées d'assurer l'approvisionnement des villes. L'élevage péri-urbain est une réponse à cette nouvelle exigence. Cela se traduit par une nouvelle organisation des systèmes de production camelin dans les régions arides d'élevage traditionnel du chameau. Ces systèmes ne sont pas forcément basés sur une forte intensification des productions, mais sur un concept « utilitariste » comparable, impliquant notamment la marchandisation du lait et son intégration dans des filières courtes. La marchandisation du lait de chamelle s'inscrit dans la transition économique observée à une plus grande échelle intégrant les productions locales dans une globalisation de l'économie (Cour, 2001). Il en est de même de la filière viande caméline. Par exemple, en Arabie Saoudite, des fermes spécialisées dans l'engraissement des mâles importés de la Corne de l'Afrique, s'implantent à la périphérie des villes pour satisfaire la demande locale en *hachi*, la viande de jeune dromadaire âgés de moins de deux ans (Faye *et al.*, 2013).

Cette « périurbanisation » des systèmes camelins peut prendre plusieurs formes, depuis la sédentarisation partielle des seules chamelles en production pendant que la partie productive continue de nomadiser, jusqu'à l'« élevage-kleenex » qui consiste pour le propriétaire à acheter les chamelles en fin de gestation, à ne les élever que pendant leur période de traite et à les revendre dès lors que se termine leur lactation. Si, dans le premier cas, la relation homme chameau se satisfait de la coexistence entre une fonction utilitariste et une fonction culturelle-affective traditionnelle de l'élevage (l'éleveur urbanisé est toujours en contact avec les bergers grâce au téléphone mobile et au 4x4), dans le second cas, disparait ce lien privilégié, l'animal ne devenant plus qu'un support pour la production le temps de sa phase productive.

Une autre évolution notable, est celle du chameau de week-end, assez fréquente au Moyen-Orient. Les propriétaires sont des éleveurs urbanisés ou des pluriactifs (commerçants, fonctionnaires), voire des retraités[2]. Ils disposent d'un troupeau de dromadaires à la périphérie de la ville, aux marges du désert, placé sous la garde d'une main-d'œuvre immigrée, et auprès duquel il vient passer ses week-ends sous la tente bédouine traditionnelle, buvant le lait frais de ses animaux, tout en maugréant sur les conditions de vie trépidante de la ville. Ces élevages peuvent être plus ou moins intégrés au système marchand, notamment dans le commerce des jeunes mâles pour la viande, mais en général, rares sont ceux qui vendent le lait. Et quand on interroge ses « éleveurs » sur leur motivation à pratiquer l'élevage camelin, la raison invoquée est souvent « *just for the fun* ». Pourrait-on faire un parallèle avec les évolutions que l'on a connu en Europe avec le cheval, passant du statut d'animal de trait, souvent maltraité, à celui d'animal de loisir, objet de toutes les tendres sollicitudes ? Une telle évolution est encore plus patente pour les petits camélidés andins qui de fournisseurs de laine (alpaga) ou de viande (lama) sont devenus dans les pays occidentaux de simples animaux de compagnie, au mieux des porteurs de sacs à dos pour randonneurs.

Ainsi, le chamelier retrouve un sentiment de grande proximité avec son chameau, mais en y perdant sans doute une part d'authenticité. La relation fusionnelle construite entre le bédouin et ses dromadaires n'est plus la conséquence d'une confrontation commune à l'âpreté du désert et aux contraintes climatiques. Désormais, le dromadaire du week-end n'est plus qu'un succédané de la vie nomade, et probablement, une forme d'idéalisation de la vie d'autrefois qui entretient l'illusion d'un bonheur passé, un besoin de se ressourcer dans les dunes où le citadin pressé retrouve au milieu de ses chameaux, cette image qu'affectionnent les « chercheurs d'absolu » (Monod, 1997).

Conclusion

Les chameaux habitués au contact avec l'homme (tout particulièrement les chamelles laitières) sont rarement agressifs et les relations avec eux sont souvent empreintes d'une certaine tendresse, qui de fait, peut rappeler la posture d'un animal familier. L'évolution vers « l'animal de week-end » n'empêche cependant aucunement un changement se situant à l'opposé où l'animal devient cette machine à faire du lait ou de la viande, et qui a marqué le monde de l'élevage dit « moderne ». Le chameau qui se situait-il y a quelques années entre idéalisation et marginalisation, se placerait-il désormais entre familiarité et productivisme ?

Bibliographie

Abdallah H. R., Faye B., 2013.Typology of camel farming system in Saudi Arabia. Emir. J. Food Agric., 25(4) 250-260

Atigui M., Hammadi M., Barmat A., Farahat M., Khorchani T. and Marnet P.G., 2014. First description of milk flow traits in Tunisian dairy dromedary camels under an intensive farming system. J Dairy Res., 83, 171-182

Ayadi M., Aljumaah R.S., Musaad A., Samara E.M., Abelrahman M.M., Alshaikh M.A., Saleh S., Faye B., 2013. Relationship between udder morphology traits, alveolar and cisternal milk compartments and machine milking performances of dairy camels (Camelus dromedarius). Spanish J. Agric. Res., 11(3), 790-797

Correra A., Lefeuvre J.C. and Faye B., 2009. Organisation spatiale et stratégie d'adaptation des nomades du Parc National du Banc d'Arguin à la sécheresse. Sècheresse, 19 (4), 245-251

Cour J. M., 2001. The Sahel in West Africa : Countries in Transition to a Full Market Economy. Global Environ. Change, 11, 31–47

El-Hassanein E., 2003. An invention for easy semen collection from dromedary camels, El-Hassanein Camel Dummy. Recent Advances in Camelid Reproduction, L. Skidmore and G.P. Adams (Eds.) Publ. : International Veterinary Information Service (www.ivis.org), Ithaca, New York, USA, 7 p.

Faye B., 2004. Dairy productivity potential of camels. Proc. of the 34th meeting FAO/ICAR (International Committee for Animal Recording). Session on camelids. 28 mai-3 juin 2004, Sousse (Tunisie), 93-105

Faye B., Brey F., 2005. Les relations entre chameaux et société : entre marginalisation et idéalisation. Revue Ethnozootechnie n° 77 –Varia, 43-50.

Faye B. 2009. L'élevage des grands camélidés : vers un changement de paradigme. Renc. Rech. Ruminants, 16, 345-348

Faye B., 2011. Combating desertification : the added value of the

camel farming. Annals of Arid zone, 50 (3&4), 1-11
Faye B., Bonnet P., 2012.Camel sciences and economy in the world : current situation and perspectives. Proc. 3rd ISOCARD conference. Keynote presentations. 29th January -1st February, 2012, Mascate (Sultanate of Oman), 2-15
Faye B., Chaibou M., Vias G., 2012. Integrated impact of climate change and socioeconomic development on the evolution of camel farming systems. British J. Environ. Clim. Change, 2(3), 227-244
Faye B., Abdelhadi O., Raiymbek G., Kadim I., Hocquette J.F. 2013. La production de viande de chameau :état des connaissances, situation actuelle et perspectives. INRA Prod. Anim., 26(3), 247-258
Faye B., 2015. Role, distribution and perspective of camel breeding in the third millennium economies. Emir. J. Food. Agric., 27(4) : 318-327
Faye B., Senoussi H., Jaouad M., 2017. Le dromadaire et l'oasis : du caravansérail à l'élevage périurbain. Cah. Agric. (sous presse)
Guerin H., Faye B., 1999. Spécificité de la problématique périurbaine pour les systèmes d'élevage. Actes de l'atelier CIRAD-CORAF : "Agriculture périurbaine en Afrique subsaharienne", P. Moustier, A. Mbaye, H. De Bon, H. Guerin, J. Pagès (Eds. scientifiques), 20-24 avril 1998, Montpellier, France, 43-49
Hjört af Ornäs, A., Ali Hussein, M. 1993. Camel herd dynamics in southern Somalia : Long term development and milk production implications. In The Multi-Purpose Camel : Interdisciplinary Studies on Pastoral Production in Somalia (Ed. A. Hjort af Ornäs), pp. 31-42. EPOS, Uppsala Universidy, Sweden.
Monod Th., 1997. Le chercheur d'absolu. Le cherche-midi éditeur, Paris
Musaad A., Faye B., Abu-Nikhela A., 2013. Lactation curves of dairy camels in an intensive system. Trop. Anim. Health Prod., 4, 1039–1046
Pigière F., Henrotay D., 2012. Camels in the northern provinces of the Roman Empire. J. Archeozool. Sci., 39, 1531-1539
Rutagwenda T., Lechner-Doll M., Schwartz H.J., Schultka W., Von Engelhardt W., 1990. Dietary preference and degrability of forage on a semi-arid thornbush savannah indigenous ruminants, camels and donkeys. Anim. Feed Sci. Technol., 35, 179-192
Saalfeld W. K., Edward G. P., 2010. Distribution and abundance of the feral camel (Camelus dromedarius) in Australia. Rangeland J., 32, 1-9.
Schwartz H., Dioli M., 1992. The One-Humped camel in eastern-Africa. Publ. Verlag, Weikersheim, Germany, 282 pp
Stiles, N. 1988. Le dromadaire contre l'avancée du désert. La recherche 201 : 948-952.
Tibary A., Anouassi A., 1997. Theriogenology in camelidae. Anatomy, physiology, pathology and artificial breeding, (Rabat : Actes Editions Publ.)
Uerpmann M. Uerpmann H.P., 2012. Archeozoology of camels

in South-Eastern Arabia. Camels in Asia and North-Africa. Interdisciplinary perspectives on their significance in past and present. Eds Knoll E., Burger P. (Academy of Sciences Press, Vienna), 109-122

Vias F. G., Faye B., 2009. Camel farming, an important contribution to the poverty alleviation in Niger. Proc. of the 2nd conference of ISOCARD, Djerba (Tunisia), 12-14 march 2009, abstr. 96, p. 77

Notes

1. On rappellera ici que « chameau » est un terme générique qui regroupe le dromadaire (Camelus dromedarius) ou chameau à une bosse, qu'on appelle aussi parfois chameau arabe, et le Bactriane (Camelus bactrianus) ou chameau à deux-bosses qu'on appelle encore parfois chameau d'Asie. Historiquement, le terme dromadaire était réservé au chameau de course, utilisé autrefois pour les rezzous, dromadaire provenant du grec dromos qui signifie courir (mot que l'on retrouve dans hippodrome, vélodrome etc.). Le terme chameau (qui lui a pour origine la troisième lettre de l'alphabet sumérien gamel qui nous a donné en grec la lettre gamma, soit la lettre latine C qui représente la forme ronde de la bosse du « chameau ».

2. Dans une étude réalisée en Arabie Saoudite sur les systèmes d'élevage camelin dans les provinces nord, on a pu montrer que près d'un tiers des propriétaires étaient des retraités de la fonction publique, majoritairement de l'armée ou des services de sécurité (Abdallah et Faye, 2013).

LA RELATION HOMME-ANIMAL DE COMPAGNIE : L'EXEMPLE DE LA MÉDIATION ANIMALE À DESTINATION DES ENFANTS AVEC TROUBLES DU SPECTRE AUTISTIQUE

Marine Grandgeorge*

Le terme « domestication » vient du latin *domus*, la maison, ce qui signifie que les humains ont amené certaines espèces animales à partager leur lieu de vie. Certaines ont revêtu un statut particulier d'animal de compagnie, avec des contacts quotidiens. Dans cette relation, les partenaires ont, sur la base de leurs expériences passées, des attentes à propos des réponses de l'autre individu (Hinde, 1979). D'une série d'interactions, un lien va émerger. Au minimum, une interaction suppose qu'un individu A exprime un comportement X vers l'individu B, B peut répondre avec un comportement Y (Hinde, 1979). En fonction de la perception des interactions (positive, neutre ou négative) pour chacun des partenaires, les relations peuvent varier de la confiance, ou du réconfort, jusqu'à la peur ou au stress par exemple. Il est important de noter qu'une relation n'est pas statique, puisque chaque nouvelle interaction peut avoir une influence sur la l'intensité du lien construit entre ces individus, lien qui peut d'ailleurs perdurer malgré une longue séparation. Ces concepts peuvent s'appliquer aux interactions entre individus de même espèce, mais aussi d'espèces différentes (e.g. entre l'être humain et leurs animaux de compagnie). Dans ce dernier cas, où ce lien particulier inter-espèce ressemble à un phénomène social, sans en être un *per se*, nous parlerons de relation pseudo-sociale ou de substitut social, car le terme social est dédié aux individus d'une même espèce.

Lors d'une séquence d'interaction, chacun des partenaires se sert des signaux émis par l'autre pour ajuster son comportement. Du côté des animaux, une des espèces les plus étudiées est le chien. Celui-ci est capable non seulement de localiser de la nourriture à l'aide d'indices comme le pointage, mais aussi de reconnaitre son propriétaire à partir d'une photo et de sa voix, de déceler son état physiologique global, émotionnel et attentionnel, via des indices olfactifs, visuels ou posturaux. Il peut également discriminer des expressions faciales sur

* Université de Rennes 1, Station Biologique de Paimpont, Laboratoire d'Éthologie Animale et Humaine EthoS–UMR-CNRS 6552, Paimpont, France. Courriel : marine.grandgeorge@univ-rennes1.fr

des visages nouveaux. D'autres espèces domestiques possèdent elles aussi de telles compétences, plus ou moins développées comme le chat, le cheval ou encore les animaux de ferme (e.g. ovin, bovin et caprin). Réciproquement, les êtres humains décodent les signaux émis par les animaux lors des interactions (e.g. postures, vocalisations) même si dans certaines situations, les indices peuvent être mal interprétés (e.g. avec le lapin). Les êtres humains se servent aussi des caractéristiques physiques de l'animal pour leur attribuer des qualités, *e.g.* beauté, gentillesse, jeunesse. Récemment, Borgi *et al.* (2014) ont monté que l'attribution d'un caractère « mignon » à une face d'animal était modulée par la direction du regard sur les différentes parties de cette même face (expérience faite chez des enfants).

Chacun des protagonistes, Homme comme Animal, peut tirer des bénéfices réciproques d'une relation établie quand celle-ci est positive. Du côté de l'animal, les études restent rares mais nous pouvons supposer qu'ayant un maitre, l'animal de compagnie obtient de la nourriture, un abri, de la compagnie et, si besoin, des soins, le tout lui assurant un bien-être physique et psychologique. Lorsqu'une relation forte est établie, l'animal peut même atteindre des apprentissages exceptionnels tels que ceux montrer par Alex, le perroquet d'Irene Pepperberg. Réciproquement, et de façon beaucoup plus documentée, l'animal de compagnie apporte de nombreux bénéfices à l'être humain dans son quotidien. Par exemple, la présence d'animaux dans l'entourage de l'enfant influence sa santé, son développement socio-émotionnel et probablement cognitif, aussi bien à long terme qu'à court terme.

C'est en se basant sur de tels bénéfices que s'est développée la pratique de la médiation animale, qui a connu un essor considérable dans la dernière décennie au niveau international. Dans cette contribution, nous allons centrer notre propos sur les enfants et adolescents avec TSA dans le contexte de la médiation animale.

Médiation animale pour les enfants avec TSA : définition et état des lieux de la pratique en France

Mais pourquoi proposer des séances de médiation animale pour des enfants avec TSA ? Ces personnes présentent un ensemble de troubles du comportement qui se manifeste sous la forme de déficit des interactions sociales, de troubles de la communication, ainsi que par la présence d'intérêts restreints, de gestes stéréotypés et/ou de jeux répétitifs (APA, 2013). Redefer et Goodman (1989) sont les précurseurs dans l'approche scientifique des bénéfices des animaux pour les enfants avec TSA. Ils ont posé l'hypothèse que le chien (et,

par extension, les animaux) serait un puissant stimulus multisensoriel pouvant remédier aux déficits sensoriels des enfants avec TSA. Plus récemment, Maurer *et al.* (2011) ont proposé une revue de littérature sur les arguments théoriques qui font de l'animal un partenaire singulier pour l'enfant avec TSA, e.g. la communication avec l'animal s'effectue davantage sur un mode non-verbal.

Philippe-Peyroutet et Grandgeorge (soumis), dans une large enquête menée en France en 2013, ont révélé que près de 60 % des structures (sur 386 répondants) prenant en charge des enfants avec TSA mettaient en place des activités faisant intervenir l'animal. Cet engouement pour la pratique de la médiation animale pour les enfants avec TSA a connu un essor exponentiel depuis les années 2000 en France, même si de nombreuses expériences apparaissent avoir plus d'une vingtaine d'années d'existence d'après cette enquête.

Il apparaît, comme précédemment montré, que le cheval est l'animal le plus couramment utilisé avec les enfants avec TSA (ici, près de 80 %). Les séances avec le cheval se déroulent principalement dans des centres équestres dédiés spécifiquement à la médiation ou dans des structures plus traditionnelles. Suivent les chiens (un quart des répondants) qui, appartiennent à la structure où sont aussi pris en charge les enfants avec TSA, ou proviennent de l'extérieur avec un intervenant sur des temps très précis dédiés à ce type de séance. Plus marginalement, l'enquête indique l'utilisation des lapins (17,2 %), d'autres animaux de ferme (16,8 %), d'ânes (12,5 %), etc. La plupart du temps, ces structures répondantes n'impliquent qu'une seule espèce dans leurs projets de médiation animale proposée aux usagers. Toujours dans cette enquête, près des trois quarts des structures mentionnaient l'observation d'un impact positif sur les enfants comme raison de lancement de cette activité. Les objectifs posés pour les enfants avec TSA étaient de 6 types différents (par ordre décroissant) : (1) bien-être et valorisation de soi, (2) socialisation, (3) intégration du schéma corporel, (4) éducation, (5) sensorialité et (6) communication. Mais malheureusement, moins d'un répondant sur deux évoquait la façon dont ces objectifs étaient évalués et mesurés.

De cette étude ressort aussi, de façon qualitative, la diversité des définitions et visions des pratiques incluant l'animal. De nombreux termes coexistent (e.g. zoothérapie, intervention assistée par l'animal, médiation animale) et de nombreuses définitions ont été proposées. Nous retiendrons plutôt la définition de médiation animale qui semble faire consensus proposée par Grandgeorge et al. (2015) :

> « La présence de l'animal auprès d'êtres humains en difficulté (e.g. handicaps physiques ou psychiques) pourrait jouer un rôle dans le développement, la récupération ou la compensation de compétences non révélées par leur environnement social humain. La médiation animale repose sur ce principe et se précise en fonction des orientations qui lui sont données. L'animal peut être associé à un projet éducatif, social, thérapeutique ou de recherche. Cette pratique implique, a minima, une triangulation entre un bénéficiaire humain, un animal et un intervenant et consiste en une intervention individuelle, ou en groupe, au cours de laquelle un animal, répondant à des critères spécifiques et introduit par un intervenant qualifié, fait partie intégrante d'un projet. Le but est d'améliorer le fonctionnement cognitif, physique, émotionnel ou social d'une personne. Cette pratique doit être documentée et évaluée. »

Quelles connaissances issues de la recherche sur les bénéfices de la médiation animale pour les enfants avec TSA ?

Si les professionnels sur le terrain s'accordent à dire que des bénéfices semblent indéniables à cette pratique pour les enfants avec TSA, qu'en disent les recherches scientifiques où une évaluation plus standardisée est réalisée ?

La revue de littérature d'O'Haire (2012) a été complétée par les dernières recherches publiées entre 2012 et 2015 (O'Haire, 2016). Elles révèlent un intérêt croissant des chercheurs pour la pratique de la médiation animale dédiée aux enfants avec TSA. Depuis l'étude pionnière de Redefer et Goodman (1989), 42 publications scientifiques ont été recensées, dont 28 depuis 2012 avec une claire amélioration des protocoles de recherches (e.g. présence d'un groupe contrôle, nombre de sujets plus importants). Elles sont pour partie le reflet de la pratique car les espèces les plus impliquées sont le cheval et le chien. Principalement, les effets positifs rapportés par les chercheurs sont de l'ordre des interactions sociales, qui sont améliorées au moment, mais aussi après, les séances. La plupart des bénéfices sont estimés par le biais d'échelles ou de questionnaires, mais peu par des observations directes. Or, il est clairement montré que l'évaluation d'autrui par le biais d'un questionnaire connaît des limites et que l'observation directe, grâce aux méthodes de l'éthologie, permet d'objectiver et de mesurer les changements de comportements (e.g. évaluation du bien-être du cheval par son propriétaire). L'approche éthologique a permis de montrer notamment, que lorsqu'un enfant avec TSA a le choix d'interagir avec un chien, un humain ou des objets lors de séances de médiation animale, c'est le chien qui sera privilégié (comme cible

des vocalisations, du jeu, etc) et cela sur plusieurs séances à suivre (Prothmann *et al.*, 2009).

Pour illustrer ce propos, nous pouvons mentionner un projet de recherche récent, impliquant notamment des observations directes. Dans un large programme mené en Australie, il a été proposé à 15 classes d'accueillir deux cochons d'Inde pendant 8 semaines. En plus, trois séances de 10 minutes de médiation animale incluant ces deux cochons d'Inde ont été menées auprès de groupes de petite taille (i.e. 1 enfant avec TSA et 2 enfants au développement typique) et comparées à des sessions de jeu libre avec différents jouets (O'Haire *et al.*, 2013). Les animaux avaient pour but de servir de catalyseur social afin de favoriser les échanges entre les enfants, et notamment ceux de l'enfant avec TSA envers ses pairs. Les observations, sur la base d'un répertoire comportemental assez détaillé, ont montré qu'en présence des deux cochons d'Inde, les enfants avec TSA présentaient plus de verbalisations, de regards dirigés vers leurs pairs et de recherche de contact tactile, mais recevaient aussi plus d'approches sociales de leurs pairs. Ces changements dans les comportements sociaux des enfants avec TSA se sont couplés notamment, en présence des animaux, avec plus de sourires et de rires, et moins de pleurs. En parallèle, des mesures physiologiques ont mis en évidence une diminution du stress (mesurée par la conductance cutanée) en condition de séance de médiation animale *versus* les séances contrôles avec les jouets et les pairs, ou de lecture à voix basse ou à voix haute (O'Haire *et al.*, 2015). Enfin, un effet plus global de la présence des deux animaux en classe a été investigué via deux questionnaires (PDDBI et SSRS) aux parents et aux professeurs des écoles réalisés avant l'arrivée des animaux, à la fin des 8 semaines de présence, puis une semaine après leur départ (O'Haire *et al.*, 2014). Aussi bien les réponses des professeurs que celles des parents, allaient, suite à l'arrivée des cochons d'Inde, dans le sens d'une amélioration dans le fonctionnement social et la diminution des comportements de retrait social des enfants avec TSA. Prise ensemble, à l'aide de méthodologies complémentaires, ces études permettent d'observer un effet global des séances de médiation animale sur les enfants avec TSA : à court terme tant sur les comportements sociaux exprimés que sur un paramètre physiologique du stress, qu'à moyen terme, sur la sphère sociale.

Quels mécanismes impliqués dans les bénéfices observés et rapportés ?

S'il apparaît que les enfants avec TSA – dans leur majorité – tirent des bénéfices de leur rencontre avec l'animal dans le cadre de séances de médiation animale, force est de constater que les mécanismes

impliqués restent trop peu investigués pour être compris. De nombreux auteurs ont proposé des pistes possibles. Pour les premiers chercheurs à s'y être intéressés, les animaux seraient des stimuli multisensoriels qui aideraient à faire face aux particularités sensorielles de ces enfants (Redefer et Goodman, 1989). En outre, les animaux sembleraient plus prévisibles et plus faciles à décoder qu'un être humain (Redefer et Goodman, 1989), mais les études en éthologie montrent, comme mentionnées plus haut, que décoder les comportements de l'animal est complexe et cela, même pour les personnes dites expertes. En outre, il a été proposé que les animaux puissent aussi agir en tant qu'objet transitionnel pour les enfants avec TSA (faisant écho aux travaux de Winnicott) et que le lien établi avec l'animal puisse être transféré aux êtres humains (Martin et Farnum, 2002), tout comme les compétences dans la sphère des interactions et de la communication (Grandgeorge *et al.*, 2012). En effet, une relation s'établit sur la base d'une série d'interactions où les partenaires ont, à partir de leurs expériences passées, des attentes à propos des réponses de l'autre individu (Hinde, 1979). Ainsi, les animaux – et leurs comportements – pourraient contribuer à l'acquisition d'un répertoire comportemental social plus structuré chez les enfants avec TSA (hypothèse proposée initialement pour la relation enfant typique - chien familier).

Loin d'être exhaustive, cette liste montre une diversité de mécanismes et d'explications – non exclusives – pouvant être impliqués. Pour donner un éclairage nouveau, nous avons mené une expérience (Grandgeorge *et al.*, 2016) en utilisant une technique d'oculométrie ou d'*eye tracking*. Prenons le postulat que les animaux seraient plus faciles à comprendre comme proposé par Redefer et Goodman (1989). Cette facilité ne viendrait non pas de la prévisibilité des comportements des animaux, mais du fait que les altérations sociales présentées par les personnes avec TSA ne concerneraient que la communication avec leurs pairs (Prothmann *et al.*, 2009). Ceci allant dans le sens de nombreux témoignages comme celui de Temple Grandin rapportant son aisance à *lire* les animaux, c'est-à-dire à comprendre les signaux non verbaux de communication utilisés par les animaux, tandis que la compréhension des humains reste un mystère pour elle. Cela pourrait être sous-tendu par un traitement différencié des informations faciales sur les visages d'animaux et sur les visages humains dans les TSA. S'il est clairement établi que les enfants avec TSA accordent peu d'importance à la région des yeux sur les visages humains (à la différence des enfants au développement typique) comme nous l'avons aussi montré, notre expérience a mis, pour la première fois en évidence, que sur les photographies de faces d'animaux, la zone des yeux a été la zone la plus regardée tant par les enfants au développement typique que par les enfants avec TSA, quelle que soit l'espèce animale (e.g. chien, chat,

cheval). Dans une situation de communication, chaque partenaire, humain ou animal, utilise les indices émis par l'autre (e.g. posture, geste, direction du regard) pour recueillir des informations afin d'ajuster ses comportements dans leurs interactions. Le fait de porter attention à la zone des yeux chez les animaux pourraient aider les enfants avec TSA dans ce type de communication inter-espèce. D'autant plus que Martineau et Cochin (2003) ont montré que regarder des mouvements produits par l'être humain ou l'animal activent des zones corticales différentes du cerveau.

Plus récemment encore, dans le cadre de séance de médiation animale avec un chien d'assistance de l'association Handi'chiens, nous avons pu mettre en évidence que les enfants avec TSA sont capables d'attention visuelle aussi bien vers le chien que vers l'éducateur (Grandgeorge *et al.*, en révision), et d'autant plus si une situation de rivalité sociale est présente (e.g. l'attention sociale pouvant agir comme un renforçateur des émotions positives, un individu peut activement interférer – visuellement ou physiquement – pour regagner l'attention sociale de son partenaire.). Sachant l'importance de l'attention visuelle dans le développement (e.g. langage) et qu'elle est le reflet des affinités sociales, nous supposons qu'elle puisse être impliquée – au moins pour partie – dans les processus sous-jacents des bénéfices observés dans le cadre de la médiation animale pour les enfants et adolescents avec TSA.

Conclusion

Même si les chercheurs s'intéressent de plus en plus à cette pratique de médiation animale pour les enfants avec TSA, et, plus largement, à l'impact de l'animal dans la vie de ces enfants (e.g. relation avec l'animal familier, Grandgeorge *et al.*, 2012 ; ou chien d'assistance, Burrows *et al.*, 2008), il subsiste de nombreuses questions comme (1) comment optimiser au plus les techniques de médiation animale pour que les enfants avec TSA en bénéficient au mieux, (2) comment procéder pour que tous les enfants avec TSA puissent bénéficier de la même façon du lien à l'animal, (3) l'existence d'aspects négatifs à cette pratique de médiation animale, (notamment en impactant le bien-être des animaux impliquée), (4) répliquer les résultats observés et rapportés, (5) quels sont les autres mécanismes pouvant intervenir, etc. Dans une approche aussi complexe que les relations Homme-Animal, les principes de base de l'éthologie sont d'autant plus justifiés (Servais et Millot, 2003). L'éthologie tient toute sa place, dans ce champ d'investigation comme montré tout au long de cette contribution, car en tant qu'étude des comportements, elle développe des

méthodes de recueil de données et d'analyse objectifs, ainsi que des concepts applicables aux hommes et aux animaux.

Remerciement

Toutes les familles et leurs enfants sont chaleureusement remerciés pour leur participation aux études menées par l'auteur. L'auteure remercie aussi Anthony Boigné pour sa relecture attentive et constructive

Bibliographie

APA (2013). Diagnostic and Statistical Manual of Mental Disorders, Fifth Edition (5th ed.) : American Psychiatric Publishing.

Borgi, M., Cogliati-Dezza, I., Brelsford, V., Meints, K., et Cirulli, F. (2014). Baby schema in human and animal faces induces cuteness perception and gaze allocation in children. *Frontiers in psychology, 5*, 411.

Grandgeorge, M., Cardon, C., et Auriacombe, M. (2015). Une situation d'intercompréhension plurielle : la médiation animale. In E. Editions (Ed.), *Vers une communication Homme-Animal-Machine ? Contribution interdisciplinaire* (pp. 193-210).

Grandgeorge, M., Degrez, C., Alavi, Z., et Lemonnier, E. (2016). Face Processing of Animal and Human Static Stimuli by Children with Autism Spectrum Disorder : A Pilot Study. *Human-Animal Interaction Bulletin, 4*(2), 39-53.

Grandgeorge, M., Gautier, Y., Brugaillères, P., Tiercelin , I., Jacq, C., Lebret, M. C., et Hausberger, M. (en révision). Social rivalry triggers visual attention in children with autism spectrum disorders

Grandgeorge, M., Tordjman, S., Lazartigues, A., Lemonnier, E., Deleau, M., et Hausberger, M. (2012). Does pet arrival trigger prosocial behaviors in individuals with autism ? . *Plos One, 7*(8), e41739.

Hinde, R. (1979). *Towards Understanding Relationships*. London : Academic Press.

Martin, F., et Farnum, J. (2002). Animal-assisted therapy for children with pervasive developmental disorders. *Western Journal of Nursing Research, 24*(6), 657-670.

Martineau, J., et Cochin, S. (2003). Visual perception in children : human, animal and virtual movement activates different cortical areas. *International journal of psychophysiology, 51*(1), 37-44.

Maurer, M., Delfour, F., Trudel, M., et Adrien, J. L. (2011). L'enfant avec un autisme et l'animal dans un lien signifiant : des possibilités d'interventions thérapeutiques. *La psychiatrie de l'enfant, 54*(2), 575-609.

O'Haire, M. E. (2016). Animal-assisted intervention for autism : A systematic literature review (2012-2015). Paper presented at the ISAZ, Barcelona.

O'Haire, M. E. (2012). Animal-assisted intervention for autism spectrum disorder : A systematic literature review. *Journal of Autism and Developmental Disorders, 43*(7), 1606-1622.
O'Haire, M. E., McKenzie, S. J., Beck, A. M., et Slaughter, V. (2013). Social Behaviors Increase in Children with Autism in the Presence of Animals Compared to Toys *Plos One, 8*(2), e57010.
O'Haire, M. E., McKenzie, S. J., Beck, A. M., et Slaughter, V. (2015). Animals May Act as Social Buffers : Skin Conductance Arousal in Children With Autism Spectrum Disorder in a Social Context. *Developmental Psychobiology*, 1-12.
O'Haire, M. E., McKenzie, S. J., McCune, S., et Slaughter, V. (2014). Effects of Classroom Animal-Assisted Activities on Social Functioning in Children with Autism Spectrum Disorder. *The Journal of Alternative and Complementary Medecine, 20*(3), 162–168.
Philippe-Peyroutet, C., et Grandgeorge, M. (Soumis). Animal-assisted interventions for children with autism spectrum disorders : A survey of French facilities.
Prothmann, A., Ettrich, C., et Prothmann, S. (2009). Preference for, and responsiveness to, people, dogs ans objects in children with autism. *Anthrozoos, 22*(2), 161-171.
Redefer, L. A., et Goodman, J. F. (1989). Pet-facilitated therapy with autistic children. *Journal of Autism and Developmental Disorders, 19*(3), 461-467.
Servais, V., et Millot, J. L. (2003). Les interactions entre l'homme et les animaux familiers : quelques champs d'investigation et réflexions méthodologiques. In C. Baudouin (Ed.), *L'éthologie appliquée aujourd'hui*. Paris : Editions ED.

« L'ANIMALISME ET LES RÉSEAUX : CAUSES ET CONSÉQUENCES D'UN SUCCÈS POPULAIRE »

Marianne Celka*

La popularité actuelle du veganisme est la manifestation d'une montée en puissance de la sensibilité animaliste. Le succès du « régime végane » doit être compris dans son articulation aux réseaux électroniques mais aussi de façon à rendre compte des impacts profonds qu'ont eus lesdits réseaux (notamment sociaux) sur la nature même du phénomène. En effet, le veganisme, en tant que mode de vie idéalement exempt de toute souffrance infligée aux animaux (pour manger, s'habiller, se soigner, se divertir, etc.), appartient à un ensemble plus complexe de phénoménalités, du mouvement de libération animale, de la critique politique et sociale antispéciste à l'hypercritique vegane[1] – un ensemble que nous subsumons par le terme « animalisme ». Depuis les premières cellules de libération animale, l'idée même des réseaux a été centrale que ce soit dans l'organisation même de ces mêmes cellules (réticularité) ou dans la communication des actions directes de libération dont les blogs et revues en ligne animalistes sont le support.

À partir de l'accélération des échanges à travers l'essor des réseaux sociaux, l'idée de réseaux a modifié d'une manière irréversible la manière d'être de l'animalisme. Les hashtags, slogans, images et vidéos animalistes, générés et diffusés par les cellules, comités, associations et sympathisants de la cause animale ont été les moteurs d'une communication électronique effervescente contribuant au succès du phénomène. C'est que le web et ses ressorts en termes de communauté d'esprits, de partage des idées et des émotions, fondé essentiellement sur la viralité des affects a permis non seulement la diffusion mais aussi l'infusion d'une idéologie radicale dans l'ensemble du corps social. De quelles manières la communication par les images a-t-elle joué un rôle crucial dans le partage d'une sensibilité animaliste conquérante ? Comment la mise en scène des personnalités (célèbres et ordinaires) qui se proclament « véganes » a-t-elle favorisé l'essor d'une communauté morale animaliste et qu'elles en ont été les conséquences ? Ce sont là les questions principales que

* Université Paul-Valéry de Montpellier

nous proposons de résoudre par l'analyse des modalités spécifiques de la communication animaliste.

Réseaux animalistes

Le phénomène de libération animale commence à se dessiner dans les années 1960 au cœur d'une Angleterre déjà marquée par la désindustrialisation et les inégalités sociales nourrissant *de facto* la déliquescence des idéaux du capitalisme et de son système d'exploitation des ressources. Les premières cellules de libération animale – *Hunt Saboteurs Association* (initiée par John Prestidge) – se concentrent sur la chasse à courre parce qu'elle représente à la fois le stigmate des privilèges éculés d'une classe aristocratique qui s'approprie la vie naturelle, celles des animaux sauvages, et la mise en scène typique d'une violence gratuite infligée aux animaux dont l'hallali et la curée sont les expressions les plus ardentes. Ainsi, à son origine, la libération animale s'identifie comme une lutte contre les violences faites aux animaux mais aussi contre les privilèges hérités d'un passé dont le faste tranche avec une condition plus « ordinaire ». En somme, la lutte animaliste concentre en elle, à ce moment historique, une amertume sociale et une désillusion quant aux progrès de la société capitaliste. Ensuite, nombreuses sont les cellules qui se développent ici et là en Angleterre mais aussi partout en Europe puis aux États-Unis. La plus célèbre d'entre elles, l'*Animal Liberation Front* (initialement *Band Of Mercy*) reste encore aujourd'hui l'image idéal-typique du mouvement[2]. Plus ou moins virulentes et armées (techniques d'empoisonnement, bombes agricoles et incendiaires, armes de poing[3]), les cellules de libération animale, qui pour la plupart prônent l'action directe non violente[4], sont des organisations acéphales et réticulaires qui tissent entre elles des liens d'affinité spirituelle et politique. Leur agir communicationnel est simple et efficace consistant, au-delà du partage des savoirs antispécistes (textes d'universitaires et/ou de leaders charismatiques) et de la promotion d'un mode de vie exempt de souffrance animale, à rendre compte des actions effectivement réalisées de libération d'animaux (de fermes, d'élevages, de centres et laboratoires d'expérimentation animale), images et vidéos à l'appui.

Les cellules et les comités

Le site BiteBack[5], créé en 2001 par l'activiste Nicolas Atwood est une plateforme et en même temps un magazine en ligne significatif qui publie les comptes-rendus d'actions. L'intitulé du site est intéressant dans la mesure où il témoigne d'une allégeance certaine à l'ALF puisque « Bite Back » est le nom d'une célèbre attaque menée en 1995 contre des unités de recherche de l'université du Michigan[6]. La communication autour de ce type d'opération est cruciale tant

elle permet – au travers d'une espèce de « vitrine électronique » – de témoigner de la puissance destructrice de ceux qui s'engagent dans la lutte affirmant qu'au-delà des risques et dangers encourus par les activistes[7] la victoire est envisageable et manifeste. Visionner les images et vidéos des succès réalisés par ses pairs permet ainsi à tous les activistes de s'encourager dans la voie qu'ils jugent juste et nécessaire. Les images diffusées par les blogs affiliés à l'ALF mettent en scène l'« éco-saboteur », cagoulé en treillis militaire ou simplement vêtu de noir, en compagnie d'un ou de plusieurs animaux (chiens, porcelets, lapins ou encore brebis). Ces photos font écho à des images stylisées diffusées sur la toile témoignant du caractère héroïque du libérateur, masqué, parfois auréolé et ailé, muni d'une pince-monseigneur ou bien d'une arme de poing dans une main et dans l'autre l'animal sauvé de la barbarie et de la torture de leurs bourreaux.

Ce sont là les traits à la fois caricaturés et magnifiés (idéal-typiques) de l'activiste animaliste faisant figure d'icône émancipatrice rappelant les attributs du justicier ou du héros pourfendeur de monstres[8]. L'activiste animaliste, dans les formes qu'il choisit d'emprunter pour se présenter et mettre en scène la lutte qu'il a fait sienne, témoigne d'un imaginaire collectif schizomorphe[9] caractérisé non seulement par un idéal progressiste mais aussi par une défiance quant au donné, mondain et social, dénonçant la purulence de ce monde-ci et invoquant sa nécessaire destruction. Cette force vindicative contre un monde malsain nous la retrouvons dans les images qui rapportent que l'opération s'est effectivement bien déroulée. En effet, elles cadrent les murs de laboratoires, d'abattoirs mais aussi de domiciles particuliers (ceux des tortionnaires supposés de l'exploitation animale), de véhicules (servant le transport des animaux) ou encore des vitrines de boutique sur lesquels sont tagués des avertissements tels que « *experiment on yourself, free the animals* », « l'ALF est là », « l'ALF te surveille ! » ou bien d'une manière un peu plus intimidante : « la prochaine fois on s'invite chez toi ! ».

Le pouvoir des images, leur caractère violent, subversif et viral, ne restera pas la clé de communication des cellules. Les associations de libération animale, dont la vocation consiste moins dans l'action directe de libération d'animaux que dans la communication des idéaux de l'animalisme (antispécisme et veganisme), appuient leur puissance

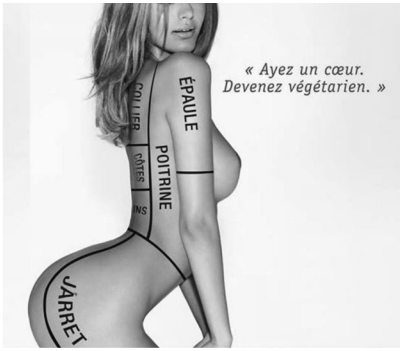
de conviction/conversion sur des « images-choc »[10]. Les associations (régionales, nationales et internationales) ne s'y sont donc pas trompées en axant leurs campagnes d'information sur le potentiel pictural dont l'objectif premier est bien de cristalliser un sentiment de malaise avant de le convertir en moteur agissant pour le militantisme, et de séduire les masses d'autre part, en usant des codes communicationnels caractéristiques de la culture de masse. Le recours à des images séductrices est davantage l'apanage des ONG telles que PETA (*People for Ethical Treatment of Animals* dirigé par Igrid Newkirk) ou *Sea Sheperd* (créé par Paul Watson) dont les moyens financiers et l'impact sur les masses sont proportionnels.

Les associations et les ONG

Les associations nationales et internationales sont elles aussi reliées les unes aux autres d'une manière réticulaire mais font force de codes communicationnels particuliers, bien qu'elles empruntent aussi les ressorts des cellules et comités. Les nombreuses modalités de la communication relative aux associations et ONG animalistes sont tiraillées entre une certaine pulsion vers le gore, la violence, le sang, et une autre vers le glamour, la séduction. L'association L214[11]

dénonce le traitement nocif et immoral de l'exploitation animale en diffusant des vidéos clandestines des abattoirs et mises ensuite en ligne sur des chaînes de partage de vidéos. Ces images choc qui révèlent l'obscénité d'une mort qui, selon la logique industrielle, n'est plus ritualisée ni métaphorisée, et dès lors est mise à nue dans toute sa crudité, sont ensuite commentées, partagées dans les réseaux déchaînant les passions et le ressentiment des internautes qu'ils soient sympathisants ou non de la cause animale. C'est que le seuil de cruauté[12] ainsi franchi par la révélation vidéographique, via le désir croissant de transparence[13], insinue en nous une rancœur pouvant motiver à s'engager dans quelque lutte. Ces images ont ainsi un pouvoir de conviction qu'aucun discours savant ne saurait concurrencer. D'ailleurs, les réflexions animalistes, c'est-à-dire l'ensemble des textes philosophico-juridiques et éthico-politiques sur les questions de l'antispécisme et de la fondation morale des droits des animaux ne trouvent que peu d'oreilles attentives (seuls quelques exégètes, intellectuels ou courageux se confrontent à leur lecture), alors que les images, ainsi dévoilées et par contagion diffusées dans les réseaux, participent d'une forme communicationnelle toute adéquate à l'air du temps et profite d'une dynamique virale inégalable.

Les organismes tels que PETA et *Sea Shepherd* participent à leur manière du succès de la sensibilité animaliste par la mise en spectacle de vedettes (pour la première) qui infusent dans la lutte leur pouvoir de séduction, et par l'appel dans nos imaginaires de la figure du pirate justicier, l'éco-pirate qui lutte pour la libération des mers (pour la seconde). « *I'd rather go nacked than wear fur* », tel un slogan glamour les campagnes de communication de PETA tentent de rendre séduisant une lutte qui porte *a priori* sur des objets essentiellement triviaux allant de l'abandon (« *Always adopte, never buy* ») à la consommation de viande. Les images de PETA donnent à voir de belles femmes, souvent célèbres, égéries de l'animalisme, incarnant la lutte pour le Bien et ce au prisme d'un protestantisme américain dont la générosité s'étend désormais à nos frères non-humains.



Par ailleurs et par contradiction (le spectacle se devant d'assouvir les désirs de tous), les éco-pirates de Paul Watson sont sales, méchants et assez ouvertement violents : « Nous sommes les Dames de la Nuit du Mouvement pour la Conservation Marine. […] Nous ne sommes pas respectables. Nous ne sommes pas gentils. Nous ne sommes pas polis. Nous sommes sales et mal rasés et nous nous sommes mouillés dans les plus hostiles des mers comme nous le lançons au visage des gens, les envoyant paître en nous faisant des ennemis – oh oui, beaucoup d'ennemis »[14] (Paul Watson, 2011 : 48-53). Voilà comment se présente le leader charismatique de la *Sea Shepherd*, le capitaine qui tâche sans relâche de travailler une esthétique de la piraterie animaliste. De la même manière que pour les cellules de l'ALF, nous pouvons reconnaître une certaine actualisation d'un archétype récurrent de la culture de masse, le héros hors la loi qui jouit de cette liberté infra-sociale, celle des bas-fonds, celle des gangs et des gangsters. Soulignons également qu'il s'agit pour l'ONG de mettre en scène la puissance et la violence spectaculaires dont ils sont les agents, une violence motivée par une autre, celles des exploiteurs d'animaux. Des pirates au service inaliénable des animaux marins, lancés à la poursuite des thoniers et autres baleiniers de tout pays, à bord de leurs navires gigantesques, il y a là quelque chose d'éminemment cinématographique et de séduisant.

L'appétence collective pour ces associations favorise l'injection progressive des valeurs et idéaux animalistes dans l'ensemble du corps social. Le rôle des images dans le type spécifique de communication des associations animalistes est crucial dans la mesure où il permet de dire d'une manière symbolique les impératifs moraux qui devraient nous incomber en évitant d'énoncer lesdits impératifs avec un vocabulaire trop radical. En effet, les images et vidéos, qui en un certain sens parlent d'elles-mêmes sont des points de ralliement, alors que les mots animalistes pourraient, à bien des égards, diviser les éventuels sympathisants. Lorsque L214 diffuse les images des abattoirs, elle « contamine » la sensibilité collective, alors que son champ lexical spécifique : le « meurtre » (abattage), le « viol » (insémination artificielle) pourrait être un obstacle pour les sympathisants les moins engagés. Ce sont donc les images qui permettent la circulation virale de l'idéal animaliste dont le mode langagier reste en quelque sorte réservé aux activistes et militants. Ces images inondent les réseaux électroniques et sont, par capillarité, partagées par ceux qui mettent en scène leur sensibilité écologique et animale sur les vitrines électroniques. Avec l'essor des réseaux sociaux type Facebook, Instagram ou Twitter, les sympathisants de la cause animale engagés à tout le moins dans un mode de vie respectueux des animaux ou au mieux adeptes du veganisme, affichent leur caractère social distinctif au quotidien, au fil des actualités qui sont la matière même de ces réseaux.

Les agents animalistes dans les réseaux

Par la fluidité des réseaux électroniques ainsi que par le caractère électif de leur constitution (le fait de nouer des liens par centres d'intérêts, par le partage de sensibilités qu'elles soient culturelles, politiques ou sociales), les affinités animalistes se consolident et se répandent sur la toile. Dans le jeu des interactions sociales qui ne cessent, selon l'expression simmelienne, de se faire et de se défaire formant ainsi la base d'une socialité toujours mouvante, l'importance

des rôles, masques, ou encore façades sociales n'est plus à démontrer. Erving Goffman, par sa métaphore théâtrale, a su mettre en évidence les multiples manières dont la dramaturgie pénètre la socialité et l'expérience vécue tant au niveau des institutions qu'au niveau du quotidien. Ces éléments peuvent être transposés au prisme des réseaux sociaux qui, précisément, reposent sur la mise en scène du Moi à travers la notion de « profil »[15]. Un Moi social électronique qui dit les normes et valeurs des individus et qui devient le témoin et la vitrine d'une vie que l'on partage en réseau. Dans l'analyse de ces « profils » nous envisageons deux dimensions principales : sur les réseaux sociaux, les individus exposent leur Moi animaliste et concourent à la constitution et au maintien d'une communauté de pairs qui est aussi une communauté morale, puis sur les sites de partage de vidéos, les chaînes explicitement animalistes permettent de rendre compte des normes et valeurs de la communauté mais aussi de proposer, dans l'idée d'un bricolage sémantique, des « tutos » (tutoriels) qui guident les sympathisants sur la voie de l'animalisme, nourrissant en retour la composition morale du Moi.

#maviedevegan

Les individus se représentent dans les réseaux par la sélection de caractères significatifs (ou qui leur semblent significatifs) et s'engagent dans ce que l'on pourrait appeler, suivant les mots de Goffman, une « carrière morale » (1968 : 183) qui permet le trajet en le Moi et l'environnement social. Lorsque l'individu qui adhère aux principes animalistes génère et nourrit son « profil », il s'inscrit dans une démarche sociale dont l'objectif est d'« *être réellement* un certain type de personne »[16]. C'est de cette manière que nous pouvons comprendre le moteur agissant de la mise en scène d'une vie « certifiée sans cruauté » : #maviedevegan comme le stigmate d'une certaine ostentation morale. Via les réseaux sociaux, les acteurs animalistes témoignent – ou à tout le moins s'efforcent de sélectionner, trier et diffuser les éléments de leur quotidien qui leur semblent « pertinents » – de ce que c'est d'« *être réellement* vegan ». Avec force de monstration, ils emplissent leur vitrine sociale électronique d'images de ce qu'ils mangent, des films et documentaires qu'ils visionnent, livres qu'ils lisent, vêtements qu'ils viennent d'acquérir, causes qu'ils soutiennent, etc., participant à la constitution d'un « stock de connaissances »[17] caractéristique de la communauté animaliste. Toutefois, notons qu'à partir du succès des associations animalistes décrit plus haut, l'idée de se faire l'étendard de la cause animale radicale rompt avec les préceptes premiers de la libération animale animée jadis par la clandestinité et l'action directe. En effet, le fait de s'afficher animaliste, que ce soit sur les réseaux ou en portant des t-shirt à l'effigie de

telle ou telle association va à l'encontre des motivations initiales du mouvement et les activistes des cellules de libération expriment leur désarroi en ces termes :

> « Le Front de libération des animaux a désespérément besoin de moins de supporters. Il en a beaucoup trop, et la folie doit s'arrêter quelque part.
> [...] Enlevez vos t-shirts – voici le réveil. Si vous êtes aptes à agir et que vous avez construit une identité sociale tout entière autour du « soutien » au sabotage et à la libération, vous devez maintenant sortir et faire ces choses »[18].

Dans ces lignes écrites par un « libérateur anonyme » (et celui qui se décrit ainsi reprend les codes originaires du mouvement et l'esthétique du héros clandestin) témoignent de ce renversement des valeurs significatif qui découle du fonctionnement même des réseaux sociaux participant de la popularité grandissante de l'idéal animaliste qui est en même temps une vulgarisation de la cause originelle. Les sites de partage de vidéos s'inscrivent dans la même logique puisque les vidéos animalistes – même si certaines dévoilent les libérations effectives d'animaux réalisées par des activistes (elles sont minoritaires) – les plus vues partagées sur ces plateformes font office de sorte de « tuto » pour qui souhaite s'engager dans une vie plus saine, plus juste ou plus noble.

Tutoriels initiatiques

Les vidéos animalistes partagées sur les plateformes électroniques telles que *Youtube* font écho à ces romans d'apprentissage et contes initiatiques du XVIIIe siècle (à l'instar de *Candide ou l'Optimisme*). En effet, les réseaux de partage de vidéos donnent les clés, à qui veut bien les saisir, pour devenir un héros animaliste, pour se convertir à son idéal progressiste et en retour convertir les autres. Quelques figures « connues » et reconnues, militants et/ou anciennement activistes se mettent en scène comme autant de guides politico-spirituels veillant à éclairer le monde par la vérité qu'ils ont su regarder en face. Parmi elles, Gary Yourofsky qui pérégrine dans les grandes écoles et universités américaines et européennes pour énoncer ce qu'il a modestement intitulé « Le discours le plus important de votre vie »[19]. Ces figures, leaders ou particuliers, se font les promoteurs du mode de vie vegan que l'on a tendance aujourd'hui, du fait de sa récente popularité, à synthétiser sous les mots atrophiés de « régime vegan ». Là encore les images sont cruciales parce que les mots sans illustrations seraient comme amputés d'une charge émotionnelle. Qu'elles soient positives ou négatives, elles visent à irriter, exciter, enflammer nos affects, nos passions, notre sensibilité. Les vidéos animalistes doivent dans l'esprit

militant, témoigner et révéler les tortures animales et faire « prendre conscience » de la barbarie qui se cache dans nos pratiques quotidiennes. Les images violentes et répugnantes, mal filmées parce que « volées », usent de la répétition comme accélérateur d'angoisse. Ces vidéos – comme celles de L214 – soulèvent un sentiment profond de malaise et répondent d'une espèce de synthèse entre des sentiments d'indignité, d'émotions et d'intellectualisation[20]. Ces vidéos donnent à qui les voient le sentiment d'un dévoilement d'une « vérité vraie », morbide, crue, obscène, et les confortent dans l'adhésion à un système de normes et de valeurs qui pour eux devient non-négociable. Selon une dynamique de « bricolage sémantique », et dans l'idée que l'on peut devenir les agents de sa propre moralité (le *Do It Yourself* de la morale en somme), la pensée initialement radicale animaliste se structure, se partage, se diffuse et infuse l'ensemble du corps social. Au travers des réseaux électroniques chacun se fait le « prosumateur » (Toffler 1980) de sa propre conscience existentielle, recevant et envoyant d'une manière continue et désordonnée les images et bribes d'informations donnant corps et vie à la communauté morale. Par ailleurs, de la même manière que les « profils » d'animalistes qui s'affichent sur les réseaux sociaux, quantité de chaînes de promotion du veganisme pullulent sur *Youtube*. C'est en reprenant les codes des tutoriels que les *youtubers* adeptes animalistes diffusent leurs « trucs et astuces » pour devenir vegans et vivre d'une vie certifiée « *cruelty free* ». Ainsi, de clic en clic, il est possible de se construire un stock de connaissances animalistes personnel bien qu'il soit évident que des vidéos intitulées « Comment devenir végane en 20 minutes »[21] et l'idée même d'un mode de consommation veggie tranche radicalement avec l'esprit des premières cellules de libération.

Pour conclure, revenons sur l'ambivalence fondamentale de la communication animaliste. D'une manière assez inédite, elle mobilise une contradiction profonde au niveau des images partagées, tantôt violentes et révulsives, tantôt séduisantes et attirantes, ces images se propagent dans les réseaux d'une manière virale du fait de leur nature *a priori* subversive/alternative et mobilisent une sensibilité exacerbée par l'extrême polarité qu'elles contiennent. Le succès populaire de l'animalisme aujourd'hui – et notamment de ce qu'il convient malaisément d'appeler le « régime végane » opère un véritable renversement des valeurs à la fois inéluctable et irréversible. Du héros justicier masqué au hashtag #maviedevegan, le phénomène animaliste est le sujet d'un enthousiasme populaire qui ferait des envieux, mais qui en même temps bouleverse les fondements originaux de la lutte pour la justice animale. Témoignant de notre manière actuelle de faire culture, c'est-à-dire à la fois éclatée et bricolée, l'animalisme montre comment, au prisme d'une communication électronique particulière,

une pensée radicale peut donner lieu à un business de la radicalité dans lequel se croisent l'extrémisme d'une cause sans compromission et un style de vie vécu comme une modalité consommatoire. Bon gré mal gré, le triomphe de l'animalisme contemporain – et il le doit surtout aux images qu'il collectionne et partage – annihile dans un même temps son sens de la subversion.

Bibliographie

Thierry Blin, *Éléments de sociologie phénoménologique*, Paris, L'Harmattan, 2000.
Jean Baudrillard, *Les stratégies fatales*, Paris, Grasset, 2006 (1983).
ID., *La transparence du mal*, Paris, Galilée, 1990.
ID., *Mots de passe*, Paris, Pauvert, 2000.
Gérald Bronner, *La pensée extrême. Comment les hommes ordinaires deviennent des fanatiques*, Paris, Broché, 2009.
Gilbert Durand, *Les structures anthropologiques de l'imaginaire*, Paris, Dunod, 1993 (1960).
Erving Goffman, *Asiles. Études sur la condition sociale des malades mentaux*, Paris, Minuit, 1968 (1961).
Clément Rosset, *Le principe de cruauté*, Paris, Les éditions de minuit, 2009 (1988).
Vincenzo Susca, *Les affinités connectives. Sociologie de la culture numérique*, Paris, Cerf, 2016.
Alvin Toffler, *La Troisième vague*, Paris, Denoël, 1980.

Annexe. Évolution de la fréquence des occurrences relatives aux termes « Véganisme » et « L214 » de 2004 à ce jour, via l'outil statistique Google Trends

Notes

1. Pour ce qui concerne les termes de critique pour l'antispécisme et d'hypercritique pour le veganisme, nous renvoyons à notre article « Veganisme et idéologie du *pathos*, *in Cahiers de psychologie politique. Revue d'information, de réflexion et de recherche*, n° 20 « Les nouvelles idéologies », en ligne : http://lodel.irevues.inist.fr/cahierspsychologiepolitique/index.php?id=2035.

2. Le roman de Jean-Christophe Rufin, *Le parfum d'Adam* de 2007 ou bien encore le film de Terry Gilliam *L'armée des douze singes* (adaptation de *La Jetée* de Chris Marker), de 1995, donnent à lire et à voir, d'une manière plus ou moins fidèle à l'expérience animaliste, lesdites cellules de libération animale.

3. L'*Animals Rights Militia* ou le *Justice Department*, sont des cellules de libération animale explicitement attachées au caractère guerrier et militaire du mouvement. Voir http://www.animalliberationfront.com/ALFront/Actions-UK/alfarm.htm ou http://www.chickenhead.com/animaldefense/ (consultés les 25 janv. 2017).

4. Voir le crédo de l'ALF : « Le front de libération des animaux (ALF) mène des actions directes à l'encontre de tout abus d'animaux, sous forme de libérations d'animaux et en causant des dégâts financiers aux entreprises qui les exploitent, habituellement par le biais de destructions de biens et de propriété », voir le site http://alf-france.over-blog.org/article-11482876.html (consulté le 24 janv. 17). Le crédo s'inscrit dans l'antique tradition de la « désobéissance civile » dont le transcendantaliste Thoreau est une espèce d'icône pour les adeptes de la *deep ecology*.

5. http://directaction.info/ (consulté le 24 janv. 2017)

6. Voir le site http://laterredabord.fr/?p=21619 (consulté le 24 janv. 2017)

7. Parmi les plus célèbres activistes animalistes jugés et prisonniers, Ronnie Lee, Cliff Goodman ou encore Barry Horne qui décèdera « en martyr » pour ses partisans, des suites d'une grève de la faim en novembre 2001 alors qu'il purgeait une peine de 18 ans pour attentat contre un magasin de fourrure.

8. Voir pour l'analyse des images archétypiques, Gilbert Durand, *Les structures anthropologiques de l'imaginaire*, Paris, Dunod, 1992 (1969).

9. *Idem*, notamment sur le régime diurne de l'image, pp. 71-135.

10. Nous nous inspirons ici de l'idée de « photo-choc » mise en avant par le philosophe et sémiologue Roland Barthes notamment dans *Mythologies*, Paris, Broché, 2011 (1957), en tant qu'elle dévoile le scandale de l'horreur plus que l'horreur elle-même.

11. Association loi 1908 qui diffère quelque peu de la loi 1901 : « Les interprètes du droit local s'accordent pour proposer la définition suivante : «l'association est un groupement volontaire et organisé de personnes indéterminées, institué de façon durable, en vue de poursuivre un but précis intéressé ou désintéressé, par une action commune définie par le vote menée sous un nom collectif et conduite par une direction…» » : http://www.associations.gouv.fr/le-droit-local-des-associations-en-alsace-moselle.html, (consulté le 30 janv. 2017).

12. Je réfère ici au très bel ouvrage de Clément Rosset, *Le principe de cruauté*, Paris, Les éditions de minuit, 2009 (1988). Il y évoque l'idée d'une espèce de « malédiction » de la reconnaissance de la vérité (ici nous pensons à la vérité des abattoirs), et du fait que nous ne puissions vivre qu'à condition de « tenir en respect la vérité » (p. 26). Parce que le réel est cruel, les entreprises philosophiques tâchent de « faire passer cette cruauté comme un médicament fait provisoirement cesser une douleur » (p. 26). Nous estimons ici que l'animalisme qui, après avoir révélé la cruauté de la condition animale aujourd'hui, tente de faire cesser la douleur qu'elle procure en nous en nous intimant l'idée que le veganisme, c'est-à-dire une vie certifiée « sans cruauté », serait la panacée.

13. Pour ce qui concerne le règne de la transparence et l'obscénité nous référons à la pensée de Jean Baudrillard, notamment dans *Les stratégies fatales*, Paris, Grasset, 2006 (1983), *La transparence du mal*, Paris, Galilée, 1990, ou dans *Mots de passe*, Paris, Pauvert, 2000. Nous nous attachons à ce qu'il dit de l'obscène en tant que « devenir absolument réel de quelque chose qui, jusque-là, était métaphorisé ou avait une dimension métaphorique ». C'est précisément ce que nous pensons pouvoir interpréter quant à la révélation des images des abattoirs.

14. Paul Watson, À l'abordage !, *Ravages*, n° 3, 2011.

15. Nous pouvons également ici faire référence au travail de Dominique Cardon au sujet de l'identité numérique, notamment

lorsqu'il parle d' « indices identitaires », voir « Le design de la visibilité. Un essai de cartographie du web 2.0 », *Réseaux*, n° 152, 2008/6, 47 p. Cardon note que les utilisateurs de réseaux sociaux « peuvent périmétrer eux-mêmes leur visibilité à travers un jeu de masques, de filtres ou de sélection de facettes », p. 97.

16. Amossy Ruth, « L'éthos et ses doubles contemporains. Perspectives disciplinaires », *in Langage et société*, 3/2014 (n° 149), p. 13-30.

17. Nous reprenons ici l'idée d'Alfred Schütz, *Le chercheur et le quotidien*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1987.

18. « Peut-on soutenir l'ALF ? », billet du 17 novembre 2012 : http://laterredabord.fr/?p=13555, (consulté le 29 janv. 2017).

19. Nous pouvons retrouver une retranscription complète du discours traduit en français ici : https://lauramarietv.com/le-discours-le-plus-important-de-votre-vie-de-gary-yourofsky-entierement-retranscrit/, (consulté le 29 janv. 2017).

20. Pour l'analyse des sentiments individuels et collectifs comme ressorts de l'adhésion à une pensée radicale voir Gérald Bronner, *La pensée extrême. Comment les hommes ordinaires deviennent des fanatiques*, Paris, Broché, 2009.

21. https://www.youtube.com/watch ?v =VkbvJVQOoLI, (consultée le 29 janv. 2017).

DIX ENSEIGNEMENTS DE LA SOCIOLOGIE DES RELATIONS HUMAINS/ANIMAUX

Jérôme Michalon*

En 2016, l'*Année Sociologique* a publié un numéro spécial concernant « les sciences sociales et les animaux » (Guillo & Rémy, 2016). Cette revue, site fondateur de la sociologie en France et au-delà, consacre ainsi l'entrée de l'étude des relations entre humains et animaux dans le périmètre des objets dont la discipline sociologique peut traiter, ou à défaut, débattre. La sociologie des relations humains/animaux (ou sociologie des relations anthropozoologiques – RAZ), domaine encore très marginal en France notamment, a pour autant produit des travaux qui ont pu intéresser individuellement certains sociologues et la sociologie en tant que discipline. Je propose dans cet article de revenir sur ce que les travaux sociologiques des trente ou quarante dernières années ont pu nous apprendre sur les relations humains/animaux et sur la manière de les aborder en sociologue. Cette liste d'enseignements est loin d'être exhaustive et « objective », et il se peut qu'elle soit incantatoire par moments. Elle se veut surtout être une occasion de discussion avec les Sciences de l'Information et de la Communication.

La sociologie des RAZ *n'est pas* la sociologie des animaux

Comme l'a bien montré Dominique Guillo (2002, 2006, 2015), la question des animaux en sociologie a été discutée dès les origines de la discipline, à travers notamment les travaux d'Alfred Espinas (1878) sur les sociétés animales, insistant sur la possibilité d'étudier ces dernières avec les outils de la sociologie ; et réciproquement de profiter des avancées de l'éthologie animale pour comprendre les sociétés humaines. Le programme qui s'est ébauché alors, et qui réapparait régulièrement accompagné de nombreuses controverses, consistait à proposer une sociologie *des* animaux, et non pas une sociologie *des relations* aux animaux. Comme nous avons pu le défendre récemment (Michalon, Doré & Mondémé, 2016) ces deux projets sont assez différents, reposent sur des démarches intellectuelles et n'ont pas les mêmes conséquences épistémologiques. D'un côté, il est question d'étudier l'organisation sociale de telle ou telle espèce animale (objectif qui s'accompagne souvent de la volonté d'un rapprochement de

* Docteur en sociologie et anthropologie politique. Chercheur associé au Centre Max Weber (UMR 5283) – Équipe Politiques de la Connaissance. Courriel : jerome.michalon@gmail.com

la sociologie vis-à-vis de l'éthologie ou de l'écologie comportementale) ; de l'autre, il s'agit d'aborder les interactions entre les humains et d'autres espèces animales. La sociologie des animaux est, pour l'heure, restée peu ou prou lettre morte, tant elle a suscité de vigoureuses controverses et des résistances fortes relatives à la question du naturalisme en sciences sociales. Étant assimilée à la sociologie des animaux, la sociologie des relations aux animaux a pu souffrir de ces débats et a donc été confrontée aux mêmes résistances. D'où l'importance d'insister sur la distinction entre ces deux démarches.

Pas besoin de révolution épistémologique

Fort de cette distinction, il devient possible d'envisager l'étude sociologique des RAZ sans pour autant procéder à une refonte totale des bases épistémologiques de la sociologie et de ses frontières disciplinaires. En effet, le recours à d'autres disciplines, celles qui se sont intéressées directement aux animaux « entre eux », l'éthologie, la zoologie, la psychologie et l'écologie comportementales, si pertinent qu'il puisse être sur le papier, n'a pas à être perçu comme un point de passage obligé pour la sociologie des RAZ. Tout comme les sociologues de l'éducation ou de la famille peuvent choisir de se passer de la psychologie ou des sciences cognitives, la sociologie des RAZ peut s'épanouir sans convoquer les sciences « de l'animal » ; et à mon sens, cette inscription disciplinaire de la sociologie des RAZ pourrait même être la condition nécessaire à un dialogue ultérieur avec d'autres disciplines. Plutôt que de proclamer *a priori* que la sociologie, parce qu'elle est anthropocentrée (Piette, 2002) ne peut rien nous apprendre des rapports aux animaux, peut-être serait-il pertinent d'évaluer si cette orientation particulière a produit des travaux intéressants. Car en effet, malgré le caractère anthropocentrique de la discipline, quelques sociologues ont pu traiter de manière épisodique des relations humains/animaux. Jusqu'à récemment il n'existait pas réellement de spécialisation en sociologie autour des RAZ, et les chercheurs qui s'y sont intéressés l'ont fait en partant de leur spécialité d'origine. De fait, pour commencer à exister, la sociologie des rapports aux animaux a du s'ancrer à d'autres thématiques perçues comme plus légitimes en sociologie : sociologie de l'environnement, sociologie rurale, sociologie de la famille, sociologie de la consommation, sociologie des loisirs. Ce faisant, cela a permis de produire des travaux empiriques témoignant de l'existence d'un objet, étudiable par la sociologie.

Les RAZ existent

Si Durkheim, Mead, ou encore Weber mentionnent la possibilité théorique d'évoquer les animaux en sociologie (Sanders, 2007), ce

n'est qu'à partir des années 1970/80 que des travaux mobilisant des données empiriques ont émergé. Pour ne citer que le cas français, plusieurs sociologues ont, parmi une multitude d'autres objets, abordé les rapports aux animaux de compagnie. Paul Yonnet (1983), François Héran (1988), Nicolas Herpin et Daniel Verger (1991, 1992), ou encore Jean-Marie Brohm (1997) se sont appuyés sur les quelques enquêtes de l'INSEE ou de l'INED sur la possession d'animaux de compagnie et sur les caractéristiques sociodémographiques des propriétaires, et en ont tiré des conclusions plus globales sur les évolutions des sociétés contemporaines. Cette approche démographique, parce qu'elle portait sur un phénomène qui semblait nouveau et teinté d'attachement et d'affectivité, a permis de d'objectiver l'ampleur de l'existence des RAZ, de les prendre au sérieux et d'en faire un phénomène social digne d'intérêt. Avant ces recherches, bien entendu, on connaissait bien le nombre de vaches dans les élevages, le nombre de chiens de chasse, les espèces à protéger dans les zones naturelles. Mais ce qu'a amené l'approche démographique concernant les animaux de compagnie, c'est une nouvelle caractérisation de la relation entre humains et animaux. En sortant du prisme utilitaire qui avait conditionné les formes d'objectivation précédente, d'autres formes de relation aux animaux apparaissent, qui sans être majoritaires, permettent d'ouvrir l'horizon des possibles : on se pose la question de la diversité potentielle des modes de relation entre humains et animaux. À partir de là, les *relations* humains/animaux peuvent devenir un objet d'investigation sociologique à part entière.

Les RAZ comptent

Les travaux que je viens d'évoquer ont pris les RAZ au sérieux, dans le sens où ils ont considéré que les animaux pouvaient, de diverses manières, *compter* pour les humains (Despret, 2002b). C'est un argument que le sociologue ne peut ou ne devrait pas ignorer : certains humains ne s'attachent pas qu'à leurs congénères et les animaux ne sont pas « rien ». Dans le cas des animaux de compagnie, même si beaucoup reste à explorer concernant les modalités d'attachement entre ces humains et ces chiens et ces chats, il est clair que cet attachement existe. Mais d'autres activités donnent à voir le même phénomène : la difficulté des éleveurs à gérer la mort de leurs animaux (Porcher, 2003 ; Mouret, 2012), le respect affiché des chasseurs pour leurs proies, les pratiques « sacrificielles » d'animaux en expérimentation animale (Lynch, 1988 ; Rémy, 2009). Tout cela témoigne du fait que l'animal « compte » suffisamment pour que sa mise à mort soit tout sauf un problème moral anecdotique. Ce que les anthropologues ont constaté depuis longtemps déjà (Brisebarre 1999 ; Vialles, 1987), les sociologues commencent à le découvrir et à documenter

des situations nouvelles de mort animale, dans les refuges de protection animale par exemple (Arluke, 1991, 1994 ; Michalon, 2013), ou encore dans les parcs zoologiques (Grazian, 2015). Un autre signe du fait que les RAZ importent aux humains, c'est le développement des mouvements de mobilisation pro-animaux. La « cause animale » (Traïni, 2011) prend en effet de l'ampleur, gagne en audience et en visibilité, et montre à quel point les RAZ sont une question sociale, donc sociologique.

Les RAZ peuvent être des problèmes publics

On peut également rendre compte de la manière dont les animaux comptent pour les humains au prisme des problèmes publics au centre desquels les RAZ se sont récemment trouvées. Les affaires de la Vache Folle, ou de la tremblante du mouton, ont jeté un jour nouveau sur une activité, l'élevage industriel, qui était restée cachée au regard du grand public, et dont le caractère problématique n'était pas encore discuté. Quelques années plus tard, les grippes H1N1 et H5N1, « aviaires », « porcines », et finalement « humaines » ont questionné la circulation des animaux, et comment les frontières administratives devaient s'articuler aux frontières biologiques (Fortané & Keck, 2015). Même quand ils sont réduits au statut de « ressources » à administrer, les animaux peuvent créer des problèmes ; qui deviennent *publics*, non seulement parce qu'ils acquièrent un degré de visibilité important, mais également parce qu'ils produisent du concernement, de la controverse, des positions à défendre et des camps, des publics au sens de Dewey donc. Les conflits générés par les réintroductions d'espèces comme le loup ou l'ours sont un bel exemple du caractère clivant des RAZ et de la complexité de leurs enjeux. Dans le cas du retour des loups dans les Alpes, Antoine Doré (2011) montre qu'on ne peut pas résumer ces conflits à un clivage simple entre des anti-animaux d'un côté, et des pro-animaux de l'autre : le souci de l'animal est présent tout autant chez les « pro-loups » que chez les « anti-loups », notamment les éleveurs qui déplorent la mort de leurs brebis. La complexité des positions de chacun ne peut pas non plus être réduite à un clivage entre des défenseurs des animaux sauvages et des défenseurs des animaux domestiques, tant ce retour des loups, fruit de la volonté humaine, est encadré par des mesures de suivi et de surveillance humaine qui incitent à interroger la pertinence même du qualificatif « sauvage » (Micoud, 2010). L'approche sociologique des problèmes publics liés aux RAZ a ainsi permis de montrer les limites des catégories administratives, juridiques, et sociales pour penser les rapports aux animaux, et la nécessité d'en penser de nouvelles, en partant des situations particulières.

Les RAZ peuplent l'imaginaire

Un des enseignements de la sociologie des RAZ, qui peut intéresser tout particulièrement les SIC, concerne la valeur symbolique des animaux. Durkheim l'évoquait déjà à propos du totémisme, et la sociologie de l'imaginaire de l'a pas contredit. Ce courant a en effet produit plusieurs analyses sur le rôle des animaux comme « révélateurs symboliques » de valeurs et de représentations culturelles (Caillois, 1973 ; Campion-Vincent, 1992 ; Celka, 2012 ; Cegarra, 2000 ; Renard, 2010 ; Gouabault, 2006, 2010).Ces travaux ont été prolongés et enrichis par des recherches sur la place des animaux dans les médias (Gouabault, Burton-Jeangros et al., 2011 ; Gerber, Burton-Jeangros et al., 2011). Outre l'utilisation classique de métaphores animalières pour décrire des comportements humains, ces recherches ont analysé la manière dont étaient relatées les RAZ par les médias, et ont bien montré comment, à travers les animaux, se construisaient de nouvelles figures de la dangerosité et du risque. Ces travaux invitent à penser que les représentations des animaux ne sont pas figées dans le temps, qu'elles évoluent, s'inventent et se réinventent au grès de l'actualité, du développement de nouvelles technologies et de nouveaux formats médiatiques. En retour, grâce à ces nouveaux moyens d'information et de communication, les RAZ acquièrent une visibilité nouvelle, donnant à voir des relations entre humains et animaux, que ni sociologues ni éthologues n'avaient anticipées. Tout ceci participe au renouvellement de la construction culturelle de l'animalité dont les *Cultural Studies* pourraient se saisir comme d'un objet à part entière. Et d'ailleurs, tout un pan des recherches se revendiquant des *Animal Studies* explore la manière dont les animaux sont représentés dans des domaines artistiques variés, participant à la construction d'une « culture de la nature » (Grazian, 2015), en perpétuel renouvellement.

Les RAZ peuvent être des interactions

Une des réserves couramment formulée à l'encontre de l'étude sociologie des rapports aux animaux tient au fait que les animaux ne seraient pas des acteurs, au même titre que les humains, et qu'ainsi les RAZ ne seraient pas des interactions dignes de ce nom. Plusieurs réponses ont été apportées à cette objection. La première, sans doute la plus radicale, a consisté à questionner la définition même de l'action et de l'acteur. Dans le sillage du projet d'anthropologie symétrique formulé par Michel Callon (1986, 2006) et Bruno Latour (2000), il s'est agi de rompre avec les cadres de la pensée moderne concernant l'action, qui place l'humain, être intentionnel et agissant, face à un monde inerte, passif, ne faisant que se soumettre à l'action humaine. Pour Latour et Callon, il est tout aussi juste de dire que nous agissons

sur les choses, que de dire que *les choses nous font agir.* Mais adopter la seconde perspective permet de penser de manière plus « réaliste » la manière dont les humains s'associent avec des non humains, et réciproquement, pour construire un monde commun[1]. Dans une telle perspective, la question de l'agir est tout autant redistribuée entre les êtres (on ne sait plus qui/quoi agit sur quoi/qui) que profondément redéfinie (est-il important d'identifier une source de l'action ?).Avec le terme d' « actant », Latour et Callon offrent une alternative pour aborder les RAZ comme des situations où l'intentionnalité des êtres n'est pas un prérequis pour documenter leur « agir » (Rémy, 2016). Pas besoin donc d'être un acteur pour interagir, en somme. Une autre proposition est formulée consiste, à l'inverse, à étendre le statut d'acteurs aux animaux. C'est notamment ce que suggèrent Arluke et Sanders (1996). Reprenant les acquis de l'interactionnisme symbolique, les deux sociologues défendent l'idée qu'il n'est pas impossible, et même souhaitable, de les mettre au service de l'étude des RAZ. Nul besoin, selon eux, de partager un même langage articulé pour interagir. Rappelant une certaine proximité historique entre éthologie et l'interactionnisme (Conein, 1992), Arluke et Sanders tiennent la commune corporéité des humains et des animaux pour condition suffisant à qualifier les situations de coprésence comme des interactions. Des travaux d'inspiration ethnométhodologique vont plus loin et montrent qu'il n'y aucun besoin de statuer préalablement sur les compétences cognitives des animaux pour pouvoir étudier leurs interactions avec les humains. Observant ces interactions interspécifiques, on retrouve en effet plusieurs éléments des interactions entre humains : l'observation de l'ajustement réciproque des conduites, la séquencialité des actions, l'orientation mutuelle des participants (Mondémé, 2013 ; 2016). La qualité d'acteur de l'animal n'est pas un attribut préalable mais elle émerge à l'issue de l'étude de l'interaction.

Les RAZ permettent d'explorer des réalités sociales méconnues

Le développement de la sociologie des RAZ a permis l'exploration d'univers au final assez peu connus. Pour n'en citer que quelques-uns, on peut penser à celui de la protection animale, dont les origines sont bien connues grâce aux historiens (Agulhon, 1981 ; Pelosse, 1981, 1982 : Baratay, 2003) mais que les sociologues n'ont que très peu traité. Cette protection des animaux domestiques, type SPA, inscrite dans les mouvances philanthropiques du XIXe siècle et qui est aux yeux du grand public est assez « iconique », n'a pas attiré l'attention des sociologues de l'environnement. Ces derniers se sont plutôt attachés à documenter la protection des espèces sauvages. On peut également évoquer les recherches sur les animaux de compagnie, qui

là encore n'ont fait l'objet que d'approches très parcellaires et très distantes, plus normatives qu'analytiques. Les travaux cités plus haut (Yonnet, Héran, Herpin, Brohm), s'appuient sur des statistiques mais la relation de compagnie en elle-même n'a pas vraiment fait l'objet de recherches qualitatives poussées (dans le monde francophone en particulier), permettant d'aller au-delà du simple constat que certains groupes sociaux ont plus de chiens ou de chats que d'autres. Dans le cas de la protection animale comme dans celui des animaux de compagnie, on note une certaine disproportion entre l'attention médiatique suscitée par ces objets, la connaissance qu'en ont le grand public et le peu de travaux sociologiques à leur égard. Dans cette mesure, le développement de la sociologie des RAZ permettra, modestement, de combler cet écart et d'assumer l'une des missions de la discipline sociologique : donner les moyens aux citoyens de décrypter ces réalités, de rompre avec ce qu'ils en pensaient connaître, et de les voir sous un jour nouveau.

Les RAZ permettent de voir les choses autrement

Symétriquement, le développement de la sociologie des RAZ peut être l'occasion pour les sociologues de voir autrement des réalités sociales qu'ils pensaient bien connaître. Là encore, deux exemples peuvent être évoqués, l'élevage et les parcs zoologiques. Si la zootechnie et l'ethnozootechnie ont produit des descriptions des techniques d'élevage, on savait peu de choses de la manière dont les éleveurs considéraient leurs bêtes. La prégnance du prisme utilitaire, à nouveau, ne permettait sans doute pas d'explorer les différentes manières dont les éleveurs cohabitent avec leurs animaux. Les travaux de Jocelyne Porcher (2002 ; 2011) notamment, précisément parce qu'ils ont porté sur les relations humains/animaux, ont permis de porter un regard nouveau sur l'activité d'élevage, qui sans nier les aspects utilitaires, y intègre de l'attachement aux animaux, la reconnaissance par les éleveurs d'une forme d'intelligence des animaux, et même d'une contribution de ceux-ci au travail d'élevage (Porcher & Schmitt, 2010). Adopter le prisme des RAZ, partir de ce qui est au cœur de l'activité d'élevage, a permis de densifier et de complexifier la description de cette pratique sociale que l'on pensait pourtant bien connaître. De la même façon, l'abondante littérature sur les parcs zoologiques et leurs visiteurs (Schram, 2013) a eu tendance à faire abstraction du fait que les zoos sont des espaces de coprésence entre humains et animaux ; ou tout du moins à considérer cette spécificité comme étant secondaire. En effet, les sociologues ont vu les zoos comme des musées, des espaces pédagogiques, ou des espaces de loisirs, mais plus rarement comme des lieux d'interaction entre humains et animaux. Les recherches en éducation à l'environnement, en muséographie, en

sciences de la communication, les tourism studies, les visitor studies, ont donc découpé l'objet « zoo » en une multitude de sous objets, tous intéressants et pertinents dans leur domaine de recherche respectifs, mais en ont quelque part dilué la spécificité. Pourtant, comme le montre très bien David Grazian (2015), les rapports aux animaux sont au cœur de la dynamique sociale du zoo : qu'il s'agisse des soigneurs (Estebanez, 2010), des visiteurs, des vétérinaires, des cadres ou des mécènes, tous agissent *avec* les animaux, en fonction d'eux, en dépit d'eux et pour eux. Ils sont au centre de toutes les attentions, de toutes les discussions, de toutes les décisions et de toutes les disputes. Encore une fois, partir de l'étude des RAZ est une manière de prendre au sérieux les acteurs dans *leur* façon de prendre au sérieux les animaux.

Les RAZ densifient la question anthropologique

Si l'interdisciplinarité n'est en rien une obligation pour étudier les RAZ, il est important de souligner la proximité entre la sociologie des RAZ et la question anthropologique. En effet, comme le rappelle Catherine Rémy (2009 ; 2016) la frontière entre humains et animaux est à la fois ce qui fonde la spécificité des sciences humaines, mais c'est également un objet pour les anthropologues, qui analysent les différentes manières dont les sociétés (non occidentales majoritairement) tracent cette frontière, symboliquement et en pratique (Manceron, 2016). La sociologie des RAZ embrasse un objectif similaire et invite à un rapprochement entre sociologie et anthropologie, particulièrement à propos. Comme l'ont bien expliqué P. Descola (2005) ou B. Latour (2012), il y a toute une anthropologie des sociétés modernes qui reste largement à faire. La sociologie des RAZ y apportera à mon sens une grande contribution. De plusieurs façons. D'une part, en apprenant à conjuguer la différence anthropozoologique au pluriel (Despret, 2002a) : plutôt que de penser que les acteurs n'identifieraient qu'un seul critère de démarcation entre humains et animaux, la sociologie des RAZ montre que, lorsqu'elles sont analysées en relation avec des pratiques précises, ces caractérisations de la différence anthropozoologique sont multiples, complexes, parfois contradictoires. Étudier ces caractérisations permet de faire émerger des discours tout à la fois sur les animaux mais également sur les humains, et donner à voir le caractère fluctuant et évolutif des représentations du « propre de l'homme » (Génard & Cantelli, 2008). D'autre part, la sociologie des RAZ amène à considérer que la différence anthropozoologique n'est pas seulement utilisée comme registre de déqualification, de relégation sociale. Dans certains cas, l'animalité est un registre positif pour les acteurs : dans les pratiques de médiation animale, on insiste beaucoup sur les grandes qualités que les animaux possèdent que

les humains n'ont pas (Michalon, 2014). Enfin, étudier les différentes formes prises par la différence anthropozoologique peut amener à revisiter à nouveau frais la thématique de l'anthropomorphisme. La notion, souvent brandie comme un repoussoir épistémologique par les sciences de la nature, peut devenir pour la sociologie des RAZ un objet de recherche à part entière, voire même un point d'entrée pour toute recherche sur nos rapports aux animaux : plutôt que de se méfier des phénomènes de projection des humains à l'égard des animaux, pourquoi ne pas les considérer comme des processus de mise en relation, des façons tout à la fois de dire l'identité humaine à travers les animaux, mais aussi de « se connecter » à eux, d'affirmer l'existence d'une forme de communauté ? Autant de phénomènes à étudier qui permettront à la question anthropologique de se densifier et de se complexifier.

Conclusion

J'ai voulu montrer ici que la sociologie avait de très bonnes raisons de s'intéresser aux relations aux animaux, et que, pour le faire, les objections d'ordre épistémologique étaient loin d'être insurmontables. Je ne sais pas dans quelle mesure ces éléments peuvent inspirer les SIC, mais ils ont en tout cas vocation à susciter la discussion et à provoquer des échanges interdisciplinaires.

Bibliographie

Agulhon, Maurice (1981) « Le sang des bêtes. Le problème de la protection des animaux en France au XIXe siècle », *Romantisme*/31 : 81-109.

Arluke, A. (1991) « Coping with euthanasia : A case study of shelter culture », *Journal of the American Veterinary Medicine Association*/198 : 1176-80.

Arluke, Arnold (1994) « Managing Emotions in an Animal Shelter », in Aubrey Manning and James A. Serpell (eds), *Animals and Human Society. Changing Perspectives* : Routledge).

Arluke, Arnold and Sanders, Clinton R. (1996) *Regarding Animals* (Philadelphia : Temple University Press).

Baratay, Eric (2003) *Et l'homme créa l'animal* : (Odile Jacob).

Bobbé, Sophie (2002) *L'Ours et le loup. Essai d'anthropologie symbolique* (Paris : MSH).

Brohm, Jean-Marie (1997) « Le chien et son double », *Panoramiques*/31 : 33-42.

Burton-Jeangros, Claudine (2002) « Risques et incertitude : Stratégies de familles suisses face à la crise de la vache folle », *Revue Suisse de Sociologie* 28/3 : 403-23.

Callon, Michel (1986) « Eléments pour une sociologie de la traduction. La domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins-pêcheurs dans la baie de St Brieuc », L'Année Sociologique/36 : 169-208.
Callon, Michel (2006) « La sociologie de l'acteur réseau », in Madeleine Akrich, Michel Callon and Bruno Latour (eds), Sociologie de la traduction. Textes fondateurs (Paris : Presses de l'Ecole des Mines de Paris) : 267-76.
Campion-Vincent, Véronique (1992) « Apparitions de fauves et de félins-mystères en France », in Véronique Campion-Vincent (ed), *Des fauves dans nos campagnes* (Paris : Imago) : 13-54.
Campion-Vincent, Véronique (2002) « Les réactions au retour du loup en France. Une tentative d'analyse prenant "les rumeurs" au sérieux », *Le monde alpin et rhodanien* 1-3 : 11-52.
Cegarra, Marie (2000) *L'animal inventé. Ethnographie d'un bestiaire familier* (Paris : L'Harmattan).
Conein, Bernard (1992) « Ethologie et sociologie. Contribution de l'éthologie à la théorie de l'interaction sociale », *Revue Française de Sociologie* 33 : 87-104.
Descola, Philippe (2005) *Par-delà nature et culture* (Paris : Gallimard).
Despret, Vinciane (2002a) « La différence comme occasion de pertinence : la question de l'animal », *Cahiers de psychologie clinique* 2002/1/18 : 11-28.
Despret, Vinciane (2002b) *Quand le loup habitera avec l'agneau* (Paris : Le Seuil/ Les Empêcheurs de penser en rond).
Dodier, Nicolas, Joly, Pierre-Benoît and Lemieux, Cyril (eds) (2003) *La question animale* : Lavoisier).
Doré, Antoine (2011) « Des loups dans la Cité. Éléments d'écologie pragmatiste », Thèse de Sociologie (Paris : Institut d'Etudes Politiques).
Doré, Antoine (2015) « Attention aux loups ! L'ambivalence de la menace et de sa mesure », *Ethnologie Française* 45/1 : 45-54.
Dubied, Annik and Marion, Philippe (1997) « La crise de la "vache folle", Entrecôte et peurs ancestrales », in Philippe Marion (ed), *L'année des médias 1996* (Louvain-la-Neuve : Academia-Bruylant) : 117-25.
Espinas, Alfred (1878) *Des sociétés animales* (Paris : Félix Alcan).
Estebanez, Jean (2010) « Ceux qui sont proches : les soigneurs au zoo », *Sociétés* 2010/2/108.
Fortané, Nicolas and Keck, Frédéric (2015) « Ce que fait la biosécurité à la surveillance des animaux », *Revue d'Anthropologie des Connaissances* 9/2 : 125-37.
Genard, Jean-Louis and Cantelli, Fabrizio (2008) « Êtres capables et compétents : lecture anthropologique et pistes pragmatiques », *SociologieS [En ligne]* : mis en ligne le 27 avril 2008. URL : http://sociologies.revues.org/index1943.html

Gerber, David L. J., Burton-Jeangros, Claudine and Dubied, Annik (2011) « Animals in the media : New boundaries of risk ? » *Health, Risk & Society* 13/1 : 17-30.
Gorin, Valérie , Dubied, Annik and Burton-Jeangros, Claudine (2009) « Une re-définition de la frontière Humain-Animal à travers les images des médias d'information suisses. » *Studies in Communication Sciences* 9/2 : 191-220.
Gouabault, Emmanuel (2006) *La résurgence contemporaine du symbole du dauphin. Approche socio-anthropologique* (Lille : Atelier National de Reproduction des Thèses).
Gouabault, Emmanuel (2010) « Pour une mythanalyse des relations anthropozoologiques. L'étude du phénomène dauphin », *Sociétés*/108 : 59-73.
Gouabault, Emmanuel and Burton-Jeangros, Claudine (2010) « L'évolution des relations humain-animal. Frontières et ambivalences », *Sociologie et Société* 42/1 : 299-324.
Gouabault, Emmanuel, Burton-Jeangros, Claudine and Dubied, Annik (2011) « Genuine Zoocentrism or Dogged Anthropocentrism ? On the Personification of Animal Figures in the News », *Humanimalia* 3/1.
Grazian, David (2015) *American Zoo. A Sociological Safari* (Princeton & Oxford : Princeton University Press).
Guillo, Dominique (2002) « Biology-Inspired Sociology of the Nineteenth Century : A Science of Social 'Organization'« , *Revue Française de Sociologie* 43/Supplement : An Annual English Selection : 123-55.
Guillo, Dominique (2006) « La place de la biologie dans les premiers textes de Durkheim : Un paradigme oublié ? » *Revue Française de Sociologie* 47/3 : 507-35.
Guillo, Dominique (2009) *Des Chiens et des Humains* (Paris : Éditions le Pommier).
Guillo, Dominique (2015) « Quelle place faut-il faire aux animaux en sciences sociales ? Les limites des réhabilitations récentes de l'agentivité animale », *Revue Française de Sociologie* 2015/1/56 : 135-63.
Guillo, Dominique and Rémy, Catherine (2016) « Présentation », *L'Année sociologique* 66/2 : 263-78.
Heran, François (1988) « Comme chiens et chats : Structures et genèse d'un conflit culturel », *Ethnologie Française* 18/4 : 325-37.
Heran, François (2007) « Vers une sociologie des relations avec la nature », *Revue Française de Sociologie* 48/4 : 795-806.
Latour, Bruno (1988) « Le Grand Partage », *Revue du MAUSS* 1 : 27-65.
Herpin, Nicolas and Verger, Daniel (1992) « Sont-ils devenus fous ? La passion des Français pour les animaux familiers », *Revue Française de Sociologie* 33/2 : 265-86.
Latour, Bruno (1991) *Nous n'avons jamais été modernes. Essai d'anthropologie symétrique* (Paris : La Découverte).

Latour, Bruno (2000) « Facture/Fracture. De la notion de réseau à celle d'attachement », in André Micoud and Michel Peroni (eds), *Ce qui nous relie* (La Tour d'Aigues : L'Aube) : 189-208.
Latour, Bruno (2012) *Enquête sur les modes d'existence. Une anthropologie des Modernes* (Paris : La Découverte).
Lynch, Michael E. (1988) « Sacrifice and the Transformation of the Animal Body into a Scientific Object : Laboratory Culture and Ritual Practice in the Neurosciences », *Social Studies of Science* 18/2 : 265-89.
Manceron, Vanessa (2009) 'Grippe aviaire et disputes contagieuses. La Dombes dans la tourmente', *Ethnologie Française* 39/1 : 57-68.
Manceron, Vanessa (2016) « Exil ou agentivité ? ce que l'anthropologie fabrique avec les animaux », *L'Année sociologique* 66/2016/2 : 279-98.
Michalon, Jérôme (2013) « Fabriquer l'animal de compagnie. Ethnographie d'un refuge S.P.A. » *Sociologie* 4/2 : 163-81.
Michalon, Jérôme (2014) *Panser avec les animaux. Sociologie du soin par le contact animalier* (Paris : Presses des Mines ParisTech).
Michalon, Jérôme, Doré, Antoine and Mondémé, Chloé (2016) 'Une sociologie avec les animaux : faut-il changer de sociologie pour étudier les relations humains/animaux ?' *SociologieS [En ligne], Dossiers, Sociétés en mouvement, sociologie en changement, mis en ligne le 07 mars 2016, consulté le 29 mars 2016. URL : http://sociologies.revues.org/5329*.
Micoud, André (2010) « Sauvage ou domestique, des catégories obsolètes ? » *Sociétés* 2/108.
Mondémé, Chloé (2013) « Formes d'interaction sociales entre hommes et chiens. Une approche praxéologique des relations interspécifiques », thèse de doctorat soutenue à l'École Normale Supérieure de Lyon, le 12 juillet.
Mondémé, Chloé (2016) « Extension de la question de « l'ordre social » aux interactions hommes/animaux. une approche ethnométhodologique », *L'Année sociologique,* 66/2016/2 : 319-50.
Mounet, Coralie (2007) « Territoires de l'imprévisible. Conflits, controverses et 'vivre ensemble' autour de la gestion de la faune sauvage. Le cas du loup et du sanglier dans les Alpes françaises. » in, *Thèse de Géographie* (Grenoble : Université Pierre Mendès-France).
Mouret, Sébastien (2012) *Élever et tuer des animaux* (Paris : Presses Universitaires de France).
Pelosse, Valentin (1981) « Imaginaire social et protection de l'animal. Des amis des bêtes de l'an X au législateur de 1850 (1re partie) », *L'Homme* 21/4 : 5-33.
Pelosse, Valentin (1982) « Imaginaire social et protection de l'animal. Des amis des bêtes de l'an X au législateur de 1850 (2e partie) », *L'Homme* 22/1 : 33-51.
Piette, Albert (2002) « Entre l'homme et le chien. Pour une ethnographie du fait socio animal. » *Socio-Anthropologie*/11.
Porcher, Jocelyne (2002) *Éleveurs et animaux, réinventer le lien* (Paris :

Presses Universitaires de France).
Porcher, Jocelyne (2003) *La mort n'est pas notre métier* (La Tour d'Aigues : Editions de l'Aube).
Porcher, Jocelyne (2011) *Vivre avec les animaux. Une utopie pour le XXIe siècle* (Paris : La Découverte).
Porcher, Jocelyne and Schmitt, Tiphaine (2010) « Les vaches collaborent-elles au travail ? Une question de sociologie », *La revue du MAUSS* 1/35 : 235 - 61.
Rémy, Catherine (2009) *La fin des bêtes. Une ethnographie de la mise à mort des animaux* (Paris : Economica).
Rémy, Catherine and Winance, Myriam (2010) « Pour une sociologie des 'frontières d'humanité'« , *Politix* 23/90 : 9-19.
Rémy, Catherine (2016) « Agir avec l'animal. Pour une approche ethnographique des relations hybrides », *L'Année sociologique* 66/2 : 299-318.
Renard, Jean-Bruno (2010) « L'axolotl. De la controverse scientifique au mythe littéraire », *Sociétés*/108 : 19-32.
Sanders, Clinton R. and Arluke, Arnold (1993) « If lions could speak : investigating the animal-human relationship and the perspectives of nonhuman others », *The Sociological Quarterly* 34/3 : 377-90.
Serpell, James A. (2002) « Anthropomorphism and Anthropomorphic Selection Beyond the "Cute Response" », *Society & Animals Journal of Human-Animal Studies* 10/4.
Sanders, Clinton R. (2007) « The Sociology of Non-Human Animals and Society », in Clifton D. Bryant and Dennis L. Peck (eds), *21st Century Sociology : A Reference Handbook - Volume 2* : Sage) : 2-7.
Scharm, Harry (2013) « Looking at people looking at animals. An international bibliography on visitor experience studies and exhibit evaluation in zoos and aquarium », in : EAZA) : http://www.eaza.net/assets/Uploads/PDF-Miscella/Looking-at-people-looking-at-animals-Visitor-studies-bibliography-2nd-edition-Version-0-5-20130304.pdf.
Serpell, James A. (2005) « People in Disguise : Anthropomorphism and the Human-Pet Relationship », in Lorraine Daston and Gregg Mitman (eds), *Thinking with Animals : New Perspectives on Anthropomorphism* (New York : Columbia University Press).
Servais, V. (1999) « Enquête sur le 'pouvoir thérapeutique' des dauphins. Ethnographie d'une recherche », *Gradhiva*/25 : 93-105.
Traïni, Christophe (2011) *La cause animale (1820-1980). Essai de sociologie historique* (Paris : Presses Universitaires de France).
Verger, Daniel, Grimler, Ghislaine and Herpin, Nicolas (1991) « Les français et leurs animaux familiers : des dépenses en forte hausse », *Economie et Statistique* 241/1 : 53-63.
Vialles, Noélie (1987) *Le sang et la chair. Les abattoirs des pays de l'Adour* : Maison des Sciences de l'Homme).
Yonnet, Paul (1983) « L'homme aux chats. Zoophilie et déshumanisation. » *Le Débat* /27 : 111-26.

Notes

1. N'oublions pas que les réflexions de Latour et Callon trouvent leur source dans la sociologie des sciences, et dans l'observation de la manière dont les scientifiques font exister certaines entités non humaines, et nouent des « alliances » avec elles.

L'OBJET TECHNIQUE ET SA PROJECTION ANIMALE OU MYTHOLOGIQUE AU XIXe SIÈCLE

Brigitte Munier*

Au XIXe siècle, le roman social français joua un rôle souvent méconnu, celui de décrire les machines[1] et de les rendre acceptables par leur lectorat : avant et afin de devenir un objet ordinaire, l'objet technique fut un phénomène littéraire. Au mitan du siècle, le public avait été profondément déconcerté par l'apparition des colossaux dispositifs thermiques qui lui parurent animés d'une vie propre, brutale et menaçante, définitivement opposée au règne de la nature : il appartint aux romanciers de les rendre compréhensibles et tolérables. Pour apprivoiser la perception des chemins de fer, usines et engins miniers, le roman projeta sur eux des rêves dormant au plus profond de l'humanité : la locomotive se fit cheval, dragon, minotaure ou… femme fatale, la mine devint colosse accroupi et l'usine, un moloch. De Victor Hugo à Jules Verne en passant par Sand, Maupassant, Zola et Huysmans, la mobilisation d'animaux effrayants issus de la mythologie permit l'acclimatation des machines terrifiantes et inédites comme si de vieilles angoisses devaient combattre les peurs nouvelles : cet article aimerait tenter l'élucidation de ce paradoxe.

L'héroïsation de la machine

Préparée par l'ébauche de marchés, l'accumulation de capitaux et de main-d'œuvre puis par l'invention de dispositifs techniques, la révolution industrielle européenne fut « la plus profonde mutation qui ait jamais affecté les hommes depuis le néolithique[2] ». Philosophes et savants méditèrent sur le fait et les effets du capitalisme naissant et des progrès scientifiques mais pensèrent rarement la technique comme telle – ainsi Renan écrivit-il *L'Avenir de la science*, non de la technique délaissée dans la nébuleuse du nouveau monde industriel. L'irruption de machines métalliques et terriblement complexes parut au tout-venant un prodige menaçant. Le siècle précédent n'avait point préparé à un tel bouleversement : faites de bois et de rouages métalliques, les machines reproduites sur les planches de l'*Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert figuraient le prolongement amplifié et compréhensible de gestes humains, à l'image d'immenses prothèses ;

* Télécom-ParisTech

en revanche, les machines à vapeur, énormes, massives et bruyantes, parurent excéder les bornes de l'univers traditionnel : opposant à l'humanité l'opacité de leur fonctionnement, elles creusèrent avec elle un fossé devenu le lieu même de l'étrangeté : il appartint aux romanciers de le combler.

L'héroïsation romanesque de la machine attendit l'essor industriel des années 1850. Auparavant, les romanciers s'intéressèrent bien à la banque, comme Stendhal, mais confinèrent la machine dans un rôle anecdotique et souvent tragique : ainsi Balzac conte-t-il l'explosion d'une chaudière défigurant une jeune fille dans *Albert Savarus*. De leur côté, les poètes, tels Musset, Leconte de Lisle ou Baudelaire, conspuant la stupidité d'un siècle voué au culte de l'utile, vitupérèrent contre la laideur des machines tout en refusant de s'accoutumer à leur présence. Vigny, dans *La Maison du berger*, inaugura les premières transpositions poétiques de la locomotive qu'exploiteront à l'envi les écrivains ultérieurs :

> « Sur ce *taureau* de fer qui fume, souffle et beugle,
> L'homme a monté trop tôt. Nul ne connaît encor
> Quels orages en lui porte ce rude aveugle,
> Et le gai voyageur lui livre son trésor ;
> [...]
> D'un *dragon* mugissant qu'un savant a fait naître ;
> Nous nous sommes joués à plus fort que nous tous[3]. »

Dans ses *Chants modernes*, annonciation de l'entrée en littérature de la machine, Maxime Du Camp déclara en 1855, l'année de la première Exposition universelle française : « J'en suis navré pour les rêveurs, le siècle est aux planètes et aux machines[4]. » En France comme en Grande-Bretagne, les romanciers en furent convaincus et Zola consacra même un roman à chaque élément de La Trinité du premier âge industriel : la vapeur et la locomotive avec *La Bête humaine*, la mine et le charbon dans *Germinal*, le fer et les hauts fourneaux dont traita *Travail.* Sans concertation entre eux et de façon quasi systématique, les romanciers abordèrent les dispositifs techniques de deux façons conjointes et complémentaires : une description objective et pédagogique de l'objet puis sa représentation transfigurée, mythologique ou poétique ; la description pouvait emprunter à la perception naïve, comme le fait Maupassant pour le chemin de fer, ou tenir du reportage scientifique à la façon de Zola prenant des notes dans les mines et les usines ; la saisie métaphorique, quant à elle, projetait sur la machine les rêves et, surtout, les cauchemars suggérés par les dangers, réels ou redoutés, résultant de son fonctionnement.

Écoutons Maupassant… Dans l'attente du train, deux provinciales, perplexes devant les « lignes de fer […], aperçurent une machine noire qui grandissait. Cela arriva avec un bruit terrible, passa devant elles en traînant une longue chaîne de petites maisons roulantes[5] » ; à cette première approche, immédiate et ingénue, répond la personnification de la locomotive selon les peurs inspirées et entretenues par les accidents de chemin de fer, toujours menaçants : « la machine […] gisait en travers de la voie. Le tender et le wagon de bagages, déraillés aussi, s'étaient couchés à côté de cette *mourante* qui râlait, geignait, sifflait, soufflait, crachait, ressemblait à ces *chevaux* tombés dans la rue[6]. »

En passant de la surprise effarée et fascinée qu'éveille la machine inconnue à sa vision poétique (la mourante, le cheval couché), le lecteur se sentait compris : ainsi déchargé d'une partie de son angoisse, il devenait prêt à *regarder* les objets techniques puis à consentir à leur inévitable existence. Se contenter de décrire et d'expliquer ce que le public ne se résignait point à *voir* n'eût servi à rien : il fallait, en même temps, incarner et restituer par des images cet effroi qui dirimait l'assomption de la machine comme telle ; c'est ainsi qu'elle apparut sous l'aspect et le comportement d'animaux ou de monstres fantastiques. Le génie des romanciers fut de répondre à l'inquiétante étrangeté des machines par leur commentaire symbolique ou onirique que pondérait le descriptif. Zola, qui ne se lassa jamais de détailler les objets et dispositifs techniques, particulièrement nombreux dans son œuvre, les montra d'abord comme émergeant d'un songe hallucinatoire : c'est ainsi que le terril dominant la mine de charbon apparut à Lantier, futur mineur, tel un colosse accroupi dominant le plat pays.

Mais observons d'un peu plus près les machines du roman français…

L'âme de la métaphore

Un extrait de *Mort à crédit* de Céline fera mieux ressentir le choc épouvanté causé par les engins nouveaux et, ceci, tardivement puisqu'il s'agit d'une visite à l'exposition universelle de 1900 : « On s'est retrouvés ahuris dans la Galerie des Machines vraie catastrophe en suspens dans une cathédrale transparente, en petites verrières jusqu'au ciel. Tellement le boucan il était immense, que mon père on l'entendait plus, et pourtant il s'égosillait. La vapeur giclait, bondissait par tous les bords. Y avait des marmites prodigieuses, hautes comme trois maisons, des bielles éclatantes qui fonçaient sur nous à la charge du fond de l'enfer. À la fin, on y tenait plus, on a pris peur, on est sortis[7]. »

Plus visible et banal que les hauts-fourneaux et les machines présentes dans les mines et les usines, le chemin de fer devint l'emblème

de la révolution industrielle et, même, des temps modernes : ses rails zébraient le sol et les locomotives, massives, bruyantes et crachant des fumées sales, paraissaient foncer vers un avenir inconnu du vieux monde. « Il semble [...] qu'au souffle de ces monstrueux *chevaux* de la civilisation qui mangent du charbon et vomissent du feu, la terre pleine de germes, tremble et s'ouvre pour engloutir les anciennes demeures des hommes et laisser sortir les nouvelles[8] », s'émerveillait Hugo. On s'ébaudissait alors de la relation inédite à l'espace et au temps amoindris par le train qui semblait pouvoir donner accès à une réalité plus profonde : ainsi Heine, présent lors de l'ouverture de la ligne de chemin de fer Paris-Orléans le 5 mai 1843, rêvait-il aux vagues de la mer du Nord venues se briser sur les boulevards de Paris. Zola, quant à lui, représenta le réseau du Chemin de fer de l'Ouest tel un grand corps mécanique, un être géant couché en travers de la terre, la tête à Paris, les vertèbres tout au long de la ligne et les membres s'élargissant avec les embranchements des pieds et des mains au Havre et ailleurs. On redoutait cependant les catastrophes causées par la surpuissance incontrôlable des machines et l'accident devint un poncif des trois types du roman de la machine : celui du *Chemin de fer*, avec le déraillement, mais aussi celui de la *Mine* avec le coup de grisou et celui de *l'Usine* avec les explosions.

Zola l'illustre à merveille... Pour apprivoiser la locomotive ou « *Bête* » *humaine*, le romancier lui donne les traits d'un vivant (humain, cheval, ogre ou colosse) pourvu d'appétits et de passions. La machine du roman, la « Lison » apparaît telle une femme aimable et capricieuse mais avec « toute cette logique et toute cette certitude qui font la beauté souveraine des êtres de métal, la précision dans la force[9] ». Le mécanicien lui prête une âme, comme si c'était la seule façon de travailler avec cette énorme mécanique nimbée de toutes les horreurs de l'enfer : le vacarme, les flammes, la brutalité et l'indifférence aux souffrances humaines. La personnalité agréable de la Lison la différencie des autres machines mais une réparation la « détraque », comme les malades de Charcot, et, devenue meurtrière, elle déraille : renversée sur la voie, elle « montrait ses bielles tordues [...] toute une affreuse plaie bâillant au plein air, par où l'âme continuait de sortir, avec un fracas d'enragé désespoir[10] ». L'âme qui sous-tend toute la compréhension romanesque de la machine et nerve sa perception par le public tient, écrit Zola, au « mystère de la fabrication, [à] ce quelque chose que le hasard du martelage ajoute au métal, que le tour de main de l'ouvrier monteur donne aux pièces[11] ». Génialement, notre auteur légitime l'animisme en le renvoyant aux aléas inévitables de la construction : comme une personne, chaque machine demeure unique en vertu d'un impondérable la soustrayant à la transparence d'un fonctionnement standardisé. De Jules Verne à Jules Claretie, le

roman du chemin de fer fit unanimement de la locomotive une bête fantastique et incontrôlable telle l'incarnation du génie faustien. Inventée pour servir l'homme, comme toutes les machines, la locomotive s'emballe et devient train fou laissant les morts sur son chemin. Étrangement dans *Lourdes*, Zola évoque « l'énorme battement d'aile du train » tel un ange exterminateur propre à traduire et relayer la fascination angoissée de ses lecteurs.

Du colosse au Moloch

Le roman du XIXe siècle n'oublia ni la mine ni l'usine, lieux de misère et de mort où des légions d'ouvriers, hommes, femmes et enfants, furent asservis au fonctionnement harassant de machines dangereuses. En France, avant Zola, George Sand (*La Ville noire*, 1861), la Comtesse de Ségur (*La Fortune de Gaspard*, 1866) Alphonse Daudet (*Jack*, 1875), Hector Malot (*Sans famille*, 1878) ou Georges Ohnet (*Le Maître des forges*, 1882), donnèrent une image saisissante de ces deux formes modernes du *Nibelung.* Ils parlent de colosses, de monstres, d'ogres et de molochs digérant la chair d'une population ouvrière mourant prématurément des maladies de sa profession. Parties prenantes d'un Enfer plein de vacarme, de feu et de terreurs, les machines des mines et des usines sont moins incarnées que les locomotives mais n'engendrent pas moins des images qui paraissent émerger de cauchemars : ce sont les « grandes arêtes d'ichthyosaures[12] » des chevalets miniers dans les *Indes noires* de Verne ou les « muscles trop tendus » de géants, suivant l'apparence des tuyaux sortant des machines dans *Le Grisou* de Maurice Talmeyr[13]. Zola verra le salut prochain de l'homme dans les machines électriques d'usines propres, silencieuses et gérées selon un socialisme bien compris : *Travail*, le second des *Évangiles*, oppose l'*Abîme* (usine terrifiante qui, comme *Happe-Chair* de Camille Lemonnier, affecte la figure de l'ogre) à la *Crêcherie*, un espace industriel délivré de toutes les connotations négatives du travail en miettes. Cette utopie va dans le sens des idées socialistes qui, sans récuser le machinisme, en souhaitaient la conversion pour la libération de l'homme. À son tour, la *fée* électricité, héroïne de la deuxième révolution industrielle, mobilisa une mythologie propre à élucider les peurs contemporaines par leur confrontation à d'antiques frayeurs : il fallait « saisir, entre les mains du maître des dieux, la foudre, elle-même[14] » s'écria Jean-Baptiste Dumas lors du Congrès International des Électriciens de 1881.

La célébration de l'artificiel

Fût-il aussi succinct que le nôtre, un aperçu du traitement romanesque de la machine au XIXe siècle exige la citation de Huysmans

malgré l'élitisme de ses romans. Dans *À rebours* et *Les Sœurs Vatard*, ce chantre de l'artifice célébra le moderne qui fabriqua « à lui tout seul un être animé et factice qui vaut amplement [la femme] au point de vue de la beauté plastique[15] » : une locomotive déclinée selon deux modèles. « L'une, la Crampton, une adorable blonde, à la voix aiguë, à la grande taille frêle, emprisonnée dans un étincelant corset de cuivre, au souple et nerveux allongement de chatte, une blonde [...] dont l'extraordinaire grâce épouvante lorsque, raidissant ses muscles d'acier, activant la sueur de ses flancs tièdes, elle [...] s'élance toute vivante, en tête des rapides et des marées. L'autre, l'Engerth, une monumentale et sombre brune aux cris sourds et rauques, aux reins trapus, étranglés dans une cuirasse en fonte, une monstrueuse bête, à la crinière échevelée de fumée noire, aux six roues basses et accouplées. [...] Il n'est certainement pas, parmi les frêles beautés blondes et les majestueuses beautés brunes, de pareils types de sveltesse délicate et de terrifiante force ; à coup sûr, on peut le dire : *l'homme a fait, dans son genre, aussi bien que le Dieu auquel il croit*[16]. »

Servies par une sensualité excédée et provocatrice, la vie et la beauté passent du côté de l'artificiel conçu, non comme un faux-semblant, mais tel le surgissement d'une réalité plus susceptible de solliciter les sens. Paradoxalement, la mécanique fabriquée est rassurante puisque la nature, « éternelle radoteuse », est à la fois enfreinte et réappropriée par une rationalité souveraine. Une pareille posture est exceptionnelle avant l'œuvre de Verhaeren et le développement du Futurisme, mais les métaphores de Huysmans confirment le choix de l'animalisation de la machine pour traduire les émotions que génère sa puissance.

Conclusion en forme d'ouverture : la Belle Époque ou l'enchantement de la technique

Dès après 1900, les machines, constamment renouvelées, firent partie du quotidien et cessèrent d'affoler le public. Ainsi, pour le narrateur de *La Recherche du temps perdu* accoutumé au chemin de fer et se désespérant du départ d'Albertine, la gare d'Orsay devint « un élément essentiel du paysage de sa douleur[17] ». À l'image de leurs devanciers, les romanciers poursuivirent néanmoins la poétisation de la technique mais en la dotant d'une finalité différente : il ne s'agissait plus d'apprivoiser les machines en imageant les terreurs des lecteurs mais, à l'inverse, de réactiver l'émerveillement causé par la grisante nouveauté d'inventions comme l'automobile ou le téléphone. En voici une brève évocation...

Dans *628-E8* publié en 1907, Octave Mirbeau célébra « la beauté souple des *êtres* construits raisonnablement […] et dont les organes répondent aux nécessités des fonctions[18] » : quittant son aura anxiogène, la technique stimulait un individualisme conquérant. « Quand je suis en automobile, entraîné par la vitesse, gagné par le vertige, […] la chétive unité humaine que je suis disparaît pour faire place à une sorte d'être prodigieux, en qui s'incarnent […] la Splendeur et la Force de l'Élément. » La suggestion mythologique ne sert plus à apprivoiser la machine mais à la magnifier.

Adepte précoce du téléphone, Proust eut à souffrir de l'humeur des « *Vierges vigilantes* dont nous entendons chaque jour la voix sans jamais connaître le visage et qui sont nos Anges gardiens dans les ténèbres vertigineuses dont elles surveillent jalousement les portes ; les *Toutes-Puissantes* par qui les absents surgissent à nos côtés, sans qu'il soit permis de les apercevoir ; les *Danaïdes de l'invisible* qui sans cesse vident [et] remplissent […] les urnes des sons ; les *ironiques Furies* qui, au moment où nous murmurions une confidence à une amie […], nous crient cruellement : "J'écoute" ; les *servantes toujours irritées du Mystère,* les *ombrageuses prêtresses de l'Invisible*, les Demoiselles du téléphone[19] ! » La référence poétique doit ici conjurer la menace de banalité due à l'usage fréquent de l'appareil, « *fée* de l'immédiat », « Iris et Parques » à la fois, les opératrices proustiennes incarnent l'indifférence de la machine (et non plus ses dangers) tandis que le narrateur s'amuse à relever le ridicule des comportements des usagers désireux d'introduire de la chaleur humaine là où règne désormais l'automatisme : quand Marcel veut entrer en relation avec la standardiste réduite au statut de rouage intelligent et désirant « remercier, en quelques mots propitiatoires, Celle qui règne sur la vitesse des sons d'avoir bien voulu user en faveur de mes humbles paroles d'un pouvoir qui les rendait plus rapides que le tonnerre[20] », il est « coupé ». La complexité de la technique favorise le développement de comportements idolâtriques : mieux qu'il ne la redoute, l'homme s'aime désormais à travers la machine mais le roman emprunte toujours à la mythologie.

Notes

1. Voir J. Noiray, *Le romancier et la machine. L'image de la machine dans le roman français (1850-1900)*, 2 tomes, Paris, José Corti, 1981.
2. J.-P. Rioux, *La révolution industrielle 1780-1880*, Paris, Points, 1989, p. 7.
3. 1840-1844 in *Les Destinées*, *Œuvres complètes*, Paris, Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade », t. 1, 1986, p. 121. Nous soulignons.
4. Préface, Paris, Michel Lévy, p. 21.

5. *Une Vie*, *in Romans*, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1987, p. 180. Nous soulignons.
6. *Contes et Nouvelles*, éd. cit., t. 2, 1999, p. 950.
7. *Œuvres*, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, t. 1, 1963, p. 83.
8. *Les Misérables*, *Œuvres romanesques*, t. 1, Paris, Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade », 1951, p. 450. Nous soulignons.
9. *Les Rougon-Macquart*, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, t. 4, p. 1128.
10. *Id*., p. 1261.
11. *Id*., p. 1128.
12. Cité par J. Noiray, p. 57.
13. Paris, Le dentu, 1880, p. 65.
14. A. Beltran et P. Carré, *La fée et la servante. La société française face à l'électricité. XIXe-XXe siècles*, Paris, Belin, 1991, p. 135-136.
15. *À Rebours*, Paris, Bibliothèque Charpentier, Fasquelle, 1920, p. 32.
16. *Id*. Nous soulignons.
17. *Albertine disparue*, Paris, Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade », t. 4, 1989, p. 48.
18. Cité par J. Noiray, p. 390.
19. *Du côté de Guermantes*, éd. cit., t. 2, 1988, p. 432. Nous soulignons.
20. *La Prisonnière*, éd. cit., t. 3, p. 607.

ENTRETIEN AVEC BÉATRICE GALINON-MELENEC*

Propos recueillis par Brigitte Chapelain

B.C : Quelles sont les circonstances qui t'ont amenée à t'intéresser à la communication Homme-animal ?

Après mon HDR (1998) dont le contenu mettait en évidence la place du non verbal dans les situations de recrutement, j'ai été conduite à fonder à Bordeaux – en 1999 – le CDHET (Communication et Développement des Hommes, des Entreprises et des Territoires). Les premières rencontres du séminaire regroupaient des chercheurs passionnés d'équitation : deux doctorants du GREC/O[2] (Laurence Malrin et Stéphan Robert de Montgrand), Hélène Dufau alors maître de conférences à Bordeaux 1, et moi-même. Ensemble, nous avons conçu l'appel à communication du n° 23 de la revue *Communication & Organisation*. C'est toujours ensemble que nous avons organisé le colloque *Communication homme animal*[3] de juin 2002, colloque qui réunissait des scientifiques issus de disciplines très diverses : Martine Hausberger, Hubert Montagner, Jocelyne Porcher, Jean- Jacques Boutaud, André Cauty, Jean Devèze, Hugues Hotier, Fabienne Martin-Juchat et Lise Vieira. Ce séminaire a donné lieu à un ouvrage aux Presses universitaires Rouen-Le Havre (*Homme animal, Quelles relations, quelles communications ?)*4 ainsi qu'à un numéro de la revue *Communication & Organisation* « Organisations et modèles de communication homme-animal »[5].

B.C : Quelle était la place de l'interdisciplinarité et des coopérations dans ces recherches ?

Dans l'organisation de ce colloque, la coopération entre les universités de Bordeaux 3 et Bordeaux 1 a été essentielle. Elle s'est bien entendu heurtée aux cloisonnements administratifs de l'époque, mais elle a abouti à un contenu interdisciplinaire riche. Si les SIC de Bordeaux 3 mobilisaient, en plus de moi-même, Jean-Jacques Boutaud, Jean Devèze, Hugues Hotier, Fabienne Martin-Juchat, André Cauty et Lise Vieira, les chercheurs de Bordeaux 1, assuraient la coopération de Martine Hausberger, éthologue à Rennes 1, de Jocelyne Porcher,

* Normandie université Le Havre, UMR CNRS IDEES 6266

chercheur à l'INRA, d'Hubert Montagner, directeur de recherche en psychophysiologie et psychopathologie du développement à Bordeaux. Leurs apports permettent à un ouvrage initié en SIC de s'enrichir d'analyses liées à la pratique de la relation enfant-animal (Hubert Montagner), de la communication homme-cheval (Martine Hausberger et Marie-Annick Richard-Yris) et de la place de la relation Homme-animal dans l'organisation du travail en élevage (Jocelyne Porcher).

B.C : Quel bilan ferais-tu de l'ouvrage de 2003 ?

Depuis la sortie de l'ouvrage *Homme/animal : quelles relations ? Quelles communications* ? les demandes d'acteurs ou d'étudiants souhaitant donner des prolongements à leurs lectures n'a pas cessé. L'évolution de mes recherches pendant les 15 années qui ont suivi m'a éloignée de cette problématique et je n'ai pu donner suite à leurs sollicitations. Mais c'est pour mieux y revenir aujourd'hui puisque nous travaillons à mettre en évidence les différences d'impact sur l'humain d'une relation entre l'animal de compagnie et le robot de compagnie. Bien entendu, j'intègre dans cette recherche les travaux que j'ai conduits pendant ces quinze ans sur la sémiotique incarnée[6], les signes-traces du corps et L'Homme-trace[7].

B.C : Peux-tu nous en dire plus[8] ?

Le corps me semble être un sujet central du XXIe siècle. Vigarello en 2005, Corbin en 2006, Courtine en 2006 puis 2015 en retracent l'histoire. Prenant en compte les bouleversements scientifiques et sociaux depuis le XVIIIe siècle (Vigarello, 2005)[9], ou spécifiquement au XXe siècle (Corbin, 2006[10], Courtine, 2015[11]), ces auteurs interrogent non seulement l'évolution dans la prise en compte du corps, mais aussi la conception de l'homme qui sous-tend ces pratiques. Leurs ouvrages s'inscrivent dans un contexte de publications continues depuis 30 ans (1987-2017), au rang desquels on peut citer : Mattei (2013) ; Besnier (2012) ; Martin-juchat (2008) ; Marzano (2007) ; Courtine (2006) ; Andrieu (2006) ; Boutaud (2005) ; Vigarello (2005) ; Corbin (2005) ; Damasio (2005) ; Fontanille (2004) ; Amadieu (2002) ; Marrone (2001) ; Brohm (2001) ; Le breton (2000) ; Varela (1999) ; Cosnier (1987)[12].

Déjà dans l'introduction de l'ouvrage *Le Corps communiquant. Le XXIe siècle, civilisation du corps* (Galinon-Melenec, martin-juchat, 2007)[13], j'écrivais que, parmi les ouvrages ci-dessus cités, la parution de deux *Dictionnaires du corps* (Andrieu, 2006 ; Marzano, 2007) – édités au moment où nous co-organisions un colloque sur ce thème à

Dijon (2006) et publiions l'ouvrage ci-dessus cité – témoignait d'un regain d'intérêt pour le corps et de la nécessité de regards transdisciplinaires pour le penser. Dans cet ouvrage, nous[14] – Fabienne Martin-Juchat et moi-même – avions entrepris de penser, parmi d'autres thèmes, ce que l'on communique de soi quand la mise en scène du corps devient obsessionnelle, quand le culte du corps et de l'image provoquent des pratiques extrêmes[15] ; questionnement qui s'imposait d'autant plus à nous que, dans le même temps, Dominique Bauby (Bauby, 2007)[16], prisonnier d'un corps figé tel un scaphandre, sans expression visible autre qu'un battement de paupière, publiait un ouvrage qui a fait date dans la compréhension de la communication d'un corps dont les gestes d'usage sont absents. Dix ans plus tard, je pense toujours que la question du corps est essentielle[17], et cela d'autant plus que l'explosion des technologies, en augmentant le potentiel du corps et en repoussant les limites du changement des pièces qui en seraient usées, renouvelle la dimension relationnelle entre corps et identité.

Depuis 2007, les publications scientifiques sur le sujet n'ont cessé de s'intensifier. Cette croissance thématique pourrait laisser penser que le sujet est épuisé. Il n'en est rien car la question du corps » se pose avec d'autant plus d'acuité que les technologies, soit en proposent une surveillance constante – autocentrée ou non - soit offrent à l'humain la possibilité d'un corps augmenté ; ou encore, proposent de s'en débarrasser dans une « second life » virtuelle confondant ainsi absence de corps et oubli de sa présence[18]. La série l'Homme-trace de CNRS éditions (2011, 2013, 2015) se devait donc de réserver un tome entier au corps en 2017. Ce tome s'appuie comme ceux qui l'ont précédé sur les questionnements portés par les paradigmes de *L'Homme-trace* et des signes-traces.

B.C : Peux-tu nous en rappeler brièvement le contenu de ces paradigmes ?

Le paradigme de l'Homme-trace définit l'humain comme étant (a) construit par les traces de ses interactions avec son environnement, quelle qu'en soit la nature (b) émetteur de traces (de vie, de passage, etc.) dans l'environnement, (c) lequel en tant que milieu où vit l'humain laisse à son tour des traces dans le corps de l'humain, l'ensemble des traces rétroagissant dans une dynamique systémique.

Le paradigme des *signes*-traces est né de nos interrogations sur le rôle des *signes du corps* dans la situation de communication entre un recruteur et un candidat[19]. Cette analyse revisite, d'une certaine façon, le procès de l'interprétation des gestes effectuée par Greimas

(Greimas, 1968)[20]. Avec ce paradigme, nous souhaitions mettre en évidence que :
– les unités minimales repérées comme signifiantes par les cabinets de coaching d'insertion professionnelle étaient des réalités construites sur des choix de segmentation du corps en signes supposés intrinsèquement signifiants,
– ce sur quoi les recruteurs s'appuyaient en dernière instance – le feeling – ne s'assimilait pas à un arbitraire d'interprétation de signes mais résultait d'un système d'interactions de *processus* réactivant des expériences passées et en constituant des traces.

B.C : Quel est pour toi la signification du terme « trace » ?

Dans diverses préfaces et postfaces constituant autant d'essais discutant la notion de trace[21], nous nous sommes appliqué à poser la nature de ce que le langage commun nomme « trace » pour expliquer pourquoi, à nos yeux, la vraie question est celle de la condition de l'apparition d'une chose en tant que trace. Pour nous, la trace n'est pas la *Res* ; c'est l'homme qui l'institue en tant qu'il présuppose que la *Res* visible dispose d'un invisible antérieur. Une telle précaution ne signifie pas que la désignation de la *Res* en tant que trace est inutile : cette désignation en tant que trace permet *d'approcher les processus dynamiques* de toute relation. Son rôle est central dans *le raisonnement par abduction*[22] dont le scientifique se sert pour remonter le cours de l'histoire, celle de l'Homme comme celle du monde[23].

Quant à la terminologie « signe-trace », nous l'avons inventée – au risque de froisser les sémioticiens orthodoxes – pour tenter de déjouer la vampirisation de la trace par le signe, cet empereur du visible.

Précisons que, en choisissant « signe-trace » plutôt que « trace-signe », l'arrière-plan conceptuel est de commencer par ce que le sens commun voit – « le signe » – pour aller ensuite vers l'hypothèse de son existant en tant que résultant[24], autrement dit en tant que *trace.*

B.C : S'il fallait situer tes monographies ou les ouvrages collectifs que tu as dirigés – seule ou en codirection – en termes de présentation du rôle du corps dans la communication, comment le ferais-tu ?

Dans l'ouvrage de 2007, *Le Corps communiquant. Le XXIe siècle, civilisation du corps,* le terme *civilisation* était mis en avant pour placer l'accent sur le rôle joué par le corps dans la vie sociale contemporaine structurée par la communication ; en d'autres termes, il s'agissait aussi bien de rendre visible le contexte culturel servant d'alibi au culte du corps

autant que de montrer la façon dont le corps rendait visibles les caractéristiques de la société contemporaine de l'époque. Il s'agissait donc de contribuer à mettre en évidence la manière dont le corps peut être pensé, autrement dit de participer à une anthropologie de la communication par l'analyse des pratiques corporelles. Il s'agissait de rappeler toute la complexité de signes corporels qui, d'une part, ne sont jamais isolés les uns des autres et qu'il faut saisir dans leurs entrelacements et, qui, d'autre part, en tout état de cause seront toujours reçus différemment selon les contextes culturels et situationnels.

En parrallèle à cet ouvrage, je publiais une monographie intitulée *Penser autrement la communication* dans lequel j'indiquais que la coupure entre le dedans et le dehors du corps était un artefact dû à une représentation du corps biaisée par le sentiment de l'existence entre « monde intérieur » et « monde extérieur », entre individu et individu, entre le moi et le Monde[25]. En conclusion d'un chapitre invitant à « Penser autrement la place du verbal et du non verbal dans la communication »[26], je proposais déjà une première définition de la terminologie « signe-trace ».[27]. Et dans le chapitre qui lui succédait « Penser autrement l'identité »[28], je posais les prémisses de ce qui allait fonder le paradigme de *L'Homme-trace*, fondateur de la série du même nom.

Dans la série L'*Homme-trace publiée* chez CNRS éditions je cherche à offrir un terrain de discussion au plus près des problématisations liées aux enjeux communicationnels contemporains. L'ouverture disciplinaire, progressive mais très intense, opérée par les quatre ouvrages publiés chez CNRS éditions, produit des « régions » épistémologiques et sémiotiques relatives à la notion de trace. Elles ont d'abord émergé comme autant d'îlots, naissants puis elles se sont développés au fil des ouvrages. Les auteurs associés à cette exploration permettent de porter un regard nouveau sur la notion de trace et j'ai l'espoir de voir les îlots se métamorphoser en un territoire conceptuel cohérent.

Dans le quatrième volet de la série, *Traces du corps*, les auteurs reprennent quelques-unes des questions laissées en suspens dans les tomes I, II et III, tout en considérant pour acquis que si l'évolution trouble les frontières humain et non-humain, nature et culture, ce qui perdure au travers des millénaires, le référent stable, est la condition d'*Homme-trace* que nous définissons depuis le tome I de la série comme étant un producteur de traces et un construit de traces, l'ensemble fonctionnant en système dans une dynamique écologique.

B.C : Revenons maintenant à l'état de la recherche relative à la communication Homme-animal au sein du CDHET. Où en êtes-vous ?

Si je me centre sur l'activité du CDHET - qui continue dorénavant sa vie à Le Havre - je dirai que depuis 2O10, le CDHET s'étant enrichi d'un axe communication électronique coordonné par Fabien Liénard et Sami Zlitni, les colloques CDHET se sont centrés sur cette thématique et sur celle de L'Homme-trace que je dirige personnellement. À cette raison strictement scientifique, s'associaient des raisons institutionnelles, que nous ne développerons pas ici.

B. C : Comment vois-tu l'avenir de la recherche sur la communication homme-animal ?

Ce domaine de recherche me semble promis à de forts développements. En effet, la croissance exponentielle de la technique renouvelle la question de ce qui constitue l'identité humaine. Comprendre la dynamique interactionnelle que constitue la relation homme-animal est, à mon sens, essentielle pour situer la relation vivant à vivant par rapport à la relation vivant-robot. C'est ainsi que, dans de récentes conférences et publications sur l'Homme-trace, j'ai eu l'occasion de revenir sur les processus de signes-traces du corps communs à l'Homme et l'animal. Cela me semble d'autant plus important que désormais le robot de compagnie semble vouloir prendre la place de l'animal de compagnie auprès des personnes isolées ou malades.

B. C : Quand tu parles de l'approche comparative entre le robot de compagnie et l'animal de compagnie que veux-tu dire ?

Prenons le cas des effets de la relation bébé-animal. Dans l'ouvrage *Homme/Animal. Quelles relations. Quelles Communications* ? (Galinon-Mélénec, 2004[29], Hubert Montagner soulignait que : « l'attention visuelle soutenue au cours des interactions oeil à oeil avec la mère et les autres partenaires humains, est un ancrage sensoriel et relationnel qui permet à l'enfant de combiner, d'agréger, d'associer et d'intégrer les informations auditives (notamment celles qui sont véhiculées par le langage), somesthésiques, proprioceptives, olfactives et autres aux informations visuelles. » Il peut alors donner sens et signification aux messages pluri-sensoriels qui lui sont « adressés » et aux réponses qu'il induit par ses différentes manifestations combinées (regard « aimanté », grimaces, bruits de bouche, vocalisations, pédalages, etc.)[...]

Il ajoutait :

– - « Les yeux dans les yeux » avec son partenaire humain, l'enfant « ouvre » le « livre de lecture » de ses émotions et « s'ouvre » en même temps le « livre de lecture » du sens et de la signification que l'autre donne à ses manifestations et à ses états intérieurs (ses propres états

émotionnels, son état de faim ou de satiété, sa souffrance, son état de veille, de somnolence ou de sommeil, etc.) ». Dans l'exploration sensorielle se joue « la discrimination et la reconnaissance des différents partenaires en associant leurs traits, voix, comportements, odeurs, émotions [...] au cours des interactions proximales qui se succèdent ».
– « À l'occasion du contact bébé-personne s'effectue (a) l'exploration et la découverte du sens et de la signification que donnent les différents partenaires aux événements et aux comportements d'autrui, notamment dans les relations triangulaires (par exemple, entre la mère, le père et l'enfant lui-même, ou avec un frère, une sœur [...]) (b) L'accordage et l'attachement « sécure » avec une ou plusieurs personnes ». ` Or « La quasi-totalité des enfants sont fascinés ou troublés par ce qu'ils lisent (croient lire) dans le regard de l'animal. À plat ventre, assis, à genoux [...] ils recherchent les interactions proximales « les yeux dans les yeux ». L'installation, le développement et le renforcement de leur attention visuelle soutenue est facilitée par la « rencontre » avec l'attention visuelle soutenue que présentent les animaux définis comme familiers [...]»[30] [...]
– Les chiens familiers ou devenant familiers peuvent être ainsi des « agents » susceptibles de jouer un rôle non négligeable dans le développement des processus liés à l'attention visuelle soutenue et qui n'ont pu se structurer chez un enfant, à la maison, à l'école ou ailleurs, dans le cadre de ses relations avec les humains. En particulier : la communication multi-canaux, la lecture des émotions et des affects d'un partenaire qui accepte les interactions proximales, l'attention visuelle conjointe, l'accordage des émotions et l'attachement « secure » ».

Imaginons maintenant que les parents décident de remplacer le chien, jugé trop contraignant du fait de ses besoins naturels, par l'adorable Nao, robot à la taille du bébé, présentant tous les signaux physiques de l'innocence enfantine. Nao est capable de répondre en miroir aux attentes du bébé provoquant ainsi des interactions positives. Mais si l'on considère le seul point de l'expérience sensorielle, Nao ne pourra produire sur le développement de l'enfant les mêmes effets que ceux observés lors de la communication multi canaux sensoriels du chien avec le bébé. Quels seront les signes-traces de cette relation bébé-robot dans le développement cognitif de l'enfant ? D'autres aspects s'ajoutent à cette dimension relationnelle directe, c'est la place de ce robot au sein du système familial. La *confiance* s'instaure, comme dans le cas où la relation du bébé avec l'animal de compagnie se passe bien. La famille se comporte *naturellement*, sans les filtres qu'elle instaure habituellement entre sphère intime, sphère privée et sphère sociale. Or, le robot n'est pas un objet inerte au même titre d'autres objets. Les *processus traçuels* de ses relations avec le bébé et la famille ne font pas, comme pour la relation bébé-chien-famille,

l'objet d'inscription dans la « chair » vivante de l'autre. Une grande partie des ces traces sont des *traces numériques* et en tant que telles sont susceptibles de faire l'objet d'exploitation par des tiers. On voit bien ici tout le champ des possibles qui s'ouvre au système marchand.

La question ouverte est immense et multi échelles. C'est pourquoi nous ouvrons en 2017 un nouvel axe de HUMAN-TRACE CS DC UNESCO sur ce thème. Les chercheurs sollicités proviennent de plusieurs disciplines. Les résultats de la recherche[31] sont prévus à l'horizon 2020.

B.C : Quels sont tes autres projets ?

En plus du projet que je viens de citer qui souhaite aller plus loin dans les recherches que je dirige sur les *Traces du corps*, en associant de disciplines que j'ai encore peu mobilisées dans le cadre de l'unitwin Human-trace complex system UNESCO[32], j'accentue l'ouverture du e. lab Human trace au monde médical. Dans cette optique, je co-coordonne depuis novembre 2016 (avec un médecin) la thèse d'un cardiologue. Les résultats sont attendus pour novembre 2019. Il est encore trop tôt pour en dessiner les contours dans le cadre qui est le notre aujourd'hui.

Bibliographie

HAUSBERGER Martine, Snowdon Charles T.,(dir), Social Influences on Vocal Development, Cambridge University Press, 1997.
PORCHER Jocelyne, *Eleveurs et animaux, réinventer le lien,* Paris, PUF, 2002.
MONTANER Hubert, L'Enfant et l'Animal. Les émotions qui libèrent l'intelligence, Paris, Odile Jacob, 2002
GALINON-MELENEC Béatrice (dir.), *Homme animal, Quelles relations, quelles communications ?* PURH, novembre 2003.
DUFAU Hélène, (dir.), « Organisations et modèles de communication homme-animal », n° 23 de *Communication & Organisation*, 2003.
GALINON-MELENEC Béatrice, *Penser autrement la communication : Du sens commun vers le sens scientifique. Du sens scientifique vers la pratique,* Paris, L'Harmattan, 2008.
GALINON-MÉLÉNEC Béatrice,"The ICHNOS-ANTHROPOS or the foundations of a humanism of the trace",in Parrend P., Bourgine P., Collet P. (Eds.), *From fields to territories to the planet, First Complex Systems Digital Campus World E-Conference* 2015, Springer, 2016, pp 337- 349. link.springer.com
GALINON-MÉLÉNEC Béatrice (dir), *Traces du corps*, tome 4 de la série L'Homme trace, CNRS éditions, 2017.

Notes

1. Béatrice GALINON-MELENEC, Professeur des universités en SIC, NORMANDIE UNIV, UNIHAVRE, UNICAEN, UNIROUEN, CNRS, IDEES 6266. Directrice du E. Laboratory HUMAN TRACE CS DC UNESCO. Contact : beatrice.galinon-melenec@univ-lehavre.fr

2. GREC/O : axe de recherche du CREM dirigé par André Vitalis. Le GREC/O, créé et animé par le Professeur Hotier à Bordeaux 3 travaillait sur la communication des organisations. Aujourd'hui, l'axe se nomme COS (Communication, Organisation, Société. Il est dirigé par Valérie Carayol.

3. Voir affiche ci-jointe.

4. G-MELENEC Béatrice (dir.), *Homme animal, Quelles relations, quelles communications ?* PURH, Novembre 2003, 228 pages. (Relecture et coordination dela rédaction Elizabeth Gardères, Bordeaux1)

5. DUFAU Hélène, (dir.), « Organisations et modèles de communication homme-animal », n°23 de *Communication & Organisation*, 2003, 242 pages.

6. Galinon-Melenec Béatrice, « Expérience incarnée, construction cognitive et jugement : Le rôle des « signes-traces » du corps dans la signification » dans Boutaud JJ, Berthelot-Guiet K., (dir.), «La vie des signes au sein de la communication : vers une sémiotique communicationnelle» *Revue Française des Sciences de l'Information et de la Communication*, 2013. En ligne sur http://rfsic.revues.org/487

7. Cf. galinon-melenec B. (Dir), *Traces du corps,* tome 4 de la série L'Homme trace, CNRS éditions, 2017.

8. La réponse à cette question fait l'objet d'un paragraphe dans le liminaire de Galinon-Mélénec B. (di.), Trace du corps, tome 4 de la série L'Homme Trace, CNRS éditions, 2017.

9. *Vigarello G., (dir.),* Histoire du corps : Tome I. De la Renaissance aux Lumières, *Paris, Seuil, 2005.*

Vigarello G., *Histoire de la beauté : Le corps et l'art d'embellir de la Renaissance à nos jours*, Paris, Seuil, 2004.

10. Corbin A. (dir.), *Histoire du corps*, Paris, 3 tomes, Le Seuil, 2006.

11. Courtine JJ (dir.), *Histoire du corps. Les mutations du regard. Le XXe siècle.* Points Histoire, 2015.

12. Cf. Bibliographie.

13. Galinon-Melenec B. Martin-Juchat F. (dir.), *Le corps communicant, le XXIème siècle civilisation du corps ?* Paris, L'Harmattan, 2008, 242 pages.

14. *Ibid.*

15. Par exemple, la dysmorphobie liée à certaines pratiques sportives, cf. ABADIE S., dans *Le corps communiquant, op. cit.,* pp.205-216.

16. Le 8 décembre 1995, Jean-Dominique BAUBY est victime d'un accident vasculaire qui le plonge dans un coma profond. Quand il en sort, il est atteint du « *locked-in syndrom* ».. Enfermé à l'intérieur d'un corps devenu immobile, il ne peut bouger que son œil. C'est avec ce seul instrument de communication avec l'extérieur, qu'il va dicter *Le scaphandre et le papillon* BAUBY Dominique, Robert Laffont, 2007.

17. En même temps que j'organisais les journées (30 juin-1er juillet 2016) « Trace du corps » à TEC Paris-V Descartes avec le philosophe Bernard Andrieu, Fabienne Martin-Juchat préparait la journée (28 février 2017) « Métaphysique du corps » au Musée des Confluences de Lyon avec le philosophe Thierry Menissier. Bien entendu nous sommes intervenues dans ces deux manifestations.

18. Faire du corps humain réel un obstacle à la vie induit de nombreuses conséquences dommageables pour l'individu : citons-en une, évidente : un adolescent pratiquant intensément jour et nuit les jeux virtuels, n'en n'a pas moins un corps, dont l'apparence, comme l'intérieur, va se trouver modifiée par une absence de mobilité pour l'un, ou l'éloignement de la réalité du monde contemporain pour l'autre. Cf. : GALINON-MELENEC Béatrice, « Le numérique, entre innovations et risques, in GALINON-MELENEC, B., ZLITNI S. (dir.), *Traces numériques. De la production à l'interprétation,* Paris, CNRS éditions, série L'Homme-trace, tome 2, 2012, pp. 55-76.

19. Cf. (a) GALINON-MELENEC Béatrice, « Des signes-traces à l'Homme-trace. La production et l'interprétation des traces placées dans une perspective anthropologique », dans MILLE A. (dir.), De la trace à la connaissance à l'ère du web, *Intellectica,* 2013/1, n°59, pp. 89-113. (b) Pour une approche appliquée, cf. GALINON MELENEC Béatrice, MONSEIGNE A., «La sémiotique des 'signes-traces' appliquée au recrutement : Le cas de la recherche du 'bon candidat' via les traces numériques» in CATELLANI A. et VERSEL M. (dir.), Les applications de la sémiotique à la communication des organisations, *Communication & organisation*, n° 39, 2011, pp. 111-123.

20. Ce qui rejoint d'une certaine façon le travail de Greimas qui dans les « Conditions d'une sémiotique du monde naturel » (1968) interroge la possibilité de la construction d'une sémiotique générale à partir d'une étude des langages gestuels. Cf. GREIMAS, Conditions d'une sémiotique du monde naturel, Introduction à la revue *Langages,* 1968. Dans ce numéro, on trouve également des articles de J. KRISTEVA sur (« Le geste, pratique ou communication ? »), de P. FABBRI « Considérations sur la proxémique »), de F. RASTIER (« Comportement et signification »), ou encore de R. L. BIRDWHISTELL (« L'analyse kinésique »), pour ne citer que les auteurs les plus souvent référencés en sciences de l'information et de la communication françaises.

21. Cf. Bibliographie.

22. Le raisonnement par abduction « conduit à des hypothèses qui, d'une part, nourrissent notre jugement sur ce que nous percevons et, d'autre part, nous amène à conduire une enquête pour accéder à ce qui devrait exister si notre raisonnement était vrai. L'abduction est en ce sens à l'origine de notre souhait de repousser les limites de l'observation et de déplacer la ligne de démarcation entre le visible et l'invisible. Ainsi des explorations de plus en plus poussées de l'univers tendent à déplacer en permanence la représentation que l'Homme s'en fait. Ce qui conduit à penser que l'Homme ne distingue qu'une partie de la réalité : nous introduisons de la discontinuité dans le continuum du monde et ce faisant, le découpons, à partir de ce que nous percevons » (GALINON-MELENEC, RFSIC, n°3 2013).

23. Dans cette quête, il en vient nécessairement à se poser la question de l'Origine.

24. Tout signe ne prenant sa signification qu'à l'issue d'un processus d'interactions systémiques.

25. GALINON-MELENEC Béatrice, *Penser autrement la communication : Du sens commun vers le sens scientifique. Du sens scientifique vers la pratique,* Paris, L'Harmattan, 2007, p. 38.

26. *Ibid,* pp. 37-58.

27. *Ibid,* p. 56.

28. *Ibid,* pp. 59-76.

29. Galinon-Mélénec B. (2004 : 36)

30. Voir «*L'enfant et l'animal*», Montagner, 2002.

31. Titre de la recherche : *Mon robot, ma famille et moi étude de l'impact de la relation Humain-robot sur la question des identités ;* directrices de la recherche : Pr. Pascale EZAN et Pr Béatrice GALINON-MELENEC.

32. Qui s'inscrit dans une dynamique interdisciplinaire, voire transdisciplinaire.

GALINON-MELENEC Béatrice, "The ICHNOS-ANTHROPOS or the foundations of a humanism of the trace", in Parrend P., Bour gine P., Collet P. (Eds.), *From fields to territories to the planet, First Complex Systems Digital Campus World E-Conference* 2015, Springer, 2016, pp 337- 349. link.springer.com

ÉLÉMENTS EN VUE DE LA CONNAISSANCE DE L'ÉDIFICATION DES SIC DANS LES ANNÉES 80 ET 90

Sur les rôles respectifs de la 71e section du CNU et de la SFSIC

Bernard Miège

Les premiers temps des SIC commencent à être connus, et particulièrement les rôles respectifs de Robert Escarpit, de Jean Meyriat et de quelques autres initiateurs, ainsi que l'activité des premières formations et des premiers centres universitaires dispensateurs des formations. Mais la suite ne fut pas un long fleuve tranquille, d'autant qu'au tout début des années 80, une Secrétaire d'État aux Universités, assez représentative du *statu quo ante* universitaire remit brutalement en question certaines habilitations de diplômes (en particulier de 3e cycle), pourtant décidées depuis peu ; ce qui se jouait là c'étaient en réalité les fondements et les fondations scientifiques de la nouvelle inter-discipline : l'*establishment* universitaire était disposé à accepter une petite section, confinée dans l'accompagnement des filières professionnelles et professionnalisées, mais certainement pas une section à part entière, appelée à s'édifier institutionnellement mais aussi scientifiquement. C'est dire l'importance de la période suivante.

Les enjeux étaient capitaux, mais ce diagnostic était loin d'être partagé par tous, beaucoup se montrant préoccupés avant tout par leurs spécialités et environnements immédiats ; le cloisonnement était fort et les échanges assez réduits. Pourtant çà et là des discussions se déroulaient et l'idée prenait corps qu'il fallait se fixer des objectifs forts mais à moyenne portée (critiques de fait de l'ambition antérieure de certains des fondateurs envisageant la communication comme une super-science) : on trouve formulée cette idée dans des contributions, rétrospectivement assez lucides, à l'important Colloque « Recherche et Technologie » en novembre 1982. Pourtant, le contexte changea progressivement, et le facteur déterminant est sans doute à rechercher dans la croissance des effectifs étudiants, surtout à partir de la

* Gresec – Université Grenoble Alpes

fin des années 80, et ceci plus nettement en communication qu'en information.

Comment faire la part des rôles respectifs de la 71e section et de la SFSIC ? En fait, selon les périodes, ils sont soit difficiles à démêler, soit bien différents. Et ce pour une raison clairement politique, en fonction des aléas de la dite « cohabitation politique ». Pendant longtemps – presque deux décennies – l'alternance politique gouvernementale a eu des conséquences jusque dans les majorités de la section du CNU, la droite (à la tête de laquelle les dirigeants du CELSA étaient très actifs), régulièrement minoritaire aux élections universitaires face aux alliances syndicales, se retrouvant tout aussi régulièrement aux commandes de la section par le biais des nominations qui lui étaient favorables. Et cette caractéristique, à peine tempérée par les élections de quelques candidats « intermédiaires » (C'est seulement avec le nouveau siècle que le phénomène des listes montées par des personnalités têtes de listes en vue de… leur propre élection, a pris son essor !), a fortement marqué l'activité de la 71e section. On y reviendra ci-après.

Mais au préalable, il convient d'insister sur le caractère très personnel de cette contribution, ce que je ne saurai taire. J'ai été mêlé de près aux phénomènes que je vais présenter (à partir de 1984, élu pendant 14 ans à la 71e section, dont un mandat de Co-Président ; et à partir de 1982 élu pendant 12 ans au Bureau de la SFSIC, dont deux mandats de Vice-Président, un mandat de Président suivi d'une… activité de Président d'honneur). Si l'on raisonne en fonction des normes aujourd'hui admises, incontestablement, cela fait de moi un « cumulard », mais ce « cumulard » aura eu au moins l'avantage de connaître de près les deux instances. En outre, si mon implication introduit des biais (difficilement évitables) dans les informations que je vais mettre en avant, ces biais ont toutefois été atténués par les recherches que j'ai faites dans la documentation (notamment à la Bibliothèque Yves de La Haye de l'Université de Grenoble Alpes). J'ajouterai que l'épistémologie de l'Information – Communication est depuis longtemps l'un de mes axes de recherche ; et cet axe (à propos duquel je peux faire état de diverses publications[1]), n'est pas sans relation avec ce qui va être envisagé et qui est centré sur 4 aspects.

Les contours de l'inter-discipline et sa publicisation.

La question a été posée dès le début, et se sont confrontées les positions théoriques de quelques-uns des fondateurs (ce fut manifeste lors du 1er Congrès de Compiègne) mais on doit rappeler que la section (52 devenue rapidement 71) était ouverte à ceux, en poste, qui en faisaient la demande et qu'elle avait aussi expressément pour but

d'accueillir ceux des enseignants des filières professionnalisées d'information et de communication de 1er et de 2e cycles qui se trouvaient mal à l'aise, ou étaient rejetés dans les disciplines en place. D'où une approche assez pragmatique, et bien des hésitations, surtout au niveau des établissements universitaires, par exemple sur l'inclusion ou non dans la section des techniques d'expression qui offraient alors de réelles possibilités d'engagement dans les Universités ou dans les IUT, en formation initiale ou continue. Cet enseignement, ouvert au départ à des littéraires, a d'ailleurs donné lieu à des évolutions personnelles divergentes, certains prenant le « tournant communicationnel » et se trouvant même à l'origine de plusieurs filières ou départements de communication, d'autres se rapprochant des sciences du langage, d'autres enfin se concentrant sur leurs enseignements.

La Lettre d'Inforcom (la L.I.), dans ses premières livraisons, accorde une grande place à cette préoccupation, en donnant la parole à des représentants de spécialités. C'est ainsi que l'on peut y lire des articles sur la filmologie, la graphique, la publicité, la science politique de l'information, la bibliologie et la schématisation, la documentologie, la communication de masse, les systèmes d'information, la communication sociale : peu de discussions, et encore moins de conflits s'y expriment, sauf à propos de cette dernière expression, il est vrai très en faveur dans les universités pontificales et chez les catholiques spécialistes des médias dont l'influence était d'autant plus manifeste qu'ils furent des pionniers. Cette juxtaposition était évidemment dommageable, mais elle reproduisait assez fidèlement un cloisonnement alors observable : les spécialistes du livre ignoraient les travaux en histoire de la presse, tandis que sémiologues de la publicité et spécialistes de la socio-dynamique de la culture travaillaient séparément. La L.I. publie également des textes de présentation des principales formations et des quelques UFR en fonctionnement, ainsi que des listes des Thèses soutenues ou inscrites ; à supposer que les titres soient suffisamment expressifs, cette investigation dans le Fichier national des Thèses, sis alors à Nanterre, peut être tenue comme une première approche du champ, et la dominante est incontestablement littéraire ou relevant des humanités littéraires. Le Conseil Supérieur des Universités (l'une des instances qui a précédé le CNU) a également son mot à dire : il intervient en effet directement dans les concours pour l'accès au rang magistral, et il décide de l'inscription sur les listes d'aptitude.

C'est en fait en 1985, soit dix ans après la création de l'inter-discipline, que la section du CNU, renouvelée en 1984, publie ses réflexions sur le champ (connues improprement sous la dénomination de « Périmètre Meyriat », car l'accent est mis non sur des frontières , mais sur les

pratiques, processus et stratégies d'information et de communication, et ce pour tenter de limiter les candidatures sortant manifestement du cadre de l'inter-discipline ; cela revient à se positionner vis-à-vis de diverses autres disciplines, notamment les sciences du langage, la sociologie et la psychologie des interactions sociales, les sciences de l'éducation, les sciences économiques et de gestion, etc. ; la tentation du *mapping* autour d'une liste et de domaines et sous-domaines, n'en existe pas moins, on la trouve par exemple dans un article très complet du même Jean Meyriat de juin 1983 (L.I. N° 14), mais elle fut en quelque sorte dépassée. Il est à noter que ces diverses prescriptions concernent surtout la communication alors en pleine expansion, et assez peu l'information documentaire et professionnelle ; s'y ajoute une liste précise des critères qui seront pris en compte pour les promotions et les admissions. C'est en ce double sens que ce texte est un texte fondateur qui contribua à pérenniser l'inter-discipline ; malgré des clivages profonds et des tensions toujours vives entre les tendances et sensibilités, son orientation est largement partagée et *in fine* son influence s'avère décisive. On remarquera également qu'à partir de là, la SFSIC intervient peu ou plus du tout dans cette question des contours, sauf dans la publication (très suivie) des résultats des travaux de la section ; il est vrai que la SFSIC accueille encore en son sein, y compris dans son bureau, nombre de professionnels ou d'universitaires non impliqués dans la 71e section. Ce n'est en effet qu'à partir des années 90 que l'identification quasi-totale des SIC et de la 71e section deviendra effective.

Au tournant des 90', se produit comme un changement d'échelle : afflux d'étudiants surtout dans des filières généralistes (de 1er et surtout de 2e cycles), ouverture de postes d'enseignants-chercheurs, renforcement des études doctorales, élargissement de la carte des formations à de nouvelles Universités. Dès lors, les candidatures à la qualification se multiplient (plus de 600 en 1992 !), à peine découragées par les faibles espérances de réussite (de l'ordre de 1 sur 4 pour les PR, et de 1 sur 3 pour les MCF). La section est donc amenée à préciser et à compléter le texte de 1985 dans un texte paru en 1993 sur les « domaines de compétences des SIC ». Est affirmée la perspective qui ne consiste pas dans «…l'étude spécifique de l'interaction langagière et sociale mais dans celle des processus d'information et de communication relevant d'actions organisées, finalisées, prenant ou non appui sur des techniques, et participant des médiations sociales et culturelles. » Sont également prises en compte « les approches communicationnelles de phénomènes non communicationnels. » Et le texte détaille ce que cela signifie dans les relations avec les diverses sciences sociales, les sciences du langage, les disciplines artistiques, l'informatique et les sciences de l'ingénieur. Les prescriptions

actuelles, plus de 20 ans après, sont dans la continuité directe de ce deuxième texte, l'essentiel a très peu varié. Encore convient-il d'ajouter que le tarissement des « candidatures inconsidérées » et hors cadre ne fut pas immédiat ; pour beaucoup de postulants l'interdisciplinarité se confondait avec la pluridisciplinarité, et les fondements méthodologiques de la 71e section demeuraient incompris quand ils n'étaient pas inconnus. La décennie allant de mi-80 à mi-90 a donc été essentielle à l'affirmation des contours de l'inter-discipline, et le CNU, à cet égard, a eu un rôle primordial : c'est cependant dans la L.I. N° 42 de mi-93 qu'on trouve un premier bilan argumenté de cette évolution par l'un des Co-Présidents de la section.

La circulation des informations

Dans toute discipline, mais particulièrement dans une discipline en formation, la circulation des informations revêtait (revêt toujours, même avec le développement des sites d'information et des réseaux sociaux-numériques où le surcroit d'information ne garantit pas sa pertinence), une importance toute particulière. L'édification des SIC imposait en quelque sorte que les éléments-clés, marquant l'évolution de la section, soient portés à la connaissance des membres et de l'environnement universitaire. Les canaux d'information potentiels étaient alors peu nombreux et peu réactifs. C'est à la Lettre d'Infor-com (L.I.) que ce rôle incomba principalement, surtout quand la majorité contrôlée par le syndicat autonome était majoritaire (par le biais non des élections car elle ne le fut jamais par cette voie, mais grâce à l'adjonction des nominations allant toutes dans son sens dans les périodes de cohabitation politique avec un gouvernement de droite) ; et l'auteur de ces lignes, alors élu minoritaire, se donna pour tâche, par le moyen de comptes rendus publiés dans la L.I., de mettre en lumière les agissements de la majorité très conservatrice du syndicat autonome, peu accoutumée à la transparence des travaux, notamment dans des décisions concernant la gestion des carrières et tout spécialement des promotions de professeurs sans guère de fondements scientifiques, ce qui lui valut d'être qualifié d'… imprécateur. La publicisation des travaux de la section était alors un enjeu d'autant plus primordial que les moyens de diffusion des informations étaient très réduits (par comparaison avec ce qu'ils sont devenus) et que la croissance des effectifs d'enseignants-chercheurs aidant – ceux-ci-ci se trouvèrent multipliés à peu près par sept en deux décennies et grossièrement doubla seulement au cours des deux décennies suivantes – la composition de la section pouvait être comparée à une double pyramide très écrasée vers le bas, tant chez les PR que chez les MCF ; il y avait donc urgence non seulement à faire connaître les décisions mais aussi à en analyser le sens. En tout cas, pendant toute

la période de référence prise en compte ici, la L.I. reproduit des informations en provenance de la 71e section ainsi que des comptes rendus de sessions, au point de provoquer des protestations de certains élus en place et peu favorables à la diffusion des informations.

Dès le milieu des 80', la SFSIC organisa des groupes d'études se réunissant régulièrement, ce qui permit de développer les échanges entre membres rattachés à des établissements différents et qui n'avaient aucune habitude du travail en commun. Ces groupes d'études, dont le nombre varia au fil du temps, étaient d'ailleurs plus nombreux que les GER (groupes d'étude et de recherche actuels, qui en sont le prolongement) et leur création s'étendit sur toute la période, et même parfois précéda leur rattachement à la société scientifique ; leur influence fut réelle et on leur doit l'approfondissement et la diffusion de problématiques de recherche, et même la publication d'ouvrages, d'autant plus significatifs qu'ils étaient rares. Il convient d'ajouter que c'est au même moment que se produit ce qu'on doit qualifier de montée en reconnaissance des sciences sociales (quasi-absentes à l'origine de la section) au sein des SIC, et l'accent est donc mis sur la communication située, ce qui antérieurement n'était guère une préoccupation ; mais déjà les approches se différencient, et la SFSIC fait même fonctionner deux groupes d'études, l'un axé sur l'appropriation sociale-individuelle des médias, l'autre sur les stratégies des diverses catégories d'acteurs.

Quatre domaines d'interventions propres à la SFSIC.

Précédemment, dans l'édification des SIC, la 71e section du CNU était en première ligne (et les appartenances syndicales y étaient clairement déterminantes), même si, comme il vient d'être indiqué des coopérations avec la société scientifique fonctionnaient et que celles-ci étaient facilitées par ce qu'on peut qualifier de « double appartenance », y compris consécutivement à des postes de responsabilité importants, sans pour autant que cela conduise à des confusions. La situation peut sembler aujourd'hui paradoxale, car l'une comme l'autre, « couvraient » à elles seules ou presque l'ensemble de l'inter-discipline, sans être complétées par une pluralité (et même une multitude) de séminaires, de groupes spécialisés, de sous-spécialités, d'organisations thématiques, de revues, etc. comme c'est le cas aujourd'hui, ainsi que par d'autres institutions telles la CP-DIRSIC.

À partir de la fin des 80', et pendant une décennie, la SFSIC, va se trouver au premier plan dans quatre domaines où elle s'est efforcée de jouer un rôle moteur et de donner un nouvel élan, à la hauteur des changements intervenus alors dans les effectifs étudiants (et

enseignants) comme dans la carte des formations, ceux-ci en relation assez étroite avec la… conquête de la société par la communication. On se contentera ici d'aller à l'essentiel, mais cela nécessiterait de plus amples développements :

– S'agissant de la **rénovation des diplômes** (DEUG Culture & Communication, diplômes de 2e cycle généraliste ou spécialisé) la société scientifique ne se contenta pas d'un rôle de groupe de pression, elle fit des propositions, participa activement à des réunions sollicitées par l'administration universitaire et intervint même publiquement face à une presse nationale trop tolérante, pour endiguer, par voie négociée, l'afflux d'étudiants en 1er cycle. À noter cependant un échec : le maintien de la séparation des diplômes de communication et d'information-documentation, alors qu'il semblait utile de les rapprocher pour rechercher des synergies et anticiper sur des évolutions technologiques prévisibles et déjà annoncées.

– Au sujet de l'**offre de formation**, et plus spécialement du bilan qui peut/ doit déjà en être tiré, la préoccupation est régulièrement affichée ; on n'en est plus seulement à la présentation des cursus et dès 1987 est organisée à Strasbourg une importante Journée d'Étude sur les formations à la communication (dont les conclusions sont reprises dans les propositions de rénovation des diplômes) ; et cela se poursuit jusqu'à ce long article-synthèse « Les Universités françaises innovatrices dans l'Enseignement des SIC » du printemps 1996 (L.I. N° 50) où sont mises en évidence non seulement l'originalité des filières françaises (à propos desquelles les questionnements sont alors nombreux, surtout de la part de collègues européens) mais également les modalités de régulation des effectifs. La L.I. se fait l'écho à plusieurs reprises des discussions qui sont fréquentes et donnent lieu parfois à des oppositions tranchées. Celles-ci concernent avant tout deux questions : d'une part, en quoi les filières d'information documentaire et professionnelle doivent-elles se différencier des filières de communication ? et la question donne lieu à des échanges parfois vifs, et ce pendant plusieurs années (c'est observable dans l'espace-temps d'une… trentaine de numéros du bulletin, et la question est de savoir pourquoi les responsables des filières d'information font alors régulièrement état d'un certain malaise dans l'interdiscipline, comme si leurs spécificités étaient tenues pour secondaires, et il est vrai que la croissance des effectifs s'est faite très nettement en direction des filières de communication, y compris d'information journalistique) ; d'autre part, faut-il recentrer l'offre en direction de filières moins professionnalisées ou même seulement professionnalisantes ? C'est ainsi qu'à l'automne 95 (voir la L.I. N° 48), la question oppose deux des principaux responsables de la société scientifique, l'un critiquant le primat (d'après lui) de la professionnalisation, l'autre tout en y étant favorable ouvrant également vers les perspectives allant dans le sens

d'une formation aux humanités modernes (ce qui sera réactualisé bien après, mais très différemment sous l'égide du… numérique).
– À propos de **la recherche en Information et Communication**, la position dominante (mais qui n'était pas partagée par tous les responsables) était qu'on ne pouvait se contenter de quelques avancées significatives ou d'actions individuelles, mais qu'elle restait largement inorganisée, dispersée et insuffisante quantitativement surtout par comparaison avec l'expertise. D'où l'accent mis sur la formation d'équipes et le lancement de programmes, ainsi que sur le développement de coopérations interuniversitaires. D'où également l'insistance sur la publication des résultats. Autour des 80' et surtout 90', le risque était grand, au niveau local comme national, de voir une majorité d'enseignants-chercheurs se centrer quasi-exclusivement sur l'enseignement, autant dans les filières professionnelles que généralistes, et ainsi de confiner les SIC dans un statut de discipline non fondamentale, sans appui réel sur la recherche. C'est cette orientation qui est devenue dominante, soutenue comme signalé infra par la politique scientifique de la Direction de la Recherche.
– Quant à **l'ouverture à l'international**, elle était également d'une grande nécessité, ceci afin d'éviter une certaine autosuffisance (héritée de la tradition d'influence d'une certaine pensée française), de se contenter des emprunts immédiatement disponibles (le fonctionnalisme, la cybernétique, la linguistique, la pragmatique, etc.) et donc de limiter les confrontations et les échanges à partir de travaux de recherche approfondis. C'est ce qui a conduit la SFSIC à orienter ses efforts vers les échanges intra-européens (ce qui n'alla pas sans difficultés, particulièrement avec nos collègues allemands), avec le Brésil (où des relations durables ont été nouées, surtout à l'occasion de plusieurs colloques communs), avec le Québec ainsi qu'avec les pays du Sud. Une participation assidue aux activités de l'IAMCR-AIERI (plus qu'à ceux de l'ICA) fut également encouragée, mais ses effets restèrent limités, et ce jusqu'à aujourd'hui. En outre, il est à remarquer que rares étaient alors les UFR ou les Départements qui s'intéressaient à ce qui se passait hors du cadre national (hormis l'Afrique francophone), et que, dès lors, la société scientifique avait un rôle de suppléance ou de précurseur, ainsi que d'impulsion (ce fut le cas pour les échanges ERASMUS).

Les autres parties prenantes de l'édification des SIC

L'édification des SIC n'est pas redevable seulement à la section correspondante du CNU et à la SFSIC. D'autres instances ont joué un rôle primordial. D'abord les établissements universitaires qui, pour une partie d'entre eux seulement, ont su faire preuve d'initiative et dans leur majorité ne sont pas restés « ensablés » dans le

mono-disciplinaire : au cours de la période considérée leur liste s'est élargie et l'offre de formation s'est considérablement diversifiée, et dès la fin du siècle ceux qui se trouvaient parmi les plus reconnus (avec des filières dans les 3 cycles et une activité de recherche organisée et régulière) n'étaient pas les mêmes qu'au moment de la création de l'inter-discipline. Ensuite, il est une instance dont le rôle est méconnu mais qui s'avère avoir eu une influence assez déterminante : il s'agit de la direction de la recherche au sein de la Direction de l'Enseignement Supérieur (les appellations comme les rattachements administratifs ont varié) : c'est en effet à partir du milieu des 80' qu'elle lance les premières équipes d'accueil et que des Quadriennaux Recherche sont élaborés ; cette action, pour discrète qu'elle ait été pendant longtemps, a eu des effets aujourd'hui mesurables et qui sont appréciables. C'est incontestablement l'un des avantages de ce système universitaire très particulier (aujourd'hui encore) qu'est le système universitaire français. Sans ce dispositif les SIC, dans leur procès de construction, ne se seraient pas appuyées… sur leurs deux jambes.

C'est d'autant plus important que, durant la période de référence, et cela s'est poursuivi ultérieurement, le CNRS a superbement ignoré ce qui se mettait en place dans les universités, sauf en soutenant occasionnellement, comme dans certains programmes ou actions thématiques, des projets assez individuels, limités dans le temps et très dispersés thématiquement ou disciplinairement. Oscillant, au moins pour la communication, entre d'une part, une approche très globale et datant des premières réflexions, qui entendait relier les sciences cognitives et les sciences sociales ainsi que les technosciences, et d'autre part, une logique disciplinaire refermée sur elle-même, en particulier dans le cadre de sections attachées avant tout à préserver leurs moyens et leur répartition entre les labos et équipes associées, le grand établissement est resté, pour l'essentiel, en dehors du mouvement innovant engagé dans les Universités.

Ce caractère innovant a été reconnu dès 1993 par une instance qui faisait alors ses premiers pas : le Comité National d'Évaluation des Universités. Les SIC sont l'une des premières disciplines à se soumettre à l'évaluation de cette instance indépendante de l'administration universitaire. Son rapport final est toujours consultable et fournit des informations précieuses. Dans le N° 43 de la L.I., la SFSIC en donne les principales conclusions sous le titre « Un bilan globalement favorable ».

Au terme de cette réflexion, nécessairement synthétique, sur une phase fondamentale mais à notre sens trop peu connue de l'édification des SIC (et dont le cadre historique reste imprécis), une interrogation

demeure : quelle est la consistance propre de cette inter-discipline que constituent les SIC ? Car aucune inter-discipline n'est semblable ou réductible aux autres, et surtout leur destinée est de devenir, ou du moins d'être considérée, comme une discipline. Pour les SIC, cela n'interviendra que postérieurement.

Le présent texte a été préparé en vue de la *Table ronde sur l'édification des SIC* (animation : Pierre Moeglin) qui s'est tenue le 9 juin 2016 au Congrès de Metz de la SFSIC. Si cette contribution s'appuie sur des éléments factuels, combinant souvenirs personnels et étude des documents de l'époque, elle ne fournit que des matériaux pour une histoire, laquelle reste encore à faire.

Notes

1. Voir en particulier les ouvrages « L'information-communication, objet de connaissance » (de Boeck/Ina, 2004) et « Contribution aux avancées de la connaissance en information-communication » (Ina, 2015).

ENQUÊTES, EXPÉRIENCES...

« LE MONDE DE WATSON »

Hervé Le Guyader, Benoit Le Blanc*

Hotel Mandalay Bay, Las Vegas, 26 octobre 2016, 12 h 30, heure locale. La scène se déroule dans les interminables coursives de ce gigantesque hôtel du strip, plutôt haut de gamme. Deux populations bien distinctes se croisent en s'ignorant superbement.

L'une est pressée, dynamique, en mouvement. Sac sur le dos, habillée plutôt cool mais chic, smartphone au bout de l'index, elle prépare un prochain rendez-vous ou consulte des données (numériques bien sûr). Elle se dirige, déterminée, vers la sortie de l'hôtel. Une flottille de cars l'attend pour la transporter à un mile de là, au T-Mobile Arena, où un groupe de rock chauffe déjà la salle de vingt mille places avant l'intervention de Ginny Rometty, PDG d'IBM.

L'autre tribu semble ne pas partager grand-chose avec ces gens afférés. Plus lente, posée, elle semble profiter de la climatisation face aux températures étouffantes, des grands sols de marbre et des larges baies vitrées donnant sur la piscine à vagues. Il ne lui a pas coûté 2 800 $ par personne pour assister aux quatre jours de ce « World of Watson », conférence annuelle donnée par IBM pour célébrer les avancées scientifiques, technologiques et commerciales de son produit phare en matière d'intelligence artificielle, Watson. Elle visite donc, à son rythme et vêtue comme le touriste américain plutôt *tout-venant*, les différents espaces que sait lui offrir un hôtel casino à Las Vegas. Elle dépensera 20, 50 ou 100 $ pour se restaurer, elle visitera l'aquarium (son requin ! son varan !) de l'hôtel, elle rêvera devant la Corvette qui trône au milieu de machines à sous qu'un peu de chance au jeu, c'est sûr, lui permettra de décrocher. Elle rêve de changer son monde et elle ne sait pas qu'au même moment, mais dans l'autre sens, les milliers de congressistes et le staff d'IBM sont justement en train de le chambouler profondément, ce monde. En prenant l'avion pour Las Vegas, elle ne se doutait pas qu'elle croiserait sans les voir ceux pour qui le jackpot ne se cache pas dans un jeu de cartes ou un bandit manchot. Elle ne réalise pas encore que l'emploi qui lui a permis de s'offrir cette escapade en famille ou entre amis,

*ENSC- Bordeaux INP[1] (École Nationale Supérieure de Cognitique), INP, ENSC & IMS-UMR5218, Talence, France.

n'existera vraisemblablement plus, en tout cas plus sous sa forme actuelle, dans… 1 an, 2 ans, 10 ans ?

Car l'intelligence artificielle dont traite le World of Watson (WOW) n'est pas celle de Matrix, cette sorte d'intelligence universelle qui, une fois dépassées les capacités de son créateur (le fameux moment dit de *singularité*), décide d'asservir ou de détruire l'espèce humaine, jugée obsolète. Non, Watson travaille pour le bien de tous, mais cette vision apocalyptique d'une IA incontrôlée, à l'origine de nombreux films et de livres, justifie tout de même que certains acteurs de poids s'y intéressent de près. Pour paraphraser le philosophe Nick Bostrom, auteur du best-seller « Superintelligence », « *Même si il n'y a qu'une chance sur un million que cela arrive, l'hypothèse de l'extinction de l'espèce humaine mérite qu'on y consacre quelques ressources* ». D'où ces initiatives prises récemment par les acteurs clés du domaine : le partenariat que viennent de conclure Amazon, Google, Facebook, Microsoft et IBM pour une « *Intelligence Artificielle au service de l'homme et de la société* », ou encore l'initiative OpenAI lancée par Elon Musk (Tesla) et quelques autres, dotée d'un capital de départ d'un milliard de dollars.

Watson n'est pas non plus l'IA attendue par les transhumanistes les plus radicaux, ceux qui ont opté pour l'éternité via le clonage de leur cerveau et un téléchargement de son contenu dans le (ou les) « véhicule » de leur choix. L'intelligence artificielle au sens de Watson, c'est celle qui transforme en profondeur, sans guère d'échappatoire, chaque entreprise, chaque industrie, chaque manière de travailler. Nous travaillons tous sur des données numériques ? Nous souhaitons accéder à ces données partout, grâce au Cloud ? Nous voulons enrichir ces données par d'autres données en provenance de capteurs, de caméras, de compteurs et autres objets connectés ? Et bien faisons-le, en y ajoutant qui plus est du calcul « intelligent ».

Cette intelligence artificielle là est celle des algorithmes et de leur capacité à aider l'homme à prendre des décisions. La machine n'est pas là pour remplacer l'homme, mais pour être son « assistant cognitif » face à des situations de plus en plus complexes. Et c'est vrai que cette « *hybridation* » cognitique homme/machine est séduisante, tant les capacités de l'un et de l'autre sont (encore aujourd'hui) complémentaires : à l'être humain les facultés d'empathie, d'intuition, la capacité à gérer l'ambiguïté, l'émotion ; à la machine celles de pouvoir traiter des milliards de données, de les croiser, d'en déduire des motifs, des structures, de les présenter, de ne pas se fatiguer, de ne rien oublier.

Cette « renaissance » de l'Intelligence Artificielle, après la déception provoquée par les limites des « *systèmes experts* » des années 60-90, a été rendue possible par l'atteinte concomitante de seuils déclencheurs pour trois phénomènes au développement exponentiel. Ces phénomènes concernent les données, le calcul et l'apprentissage machine. Pour les données, cela s'appelle le « big data » (« données massives » en volume, en vitesse, en variété). Désormais, tout dans nos activités et dans celles des objets manufacturés, génère des données ; 90 % des Zetta-octets actuellement disponibles de par le monde ont été produits il y a moins de deux ans ! Pour la performance des ordinateurs (que l'on croit ou non au règne absolu de la loi de Moore) on parle de HPC, pour Haute Performance de Calcul. Quant à la faculté qu'ont les machines d'apprendre sans cesse, on parle de « machine learning » et surtout du « *deep learning* », pour désigner les réseaux de neurones artificiels actuels, toujours en apprentissage supervisé par un opérateur humain, mais dotés maintenant de plusieurs niveaux de couches cachées rendant beaucoup plus efficace la segmentation de l'environnement perçu.

En ce qui concerne Watson, la puissance de cette dernière faculté est décuplée du fait de sa capacité à absorber du contenu exprimé en « *langage naturel* » », c'est-à-dire à extraire de l'information et à en tirer du sens à partir de documents « banals », de photos, de vidéos, bien au-delà des données structurées qu'un capteur, qu'un objet connecté ou qu'un examen de type IRM peut générer.

Ce dernier point est essentiel.

Les applications de Watson au secteur de la santé sont impressionnantes et, reconnaissons-le, épatantes. Elles vont, dans un premier temps en tout cas, tirer parti de données structurées (séquençage du génome, résultats d'analyses médicales, capacité à intégrer jour après jour à son champ de connaissance les 600 études scientifiques en oncologie qui paraissent quotidiennement sur la planète). Invité sur la scène où, quelques jours auparavant, Mick Jagger (73 ans) et les Rolling Stones illustraient l'application du principe du « *vieillir de façon active et en bonne santé* », le professeur Satoru Miyano de l'université de Tokyo put ainsi présenter à Ginny Rometty et aux 17 000 congressistes présents ce qui, selon lui, démontrait la capacité de Watson à « changer le monde ». Une de ses patientes, diagnostiquée comme atteinte de leucémie myéloïde chronique et traitée comme telle, voyait son état de santé se dégrader de façon inéluctable, ses médecins s'avouant impuissants. Appelé à la rescousse, Watson (en fait, l'application *Watson Genomics Analytics*) mit dix minutes à comparer le génome séquencé de son cancer aux vingt millions d'articles

scientifiques d'oncologie clinique dont il avait été nourri durant sa formation, puis à détecter la probabilité forte qu'il pourrait s'agir d'une forme extrêmement rare de leucémie, et à suggérer un nouveau type de traitement qui, une fois appliqué, entraîna la guérison de la patiente.

Médecine préventive et aide au diagnostic figurent parmi les champs d'application les plus spectaculairement efficaces en matière d'aide à la décision, illustrant ce principe d'*assistance cognitive* offerte à l'homme.

Mais que penser d'Alex Da Kid, jeune producteur britannique, lauréat de plusieurs Grammy Awards (obtenus pour ses collaborations avec Rihanna, Eminem, Dr Dre…), invité à partager sur la scène du T-Mobile Arena, après le professeur Miyano, son expérience avec Watson. Alex Da Kid avoue tirer son inspiration de « l'air du temps », des conversations qu'il capte autour de lui. Le Master en technologie audio obtenu à l'université de Thames Valley n'est sans doute pas étranger à sa curiosité scientifique, et c'est « tout naturellement » que lui est venue l'idée d'étendre son espace de récolte aux dizaines de millions d'articles, de blogs, de contenus à vocation sociale/culturelle publiés sur les réseaux sociaux ces cinq dernières années. Une fois donnés en pâture à Watson (à ses applications *Watson Alchemy Language* et *Watson Tone Analyzer*), Alex n'avait plus qu'à choisir parmi les résultats statistiquement prometteurs, et à demander à *Watson Beat* d'examiner la façon dont les hits les plus récents avaient été composés (rythmes, couleurs sonores, type d'instrumentation ayant « collé » à l'expression de telle ou telle émotion). Le résultat ? La chanson « Not easy » qui, de toute évidence, a cartonné sur Spotify dès sa sortie.

Peu importe le jugement que l'on peut avoir sur cette chanson, on retiendra la capacité de la machine à absorber de telles quantités de pages exprimées en langage naturel, à les analyser et à proposer des pistes pré-rédigées d'inspiration à l'auteur.

Sur le même registre, c'est à une démonstration « d'*argumentation cognitivement assistée* » que les participants à une des 1 500 sessions proposées lors du congrès pouvaient assister.

L'idée : choisir un sujet se prêtant à controverse (« Faudrait-il rendre le tabac illégal ? ») puis, choisir une base de contenus écrits en langage naturel (4 millions d'articles de Wikipedia, pour les besoins de la démonstration), demander à la machine d'analyser tout cela et de proposer une première série d'arguments saillants en les rangeant dans

une colonne « pour » et une colonne « contre ». Retenir alors parmi les arguments ceux avec lesquels on se sent le plus « en phase », opter pour une approche d'argumentation « pour » ou « contre » et finalement demander à Watson d'énoncer (oui, oui : à haute voix) ce qui, à l'issue de la démonstration, ressemblait fort à une première version d'une plaidoirie plutôt étayée.

Ces trois exemples illustrent la façon dont des professions très diverses, dans les secteurs de la santé, de la création artistique et des professions juridiques, sont très directement concernées par l'apparition des applications dédiées d'intelligence artificielle. Ce ne sont plus seulement les tâches manuelles qui sont robotisées, les traitements fastidieux qui sont automatisés mais bel et bien des activités cognitives jugées jusqu'alors à forte valeur ajoutée qui sont maintenant impactées. La révolution numérique va bien au delà de nos smartphones, de nos réseaux sociaux et de nos e-achats.

Aussi, la présence de dix-sept mille congressistes s'étant pour la plupart acquittés des droits d'inscription, les stands des dizaines de sociétés partenaires d'IBM Watson présentant leurs solutions d'assistance cognitive ("*Deep learning as a service" !*) disponibles dès aujourd'hui, les allées et venues des développeurs et start-upers à l'affût d'idées juteuses ("*The business plans of the next 10,000 startups are easy to forecast : take X and add AI" – K.Kelly, Wired 2014*), tout cela témoigne de la puissance de la recherche mondiale en ingénierie cognitique. On la devine déterminée à explorer ces nouveaux terrains et à repousser les frontières qui subsistent encore. Un mouvement est en marche, il affectera chaque profession, chaque entreprise, chaque industrie.

Restent en effet pour les chercheurs en intelligence artificielle d'immenses défis à affronter, car ils doivent travailler sur l'ensemble des formes d'intelligence existant chez l'homme. Un système comme Watson va aujourd'hui exceller sur certaines d'entre-elles : l'intelligence rationnelle (raisonner par le calcul), l'intelligence naturaliste (classer des objets, définir des catégories), l'intelligence organisationnelle (assembler des informations disparates…), mais l'intelligence créative, l'intelligence émotionnelle, l'intelligence sociale… sont encore à l'heure actuelle l'apanage de l'être humain. Hommes et Machines ont encore une longue vie de couple devant eux. Il faut continuer à travailler la simplification des technologies pour en permettre un usage plus fluide par les humains (cela constitue l'UX pour User eXperience). Il faut aussi préparer le « réhaussement » de l'humain avec en ligne de mire l'hybridité entre hommes et systèmes (cela constitue l'HX pour Hybridity eXtension) déjà pratiquée

inconsciemment par tous avec les smartphones, volontairement par certains avec des exosquelettes ou des implants cochléaires.

Plus intéressante peut-être encore, la « *cognitique collaborative* », celle qui permet à une communauté (plus ou moins disparate) d'échanger (de façon formelle ou informelle), de créer des représentations partagées de situations complexes (singulièrement en cas de crise), d'élaborer et d'exprimer des éléments d'aide à la décision. Cette forme de cognitique, que nous appelons « KX » (pour « Knowledge eXchange ») à l'ENSC[2] est encore en grande partie *terra incognita* pour les machines.

L'invitation qui nous a été faite par IBM à participer au congrès World of Watson afin d'y étalonner le niveau de formation, de recherche et de transfert de nos écoles d'ingénieurs, nous conforte dans le sentiment que la recherche française peut jouer un rôle dans l'expression de ce futur. Watson se décrit en « 4 C ». Il y a comme on l'a vu Cloud, Content et Compute. Mais il y a aussi un quatrième C pour Conversation. Cette « conversation » prépare l'insertion de Watson dans ses relations aux humains : dans les ordres qui lui sont donnés, dans les rapports qu'il en retourne mais aussi dans les dialogues humains de façon beaucoup plus ordinaire. Les modalités de partage de connaissance, la construction de représentations négociées et plus généralement tout ce qui touche aux sciences de la communication font partie de ces boussoles, ou autres sextants nécessaires à l'exploration du KX.

Cette nouvelle frontière ne se situe peut-être pas seulement aux confins du désert du Nevada. À nous de faire en sorte qu'elle passe, aussi, par nos laboratoires de recherche. Tout en gardant à l'esprit l'importance et la justesse de ce que confessait Keith Richards sur la scène du T-Mobile Arena, deux jours avant l'ouverture du World of Watson 2016, « I need love to keep me happy » !

Notes

1. L'INP (et seule grande école d'ingénieurs française à former des ingénieurs en cognitique
2. École Nationale Supérieure de Cognitique, école d'ingénieurs de la Région Nouvelle Aquitaine, membre de Bordeaux INP et seule grande école d'ingénieurs française à former des ingénieurs en cognitique.

COMMUNIQUER EN HUMANITÉS NUMÉRIQUES : DE LA NON-CONFÉRENCE AUX NON-ACTES

Michaël Bourgatte*, Mikaël Ferlon et Laurent Tessier*****

Les Humanités numériques sont un mouvement qui plonge ses racines dans la naissance même de l'informatique et qui se structure internationalement au tournant des années 2000[1]. Les chercheur.e.s engagé.e.s dans ce courant œuvrent pour le développement d'une culture et de pratiques technologiques adaptées aux sciences humaines. Ils posent la question de la conception de ces technologies et du rapport critique qu'il convient d'entretenir avec elles. Depuis une dizaine d'années, ce mouvement s'est institutionnalisé dans le monde universitaire au travers de chaires, de départements ou de laboratoires.

L'une des modalités typique d'institutionnalisation de ce courant prend la forme de « DH Labs », autrement dit de laboratoire hybride d'Humanités numériques. Ce type de structure est le plus généralement animé par deux objectifs : l'inclusion numérique au sein d'établissements d'enseignement supérieur (formation des enseignants, développements d'outils et de pédagogies innovantes) et la conduite de recherche impliquant les technologies[2].

Ces structures se sont logiquement engagées dans l'organisation de manifestations ou dans la publication de livres ou de revues (papier et numérique). Mais au-delà de ces formats « classiques », la question de l'invention de nouvelles formes de communication et de dissémination scientifiques se pose de manière saillante.

En 2013, nous avons nous-mêmes expérimenté la création d'un DH Lab à l'Institut Catholique de Paris que nous avons appelé l'Atelier du Numérique (ADN) et qui réunit des chercheurs de différents horizons disciplinaires (éducation, sociologie, théologie, sciences de l'ingénieur) et des collaborateurs (développeurs, designers). Dans ce cadre, nous avons expérimenté la mise en œuvre d'un évènement scientifique typique d'un DH Lab : le Edcamp.

*ICP, Atelier du numérique, EA 7403 : langues, culture, histoire, éducation.
** Éditeur MKF éditions
*** ICP, EA 7403 : langues, culture, histoire, éducation

Ce type d'évènement est parfois décrit comme une *non-conférence*, afin de souligner la rupture qu'il promet avec le modèle ancien des conférences universitaires. À l'occasion de cet évènement, nous avons tenté de proposer une forme innovante de dissémination des résultats que nous avons nommé Mediasprint. Nous allons tenter de décrire ici les enjeux communicationnels de ce type d'évènement et de publication.

Les « camps » : des expériences pratiques et communautaires

L'organisation de « camps »[3] connaît aujourd'hui une fortune certaine dans le monde de l'enseignement supérieur. À l'instar d'un Barcamp et d'un Thatcamp[4], un Edcamp se présente comme une non-conférence[5] dans le champ spécifique de l'éducation. Il ne comprend pas de présentation magistrale ; seulement des ateliers pratiques dédiés à l'échange d'expériences et au montage de projets innovants.

Les sessions de travail ne sont pas organisées à l'avance. Les participants proposent des ateliers à l'ouverture du Edcamp. D'autres participants peuvent alors y prendre part. Les ateliers constitués prennent généralement l'une des formes suivantes : échanges ouverts autour du partage d'expériences ; conduite d'activités pratiques selon la logique du Learning by Doing ; réalisation d'un projet dans un temps imparti.

C'est un type de manifestation organisée par et pour des personnes engagées dans les champs de l'éducation formelle (enseignement supérieur, secondaire ou primaire) ou non formelle (associations éducatives, structures de médiation) : enseignants, chercheurs, étudiants, formateurs, éducateurs, médiateurs. On peut également y rencontrer des professionnels du champ des technologies éducatives (ou EdTech) : entrepreneurs, designers, etc.

Créée aux États-Unis en 2010, la forme Edcamp est très populaire dans ce pays — plusieurs dizaines d'événements labellisés y sont organisés tous les ans[6]. Toutefois, ce modèle se répand largement à travers le monde depuis que les acteurs de l'éducation sont partout en quête de formes alternatives de diffusion des compétences et des savoirs. Le premier Edcamp à être organisé hors des États-Unis s'est déroulé à Vancouver (Canada) au printemps 2011. Le premier Edcamp tenu dans une langue autre que l'anglais (en l'occurrence, le suédois) était l'Edcamp de Stockholm à l'automne 2011. Le premier Edcamp à s'être tenu en langue française a été organisé à Montréal fin 2011.

Les problématiques de l'innovation pédagogique et de l'usage des technologies éducatives sont au cœur des Edcamps. Les travaux qui s'y déroulent peuvent ainsi porter sur des technologies (appareils, logiciels et applications) ; des innovations pédagogiques (Blended Learning ou pédagogies inversées) ; le design de cours en ligne et leur scénarisation ; le design d'espace et l'aménagement des salles de classe, etc.

Soulignons enfin que l'organisation d'un Edcamp peut être parrainée par une fondation homonyme[7] qui attribue alors un label et accompagne les porteurs de projets. Parmi les conseils apportés par cette fondation, on peut noter l'accent mis sur la mobilisation des réseaux, à la fois dans la préparation de l'événement et dans sa mise en œuvre. Les réseaux sociaux numériques doivent, quant à eux, être envisagés comme un atout permettant d'intégrer de nouvelles communautés d'intérêts, diffuser de l'information et promouvoir l'événement.

C'est ainsi que nous avons organisé un Edcamp les 1er et 2 septembre 2016, en marge du colloque « Les Humanités numériques pour l'éducation », avec pour objectif de cerner les apports possibles des Humanités numériques pour l'éducation et, par effet de miroir, d'interroger la manière dont les Humanités numériques peuvent devenir une « discipline » enseignée en stimulant les échanges entre chercheurs et praticiens autour d'expériences éducatives qui engagent l'usage des nouvelles technologies.

La manifestation était introduite de la manière suivante : *« La dimension éducative des Humanités numériques s'exprime de diverses manières : transmission de compétences dans et hors des institutions éducatives, formation des formateurs et des enseignants, démocratisation et accès ouvert à la culture. En ce sens, la perspective des Humanités numériques peut se montrer pertinente pour penser les technologies de l'information et de la communication pour l'éducation (TICE) et leurs usages. L'Edcamp « Les humanités numériques pour l'éducation » propose d'explorer les différentes formes que pourraient prendre ces liens »*[8].

Afin d'atteindre ces objectifs, le colloque international et l'Edcamp « Les Humanités numériques pour l'éducation » comprenait trois types de dispositifs :

– Des conférences et des sessions de communications ;

– Des ateliers thématiques durant lesquels les participants ont imaginé des projets pédagogiques ou échangé autour de leurs expériences ;

– Un Kindergarten, ou espace ouvert et ludique, dans lequel les participants ont pu découvrir et interagir librement autour de

technologies ou de projets pédagogiques innovants présentés par leurs créateurs et leurs développeurs.

Comment communiquer les résultats d'une non-conférence ?

Pour diffuser les résultats de cette manifestation, mais aussi pour rendre compte au mieux de ses différents aspects, nous avons listé un certain nombre de points à questionner :

Premièrement, un colloque classique réunit le plus souvent un groupe de conférenciers restreint et une audience large. Ainsi, quand les organisateurs souhaitent publier des actes, ils demandent aux quelques conférenciers présents de leur remettre un texte rédigé qui sera intégré à un ouvrage collectif, puis publié généralement plusieurs mois après la fin de la manifestation. Dans le cadre d'un Edcamp, toutes les personnes présentes prennent part aux activités, de manière horizontale et collaborative. Ce qui veut dire que si l'on souhaite produire des actes, l'ensemble des participants doit prendre part à leur rédaction.

Nous avons ensuite identifié une deuxième différence entre le colloque classique et l'Edcamp : dans un colloque, les participants ont préparé l'essentiel des contenus à l'avance. Ce sont ces contenus, plus ou moins retravaillés, qui font généralement l'objet d'une publication. Dans un Edcamp, l'essentiel des contenus émerge de manière spontanée durant les échanges. Il y a donc un défi important à relever dans la collecte elle-même des traces, puis leur éditorialisation en vue d'une publication à venir.

Le troisième et dernier élément qui a retenu notre attention concerne l'usage des technologies numériques lors de la manifestation. Durant un Edcamp, et plus largement tout type d'évènements en Humanités numériques, il y a souvent presque autant de choses qui se passent sur les réseaux sociaux que dans les salles. Pour rendre compte le plus exhaustivement possible de ce type d'évènement, il faut donc être aussi capable de capter les échanges qui ont lieu en ligne.

Comment alors rendre compte de la dynamique de cet événement aux multiples facettes ? Cette question est devenue un projet à part entière. Au début de notre réflexion, nous nous sommes inspirés d'une pratique elle-même issue du champ des Humanités numériques : la pratique du Booksprint. Dans un Booksprint rappelons-le, plusieurs chercheurs se réunissent autour de matériaux (textes bruts à mettre en forme, à éditer ou à traduire) et se donnent pour objectif

de réaliser un ouvrage dans un temps limité (quelques jours, voire quelques heures).

La solution du Mediasprint

L'idée originelle était donc de réaliser un Booksprint de l'Edcamp. Toutefois, il ne s'agissait pas de faire un livre fait à partir de textes préexistants. Il était bien question ici d'éditer en temps réel et de manière collaborative les conférences et atelier, ainsi que les ressources multimédia qui les accompagnaient. Pour employer un vocabulaire propre au monde du numérique, on pourrait dire que nous avons « hacké » le concept d'acte de colloque. Ce nouveau procédé, nous l'avons appelé Mediasprint. Car cette pratique comprend la collecte et l'éditorialisation en temps réel d'éléments multiformes dont du texte, mais aussi des images et de la vidéo.

L'élément central de l'expérience est la prise de note collaborative. Pour cela, il a fallu faire un choix. Dans la perspective des Humanités numériques, il nous a semblé indispensable d'utiliser un service libre et Open Source. Nous avons choisi Framapad, un service d'écriture collaborative proposé par la suite de logiciels Framasoft[9] qui est couramment employé dans les champs de la recherche et de l'enseignement. Pour autant, la référence et la collecte de données sur Twitter et Instagram nous ont semblé inévitables, bien qu'il s'agisse de services propriétaires, car de nombreux échanges transitent sur ces canaux.

À ce titre, on aurait pu faire le choix du « tout propriétaire » et utiliser des Google Docs en lieu et place des Framapads. Ceux-ci sont incontestablement performants, faciles de prise en main et connus de tous. Mais il nous semble essentiel d'adopter l'une ou l'autre des deux postures suivantes quand on s'engage dans le champ des Humanités numériques : soit développer ses propres outils, soit faire appel à des outils libres et Open Source développés par et pour la communauté universitaire. C'est seulement quand l'une ou l'autre de ces deux options ne sont pas disponibles qu'on se tourne alors vers des outils propriétaires.

Un dernier choix a été fait : capter les vidéos et retransmettre en direct les conférences d'ouverture et de clôture pour lesquels nous avions invité deux professeurs de renom.

Ces choix techniques faits, un temps au début de la manifestation a été pris pour expliquer le projet de Médiasprint aux participants et leur dire ce qu'on attendait d'eux. Durant les deux jours de la manifestation, ils ont donc été invités à utiliser les pads collaboratifs créés

au préalable, plutôt que de prendre des notes personnelles sur leur ordinateur ou dans un cahier. Ils ont également invité à prendre des photos sur Instagram ou à tweeter autour de l'événement. Il s'agissait ainsi de rendre compte tant des dynamiques de chacune des sessions des communications que de celles propres aux activités conduites dans les ateliers ou à l'intérieur du Kindergarten.

Toutes ces données ont été collectées, éditorialisées, puis mises en page en direct pendant la manifestation par nos soins. Les participants ont non seulement produits les contenus, mais également contribué, pour certains, à leur édition en se réunissant dans l'espace du Kindergarten. À la fin de l'Edcamp, les actes étaient disponibles dans une première version entièrement numérique. Cette version a été partagée avec les participants qui avaient alors une semaine pour apporter des corrections sur les pads avant l'édition définitive numérique et papier. Un mois plus tard, la version définitive était disponible en papier[10] et au format ebook sous licence Creative Commons.

Un objet éditorial hybride

Le résultat est un objet éditorial hybride contenant à la fois des textes, des tweets, des photos et des flashcodes qui renvoient vers des vidéos. La bibliographie, enfin, n'est pas dans le livre, mais accessible sur Zotero via un flashcode. L'objectif est de pouvoir continuer à l'enrichir dans le temps long de la recherche sur le sujet[11].

La rupture la plus importante avec des actes classiques réside sans doute dans les comptes rendus des conférences et des sessions de communications. Car les textes contenus dans le livre ne sont pas le fruit exclusif de leur.s auteur.e.s. Ils sont le résultat de prises de notes collaboratives réalisées par le public et les participants sur des pads d'écriture en ligne. Une pratique qui pose la question de l'attribution des textes eux-mêmes et de leur statut. Écrits collectivement à partir d'outils en ligne, il n'est pas possible de désigner un auteur au sens classique du terme.

Ainsi, en lisant les pages relatives à la conférence de Milad Doueihi qui a ouvert l'événement et qui ouvre cet ouvrage, ou celles relatives à la conférence de Marcel Lebrun qui clôt la manifestation et le livre, il faut garder à l'esprit que ce ne sont pas leurs propos qu'on a sous les yeux, mais bien ce qu'en ont compris celles et ceux qui assistaient à la conférence ; ce qui les a intéressés aussi.

On peut pleinement en prendre conscience en regardant en ligne les vidéos de ces deux conférences : dans leurs prises de notes, les

auditeurs ont choisi de mettre en avant certaines choses, tandis qu'ils en laissent d'autres de côté[12]. Parfois même, on peut considérer qu'ils travestissent la pensée de l'auteur. C'est donc pour pallier à cela que nous avons décidé d'insérer des flashcodes dans le livre pour retrouver la trace des deux grandes conférences tenues lors de cet événement, mais aussi des synthèses vidéo des sessions d'ateliers réalisées par les présidents de séances.

Enfin, notons que ce sont plus de 150 personnes qui ont participé au colloque international et à l'Edcamp « Les Humanités numériques pour l'éducation ». Plus de 150 personnes qui ont donc potentiellement participé au Mediasprint et alimenté le livre. Certain.e.s apparaissent, par leur nom s'ils, ou elles, ont participé à l'animation d'une session par exemple. On les retrouve parfois simplement par leur pseudo utilisé sur les réseaux sociaux. D'autres ont tout simplement disparu dans l'anonymat de leur prise de notes sur les pads.

Une nouvelle question se pose alors : comment fait-on pour insérer le livre dans son curriculum vitae dès lors qu'on a participé à l'événement ? Mais aussi : comment fait-on des citations si on utilise le livre dans le cadre de l'écriture d'un article ou pour la préparation d'une communication ? Des questions qui se sont posées dès la fin de la manifestation et qui nous ont plusieurs fois été adressées par des participants.

Conclusion

Au final, nous sommes conscients que la forme Edcamp comme la solution du Mediasprint sont des objets imparfaits. En dépit de cela, ces deux modèles répondent néanmoins en partie aux questions que nous nous sommes posées initialement. Ce modèle en a également soulevé d'autres. Des questions, à la fois scientifiques, institutionnelles et éditoriales qui nous semblent typiques de celles que doivent résoudre aujourd'hui les DH Labs : innover en imaginant des formes de partage et de dissémination scientifique en rupture ; réduire les temps de publication des actes de conférences ; capter la richesse et l'aspect protéiforme d'un événement.

Nous espérons maintenant que d'autres organiseront des Edcamps. Mais surtout : qu'ils se saisiront de cette idée de Mediasprint, la feront vivre et l'amélioreront, dans la logique de diffusion libre et ouverte des savoirs qui est au fondement même des Humanités numériques.

Notes

1. Schreibman, S., Siemens, R. G., & Unsworth, J. (Éd.). (2004). A companion to digital humanities. Malden (Mass), États-Unis d'Amérique : Blackwell Pub.
2. Un colloque international tourné vers l'activité des DH Labs a récemment rendu compte du développement de ce type de structures et de leurs activités : http://dhlabs2016.lach.edu.pl/
3. Le modèle est celui des Barcamps organisés par les acteurs des TIC dans la Silicon Valley (http://barcamp.org/w/page/402984/FrontPage).
4. Voir par exemple : http://tcp.hypotheses.org/category/thatcamp-paris-2015
5. https://en.wikipedia.org/wiki/Unconference
6. http://edcamp.wikispaces.com/complete+edcamp+calendar
7. http://www.edcamp.org
8. http://edcamp.icp.fr/
9. https://framasoft.org/
10. Bourgatte, M., Ferloni, M., Tessier, L., (Ed.). (2016).Quelles humanités numériques pour l'éducation ? Paris : MkF éditions.
11. https://www.zotero.org/groups/bibliographie_edcamp_2016
12. https://www.youtube.com/watch ?v =ylSXlpfll70&t =2769s et https://www.youtube.com/watch ?v =jGWol7QoeCU&t =1s

CARTE BLANCHE AUX JEUNES CHERCHEURS

AU TRAVAIL, MAIS SANS EMPLOI : COMMENT L'INSERTION PROFESSIONNELLE INTERROGE LA RÉGULATION DES CARRIÈRES JOURNALISTIQUES

Olivier Standaert[1]*

Lauréat du prix jeune chercheur 2016

Rarement étudiée au-delà des généralités laissant apparaître un marché du travail précaire et contracté, l'insertion professionnelle des nouveaux journalistes en Belgique francophone met en évidence des trajectoires de plus en plus individualisées, et donc difficilement comparables, mouvantes et incertaines. L'affirmation d'un journalisme foncièrement flexible (Standaert, 2016), aussi bien dans la façon d'organiser le travail que dans la gestion des situations d'emploi, n'est pas un phénomène récent, mais la crise des années 2008-2013 l'a certainement amplifiée. S'agissant des nouveaux journalistes, l'érosion de l'emploi salarié à durée indéterminée et son remplacement par des formes traditionnellement qualifiées d'*atypiques* nécessite d'envisager l'insertion, et à plus large échelle, les carrières journalistiques, à partir d'un double décloisonnement : spatial, en ne se cantonnant plus au seul marché du journalisme (lui-même étant de toute manière défini de manière assez variable), et chronologique, en englobant l'ensemble des carrefours des itinéraires professionnels depuis les démarches d'insertion jusqu'aux fins de carrière. Les mobilités entre les marchés du travail proches du journalisme et l'élévation du niveau de diplomation, entre autres, permettent de distinguer des trajectoires où les ressources des nouveaux entrants peuvent s'exprimer en des lieux et selon des modalités très variables, même si les médias d'information générale restent leur horizon d'attente prioritaire au cours des premières années.

*Observatoire de Recherche sur les Médias et le journalisme (ORM), Université catholique de Louvain (Belgique). Courriel : livier.standaert@uclouvain.be.

Réguler à partir de l'individu au travail

Les aléas de l'insertion professionnelle posent des questions qui dépassent le cadre des individus et des entreprises pour mettre en question la régulation de l'emploi dans le marché journalistique. Sur le marché belge (Standaert, 2016), aucune entreprise ne parvient à

résoudre les tensions nées d'un modèle continuellement effrité (celui du travail stable à temps plein) et de ses alternatives non-salariées. Les sorties précoces du journalisme en sont un des symptômes les plus visibles, au point de déséquilibrer les pyramides d'âges de certaines rédactions où le cap des cinq ans d'ancienneté continue est de plus en plus difficilement franchi au sein des journalistes nés dans les années 1980. Le journalisme est loin d'être la seule profession où cette question se pose. Et elle n'est pas neuve, ni spécifique à la Belgique : dès les années 1980, les premières enquêtes publiques établissent leurs bilans du chômage et de la complexification de l'insertion socio-professionnelle : « On est passé, dans les deux dernières décennies du XXe siècle, de un à deux, voire 2,5 précaires sur dix salariés », évaluent Frédéric Abécassis et Pierre Roche (2001 : 62).

La question de la régulation des systèmes actuels de gestion de l'emploi, marqués à divers niveaux par la flexibilité, fait partie des thèses discutées notamment par Alain Supiot. En 1999, l'auteur dirige et publie un rapport de recherche sur les transformations du droit du travail commandé par la Commission européenne. Comme d'autres, une partie de ce rapport de recherche pose les bases des évolutions récentes de ce domaine du droit. Combien de travaux n'ont pas avant tout et surtout insisté sur le « remaniement des frontières entre l'emploi salarié et d'autres statuts d'emploi », une « tendance lourde de l'ensemble des secteurs d'activité » (Reynaud, 2009 : 367) ?

Ce rapport est aussi un des premiers à avoir réfléchi ces évolutions en termes d'alternatives et d'évolutions. Une des propositions principales formulées en 1999 stipule que le statut professionnel doit être déterminé non plus à partir de la notion restrictive d'emploi, mais à partir de la notion élargie de travail. La vision politique sous-tendue par cette proposition est explicite : elle doit « rendre une capacité d'action collective aux travailleurs dans les domaines qui sont aujourd'hui abandonnés, sans contrepoids aucun, à la seule initiative économique des entreprises » (Supiot, 2011 : XXXIX). Sous réserve de traduction concrète, cette proposition demeure parfaitement d'actualité dans le marché étudié (et peut-être, plus globalement, dans les professions intellectuelles et artistiques). Formulée en regard de la place de plus en plus relative du salariat classique et de la généralisation du modèle biographique d'Ulrich Beck (2003), elle réorganiserait significativement l'impact des politiques de flexibilité. Elle signifie, selon le rapport Supiot, que « le statut professionnel doit être redéfini de façon à garantir la continuité d'une trajectoire plutôt que la stabilité des emplois », ainsi que « l'application de certains aspects du droit du travail aux travailleurs qui ne sont ni salariés ni entrepreneurs » (Supiot, 1999 : 295-297). La formulation du problème et la manière

dont le droit pourrait le résoudre renvoient pleinement aux difficultés d'assurer par soi-même, dans le cadre du travail non-salarié, la continuité de sa propre trajectoire au sein d'un champ d'activité.

Pourtant, depuis lors, les choses se passent comme s'il était impossible de réfléchir prospectivement ce démantèlement progressif du modèle d'emploi ayant prévalu lors des premières décennies de l'après-guerre. Dominique Méda et Bertrand Minault le constatent sans détour six ans après la sortie du rapport Supiot : « Comment expliquer cette impuissance à rendre opérationnelle l'idée d'une sécurisation des trajectoires professionnelles, alors même qu'elle semble faire l'objet d'un large consensus auprès des pouvoirs publics comme des partenaires sociaux ? » (Méda, Minault, 2005 : 2).

En journalisme comme ailleurs, il est nécessaire de se demander si certaines options juridiques ne permettraient pas de résoudre en partie les problèmes causés par la flexibilisation des modes de gestion des ressources humaines et les difficultés récurrentes que les syndicats, unions et sociétés de rédacteurs éprouvent à défendre collectivement la profession. Dans le cas d'un métier aussi fortement imprégné d'incertitudes et de flexibilités diverses que le journalisme, poser la question d'une régulation à partir de l'individu est lourde de sens. Jusqu'à présent, en Belgique comme ailleurs, cette perspective n'a jamais réussi à mobiliser les acteurs du marché, pas plus que les acteurs politiques. Au sujet des statuts et des conditions de travail des journalistes, l'absence d'avancée tangible lors des États généraux des médias d'information en Communauté française de Belgique (2010-2013) en a apporté une preuve supplémentaire. En général, les démarches régulatrices sont rapidement soupçonnées de servir les intérêts de champs extérieurs (politique entre autres), d'être une entrave à la liberté de la presse et une solution rigidement inadaptée aux contingences de ses métiers. C'est, comme souvent, la question de l'autonomie qui s'invite dans le débat. Le groupe professionnel journalistique belge a, du reste, souvent marqué une nette préférence pour les alternatives de l'autorégulation, notamment au niveau de l'application de la déontologie. Quelles que soient les manières dont pourraient être traduites les conclusions de recherches telles que celle d'Alain Supiot, et les effets qu'elles pourraient avoir sur un marché du travail aussi flexible et élastique que celui du journalisme, il faut souligner qu'elles reflètent des évolutions que l'étude de l'insertion professionnelle a pleinement confirmées : la « déstandardisation » des modalités de mise à l'emploi, la faible prédictibilité et la fragmentation des trajectoires, ainsi que le développement des insertions fugitives et du multi-emploi dans des logiques de réseaux sont autant de signes que les nouveaux journalistes misent de moins en moins sur

un lien fort à l'entreprise et sur les régulations collectives de l'emploi salarié. Ils reflètent aussi l'absence de prise en compte concertée et unifiée des questions liées à l'emploi alors même qu'une part importante du groupe professionnel reconnaît et subit les effets néfastes de ces politiques. L'aggravation de la situation générale du marché de l'emploi sous les coups de boutoir de la crise financière, puis économique, n'aura en fin de compte servi qu'à rendre encore plus évident ce déficit de régulation. Sans doute bénéficie-t-il en partie à certains acteurs du champ, autorisés à migrer à leur guise vers de nouveaux modes de gestion des ressources humaines. Du côté des praticiens du journalisme, c'est différent. À ce stade, les marges de manœuvre collectives du groupe professionnel journalistique n'ont probablement jamais semblé aussi faibles et dépendantes des aléas du marché. S'ils partagent ces problèmes avec leurs aînés, notamment ceux qui sont à l'automne de leur carrière, les nouveaux arrivants se trouvent parmi les plus exposés aux volontés de rendre les relations travail-emploi les plus souples possible.

Au travail mais sans emploi : conséquences identitaires

Au-delà de toutes les justifications économiques que pourraient avancer les tenants des politiques de flexibilisation des ressources humaines, et elles existent assurément, il faut aussi souligner leurs effets de plus en plus nets sur les identités professionnelles. La flexibilité sous sa rationalité économique reste le plus souvent cantonnée à une vision de court terme[2]. Mais si elle s'inscrit elle-même dans un terme plus long, en tant que système de gestion, il est alors nécessaire de comprendre ses effets non seulement sur les trajectoires, mais aussi sur les identités de métier, les cadres de référence professionnels collectifs. Or, plus les distorsions des situations d'emploi sont nombreuses, plus elles tendent à affecter les cadres d'identification collectifs et leurs manières d'ordonner, notamment dans les discours et autres postures réflexives, les rapports au travail. C'est qu' « après avoir contribué à forger un fort sentiment d'identité collective, et à cimenter la collectivité des «travailleurs», le droit du travail participe aujourd'hui de leur perte. Cette identité collective reposait sur l'unité et l'exclusivité des institutions et des droits des travailleurs, deux piliers qui sont aujourd'hui profondément ébranlés », écrit Alain Supiot (2011 : 97). « Victime de son succès, il n'est plus un droit rustique, assis sur une définition juridique simple et unique de la relation de travail, mais au contraire un droit complexe qui fait dépendre la situation juridique de chaque salarié de la combinaison d'un nombre toujours plus grand de paramètres (âge, ancienneté, taille de l'entreprise, branche professionnelle, accords d'entreprise, place dans la hiérarchie, etc.). Dans ce contexte, l'identité collective, procédant

de l'appartenance à la catégorie des salariés, s'efface derrière une possible identité professionnelle procédant des capacités propres à chaque individu. De l'identité collective par le travail, on peut alors passer à une identité individuelle dans le travail ». Robert Castel avance le même raisonnement, qu'il relie lui aussi à la poussée individualiste : du fait de l'estompement « des régulations collectives de l'emploi stable », « l'injonction à être un individu se généralise » (Castel, 2009 : 24).

Il ne faut pas chercher bien loin les traces de ce basculement fondamental chez les jeunes journalistes belges francophones. Il est illustré par des formes identitaires axées autour du sentiment de précarité et d'incertitude, en même temps qu'il les approfondit encore davantage. Il semble que l'estompement des cadres collectifs d'identification transmis par des entreprises offrant des positions d'emplois stables participe à l'effritement des identités collectives, auxquelles se substituent au moins partiellement un repli sur des références individualisées, ou partagées par un petit nombre de proches, collègues ou confrères. S'exprimerait là, à partir d'un autre cadre explicatif, une des lignes de force du journalisme, à savoir sa multiplicité d'approches, de définitions, de cadrages et de pratiques, qui en font peut-être une « activité de production discursive avant d'être une profession » (Ringoot, Utard, 2005 : 18). Nombre de nouveaux journalistes naviguent à vue dans les différentes « zones grises » du journalisme. Le déficit identitaire du journalisme est notamment un déficit de vision unifiée et collective sur plusieurs enjeux. En l'absence de tronc fédérateur quant à sa mission et ses pratiques, le journalisme fait historiquement partie des professions malléables et incertaines du point de vue des socles collectifs (Pelissier, Ruellan, 2002). En individualisant et en morcelant ses relations d'emplois, en effritant sa base de salariés, les employeurs du marché belge fragmentent un peu plus sa population et élargissent la mosaïque de manières dont chaque individu peut se définir, pour soi-même et autrui, journaliste. L'enjeu est capital : si cette identité est définie sur une base de plus en plus souple par ceux qui en sont les gardiens officiels et assermentés, en l'occurrence les instances délivrant la carte de presse (Standaert, Grevisse, 2012), il semble que le même mouvement d'assouplissement par rapport aux cadres d'identification collectifs et traditionnels se joue aux portes mêmes du groupe, là où les incertitudes sont les plus grandes, et où pèsent les fortes attentes des débuts de carrière. L'instauration d'un statut vissé à une trajectoire, et non à un emploi, n'en est que plus justifiable : de moins en moins de nouveaux journalistes naviguent dans les seules eaux du journalisme ; celui-ci, comme en témoignent les nombreuses questions définitionnelles posées par l'attribution des cartes de presse (Leteinturier, Frisque, 2015) évolue

en étroite connexion avec d'autres types d'activités ; la continuité des trajectoires, et les protections que cette continuité peut offrir, devient un problème central au carrefour stratégique de la trentaine, lorsque les projets personnels (accès à la propriété, parentalité) prennent davantage d'importance. Pour de nombreux journalistes, c'est cette absence de continuité, actuelle ou potentielle, qui les éloigne du marché du travail qu'ils convoitaient. Qui sait si une autre forme d'accompagnement statutaire des journalistes, à partir de celle définie par Alain Supiot ou d'autres, ne permettrait pas d'associer moins automatiquement « marché du travail flexible » et « marché précaire » ?

Bibliographie

Abécassis Frédéric et Roche Pierre (coord.), *Précarisation du travail et lien social*, Paris, L'Harmattan, 2001, 350 p.

Beck Ulrich, *La société du risque : sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Flammarion, 2003, 521 p.

Castel Robert, *La montée des incertitudes : travail, protections, statut de l'individu*, Paris, Seuil, 2009, 457 p.

de Nanteuil-Miribel Matthieu et El Akremi Assaâd (dir.), *La société flexible. Travail, emploi, organisation en débat*, Ramonville Saint-Agne, Erès, 2005, 459 p.

Leteinturier Christine et Frisque Cégolène (dir.), *Les espaces professionnels des journalistes, des corpus quantitatifs aux analyses qualitatives*, Paris, Panthéon-Assas, 2015, 228 p.

Méda Dominique et Minault Bertrand, « La sécurisation des trajectoires professionnelles », *Document d'études*, n° 107, octobre 2005, 39 p.

Pelissier Nicolas et Ruellan Denis, « La compétence encyclopédique. Un défi épistémologique pour les formations au journalisme », in Rieffel R. et Watine T., *Les mutations du journalisme en France et au Québec*, Paris, Panthéon, Assas, 2002, p. 57-81.

Reynaud Emmanuelle, « Des professionnels experts : les travailleurs autonomes des services aux entreprises », in Demazière D. et Gadéa C., *Sociologie des groupes professionnels. Acquis récents et nouveaux défis*, Paris, La Découverte, 2009, p. 367-377.

Ringoot Roselyne et Utard Jean-Marie, *Le journalisme en invention. Nouvelles pratiques, nouveaux acteurs*, Rennes, Presses universitaires, 2005, 215 p.

Supiot Alain (dir.), *Au-delà de l'emploi. Transformations du travail et devenir du droit du travail en Europe*, Paris, Flammarion, 1999, 321 p.

Supiot Alain, *Critique du droit du travail*, 2e éd. Paris, PUF, 2011, 280 p.

Standaert Olivier et Grevisse Benoît, « Veulent-ils encore une carte de presse ? Les jeunes journalistes de Belgique francophone », *Sur*

le journalisme, About journalism, Sobre jornalismo, vol. 2, n° 2, 2013, p. 52-63.
Standaert Olivier, *Le journalisme flexible. Insertion professionnelle et marché du travail des jeunes journalistes de Belgique francophone*, Berne, Peter Lang, 2016, 260 p.

Notes

1. Premier prix ex-aequo jeune chercheur de la SFSIC avec Pierre-Carl Langlais Juin 2016

2. « En jouant simultanément sur des leviers fortement différenciés, <la flexibilité> cherche à anticiper l'incertitude croissante des marchés. Mais en marquant une option préférentielle pour le court terme, elle prend le risque de priver les firmes des conditions d'efficacité à plus long terme » (Nanteuil-Miribel, 2005 : 68).

IDÉOLOGIE ET JEUX VIDÉO : ENJEUX ET MÉTHODE

Rémi Cayatte*

Paul Lauter définit le « travail culturel » comme « les manières par lesquelles un livre ou toute autre sorte de 'texte'– un film, une décision de la Cour Suprême, une publicité, une anthologie, un traité international, un objet concret – aide à mettre en place le canevas, construit les métaphores, crée le langage même grâce auquel les gens comprennent leurs expériences et appréhendent le monde » (2001 : 11)[1]. Les jeux vidéo, et en particulier ceux qui entretiennent des liens étroits avec leurs contextes de production et de réception, sont à même de produire un tel travail culturel. Les représentations idéologiques que de tels jeux peuvent proposer à leurs utilisateurs sous forme d'expériences interactives, participent ainsi à orienter leur compréhension du monde qui les entoure. C'est par exemple le cas des jeux vidéo qui proposent de prendre part à des conflits de fiction qui ne sont pas sans rappeler certains conflits contemporains, quant à eux bien réels.

Henry Jenkins a pu ainsi remarquer qu'il existe depuis les attentats du 11 septembre 2001 un désir de transformer les conflits qui en découlèrent en jeu, en même temps qu'un certain rejet de cette idée (2007). Pour lui, « chaque jeu reflète des manières différentes d'envisager cette guerre [d'Irak] et ses conséquences sur le plan moral. Et chacun d'entre eux explore le potentiel des jeux vidéo comme moyen de façonner l'opinion publique » (*ibid.*)[2]. Dans un travail de thèse récemment soutenu (Cayatte, 2016), nous avons pu explorer cette question à travers une « lecture attentive » des trois jeux *Call of Duty : Modern Warfare*. Ces trois jeux, développés par le studio américain Infinity Ward, édités par Activision et publiés entre 2007 et 2011, retravaillent certains questionnements (géo)politiques de l'après 11 septembre 2001, et notamment ceux du bien-fondé du recours à une doctrine militaire de guerre préventive et du danger des armes de destruction massive.

*Université de Lorraine, Centre de recherche sur les médiations (CREM), Courriel : r.o.cayatte@gmail.com

Avant d'aborder la méthode que nous avons utilisé pour mettre en évidence la transmission, dans ce corpus, d'un certain point de vue sur des conflits contemporains, nous souhaitons aborder la question de

l'idéologisation en matière de jeu vidéo, et ce en particulier au niveau des spécificités de ce dispositif.

Travail culturel et idéologique

Dans le cadre de cette réflexion sur les mécanismes idéologiques dans un corpus de jeux vidéo particulier, nous reprenons la définition qu'a pu proposer Louis Althusser de l'idéologie comme étant « le système des idées, des représentations qui domine l'esprit d'un homme ou d'un groupe social » (1976 : 34) ainsi que « le rapport imaginaire des individus à leurs conditions réelles d'existence » (*ibid.* : 38). Une telle définition de l'idéologie fait écho à la fois à la notion de travail culturel proposée par Paul Lauter, ainsi qu'à notre volonté d'explorer les particularités de la représentation de conflits contemporains dans certaines productions vidéoludiques récentes. Dans le même texte, Louis Althusser relie également la notion d'idéologie à celle d'évidence (*ibid.* : 47).

Les jeux vidéo, en tant que productions culturelles, peuvent participer à la construction d'un tel rapport imaginaire, tout comme à faire considérer certains choix sociétaux ou politiques comme des évidences. C'est en particulier le cas dans le corpus de jeux qui nous occupe ici, corpus dans lequel des choix comme ceux du recours à la guerre préventive et à la guerre globale contre le terrorisme sont présentés à l'utilisateur comme de telles évidences. Reliant les propositions de Louis Althusser et de Paul Lauter, nous pouvons résumer notre démarche comme relevant de l'étude du travail culturel et idéologique à l'œuvre dans de tels jeux.

La spécificité interactive, ou plus précisément ergodique (Aarseth, 1997 : 1) des jeux vidéo leur permet de fournir un sentiment de présence et un rôle participatif à leurs utilisateurs que d'autres productions culturelles ne peuvent produire (Rehak, 2003 : 121). Un tel sentiment de présence permet un rapprochement entre « l'idéologie interne » (Fortin & Trémel, 2006 : 123-168) d'un jeu vidéo et celle de ses utilisateurs. De plus, ces jeux, parce qu'ils sont avant tout des logiciels et qu'ils nécessitent des supports informatiques pour exister, ont une manière particulière d'opérer, un fonctionnement interne qui n'est pas toujours immédiatement perceptible par le joueur.

Ces deux spécificités qui différencient les jeux vidéo d'autres productions culturelles sont reliées par Ian Bogost (2007) aux possibilités de transmission idéologique spécifiques aux jeux vidéo et qu'il appelle « rhétorique procédurale ». Pour lui, la « procéduralité » de ces logiciels est leur mode de représentation premier : « [...] les jeux vidéo

ouvrent un nouveau domaine à la persuasion [...]. J'appelle cette nouvelle forme la rhétorique procédurale, l'art de la persuasion à travers des représentations et des interactions qui se fondent sur des règles plus que sur des paroles, des écrits, des images figées ou animées » (ix)[3]. Étudier la rhétorique procédurale d'un jeu vidéo reviendrait ainsi à considérer comment ces logiciels sont des processus informatiques capables de représenter d'autres processus, notamment sociétaux (*ibid.* : 9), et de transmettre certains points de vue et systèmes de valeurs à leurs utilisateurs.

Cette idée nous semble opportune à relier à celle d'Appareil Idéologique d'État proposée par Louis Althusser dans les notes de recherche citées précédemment. Ces Appareils sont davantage à considérer comme les lieux où se réalise une idéologie que comme des éléments créateurs de celle-ci (1976 : 59). Les jeux vidéo, en plus du travail culturel et idéologique qu'ils peuvent produire, sont ainsi à rapprocher de ces Appareils en tant que lieux. Les espaces virtuels dans lesquels le joueur est amené à évoluer peuvent ainsi être eux-aussi considérés comme les endroits dans lesquels un rapport imaginaire des individus à leurs conditions réelles d'existence se réalise. En s'aventurant dans ces lieux, les joueurs acceptent de se soumettre à leur fonctionnement et aux systèmes de règles qui les régissent, et se coulent ainsi dans le moule d'un joueur-modèle (Genvo, 2008) pensé par avance par les créateurs de ces jeux. Se conformer ainsi à l'usage qu'un jeu particulier présuppose fait du joueur l'un des rouages du travail culturel et idéologique qui peut s'y opérer, travail qui est décelable à travers l'étude de la manière dont un tel usage est pensé et codifié. Le joueur évolue alors autant dans l'espace virtuel d'un jeu que dans l'« univers de valeurs » (Genvo, 2013 : 123) qu'il participe à (co)créer en utilisant ce jeu. C'est particulièrement le cas en ce qui concerne les jeux qui tissent des liens entre lieux virtuels et réels, à l'image des trois jeux *Call of Duty : Modern Warfare* que nous avons choisi comme exemple pour mieux exposer notre propre approche de la question de la transmission idéologique en matière de jeu vidéo.

Le cadrage d'une expérience de jeu comme objet d'étude

Si la notion de rhétorique procédurale a le mérite d'aborder la question de l'expérience de jeu en ce qu'elle est conçue et modélisée en amont par une équipe de développement, elle nous semble avoir le désavantage de ne pas recouvrer l'entièreté de ce qui caractérise le dispositif vidéoludique. Ian Bogost établit ainsi une hiérarchie entre les différentes composantes de ces productions culturelles, reléguant les éléments fictionnels de ces jeux au second plan (2007 : 25)

et faisant de la procéduralité la propriété fondamentale du jeu vidéo. (*ibid.* : 171-173).

Nous proposons, à l'inverse, d'aborder les spécificités des jeux vidéo en tant que dispositif informatique seulement après nous être intéressés au reste de l'expérience qu'ils proposent. Notre approche consiste donc à analyser une expérience de jeu en étudiant dans un premier temps le ou les récit(s) sur le(s)quelle(s) elle repose, pour ensuite se pencher sur les images et les sons grâce auxquels ce récit est perçu par le joueur, avant d'étudier les modalités d'interaction décelables dans la structure du jeu, le *gameplay*[4] et les règles du jeu, ainsi que le joueur-modèle qu'il prescrit. Nous désignons cette méthode d'analyse du contenu vidéoludique que nous proposons comme étant l'étude du triple cadrage de l'expérience de jeu. La première étape de cette méthode consiste à prendre en compte les éléments qui relèvent de la composante narrative d'un jeu vidéo (scénario, lieux et temps de l'action, personnages rencontrés ou incarnés par le joueur).

Cadrage narratif

Le simple fait d'incarner un avatar impliqué dans un scénario de fiction participe à la portée persuasive d'un logiciel de jeu. Le joueur, en raison d'une telle implication, peut faire l'expérience d'une suspension de son incrédulité et est peu enclin à remettre en question les messages éventuellement contenus dans un récit plus large, ce qui peut participer à la dimension persuasive d'une expérience de jeu (Peng, 2009). C'est potentiellement le cas dans le récit de fiction construit au fil des trois jeux *Call of Duty : Modern Warfare*, récit dans lequel le recours à des interventions militaires préventives (et à la puissance militaire en général) est présenté au joueur comme étant d'une importance cruciale. Ces trois jeux narrent la montée en puissance d'ennemis menaçant les États-Unis et usant d'armes de destruction massives, des ennemis qui auraient pu être mis en échec de manière préventive, mais dont il est désormais trop tard pour empêcher les diverses machinations (notamment l'invasion militaire du territoire américain).

Les thèmes développés au fil du récit construit dans cette trilogie de jeux, ainsi que d'autres éléments plus ponctuels, comme de nombreux renvois intertextuels à des prises de parole d'hommes politiques américains en faveur d'une intervention au Moyen-Orient au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, participent à cadrer ainsi l'expérience de l'utilisateur de ces jeux, ainsi que sa perception d'événements réels. Sur le plan du travail culturel et idéologique de ce corpus précis, il est possible de mettre en évidence une légitimation de conflits contemporains dans le récit de ces trois jeux, légitimation

qui se traduit par la justification d'un engagement militaire de fiction dans lequel le joueur est directement impliqué par l'intermédiaire des avatars qu'il est amené à incarner au fil de l'expérience de jeu.

Cadrage audiovisuel

Après l'étude du cadrage par le récit qui peut exister dans une expérience vidéoludique particulière, nous poursuivons par l'étude des éléments de cadrage qui relèvent de la composante audiovisuelle du dispositif jeu vidéo. L'étude des images et des sons grâce auxquels le joueur est amené à percevoir et à interagir avec un jeu vidéo nous permet de montrer comment cette composante audiovisuelle participe à renforcer une argumentation déjà décelable au niveau des éléments textuels et narratifs d'une expérience de jeu. Dans le cas des jeux *Call of Duty : Modern Warfare*, l'analyse des décors dans lesquels le joueur est amené à progresser dans ces jeux procure un bon exemple de cadrage d'une expérience de jeu et de son interprétation par l'image.

Nombre des décors qui forment l'espace de jeu dans lequel a lieu l'expérience *Call of Duty : Modern Warfare* peuvent être considérés comme des endroits où les rêves comme les cauchemars de l'après 11 septembre se matérialisent (Annandale, 2010 : 97). C'est en particulier le cas des endroits de l'espace de jeu dans lesquels sont modélisés des monuments symboliques des États-Unis (ville de banlieue américaine, chaîne de *fast-food*, arrondissement de Manhattan, etc.) ou du pouvoir de l'État américain (Maison Blanche, Bourse de New York, Bureau ovale, etc.). Outre le fait que ces lieux soient le théâtre de scènes de guerres auxquelles le joueur participe activement, il est intéressant de noter que ces modélisations de lieux symboliques renvoient plus efficacement à un certain système de valeurs que la représentation d'individus (Sontag, 1965 : 45).

De plus, les lieux et décors emblématiques servant de champs de batailles dans les jeux *Call of Duty : Modern Warfare*, sont toujours partiellement voire superficiellement endommagés, alors même qu'ils constituent des zones de guerre. Ces destructions partielles d'endroits particulièrement représentatifs de certaines valeurs vont à l'encontre de ce qu'a pu remarquer Mathias Nilges concernant les représentations de destructions dans des productions culturelles américaines au lendemain du 11 septembre 2001, des représentations qui se caractérisent par ce qu'elles ont de totales et irrémédiables (2010 : 23-24). Dans le corpus de jeux évoqué ici, il s'agit ainsi pas de destructions complètes qui permettent d'illustrer une idée de reconstruction et de nouveau départ (*ibid.* : 25), mais de destructions superficielles qui illustrent au contraire la résilience d'un système de

valeurs et son bien-fondé plutôt qu'un besoin de remise en question et de changement profond.

Cadrage ludique

Sur le plan du potentiel de persuasion et d'idéologisation de ce corpus de jeux vidéo, ces quelques exemples démontrent que les éléments narratifs et audiovisuels qui donnent corps à une expérience vidéo-ludique sont plus qu'une simple manière d'attirer le joueur, et participent pleinement à construire et à transmettre un certain point de vue à ce dernier.

Sur le plan du cadrage ludique de l'expérience vécue par l'utilisateur au fil des trois jeux *Call of Duty : Modern Warfare*, de nombreux éléments du système de règles et de la structure de jeu sont signifiants pour eux-mêmes, et font de ces jeux des cas intéressants à étudier d'un point de vue procédural. Notons par exemple que l'utilisateur incarne dans ces trois jeux des avatars à la fois surpuissants (ils survivent facilement à d'innombrables combats qui s'avèrent relativement aisés) mais également impotents (ils ne peuvent pas ouvrir de portes, ni faire preuve de créativité ou de véritables choix dans la manière de surmonter les obstacles qui parsèment le parcours de jeu).

De plus, comme a pu le remarquer Tony Fortin, dans ces jeux comme dans d'autres, l'unilinéarité d'une expérience de jeu fractionnée en de multiples objectifs à court terme génère une production de sens qui n'est pas amenée à être remise en question par le joueur (2007 : 16-17). L'unilinéarité de l'expérience de jeu dans laquelle il ne s'agit jamais de réfléchir ou de choisir, participe à limiter les possibilités d'appropriation, de différentes « manières de faire » (de Certeau, 1990 : XL), ou de « contre-décodage » (Hall, 2001 : 172) du contenu narratif, audiovisuel, et surtout idéologique de ces jeux.

Enfin, durant certains passages de ces trois jeux, les possibilités d'interaction de l'utilisateur sont parfois bridées, ce qui a pour résultat de faire porter une plus grande attention à cet utilisateur au contenu narratif et audiovisuel de l'expérience de jeu. Ceci permet également de s'assurer que l'utilisateur prête attention à ce contenu, en faisant de cette interaction limitée la condition de la continuation de l'expérience de jeu (Cayatte, 2015). L'encadrement ludique de l'expérience de jeu fonctionne ainsi autant isolément que dans les modalités d'interaction et d'interprétation des éléments narratifs et audiovisuels qu'il prescrit. De manière générale, en proposant au joueur d'agir de manière résolument encadrée dans un espace virtuel d'horreur et de catastrophes mondiales, qu'il ne peut en réalité ni empêcher ni

véritablement impacter, ces jeux opèrent un travail culturel et idéologique complexe que seul ce dispositif est à même de produire.

Conclusion

La méthode présentée ici consiste davantage à étudier les limites imposées au joueur, sur les plans narratif, audiovisuel et ludique, que les possibilités pour le joueur de s'approprier une expérience de jeu et l'interprétation qui peut en être faite. Nous proposons ainsi de définir non pas tant le joueur-modèle qu'une expérience de jeu particulière prescrit, mais son utilisateur-modèle (à la fois lecteur, spectateur et joueur, mais aussi narrateur du récit qu'il (co)construit et montreur d'images).

Plutôt que de proposer une hiérarchie entre les différentes composantes du dispositif jeu vidéo, nous procédons des éléments de cadrage les moins spécifiques à ce *medium* vers ceux qui lui sont le plus spécifiques. Il nous semble ainsi que ce qui relève du récit et de l'audiovisuel contribue à encadrer une expérience de jeu à la fois de manière indépendante des propriétés uniques au jeu vidéo, mais également de concert avec ces dernières. Une structure et des règles de jeu seules, sans l'encadrement fictionnel mis en lumière ici, ne saurait selon nous avoir une portée persuasive propre. C'est ainsi que des jeux comme *Monopoly* (Darrow, 1935), son ancêtre et inspiration direct *The Landlord's Game* (Magie, 1903), et son descendant au titre évocateur de *Pogromly* (anonyme, 1997) (Lipman, 2011), tout en ayant des éléments de rhétorique procédurale en commun, n'encadrent pas de la même manière l'interprétation qui peut être faite de cette procéduralité, ne cherchent pas à transmettre le même message, et divergent sur le plan de leur « idéologie interne ».

Ce n'est qu'en tenant compte des spécificités autres que ludiques des jeux (vidéo) qu'il nous semble envisageable de mieux comprendre le travail culturel et idéologique qu'ils opèrent. À travers la méthode d'analyse exposée ici, nous proposons de compléter certaines approches formelles de l'étude du jeu, qui ont l'étude d'un fonctionnement ludique comme préoccupation première, avec une approche qui prend en compte l'ensemble de ce qui constitue une expérience de jeu et qui cherche à rendre justice à la complexité de celle-ci.

Bibliographie

Althusser Louis, « Idéologie et appareils idéologiques d'État », *Positions* (1964-1975), Paris, Les Éditions sociales, 1976, p. 67-125.

Annandale Davis, « Avatars of Destruction : Cheerleading and Deconstructing the "War on Terror" in Video Games » in Birkenstein J. Froula A. et Randell K., Reframing 9/11 : Film, Popular Culture and the "War on Terror", New York (NY), Bloomsbury, 2010, p. 97-106.
Aarseth Espen, *Cybertext : Perspectives on Ergodic Literature*, Baltimore (MD), Johns Hopkins University Press, 1997, 203 p.
Audureau William, « Le jeu-vidéo n'est jamais considéré du point de vue esthétique », Pixels, Le Monde.fr, 2015, [en ligne] <http://www.lemonde.fr/pixels/article/2015/04/10/il-faut-s-interroger-sur-les-singularites-esthetiques-du-jeu-video_4613280_4408996.html>.
Bogost Ian, *Persuasive Games : The Expressive Power of Videogames*, Cambridge (MA), MIT Press, 2007, 450 p.
Cayatte Rémi, *Les jeux vidéo américains de l'après 11 septembre 2001 : la guerre faite jeu, nouveau terrain de propagande idéologique ?* Thèse de doctorat, Université de Lorraine, Metz, Centre de recherche sur les médiations, 2016.
Cayatte Rémi, « Quand le jeu vidéo devient vidéo-jeu », *Jeu vidéo : Singularité(s) d'un art de l'écran*. Université de Strasbourg, 2015.
(de) Certeau Michel, *L'invention du quotidien : I Arts de faire*, Paris, Gallimard, 1990 [1980], 350 p.
Fortin Tony, « Guerres à la portée de tous : un chaos sans droit ni morale », *Le Monde diplomatique*, 2007, n° 640.
Fortin Tony et Trémel Laurent, « Les jeux de 'civilisation' : une représentation du monde à interroger », in Fortin T., Mora P., Trémel L., *Les jeux vidéo : pratiques, contenus et enjeux sociaux*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 123-168.
Genvo Sébastien, « Caractériser l'expérience du jeu à son ère numérique : pour une étude du 'play design' » in *Le jeu vidéo : expériences et pratiques sociales multidimensionnelles*, Montréal, <http://www.ludologique.com/publis/play_design.pdf>. 2008
Genvo Sébastien, *Penser la formation et les évolutions du jeu sur support numérique*, Mémoire pour l'habilitation à diriger des recherches en sciences de l'information et de la communication, tome 1, 2013, 232 p.
Hall Stuart, « Encoding/Decoding » in Meenakshi G. D. & Kellner D. M., *Media and Cultural Studies : Keyworks*, Malden (MA), Blackwell Publishing, 2001 [1973] p. 163-173.
Henry Jenkins, « War Games », *MIT Technology Review*, 2003, [en ligne] https://www.technologyreview.com/s/402278/war-games/
Lauter Paul, *From Walden Pond to Jurassic Park : Activism, Culture & American Studies*, Durham (NC), Duke U Press, 2001, 249 p.
Lipman Jennifer, « Neo-Nazi Monopoly : Pass the Swastika, collect £ 200 », *The Jewish Chronicle*, [en ligne] https://www.thejc.com/news/world/neo-nazi-monopoly-pass-the-swastika-collect-200-1.30072

Nilges Mathias, « The Aesthetics of Destruction : Contemporary US Cinema and TV Culture » in Birkenstein J., Froula A., Randell K., *Reframing 9/11 : Film, Popular Culture and the 'War on Terror'*, New York (NY), Bloomsbury, 2010, p. 23-34.
Peng Wei, « Design and Evaluation of a Computer Game to Promote a Healthy Diet for Young Adults », *Health Communication*, 24, 2009, p. 115-127
Rehak Bob, « Playing at Being: Psychoanalysis and the Avatar » in Wolf M. J.P. & Perron P., *The Video Game Theory Reader*, New York (NY): Routledge, 2003, p. 103-127.
Sontag Susan, « The Imagination of Disaster » in Sontag S., *Against interpretation and other essays*, New York (NY), Picador, 1965, p. 209-225.

Notes

1. Traduit par l'auteur : « [Cultural work refers to] the ways in which a book or other kind of 'text' – a movie, a Supreme Court decision, an ad, an anthology, an international treaty, a material object – helps construct the frameworks, fashion the metaphors, create the very language by which people comprehend their experiences and think about their world. »
2. Traduit par l'auteur : « Each game reflects different understandings of this [Irak] war and its moral consequences. And each explores the potential of digital games as a vehicle for shaping public opinion. »
3. Traduit par l'auteur : « [...] videogames open a new domain for persuasion [...]. I call this new form *procedural rhetorics*, the art of persuasion through rule-based representations and interactions rather than the spoken word, writing, images, or moving pictures. »
4. Terme qui renvoie à « comment le jeu se joue » (Voir Dalleu citée par Audureau, 2015).

FAMILLES ET CAMÉRAS D'AMATEUR : POURQUOI A-T-ON BESOIN DE SE FILMER ?

Giuseppina Sapio*

Deuxième prix jeune chercheur 2016

Des bobines rangées dans le grenier aux vidéos postées sur Facebook, les amateurs ont écrit, pendant des décennies, l'histoire en images de leur vie familiale, en enregistrant les multiples changements – sociaux, culturels et juridiques – qui ont innervé la société française.

À partir des années 1960, quand la pratique d'amateur se démocratise grâce à l'introduction des caméras Super 8, les familles filment systématiquement leur quotidien, les premiers pas de leurs enfants, les anniversaires, les vacances à la plage. Les rituels familiaux s'emboîtent dans la mise en scène ritualisée que la caméra déclenche. En d'autres termes, la réalisation des *home movies*[1], films d'amateur tournés et visionnés en famille, constitue un rituel au carré, pendant lequel la vie familiale, déjà fortement ritualisée[2], est doublée par la répétition des gestes et des discours qui se produisent devant l'objectif de la caméra.

Cette pratique filmique à l'apparence anodine, voire banale, devient alors l'espace symbolique de puissants enjeux identitaires et mémoriels pour les membres d'une famille. D'ailleurs, un tel espace n'est pas affranchi des idéologies, des références culturelles et des normes qui dominent la société dans laquelle les amateurs vivent : les films non seulement disent quelque chose de l'histoire de la vie privée des familles les ayant produits, mais ils contribuent également à l'écriture de l'histoire sociale d'un pays.

Dans notre travail de recherche[3], nous avons tenté de comprendre pourquoi les familles ont ressenti et ressentent toujours ce besoin de se filmer : au-delà d'un souci de préservation et de diffusion de la mémoire familiale (en images), pourquoi se mettent-elles en scène devant l'objectif d'une caméra ? De plus, les modalités de cette mise en scène ont beaucoup évolué au fil du temps, en montrant que les choix formels adoptés (cadrage, montage, son, etc.) répondent aux exigences représentatives de modèles familiaux précis.

*Université Paris 3 Sorbonne Nouvelle. IFP Panthéon Assas. Prix n° 2 Jeune chercheur SFSIC juin 2016.

En d'autres termes, la « galerie » des *home movies* allant des années 1960 à aujourd'hui montre que les habits, les poses mais, surtout, les rôles ont changé dans la mise en scène (filmique) de la vie quotidienne des familles françaises.

Ces familles qui nous regardent dans les yeux : le regard-caméra et le gros plan comme gages de reconnaissance

La démocratisation des caméras d'amateurs contribue à la prolifération d'images (animées) de famille, mais, n'oublions pas que, dans l'histoire de l'iconographie familiale, le cinéma n'a pas été le seul *médium* employé par les groupes familiaux dans le but de garder une trace de leur existence. Le portrait photographique, initialement inspiré de la peinture, est un exemple significatif de la manière dont les amateurs ont réinventé, en se les appropriant, les techniques figuratives adoptées par les artistes.

Or, qu'ils soient filmiques, photographiques ou peints, les portraits familiaux répondent toujours à une fonction de *reconnaissance*[4] et montrent une composition soudée d'individus. À cet égard, Didier Anzieu et Jacques-Yves Martin nous rappellent que le mot « groupe » possède une origine figurative, qui dérive « de l'italien groppo ou gruppo, terme technique des beaux-arts, désignant plusieurs individus, peints ou sculptés, formant un sujet »[5].

En effet, au fil des siècles, la représentation de la famille s'est caractérisée par une tendance à la schématisation des liens entre les individus, avec une disposition souvent pyramidale dans les photographies des premiers temps, par exemple. Cela nous renvoie à l'imaginaire des arbres généalogiques[6], dans lesquels la métaphore végétale a l'objectif d'illustrer explicitement les relations familiales et de déclencher une narration autour d'elles. Cette *parenté figurative* montre qu'il est important de tenir compte des références visuelles, conscientes ou non, que les amateurs ont pu mobiliser dans leurs représentations.

Parmi les « ancêtres » des *home movies*, la photographie demeure le médium ayant le plus révolutionné la vie des familles, en leur permettant de « se voir soi-même (autrement que dans un miroir) », ce qui était, selon Roland Barthes, un processus inédit, « le portrait, peint, dessiné ou miniaturisé, ayant été jusqu'à la diffusion de la Photographie un bien restreint, destiné d'ailleurs à afficher un standing financier et social »[7].

Or, au-delà des spécificités de chaque époque et médium, une constante dans l'iconographie familiale émerge : la frontalité des

poses. Les photographies de famille empruntent aux portraits peints la pose frontale, transposée ensuite dans les *home movies* dans l'emploi du regard-caméra. Cela souligne l'importance conférée aux visages dans ce type de productions : le visage de face, correspondant « au rôle du "je" dans le langage »[8] selon Meyer Schapiro, interpelle l'observateur et restitue un « air de famille »[9] à la postérité[10]. Ce regard frontal est le lieu d'une rencontre entre individualité et collectivité et possède une fonction subjectivante : il constitue le sujet en tant que membre de la famille. Dans cette optique, le regard-caméra, signalé par Roger Odin[11] comme l'un des traits esthétiques principaux des *home movies*, interpelle l'autre : le filmeur dans le présent et la famille qui se réunira, dans le futur, pour regarder ces films.

Moins explicite que le regard-caméra, le cadrage constitue un outil ultérieur pour les amateurs afin d'établir une hiérarchie du regard familial et de se focaliser sur les visages. L'une des échelles de plans les plus récurrentes dans les *home movies* est le gros plan, souvent employé pour filmer les nouveau-nés. Le gros plan permet de lire le visage de l'enfant, comme on le fait dans la réalité, lorsque, en se penchant sur le berceau, on cherche « quelques signes de ressemblance, un air de famille, qui prouverait imaginairement une filiation narcissique avec la lignée »[12].

Selon François de Singly, l'« une des fonctions du proche familier est de contribuer à faire naître, par un regard "total", le sentiment de l'unité de la personne »[13], ainsi, le regard d'autrui, explicité à travers l'*œil* de la caméra, restitue à chaque individu un sentiment d'unité et d'appartenance au groupe. Autrement dit, les membres d'une famille s'affirment dans une relation d'interdépendance du regard vouée à la reconnaissance mutuelle.

Ce besoin d'être reconnus est l'une des raisons qui pousse, selon nous, les amateurs à se filmer, comme l'explique aussi l'un de nos informateurs[14] : « *Ce qui compte, ce n'est pas la qualité cinématographique, mais les visages. Ce n'est pas exactement comme lorsqu'on se voit dans un miroir, ce n'est pas le même point de vue, c'est comme si vous regardiez un étranger qui peut vous décevoir* » (P.-A., 73 ans, retraité, marié, deux enfants, Paris). De manière équivalente, une autre informatrice affirme : « *C'est quand même un degré supérieur d'une photo, ça rend plus compte de la vraie vie. La photo, c'est figé, alors que là on voit la personne vivre, on voit ses tics, ses petits défauts, c'est donc beaucoup plus vivant* » (L., 60 ans, fonctionnaire, séparée, un enfant, Paris). Ces informateurs non seulement soulignent la fonction de reconnaissance à laquelle l'image animée répond, en enregistrant les qualités distinctives des membres de la famille, mais ils insistent également

sur le point de vue inédit sur eux-mêmes que la caméra offre, notamment grâce au mouvement.

Ces familles qui bougent : le mouvement de la caméra comme preuve de bonheur et de vie

En étudiant la pratique des *home movies*, on s'aperçoit que, exception faite pour les fêtes de famille, les moments du quotidien les plus représentés par les amateurs sont ceux qui montrent les premiers pas des enfants, comme le témoignent nos informateurs[15], ayant acheté leur caméra à cette occasion, et comme le montrent les *home movies* de la collection du Forum des images, que nous avons consultée. À titre d'exemple, dans l'un[16] de ces films, une petite fille est en train de se promener et, au moment de rentrer, annoncé par un carton avec l'incitation « Dépêchons-nous ! », elle est filmée en accéléré par son père, qui souligne ainsi (ironiquement) ses progrès.

L'exhortation « Bougez, vous êtes filmés ! » prend tout son sens ici car, si face à l'appareil photographique on nous demande de sourire pour signifier le bonheur, devant la caméra on nous invite à l'action pour signifier le bonheur d'être vivants et ensemble.

Il nous semble alors que la possibilité de se filmer en mouvement constitue une raison ultérieure pour les amateurs de se mettre en scène. Or, si la fonction de reconnaissance motivait l'emploi du regard-caméra et des gros plans, quel est le rôle et la portée symbolique du mouvement dans les images familiales ? En quelle mesure contribue-t-il au désir de se filmer ?

Premièrement, le mouvement est un moyen d'injecter un souffle vital aux images, de les rendre vivantes et, deuxièmement, il correspond symboliquement à l'action de créer du lien. Au-delà du charme étymologique du mot « animation », renvoyant à l'*anima* (âme) des Latins, le mouvement dans les *home movies* révèle un lien significatif avec l'expression de la vie et des sentiments. Depuis l'origine des images, l'iconographie de l'âme[17] démontre que l'une des caractéristiques sémantiques de cette dernière est l'agilité, transposée, sur le plan figuratif, dans des images d'êtres ailés. L'essence de la subjectivité des humains est alors volatile, au point que, le passage de la vie à la mort est souvent représenté à travers l'abandon du corps de ce principe vital, ce qui rend l'« âme vaguelette » (*animula vagula*) pâle et raide (*pallidula rigida*), comme l'indiquent les vers célèbres attribués à l'empereur Hadrien[18]. Dans une perspective sémiologique, le lien entre les images animées et l'expression de la vie a été souligné par Christian Metz[19], affirmant que le cinéma montre, grâce au

mouvement, l'*être-là-vivant* des objets, contrairement à la photographie qui, selon Roland Barthes[20], renvoie à leur *avoir-été-là*. En d'autres termes, le mouvement confère une corporalité aux sujets filmés, en donnant l'impression qu'ils sont présents, réels et vivants.

À titre d'exemple, l'observation de l'une de nos informatrices, « *On les voit bouger, s'animer, c'est vivant, c'est plus vrai* », est significative car elle met l'accent sur l'*impression de réalité* créée par les images animées et sur le plaisir qu'elles provoquent. De plus, le mouvement est exploité par les amateurs sur trois niveaux : les sujets se meuvent à l'intérieur des plans ; la caméra bouge parmi eux (physiquement et optiquement, à travers les zoom) ; la vitesse de défilement des images peut être également modifiée à travers les ralentis et les accélérés, ce qui confère une qualité supplémentaire à l'animation.

Ceci dit, le mouvement est aussi un vecteur de communication car la présence de la caméra favorise le contact entre les membres de la famille, en les entraînant dans une ribambelle symbolique où chacun est invité à « jouer » son rôle. Ainsi, il nous semble que les amateurs se soucient très peu de la maladresse esthétique de certains de leurs films, car les mouvements brusques et soudains qui en sont à l'origine sont motivés par l'enthousiasme d'être ensemble. À titre d'exemple, nous évoquerons les courtes vidéos tournées par les enfants de cinq et six ans de l'une des familles que nous avons interviewées. Bien que les deux gamins soient décadrés, trop proches de l'objectif, en contre-jour et que la caméra soit constamment secouée par les fous rires, ces vidéos sont précieusement gardées par les parents car, dans l'optique familiale, elles ne sont pas considérées comme « ratées », au contraire, elles sont un témoignage animé de la vitalité de la famille. La gaucherie des mouvements constitue tout l'intérêt (familial) du film, elle est un gage d'authenticité et de joie.

Ces familles qui jouent à la famille : la dimension ludique de la réalisation des *home movies*

La propension des familles à se filmer répond au désir – accompli grâce au regard-caméra et aux gros plans – d'être reconnues et remémorées et de conserver une trace de leur vie familiale heureuse, ce dont témoignent les mouvements de caméra. Cependant, une autre raison motiverait la tendance des individus à se « mettre en scène » et elle résiderait, selon nous, dans le plaisir éprouvé lors du filmage. En effet, de notre étude il est émergé que la réalisation des *home movies* est souvent menée par les familles comme un jeu. Dans une perspective sémio-pragmatique, cela s'est traduit par l'identification d'un « espace de communication »[21] où les interactions (discours,

énonciation, affects) se produisant lors du filmage sont orientées par un *mode ludique*. En d'autres termes, l'activation de la caméra introduit un cadre ludique au sein duquel les membres de la famille « jouent » leur rôle, autrement dit, ils performent leur identité au sein du groupe. Cette hypothèse nous a permis de tenir compte de la dimension diachronique de la pratique des *home movies*, en distinguant entre le filmage mené comme un *game* (jeu réglé ayant un but précis) et le filmage conçu comme une activité de *play*, où les interactions sont fondées sur un échange collectif entre les participants. Dans les années 1960, le responsable de la réalisation des *home movies* était le père de famille, conformément au modèle dominant de la famille nucléaire et patriarcale, qui n'hésitait pas à donner des consignes strictes aux autres membres de la famille pour que la représentation familiale soit réussie et satisfaisante. Cela était également dû au coût du matériel et à la courte durée des films, qui laissaient peu de marges à l'improvisation. Ainsi, le plaisir du filmage, mené comme un *game*, était essentiellement individuel et le film réalisé était le résultat d'une instance énonciative « Je », généralement correspondant au père. À titre d'exemples, nous pouvons évoquer les souvenirs d'enfance de trois informateurs au sujet des films tournés par leurs pères entre les années 1950 et le début des années 1980 : « *C'était ultra dirigé, c'était le boulot, c'était pas rigolo du tout pour moi à l'époque* » (J., 34 ans, éducatrice, pacsée, deux enfants, Nice) ; « *Il nous donnait des consignes quand il filmait. Il faisait un peu le metteur en scène avec nous. Il nous demandait de poser et de regarder vers l'objectif* » (P.-A., 73 ans, retraité, marié, deux enfants, Paris) ; « *Les filmeurs étaient soit mon père, soit ma mère, qui recevait les instructions de mon père. Il commandait carrément, d'ailleurs on le voit bien dans les vidéos, il dit, par exemple, "Stop ! Arrête maintenant !"* » (L., 60 ans, fonctionnaire, séparée, un enfant, Paris).

Au fil des années, des changements sociaux et culturels sont intervenus et la pratique des *home movies* s'est progressivement orientée vers une activité de *play*, pendant laquelle la caméra circule plus librement parmi les participants. Le film devient alors le résultat d'une coopération, où le plaisir est partagé, et répond à une instance énonciative collective « Nous », comme le souligne cet informateur : « *Si par exemple quelqu'un ne veut plus filmer, il peut poser la caméra et quelqu'un d'autre peut la reprendre et s'il voit quelque chose de sympa, il filme. Nos films sont vifs et on évite le côté construit. On aime quand les gens s'adressent à la caméra, souvent on les sollicite : "Alors, ça va ?", "On s'amuse ?". Avant, ce n'était pas comme ça. Les filmeurs faisaient le film, décidaient l'ambiance* » (J., 59 ans, retraité, marié, trois enfants, Mantes-la-Jolie).

Enfin, les transformations provoquées par l'introduction du numérique ont influencé le déroulement du filmage qui, tout en restant une activité collective, s'est individualisé, notamment suite à l'avènement des téléphones mobiles équipés de caméra. La vie familiale est donc filmée depuis différents points de vue (plusieurs énonciateurs « Je ») et le plaisir du filmage consiste dans la célébration de l'unicité des individualités en jeu dans la famille.

Conclusion

Depuis des décennies, les familles françaises se mettent en scène devant l'objectif d'une caméra afin d'enrichir le réservoir imagé de leur mémoire familiale. En se filmant, elles tentent de laisser une trace de leur existence qui doit renvoyer à une image heureuse d'elles-mêmes. Ceci dit, ce bonheur est fabriqué et mis en scène, individuellement ou collectivement, par les individus qui négocient avec les valeurs sociales et culturelles propres à chaque époque. Ainsi, si le bonheur de la famille des années 1960 était représenté par la stabilité rassurante condensée dans la figure du père, véritable metteur en scène de la vie familiale (et grand absent de ses propres films), le bonheur de la famille d'aujourd'hui s'exprime plutôt dans la prise en compte de la multiplicité de subjectivités en jeu dans le groupe (incarnée par les multiples dispositifs d'enregistrement).

L'acte de se filmer semble alors répondre à l'exigence de performer son propre bonheur, de le fabriquer à travers les images et de se l'approprier en *jouant*.

Bibliographie

Anzieu Didier, Martin Jacques-Yves, *La dynamique des groupes restreints*, Paris : Presses Universitaires de France, 2003.
Barthes Roland, *La chambre claire*, Paris : Éditions de l'Étoile, Gallimard, Seuil, 1980.
Bourdieu Pierre, *Un art moyen : essai sur les usages sociaux de la photographie*, Paris : Éditions de Minuit, 1965.
Callu Jean-Pierre (texte établi et trad. par), *Histoire auguste. Vies d'Hadrien, Aelius, Antonin*, t. I, Première partie, Paris : Les Belles Lettres, 1992.
Cuynet Patrice, « La lecture psychanalytique du corps familial », *Le Divan familial*, n° 25, 2010.
Gautier Marc-Édouard, *Mille ans d'histoire de l'arbre généalogique en France*, Rennes : Éditions Ouest France, 2008.
Goffman Erving, *La mise en scène de la vie quotidienne. La présentation de soi*, Paris : Éditions de Minuit, 1973.

Leone Massimo, « *Semiotica dell'anima* », in Leone Massimo, Pezzini Isabella, *Semiotica delle soggettività*, Rome : Aracne, 2013.
Metz Christian, « À propos de l'impression de réalité au cinéma », *Essais sur la signification au cinéma*, t. 1, Paris : Klincksieck, 1983.
Odin Roger (sous la dir. de), *Le film de famille : usage privé, usage public*, Paris : Méridiens Klincksieck, 1995.
Odin Roger, *Les Espaces de communication*, Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble, 2011.
Pierron Jean-Philippe, « La photo de famille. Entre ressemblance et reconnaissance », *Le Divan familial*, vol. 1, n° 24, 2010.
Sapio Giuseppina, *La pratique des home movies. Culture audiovisuelle et genèse de la méta-famille* [Thèse de doctorat], Paris : Université Sorbonne Nouvelle (Paris 3), 2015 [année de soutenance].
Sapio Giuseppina, « La pratique des *home movies* en France de 1960 à aujourd'hui », *Les Enjeux de l'Information et de la Communication*, vol. 1, n° 17, 2016. Lien : http://lesenjeux.u-grenoble3.fr/2016/04-Sapio/home.html.
Schapiro Meyer, « Face et profil comme formes symboliques », *Les mots et les images*, Paris : Macula, 2000.
Singly (de) François, *Le soi, le couple et la famille*, Paris : Nathan, 1996.
Tisseron Serge, « Nous avons tous besoin de fêtes », in Eiguer Alberto, Leprince Christine, Baruch Florence, *La fête de famille*, Paris : Éditions In Press, 1998.
Vouilloux Bernard, « Portrait », in Morizot Jacques, Pouivet Roger (sous la dir. de), *Dictionnaire d'esthétique et de philosophie de l'art*, Paris : Armand Colin, 2007.

Notes

1. Nous préférons l'usage de l'anglais « *home movies* » au français « films de famille », car le terme « *home* » renvoie non seulement à la famille mais, aussi, au foyer, l'espace domestique où les films sont réalisés.

2. Voir Goffman Erving, *La mise en scène de la vie quotidienne*. *La présentation de soi*, Paris : Éditions de Minuit, 1973 ; Tisseron Serge, « Nous avons tous besoin de fêtes », in Eiguer Alberto, Leprince Christine, Baruch Florence, *La fête de famille*, Paris : Éditions In Press, 1998.

3. Dans cet article, nous présentons une partie des résultats de notre thèse de doctorat, *La pratique des home movies. Culture audiovisuelle et genèse de la méta-famille*, dirigée par Guillaume Soulez et soutenue à l'Université Sorbonne Nouvelle. Une présentation plus détaillée (du cadre théorique et du terrain) a été publiée dans l'article : Sapio Giuseppina, « La pratique des *home movies* en France de 1960 à aujourd'hui », *Les Enjeux de l'Information et de la*

Communication, vol. 1, n° 17, 2016. Lien : http://lesenjeux.u-grenoble3.fr/2016/04-Sapio/home.html, consulté le jeudi 19 janvier 2017.

4. « Le mobile commun à tous les types de portraits est la fonction de reconnaissance : reconnaître l'individu dans son image, c'est lui donner un gage de reconnaissance soit en le distinguant de ses "semblables", soit en lui assurant la survie. La figuration de l'individu joue ainsi entre la remémoration et la distinction », in Vouilloux Bernard, « Portrait », in Morizot Jacques, Pouivet Roger (sous la dir. de), *Dictionnaire d'esthétique et de philosophie de l'art*, Paris : Armand Colin, 2007, p. 379.

5. Anzieu Didier, Martin Jacques-Yves, *La dynamique des groupes restreints*, Paris : Presses Universitaires
de France, 2003, pp. 17-18.

6. Gautier Marc-Édouard, *Mille ans d'histoire de l'arbre généalogique en France*, Rennes : Éditions Ouest France, 2008.

7. Barthes Roland, *La chambre claire*, Paris : Éditions de l'Étoile, Gallimard, Seuil, 1980, p. 27.

8. Schapiro Meyer, « Face et profil comme formes symboliques », *Les mots et les images*, Paris : Macula, 2000, p. 98.

9. Pierron Jean-Philippe, « La photo de famille. Entre ressemblance et reconnaissance », *Le Divan familial*, vol. 1, n° 24, 2010, p. 168

10. « Dans le langage de toutes les esthétiques, la frontalité signifie l'éternel », in Bourdieu Pierre, *Un art moyen : essai sur les usages sociaux de la photographie*, Paris : Éditions de Minuit, 1965, p. 112.

11. Odin Roger (sous la dir. de), *Le film de famille : usage privé, usage public*, Paris : Méridiens Klincksieck, 1995, p. 28.

12. Cuynet Patrice, « La lecture psychanalytique du corps familial », *Le Divan familial*, n° 25, 2010, p. 18.

13. Singly (de) François, *Le soi, le couple et la famille*, Paris : Nathan, 1996, p. 39.

14. Nos observations se basent sur l'étude d'un corpus de *home movies* provenant de six familles françaises que nous avons interviewées, ainsi que sur l'analyse de quelques collections de films d'amateur déposés auprès d'institutions publiques, comme le Forum des images.

15. « *J'ai acheté une caméra quand ma fille a commencé à marcher* » (C., 85 ans, retraité, marié, un enfant, Menton) ; « *J'ai commencé à filmer quand mes enfants ont commencé à bouger et après je n'ai plus arrêté !* » (P.-A., 73 ans, retraité, marié, deux enfants, Paris).

16. Fonds Pénin de la collection de films d'amateur du Forum des images : « Les premiers pas d'Agnès », avenue Brunetière, Paris, Porte de Champerret, 1944, muet et noir et blanc, 1min07s, 9,5mm.

17. Leone Massimo, « *Semiotica dell'anima* », in Leone Massimo, Pezzini Isabella, *Semiotica delle soggettività*, Rome : Aracne, 2013, p. 67.

18. Callu Jean-Pierre (texte établi et trad. par), *Histoire auguste. Vies d'Hadrien, Aelius, Antonin*, t. I, Première partie, Paris : Les Belles Lettres, 1992, p. 47.

19. Metz Christian, « À propos de l'impression de réalité au cinéma », *Essais sur la signification au cinéma*, t. 1, Paris : Klincksieck, 1983.

20. Barthes Roland, *La chambre claire*, *op. cit.*, p. 120.

21. Odin Roger, *Les Espaces de communication*, Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble, 2011, p. 39.

DOSSIER

Études vietnamiennes en communication

Direction : Daniel Raichvarg, Philippe Bonfils, Valérie Lépine

POUR UN RÉSEAU VIETNAMIEN FRANCOPHONE
EN SCIENCES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (REVESIC)

DANIEL RAICHVARG*, PHILIPPE BONFILS ET VALÉRIE LÉPINE*****

Depuis 10 ans, des travaux disséminés de chercheurs en Sciences de l'information et de la communication sont produits progressivement au Vietnam. Plusieurs thèses ont été soutenues, des étudiants ont obtenu un Master en SIC dans des universités de l'espace francophone (France, Belgique et Canada). Des formations se mettent en place dans différents instituts ou universités au Vietnam même, en collaboration également avec des universités françaises et belges : ainsi a débuté cette année une licence francophone en communication des entreprises portée par l'Université de Hanoï en partenariat avec les universités de Paris 13, de Grenoble-Alpes, de Toulon et l'Université Catholique de Louvain. La Sfsic a décidé d'apporter son soutien à la mise en place d'un Réseau Vietnamien francophone en Sciences de l'Information et de la Communication pour contribuer à l'émergence et à la reconnaissance de cette discipline composée à partir de disciplines comme les Sciences de gestion, les Sciences du langage (linguistique, Français Langue Etrangère – FLE) ou la Littérature, comme cela a été le cas en France il y a quarante ans autour de Robert Escarpit et Jean Meyriat, parmi les fondateurs des SIC et de la Sfsic.

En collaboration avec des chercheurs de l'Université de Hanoï et de l'Université du commerce du Vietnam, la Sfsic a donc proposé aux collègues vietnamiens, aux collègues de l'espace francophone et aux chercheurs qui travaillent sur des problématiques info-communicationnelles concernant le Vietnam et ses ressortissants de contribuer à un dossier des *Cahiers de la Sfsic*. Le résultat a été très riche en termes de contributions, les unes empiriques, les autres professionnelles, doctorales ou post-doctorales. Les productions ont trouvé leur place éditoriale dans un conséquent dossier publié dans ce numéro 13 exceptionnel des *Cahiers*.

*Président de la SFSIC

** Vice-président de la SFSIC relations internationales

*** Vice-présidente de la SFSIC relations internationales

Ce dossier présente trois grandes thématiques de recherches. La première, intitulée « Culture, tourisme, patrimoine et interculturalité(s) », coordonnée par le président de la Sfsic aidé par Nguyet Nguyen Minh, enseignante à l'Université de Hanoi, regroupe un ensemble de textes relevant des questions patrimoniales et interculturelles, qui débordent également le Vietnam pour intéresser tout le Sud-Est asiatique. Dans la seconde thématique – « Éducation et TICE » – coordonnée par Philippe Bonfils, vice-président de la Sfsic en charge des Relations internationales, aidé par Nhi Nguyen Yen, enseignante-chercheure à l'Université de Hanoi, sont regroupés les textes relevant des nombreuses questions posées par le numérique. Enfin, les textes qui composent la troisième thématique – « Le Vietnam : un paysage économique et médiatique en mutations » – coordonnée par Valérie Lépine, vice-présidente de la Sfsic en charge des Relations internationales, aidée par Trang Tran Van, Université du Commerce du Vietnam, dresse un panorama documenté des dynamiques d'évolutions qui traversent les entreprises médiatiques et du secteur des communications.

Que les contributeurs et les coordinateurs soient remerciés pour leur énergie et leur travail qui participent et nourrissent grandement, bien évidemment, l'objectif principal énoncé au début : la mise en place d'un Réseau Vietnamien en Sciences de l'Information et de la Communication (REVESIC) et la reconnaissance et le développement des SIC au Vietnam[1]. Que les relecteurs soient aussi remerciés pour leur investissement et le temps consacré pour aider à l'ajustement des problématiques et à l'affinement de l'écriture : l'interculturalité a été déclinée depuis le début du projet dans un partenariat amical, solidaire, qui ne pourra qu'engendrer d'autres opportunités de collaborations.

Les collègues lecteurs et impliqués dans l'accompagnement scientifique : Philippe Bonfils (Université de Toulon), Bertrand Cabedoche (Université Grenoble Alpes), Laurence Corroy (Université de Sorbonne Nouvelle Paris 3), David Douyere (Université François-Rabelais de Tours), Michel Durampart (Université de Toulon), Daphné Duvernay (Université de Toulon), Anne-Marie Laulan (Université de Bordeaux Montaigne), Valérie Lépine (Université Grenoble Alpes), Pierre Moeglin (Université Paris XIII), Daniel Raichvarg (Université de Bourgogne), Lise Renaud (Université d'Avignon), Philippe Useille (Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis)

Notes

1. Grâce à une aide de l'Agence Universitaire de la Francophonie (Asie-Pacifique), Mme Nguyet Nguyen Minh a d'ailleurs pu venir exposer les attributs de ce réseau à notre 20e Congrès à Metz.

AXE 1

CULTURE, TOURISME, PATRIMOINE ET INTERCULTURALITÉ(S)

Daniel Raichvarg

Les objets travaillés dans les textes ici présentés sont tous marqués au sceau d'une sorte de triple interculturalité qui les a façonnés dans l'ordre historique. Qu'ils soient matériels ou immatériels, monuments, traditions, institutions, mythes ou légendes sont d'abord, bien évidemment, ancrés dans une culture et produits d'une culture inscrite dans un passé lointain. Mais ce passé a subi des soubresauts comme rarement dans le monde. Bien sûr, l'événement colonisateur français est présent – et l'on pourrait aussi le mettre en « compétition » avec la place de la Chine, de l'Union Soviétique, des États-Unis, voire du Japon (non évoqué dans les articles). Mais cette temporalité dominatrice n'est pas la seule à avoir marqué durablement le Vietnam, la péninsule indochinoise, l'Asie du Sud-Est en général. La structure politique a aussi discuté et discute toujours avec le patrimoine au sens le plus large du terme. La circulation diachronique et synchronique d'images, de musiques, d'us et de coutumes, entre les sphères politique et publique implique des phénomènes de communication qu'il faut progressivement mettre au jour. C'est le sens des textes qu'on va lire. Déjà fruits de recherches conséquentes, faisant l'état des lieux des équipements et des questionnements, ils sont surtout programmatiques. Ils obligent à moissonner d'autres données et à les interroger plus en profondeur. Concrétisée par tous ces objets, la circulation entre toutes ces sphères n'est pas que d'informations, elle est aussi de biens et de personnes. Les démarches sont à la fois historiographiques, ethnographiques, économiques. Elles nécessitent entretiens et données factuelles. Elles obligent à une grande culture de nombreux champs : les Sciences de l'Information et de la Communication dans l'espace vietnamien (et/ou du Sud-Est asiatique) sont, de fait, marquées par une interdisciplinarité qui peut, en retour, questionner les recherches en SIC en général. Il reviendra progressivement aussi de théoriser des objets à l'évidence communicants comme les cérémonies et des situations marquées de façon tout aussi évidente

au sceau du Politique. Angkor avec Isabelle BRIANSO, le héros Tran Hung Dao avec Thi Hong Ha HOANG, les Rois Hung avec Thi Thanh Phuong NGUYEN-POCHAN, les monuments d'Hanoï et les entreprises françaises avec Minh Nguyet NGUYEN méritent ainsi d'entrer au patrimoine du REVESIC qui sera, lui-même, produit et producteur d'interculturalité.

LE « MUSÉE ANGKOR » : UNE DÉLECTATION CULTURELLE ENTRE MYTHE COLONIAL ET RÉALITÉ TOURISTIQUE

Isabelle Brianso[1]

Angkor ! À cette simple évocation littérale c'est tout l'imaginaire de l'Indochine coloniale qui n'a cessé de fasciner explorateurs, scientifiques, administrateurs coloniaux et touristes dès le milieu du XIXe siècle jusqu'à aujourd'hui (Demay, 2011). « Redécouverts » par Henri Mouhot (1826-1861), les temples khmers construits entre le IXe et le XIVe siècle sont étudiés, conservés, dessinés puis mis en scène par l'État impérial allant jusqu'à reproduire à échelle réelle (moulages) le gigantisme de l'art angkorien. Témoins architecturaux de la « Perle de l'Asie », ils sont présentés et exposés aux visiteurs lors des Expositions universelles et coloniales (Marseille en 1906, puis Vincennes en 1931) comme vitrine de l'Empire. L'Indochine française est considérée comme la plus riche des colonies (Farrère, 1924) et les temples d'Angkor sont utilisés par l'administration coloniale comme outil de propagande « [...] légitimant, sur place et en dehors de l'Hexagone, la présence et la « mission civilisatrice » de la métropole impériale » (Klein, 2013, 27).

Ce gigantisme fascine spécialistes et néophytes qui s'empressent de venir admirer l'exotisme monumental à l'occasion de l'Exposition coloniale de 1931. Près de huit millions de visiteurs viennent y admirer temples, *apsara* et art khmer. Cet engouement va perdurer jusqu'à nos jours par l'inscription (1992) du site archéologique d'Angkor sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO avec près de six millions de visiteurs internationaux attendus en 2020.

Ainsi, notre propos est de nous interroger sur l'intérêt suscité par le « musée Angkor » (site patrimonial) auprès de touristes-visiteurs dans l'histoire contemporaine du Cambodge (XIXe-XXIe siècles). Une délectation culturelle ancrée dans l'imaginaire colonial de visiteurs éclairés pour les uns, aux touristes de masse pour les autres, induit par l'inscription des temples d'Angkor sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO.

*Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse (UAPV). Centre Norbert Elias – UMR 8562 (EHESS, CNRS, UAPV, AMU). Courriel : isabelle.brianso@univ-avignon.fr

Les premières structures muséales d'art khmer à Paris

C'est au Château de Compiègne que Louis Delaporte (1842-1925) ouvre en 1874[2] le premier musée français d'art khmer suite au refus du Musée du Louvre d'accueillir les nombreuses caisses expédiées d'Asie, non sans difficultés techniques et administratives. L'art khmer est inexistant en Europe à cette époque comme le souligne Louis Delaporte dans son rapport (1873) au ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts : « [...] la vue de ces restes imposants [ruines d'Angkor] m'avait fait concevoir dès lors le désir d'enrichir notre musée national de quelques-unes de ces richesses artistiques dont il n'existe encore aucun spécimen en Europe [...] » (Baptiste, 2013, 115). Pourtant ce nouvel espace muséal ne répond pas à toutes les attentes que Louis Delaporte ambitionne pour ses collections d'un genre nouveau dont il souhaite un dessein plus grand, à Paris. En effet, « le château de Compiègne [...] n'a rien de ce qu'il faut pour devenir un musée. [...] » (Baptiste, 2013, 117), car les vitrines et l'ameublement « jurent » selon lui.

Il lui faudra attendre l'Exposition universelle de 1878, puis celle de 1889 afin d'entrevoir un projet muséal à part entière, constamment fragilisé par des incompréhensions esthétiques, des enjeux politiques ou encore un manque crucial d'espaces d'exposition. Pourtant, les collections d'art khmer du musée de Compiègne s'installent dans l'aile de Passy au Trocadéro. Mal reçues par les hommes des arts, elles connaissent néanmoins un intérêt et une curiosité de la part de la presse et du grand public. Malgré les tourments, le Palais du Trocadéro résiste à son destin « d'édifice provisoire » dont la destruction était prévue dès 1878. Le bâtiment est réutilisé et voit naître en son sein le musée d'Ethnologie du Trocadéro dans lequel un espace est réservé aux collections khmères. En sous-sol dans un premier temps, suscitant ainsi l'indignation de la presse évoquant des « Bouddhas accroupis dans la contemplation du néant », puis au musée des Antiquités cambodgiennes du Trocadéro[3] mieux connu sous l'appellation du Musée indochinois.

Dans ce contexte, de nombreux objets sont présentés au public tant des pièces uniques d'art khmer collectées lors des expéditions de Louis Delaporte au Cambodge que des moulages en plâtre qui vont participer à une instrumentalisation par la mise en scène d'Angkor comme « traduction » du point de vue. Selon Falser (2013) cette utilisation coloniale d'éléments décoratifs peut être critiquable, car « il s'agit d'une appropriation esthétique de l'architecture « orientale » à destination de musées et de projets d'exposition élitistes « occidentaux » [et] il s'agit de l'annexion, pour des motifs politiques, de

l'héritage architectural asiatique aux canons du patrimoine culturel des colonisateurs […] » (Falser, 2013, 125-126). Des surmoulages sont produits pour les différents pavillons d'Angkor lors des Expositions universelles et coloniales bien que l'exposition de moulages au milieu d'originaux ait déjà été utilisée par Louis Delaporte à Compiègne.

Si certains auteurs (Falser, Baptiste) y voient une instrumentalisation sans équivoque par l'État colonial dont l'acmé sera donnée par les architectes Alexandre Marcel (1860-1928) et Auguste Delaval (1875-1962) en la reconstitution à l'identique (forme et taille) de temples spectaculaires, c'est le visiteur qui expérimente les premières scénographies d'immersion. En effet, « le visiteur, une fois gravies les marches qui montaient à la pagode, pouvait profiter du formidable panorama sur la tour Eiffel nouvellement ériger […]. Il pouvait aussi pénétrer dans la structure, descendre l'escalier intérieur décoré d'une suite des mêmes décors, pour arriver dans une grotte étonnante […] » (Falser, 2013, 129).

Une mise en scène au service du pouvoir colonial

En cette fin de XIXe siècle, la France coloniale met en scène les temples d'Angkor pour assoir sa puissance politique, idéologique et économique au vu d'une Europe fragilisée par des relations franco-allemandes tendues, suite de la guerre de 1870, et des rivalités stratégiques et politiques entre impérialismes européens (France, Angleterre, Pays-Bas). C'est une véritable démonstration de pouvoir et de conquête qui est présentée aux visiteurs et hôtes diplomatiques lors de ces grandes expositions. La fabrication et les projets de moulages à échelle 1 soulignent la démesure des efforts déployés par les nations pour « impressionner » leurs voisins. Ainsi, dans son ouvrage (1881) *Les Arts méconnus. Les nouveaux musées du Trocadéro,* Émile Soldi (1846-1906) mentionne la maquette en plâtre exposée à Compiègne comme élément pédagogique à la meilleure compréhension de l'architecture khmère. Falser considère que cet outil muséal « devait jouer […] un rôle essentiel dans la propagande coloniale française concernant l'Indochine : selon Soldi, le ministère de l'Instruction publique avait envisagé la réalisation d'une maquette à échelle 1 […] pour faire contrepoids à l'immense pavillon indien voisin dans la section britannico-indienne de l'Exposition universelle de 1878 […] » (Falser, 2013, 128). Citons également la « pagode d'Angkor » de 1889 qui reproduit à l'identique l'imposante tour centrale du temple d'Angkor Vat aux dimensions monumentales. Rien n'est trop grand afin de saisir les visiteurs et justifier ainsi les bienfaits et les missions de l'État impérial.

Si les démonstrations monumentales font foi en métropole, il en va de même concernant l'archéologie *in situ* à Angkor par la création en cette fin de XIXe siècle de l'École française d'Extrême-Orient[4] (EFEO). Comme le souligne Lorin (2012), les puissances coloniales européennes rivalisent aussi par l'exploration et la recherche scientifique *in situ* qui vont servir de prétexte à la mise en récit par l'exposition tant par les collections que la photographie. Témoin des nouvelles techniques de restauration (anastylose) et d'avancées de chantiers de fouilles (Poujol, 2010), la photographie comme l'illustration (Flon, 2015) vont nourrir l'imaginaire collectif vu depuis la métropole. L'archéologue est perçu comme un aventurier et témoin privilégié de la construction mémorielle du passé faite de découvertes spectaculaires relayées par la presse à un public tenu en haleine.

Les photographies prises à Angkor par les premiers photographes comme Émile Gsell (1838-1879) ou le Britannique John Thomson[5] (1837-1921), documentent les premiers inventaires scientifiques qui fournissent encore aujourd'hui des informations précieuses non seulement matérielles relatives aux structures architecturales elles-mêmes, mais aussi anthropologiques liées aux modes de vie, aux usages et à l'organisation des espaces aux abords des temples. Par ailleurs, l'EFEO est aussi un instrument scientifique au service de l'État colonial, où plutôt un « collaborateur immédiat du gouvernement » (Salaün 1903, 354) comme le souligne en 1903 Louis Salaün (1874-1914) dans *L'Indochine*.

Plus récemment, la photographie est intrinsèquement liée aux pratiques communicationnelles des touristes-visiteurs à Angkor qui témoignent ainsi de leurs présences et souvenirs grâce aux réseaux sociaux comme le soulignent Conord et Jonas (2013) : « le souvenir immédiat [...] via Facebook ou Flickr, révèle le désir de figer le flux du temps et de dire : "J'y étais, en voici la preuve" » (Conord et Jonas, 2013, 19).

Angkor : du musée à la Liste du patrimoine mondial de l'humanité

En 1907, Henri Parmentier (1871-1949) architecte à l'EFEO crée la « Conservation des monuments d'Angkor » en tant que réserves archéologiques *in situ* à des fins scientifiques, d'études et de conservation des temples. Collections uniques qui participent également à la construction politique et coloniale française dans la région, car les deux institutions[6] « sont partie intégrante du nouveau système administratif indochinois mis en place, légitimes au même titre que ses chapitres économiques, fiscaux ou politiques. [...] » (Lorin, 2008, 113-114). Ainsi, l'administration coloniale décide, avec le soutien du

Roi Preah Bat Sisowath (1840-1927), la création d'un musée[7] national d'art khmer à Phnom Penh répondant à l'esthétique architecturale locale malgré les troubles économiques occasionnés par la Première Guerre mondiale. En ce début de XXe siècle, Angkor s'inscrit assurément comme la « vitrine » patrimoniale légitime (musée urbain *vs* musée de site) soulignant ainsi les efforts déployés par l'État colonial tant en métropole qu'en Asie du Sud-est à l'instar des autres « impérialismes européens rivaux par sites archéologiques interposés » (Lorin, 2008, 114).

L'Exposition coloniale de 1931 va restituer aux visiteurs la démesure des travaux architecturaux et archéologiques mis en œuvre au Cambodge dont le seul but est d'impressionner par la reproduction (moulages) du « musée » Angkor. Dans ce contexte colonial (1893-1953) puis postcolonial, la France va néanmoins savoir préserver, non sans difficultés, ses liens diplomatiques et scientifiques tant dans l'étude *in situ* que le processus d'inscription du site sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO (Brianso, 2016b). En effet, le Cambodge contemporain va connaître une période de bouleversements politiques majeurs (régime Khmer rouge, occupation provietnamienne) dans la seconde moitié du XXe siècle qui aura de lourdes conséquences pour les temples d'Angkor (pillage, minage, trafic illicite, destruction volontaire, etc.) et ses populations.

À l'aube des années quatre-vingt-dix, le sauvetage des temples d'Angkor par l'UNESCO après plus de vingt ans de conflit armé se traduit par une fabrique géopolitique de reconstruction menée par la communauté internationale (UNESCO, France et Japon) sur un vaste périmètre archéologique (401 km²) meurtri par la guerre. Le site inscrit au patrimoine de l'humanité[8] se compose de paysages naturels, des monuments et des villages s'étendant sur un territoire agricole dont les perspectives de développement socio-économiques vont s'avérer très ambitieuses. Ainsi, cet « écosystème patrimonial » fragile va connaître de profonds déséquilibres générés par un tourisme international de masse qui s'installe dès le début des années 2000 dans la ville de Siem Reap et sa périphérie, car seuls six kilomètres la séparent des temples. Si l'effet de levier escompté est atteint en un temps record (2000 à 2010) pour la région de Siem Reap/Angkor grâce aux bénéfices du tourisme, les indicateurs de développement pointent néanmoins des menaces majeures tant écologiques que spéculatives (fonciers) sur ce site patrimonial sujet à des tensions plurielles (acteurs, gouvernance, etc.).

En plus d'un siècle, les visiteurs à Angkor ont évolué au fil des missions d'exploration, des modes, des guerres et des publicités. S'il est difficile

de dresser le portrait type du visiteur flânant à Angkor, on peut néanmoins en retracer les évolutions.

De l'habitant aux touristes-visiteurs : une réception plurielle et complexe

Les récents travaux d'archéologie urbaine à Angkor ont montré le tracé de plans parfaitement dessinés dans la forêt comme le souligne Jacques Gaucher (2004) à Angkor Thom, ancienne capitale des rois khmers dont « […] le plan reconstitue [ra] la complexité d'une ville qu'il conviendra, à l'avenir, de rendre à la mémoire de ses habitants […] » (Gaucher, 2004, 58). En effet, les premiers visiteurs à Angkor sont ses habitants qui, depuis les périodes archaïques, sont installés en Pays khmer ou « Royaume du Funan » (Ier siècle de notre ère) en tant qu'espace commercial, politique, culturel, religieux et éducatif. Notons que le site a connu des dynamiques démographiques d'occupation de l'espace qui ont fluctué au cours de son histoire, suite au déclin de l'Empire (XVe siècle) puis aux grands bouleversements idéologiques des années 1970 (régime khmer rouge). De même, l'inscription des temples d'Angkor sur la Liste du patrimoine mondial a accéléré le processus de migrations internes, notamment à Siem Reap et dans les villages épars du périmètre archéologique.

Les villageois d'Angkor entrent et sortent à leur guise dans les zones[9] protégées bien que le site soit réglementé (horaires, tarification) pour les touristes et les étrangers de passage. Ainsi, le nombre d'habitants implantés dans le parc archéologique a connu une hausse très significative entre 2009 et 2013 avec un taux de croissance de 9,5 % pour cette période (Khun-Neay, 2013, 27), soit une estimation de 120 000 habitants[10] (2010) selon l'ANA[11] correspondant à quelque 21 500 familles. Ce pic démographique résulte principalement du développement touristique de la région de Siem Reap/Angkor générant un flux massif migratoire de la part des populations locales issues des provinces voisines dont les revenus mensuels ne dépassent pas les 30 dollars américains. Tout au long de l'histoire angkorienne, les villageois ont entretenu des relations privilégiées à la terre et aux temples (Thibault, 1998 et 2004), bâtis entre le IXe et le XVe siècle, dans un environnement végétal (forêt) ancré dans l'immatérialité du territoire.

Ainsi,

> « Angkor Vat, isolé de la forêt par ses douves, était de tous les monuments du groupe, le mieux placé pour échapper à l'envahissement par la végétation, et par suite à la ruine. Resté de tout temps un lieu de

> pèlerinage pour les Khmers, il n'a cessé d'ailleurs d'abriter à l'intérieur de son enceinte, après l'instauration du Bouddhisme du Petit Véhicule, des pagodes […] » (Glaize, 2003, 76)

Villageois et touristes se croisent à Angkor. Les uns immergés dans un quotidien millénaire ponctué de constructions et de déconstructions politiques successives, les autres appréciant la beauté esthétique du lieu, les ruines clairsemées dans la végétation qui forment un équilibre fragile, idéalisé et spectaculaire comme témoin matériel de l'histoire locale. Notre propos n'est pas d'opposer deux « points de vue » de réception du site archéologique (habitant *vs* touriste), mais d'en comprendre les singularités. À l'instar des populations locales, les volumes de touristes internationaux à Angkor s'accroissent d'après un modèle d'hyper-fréquentation des grands sites patrimoniaux européens (Brianso, 2017). Ainsi, Angkor devrait accueillir près de six millions de visiteurs d'ici 2020 selon les projections statistiques (2012) du Ministère cambodgien du Tourisme. D'après les données quantitatives de l'ANA, les publics étrangers (Europe, Asie, Amérique du Nord) composent l'essentiel des volumes de fréquentation, soit trois millions de visiteurs en 2014, parmi ces derniers les visiteurs asiatiques (Extrême-Orient et Asie du Sud-est) sont très majoritaires. Nous sommes donc loin des premiers voyageurs et administrateurs européens éclairés du XIXe siècle empreints d'un imaginaire artistique, littéraire et colonial. Les publics français sont ceux qui passent le plus de temps sur le site (trois jours en moyenne) avec un intérêt toujours constant pour l'histoire, l'architecture et la « redécouverte » des temples par les archéologues de l'EFEO.

Conclusion

En deux millénaires, Angkor a su résister aux vicissitudes du pouvoir (politique, économique et religieux) et des occupations successives tout au long de son histoire. Toutefois, le site aura servi bien des desseins politiques et idéologiques, dont celui de l'État colonial (Protectorat français au Cambodge : 1863-1946) en quête d'une puissance supranationale scellant *a posteriori* les liens diplomatiques (franco-khmer) au service du sauvetage des temples, désormais reconnus pour leur « valeur universelle exceptionnelle ».

L'inscription des temples (1992) sur la Liste du patrimoine mondial en péril a ainsi ouvert la voie au développement à l'ère du tourisme mondialisé en apaisant les tensions militaires dans la région après plus de vingt ans de conflit armé. Désormais, plusieurs millions de visiteurs internationaux arrivent à Siem Reap à la recherche de nouvelles expériences touristiques et culturelles que semblent promettre le site

archéologique et sa région. Précisons que ce phénomène d'attraction touristique par la masse est également observé en Thaïlande et au Vietnam offrant des mises en perspectives de territoires comparés.

Par ailleurs, la réception du site d'Angkor par les visiteurs (habitants *vs* touristes) est loin d'être suffisamment étudiée malgré la création d'un Observatoire permanent des publics au début des années 2000. En effet, les enquêtes qualitatives menées en sciences de l'information et de la communication (Le Marec, 1993) sont encore trop marginales pour examiner les parcours de visite des hauts lieux du patrimoine mondial dans la région[12] alors qu'elles permettraient une connaissance approfondie des représentations, des motivations et des pratiques culturelles.

La démocratisation du « musée Angkor » reste donc à nuancer, notamment par l'hyper-fréquentation du site qui génère des dynamiques de développement effrénées, fragilisant le site dans son écosystème patrimonial (nature, culture) et créant des tensions entre les acteurs du territoire. Aujourd'hui, la légitimité de l'UNESCO à Angkor, et plus largement en Asie du Sud-est, demande à être questionnée malgré les bénéfices indéniables d'une telle labélisation internationale, alors que cette quête de patrimoine a induit une nouvelle délectation culturelle (Cambodge, Vietnam, Thaïlande, Laos) ancrée dans la masse, bouleversant ainsi l'imaginaire de l'Indochine française exposée à Paris au temps des colonies.

Bibliographie

Baptiste Pierre, « De la quête d'une collection à la naissance d'un musée » in Baptiste P. et Zéphir T., éditions Gallimard *Angkor : naissance d'un mythe. Louis Delaporte et le Cambodge,* 2013, p. 115-123.
Brianso Isabelle, « L'inscription des temples d'Angkor sur la Liste du patrimoine mondial : Analyse de la fabrique politique et patrimoniale par l'UNESCO », in Guillaud D., Juhé-Beaulaton D., Cormier-Salem M-C. et Girault Y., éditions IRD-Karthala *Ambivalences patrimoniales au Sud : mises en scène et jeux d'acteurs*, 2016b, p. 97-120.
Brianso Isabelle, « L'expérience de visite des touristes chinois à Versailles : entre stéréotype et représentations », in Jacobi D., *Homo turisticus*, Revue *Communication & Langages*, 2017. (à paraître)
Conord Sylvaine et Jonas Irène, « Les visiteurs photographes du musée Rodin » in Chaumier S., Krebs A. et Roustan M., *Visiteurs photographes au musée*, La Documentation Française, 2013, p. 19.
Delaporte Louis, *Voyage au Cambodge. L'architecture khmère,* éditions Delagrave, Paris, 1880, 480 p.

Demay Aline, *Tourisme et colonisation en Indochine (1898-1939)*, Thèse de doctorat en histoire et géographie du tourisme, Université de Montréal et Université Paris 1, Paris, 2011, 439 p.
Falser Michael, « Un regard sur la collection des moulages d'Angkor de Louis Delaporte » in Baptiste P. et Zéphir T., éditions Gallimard *Angkor : naissance d'un mythe. Louis Delaporte et le Cambodge,* 2013, p. 125-131.
Farrère Claude, *Mes voyages. La promenade d'Extrême-Orient,* éditions Flammarion, Paris, 1924, 284 p.
Flon Emilie, « Les illustrations du passé archéologique : entre interprétation scientifique, témoignage et mémoire sociale » in Tardy C. et Dobedei V., éditions OpenEdition Press, *Mémoire et nouveaux patrimoines*, 2015.
Gaucher Jacques, « Angkor Thom, une utopie réalisée ? Structuration de l'espace et modèle indien d'urbanisme dans le Cambodge ancien », in *Arts asiatiques*, vol. 59, N° 59, 2004, p. 58-86.
Glaize Maurice, *Les monuments du groupe d'Angkor*. 6e édition, Paris, Maisonneuve, 2003, 285 p.
Khun-Neay Khuon, « Patrimoine et population dans le site d'Angkor », in *Revue du Patrimoine mondial*, N° 68, 2013, p. 28-30.
Klein Jean-François, « Angkor et le Cambodge : ambivalence en situation coloniale (1866-1909) », in Baptiste P. et Zéphir T., éditions Gallimard *Angkor : naissance d'un mythe. Louis Delaporte et le Cambodge,* 2013, *p.* 27-37.
Le Marec Joëlle, *Publics et Musées*, n° 3, numéro thématique *Du public aux visiteurs* dirigé par Le Marec J., Lyon : PUL, 1993.
Lorin Amaury, « L'archéologie au service de la colonisation ? », *Les nouvelles de l'archéologie* [En ligne], 128 | 2012, mis en ligne le 16 août 2012, consulté le 4 février 2015. URL : http://nda.revues.org/1648; DOI : 10.4000/nda.1648.
Lorin Amaury, « La « découverte » française du site : autour de Paul Doumer et de la Fondation de l'École Française d'Extrême-Orient », in Tertrais H., éditions Autrement *Angkor VIIIe-XXIe siècles. Mémoire et identités khmères,* 2008, p. 108-121.
Poujol Isabelle, « Les fonds photographiques de l'EFEO », in éditions Paris-Musées *Archéologues à Angkor. Archives photographiques de l'École française d'Extrême-Orient,* 2010, p. 59-62.
Salaün Louis, *L'Indochine,* Paris, Imprimerie nationale, 1903, 436 p.
Soldi Emile, *Les Arts méconnus. Les nouveaux musées du Trocadéro,* Paris, éditions Ernest Leroux, 1881, 531 p.
Thomson John, *The Antiquities of Cambodia : a series of photographs taken on the spot,* Edimbourg, Edmonston & Douglas, 1867, 16 p.-[12] f. de pl. (I-XVI) : Photogr. pos., plan, fac-sim, rel. d'éd. ; oblong 28 x 39 cm.

Thibault Christel, « Terres spoliées, terres minées. Les obstacles au retour des réfugiés cambodgiens et les contraintes de la reconstruction nationale », in Cambrézy L. et Lassailly-Jacob V., éditions IRD *Populations réfugiées. De l'exil au retour*, 2004, p. 353-376.
Thibault Christel, *Siem Reap-Angkor. Une région du Nord-Cambodge en voie de mutation*, Paris, Grafigéo/Prodig, 1998, 152 p.

Notes

1. L'auteure a séjourné 12 mois au Cambodge / Autorité Nationale APSARA sous l'égide de l'UNESCO et Ambassade de France à Phnom Penh.
2. Inauguration du musée le 15 août 1874.
3. Ce musée d'art khmer à Paris ferme ses portes en 1936.
4. L'EFEO est créée en 1898 par Paul Doumer (1857-1932).
5. *The Antiquities of Cambodia : a series of photographs taken on the spot* (1867).
6. EFEO et « Conservation d'Angkor ».
7. Le musée fut inauguré le 13 avril 1920 sous le nom de Musée Albert Sarraut.
8. Site culturel inscrit en 1992 sur la Liste du patrimoine mondial en péril – critères : (i), (ii), (iii) et (iv).
9. Il existe cinq zones de protection du site archéologique délimitées à partir d'un plan de zonage « ZEMP ».
10. 1992 : 22 000 habitants ; 1998 : 84 000 habitants ; 2005 : 100 000 habitants.
11. ANA où Autorité Nationale APSARA, administration publique en charge du site inscrit par l'UNESCO.
12. Huit sites inscrits au Vietnam, six sites inscrits en Thaïlande, deux sites inscrits au Laos et deux sites inscrits au Cambodge.

PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL OU SUPERSTITION

La cérémonie de Trần Hưng Đạo au Việt Nam

Hoang Thi Hong Ha*

Le culte du héros est un culte typique vietnamien. Parmi les héros vénérés partout au Việt Nam, Trần Hưng Đạo, né Trần Quốc Tuấn, (1228-1300) est l'un des plus connus. Trần Hưng Đạo s'est rendu célèbre en défendant trois fois avec succès le pays contre les attaques des Mongols-Yuan en 1258, 1285 et 1287. Deux identités lui sont associées, la première est celle d'un héros et la deuxième celle d'une divinité. Dans la pensée populaire, Trần Hưng Đạo est considéré comme une divinité ou Đức Thánh Trần, à l'origine une personne céleste envoyée sur Terre pour aider les Vietnamiens à expulser les envahisseurs étrangers. Le peuple vietnamien l'a mythifié comme un esprit magique capable de neutraliser toute sorte de mauvais esprit et l'a doté de pouvoirs surnaturels et d'une personnalité surhumaine. L'espace de ce culte traverse le Vietnam du nord au sud et a pris différentes formes : des fêtes et des rituels dont la possession considérée comme du « folklore » et du « patrimoine culturel immatériel », mais aussi comme de la « superstition ».

Au cours des dernières années, les chercheurs vietnamiens ont porté leur attention sur le culte autochtone. La cause de cette attention académique est la revitalisation rapide du culte chez les Vietnamiens alors que le Việt Nam a conclu le Renouveau 1986. L'ouvrage *Hero and Deity : Tran Hung Dao and the Resurgence of Popular Religion in Vietnam* (Phạm Quỳnh Phương : 2006) relate les recherches sur le héros Trần Hưng Đạo dans un contexte de résurgence de religion populaire : il apporte quelques éclairages pour comprendre la transformation presque immédiate de ce personnage historique en héros de la patrie, objet d'un culte initié dès après sa mort. Nous allons surtout étudier la manière dont le culte a évolué car le culte à Trần Hưng Đạo a non seulement traversé sans encombre les siècles dans ses développements étatiques et populaires mais il n'a, en plus, jamais été dissocié des rites de possession, ce qui permet de renforcer sa dévotion auprès de gens ordinaires.

*Docteur,Paris Ouest Nanterre La Défense, Laboratoire d'ethnologie et de sociologie comparative UMR 7186. Courriel : hoang.paris10@gmail.com

Selon quel processus, faisant intervenir quels agents, ce personnage a-t-il accédé au statut de divinité ? Quelle fut l'attitude du gouvernement communiste à l'égard de ce héros et de son culte ? Quelles sont les caractéristiques des pratiques médiumniques qui permettent d'entrer en communication avec lui et avec les membres de sa lignée ? Comment l'attitude du régime communiste envers ces pratiques a-t-elle évolué ? L'intérêt de ce questionnement déborde l'étude de Trần Hưng Đạo. Il peut permettre de mieux comprendre l'évolution dans le temps des rapports que les sphères politique et religieuse entretiennent dans ce contexte national.

Du point de vue méthodologique, l'étude combine l'approche ethnohistorique aux techniques classiques de la démarche ethnographique que sont l'observation des pratiques et le recueil du discours, généralement sollicité par l'entretien semi-directif, et parfois aussi saisi sur le vif dans le cadre d'échanges non directifs. J'ai mené des entretiens informels et officiels auprès de plusieurs catégories de personnes concernées plus ou moins directement par le culte : les médiums et officiants des rituels, les villageois et enfin des fonctionnaires opérant dans divers services administratifs (villages, communes, provinces, administration centrale), notamment ceux ayant trait à la promotion de la culture et aux affaires religieuses.

Trần Hưng Đạo, grand héros ou divinité sacrée ?

Trần Hưng Đạo est à la fois un héros historique et une divinité haut placée dans le panthéon vietnamien. Son culte prend certes sa source dans des hauts faits d'armes ayant contribué à forger la gloire du pays mais sa transformation de personnage historique en figure de la mythologie découle d'un long processus d'élaboration réalisé en étroite synergie par la « grande » tradition textuelle (celle des récits officiels) et la « petite » tradition contextuelle (celle de la tradition orale), telle qu'elle s'est développée au fil des siècles dans un grand nombre de localités témoins de ses actes héroïques. Selon un processus d'élaboration dont la nature restera malheureusement à jamais insondable, les pouvoirs de protection qu'il avait démontrés face à des adversaires théoriquement plus puissants ont progressivement débordé le registre militaire pour s'appliquer à toutes les sphères où la population Kinh était confrontée à l'adversité - sphères de la vie privée ou publique, individuelle ou collective. Instauré garant de l'intégrité territoriale, de l'unité sociale et de l'unicité culturelle du pays face aux velléités assimilatrices de l'impérialisme chinois, il en est venu, par l'instauration d'un culte d'État et l'expansion parallèle d'une ritualité villageoise alimentant la mythologie officielle par ses miracles, à être l'opérateur principal de la lutte contre toutes les

menaces portées au développement de la vie, que celles-ci puissent affecter l'équilibre du microcosme corporel (maladies physiologiques graves, troubles comportementaux, blocages du potentiel reproducteur), ou le sociocosme au sens large (inondations, incompatibilité du destin des enfants et des parents de nature à miner le fonctionnement de la cellule familiale, agressions extérieures). En adéquation avec le lien que la pensée vietnamienne établit entre la fonction régulatrice de l'empereur et son ascendance divine en qualité de « fils du ciel », Trần Hưng Đạo profita très rapidement après sa mort d'une assimilation de ses accomplissements militaires avec une ascendance divine en faisant le délégué de l'Empereur de Jade sur terre. D'autre part, Trần Hưng Đạo est considéré comme le Père, en symétrie avec la Mère des Quatre Palais. Dans la tradition vietnamienne, si on pratique le culte de la Mère, on doit pratiquer le culte du Père.

La cérémonie de Trần Hưng Đạo

Vocations médiumniques

Depuis la libéralisation des activités religieuses des années 1990, le rituel de possession est assez répandu et il n'est pas difficile de rencontrer des médiums. Au cours de ma recherche j'ai contacté des gardiennes des temples honorant Trần Hưng Đạo pour participer à leurs cérémonies et c'est dans ces circonstances que j'ai rencontré des médiums, dont la plupart officient à la fois dans les rites des Quatre Palais et dans ceux voués à la famille Trần[1].

Les médiums rencontrés dans un premier temps ne réalisaient qu'une incarnation de la divinité Trần. Si dans leurs incarnations des Quatre Palais ils dansent avec l'épée et des drapeaux, ils ne peuvent cependant pas se soumettre aux ordalies propres au culte Trần comme se percer les joues, s'inciser la langue ou mettre dans sa bouche de l'huile bouillante. Durant quatre mois, de mai à août 2014, j'ai cherché en vain ces médiums spécifiques. Les gardiens des temples m'expliquaient :

> « Maintenant, il n'y a pas beaucoup de médiums pour accomplir le rituel de la famille de Trần. C'est trop dur. Avant, le gouvernement croyait que c'était de la superstition, le médium devait abandonner son métier. Il ne le transmettait pas aux générations suivantes et son métier s'est perdu. De plus, hormis l'anniversaire de la mort de Trần Hưng Đạo, il n'y a pas beaucoup des cérémonies ».

À mon retour au Vietnam en novembre 2014, j'ai poursuivi mes investigations en contactant l'Institut privé de recherche sur les capacités surnaturelles de l'homme au Vietnam, le Centre de recherche UIA (Département de la technologie de communication et de

l'information appliquée au potentiel humain en lien avec les phénomènes surnaturels)[2], enfin le Centre de communication avec les esprits à Hà Nội. Grâce à cette dernière association j'ai pu trouver un médium de la famille de Trần. Contrairement à mon attente, ce médium était jeune, né en 1983. Natif à Hải Phòng, diplômé de la Faculté d'administration de l'université d'Hà Nội, il est marié et le couple a un garçon. Actuellement, il est président du club « pratiquer le zen bouddhique Viet », mais aussi du club « le monde des esprits mystérieux » et vice-président de la société Étoile du Sud. Dans le cadre de la première association, il enseigne à des centaines de personnes la pratique du bouddhisme zen à Hà Nội, Hải Phòng et Hải Dương. Il organise aussi des activités charitables comme distribuer de la nourriture aux malades d'hôpitaux à Hà Nội. Ses activités associatives font l'objet d'une publicité sur son compte Facebook. Par contre ses activités médiumniques n'y sont pas mentionnées.

Après la fin de ses études de Bac+3, le jeune homme a travaillé dans le comité de rédaction d'un journal à Hà Nội. Ne pouvant plus supporter le stress occasionné par cette activité, il s'est alors mis à fréquenter pagodes et temples en quête de spiritualité. Selon ses dires le premier temple qu'il fréquenta était voué à un culte à la divinité Trấn Vũ symbolisant le nord dans la tradition taoïste et dont les attributs sont le serpent et la tortue. Rapidement il fut séduit par le culte de la famille de Trần et entra spontanément dans l'état de possession *áp vong* (littéralement : « appliquer/apposer l'âme », d'une réincarnation de défunt). Il raconte ainsi les circonstances de sa première possession :

> « Un jour, à la nuit tombée, je me suis rendu au temple de Ngọc Sơn où la divinité Trần Hưng Đạo est vénérée. J'ai demandé aux gardiens l'autorisation de m'y recueillir. Je suis alors resté sans connaissance toute la nuit. Même si je n'avais étudié auparavant que la pratique du zen bouddhiste je pouvais être initié, car je pouvais m'asseoir en tailleur et contrôler mon souffle. Quand j'ai recouvré mes esprits je suis rentré chez moi, mais le phénomène s'est répété et m'a obligé à chercher des médiums pour me guérir, sans résultat. Un jour que je visitais le temple Ngọc Sơn, comme à l'habitude, je rencontrai un vieillard encore vert qui allait devenir mon maître (...). C'est un médium expérimenté qui habite au bord de la mer, dans la province de Thái Bình ou dans des lieux historiques attachés aux Trần. Ses ancêtres depuis plus de dix générations vénèrent des divinités de la famille de Trần et ils sont des médiums talentueux. Autrefois être médium était considéré comme un métier, mais durant la période de collectivisation, l'activité fut associée à de la superstition et interdite. Mon maître a reçu le don de son père, mais devenant vieux il était en quête de quelqu'un pour continuer. Même s'il a des enfants il ne leur transmet pas son don car ils n'ont pas de grande vertu. Selon mon maître, pour devenir

> un médium de la famille de Trần, il faut avoir le talent et la vertu. Sinon, le médium peut exploiter la confiance du peuple et agir en escroc avec déloyauté ».

Ayant trouvé un maître, le jeune homme, dont le patronyme est Lê, adopta un nom de cérémonie pour se faire appeler *Lê Thái Bình*, en référence à la province de Thái Bình où il a accompli le rituel pour devenir médium.

J'ai fait la connaissance du deuxième médium par l'entremise de l'Institut français de Hà Nội où il avait effectué à titre de démonstration une séance de possession en février 2011. Il habite dans la province de Nam Hà. Né en 1964, il n'a pas poursuivi ses études au-delà du collège et est célibataire. À la différence du précédent devenu médium par hasard, il a hérité la vocation de sa famille qui compte des médiums possédés par l'esprit Trần depuis cinq générations. Membre d'une fratrie de cinq, lui seul a été entraîné pour assurer des cérémonies de possession par son grand-père et son père. À treize ans, il a dû suivre le rituel pour devenir médium de la famille de Trần. Il est fier d'avoir pu ainsi perpétuer la tradition familiale. Il m'a confié :

> « Le rituel de médium est entré dans ma vie naturellement. J'ai regardé mon grand-père et mon père. J'ai appris dans mon cœur les étapes de la cérémonie sans enseignement. Je me suis habitué au transpercement de la langue et des joues. Devenir médium est évident pour moi et je veux garder un mérite élevé ».

J'ai rencontré le troisième médium par l'intermédiaire de la gardienne du temple de Bảo Lộc. Il vit dans la province de Bắc Giang. Né en 1945, avec un niveau d'instruction élémentaire, il s'est marié à une agricultrice qui lui a donné deux fils et deux filles. Il m'a confié avoir découvert sa vocation alors qu'il avait 14 ans et participait par hasard à une cérémonie de la famille Trần. Quand le médium officiant lors de cette séance fut incarné par la troisième divinité, il fut lui-même possédé et sa tête se mit à tourbillonner. Le même phénomène se reproduisit lors d'autres séances auxquelles il assista et le médium lui dit qu'il avait le potentiel du troisième fils de Trần. Il ajoute :

> « En assistant à la cérémonie en l'honneur de la famille de Trần, j'ai compris que j'avais le potentiel car je pouvais exécuter le rituel sans problème. Je pense que le troisième fils de Trần Hưng Đạo m'a choisi pour être son disciple ».

J'ai rencontré aussi des homologues féminins de moindre pouvoir. En assistant à des séances de possession, j'ai rencontré une médium

très connue à Thái Bình. Née en 1951 dans une famille d'agriculteurs, elle est célibataire et m'a dit que, lorsqu'elle était jeune, elle était une femme normale. Elle s'est mariée, mais n'a pas d'enfant. Un an après son mariage, alors qu'elle rentrait chez elle après le travail, elle fut victime d'une insolation. C'est une maladie banale mais qui, dans son cas, s'est avérée grave. Elle eut durablement des convulsions et de temps en temps des épisodes de folie. Son mari l'a alors quittée pour une autre femme. Sa famille chercha par tous les moyens à la guérir mais en vain. Elle grimpait aux arbres ou restait prostrée dans une rivière toute la nuit. Elle m'a raconté la circonstance fortuite qui a déclenché sa vocation :

> « Un jour, une femme passa dans mon village et me suggéra de soumettre son problème aux Mères des Quatre Palais lors d'une séance de possession. Suite à cette séance je fus miraculeusement guérie. Un jour, alors que je participais à la cérémonie de son maître médium au temple de Kiếp Bạc, je fus possédée par la deuxième fille de Trần Hưng Đạo. Je me soumis dans la foulée au rituel de titulature et suis devenue médium des Quatre Palais tout en pouvant exercer le rituel de Trần. Je peux me percer les joues et me transpercer la langue ».

Donnons encore un autre exemple de médium femme. Elle est née en 1960 et est mariée. Elle a deux filles et un fils. Elle habite dans la province de Nam Định et travaillait en tant que caissière dans une coopérative. Toutefois, après avoir échoué dans l'exercice de sa profession et avoir subi des revers de fortune, elle est allée de temps en temps prier aux temples. Elle m'a dit :

> « Autrefois, j'étais très intelligente. Je travaillais bien et gagnais beaucoup d'argent supplémentaire grâce au commerce des produits agricoles. En 2001, dans l'exercice de son commerce, mon mari a perdu tout ce que nous avions gagné, par négligence car il avait été escroqué. Dans le montant perdu, il y avait une somme que j'avais prise dans la caisse de la coopérative. Quand mon acte fut dévoilé, j'ai dû quitter mon travail. Cette année-là, mon dernier fils qui est le plus intelligent de la famille et est étudiant en première année a eu un accident de moto. J'étais anéantie. Je suis allée au temple de la divinité Trần dans l'espoir qu'elle me protège… Grâce à l'enseignement d'un vieux médium je le suis devenue moi-même. Actuellement, tous les membres de ma famille servent la divinité Trần. Ils m'aident dans la cérémonie de possession et dans toutes les activités religieuses. »

Incarnations principales

La possession est définie comme l'entrée de plusieurs « composantes immatérielles des esprits » dans le corps du médium. Chaque

incarnation débute par l'entrée de l'esprit dans le corps du médium. Pour le permettre, l'officiant pratique un rituel de demande aux esprits. Il se couvre la tête d'un voile rouge et l'esprit peut alors entrer dans son corps. Il revêt des vêtements spécifiques et pratique le rituel d'offrande de l'encens. Il est dès lors en position d'accomplir la mission de l'esprit (« faire la mission du mandarin »). Il s'anime, fait des grands gestes, danse au rythme des chants et de l'orchestre. Par la suite, il formule des recommandations pour guérir les malades, expulser les démons, sauver le pays et distribue les générosités porte-bonheur (Durand, 1959 : 14). La possession se termine par la sortie de l'esprit du corps du médium. Dans le culte de la famille Trần, la possession s'accompagne d'épreuves physiques censées non seulement prouver la présence de la divinité mais aussi effrayer les esprits maléfiques et les chasser.

Les Vietnamiens disent souvent : « Un morceau de générosité de l'esprit est plus sacré que plusieurs générosités du peuple ». Les participants pensent que le présent des esprits qu'ils ont reçu leur portera chance et que leurs sollicitations seront peut-être satisfaites. La distribution manifeste la générosité des esprits mais elle illustre aussi très clairement le rôle d'intermédiaire joué par le médium. Les participants sollicitent et prient les esprits en présentant des offrandes. Le plus souvent les requêtes sont formulées de manière assez conventionnelle et consistent en des demandes de richesse, de talent, de santé, etc. Les esprits répondent par des gestes d'acquiescement de la tête et par la redistribution plus ou moins importante de générosités. Enfin, le médium se recouvre du voile rouge. Il se croise les doigts au-dessus de la tête, frissonne et incline le corps en arrière pour signifier le départ de l'esprit.

Au terme de la première incarnation, le médium a conservé le voile sur sa tête pour commencer une deuxième incarnation, celle du fils aîné de Trần Hưng Đạo. La musique change alors d'air et le médium ouvre le voile, signe que la divinité est apparue. Dans cette incarnation, le médium s'y transperce la langue et crache du sang sur des papiers talisman qu'on nomme la « marque sanglante ». Ces marques sanglantes sont réputées très efficaces pour chasser les fantômes et les esprits.

La cérémonie de Trần Hưng Đạo du passé au présent

De l'époque coloniale au Renouveau de 1986

Pendant la période coloniale française, les érudits confucéens et les nationalistes vietnamiens étaient attachés au maintien de rituels célébrant la mémoire de ce grand patriote, en analogie avec les

grands personnages historiques commémorés par la nation française. La révolution d'août 1945 enclencha un long et complexe processus de décolonisation. Puis, à la suite des Accords de Genève de 1954, le Việt Nam dut aussi faire face à la partition du pays et conduire une nouvelle guerre pour la réunification face à l'impérialisme américain et à son armée, la plus puissante du monde. Trần Hưng Đạo resta à cette époque une référence incontournable en matière de patriotisme. Au cours des années 1950 à 1970, tandis que le nombre de festivals traditionnels était réduit par l'État communiste et que les temples étaient fermés, les célébrations de la date anniversaire de la mort de Trần Hưng Đạo furent maintenues par les autorités étatiques et locales. De leur côté, les autorités sudistes de la République du Việt Nam (1955-1975) instrumentalisèrent aussi les grandes figures historiques comme Trần Hưng Đạo à des fins de légitimation et de propagande politique.

Le Renouveau 1986 à nos jours

En 1986, le gouvernement vietnamien et le Parti communiste engagèrent une politique de rénovation par l'introduction d'une série de réformes qui marquèrent un tournant important non seulement dans le développement économique du Vietnam, mais aussi dans la vie sociale. Un relâchement relatif du contrôle de l'État sur la sphère religieuse s'amorçait en dépit de la promulgation en 1985 de l'article 199 du code pénal. À partir de 1986, la vie religieuse connait une ébullition sans précédent depuis l'arrivée au pouvoir des communistes avec la réouverture et la reconstruction des anciens temples et sanctuaires. Les habitants commencèrent à visiter les temples librement, à acheter et vendre des objets religieux et à s'engager dans des pratiques rituelles. Les fêtes de village reprirent et les gens partirent en quête des tombes perdues de leurs ancêtres. Les pratiques de la religion populaire jusqu'alors proscrites car jugées « superstitieuses » réapparurent et des croyances anciennes furent exhumées de la mémoire collective. Certaines d'entre elles furent réinterprétées par les autorités comme des croyances traditionnelles folkloriques ou des éléments d'une culture populaire désormais réhabilitée (Nguyễn Phương Thảo, 2003 : 92). Dans le même élan, des monuments telles les maisons communales autrefois considérées comme des instruments de l'élite féodale ou des foyers d'activité superstitieuse, furent désormais présentés comme de beaux exemples des arts de la nation et de la vitalité de ses traditions et de sa culture (Hà Văn Tấn et Nguyễn Văn Kự, 2014 : 48). Beaucoup de monuments commémorant les traditions militaires furent inscrits au patrimoine culturel de la nation. Les autorités les réhabilitèrent pour lutter contre la menace de nivellement culturel lié à la globalisation et exalter le patriotisme auprès des jeunes générations. Des cultes religieux populaires comme celui de Trần Hưng Đạo

redevinrent une part importante de la vie religieuse des gens de tous horizons.

En rapport avec ces évolutions, le Parti Communiste dut revoir en profondeur sa politique en matière religieuse. La première étape en ce sens fut un document publié à l'issue du 7e congrès du Parti communiste en 1991 : « La religion est un besoin pour une fraction du peuple. Le Parti Communiste et le Gouvernement respectent le droit à la liberté religieuse ou laïque du peuple ». Douze ans plus tard, une résolution du comité exécutif du PCV (25 NQ-TW) déclarera de même : « La religion et la croyance sont un besoin du peuple et coexistent avec l'édification du socialisme ». Enfin, dernière étape en date dans ce processus d'ouverture, dans la nouvelle Constitution promulguée le 28 novembre 2013 et entrée en vigueur le 1er janvier 2014, les droits de l'homme occupent une place prépondérante et le droit à la liberté religieuse y est élargi profondément sous tous ses aspects (article 24, chapitre II) :

1) Les êtres humains ont la liberté de croyance, de religion et le droit de pratiquer ou ne pas pratiquer une religion. Les religions sont égales devant la loi.
2) Les lieux de culte des croyances et des religions sont protégés par la loi.
3) Nul ne peut porter atteinte aux libertés de croyance et de religion, ni abuser des croyances et des religions pour contrarier la loi et les politiques de l'État » (Constitution 2013, édit lao dong 2014 : 20).

Comparée aux constitutions précédentes (1946, 1959, 1980, 1991), celle de 2013 consacre non seulement le processus de rénovation mais aussi celui de l'intégration dans le concert des nations et de l'adhésion à certaines des valeurs promues par les institutions internationales (ONU en particulier). Très significativement, le mot « citoyen » est désormais remplacé par le mot « être humain » et, en vertu de cette nouvelle sémantique, le droit à la religion n'est pas seulement reconnu comme un droit fondamental du citoyen, mais aussi comme droit fondamental de tout être humain, par alignement sur la charte fondatrice de l'ONU de 1946. Autrement dit, le fait de croire dans une religion n'empêche pas que l'être humain a le droit d'être un citoyen.

Dans une certaine mesure, la réévaluation par l'État de la religion populaire a également été influencée par un facteur externe - le rôle de l'UNESCO. En effet, dans le sillage de la Décennie mondiale des Nations Unies pour le développement culturel 1988-1997, la « culture nationale » est devenue une question centrale pour le Congrès. De

par cette influence externe mais aussi au vu de l'évolution rapide de la société créée par la politique de rénovation, le PCV prit rapidement conscience que la culture était à la fois le « fondement de la société et le moteur du développement », et que la religion était non seulement partie constitutive de la culture mais qu'elle pouvait aussi lutter contre le délitement des valeurs morales. Jadis considérée être une source d'aveuglement des masses populaires, la religion en vint par un complet renversement idéologique à être interprétée comme un facteur de bonne moralité, en même temps qu'un émulateur d'énergie en faveur du développement. En effet, dans le contexte de l'économie de marché, la pratique du culte pouvait aider le peuple à améliorer ses moyens d'existence par divers artisanats et commerces relatifs aux papiers votifs, à l'encens et à d'autres types d'offrandes (Marlarney, 2002 : 106).

Dès les années 1990, les « folkloristes », les ethnologues et les spécialistes d'autres disciplines en sciences sociales engagèrent des recherches sur les éléments culturels nationaux, en particulier ceux liés à la vie rurale, à l'agriculture, à l'économie et aux racines de la culture vietnamienne. Avec la réhabilitation des fêtes de village, la possession par les esprits qui avait toujours été considérée comme la forme la plus extrême de la superstition fut elle aussi réévaluée. Les danses religieuses, parfois associées à la transe et les chants des médiums furent traités comme des « spectacles traditionnels ». Le culte des Mères et aussi le culte de Trần Hưng Đạo furent officiellement considérés comme relevant d'une religion folklorique indigène au Việt Nam et « un musée vivant de la culture vietnamienne » et du folklore. D'une manière générale, la possession est encore considérée par une frange de l'opinion publique comme une activité superstitieuse qui reflète l'ignorance de ses adeptes. Un certain nombre d'intellectuels pensent que les pratiques d'automutilation parfois associées à la possession par l'esprit Trần, telles que strangulation, transpercement de la langue, etc., sont barbares et devraient être interdites, même si le point de vue contraire reste dominant. Ces tensions entre intellectuels compliquent la compréhension de leurs idées par le peuple et créent un dilemme pour l'État.

Celui-ci, dans les décrets qu'il a promulgués ces dernières années, reconnait certes la liberté de culte, mais cherche comme les gouvernements confucéens prémodernes et l'État marxiste d'avant 1986 à les contrôler. L'ordonnance 4/1998/TT, par exemple, encourage le culte des ancêtres, celui des héros et de tous ceux qui ont rendu un grand service à la nation, de même que le culte de « symboles traditionnels ». Par contre, elle interdit la propagation des activités superstitieuses. Il n'y a aucune indication explicite de ce qui est

et n'est pas considéré comme une superstition. La vénération de la divinité Trần est implicitement valorisée car elle est « traditionnelle et symbolique ». Cependant, de nombreuses activités religieuses associées à ces cultes, y compris la possession par les esprits, pourraient également être classées au rang des superstitions. Plus récemment, la résolution sur la religion du Comité central du parti communiste de 2003 insiste sur la nécessité pour le Parti d'exercer un contrôle étroit sur les religions, notamment l'Église bouddhiste unifiée, certains groupes Cao Đài ou Hoà Hảo, ainsi que les Églises protestantes qui ont connu un grand essor parmi les minorités ethniques. De même, la nouvelle ordonnance sur la Foi et la religion de 2004 donne des instructions précises concernant la gestion de la pratique religieuse. Elle condamne tout « abus de la liberté de croyance et de religion qui « menacerait la paix, l'indépendance et l'unité du pays ». Le décret d'application numéro 22 de l'ordonnance, votée en en mars 2005 exige l'enregistrement des églises protestantes locales.

Pour autant, le culte à Trần Hưng Đạo échappe à ce régime de conditions restrictives du fait qu'il est celui d'un héros : il n'a même jamais été aussi fort. Pour célébrer le 700e anniversaire de sa mort, l'État a investi des milliards de Dongs pour édifier des statues de Trần Hưng Đạo. En novembre 2003, les dirigeants de la délégation sportive nationale ont organisé un pèlerinage rituel au sanctuaire de Trần Hưng Đạo dans la province de Phú Thọ et au temple de Kiếp Bạc avant la cérémonie d'ouverture des 22èmes Jeux de l'Asie du Sud-Est. Lors des premiers jours du Nouvel an lunaire, le Président du Việt Nam a fait déposer des couronnes devant les statues des temples dédiés à Trần Hưng Đạo et a prié pour la réussite de l'année à venir. Plus surprenant encore au regard de la position officielle de l'État envers les pratiques médiumniques, en octobre 2006 des festivals de possession ont pour la première fois été officiellement supervisés par le Ministère de la culture et de l'information dans le cadre des célébrations de la date anniversaire de la mort de Trần Hưng Đạo. D'autre part, en 2013, le rituel dédié à la famille Trần a été retravaillé dans ses aspects liturgiques par la suppression notamment des mortifications afin de proposer à l'Unesco son inscription au patrimoine immatériel de l'humanité. Dans ce nouveau contexte, la possession par les esprits est considérée comme un élément du folklore et du « patrimoine immatériel », qui participe à l'héritage culturel et à la singularité du Việt Nam dans le cadre de la mondialisation.

Dans le domaine des arts, Trần Hưng Đạo est devenu le personnage central de plusieurs productions théâtrales comme « L'âme de Đại Việt ». C'est un théâtre rénové, écrit par Doãn Hoàng Giang, metteur en scènce et « artiste du peuple ». Il est joué par la troupe de théâtre

de la province de Nam Định, le lieu du village natal de Trần Hưng Đạo. Dans une scène de soixante-dix minutes, Doãn Hoàng Giang décrit le rôle de Trần Hưng Đạo dans la deuxième et troisième bataille contre le Mongol-Yuan. L'auteur évoque l'importance de Trần Hưng Đạo dans l'unification du pays. Les changements économiques ont aussi ouvert un nouveau champ pour le culte à cette figure héroïque. L'historien Dương Trung Quốc (2005) rapporte ainsi le vœu d'un homme d'affaires d'ériger la divinité Trần en patron spirituel de son entreprise. Il ne s'agit là que d'un exemple parmi d'autres de tentatives visant à capter le pouvoir de réussite dont est investi Trần Hưng Đạo pour assurer la croissance des entreprises privées. Conçu sous cet angle le général assume la même fonction que celle de Guan Yu en Chine.

Figure. La statue de Trần Hưng Đạo à l'embarcadère Bạch Đằng, Hồ Chí Minh Ville

Trần Hưng Đạo s'est non seulement affirmé comme l'une des principales, si ce n'est la principale, figure héroïque du Vietnam contemporain, mais il est aussi vénéré en France, aux États-Unis et en Australie où vivent de nombreux vétérans de la République du

Vietnam, du fait qu'il a servi de symbole aux deux régimes antagonistes de la République socialiste du Viêt Nam et de la République du Sud Viêt Nam. Ainsi, dans le cadre de mon séjour en France, j'ai appris par hasard que certains anciens fonctionnaires du régime de la République du Vietnam réfugiés en France pratiquent le culte de Trần Hưng Đạo mais en y rattachant une symbolique différente. Trần Hưng Đạo est célébré comme le saint patron des forces navales de la République du Vietnam. La cérémonie de culte est organisée dans une maison de la banlieue de Paris par un groupe de vétérans de la marine, chaque année, le 20ème jour du 8ème mois du calendrier lunaire, date de sa mort (qui correspond au mois d'octobre selon le calendrier grégorien). En octobre 2012, cette cérémonie commémorant les 712 années de la mort de Trần Hưng Đạo fut organisée avec la participation de vétérans venus de Belgique. Ces vétérans semblent vouloir élargir leur influence à tous ceux qui ont travaillé pour le compte de l'ancien régime du Sud. Pendant le rituel, les adeptes défilèrent devant une statue de Trần Hưng Đạo placée dans un jardin.

Des cérémonies analogues sont organisées aux États-Unis et en Australie. Dans ces rituels, l'image de Trần Hưng Đạo est toujours associée aux souvenirs amers de ceux qui ont dû fuir le pays et au désir revanchard de poursuivre la lutte contre les communistes. Ainsi le 13 septembre 2014, une statue et un temple voués à Trần Hưng Đạo furent inaugurés dans le quartier Hà Nội Plaza, Westminter, California, USA. Cette statue est figurée dans la même attitude (le général pointant la direction de l'ennemi) que celles érigées sous la République du Vietnam et que j'ai pu observer dans les villes de Hồ Chí Minh ville, de Vũng Tàu, de Nha Trang et de Bình Định.

La communication de Trần Hưng Đạo dans la vie des Vietnamiens

La fête de Côn Sơn à Kiếp Bạc où l'on vénère Trần Hưng Đạo fait l'objet d'une grande publicité dans les semaines qui la précèdent par le biais des médias de cette province de et d'affiches placardées dans les villes des alentours. Elle attire chaque année un nombre croissant de touristes venant de tout le Vietnam, mais aussi secondairement de touristes étrangers, certains tours opérateurs l'ayant inscrite dans leurs circuits.

D'après les statistiques que nous a fournies le comité d'administration du temple, le nombre annuel de ses visiteurs est passé de 183 000 en 1997 à 1,5 millions en 2012 et plus de 900 000 personnes l'avaient visité au premier semestre 2013. Le fait qu'à partir de 2006 la fête se

soit enrichie de séquences rituelles anciennes remises aux goûts du jour avec faste, mais aussi que les autorités soient désormais plus tolérantes envers les activités religieuses dont le site est le lieu, tout cela a sans doute contribué à consacrer l'évènement à la fois comme objet de consommation touristique et de pèlerinage.

Année	Prix du billet (VN dông)	Total des recettes	Montant de la dotation	Total en dông	Augmentation (%)
2003		557.678.000	465.954.000	1.023.632.000	111,2
2004		550.930.000	485.680.000	1.036.610.000	101,3
2005		625.439.000	833.092.000	1.458.531.000	140,7
2006	3.000	1.239.300.000	1.516.578.000	2.755.878.000	188,9
2007		2.173.535.000	2.190.929.000	4.364.464.000	158,4
2008		2.534.692.000	3.297.603.000	5.832.295.000	133,6
2009		2.988.267.000	4.548.154.000	7.536.421.000	129,2
2010	5.000	4.208.410.000	5.099.998.000	9.308.408.000	123,5
2011		4.531.762.000	7.047.804.4 00	11.579.566.400	124,3
2012	10.000	8.645.602.000	9.896.214.100	18.541.816.100	160,1
6/2013	10.000	5.460.690.000	7.910.666.000	13.371.356.000	72,1

Tableau 1. Recettes du temple de Kiếp Bạc.
(Source : comité d'administration du monument Côn Sơn-Kiếp Bạc en 6/2013)

Selon les chiffres fournis par le comité d'administration du monument, le tourisme récréatif dominerait cependant largement celui de type spirituel, dans une proportion de 80 contre 20 %. Comme le montrent les chiffres du tableau 1, les revenus issus de la fréquentation touristique du site sont une vraie manne pour les finances de la province de Hải Dương.

Conclusion

La popularité du culte à Trần Hưng Đạo s'est nourrie au fil des siècles des interactions entre ces préoccupations individuelles et collectives. Son avantage par rapport à d'autres pratiques religieuses est qu'il recouvre tout le spectre des médiations divines : de l'oracle moralisateur d'expression écrite à la divination personnalisée d'expression orale, voire purement physique car se manifestant par le biais de l'invulnérabilité à des épreuves corporelles qu'un être ordinaire ne pourrait surmonter.

Le culte à Trần Hưng Đạo a non seulement traversé sans encombre les siècles dans ses développements étatiques et populaires, mais il n'a en plus jamais été dissocié dans cette dernière version des rites

de possession qui l'ancrent dans les préoccupations immédiates des gens ordinaires. Cette dimension médiumnique a d'ailleurs fait l'objet d'une récupération récente par le parti-État vietnamien au nom d'un patrimoine immatériel qu'il entend promouvoir auprès de l'UNESCO, après que ce même État, dans les décades antérieures, ait cherché à tout prix de discréditer le *hầu đồng* au nom de la lutte contre les superstitions. À l'époque moderne, incluant la période coloniale française, la dimension médiumnique du culte a capté l'attention des chercheurs, tout en conduisant à des positions très tranchées des élites locales à son encontre au nom de la modernité. Pourtant si le culte à Trần Hưng Đạo est devenu si populaire à l'époque contemporaine, c'est sans doute moins du fait de la fonction mémorielle qu'il assumait en référence à ses grands faits d'armes que parce que la puissance qu'il incarnait était censée agir dans le temps présent par le canal du culte, mais aussi de manière plus dialogique par l'intermédiaire du médiumnisme.

En encadrant la religion populaire, l'État vietnamien actuel, comme ses prédécesseurs, cherche à renforcer sa légitimité et à consolider sa puissance (Anagnoste, 1994 : 225). Les héros apportent non seulement une légitimité aux praticiens religieux sur le plan local, mais aussi à l'État sur le plan national. Cette récupération des héros par l'État s'est faite malgré tout au prix d'une aseptisation laïcisante du culte à l'époque moderne. Le constat vaut pour le gouvernement communiste mais aussi avant lui, pour la manière dont les nationalistes envisageaient son culte à l'époque coloniale. Cependant l'État n'est jamais parvenu à dissocier le culte des pratiques qualifiées de superstitieuses, celles-ci ayant au contraire effectué un retour en force ces deux dernières décennies. Cela signifie que l'orientation religieuse du peuple vietnamien n'est pas si facile à « déraciner », ainsi que Hồ Tài Huệ Tâm (1983 : 39) l'a suggéré. Cela pourrait aussi signifier que la sécularisation marxiste était en fait « pour la forme » et d'une force insuffisante pour maîtriser l'appel de la religion. Il pourrait aussi refléter, comme je l'ai suggéré, le rôle crucial joué par la position ambiguë des autorités envers le culte qui résultait pour partie d'une tension entre les idéologies marxiste et nationaliste (dogme antireligieux *versus* symbole patriotique indissociable du fait religieux) et, pour partie de la pression exercée par la base sociale ; celle-ci restant très attachée aux éléments traditionnels du culte qui pour elle était la condition même de son efficacité.

Bibliographie

Anagnost Ann S., "The politics of ritual displacement," in Charles F. Keyes, Laurel Kendall, and Helen Hardacre (eds.), *Asian Visions of Authority: Religion and the Modern States of East and Southeast Asia*, Honolulu, Univ. of Hawai'i Press, 1994, p. 221-254.
Durand Maurice, *Technique et panthéon des médiums Viêtnamiens (Đông)*, Paris, École française d'Extrême-Orient, 1959, 333 p.
Dương Trung Quốc, *Việt nam những sự kiện lịch sử (les événéments historique vietnamien),* Hà Nội, Maison des éditions de l'education, 2005, 500 p.
Hà Văn Tấn et Nguyễn Văn Cự, *Đình Việt Nam (la maison commune vietnamienne)*, Hà Nội, la Maison des éditions en Sciences sociales, 2014, 416 p.
Hồ Tài Huệ Tâm, *Millenarianism and Peasant Politics in Vietnam*, Cambridge (Mass): Harvard University Press, 1983, 240 p.
Malarney Shaun K., "The Fatherland Remembers your sacrifice. Commemorating War Dead in Nord Vietnam" in HỒ Tài Huệ Tâm, *The Country of memoryte. Remaking the past in last socialist Vietnam*, University of California press: Berkeley, 2002, p. 46-76.
Nguyễn Phương Thảo, *Văn hóa dân gian Việt Nam, những phác thảo (le contour du Vietnam folklore)*, Hà Nội, la Maison des éditions de la culture et de l'information, 2003, 682 p.
Phạm Quỳnh Phương, *Hero and deity: Tran Hung Dao and the resurgence of popular religion in Vietnam*, Chiang Mai, Mekong Press, 2009, 277 p.

Notes

1. Ils sont rares car ils doivent être dotés d'une capacité supérieure en rapport avec la charge considérable de pouvoirs dont cette famille est investie. Faute de cette capacité ils pourraient mourir dans les phases d'incarnation les plus dangereuses.

2. Créé le 21 Avril 1993 dans le but de chercher les ossements égarés de soldats, les épaves de bateaux perdus en mer et d'aider à l'identification des coupables dans les affaires criminelles.

L'ENJEU CULTUREL ET PATRIMONIAL DANS L'INVENTION DU MYTHE FONDATEUR DE LA NATION VIETNAMIENNE

Thi Thanh Phuong Nguyen-Pochan*

Depuis l'ouverture au monde du Vietnam[1] et la promulgation de la résolution du Parti communiste vietnamien (PCV)[2] en 1998 convenant de « préserver et valoriser la culture vietnamienne avancée et riche de l'identité nationale », les pratiques cultuelles et traditionnelles prospèrent dans tous les domaines. La floraison[3] de fêtes rituelles, festivals folkloriques et cérémonies cultuelles pointe un phénomène qui, sans être nouveau, demeure significatif dans le Vietnam contemporain : le retour aux sources et aux valeurs traditionnelles. Avec l'adhésion à la *Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel* le 19 octobre 1987 et à la *Convention du patrimoine culturel immatériel* de l'Unesco en 2006, la dynamique nationale s'oriente désormais nettement vers la reconnaissance mondiale des patrimoines culturels[4], souvent justifiée par la nécessité d'une promotion touristique à des fins économiques. Néanmoins, au-delà de ces enjeux, cette résolution vise à exalter le nationalisme culturel à l'aune du modèle de l'État-nation moderne de façon à renouveler et renforcer la légitimité du PCV : l'engagement dans la politique de l'Unesco n'est qu'un catalyseur contribuant à exacerber ce processus.

Enjeu du nationalisme culturel dans la reviviscence de la légitimité du PCV

L'importance que l'État-Parti accorde au phénomène du retour aux sources identitaires et culturelles s'explique d'emblée par l'impact de l'intégration économique au monde. Pour sortir de son isolement après l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, le Vietnam a appliqué dans ses relations internationales des politiques « multilatérales et diversifiées »[5]. Or la diplomatie tous azimuts, qui a vocation à exhiber son ouverture d'esprit, est contrariée par des politiques internes que caractérisent un durcissement moral et un repli identitaire. Selon Thayer, l'ouverture au monde extérieur « a provoqué des

*Doctorante du CEMTI – Université Paris VIII Vincennes-Saint Denis. Courriel : than-hphuong@gmail.com

expressions d'une anxiété profonde, sinon la peur que ce processus puisse saper le système du Parti unique » et que « la «menace de l'évolution pacifique» de la part des idéologues [n']affecte le rythme de l'intégration du Vietnam » (1999 : 14, 19). Pour les fractionnistes conservateurs, l'intégration internationale n'apporte pas seulement des avantages, elle pose également des défis non négligeables à la survie du régime, la sécurité interne et la perte d'identité au sein de la culture mondiale. Lorsqu'une vision manichéenne se voit remplacée par la conception d'un monde multiple, la définition des défis se réactualise ; désormais, les menaces proviennent tant de l'intérieur que de l'extérieur. Des termes nouveaux importés de Chine depuis la normalisation des relations (novembre 1991) apparaissent alors dans le vocabulaire politique : « évolution pacifique », « auto-évolution », « auto-transformation », « révolutions des couleurs politiques », « défis sécuritaires a-traditionnels », etc. L'État-Parti recourt à de nouvelles mesures d'autodéfense combinant habilement fermeté et souplesse : « stratégies de protection de la Patrie dans la nouvelle situation »[6], relevant du domaine de la sécurité nationale ; rectification et renforcement de la direction du PCV dans la construction du Parti[7] ; exaltation de la solidarité nationale axée sur l'origine et la tradition communes[8]. Dans ses campagnes d'épuration des éléments internes corrompus, moralement aliénés, bureaucratiques…, le Parti loue l'exemplarité morale des dirigeants[9], une référence explicite à la méthode de gouvernance par l'éthique confucéenne. Woodside a remarqué que la séparation entre politique et éthique, généralisée en Occident depuis Machiavel, demeurait inachevée au Vietnam (1976 : 40). Pour Nguyễn Khắc Viện, « les marxistes vietnamiens considèrent le confucianisme et l'œuvre des lettrés comme un patrimoine national que doit assimiler la société nouvelle » (1962 : 26). Le PCV s'efforce également de moraliser la société tout entière par le biais des traditions spirituelles héritées du passé confucéen, en adéquation avec le modèle culturel du pays : « La morale était un terrain où presque tous les Vietnamiens se sentaient encore compétents pour juger ce qui est bon ou mauvais dans les comportements » (Marr, 1981 : 55). D'une manière plus large, il cherche à aligner la légitimité de l'État-Parti sur celle de la Patrie (qui se définit exclusivement dans les termes culturels de la cohésion nationale) et les figures communistes sur les héros nationaux (de Tréglodé, 2001) ; à rapprocher les masses populaires et laborieuses du « peuple élu » et à incorporer les récits de résistance de l'ère Hô Chi Minh dans les mythes héroïques de la nation - l'inscription du culte d'Hô Chi Minh dans le système du culte des ancêtres, des saints et des génies protecteurs du pays témoignant d'une posture « naturelle »[10].

Or le retour aux sources et valeurs moralistes ne relève pas d'une continuité naturelle de la tradition, mais bel et bien d'un nationalisme culturel visant à renouveler et renforcer la légitimité du Parti. La « re-traditionalisation idéologique », souligne Geertz, n'est jamais « un traditionalisme naïf », mais « une stratégie symbolique » répondant aux tensions dans un moment historique donné (1973 : 219). Le Parti a pris très tôt conscience de l'importance de l'identité nationale dans son projet politique[11]. Si la construction de l'idéologie nationaliste s'est mise en marche dès les premiers jours de l'instauration de l'État-nation moderne[12] (la République démocratique du Vietnam en 1945), elle est toutefois demeurée dans le non-dit du fait de la subordination idéologique à la IIIe Internationale[13] (Komintern) et des impératifs de la propagande en temps de guerre. Depuis le « Renouveau », la reconnaissance officielle par le pouvoir central de l'héritage historique et culturel de la nation permet une médiation et une médiatisation élargies des études portant sur la culture et l'identité nationales, parmi lesquelles l'ère des rois Hùng – personnages mythiques considérés comme les ancêtres de la nation – constitue un sujet-clé étudié à partir des années 1960 (Phan, 2012 : 35). Ainsi, l'idée nationale a toujours servi de fondement idéologique à la pérennité du PCV[14] et, dans le contexte actuel, sa force motrice se réactualise dans le projet du nationalisme culturel.

Selon A. Smith, l'idéologie nationaliste est « une manière de traiter le "problème de sens"« qui emprunte la voie réformiste pour apaiser la tension entre le passé et la modernité. Elle devient ethno-nationalisme lorsque le sens est recherché dans une « essence » ou une « solution ethnique » (1991 : 278, 277). Le nationalisme vietnamien revêt une connotation ethnique dans la mesure où ses solutions s'orientent nettement vers la communauté de l'ethnie dominante[15], définie comme une communauté de destin ; il puise sa force motrice dans les mythes pérennes de la culture existante et prend appui sur la croyance subjective en une communauté d'origine[16]. Dans le même temps, il définit et redéfinit en permanence les frontières ethniques par rapport à un Autre menaçant qui s'exprime souvent par l'hostilité ou le rejet envers le modèle qu'il imite[17]. La construction idéologique du nationalisme vietnamien fait du ressentiment envers la Chine l'un de ses mytho-moteurs, comme l'illustre la circulaire n° 2662[18] du ministère de la Culture, du Tourisme et du Sport : elle vise l'élimination des éléments « non conformes aux coutumes pures et aux belles mœurs vietnamiennes » dont les exemples, cités dans le JT du 8 novembre 2014[19], se réfèrent sans ambiguïté aux objets et symboles importés du modèle chinois et servent à illustrer la politique de rejet de la culture étrangère. Ainsi, la vocation nationaliste des politiques de l'État-Parti relève à nos yeux d'une solution réformiste face aux tensions historiques plutôt que

d'une instrumentalisation des significations culturelles. Autrement dit, elle renvoie au choix des dirigeants communistes, volontaire et en partie sincère, d'adhésion à la vision nationaliste, qu'ils préfèrent qualifier de « patriotique », dans la construction de l'État-nation. Produit de l'Histoire, certes, le nationalisme culturel n'en est pas moins largement fabriqué. Les « traditions inventées » consistent à reformuler les traditions anciennes comme une réponse à la transformation de la société, et leur particularité « tient au fait que leur continuité avec ce passé est largement fictive » (Hobsbawm, 2012 : 31, 28). Elles visent principalement à fonder le sentiment d'appartenance à une communauté imaginaire (Anderson, 2002). Les pratiques de préservation sélective des traditions et la folklorisation de la culture dite authentique sont révélatrices de cette invention : elles consistent à identifier un point zéro (origine imaginée), à la faire revivre par des performances culturelles et, enfin, à la muséifier par la décontextualisation de la tradition (Salamink, 2003 : 33).

Dans la constellation des mythes nationalistes (Girardet, 1986 : 20), le culte des rois Hùng occupe une place centrale en raison de l'engouement populaire pour le culte des ancêtres et de sa capacité à rassembler largement les Vietnamiens, y compris ceux vivant à l'étranger, au sein d'un bloc de solidarité nationale. Dans son discours prononcé à l'occasion du Nouvel An lunaire de 2015[20], TrươngTấn Sang, président de la République, a exalté « le lien consanguin existant depuis l'ère de la construction de la nation des rois Hùng, et demeuré inchangé entre les descendants de *Lạc Hồng*[21] » (*sic*). Lors de sa rencontre avec des Vietnamiens aux États-Unis en juillet 2015, le Secrétaire général Nguyễn Phú Trọng a tenu ces propos : « Nous sommes les Vietnamiens. N'importe où et dans n'importe quelle circonstance, nous le pensons toujours […] À l'étranger, nous propageons la culture vietnamienne, montrons notre mode de vie exemplaire et faisons respecter les autres : voilà les Vietnamiens, les descendants de Lạc et de Hồng. » Le culte des rois Hùng fait en outre l'objet de nombreux documents officiels : en 2001, un décret gouvernemental l'insérait dans la liste des grandes fêtes nationales ; le 2 avril 2007, l'Assemblée nationale introduisait dans le Code du travail un jour férié spécifique pour honorer les rois Hùng ; une directive du comité central du 22 juillet 2010 réglemente la fréquence des grandes fêtes. Suite à la soumission du dossier en mai 2012, l'Unesco inscrivait officiellement le culte des rois Hùng, en décembre de la même année, sur la liste du Patrimoine culturel immatériel de l'humanité.

Ainsi, la politique culturelle du régime actuel ne s'éloigne pas significativement des théories nationalistes en vigueur sous le régime du Sud. Elle semble se rapprocher, par exemple, de l'engouement de Kim

Định (philosophe nationaliste du Sud) pour les « ancêtres parfaits » incarnant l'âme de la nation et nourris par le culte des ancêtres. Le discours du JT de 19 heures révèle significativement le nationalisme culturel de l'État-Parti dans la période actuelle. Par exemple, dans le JT du 10 avril 2011, le journaliste affirme que la particularité de la culture vietnamienne s'exprime dans le culte des ancêtres communs de la nation que sont les rois Hùng : « La preuve vivante de ce culte est attestée par le fait que plus de 80 millions de descendants de *Lạc Hồng* vivant au Vietnam ont édifié plus de 1 400 lieux de culte en hommage à ces rois ».

Les cérémonies en hommage aux rois Hùng à la Télévision nationale

La performance médiatique, qui constitue un nouveau terrain pour l'expression cultuelle, participe activement à la dynamique de réinvention des traditions. Sous le contrôle étroit de l'État-Parti[22] et bénéficiant du statut ministériel, la Télévision vietnamienne (VTV) fait partie des six médias politiquement les plus influents, dont les directeurs généraux sont obligatoirement membres du comité central du PCV. Le caractère officiel et représentatif de son journal de 19 heures, qui est sa vitrine dans sa stratégie politique d'information, est illustré par le fait que toutes les chaînes ont l'obligation de le retransmettre à la même heure.

Afin d'éprouver l'hypothèse sur l'exaltation du nationalisme culturel du régime actuel, nous avons choisi de traiter deux retransmissions d'événements cérémoniels sur un intervalle de cinq ans : le premier extrait (JT du 23 avril 2010) dure 5 minutes 20 secondes ; le second, d'une durée de 2 minutes 57 secondes, date du 28 avril 2015. Suite à l'entrée en vigueur, en 2007, de la loi du travail concernant ce culte, l'année 2010 marque la première année où la cérémonie est organisée selon le protocole national et célébrée par le président de la RSVN. L'intervalle de cinq ans entre ces deux extraits permet d'expliciter à la fois la continuité dans la politique rituelle de l'autorité centrale et le changement significatif dans la conduite de cette cérémonie.

Les méthodes d'analyse

Nous analysons les récits de ces événements dans la perspective pragmatique de la narratologie, qui se donne pour objectif d'examiner la temporalisation des actes et des paroles, c'est-à-dire le processus d'attribution des rôles (y compris celui du téléspectateur) pour aboutir à un jugement temporel (Arquembourg, 2005 : 32), et permet également d'observer comment la pratique médiatique fait émerger ces cérémonies comme des événements publics (Quéré, 1996). Selon

Quéré, la combinaison pragmatique de la problématisation par le média à partir d'une description de la situation générale (le champ problématique) et de la publicisation médiatique (le champ pratique) est susceptible de faire apparaître un phénomène social sous la forme d'une action publique – forme extrême d'un événement médiatique (1995 : 106). Pour Ricœur, un événement n'a de sens qu'en se temporalisant : le temps événementiel est le creuset de la fusion des horizons temporels (coréférence) ; la cohérence narrative permet d'expliquer son sens car raconter signifie émousser le tranchant de l'événement. En d'autres termes, le sens ne s'éprouve que dans le vécu temporel propre de l'événement et le croisement du collectif et de l'individuel (1985).

Ce qui permet aux deux événements cérémoniels d'apparaître comme une manifestation de la culture est la signification publique du culte des rois Hùng, ancrée dans l'Histoire du pays : comme l'énonce C. Geertz, « la culture est publique parce que la signification l'est » (1998, note 19 : 7). Le récit de ces rois s'inscrit dans une longue histoire d'édification de la nation moderne. Le discours historique adressé par le président Hô Chi Minh aux soldats de la Division principale 304, lors de sa visite au temple des rois Hùng en 1954, sert habituellement de date de référence : « Les rois Hùng ont grandement contribué à la fondation de la nation, nous devons la protéger ensemble. » Soixante ans plus tard, le JT de 19 heures affirme que ce discours, « prononcé devant l'âme sacrée des ancêtres nationaux », « garde toute son actualité, à savoir le lien inséparable entre la construction et la protection de la nation et celle de la valorisation de la grande solidarité nationale .» (JT du 18 septembre 2014) Ces célébrations marquent sans doute la réactualisation d'un récit ancien, mais leur caractère nouveau tient au renouvellement de l'esprit contemporain ainsi qu'à la performance télévisuelle.

Les manifestations cérémonielles se caractérisent par leur temporalité propre, qui n'est celle ni des événements d'information ni des cérémonies non médiatisées, mais du « récit identificatoire » médiatique. Nous entendons par récit identificatoire, l'événement qui suscite le sentiment d'appartenance à un monde commun ou à un état de communion. Bien qu'il revête les caractères du récit médiatique (cohérence narrative lâche, clôture inachevée…), sa double temporalité va dans un sens mythique et non historique : le récit s'oriente rétrospectivement vers le point d'origine imaginé, et prospectivement vers un futur identique à l'âge d'or imaginé. Il possède son propre champ d'action (personnages, rapports, types d'action…), qui tourne autour de l'axe du « temps fort » anhistorique : il fait revivre le « temps prestigieux du commencement » et les « actes exemplaires »

(Eliade, 1963 : 32). Mais, si le récit identificatoire peut être expérimenté comme un événement, c'est parce qu'il renvoie également à la « structure événementielle » (Koselleck, 1990 : 137) permettant au public d'expérimenter l'expérience historique d'un événement qui advient au monde au travers du processus d'attribution temporelle des rôles des acteurs dans le récit médiatique.

Dans l'espace de la communication télévisuelle, l'aspect performatif de l'événement relève généralement de la « feintise » (Jost, 1995), c'est-à-dire de l'ensemble des procédés et dispositifs télévisuels conçu pour orienter le regard du téléspectateur dans le monde représenté. Nous recourons également aux apports théoriques de Soulages concernant les procédés télévisuels et à ceux d'Odin concernant les effets de communication issus de la construction d'un monde diégétique.

La retransmission de deux cérémonies

Dans les deux reportages, la construction du monde diégétique se réalise d'abord par l'apparition répétitive du même cadre d'une succession de scènes. Cette scène « théâtralisée » reposant sur « une forme d'immobilisme du sujet regardant », surdétermine la performance filmique avec son cadre-scène « pluriponctuel » (Soulages, 2007 : 32-33). Les premières séquences se composent d'une succession de scènes de la procession cultuelle. Ces scènes construisent mentalement un monde où elles font entrer directement le téléspectateur de par sa familiarité avec les signes de la culture : lieux sacrés du culte (mont Nghĩa Lĩnh, temple Kính Thiên), disposition des marqueurs identitaires (chaise à porteurs sacrée, fleurs et offrandes, costumes traditionnels, protocoles rituels) ou des marqueurs discursifs se référant au monde cultuel (officier, autel des ancêtres de la patrie, haut sanctuaire, vénération, culte, esprit sacré, volutes denses du souffle sacré). Par l'effet de son habitus culturel, le téléspectateur reconnaît le monde perçu qui s'accompagne de surcroît d'une musique traditionnelle. La narration journalistique suit le déroulement de la cérémonie, obéit au code rituel (usage du lexique cultuel dans la description de l'événement et attribution des rôles des acteurs conforme à une cérémonie cultuelle) et accentue l'effet du monde cérémoniel exposé à la réception du téléspectateur. L'information est d'ordre descriptif dans la mesure où la narration journalistique active le processus de la diégèse chez le téléspectateur, lequel réside dans la construction d'un monde, plutôt que celui de la narrativisation, consistant en la construction d'un récit. La diégèse « fournit des éléments descriptifs dont l'histoire a besoin pour se manifester […] elle offre un ensemble de structures relationnelles sans lesquelles une histoire ne pourrait même pas exister. » (Odin, 2000 : 22). Le cadre-scène alterne avec le

cadre-parcours qui, étant un « dispositif de monstration », démultiplie les effets de réalité du monde représenté par « la taille de l'écran de télévision », *comme si* l'événement était en train de se dérouler devant le téléspectateur (Soulages, 2007 : 38). La construction du monde diégétique, dans ce cas précis, s'effectue selon un mode que nous qualifions de « mythificalisant » (Nguyen-Pochan, 2015) : à la différence des modes fictionnalisant et documentarisant présentés dans l'étude d'Odin (2000), le mode mythificalisant se réfère au rapport entre le téléspectateur et un monde surdéterminé (et non ceux de la fiction et du réel) : il s'agit du monde des ancêtres et des figures symboliques dans un passé imaginé dans lequel se projette le téléspectateur, non en tant que sujet du réalisme psychosocial mais en tant que membre de la culture (sujet symbolique). Ce dernier n'exprime pas le désir du réel ou celui de la fiction, mais le désir de fusion dans la communauté identitaire. Son vécu symbolique renvoie à la croyance en l'existence transcendantale des êtres primordiaux (ancêtres, dieux, forces naturelles…).

Les deux reportages relayent ensuite, par le biais du commentaire journalistique et aussi, dans le premier extrait, de la voix du Président rapportée directement, le même discours officiel de reconnaissance où se mêlent les récits mythiques sur les grands apports des rois ancestraux et ceux, historiques, du Président Hô Chi Minh et des enfants de la Nation tombés pour que survive la Patrie. Ils évoquent le discours historique de l'Oncle en 1954 et affirment la force symbolique de ce culte pour la solidarité nationale ainsi que la signification cruciale des rois Hùng dans l'Histoire : « Premier État indépendant et souverain des anciens Viets » et la période qui « vit l'édification de la nation, de la culture et de la tradition spirituelle vietnamiennes ».

Figure 1. JT du 23 avril 2010 et
Figure 2. JT du 28 avril 2015

Ces deux commémorations télévisées partagent également la temporalisation dichotomisée dans la représentation séparant deux mondes référentiels : celui de la légende ancestrale et celui du vécu

hic et nunc englobant la donnée primordiale (imaginée comme point d'origine de la culture) et la donnée actuelle du politique. Cette dichotomie se manifeste dans la monstration d'images chargées symboliquement des deux drapeaux juxtaposés (le drapeau traditionnel aux cinq couleurs et celui de la nation politique) et des habits portés par les dirigeants (tunique traditionnelle et costume occidental).

Cependant, les temporalités des deux programmes diffèrent tant dans l'attribution du rôle de l'officiant de la cérémonie que dans la frontière temporelle entre deux mondes référentiels. Dans le JT de 2010, le président Nguyễn Minh Triết assume le rôle d'officiant de la cérémonie. Or cette posture est théorique (attribué théoriquement par l'organisateur de la cérémonie) et non performancielle, à savoir qu'elle ne fonctionne pas effectivement dans monde cérémoniel (les signes révélateurs en sont, par exemple, son costume officiel et sa mise à distance par rapport à la performance cultuelle). Elle ne présente pas le président en tant qu'acteur, mais actant de la cérémonie : nous nous référons ici au modèle actantiel d'A. J Greimas, qui conçoit l'« actant » comme les faisceaux de fonctions inscrits dans les sphères d'action, et chacune des trois catégories actantielles (constituées de six actants) est articulée selon une relation téléologique et contractuelle (désir, communication, pragmatique) ; et l'« acteur » comme la traduction particularisée du modèle dans une histoire concrète (Greimas, 1986 : 174-183). Autrement dit, c'est la construction théorique préalable de l'actant qui distribue sémantiquement et syntaxiquement le rôle de l'acteur. Lorsque le président n'assure pas le rôle d'officiant attribué par le récit journalistique dans la cérémonie, son rôle se limite à la manifestation formelle d'une construction actantielle théorique. Le JT rapporte que le président « délègue au ministre adjoint de la Culture, du Tourisme et du Sport Lê Tiến Thọ » la mission de lire à sa place le compliment rituel ; ainsi, ce dernier se présente comme le véritable acteur officiant de la cérémonie. En d'autres termes, l'actant-sujet se divise en deux acteurs-officiants : l'un théorique et l'autre effectif.

Figure 3. L'officiant *par procuration* – JT du 23 avril 2010 et
Figure 4. L'officiant de la cérémonie – JT du 28 avril 2015

Le statut ambigu du président relève de la problématique des « deux corps du roi » (Kantorowicz, 1989) dans l'ère moderne : censé incarner la nation tout entière, le président n'est cependant qu'un roi sécularisé qui ne peut plus réciter par la voix religieuse de l'officiant les apports des ancêtres. Il se contente donc du discours d'un chef d'État moderne (directement rapporté et d'une durée de 2 minutes et 15 secondes), qui n'est quant à lui pas prononcé dans la tonalité rituelle de l'officiant mais sur le ton officiel d'un homme politique (son langage et sa posture), ce qui crée une note discordante par rapport à l'ambiance globale du reportage – une tonalité dissonante d'autant plus marquée que l'image du président, lisant son discours « destiné aux compatriotes vietnamiens dans l'ensemble du pays » (*sic*), s'affiche dans le cadre-fenêtre personnalisant sa présence, en rupture avec le cadre-scène dépersonnalisé de la cérémonie. La représentation dichotomisée de deux mondes de référence trouve son expression la plus significative dans celle de deux figures-acteurs (officiants effectif et théorique) et de deux types de discours (rituel et politique). Notons cependant que la voix cultuelle de l'officiant délégué, Nguyễn Tiến Thọ, ne se fait entendre que vaguement comme le fond sonore du reportage : « Au XXe siècle, Ho Chi Minh ouvrait la voie… »

Le décalage des deux temporalités dans la cérémonie a significativement évolué dans celle de 2015 où le rôle de l'officiant est cette fois attribué au gouverneur de la province de Phú Thọ (Chu Ngọc Anh), la cérémonie étant organisée au niveau provincial. Le président Trương Tấn Sang, chef de la délégation de l'État-Parti, est invité à venir rendre hommage aux rois fondateurs. Sa mise à distance vis-à-vis de la performance cultuelle est manifeste : habillé en costume occidental officiel, il se place derrière l'officiant, mettant ainsi en avant le rôle de l'officiant qui, revêtu quant à lui de l'habit traditionnel, déclame d'une voix chamanistique un discours politico-rituel :

> « Nous, les enfants, 63 provinces, 54 ethnies, sommes actuellement revenus à la racine. Nous, les enfants, prêtons serment devant l'esprit des ancêtres : tous ensemble, nous édifierons une nation prospère, protégerons la paix avec l'humanité pacifique, honorerons la quintessence de Hồng Lạc, ô quelle grandeur que le souffle puissant des rois Hùng » (*sic*).

La solennité de sa voix de récitant rituel est renforcée par les roulements de tambours cérémoniels et l'atmosphère de gravité au moment le plus sacré de la cérémonie.

Sans intervention politique du président, la tension entre les deux temporalités semble s'apaiser : la cérémonie se déroule de manière plus fluide, les effets du monde rituel s'accentuent et permettent

donc une communion plus profonde de la part du public. Si le premier événement se contentait de faire l'éducation de la tradition en récitant l'histoire légendaire de l'origine du peuple vietnamien (le récit mythique du couple *Lạc Long Quân – Âu Cơ* et de leurs cent œufs), le second se préoccupe davantage de la cérémonie. Force est de constater que ce dernier se montre bien plus performant en termes de médiatisation cérémonielle par l'interpénétration en douceur des deux temporalités.

Conclusion

Ces reportages sont des exemples-types d'une construction mythique du pouvoir reposant sur l'exécution d'un rituel sécularisé. Si le monde cultuel peut créer un état de communion dans la réception, c'est parce qu'il produit chez les téléspectateurs la sensation d'expérimenter ensemble mentalement le même événement au lieu de le pratiquer ensemble physiquement : en réalité, les pratiques cultuelles sont assimilées aux actions quotidiennes privées des Vietnamiens, elles sont la manifestation de la croyance intime et communautaire. Ainsi, la communion télévisuelle ne réside pas dans l'effacement de la frontière entre espace public et privé, mais dans la satisfaction d'un double registre, à la fois collectif et intime. La retransmission télévisuelle des cérémonies en hommage aux rois Hùng contribue à renforcer le sentiment d'appartenance à une communauté d'origine commune. Elle produit l'illusion selon laquelle les membres de la culture sont tous égaux devant des ancêtres divins et cherche à atténuer de manière illusoire des tensions sociales réelles par des opérations magiques relevant de l'expérience transcendantale de la culture. Or le manipulateur est susceptible d'être manipulé (Charaudeau, 2011) par sa propre logique. Loin de l'approche instrumentale de la manipulation, nous adhérons plutôt à l'approche culturaliste de l'ethno-nationalisme, en avançant que le recours aux idées nationalistes d'appartenance ethnique relèverait aussi d'une croyance effective du manipulateur en tant que membre de la communauté ethnique : le ressort culturel mobilisé pour manipuler autrui s'incorpore à son propre système de croyances. C'est sur ce terrain que nous tâcherons de découvrir la construction du nationalisme culturel par le biais de la production médiatique du mythe essentialiste, laquelle révèle, à nos yeux, le véritable enjeu de la politique culturelle et patrimoniale du régime actuel.

Bibliographie

Anderson Benedict, *L'imaginaire national. Réflexion sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 2002, 213 pages.
Armstrong John. A, *Nations Before Nationalism*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1982, 411 pages.
Arquembourg Jocelyne, « Comment les récits d'information arrivent-ils à leurs fins ? », *Réseaux*, n° 132, 2005/4, p. 27-50.
Bauer Otto, « Le concept de nation » (extrait de « La Question des nationalités et la social-démocratie », Vienne, 1907), *in* Haupt G, Lowy M. et Weill C., *Les Marxistes et la question nationale : 1848-1914*, Paris, François Maspero, 1974, p. 233-256.
Barth Fredrik, « Les groupes ethniques et leurs frontières », *in* Poutignat P. et Streiff-Fénart J. (dir), *Théories de l'ethnicité suivi de « Les groupes ethniques et leurs frontières » par Fredrik Barth*, Paris, PUF, 1995, p. 203-249.
Charaudeau Patrick, *Les médias et l'information. L'impossible transparence du discours*, Bruxelles, De Boeck Université, 2011, 255 pages.
Eliade Mircea, *Aspects du mythe*, Paris, Gallimard, coll. « Folio essais », 1963, 251 pages.
Geertz Clifford, « La description dense. Vers une théorie interprétative de la culture », trad.fr. A. Mary, *Enquête*, n° 6, version électronique, 1998, p. 2-20.
Geertz Clifford, *The Interpretation of Culture : Selected Essays*, NY, Basic Books, 1973, 470 pages.
Girardet Raoul, *Mythes et mythologies politiques*, Paris, Seuil, 1986, 211 pages.
Greimas Algirdas Julien, *Sémantique structurale : recherche et méthode*, Paris, PUF, 1986, 262 pages.
Hobsbawm Eric, « Inventer des traditions », in Hobsbawm E. et Ranger T., *L'invention de la tradition*, Paris, éd. Amsterdam, 2012, p. 27-41.
Huynh Kim Khanh, *Vietnamese Communism 1925-1945*, Ithaca, London, Cornell University Press, 1982, 379 pages.
Jost François, « Le feint du monde », *Réseaux*, vol. 13, n° 72-73, 1995, *L'économie des télécommunications*, 1995, p. 163-175.
Kantorowicz Ernst, *Les deux corps du roi. Essai sur la théologie politique au Moyen Âge*, Paris, Gallimard, 1989, 638 pages.
Koselleck Reinhart, *Le futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*, Paris, EHESS, 1990 (1979), 334 pages.
Marr David G., *Vietnamese Tradition on Trial, 1920-1945*, Berkeley, Los Angeles, London, University of California Press, 1981, 468 pages.
Nguyễn Khắc Viện, « Confucianisme et Marxisme au Vietnam », *La Pensée* (revue du rationalisme moderne), n° 105, 1962, p. 3-26.

Nguyễn Kim Loan, Nguyễn Trường Tân (dir) (2014), *La préservation et la valorisation des héritages culturels du Vietnam*, Hanoi, nxb. Văn hóa – Thông tin, 2014, 347 pages.
Nguyễn-Pochan Thị Thanh Phượng, « La mise en œuvre du dispositif de croyance dans la production télévisuelle des mythes. L'exemple du Journal de 19 heures de la Télévision vietnamienne », *Réseaux*, n° 190-191, 2015, p. 248-273.
Nguyễn Thị Thanh Phượng, « Le journal télévisé et la construction des mythes médiatiques dans le Vietnam contemporain », *in* Delavaud G. et Ballarini L, *Nouveaux territoires médiatiques*, Paris, Mare & Martin, coll. « Media Critic », 2014, p. 183-205.
Odin Roger, *De la fiction*, Bruxelles, De Boeck Université, coll. « Arts et cinéma », 2000, 183 pages..
Phan Huy Lê, *L'histoire et la culture vietnamiennes : approche locale*, Hanoi, nxb. Thế giới, 2012, 1018 pages.
Plamenatz John, « Two Types of Nationalism », *in* Eugene K., *Nationalism. The Nature and Evolution of an Idea*, London, Edward Arnold, 1976, p. 23-36.
Quéré Louis, « L'espace public comme forme et comme événement », *in* Joseph I., *Prendre place. Espace public et culture dramatique*, Paris, éd. Recherches, 1995, p. 93-110.
Ricœur Paul, *Temps et récit, tome 1 : L'intrigue et le récit historique*, Paris, Seuil, 1983, 319 pages.
Ricœur Paul, *Temps et récit, tome 3 : Le temps raconté*, Paris, Seuil, 1985, 426 pages.
Ricœur Paul, « Événement et sens », *Raisons pratiques*, n° 2, *L'Événement en perspective*, EHESS, 1991, p. 42-56.
Salemink Oscar, *The Ethnography of Vietnam's Central Highlanders. A Historical Contextualization, 1850-1900*, London and NY, Routledge Curzon, 2003, 383 pages.
Smith Anthony D., « La "légitimité dualiste", matrice du nationalisme ethnique », trad. C. Jaffrelot, in Delannoi G et Taguieff P-A (dir), *Théories du nationalisme. Nation, nationalité, ethnicité*, Paris, éd. Kimé, 1991, p. 256-283.
Soulages Jean-Claude, *Les rhétoriques télévisuelles. Le formatage du regard*, Paris, De Boeck/INA, coll. « Médias recherches », 2007, 153 pages.
Thayer Carlyle A., « Vietnamese Foreign Policy : Multilateralism and the Threat of Peaceful Evolution », in Thayer C. A. et Amer R. (eds), *Vietnamese Foreign Policy in Transition*, Singapore, Institute of Southeast Asia Studies, 1999, p. 1-24.
Tréglodé Benoît de, *Héros et Révolution au Viêt Nam : 1948-1964*, Paris, L'Harmattan, 2001, 445 pages.
Weber Max, *Économie et Société*, Paris, Plon, coll. « Recherches en sciences humaines », 1971, 651 pages.

Woodside Alexander B., *Community and Revolution in Modern Vietnam*, Boston, Houghton Mifflin Company, 1976, 351 pages.

Notes

1. La date de référence est le VIe Congrès national du PCV en 1986 (le « Renouveau »).

2. Résolution du Ve Congrès (session VIII), 16 juillet 1998

3. « Notre pays organise près de 8 000 fêtes rituelles dont 7 039 fêtes populaires, 544 fêtes religieuses, 332 fêtes révolutionnaires, 10 fêtes importées des pays étrangers et 40 autres. Ces fêtes rituelles reflètent un besoin vital de retour aux sources, aux pratiques religieuses, à l'équilibre spirituel et à la création culturelle du peuple », *in* rapport n° 248 du ministère vietnamien de la Culture, du Tourisme et du Sport, 28 octobre 2013.

4. Huit sites sont inscrits sur la *Liste du patrimoine mondial*, dix éléments sont classés sur les *Listes du patrimoine culturel immatériel* et le *Registre des meilleures pratiques de sauvegarde,* quatre patrimoines documentaires sont inscrits au *Registre Mémoire du monde.*

5. Cette politique internationale a été adoptée au VIIe Congrès du PCV de 1991. Le pays a normalisé ses relations avec les États-Unis en 1995 et est devenu membre de l'Asean (1995), de l'APEC (1998), de l'ASEM (1996) et de l'OMC (2007). Il a également été membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations unies (2008-2009).

6. Résolutions du VIIIe Congrès, session IX, 12 juillet 2003, et session XI, 25 octobre 2013 ; Directive n° 09/CT/TW, 1er décembre 2011 ; Décret gouvernemental n° 06/2014/ND-CP, 21 janvier 2014

7. Directive n° 29-CT/TW, 14 février 1998 ; Résolution n° 14-NQ/TW du Ve Congrès (session X), 30 juillet 2007 ; Résolution n° 12-NQ/TW du IVe Congrès (session XI), 16 janvier 2012

8. La Résolution n° 33-NQ/TW du IXe Congrès (session XI), 9 juin 2014, renouvelle la Résolution n° 5 de 1998.

9. Directive n° 6-CT/TW (session X), 7 novembre 2006 ; Directive n° 03-CT/TW (session XI), 14 mai 2011 et Directive n° 5-CT/TW (session XII), 15 mai 2016

10. Le Journal télévisé du 13 février 2010 naturalise ce culte par un récit poétique : « Depuis la nuit des temps, les Vietnamiens ont vénéré la Sainte-Mère et présenté l'encens sur son autel. Aujourd'hui, ils installent à côté de la Sainte-Mère l'autel du Président Hô Chi Minh. »

11. L'« Esquisse de la culture vietnamienne », rédigée par Trường Chinh en 1943, soulignait déjà le caractère « national » de la culture.

12. De multiples projets et travaux de recherche sur l'origine du peuple Viêt depuis 1954 furent publiés dans les revues scientifiques ;

leur circulation s'effectua dans le cercle étroit des chercheurs marxistes et des dirigeants politiques.

13. Bien que le Komintern ait adopté la politique de collaboration des classes lors de son VIIe Congrès de 1935, la question nationale reste un thème irritant qui divise les mouvements communistes internationaux.

14. Huynh Kim Khanh défend la thèse sur le greffage de l'idéologie communiste et du patriotisme dans le mouvement anticolonial et indépendantiste au Vietnam au XXe siècle ; voir : Huynh (1982).

15. Les Kinh comptent pour plus de 80 % de la population totale. Le régime reconnaît 53 autres ethnies minoritaires. Sur les 18 patrimoines reconnus, seuls deux sont issus des groupes minoritaires : la culture des Gongs (communautés ethniques des Hauts-Plateaux du Centre) et le sanctuaire Mĩ Sơn des Cham.

16. Cf : Bauer (1974), Armstrong (1982), Weber (1971).

17. Cf : Barth (1995) et Plamenatz (1976).

18. Circulaire n° 2662/BVHTTDL-MTNATL, 8 juillet 2014 : « Ne pas utiliser les symboles, les produits, les objets sacrés non conformes aux coutumes pures et aux belles mœurs du Vietnam ».

19. Reportage intitulé « Élimination des objets sacrés étrangers des vestiges culturels », JT du 8 novembre 2014.

20. Discours intitulé « Saisir les opportunités, valoriser la force du peuple, protéger les intérêts nationaux, faire avancer la nation » (JT du 21 février 2015)

21. *Lạc Hồng* désigne les figures mythiques des origines du peuple vietnamien.

22. Il s'agit de la structure tripolaire de contrôle (Parti, État, Police). La presse privée n'est pas autorisée selon la Loi sur la presse (de 1989, 1999 et 2016). Sur le système médiatique du Vietnam et la VTV, voir nos études : Nguyen, 2014, et Nguyen-Pochan, 2015.

ÉVOLUTION COMMUNICATIONNELLE DES EFFETS PRODUITS PAR QUATRE MONUMENTS FRANÇAIS À HANOÏ SUR LA VILLE ET SA POPULATION AU FIL DU TEMPS

Nguyet Nguyen Minh*

La colonisation française a existé entre 1857-1945 au Vietnam, le pays faisant partie de la Fédération indochinoise (1887-1954) dont Hanoï était la capitale. Nous choisissons comme objet de recherche quatre monuments français à Hanoï : la cathédrale de Hanoï (ancienne cathédrale Saint-Joseph de Hanoï), le pont Longbien (ancien pont Doumer), l'Opéra municipal de Hanoï et le lycée Tranphu (ancien lycée Albert Sarraut). Trois raisons expliquent ce choix :

– Ces monuments correspondent à quatre aspects différents de la vie spirituelle, économique, culturelle et éducative de la capitale. Jouant leur rôle primordial et symbolique dans quatre domaines différents, ils révélaient la société coloniale tonkinoise dans le passé et marquent encore par leur originalité un certain nombre des lieux patrimoiniaux français importants de la ville de Hanoï actuelle.

– Nous essayons de voir sur le plan global des stratégies réalisées par les Français afin de créer une société colonisée dans la capitale de l'Indochine comme Hanoï. En effet, les Français avaient commencé leur diffusion religieuse au Vietnam bien avant la colonisation de l'Indochine. La diffusion du christianisme français avait commencé dans le Tonkin depuis 1679 dans les deux premières zones de Đông (Hanoï) et Đoài (Sontay) (Nguyen Minh Hoang (trad.), 2013 : 45). La cathédrale de Hanoï n'a été mise en fonction qu'en 1886, deux cents ans plus tard. Par conséquent, la stratégie pour dominer l'Indochine des Français avait été conçue depuis longtemps mais elle avait été initialement réalisée par la voie de diffusion religieuse. Ensuite, le pont Longbien a été, pendant un certain temps, parmi les ponts les plus longs du monde. Il constituait sans aucun doute une preuve de la technologie française contemporaine qui gagnait entièrement la confiance et le respect de la nation vietnamienne. L'Opéra de Hanoï était vraiment une merveille artistique et culturelle à sa construction et le lycée Albert Sarrault a existé comme le seul lycée pour les enfants

*Docteure en SIC-Enseignante senior en FLE. Université de Hanoï - Hanoï, Vietnam. Courriel : minhnguyetn_fr@yahoo.fr

des Français et des cadres vietnamiens à l'époque de la colonisation. Ces quatre monuments peuvent donc être considérés comme des stéréotypes de l'époque colonisée française au Tonkin.

– Enfin, notre choix vise une chronologie historique selon les dates de la mise en fonction de ces quatre monuments pour donner à cette recherche une suite temporelle historique correspondant également à l'ordre de la stratégie globale de l'administration coloniale contemporaine dans les années 1886-1919. En effet, la cathédrale Saint-Joseph de Hanoï a été mise en fonction en 1886, le pont Doumer en 1902, l'Opéra municipal de Hanoi en 1911 et le lycée Albert Sarraut en 1919.

Ces quatre monuments font partie actuellement des vestiges de l'époque française et des symboles de la ville de Hanoï parmi d'autres stéréotypes connus de celle-ci.

Problématique

Le fondement social d'une culture provoque de façon incontournable des changements de cette culture. Nous faisons allusion aux changements des structures sociales vietnamiennes au fil du temps à travers des étapes historiques du pays. La mise en place de la cathédrale de Hanoï avait vraiment marqué une époque d'or du catholicisme dans la colonisation indochinoise. Il est arrivé que l'on détruise des pagodes pour la construction des églises. Par contre, quand le pouvoir est revenu au gouvernement vietnamien, le catholicisme n'a occupé qu'une certaine position parmi d'autres religions au Vietnam.

Dans l'ouvrage *L'Indochine chinoise*, le Fleuve Rouge était présenté comme profond et dangeureux pour le trafic d'une rive à l'autre. Un grand pont qui assurait le trafic du train liant Hanoï à Yenbai, Laocai, Conminh (en Chine) dans le Nord-Ouest et à Haiduong, Haiphong, Quangninh dans le Nord-Est constituait un besoin indispensable. Dès le début de son mandat de gouverneur de l'Indochine en 1886, Paul Doumer a conçu l'idée de ce grand pont métallique enjambant le Fleuve Rouge. Cependant, aujourd'hui, parallèlement au développement de la ville de Hanoï, plusieurs ponts modernes ont été construits tout au long des années pour faciliter le passage d'une rive à l'autre du Fleuve Rouge et le pont Longbien devient donc ancien et peu utilisé.

Le besoin de détente apparaît sans doute dans toute société, surtout pour les Français (Nguyen Thuy Kha (dir.), 2011 : 14). Avant la construction de l'Opéra municipal, les cadres, dirigeants et officiers français à Hanoï ne profitaient que des activités de loisirs indigènes telles que chants et spectacles folkloriques vietnamiens qu'ils ne

comprenaient pas bien et qui ne leur convenaient pas vraiment. En plus, avec un nombre considérable de Coloniaux français et leurs familles, la détente dans un théâtre du style occidental pouvait alléger la nostalgie de la France et leur donner du plaisir de se réjouir de spectacles de leur pays natal. Néanmoins, avec un nouveau régime politique à compter de 1954, à part sa fonction d'être un lieu d'interprétation des pièces du théâtre classique vietnamien, l'Opéra de Hanoï servait encore à la réception des délégations étrangères et à des événements municipaux importants.

Avant la fondation du lycée Albert Sarraut, le Tonkin n'avait eu aucun lycée pour les enfants des dirigeants, officiers français et vietnamiens. Le besoin d'un système éducatif métropolitain entier pour les enfants français aux colonies et ceux de parents vietnamiens était devenu urgent. Ce lycée a été ouvert pour les enfants entre 11 et 17 ans. À partir de 1966, ce lycée a complètement cessé son activité.

Ainsi, la mission historique de chaque monument a changé. Néanmoins, à travers les documents tirés des médias et des réseaux sociaux, nous voudrions clarifier des résultats et impressions créés par ces monuments sur la ville et ses habitants, en tentant de comprendre *quelle était l'évolution de la communication des effets produits par ces quatre monuments sur la ville et sa population au fil du temps ?* Notre recherche vise donc à commencer à mettre au jour un processus d'évolution continuel d'un certain nombre d'éléments patrimoniaux de l'Indochine française au sein de la Hanoï actuelle.

Méthodologie de recherche

Notre corpus de données s'est d'abord appuyé sur d'anciens documents et archives de la période de colonisation française à la Bibliothèque nationale de Hanoï. Nous avons essayé de recueillir des éléments avec chiffres, dates et événements-clés dans toute sorte de documents qui restent malheureusement rares à l'heure actuelle. Nous avons également recueilli des informations dans les journaux, revues et magazines vietnamiens de nos jours. Par ailleurs, nous devions faire une recherche documentaire sur Internet, malgré les sources nombreuses et compliquées de celui-ci. Il pourrait contenir des informations précieuses que nous ne pouvions pas trouver dans des documents en papier au Vietnam. Dans le cadre de cet article, nous avons donc utilisé des informations, des synthèses réunies par des Français ou Étrangers contemporains sur Internet. Puis nous avons traité ces données en utilisant les techniques d'analyse structurelle et analyse du récit relatives à l'analyse de contenu (Bardin L., 2007 : 276, 286).

Évolution des effets créés sur la ville et sa population au fil du temps

Nous essayerons de voir les étapes historiques par lesquelles ces quatre monuments français sont passés. Pour chaque étape, nous pourrons constater l'évolution de la communication des effets que ces monuments ont produit sur la ville et sa population.

La cathédrale de Hanoï

Depuis la première mission d'Alexandre de Rhodes (1591-1660), un prêtre jésuite français, linguiste et missionnaire en Cochinchine et au Tonkin qui assurait la mission de la diffusion religieuse et de la création du quoc-ngu (écriture nationale), on connaissait le christianisme comme une religion nouvelle. Cependant, sous les dynasties des empereurs Minh Mang, Thieu Tri et Tu Duc, le catholicisme avait été considéré comme négatif et destructeur pour les hommes. Ces empereurs avaient renoncé à la diffusion du christianisme durant deux siècles. En 1825, l'empereur Minh Mang avait déclaré que « la religion perverse des Européens corrompt le cœur des hommes. ». Ce n'était qu'à partir de 1858, après la prise de Tourane (aujourd'hui Danang) par l'amiral Rigault de Genouilly, la liberté de culte des chrétiens était en principe garantie. Mais ce n'était qu'en 1886 que la cathédrale Saint-Joseph a été achevée après plus d'une décennie de construction. C'était ainsi avec beaucoup d'efforts physiques et moraux que des Français et Vietnamiens pouvaient réaliser la construction de cette cathédrale.

Finalisée en 1886 et inaugurée à Noël 1887 par les Français sous l'épiscopat de Monseigneur Paul-François Puginier (1835-1892), c'est l'église-mère de l'archidiocèse de Hanoï. Située sur une grande place qui conduit à la rue de la Cathédrale en face et au couvent sur la droite, elle constitue un complexe paysager religieux entier au milieu de la ville. Son style néogothique représente un type architectural contemporain de l'époque coloniale complètement remarquable. La cathédrale est presqu'une copie de Notre-Dame de Paris mais le matériel et la construction ont été adaptés au climat et au paysage municipal. Elle portait le nom de Saint-Joseph qui protégeait le Vietnam et ses pays voisins. Elle avait 64,5 m de long, 20,5 m de large et deux tours de 31,5 m d'altitude, une croix en pierre à son sommet. Cette cathédrale avait un ensemble de cloches occidentales dont quatre petites et une grande qui valaient 20 000 francs de l'époque. Devant la cathédrale, sur la place au milieu d'un jardin, il y avait une grande statue de la Mère Marie en métal. La construction de cette cathédrale a marqué un repère important pour l'ensemble des catholiques français et vietnamiens à Hanoï, même dans tout le Tonkin. La cathédrale, une

merveille architecturale, était le lieu fréquenté par des Français coloniaux, leurs familles, des catholiques hanoïens et ceux des alentours. Ils y faisaient des activités religieuses telles que baptêmes, mariages, messes, etc.

En retour à l'histoire catholique vietnamienne, nous constatons deux moments où la fuite des catholiques du Nord du Vietnam s'est produite pour des raisons politiques. Le premier moment après les accords de Genève en 1954, « 800 000 Vietnamiens du Nord fuient vers le Sud dont 600 000 catholiques. Il ne reste plus que 400 000 catholiques au Nord. Tous les prêtres du Nord sont incarcérés ou interdits de ministère (soit 375 prêtres), sauf trois prêtres »[1]. Puis, suite à la libération du Sud du Vietnam, il y a eu des boat-people du Sud et du Nord avec de nombreux catholiques. Un grand nombre d'entre eux ont fui aux États-Unis, au Canada, en Australie ou dans certains pays d'Europe.

Les Hanoïens au centre ville avaient l'habitude d'écouter les sons des cloches de la cathédrale chaque jour, pendant les week-ends et les fêtes religieuses notamment. La cathédrale devenait un lieu connu dans la ville et entrait dans la littérature, la poésie et les arts des auteurs contemporains comme un phénomène quotidien de la ville. Elle était liée à des souvenirs des gens de la ville notamment pour des jeunes : c'était un de leurs lieux de rendez-vous. En 1990, la cathédrale de Hanoï a accueilli l'arrivée d'un nombre énorme de personnes de tous horizons à voir le corps du défunt, Monsieur le cardinal Trinh Van Can, qui y était déposé. C'était vraiment un grand événement social non seulement pour les catholiques mais aussi pour les Hanoïens.

La cathédrale de Hanoï est toujours parmi les sites touristiques incontournables de la ville car elle se trouve au centre ville ayant de nombreux restaurants, hôtels et près du lac Hoankiem, un site touristique à ne pas manquer de la ville. Les touristes admirent encore l'architecture coloniale au milieu des rues typiquement hanoïennes, même si elles sont plus ou moins modernisées. Cet endroit devient encore un des lieux les plus fréquentés des jeunes pendant des fêtes dont le Noël par sa décoration religieuse originale. On va à l'église pour la visiter, contempler ce qui se passe en messe comme un mode de vie contemporain. En outre, sur sa place ou à ses alentours, on peut se retrouver dans un café, un restaurant ou une galerie.

Récemment, en raison de l'emplacement de l'église forcément réduit par des établissements, la réaction de l'Église contre le pouvoir municipal ou national a attiré l'attention des gens et provoqué des opinions sur les médias et les réseaux sociaux. Beaucoup de personnes, quelles que soient leurs religions s'exprimaient pour défendre la réputation

des religieux de la cathédrale de Hanoï. Cela montrait nettement une vraie influence positive de la cathédrale et ses religieux sur la population de la ville et celle sur tout le pays.

Le pont Longbien

Conçu par Gustave Eiffel et construit entre 1898 et 1902 par la Maison Daydé et Pillé, de Creil (Oise) suite à un concours ouvert en janvier 1898, entre les constructeurs français (Doumer P., 1902 : 200), le pont Doumer avait constitué un succès inédit en Extrême-Orient. Pour imaginer la situation de la ville de Hanoï avant la construction du pont Doumer, nous disposons de la description suivante dans le rapport effectué par le Gouverneur général de l'Indochine :

> « La ville de Hanoï est séparé des provinces de la rive gauche par le lit du fleuve, large de 1700 mètres, obstrué de bancs rapidement formés et détruits. La traversée est, pour les indigènes, difficile et couteuse toujours, dangeureuse parfois. L'atterrissage, sur les deux rives, se fait en des points obligatoirement marqués par le fleuve, mais qui varient d'une saison à l'autre et se trouvent fréquemment fort loin des routes et des rues qu'il faut rejoindre à grand'peine. » (Doumer P., 1902 : 26)

Le besoin d'un grand pont enjambant le Fleuve Rouge avait donc été indispensable, voire urgent. C'était également pour ce besoin que la conception et la construction de ce grand pont métallique avaient été rapidement menées à bien. Dès l'apparition des piles et des travées d'acier sur le fleuve, l'attention des indigènes avait été attirée :

> « La vue seule des piles sortant de l'eau dans les mois suivants, du montage des travées d'acier qui commençaient, put les convaincre.
> – « Cela est prodigieux, disaient-ils, les Français font tout ce qu'ils veulent »[2].

La description du travail de construction du pont prouvait une volonté ferme et une conscience vraiment sérieuse des personnes qui assuraient la responsabilité de la technique et l'établissement du projet :

> « Les travaux de maçonnerie des vingt piles ou culées, exécutes à l'air comprimé à une profondeur moyennne de 32 mètres, le montage de la gigantesque masse de fer qui constitue le tablier métallique ont été conduits d'une façon parfaite. Exécutés par des ouvriers annamites et chinois, sous la direction d'ingénieurs et de contre-maîtres français, ils ont pu être menés à bien en un peu plus de trois années » (Doumer P., 1902 : 26)

En plus, ce travail admiré par l'ensemble des gens a aussi marqué un grand succès de la technologie française et affirmé une conquête morale complète des Français à l'égard de l'Asie :

> « La rapidité de cette construction est exceptionnelle vu l'éloignement géographique de la France et la faiblesse de la sidérurgie locale de l'époque. Ce fut donc une véritable prouesse logistique. Il était alors l'un des 4 plus longs ponts du monde et le plus marquant en Extrême-Orient, un grand symbole de la révolution industrielle imposée en Asie » (Le Courrier du Vietnam, 14 juillet 20103).

La mise en place du pont Doumer avait aussi été un grand moment dans l'histoire indochinoise et hanoïenne. Ce pont a donné un paysage magnifique et magique à sa ville. En plus, il avait été bien investi par le gouvernement français contemporain :

> « Trois années après le commencement des travaux, le pont géant était achevé. Vu de près, sa charpente de fer était formidable. La longueur en paraissait indéfinie. Mais quand, du fleuve, on contemplait le pont dans son ensemble, ce n'était qu'un treillis léger, une dentelle qui se projetait sur le ciel. Cette dentelle d'acier nous coûtait la bagatelle de 6 millions de francs. »[4]

Dans son ouvrage *L'Indochine française*, Paul Doumer avait insisté sur l'admiration incontournable des Vietnamiens contemporains pour la France ainsi que ses possibilités technologiques formidables qui avait contribué à la conquête morale d'une nation reconnue comme résistante et indomptable sur le front :

> « L'établissement du pont d'Hanoi, auquel on a bien voulu donner mon nom, a frappé de façon décisive l'imagination des indigènes. Les procédés ingénieux et savants qui ont été employés et le résultat obtenu leur ont donné conscience de la force bienfaisante de la civilisation française. Notre génie scientifique, notre puissance industrielle ont conquis moralement une population que les armes nous avaient soumises »[5].

En effet, la mise en place du pont Doumer n'avait désespéré personne en Orient. Le pont a fait partie des plus longs ponts dans le monde entier contemporain :

> « Le pont sur le Fleuve Rouge est l'ouvrage le plus considérable et le plus remarquable qui ait été exécuté jusqu'ici en Extrême-Orient. » (Doumer P., 1902 : 27)

Le pont Paul Doumer a assuré le trafic en train qui liait Con-minh (en Chine), Laocai (à la frontière vietnamochinoise), Yenbai, Hanoï à Haiphong, Haiduong, Quangninh (au bord de la mer de l'Est). Il constituait le moyen de traverser le Fleuve Rouge le plus rassurant que jamais pour les passants, commerçants vietnamiens et étrangers contemporains.

Pendant la guerre contre les Américains (1955-1968 et 1970-1972), le pont Longbien a été un lieu visé par les pilotes de guerre américains. La stratégie militaire des Américains était de couper le trafic de la ville de Hanoï avec certaines autres provinces. Dans la première guerre destructive du Vietnam du Nord (1965-1968), le pont avait été bombardé à 10 reprises. 7 travées et 4 grandes piles avaient été endommagées. Dans la seconde guerre des Américains, ce pont avait été bombardé à 4 reprises, 1500 mètres de pont et 2 piles ont été complètement cassés. Pour défendre le pont, les soldats vietnamiens ont installé deux rampes d'artillerie de 11,5 m d'altitude pour la défence antiaérienne sur l'île en plein Fleuve Rouge. Les soldats vietnamiens avaient donc la tâche de défendre le pont Longbien pour assurer le trafic continuel entre les deux rives du Fleuve Rouge. Ce pont avait un rôle incontournable dans les objectifs militaires vietnamiens. De ce pont, des soldats pouvaient tirer les avions américains lors de leur envahissement dans le ciel de Hanoï ainsi que pour la défense de la ville et du pont. Ainsi, le pont Longbien figure parmi les lieux les plus remarquables de la ville liés à la douleur ainsi qu'au courage des Hanoïens et Vietnamiens. Il représente la volonté de lutte, de défense et d'exploit des soldats et gens à Hanoï. Nous le trouvons encore dans des chansons, poèmes, peintures et photos produits à cette époque-là.

Avant les années 1980, le pont Longbien était le seul pont enjambant le Fleuve Rouge. Actuellement il a plusieurs ponts nouveaux sur ce fleuve : le pont Thanglong à environ 11 km au nord de Longbiên, un des symboles de l'amitié vietnamo-soviétique, construit pendant les années 80, Chuongduong, troisième pont, ouvrage important qui a beaucoup contribué au développement de la capitale, Thanhtri, le plus grand pont qui a résulté d'une coopération entre le Vietnam et le Japon et a contribué à la réduction du trafic sur le pont Chuongduong, le pont Vinhtuy ouvert à la circulation en septembre 2009 qui joue un rôle important dans le renforcement du développement socio-économique des 2 rives du Fleuve Rouge ainsi que de la région économique du Nord, et, enfin, Nhattan, premier pont à haubans de la capitale, ouvert au trafic en 2012, le plus moderne et le plus long du pays qui relie le centre de Hanoi à l'aéroport Noibai. Le trafic sur le pont Longbien a donc maintenant beaucoup diminué et les gens préfèrent utiliser les ponts nouveaux que le très ancien pont Longbien.

Toutefois, à l'occasion du Millénaire de la ville de Hanoï en 2010, *le Journal de Sports et culture* a organisé un concours des articles de blog intitulé « *Le pont du Dragon raconte la légende millénaire* ». Nous avons constaté combien le pont Longbien a laissé des impressions, émotions et souvenirs chez les Hanoïens et les personnes amoureux de ce pont. Avec deux centaines d'articles sous forme des entrées de blog, les auteurs de différentes régions du Vietnam ont partagé avec beaucoup de plaisirs et émotions leur amour du pont lié à leurs souvenirs, histoires et impressions de tous moments de leurs vies. Il est arrivé qu'un auteur fasse deux articles sur le pont. Il semble que leur amour pour ce pont n'est jamais épuisé.

Récemment, en septembre 2011, une architecte française d'origine vietnamienne Nga Nguyen a conçu un projet de reconvertir le pont Longbien en musée. Ce projet s'est confronté à des opinions contradictoires des gens et reste toujours à l'état de projet. C'est ainsi un des lieux de nostalgie pour les personnes plus ou moins âgées, celui de pause photographique pour les jeunes et celui de promenade pour les passants. Il est devenu un des symboles de la ville de Hanoi.

L'Opéra municipal de Hanoï

À partir de la fin du XIXe siècle (1891), Hanoï était devenu la capitale du Tonkin ainsi que celle du Nord de l'Indochine. En 1905, la population de Hanoï était 80 844 habitants dont 2 655 Français, 380 métis, 2 289 Chinois, 37 Hindous de nationalité française, 74 Hindous de nationalité anglaise et une agglomération vietnamienne aux alentours de 28 000 habitants. Donc, la population hanoïenne totale comptait 110 000 personnes. (Nguyen Thuy Kha, 2011 : 17[6]). Mais il manquait à Hanoï un théâtre municipal tandis que, à Saigon, l'Opéra avait été mis en fonction depuis 1900 (Nguyen Thuy Kha, 2011 : 19[7]). Avec un nombre considérable d'habitants dont les Français qui connaissait un vrai besoin de détente dans un théâtre municipal du style occidental, d'autres Vietnamiens et des Étrangers en avaient envie également.

Il n'y a jusqu'ici pas de recherche officielle convaincante sur l'architecture de l'Opéra municipal de Hanoï. Toutefois, il y a deux opinions : son architecture prend le style baroque (d'après des chercheurs en architecture) et est une « copie » de l'Opéra Garnier de Paris (Nguyen Thuy Kha, 2011 : 26[8]). La construction de l'Opéra a duré plus d'une décennie à cause des difficultés des sources de matériel : on utilisait des matériaux rares et précieux comme pierres précieuses, ardoises et tuaux de décor en zinc, il était vraiment difficile d'en trouver au Vietnam et cela prenait beaucoup de temps pour en transférer de France. Le bâtiment se situait sur une superficie de 2 600 m^{2}. Il avait 87 m de long, 30 m de large. Sa grande salle pouvait recevoir 598 personnes. Le budget total

de sa construction était 2 000 000 francs qui a bien dépassé le budget prévisionnel de 800 000 francs.

L'apparition et le fonctionnement de l'Opéra ont marqué une nouvelle époque dans la vie culturelle municipale. Désormais, les Hanoïens avaient la chance d'appréhender un nouvel espace théâtral occidental. Ils s'habituaient au fur et à mesure à un mode de vie français, c'était d'aller au théâtre. L'Opéra municipal était aussi le lieu de l'organisation des événements importants de la ville et le lieu de rendez-vous, de promenade des jeunes issus des familles aisées qui vivaient à la française. On l'appelait *le théâtre occidental*.

Beaucoup de grands événements organisés sur la place et au sein de l'Opéra. Sur la place de l'Opéra, le 17 août 1945, le meeting pour la fondation du Front Vietminh s'est tenu et la population de Hanoï y a assisté à l'apparition du drapeau rouge à étoile d'or au balcon du deuxième étage de l'opéra. Le 29 août 1945, l'armée de libération du Vietbac est entré à Hanoï et a convergé vers la place de l'Opéra de Hanoï. Les Hanoiens se souvenaient encore de la *Semaine d'or* offerte par les bourgeois nationaux à l'Opéra municipal le 16 septembre 1945. Au début d'octobre 1945 la Journée de la résistance du Nambo a été organisée. Le 2 mars 1946 la première session de l'Assemblée nationale de la République démocratique du Vietnam s'est tenue au sein de l'Opéra de Hanoï. Le 2 septembre 1946 la cérémonie de célébration d'une année de gouvernement de la République démocratique du Vietnam s'est solennellement tenue en présence du Président Hochiminh. Du 28 octobre au 9 novembre 1946, l'Assemblée nationale a adopté la Constitution de la République démocratique du Vietnam lors de sa 2e session. Il n'y a eu heureusement aucun bombardement américain sur l'Opéra. Sur son toit, on a mis une sonnette d'alerte pour signaler les habitants au cas où les avions américains envahissaient le ciel de Hanoï. Celle-ci avertissait également le moment sécuritaire revenant à la ville. Il y avait également des meetings ou des cérémonies d'engagement du mouvement des « Trois volontés » pour les jeunes Hanoïens. Pendant la guerre, l'Opéra municipal était donc l'un des lieux importants de la ville ayant des objectifs révolutionnaires. En 1997, il a été rénové grâce à un financement du gouvernement français à l'occasion du Sommet de la Francophonie. Effectivement, selon un chercheur vietnamien :

> « Si l'on est à la recherche au sein de Hanoï actuel la plus typique empreinte du transfert historique du Vietnam d'une société traditionnelle en une société moderne, ce monument portant le nom du Théâtre municipal que les Hanoïens ont l'habitude d'appeler le Théâtre occidental, est digne le choix le plus convaincant » (Nguyen Thuy Kha, 2011 : 139).

Le complexe paysager français composé de l'Opéra municipal de Hanoï, l'hotel Métropole, le parc du Crapeau, la Banque d'État, le Palais du Gouverneur et le parc Chilinh donnent un charme extraordinaire à la ville à l'heure actuelle. Il est devenu le lieu préféré pour les artistes vietnamiens et étrangers qui travaillent ou ont une tournée à Hanoï. En plus, l'Opéra est en même temps le lieu d'interprétation, entraînement et répétition du Théâtre national vietnamien de musique, danse et opéra qui y ont déjà présenté de multiples pièces de théâtre nationaux et internationaux célèbres.

Aujourd'hui, pour les habitants de Hanoï, l'Opéra de Hanoï est non seulement un des lieux favoris des jeunes mariés pour se faire produire leurs vidéo et photographie de rêve, mais encore un des sites touristiques importants de la ville. Il n'est pas difficile de trouver l'image de celui-ci sur les cartes postales de la ville de Hanoï et il constitue lui-même un des symboles de la ville.

Le lycée Albert Sarraut

Avant la fondation du lycée, à Hanoï, il n'y avait qu'une seule école secondaire, l'école secondaire de Hanoï, une sorte de petit collège municipal, instituée à base identique que celle du collège Chasseloup-Laubat à Saigon. Il manquait un lycée pour les enfants des dirigeants, officiers, cadres français à cette époque-là. Même les collèges n'étaient que deux :

> « Elle date de l'année 1900 seulement. C'est le plongement d'une école de garcons, qui était entretenue par la municipalité, ainsi qu'une école de filles. Toutes deux reçoivent des enfants français et des métis » (Doumer P., 1902 : 101).

À cette époque, le lycée Albert Sarraut était le plus grand lycée de l'Indochine qui accueillait des enfants français, étrangers et vietnamiens dont les parents étaient cadres, dirigeants et officiers travaillant à Hanoï ou dans le Tonkin. Il a été inauguré en 1919 sous le nom de « lycée de Hanoï » avec le grand lycée situé dans le boulevard Rollandes (rue Haibatrung actuelle). En 1923, le grand lycée (équivalent au lycée actuel) est renommé lycée Albert-Sarraut et sa façade a été rehaussée. Le lycée suivait le même enseignement que la métropole avec des professeurs français agrégés et licenciés[10]. Cet enseignement a constitué une évolution remarquable et bouleversante pour l'éducation à l'époque. *Une culture d'Albert Sarraut* issue de ce lycée se distinguait des autres écoles indigènes. C'était pour cela qu'il existait le souci de la formation des professeurs indigènes successeurs des Français mais qui ne s'adaptaient pas à cet enseignement nouveau :

> « S'il est supprimé, par quoi le remplacerons-nous dans nos écoles ? Par la morale française, la morale des braves gens, basée sur le sentiment du devoir, de l'amour de la patrie, de la solidarité humaine ? Mais le professeur, forcement indigène, appelé à l'enseigner, ne pourra lui-même la comprendre. Que sera-ce alors des élèves ? » (Doumer P., 1902 : 102)

Des hommes de politique, scientifiques, écrivains vietnamiens célèbres des princes laotiens et d'autres tonkinois étudiaient aussi dans ce lycée. Après les accords de Genève de 1954, une convention culturelle a été signée le 7 avril 1955 qui transformait le lycée Albert Sarraut en établissement privé gratuit géré par la Mission laïque française. L'enseignement suivait le programme imposé par les autorités vietnamiennes du Nord et se faisait désormais en vietnamien, le français devenant la principale langue étrangère enseignée dès le primaire. La plupart des professeurs français ont quitté le lycée en 1955. Il y avait 590 élèves pour l'année scolaire 1955-1956 ; le maximum a été atteint en 1959-1960 avec 1 420 élèves. Le lycée a cessé son activité en 1965 pour devenir un établissement scolaire public géré directement par les autorités vietnamiennes et a changé de nom (lycée Tranphu).

L'empreinte que le lycée Albert Sarraut a laissée dans le passé ainsi qu'à l'heure actuelle est indéniable. Ses élèves figuraient souvent parmi ceux de haut de gamme dans la société. *La culture Albert Sarraut* a été reconnue par la société contemporaine.

Conclusion

La cathédrale de Hanoï, le pont Longbien, l'Opéra municipal et le lycée Tranphu (l'ancien lycée Albert Sarraut) construits dans la période de colonisation française et adaptés aux conditions climatiques tropicales du Vietnam marquent des empreintes d'une époque historique du Vietnam en général et celle de la ville de Hanoï en particulier. Ce sont des lieux originaux admirables et donnent du charme à la ville. En effet, selon des documents archivés dont des journaux et magazines contemporains, ils marquaient des repères historiques dans les domaines religieux, économiques, culturels et éducatifs de la ville de Hanoï et du Vietnam.

Ces monuments sont la preuve du développement d'architecture, technologie, art et éducation de l'époque colonisée au Tonkin ainsi qu'ils produisent des stéréotypes et symboles de la ville de Hanoï à l'heure actuelle. Autrement dit, ils ont déjà créé leurs effets matériels et immatériels sur la ville et ses habitants. Ils contribuaient et continuent à contribuer à des effets positifs qui développent les valeurs

spirituelles, économiques, culturelles et génèrent de nouvelles valeurs sociales, esthétiques et touristiques. Ils font partie pour toujours du patrimoine de l'époque de colonisation française de la ville et restent inoubliables dans la mémoire des gens en gagnant leur admiration, leur respect et leur amour. Quoi qu'ils soient dans une telle ou telle époque, quelle que soit l'évolution de leurs valeurs, ils méritent l'entretien, le maintien et la défense de l'État et de l'Humanité. Ils méritent aussi, sans aucun doute, des recherches complémentaires sur leur circulation communicationnelle à travers les médias de tous ordres (Internet, chansons, photos des visiteurs) pour mieux appréhender la manière dont des objets patrimoniaux entre dans les cultures : vietnamienne mais aussi française et universelle.

Bibliographie

Chenevez Alain et Novello-Paglianti Nanta, 2014, *L'invention de la valeur universelle exceptionnelle de l'Unesco*, Paris, L'Harmattan.
Doumer Paul, 1902, *Situation de l'Indo-Chine (1897-1901*), Hanoï, F.-H. Schneider, Imprimeur-éditeur.
Nguyen Minh Hoang (traducteur), 2013, Thư của các giáo sĩ thừa sai (Lettres édifiantes des missions de la Chine et des Indes Orientales), Documents de références, Nhà xuất bản văn học (Éditions littéraires), Hanoï.
Nguyen Thuy Kha (chủ biên), 2011, *Nhà hát lớn Hà Nội vẻ đẹp tròn thế kỷ*, Nhà xuất bản Hội nhà văn, Hà Nội (*L'opéra municipal de Hanoï, une beauté millénaire*, Hanoï, Les éditions de l'Association des écrivains, traduction de l'auteure du présent article).
Quoc Van, 2010, *36 ngôi nhà Hà Nội*, Nhà Xuất bản thanh niên, Hà Nội (*36 maisons de Hanoï*, Hanoï, Les éditions de la Jeunesse, traduction de l'auteure du présent article).

Sitographie

http://www.cap-vietnam.com/node/79398
http://www.le-vietnam.net/category/destinations-les-sites-a-decouvrir/le-nord-du-vietnam/hanoi-alentours/les-monuments-de-hanoi/
http://www.culture.gouv.fr/documentation/merimee/PDF/sri11/IA00141304.pdf
https://www.editions-ue.com/catalog/details//store/fr/book/978-613-1-56414-7/l-architecture-coloniale-de-style-indochinois-%C3%A0-hanoi
https://fr.wikipedia.org/wiki/Cath%C3%A9drale_Saint-Joseph_de_Hano%C3%AF
http://www.vietventures.net/2013/01/lepoque-de-la-domination-francaise-1857.html

http://belleindochine.free.fr/hanoiPontDoumer.htm
https://vi.wikipedia.org/wiki/Tr%C6%B0%E1%BB%9Dng_Trung_h%E1%BB%8Dc_Albert_Sarraut
http://www.vietnamtourism.com/fn/index.php/news/items/2154
http://www.baomoi.com/trao-giai-cuoc-thi-cau-rong-ke-chuyen-ngan-nam/c/5245356.epi
https://vi.wikipedia.org/wiki/C%E1%BA%A7u_Long_Bi%C3%AAn
https://fr.wikipedia.org/wiki/Alexandre_de_Rhodes
https://fr.wikipedia.org/wiki/Catholicisme_au_Vi%C3%AAt_Nam
https://vi.wikipedia.org/wiki/Nh%C3%A0_th%E1%BB%9D_L%E1%BB%9Bn_H%C3%A0_N%E1%BB%99i

Notes

1. https://fr.wikipedia.org/wiki/Catholicisme_au_Vi%C3%Aat_Nam
2. http://belleindochine.free.fr/hanoiPontDoumer.htm
3. *Le Courrier du Vietnam* (Journal francophone), paru le 11 juillet 2010, "La capitale et ses ponts enjambant le fleuve Rouge", [En ligne], http://lecourrier.vn/la-capitale-et-ses-ponts-enjambant-le-fleuve-rouge/42220.html (page consultée le 4.01.2017).
4. http://belleindochine.free.fr/hanoiPontDoumer.htm
5. Ibidem
6. Traduction de l'auteure du présent article.
7. Traduction de l'auteure du présent article.
8. Traduction de l'auteure du présent article.
9. Traduction de l'auteure du présent article.
10. https://fr.wikipedia.org/wiki/Lyc%C3%A9e_Albert-Sarraut

LA COMMUNICATION INTERCULTURELLE DANS LA COOPÉRATION EN INSERTION PROFESSIONNELLE FRANCOPHONE

Nguyet Nguyen Minh*

Contexte

La recherche porte sur les efforts consentis par les acteurs en vue d'adapter leur *moi/soi* à l'autre ainsi qu'à leur situation interpersonnelle ou professionnelle dans le cas de recrutement des Vietnamiens par des entreprises françaises. Les acteurs ont tendance en fait à s'adapter le mieux possible aux règles générales et aux circonstances mais les sujets manifestent inconsciemment leurs difficultés à communiquer.

Selon certains recruteurs français, directeurs des ressources humaines ou directeurs généraux, on peut distinguer une différence nette au niveau socio-psychologique entre deux tranches d'âge, celle des plus de 35 ans, « la génération sacrifiée » et celle des moins de 35 ans, « la génération dorée » au Vietnam. Pour cette recherche, nous avons choisi les candidats de la seconde tranche d'âge. En ce qui concerne les recruteurs, notre public est essentiellement natif ou ayant au moins grandi en France et couvrant les deux tranches d'âge précédentes. Certains habitent au Vietnam depuis plus d'une dizaine d'années, les autres depuis seulement quelques années. Même ceux qui viennent de s'y installer possèdent dans l'ensemble des connaissances sur la société vietnamienne, une expérience de la culture et des gens du pays, soit acquises par eux-mêmes, soit transmises par leurs collègues français et vietnamiens.

En insertion professionnelle, les deux sujets, recruteur et recruté, essaient de décloisonner leur culture pour une compréhension interpersonnelle et professionnelle maximale. Cependant, ce décloisonnement est délicat à réaliser. La majorité des entreprises françaises confient la gestion et le management à des Vietnamiens ayant une solide expérience professionnelle. Il arrive aussi que les candidats vietnamiens passent deux entretiens d'embauche : avec un recruteur

*Docteure en SIC - Enseignante senior en FLE. Université de Hanoï - Hanoï, Vietnam. Courriel : minhnguyetn_fr@yahoo.fr

français puis avec un recruteur vietnamien, à moins que la composition du jury ne soit mixte pour saisir au mieux la personnalité du candidat. La question que nous souhaitons poser est alors : *Comment peut-on se rendre compte des éléments interculturels favorisant l'insertion professionnelle ?*

Problématique

À travers l'ensemble des entretiens d'embauche ou des entretiens passés avec des recruteurs français, pour un candidat vietnamien, une « bonne figure » est souvent celle qui est « perfectionniste » et conforme à toute situation. Beaucoup de recruteurs français ont découvert la répétition des réponses chez plusieurs candidats à l'ensemble des questions posées par eux-mêmes au cours des entretiens de recrutement. Le recruteur, en revanche, attendait d'eux de l'originalité, de la créativité et surtout la particularité qu'ils apportent. La « bonne image » est donc perçue différemment chez les deux acteurs communicationnels en entretien. Le recruteur cherche un candidat motivé, intéressant ou ayant de personnalité plutôt que des connaissances figées.

Nous avons remarqué de nombreuses fois à travers les entretiens d'embauche une façon d'avoir un point de vue neutre de la part des candidats face aux questions du recruteur. Il arrive rarement qu'ils posent une question à leurs recruteurs ou qu'ils donnent directement leurs opinions sans emprunter les avis d'une autre personne. Ainsi, lorsqu'ils étaient confrontés à une question, ils sont très hésitants et recherchent en fait un rapprochement de leurs idées avec celles de l'autre ou celles d'une communauté.

En vue de trouver un poste dans une entreprise, les Vietnamiens pensent immédiatement aux diplômes. Pour eux, ces derniers figurent parmi les plus importants documents pour la recherche d'emploi. Ayant suffisamment de diplômes, le candidat se sent plein d'assurance en entretien. Pourtant, le recruteur veut voir ce que le candidat est capable de faire de façon immédiate et il veut savoir les postes précédemment occupés par le candidat, autrement dit ses expériences professionnelles acquises. Donc, pour prouver sa bonne figure devant son recruteur, le candidat révèle inconsciemment qu'il lui manque des techniques, des expériences malgré ses diplômes acquis à l'université.

La stratégie d'interprétation du candidat vietnamien est fréquemment réalisée par une expression langagière et comportementale équilibrée, neutre afin de pouvoir complètement maîtriser sa

coopération avec son recruteur. Par contre, pour ce dernier, un candidat potentiellement intéressant est une personne qui possède le sens de l'initiative, de l'ambition et de la créativité.

Partant de ces constats, la question est de savoir comment la coopération permanente des acteurs dans leurs stratégies d'interaction permet à la communication interculturelle de se développer.

Fondement théorique

Chaque sujet s'exprime et se débrouille en interaction en suivant des rites d'évitement et de réparation (Goffman E., 1974). Dans les deux cas, il est fréquemment conscient de préserver la face et de la défendre en cas de danger. Le sujet mobilise donc inconsciemment ou non ses modèles culturels pour prouver sa déférence et sa tenue. Nous disposons avec *l'approche interactionniste*, d'une part, d'un cadre de recherche. D'autre part, nous pensons au respect de *l'individualisme* et à celui du *collectivisme* chez nos deux acteurs. L'individualisme se construit en se fondant sur la démocratie telle qu'exprimée dans « les deux caractéristiques de la culture occidentale, la science et la démocratie » (Shuming L., 2000 : 27), et le collectivisme occupe le premier rang dans la culture vietnamienne car « la représentation du meilleur ordre d'importance de la culture agricole est la psychologie du respect collectif et communautaire » (Tran Ngoc Them, 2004 : 46[1]).

Au cours de l'interaction, on constate une suite d'échanges rituels entre les acteurs, une série de séquences « qui sont autant d'unités rituelles relativement fermées qui morcellent le flux d'information et d'activité » (Goffman E., 1974 : 35). L'interprétation de l'acteur est construite par ses connaissances langagières, encyclopédiques, socioculturelles, professionnelles des sujets. Elle est exprimée par la façon de s'engager dans l'interaction, celle de maintenir les échanges langagiers, de réaliser des échanges réparateurs ou de se détacher si nécessaire.

Tout acteur certain d'avoir une tenue correcte dans sa communauté agira avec naturel. Sinon, il n'est pas motivé ou il n'en a pas envie, surtout quand il s'agit de l'éthique selon laquelle il agit. Les deux personnes peuvent ne pas bien s'entendre, l'un n'est peut-être pas sûr de ce que l'autre a dit. Il arrive que l'un puisse provoquer un choc pour l'autre par les termes qui sont les tabous dans la culture du dernier. C'est généralement une mesure de prudence de reproduire des comportements déjà éprouvés. Obsédé normalement par « les règles d'or » de prudence, de préserver sa face et d'autres règles en raison d'une éducation inspirée du Confucianisme, le Vietnamien

a l'air réservé, même timide, tandis que le Français a l'air beaucoup moins réservé que son interlocuteur par ses manières d'expression directe, concrète, descriptive (selon les constats de certains candidats vietnamiens).

Pourtant, nous ne pouvons pas ne pas aborder la capacité d'expression des acteurs. Dans le cas de la réparation, le Français peut facilement relancer : « Excusez-moi », « Je vous en prie », « Pardonnez-moi », comme d'habitude. Le Vietnamien, en revanche, recourt plutôt à un sourire, à un regard ou à un geste de rapprochement pour les actions de la vie courante. Quand les acteurs n'ont plus de choses à partager ou quand l'interaction penche vers un incident ou un autre noyau d'attention, ils cherchent à se détacher. La notion de *mésengagement* (Goffman, 1974 : 104) est différemment perçue et manifestée par les sujets culturels. Il arrive que le Français soit étonné par la manière de *mésengagement* de son partenaire vietnamien ou à l'inverse. Ils ne savent pas si c'est une mauvaise compréhension, un tabou, une vexation ou d'autres. Autrement dit, la manière de se détacher du partenaire vietnamien pouvait provoquer une mauvaise compréhension chez le Français.

Méthodologie de la recherche

Nous avons récolté des données au cours de 17 entretiens d'embauche authentiques enregistrés dans des entreprises françaises à Hanoï, à Danang et à Hochiminh ville et lors de 9 entretiens de recherche menés par nous-même avec les recruteurs français dans 9 entreprises et organisations françaises au Vietnam, avec 9 candidats vietnamiens à Hanoï. Nous utilisons l'analyse de contenu comme moyen d'analyse des données. Nous appliquons les techniques de l'analyse de l'énonciation dont l'interprétation de l'implicite, l'analyse de l'expression, l'analyse des relations dont l'analyse des cooccurrences et l'analyse « structurale » (Bardin, 2007).

Coopération entre acteurs dans la conduite des stratégies d'interaction

Nous allons voir comment l'interculturel prend source dans les habitudes culturelles des acteurs et s'exprime au cours de l'interaction. Pour réaliser une stratégie similaire, deux acteurs culturels peuvent avoir des réactions divergentes.

Réalisations des stratégies du maintien d'interaction

Plusieurs éléments sont indispensables à l'interaction comme les réalisations verbales des interlocuteurs, et les stratégies interactives

telles que les rôles, la coopération ou l'agression. À partir de l'idée que « tout au long du déroulement d'un échange communicatif quelconque, les différents participants, que l'on dira donc des « interactants », exercent les uns sur les autres un réseau d'influences mutuelles - parler, c'est échanger, et c'est changer en échangeant. » (Kerbrat-Orecchioni, 1996 : 17), nous essayons donc de voir comment ce processus de « changer en échangeant » se produit.

Blocage des acteurs en interaction verbale

À cause de la différence de prononciation entre le vietnamien et le français, les candidats ont parfois des problèmes avec certains mots français. Le recruteur doit corriger par trois fois le même mot. La mauvaise prononciation des mots constitue une gêne pour le recruteur, mais elle est surtout problématique pour le candidat embarrassé par cette situation qui aurait pu lui faire perdre la face vis-à-vis de son interlocuteur : il se bloque, perd le fil de ses arguments et, de la sorte, se montre moins convaincant pour cet entretien. Les recruteurs font souvent des remarques sur le niveau de langue des candidats, plutôt faible, certains ne pouvant communiquer ni en anglais, ni en français. Il arrive qu'un candidat demande l'aide d'un interprète vietnamien durant l'entretien ou que l'assistant du recruteur devienne interprète ou même recruteur. Le recruteur insiste encore sur la manière dont les candidats se préparent pour l'entretien d'embauche. Cela consiste à apprendre par cœur des parties de la présentation, des qualités, des propositions, etc. On rencontre ainsi des candidats bloqués par la langue. Une candidate a souhaité détailler ses expériences professionnelles au recruteur mais la barrière de la langue l'a empêchée de le faire. Elle a avoué que c'était son seul point faible lors de l'entretien, les autres ne comptaient pas pour elle.

Prééminence du modèle scolaire

Répéter une même réponse est fréquent à l'école, et même à l'université. Cela explique donc pourquoi certains recruteurs français reçoivent souvent des lettres de motivations semblables en tous points. La raison de ce fait est l'habitude de maintenir et de reproduire le modèle standardisé enseigné par le professeur. Cela vient également de cette habitude d'apprendre par cœur toutes les leçons pour mieux réciter. Le recruteur attend de la créativité et de la spontanéité de la part du candidat. Il cherche à recruter des personnes ayant le sens de l'humour, une ouverture d'esprit, des personnes en somme qui seraient prêts à s'adapter à la nouveauté, à avancer grâce à sa créativité, à son imagination. Les Français valorisent déjà ces qualités-là à l'école. Les enseignants français encouragent leurs élèves à ouvrir de nouvelles portes sur le monde extérieur tandis que les enseignants vietnamiens ne le font pas. Ainsi, la solution adoptée

par beaucoup de candidats ne contribue pas forcément à faire bonne figure. Elle renseigne en revanche le recruteur sur le manque de créativité ou la passivité chez le candidat.

Réalisations des stratégies de coopération

Durant une interaction, les réactions des sujets correspondent à des rôles préétablis basés sur des rituels, des coopérations et des agressions.

Les rôles rituels du moi

Concernant les rôles rituels du moi, nous comprenons que chaque sujet est conscient de son rôle dans une situation donnée. Ce sujet peut donc bien jouer son rôle si celui-ci ne lui provoque pas d'inconvénient pour son statut. Dans un échange, la candidate a été déçue car, dans son futur poste, elle occuperait seule un bureau sans pouvoir avoir de contact avec d'autres collègues. Dans son rôle d'employée, selon son recruteur, elle devra avoir des contacts avec des gens, régler des choses en rapport avec son statut et cela ne devra pas inclure le bavardage téléphonique. Dans un autre cas, si la personne occupe un poste qui exige plus de responsabilité, il faut qu'elle soit capable de gérer des employés. Cela implique donc d'être soi-même autonome et responsable.

Dans un entretien d'embauche, la position du recruteur est *haute* dans le sens où il domine l'échange et l'oriente dans la direction qu'il choisit. Le rôle du moi de chaque acteur dépend, par conséquent, de la position différente des deux interactants. Ceux-ci doivent créer une atmosphère confortable pour une interaction. Cependant, il arrive qu'un acte de rapprochement du recruteur ou un comportement artificiel du candidat puissent provoquer des malentendus ou des incompréhensions chez l'un et l'autre.

La coopération en matière de figuration

Chaque sujet réalise qu'il veut coopérer avec l'autre en fonction de ce qu'il possède dans un rite d'interaction mené dans sa propre culture. Pourtant ce que les acteurs consacrent à leurs partenaires n'est pas souvent positif et est déterminé par leurs propres intentions ou leurs perceptions qui sont culturellement déterminées. Ainsi, les gestes familiers d'un recruteur peuvent faire penser à une candidate à un comportement peu sérieux tandis que les sourires permanents du candidat à l'entretien provoquent à son recruteur des idées négatives sur celui-là.

Créer une occasion de coopérer avec son partenaire

Du fait de son expérience, un recruteur essaie, dès le début de l'entretien, de mettre son candidat à l'aise. Il essaie de créer une ambiance

agréable dans laquelle le candidat ne se sentira pas oppressé ou embarrassé. Le stress exerce une mauvaise influence sur la prestation du candidat. Un recruteur accorde de l'importance à l'environnement dans lequel se déroulent les entretiens afin de procéder une évaluation objective. Dans ce cas, le recruteur joue donc un rôle moteur dans la motivation du candidat. Face à une décision à prendre, il arrive fréquemment qu'un candidat vietnamien témoigne d'une totale indécision. Ce trait psychologique semble être quelque chose de permanent car il prend source dans l'enfance. Les enfants vietnamiens sont exposés aux effets négatifs de changements brutaux de la société et recherchent alors équilibre et stabilité. N'étant pas, pour la plupart, très autonomes, prendre une décision leur paraît difficile. En conséquence, une argumentation persuasive du recruteur peut pousser une candidate à pouvoir prendre sa décision. Le rôle du recruteur est donc de mettre fin à l'hésitation et à l'embarras de cette candidate.

Les comportements des acteurs représentant la coopération

La peur d'être seul est présente chez plusieurs candidats vietnamiens. Pour ceux-ci, nous avons constaté une volonté permanente de trouver une coopération étroite, une main amicale de la part des recruteurs. Une candidate n'a pas pu s'exprimer comme elle le souhaitait car son recruteur conscient de sa posture asymétrique haute a maintenu une distance entre lui et sa candidate. La candidate avait eu conscience de sa position *basse*. Le recruteur n'était en fait pas attentif au candidat. Celui-ci voulait expliciter certaines choses et lui prouver sa compétence mais, à cause de sa posture, il n'a pas pu le faire.

Il arrive que de jeunes recruteurs, travaillant dans le domaine technologique, veuillent que leurs candidats s'habillent d'une façon habituelle, voire décontractée. Cela est assez atypique puisque la plupart des recruteurs ne supportent pas une tenue négligée de la part des candidats. Un jeune recruteur a été agréablement surpris par un des candidats dont il a conduit l'entretien. Se fondant sur ses expériences, il a jugé que le Vietnamien ne se présentait pas avec une allure suffisamment professionnelle. Cependant, le candidat lui a finalement démontré le contraire par rapport à ce qu'il avait pensé *a priori* : la communication interculturelle leur a apporté à tous deux de la nouveauté et de la surprise. Certaines modifications d'habitude de l'autre peuvent entraîner des émotions positives.

Les effets négatifs des comportements de coopération

Les rites d'interaction sont des faits qu'on accomplit inconsciemment. Les candidats apprennent en effet durant leurs études que les recruteurs sont naturellement sérieux et distants avec les candidats. Cette

croyance a quelque peu dérouté une candidate très étonnée et mal à l'aise face à un recruteur au style décontracté. Pour elle, le sérieux est une qualité essentielle pour un chef, un dirigeant en général. C'est ce qui le valorise. Ce précepte enseigné très tôt dans l'éducation des Vietnamiens participe à la construction d'un stéréotype qui les suivra tout au long de leur vie.

Certains recruteurs parviennent à cerner de manière assez précise le type d'employé à qui ils ont à faire. Ils peuvent alors attribuer un poste correspondant aux compétences acquises de son candidat. Un recruteur expérimenté peut, en plus, prévoir l'infidélité chez son candidat. Le comportement de l'acteur peut révéler inconsciemment certains éléments sur lesquels son interlocuteur peut baser son jugement. Ce dernier peut ainsi lui attribuer des défauts et le candidat alors échoue à son entretien.

La figuration de l'autre comme un moyen d'agression

Il est arrivé qu'un recruteur habitant depuis longtemps au Vietnam comprenne bien le système des magasins privés du pays. Il a ainsi voulu insister sur certains points afin que le candidat se rende compte de la différence entre un magasin de ce type avec un supermarché d'envergure internationale. Sans s'attarder à commenter la manière de mener les activités de chaque système, il lui a fallu être direct pour faire comprendre à son recruté, jeune diplômé, que la candidature de celui-ci ne convenait pas du tout à un poste qui exige beaucoup d'expériences.

Du côté des candidats, malgré leur position *basse* en entretien d'embauche, nous avons parfois remarqué de leur part une attitude agressive. Influencés par les caractéristiques issues d'un pays agricole qui valorisent l'union et la collectivité, les Vietnamiens ont en général peu de réactions. Ils ne sont habituellement pas agressifs. Mais il arrive que de petites actions impulsives se manifestent dans certaines situations. Les façons d'agresser sont diverses parmi les candidats. Ayant toujours l'habitude de contourner, de ne pas être direct avec leurs interlocuteurs, certains ont des comportements qui ne paraissent pas normaux aux yeux des recruteurs, surtout pour ceux qui ont le sens de l'argumentation logique : au lieu de montrer au recruteur ses compétences et lui demander un salaire qui lui convenait, un candidat a demandé un salaire beaucoup plus élevé qu'un salaire normal. Nous pensons alors à la façon analytique de réfléchir du recruteur et celle, synthétique, du candidat pour comprendre ce phénomène. Il s'agit peut-être d'une bonne raison du côté recruteur. Cependant, c'est peut-être un cas d'agression d'un candidat qui avait envie de montrer au recruteur qu'il était compétent et sûr de lui-même. Néanmoins, il n'a pas eu une bonne stratégie quant à la limite de sa façon de réfléchir et de sa réaction instinctive.

Nous avons observé maintes fois l'agression du recruteur suite à la figuration de son candidat ou bien comment le recruteur a disposé de l'avis du candidat comme un moyen efficace de découvrir les réactions du candidat. Les Vietnamiens sont indirects, même en situation d'agression. Cette caractéristique a pour origine du fait de maintenir le *moi* caché, une manière classique de préserver sa face. Si quelqu'un veut attaquer l'autre, il profite d'autres éléments pour exprimer indirectement son avis.

Réalisations des stratégies d'interprétation

Il est important d'aborder cette question quand on parle d'entretien : « Comment s'exprimer ? » et « comment interpréter ? » font fréquemment partie des préoccupations des candidats et des recruteurs. L'expression et l'interprétation d'un acteur peuvent provoquer des difficultés pour l'autre.

Interprétation convenant au contexte d'embauche

Certains candidats ayant acquis plusieurs expériences d'embauche en France parviennent à trouver l'attitude adéquate face au recruteur. Cela constitue des expériences précieuses pour le candidat vietnamien car ceux qui n'ont pas eu l'opportunité de passer des entretiens en France ou avec des recruteurs français restent sur les savoirs scolaires acquis tout au long de leur formation et pensent donc que ce qui importera pour le recruteur sont leurs résultats universitaires et leurs diplômes obtenus.

Deux différents modes d'interprétation

Il est assez aisé d'observer une différence d'interprétation entre un Français et un Vietnamien. Le premier dit « non » facilement tandis que le deuxième le dit de manière détournée. Une recruteuse ayant l'habitude de travailler avec une équipe vietnamienne a fait ce genre des remarques. Certes, le recruteur français n'apprécie guère la réserve ou même la timidité du candidat. De son côté, une candidate n'a pas apprécié le comportement du recruteur lors de son entretien, qui ne lui est pas apparu sérieux. Il arrive que le recruteur veuille pousser le candidat à se montrer naturel et que, à cet effet, il mette parfois son portable en marche. Cependant, cette stratégie a créé un mauvais effet sur le candidat. Celui-ci éprouvait une sensation négative envers son recruteur.

Différentes expressions de l'individualité

Selon un recruteur, les Vietnamiens de son entreprise adoptent une attitude ambiguë vis-à-vis des autres employés. Personne ne veut exprimer son *moi* car ils sont obsédés par une force culturelle : l'habitude de ne pas vouloir vexer l'autre, ne pas dépasser l'autre, en

somme, par la peur du changement, la difficulté à changer. En plus, à la recherche d'une force collective, la personne est obsédée par la solitude sur son lieu de travail quand elle est seule. La majorité des principes d'éducation vietnamienne influencée par le confucianisme empêchent l'expression. La personne s'efface devant l'autre. Elle se défend d'une façon discrète. Ainsi les candidats vietnamiens sont disposés à la réserve, à l'hésitation et n'osent pas répondre ouvertement « non ». Ils ont des difficultés à affronter les conflits.

Effets négatifs ou positifs à l'origine des comportements des acteurs

Le recruteur peut être choqué par un certain comportement du candidat quand ce dernier montre une attitude atypique de lui : assis sur la chaise, la main dans la poche, et, quand on l'a salué, il a encore gardé la main dans sa poche. Dans ce cas-ci, sa confiance ne correspond absolument pas à sa vraie compétence. Par contre, dans un autre cas, le recruteur a ressenti une impression agréable quand il a vu un candidat qui a sorti son petit ordinateur portable. Ce candidat ne l'a jamais ouvert mais ce geste laissait entendre qu'il aimait la technologie et qu'il était presque prêt à montrer certains contenus. Il est clair ici que le comportement professionnel du candidat est impressionnant et contribue à persuader le recruteur.

Réalisations en vue de l'adaptation

En vue de s'adapter à la situation de communication, aux règles de conduite ou aux rituels, on doit diriger son *moi* vers des pistes adéquates. Ce remaniement du *moi* dépend des contextes, des règles mais est également la manifestation des réalisations des acteurs.

Réaction à la transmission d'informations à l'oral

Malgré l'existence de moyens de communication nouveaux comme Internet, l'habitude d'apprendre une information par l'intermédiaire d'une personne reste toujours la plus importante chez l'une des candidats. Nous avons encore rencontré des cas dans lesquels les candidats vietnamiens ne prennent pas en compte Internet et privilégient la parole de la personne. Il leur semble que les informations de vive voix sont plus persuasives. Les recruteurs en étaient étonnés et n'en comprenaient pas la raison. On peut dire que cela résulte de l'environnement dans lequel ils ont grandi, de la vie collective qu'ils vivent.

Par contre, si l'on envoie sa candidature par e-mail, on ne peut y attacher les documents voulus puisque ceux-ci sont en papier. Beaucoup ont commis l'erreur d'envoyer d'énormes dossiers par e-mail qui n'ont pas été transformés correctement en documents archivés. Ce détail peut pousser le recruteur à annuler dès la réception les documents de

candidature. Cela provient sans doute d'un manque de connaissances informatiques chez plusieurs candidats.

Réaction en fonction de la conception et du contexte de métier

Avant la recherche d'emploi, le jeune diplômé se prépare à son futur métier en constituant dans son dossier tout un stock de connaissances théoriques et pratiques. Pourtant, plusieurs recruteurs français ont trouvé que le concept d'un métier ne semble pas toujours précis comme le candidat le pensait. Un candidat à un poste d'ingénieur a voulu continuer ses études de doctorat. Donc, à partir des conceptions différentes, le candidat peut suivre une piste totalement différente, voire opposée, à celle attendue.

Certains candidats se sont plaints auprès du recruteur de la monotonie sur l'ancien lieu de travail. Cela a justifié leur volonté de changer d'emploi. Cependant, pour l'employeur, cela n'est pas apparu cohérent. Selon lui, la faute n'est pas à reprocher à l'entreprise, mais à la tâche ou à la manière de travailler la personne. Dans un autre cas, la candidate n'est pas une personne patiente et ne voulait avoir à faire que ce qui la motive. Le nouveau recruteur n'a pas du tout apprécié ce trait de caractère. Il a été surpris, s'est montré presque choqué par cela.

Précautions prophylactiques

Suivant les expériences de ses anciennes candidatures, une candidate s'est montrée consciente de maîtriser d'une façon active son *moi* dès le début de l'entretien. Elle avait pris des précautions vis-à-vis des réactions du recruteur. Ayant cette idée en tête, il était sûr qu'elle réagirait de manière prudente. Son *moi* n'était donc plus naturel. Toutefois, ayant une attention permanente sur la stratégie du recruteur, elle a pu déformer son *moi*, et même sa compréhension globale.

Dans un autre cas, le recruteur a appréhendé la situation comme un phénomène anormal. Le candidat a exigé dès le début de l'entretien un salaire trois fois supérieur à un salaire normal pour un ingénieur nouvellement recruté. L'attitude du candidat a largement joué en sa faveur, attitude qui aurait pu étonner un grand nombre de personnes et pas seulement ce recruteur.

Adaptation à l'environnement de recrutement

Le candidat peut attirer l'attention du recruteur par son humour. Si celui-ci le met à l'aise, il peut alors oser plaisanter. Selon un recruteur, la rencontre de ce type de candidats est rare. En général, les candidats sont tendus et sérieux. Par contre, leur tenue vestimentaire n'est pas souvent correcte : certains s'habillent pour l'entretien comme au

lycée. La modification du *moi* du candidat pour s'adapter au climat de l'entretien est ainsi incontournable. C'est un des éléments qui conduit le candidat à la réussite et qui met son recruteur à l'aise.

Manière de travailler en équipe

Dans un travail agricole ou artisanal, travailler en groupe est souvent un procédé très utilisé par les acteurs concernés. Ce travail est pourtant différent de celui effectué dans une entreprise étrangère. Une candidate pensait que l'expérience acquise dans un petit magasin privé vietnamien serait suffisante et qu'elle pouvait assurer un travail similaire dans une chaîne de supermarché français. Comme le recruteur connaît bien le Vietnam, il s'est inquiété de l'insertion de la candidate dans une équipe de travail. Elle avait déjà travaillé en groupe dans son ancienne entreprise vietnamienne et pourrait s'adapter facilement à son nouveau poste. Cependant, sa nouvelle tâche serait différente de son ancienne.

Par ailleurs, un collègue vietnamien a demandé à son chef français de diffuser sa recherche parce qu'il estimait que, ce dernier ayant une certaine réputation, son dossier en serait valorisé. Cela peut mécontenter un Français. Pour ce dernier, cette demande a pu apparaître de l'ordre de la malhonnêteté. La relation personnelle entre les deux personnes ne doit pas intervenir.

Réalisations en cas d'embarras

Nous nous appuyons sur cette définition : « L'embarras représente un écart regrettable par rapport à l'état normal » (Goffman E., 1974 : 87) pour repérer les cas d'embarras réels où les acteurs devaient modifier leur *moi* à des fins d'adaptation.

L'embarras pour cacher un secret

Certains candidats sont fréquemment embarrassés lorsque leurs recruteurs leur demandent les causes de leur changement d'emploi : ils ne veulent pas révéler la véritable raison qui était de gagner beaucoup d'argent. Ils veulent en fait éviter un conflit soit avec leur patron, soit avec leur collègue. Il est arrivé qu'une candidate se montre embarrassée quand son recruteur lui demande comment elle pourrait modérer la négociation des deux partenaires. Pour cette jeune fille, ce n'était pas facile d'intervenir dans un échange interne professionnel en tant qu'interprète. Il y a également des cas où le candidat cache sa volonté de changer fréquemment d'emploi. Il ne veut pas renvoyer une mauvaise image de lui à son nouveau recruteur et montrer son manque de patience, de fidélité ou de compétence.

L'embarras suivi du détachement

Un recruteur nous a dit qu'il recrutait les personnes en se basant sur leur personnalité. Il retient seulement les personnes dynamiques qui savent argumenter en discussion. Le candidat, en revanche, ne supporte pas la discussion, surtout lorsqu'elle est en sa défaveur. S'il y a quelque chose qui ne lui plaît pas, il recule. Il se détache ne voulant plus continuer l'entretien. Il veut éviter en réalité de maintenir une longue discussion avec son recruteur, car, selon lui, la discussion peut révéler inconsciemment ses points faibles et ne peut lui apporter que des inconvénients.

Conclusion

Dans les stratégies de coopération, chaque sujet réalise ses rôles rituels du *moi*. La coopération s'effectue en fonction de chaque culture et n'est parfois pas acceptée par le partenaire. Les stratégies de coopération des acteurs ne sont efficaces que lorsque l'un peut comprendre *les lignes de conduite* de l'autre (Goffman).

Concernant les acteurs, les modes d'interprétation différents peuvent provoquer des difficultés au cours de l'interaction. Les stratégies pour s'adapter aux règles générales ou aux situations d'embarras révèlent des problèmes d'interculturalité. Ainsi, les modifications du *moi* deviennent incontournables en cas d'embarras. Pourtant, si le recruteur constate du recul ou du détachement, il peut en conclure que ce dernier n'est pas capable d'argumenter, et le candidat ne sera pas retenu.

La communication interculturelle est un processus permanent autorégulateur. Autrement dit, elle corrige elle-même les problèmes tout au long du processus interactif. On ne peut pas éviter les problèmes interculturels, mais on peut en revanche les affronter dans le cadre d'une communication potentiellement d'une certaine durée. Nous pouvons alors nous permettre de proposer aux enseignants-formateurs des cours-formations du Module d'Insertion professionnelle (MIP) quelques pistes pédagogiques :

– Partager ensemble les éléments interculturels mis en commun à partir de leurs propres expériences acquises.

– Gérer les différences d'une façon active construisant une attitude ouverte, autrement dit, prendre conscience de ces différences et choisir l'ouverture à la nouveauté ou se concentrer sur la divergence culturelle.

– Créer des ateliers pratiques dans lesquels ces enseignants-formateurs pourront proposer des exercices de compétence relevant

de la communication interculturelle (quels sont les comportements convenant à des situations interculturelles proposées ?).

La coopération des deux acteurs relevant de deux cultures différentes contribue à développer chaque culture, aide les acteurs à renégocier leurs différences et à gérer leurs changements. Si elle peut empêcher ou encourager la communication des deux acteurs, la conscience de la divergence et la volonté de rapprochement des acteurs appartiennent toujours aux actions actives et efficaces de notre processus actuel de mondialisation au Vietnam.

Bibliographie

Bardin Laurence, 2007, *L'analyse de contenu*, Paris, Presses Universitaires de France.
Goffman Erving, 1974, *Les rites d'interaction*, Paris, Les Éditions de Minuit.
Ladmiral Jean-René et Lipianski Edmond Marc, 1989, *La communication interculturelle*, Paris, Armand Colin.
Le Breton David, 2004, *L'interactionnisme symbolique*, Quadrige, Paris, Presses Universitaires de France.
Nguyen Minh Nguyet, 2011, *La communication interculturelle des Vietnamiens francophones en insertion professionnelle : éthiques culturelles et coopération*, Thèse de Doctorat, CIMEOS, Université de Bourgogne, Dijon.
Tran Ngoc Them, 2004, *Tìm về bản sắc văn hóa Việt Nam* (*À la recherche de l'identité culturelle vietnamienne*), Nhà xuất bản Tổng hợp Thành phố Hồ Chí Minh, Hồ Chí Minh Ville, Éditions universitaires de Hồ Chí Minh ville.
Schütz Alfred, 1998, *Éléments de sociologie phénoménologique*, Paris, L'Harmattan.
Shuming Louis, 2000, *Les cultures d'Orient et d'Occident et leurs philosophies*, Paris, Presses Universitaires de France.

Sitographie

http://www.mfe.org/index.php/Portails-Pays/Vietnam

Notes

1. Traduction de l'auteure du présent article.

AXE 2

ÉDUCATION ET TIC

Philippe Bonfils

Les textes présentés dans cette partie s'intéressent à diverses questions liées au champ des TIC dans des domaines variés de l'éducation. Un premier article de Thi Viet Hoa DANG met la focale sur des questions communicationnelles et, en particulier, sur la façon dont certaines universités produisent leurs contenus promotionnels en ligne. Bien que le Vietnam soit toujours un pays communiste, le texte montre qu'une forme de marchandisation de l'enseignement supérieur est à l'œuvre et que différentes stratégies de communication sont adoptées par les universités en fonction de leur statut (grandes universités publiques, universités entrepreneuriales). Les deux textes suivants proposent des analyses sur les communautés de pratiques, que ce soit chez les enseignants par l'utilisation de Google Doc ou Dropbox pour Thi Thu Hanh HOANG, ou chez les apprenants par l'intermédiaire de Facebook pour Quinh Huong DO. Dans les deux cas, l'accent est mis sur l'analyse des interactions sociales et des processus de médiations qui s'opèrent dans des activités collectives. Il est bien ici question de comprendre à travers des aspects cognitifs, sociaux et affectifs quelles sont les pratiques de partage, d'échanges et d'entraide au sein de ces communautés. Enfin, pour Tan Dai NGUYEN, il s'agit de mesurer l'influence des TIC sur la perception de la qualité de l'enseignement au Vietnam. Cette étude, ambitieuse par le nombre de programme concernés, nous renseigne sur l'établissement de liens de causalités entre les objectifs d'apprentissage, qui exercent un effet positif sur la perception de l'utilité des outils TIC utilisés ; les ressources électroniques, les évaluations en ligne, la pratique d'enseignement et la gestion des cours en ligne qui exercent de leur côté une influence sur la perception de l'utilisabilité de ces outils-mêmes

LA DESCRIPTION DES FORMATIONS SUR LE SITE WEB DES UNIVERSITÉS VIETNAMIENNES : DISCOURS PROMOTIONNEL OU ADMINISTRATIF ? QUELS ENJEUX ? QUELLES REALITES ?

Dang Thi Viet Hoa*

Résumé : Informer sur les formations fait partie de l'orientation. Or, dans l'ère de la globalisation néo-libérale et de la marchandisation les universités, en décrivant leurs formations, ont tendance à faire des promesses difficiles à tenir. Ce travail cherche à décrire et interpréter les discours des universités vietnamiennes dans cette description sur leur site web.

Abastract : Informing about the programs is part of the orientation. In the era of neo-liberal globalization, and marketization, it is becoming difficult for universities to keep their promises when describing their programs. This work seeks to describe and interpret the discourses of Vietnam's higher education institutions in the presentation of their academic programs, posted in their websites.

***

Dans l'ère de la globalisation néo-libérale, l'enseignement supérieur est souvent vu comme une marchandise (Albach ; 2002, Giroux, 2002 ; Lynch, 2006 repris dans Nguyen et al, 2010). Dans cette optique du néolibéralisme, selon ces auteurs, la marchandisation (marketization) signifie le recours au marché ou mécanisme orienté vers le marché. Vers les années 80, à l'heure où les politiques visant à commercialiser l'enseignement supérieur sont largement adoptées dans le monde (Mok, 2000), le modèle de l'université entrepreneuriale (Clark, 1998) est né à cause « d'une baisse des fonds publics, de la nécessaire adaptation à de nouveaux publics, aux marchés du travail et à l'industrie de la connaissance » (Granget, 2006). Ce modèle de l'université fonctionne pour viser les objectifs économiques (Han, 2015). Le marketing dans le management de l'établissement devient aussi largement accepté.

*Département de français, Université de Hanoi, Vietnam. Département des sciences de l'information et de la communication, Université libre de Bruxelles, Belgique. Courriel : thi.viet.hoa.dang@ulb.ac.be

Bien que le Vietnam continue à être un pays communiste (l'enseignement est en principe à la portée du peuple et gratuit), il a introduit la marchandisation dans l'enseignement supérieur (Nguyen *et al.*, 2010). Au début du régime communiste, au Vietnam, il n'y avait pas d'université privée (Unesco, 2006). Après la chute de l'URSS, le pays a choisi l'économie de marché à orientation socialiste selon le modèle chinois. Par conséquent, en 1988, la première université privée a été créée. Les universités privées fonctionnent avec le mécanisme de marché (Unesco, 2006 : 229). Elles sont autofinancées, elles proposent des formations « à la mode », fort demandées par la société, ne réclamant pas de grands investissements : laboratoires, équipements, par exemple (Slopper et Can, 1999 ; Sinh, 2004). De plus, à partir de 2000, l'État vietnamien encourage l'investissement étranger dans le domaine de la formation et de l'éducation[1]. Par conséquent, des universités étrangères basées au Vietnam et des universités conjointes (universités fondées grâce à la coopération entre le gouvernement vietnamien et le gouvernement d'un pays développé)[2] voient le jour. L'enseignement supérieur vietnamien est ainsi caractérisé par le régime communiste avec un grand nombre d'universités publiques subventionnées par l'État, sous la régulation de l'État qui commence pourtant, à leur accorder plus d'autonomie. Il est en même temps influencé par le néo-libéralisme, la marchandisation avec un nombre grandissant d'universités non publiques autofinancées (universités privées, universités étrangères). La concurrence entre les établissements de l'enseignement supérieur est devenue de plus en plus marquée. Il en résulte que les pratiques, les techniques de marketing, dont les discours promotionnels, sont aussi davantage mobilisés.

Problématique

Dans ce contexte de dualité, nous cherchons à savoir comment les formations de niveau Licence sont décrites sur le site web des universités. Ces descriptions sont-elles toutes promotionnelles comme c'est le cas d'autres pays du monde[3] ? Les universités vietnamiennes cherchent-elles toutes à séduire ? En effet, une bonne description d'une offre de formation permet à l'étudiant de bien comprendre la formation à choisir et d'éviter ainsi de perdre du temps, de l'argent, de fournir des efforts inutiles… De plus, le niveau Licence a été choisi parce qu'il est impossible, dans le cadre de ce travail, de couvrir toutes les formations de tous les niveaux. Par ailleurs, le public cible de la Licence, les lycéens, ne connaît pas encore le monde académique. Ils sont donc susceptibles d'avoir des difficultés à se renseigner sur l'université et les formations.

Nous examinons cette description sur le site web pour deux raisons. Premièrement, le site web officiel est une des sources d'informations les plus consultées par les futurs étudiants dans l'étape qui précède le choix. Deuxièmement, des travaux sur l'analyse des brochures ont été effectués (par Hartley et Morphew, 2008, par exemple). Pourtant, aucune étude n'a été réalisée sur la présentation des formations sur le site web. Notons que les informations sur les brochures doivent être brèves à cause des questions liées à l'impression sur support papier alors que, sur le site web, il n'est pas question de payer ni pour la longueur du texte ni pour le nombre d'images. Par conséquent, la quantité d'informations peut être plus importante. Nous constatons que Rongère et al (2008) ont examiné l'utilisation et la qualité des sites présentant l'offre de formations en santé publique, mais cette recherche n'a pu que signaler la présence ou l'absence des items d'informations sans les analyser en profondeur.

Méthodologie

Notre objectif est d'interpréter les descriptions des formations offertes pour comprendre comment une formation est présentée. Les entretiens avec les éditeurs, webmasters des universités et l'observation exploratoires des sites web nous ont permis de révéler les accès possibles à la description de l'offre de formations :

– accès par l'onglet « formation », « formations offertes » de la page d'accueil
– accès depuis la page d'accueil par le portail réservé aux « futurs étudiants » ou le portail « admission/recrutement d'étudiants »
– accès par le site web des départements de l'université.

Nous collectons toutes les descriptions des 160 formations, proposées par dix universités. Trois types d'universités sont présents dans l'échantillon : cinq publiques, quatre privées et une étrangère. Pour constituer le corpus, nous utilisons une extension de Google chrome (open screenshot) qui permet de capturer une page web complète sous forme d'un document PDF. Ainsi, chaque description d'une formation constitue une unité d'analyse : celle-ci peut contenir une ou plusieurs pages PDF ou Word. Toutes les pages web ont été sauvegardées entre juin et juillet 2016. Il s'agit du moment où les lycéens viennent d'obtenir leur résultat du bac. Ils doivent donc choisir une formation universitaire. Par conséquent, la recherche d'informations sur l'université et les formations offertes est accélérée. L'université devrait aussi faire des refontes de son site afin de réussir son processus de recrutement. Le corpus des pages web est consultable sur le lien : https://www.dropbox.com/sh/unagtshy07up3z6/AADDQAPVIMqKyMu6k9JoJZV7a?dl =0.

Dans cette recherche, nous allons recourir à l'analyse critique de discours (ACD) où « le chercheur n'est pas un simple observateur des phénomènes sociaux, mais un décrypteur qui cherche à comprendre pourquoi les éléments observés ne correspondent pas à une réalité souhaitable » (Thietart, 2014). Nguyen Hoa (2005) confirme aussi que l'objectif de l'ACD est non seulement de décrire le discours, mais aussi d'expliquer comment le discours a été construit, pourquoi il existe et fonctionne comme tel. Nous nous basons sur les méthodes appliquées par Askehave (2007), Nielsen (2005), Han (2014), Xiong (2012) pour construire notre grille d'analyse : nous examinons minutieusement la dimension textuelle. Les dimensions visuelle, audio-visuelle sont aussi considérées. Cette description de discours est croisée avec 17 entretiens auprès de chargés de communication, webmasters, éditeurs web, et responsables de l'université afin de comprendre le choix d'un type de description et son processus de production. Notons que la plupart des universités publiques vietnamiennes n'ont pas encore de service de communication. Le travail est alors à la charge de personnes ayant déjà d'autres responsabilités. Par conséquent, pour atteindre notre objectif, nous avons repéré de nouveaux sujets en interviewant et augmenté le nombre d'entretiens au fur et à mesure.

Résultats

Trois styles de discours ont été identifiés. Pour chaque style, nous commençons par décrire sa structure générique. Nous examinons ensuite l'usage du vocabulaire et la représentation des principaux acteurs du discours (l'université et l'étudiant). Pour faciliter la lecture, dans les parties suivantes, nous numérotons les universités privées par UPR1, 2, 3, 4. UPR5 est une université étrangère basée au Vietnam. UP1, 2, 3, 4, 5 sont des universités publiques. Les noms complets des universités se trouvent en annexe A.

Discours promotionnel et discours administratif

Structure générique

Nous rassemblons la description de ces deux discours dans une même partie puisque les différences entre le promotionnel et l'administratif semblent significatives. Voici les images des deux styles :

Figure 1. Page descriptive d'une formation de UPR1 (style promotionnel).

ISO 9001:2008

DỘ GIÁO DỤC VÀ ĐÀO TẠO
TRƯỜNG ĐẠI HỌC DÂN LẬP HẢI PHÒNG

CỘNG HOÀ XÃ HỘI CHỦ NGHĨA VIỆT NAM
Độc lập - Tự do - Hạnh phúc

CHƯƠNG TRÌNH ĐÀO TẠO

NGÀNH: QUẢN TRỊ DOANH NGHIỆP

MÃ NGÀNH: 402

I. Giới thiệu chung

I.1. Mục tiêu đào tạo

I.1.1. Mục tiêu chung

Đào tạo cử nhân "Quản trị kinh doanh" có phẩm chất chính trị và tư cách đạo đức tốt, lối sống lành mạnh. Có năng lực tổ chức, yêu ngành nghề được đào tạo. Nắm chắc các kiến thức cơ sở cơ bản và kiến thức chuyên ngành, có khả năng tiếp cận những kiến thức chuyên ngành mới, có khả năng nghiên cứu sáng tạo và có khả năng học tập nghiên cứu ở các cấp học cao hơn về khoa học Quản trị doanh nghiệp.

Sau khi tốt nghiệp, các cử nhân "Quản trị kinh doanh" có khả năng làm việc tại các doanh nghiệp với các vị trí liên quan đến hoạt động quản lý, điều hành và nghiên cứu quá trình phát triển của doanh nghiệp.

I.1.2. Mục tiêu cụ thể

I.1.2.1. Về chính trị

Figure 2. Une description administrative de UPR4.

En général, les items suivants sont souvent abordés :

Discours promotionnel	Discours administratif
Présentation générale Débouchés (opportunités professionnelles) Points forts de l'université et de la formation Catégories de personnes à qui convient la formation Frais de scolarité, bourses et aides financières Objectifs de la formation Programme des cours Méthode d'enseignement et évaluation Informations sur le diplôme Témoignage des alumnis Références Procédures d'inscription (dont publics de recrutement) Questions fréquentes Aide en ligne/ chat en ligne, possibilité de télécharger le programme de cours détaillé	Présentation générale : Objectifs de la formation (objectifs généraux, objectifs politique, moral + débouchés) Référentiel de sortie (ce que les étudiants doivent avoir acquis à la fin de la formation en termes de : + savoirs + savoir-faire + langues étrangères + compétences informatiques + qualités morales + santé) Conditions de réussite Programme des cours Liste de professeurs Publics de recrutement

Notons qu'il y a des items d'informations identiques dans les deux types de discours tels que le programme de cours et la présentation, mais les différences sont plus nombreuses. On constate que l'importance accordée à certains items n'est pas la même dans ces deux types de discours. En effet, dans le promotionnel, les informations sur les débouchés sont tout le temps présentes alors que les postes auxquels le diplôme donne accès figurent sur la moitié des descriptions administratives. Selon Çetin (2011), les administrateurs confirment que l'explication des caractéristiques et des opportunités de travail après le cursus attire les étudiants potentiels. Le discours promotionnel semble ainsi coller plus aux attentes des publics avec « la promesse d'un débouché, de la réussite professionnelle… » (Granget, 2005 : 42) dans un certain objectif d'auto-promotion. De plus, dans le discours administratif, les objectifs politiques et moraux sont toujours présents alors qu'ils sont totalement absents dans le discours promotionnel. Les descriptions administratives font très attention aux savoirs, aux compétences que l'étudiant devra avoir acquises pour pouvoir obtenir le diplôme (ce qui est fort semblable d'une université à l'autre) alors que les présentations promotionnelles essaient de souligner leurs points attractifs. Nous citons d'abord par exemple, l'item *Points forts de l'établissement* où l'université explique en quoi elle est unique et excellente. Cet item existe seulement dans le discours promotionnel. En effet, selon, Kotler et Fox (1995), se différencier

fait partie de la stratégie de positionnement (marketing), et l'accent mis sur cette thématique révèle l'engagement de l'établissement dans la mobilisation des pratiques de marketing courantes et même innovantes dans l'effort fourni pour remplir le quota d'inscription (les interviews confirment ce constat). Ensuite, le deuxième item qui n'apparaît jamais dans l'administratif, c'est le *témoignage des alumnis*, qui permet de « personnaliser les textes et de créer une atmosphère d'authenticité » (Askehave, 2007). Cette partie dans les documents analysés peut encore être nommée *Partage des gens de l'intérieur* ou *Que disent les gens du métier ?* Ainsi, les paroles citées viennent non seulement des alumnis mais aussi des étudiants actuels, des recruteurs. À côté des témoignages, UPR5 a aussi ajouté le profil des alumnis qui ont brillamment réussi.

En outre, toutes les descriptions du modèle promotionnel proposent un petit onglet invitant les internautes à laisser un message ou à chatter directement avec un employé de l'université. Cette interaction personnalisée remonte à la pratique de marketing de relation (relationship marketing) qui cherche à construire une communication personnalisée, interactive avec les "clients" (Kotler, 1996). Chung, Lee & Humphrey, 2010 montrent que l'interaction en ligne entre le personnel universitaire et les futurs étudiants permettent de séduire les étudiants et les convaincre de s'inscrire. Et enfin, deux derniers items sont complètement absents dans l'administratif : les *catégories de personnes à qui la formation convient* et les *références*. Pour le premier, les informations semblent être utiles pour les étudiants parce que cette partie cite les qualités nécessaires pour la formation. Cela comprend l'orientation. Le deuxième regroupe tous les liens vers des articles parlant de la formation en général et celle offerte par l'institution en particulier. Il s'agit d'une stratégie de communication : ce n'est plus l'institution qui parle, qui se vante, mais la presse globalement, qui pourrait mériter plus de confiance sans que nous puissions savoir si ces articles de promotion sont payés par l'université elle-même (pratiques confirmées lors des entretiens).

Usage du vocabulaire et représentation

Dans notre corpus, la description commerciale est marquée par l'usage alternatif du pronom à la deuxième personne (vous) et du nom (les étudiants = ils, c'est-à-dire la troisième personne). Dans la présentation administrative, le pronom « vous » est totalement absent. Ainsi, le discours promotionnel dans cet usage montre qu'il est plus spécifiquement adressé aux étudiants. L'université veut dialoguer avec eux et cherche ainsi à être plus proche d'eux afin de créer la

relation sociale par les éléments lexico-grammaticaux (communication dialogique, une pratique bien appréciée en relations publiques) :

> Vous avez du talent pour diriger et vous rêvez de devenir manager dans l'avenir ? La Licence en Gestion à RMIT Vietnam va vous équiper des connaissances profondes sur le fonctionnement d'une entreprise…[4].

Par ailleurs, dans le discours promotionnel, bon nombre d'adjectifs et de termes positifs sont mobilisés : compétent en spécialité professionnelle, large connaissance profonde, parfaite maîtrise des langues étrangères, salaire initial élevé, grande opportunité de promotion, adaptation rapide[5]… C'est pour cette raison que, dans ces textes, les étudiants sont plutôt gagnants. Grâce à la formation, ils seront « forgés » afin de posséder des savoir-faire. Autrement dit, l'étudiant va beaucoup recevoir ; il sera équipé, préparé à l'avenir, pour être prêt à s'adapter dans un monde changeant :

> Le programme de la Licence de communication (communication professionnelle) va vous aider à être prêt à devenir un spécialiste de communication polyvalent, à vous intégrer ainsi au monde professionnel en plein essor de la communication en possédant la base des connaissances théoriques et pratiques[6].

De surcroît, d'après ce texte, ils sont nombreux à trouver du travail dès la sortie de l'université avec un bon salaire :

> Jusqu'à présent, 98 % des diplômés de l'Université FPT trouvent du travail dès la sortie, 15 % travaillent aux États-Unis, au Japon, en Allemagne, à Singapour…avec un salaire initial élevé et de bonnes perspectives de promotion[7].

L'université, quant à elle, existe pour aider les étudiants à réussir, à maîtriser toutes les compétences et connaissances grâce aux programmes satisfaisant aux normes internationales et à ses professeurs dévoués, expérimentés, et souvent diplômés à l'étranger. Ces textes promotionnels construisent l'image d'étudiants accomplis, d'universités efficaces, modernes, de haute qualité. Ce qui est en décalage avec les messages diffusés dans les médias : nombre important de diplômés universitaires au chômage, manque de pratique, manque de lien avec le monde professionnel, équipements désuets… Au sujet des attentes, des préoccupations des futurs étudiants et de leurs parents, l'université cherche à modifier la perception des publics concernant l'intérêt qu'ils leur portent. Par conséquent, il se peut que l'université ne puisse pas tenir ses promesses. Ce constat sur la relation étudiant-université rejoint celui d'Askehave (2007) : la marchandisation

de l'enseignement supérieur a des effets sur la représentation de l'université, de l'étudiant ainsi que sur le rôle des étudiants et du personnel de l'université. En fait, si l'université se représente comme un « fournisseur de service » (Scott, 1999) et comme « distributeur de supports » (Sachaie, 2015), l'image de l'étudiant, dans le discours promotionnel, se représente comme « acteur réel engagé », « un client que l'université cherche à satisfaire » (Sachaie & Morphew, 2014).

Dans le discours administratif, les adjectifs sont moins nombreux, ils semblent plus académiques, spécifiques, autoritaires et imposants.

> « Le programme forme des ingénieurs de ponts et chaussée de bonne qualité morale, en bonne santé, amoureux du métier, capables de travailler en équipe et d'accomplir des tâches distribuées.[8] L'étudiant est équipé de théories de Marx et Lénine, de l'idéologie de Ho Chi Minh, ainsi que des connaissances des politiques, des lois du Parti et de l'État. Il est capable d'appliquer les théories à des conditions, contextes concrets tout en respectant les intérêts communs de la nation.[9] »

Ainsi, l'étudiant est formé d'abord pour être un citoyen avec de bonnes qualités morales et politiques et des connaissances professionnelles plutôt que pour la réussite individuelle dans un monde compétitif. Il doit satisfaire aux demandes de l'université : « À la sortie, le diplômé de la Licence de comptabilité de l'Institut Polytechnique doit posséder :...[10] ». Par conséquent, l'université ne se présente plus comme un supporteur, mais comme un demandeur exigeant que l'étudiant satisfasse aux critères. L'université est en position haute, elle impose les qualités nécessairement requises à l'étudiant. L'administratif reflète ainsi l'empreinte du régime communiste où l'éducation politique doit être mise en priorité. Soulignons que dans le style promotionnel, la qualité politique est totalement absente. La responsabilité, la citoyenneté sont rarement évoquées.

Couleurs, logos, photos, vidéos et production des discours

Dans la présentation promotionnelle, les textes présentatifs sont mis sur le site avec les couleurs du logo de l'université, c'est-à-dire dans un design qui assure l'identité visuelle unique afin de faciliter le processus de reconnaissance de la marque. Notons que « l'unité graphique et le choix des couleurs renforcent le branding... » (Barats, 2014). Ces descriptions sont souvent illustrées par les clips vidéo présentant ou vantant la formation. Évidemment, la vidéo, avec les images, le son, les témoins réels sont plus séduisants pour les jeunes que le texte. Les photos sont aussi choisies. Elles mettent en scène des étudiants à la bibliothèque, en train de travailler ou de discuter avec

des professeurs, des étudiants étrangers, ce qui reflète une vie d'étudiant de rêve. L'image des étudiants dans l'habit spécifique du jour de remise de diplôme est aussi souvent utilisée. Ces photos font penser à un avenir proche et assurent d'être diplômé, heureux et content. Certaines formations mettent en avant les produits de design créés par les étudiants. Rien n'est plus réel que cela : devenir étudiant de l'institution pour pouvoir faire à l'identique. Selon nos interviews, cette présentation en ligne exige le travail de collaboration entre des académiques (pour le contenu à caractère informationnel) et des chargés de communication ainsi que des techniciens, webmasters, graphistes afin de pouvoir faire apparaître les informations déjà rédigées dans un design esthétique, attrayant. Ajoutons aussi que le chargé de communication étudie la présentation promotionnelle des universités de concurrence ainsi que les attentes, et les besoins d'information des futurs étudiants pour pouvoir concevoir le canevas de présentation des formations offertes par son université.

Par contre, toutes les présentations du type administratif ne sont pas accompagnées de photos ni de vidéo. Ce qui montre son caractère formel. Certainement, une pareille présentation demande moins de travail pour l'éditeur web. Très souvent, les établissements qui choisissent le modèle administratif n'ont pas d'éditeur web dédié. Un agent ou des agents de l'université qui ont déjà une certaine fonction dans l'administration prennent en charge le contenu web. Il arrive aussi qu'il y ait un éditeur web en poste (UP1, par exemple), mais celui-ci ne se préoccupe pas de la présentation des formations. Il doit surtout alimenter le site institutionnel en actualités académiques.

Les interviews auprès des chargés de communication, éditeurs web ou responsables du service font connaître le contexte de production de ce discours administratif : le Ministère de l'Éducation et de la Formation (MEF) exige que les universités publient avec transparence le référentiel de sortie des formations. Ainsi, les responsables des formations doivent réaliser un référentiel détaillant les objectifs, la liste des compétences à acquérir de chaque formation, sous la direction du Rectorat et la surveillance d'un conseil de recherche et de formation. Cette demande de référentiel a pour but d'informer de manière transparente toute la société dont les étudiants, les parents d'élèves et les recruteurs sur les connaissances, compétences que les étudiants peuvent maîtriser ainsi que les postes que ceux-ci peuvent occuper à la sortie de l'université.[11] Par conséquent, l'objectif premier est d'informer dans un style formel : le document doit être lu et validé par un conseil de recherche et de formation composé des professeurs et chercheurs et puis par le MEF[12]. L'éditeur web (des universités mobilisant le discours administratif) publie les documents déjà

validés, parfois avec le sceau rouge comme preuve de fiabilité (selon des interviewés).

Tel discours, telle université

Nous remarquons que le discours promotionnel homogène sur le site institutionnel est mobilisé en général par des universités non publiques et autonomes sur le plan financier. Elles fonctionnent surtout grâce aux frais d'inscription, ce qui n'est pas le cas des universités publiques qui sont totalement ou partiellement financées par l'État. Retenons que la présentation promotionnelle est également choisie par certaines universités publiques. Pourtant, précisons que ces universités proposent deux types de formation : formations purement vietnamiennes et formations conjointes. Seules les formations conjointes (formations assurées par une université vietnamienne et une université partenaire étrangère) sont présentées de manière auto-promotionnelle. Les interviews ont permis de comprendre cette réalité. En effet, pour les formations vietnamiennes, les frais d'inscriptions ne peuvent pas dépasser le plafond fixé par l'État alors que ceux des formations conjointes n'ont pas de limite (frais d'inscription en dollars et ils peuvent être dix fois plus élevés). Ainsi, c'est difficile d'avoir un grand nombre d'inscrits. Cependant, c'est une source de revenus non négligeable pour l'université. Il en résulte que ces formations sont présentées autrement, de manière plus soignée et plus promotionnelle. Le service marketing, communication de l'université ou spécifiquement des formations conjointes visent principalement l'objectif de pouvoir recruter suffisamment d'étudiants. Au contraire, les formations purement vietnamiennes offertes par les universités publiques sont présentées de manière administrative. De fait, les établissements publics, au moment où notre recherche a été effectuée, n'ont pas besoin d'attirer des futurs étudiants : soit elles n'ont pas de service de communication, soit leur service de Com travaille surtout pour assurer la sortie du journal interne et pour renforcer son identité, sa visibilité[13].

Description hybride

Un petit nombre de descriptions se trouve entre les deux modèles cités ci-dessus. En effet, il y a toujours les phrases et les groupes de mots typiques sur les objectifs concernant les qualités politiques et morales, mais la liste des compétences et savoirs imposés est allégée. Les besoins de la formation en question dans la société sont brièvement évoqués, les postes avec les lieux de travail précis cités. Les termes valorisants apparaissent de manière modérée. Ce discours marque la prise de conscience des responsables de l'établissement qui ne veulent pas adopter le marketing ou chercher à attirer les étudiants

à tout prix tout en voulant embellir un peu les formations offertes. En effet, un client, quand il achète un produit concret, il le possède. Il a le résultat concret et mesurable. Mais l'enseignement supérieur est un service particulier. Quand l'étudiant paie les frais d'inscription pour suivre des cours, il devra faire des efforts, s'adapter, s'impliquer pour acquérir des connaissances. Le résultat de l'échange ne dépend pas seulement du fournisseur-université, mais aussi du *consommateur*-étudiant. C'est pourquoi, certaines universités n'adoptent pas le ton *appel à l'acte*, mais elles comprennent aussi que seuls les référentiels de sortie ne constituent pas un bon outil pour communiquer avec les futurs étudiants. Un processus est mis en place pour alléger les listes de compétences à acquérir sans oublier de valoriser la formation. Ces discours sont sous forme de textes html mais ils ne sont pas accompagnés de photos ni de vidéos (moins d'investissements sur le plan technique web). Ce style est souvent adopté par les publics de manière hétérogène en fonction des formations et des départements.

Absence de description

Deux universités de notre échantillon ne fournissent pas de description des formations sur leur site. C'est le cas des universités qui n'ont pas encore de service de communication. Pourtant, ce n'est pas la seule raison. En effet, d'autres établissements n'en ont pas pas non plus, mais la description était disponible. Il est possible que ces descriptions soient présentes quelque part sur le site officiel, mais selon notre méthode de recherche déjà déterminée plus haut, nous ne les avons pas trouvées. Notons que les informations de base qui assurent le fonctionnement minimum du processus d'admission sont pourtant mentionnées : nom des formations, leur code, conditions d'admission, démarche de sélection.

Parmi ces deux établissements, l'un est public, il n'a pas besoin d'attirer les futurs étudiants (selon l'interview). L'autre, par contre, est privé. Il mobilise quand même des pratiques de marketing pour pouvoir comptabiliser assez d'inscrits (le quota d'étudiants validé par le MEF) : conférences, brochures distribuées dans les lycées, efforts pour segmenter le marché…). Il semble donc que le point de vue du Recteur ou d'autres responsables de la direction de l'établissement déterminent le rôle et l'efficacité du site web comme moyen de communication externe et de promotion.

Conclusion

En résumé, quatre types de discours sur les formations ont été identifiés :

Discours promotionnel	Rédigé par les responsables des formations selon le canevas proposé par le chargé de communication ou l'éditeur web
Discours administratif	Rédigé par les responsables des formations selon le canevas imposé par le MEF
Discours hybride	Rédigé par les responsables des formations selon le canevas du MEF (mais raccourci), par eux-mêmes ou par un éditeur web (s'il y en a)
Absence de discours	

Cette coexistence de discours reflète le paysage de l'enseignement supérieur vietnamien, marqué par la marchandisation dans un contexte de régime communiste. D'un côté, des universités non publiques ayant besoin de *clients* ont tendance à faire appel aux techniques de marketing récentes, dont les textes promotionnels. Pourtant, deux universités privées de notre corpus n'ont pas eu recours à cette présentation parce que la direction n'en est pas encore consciente et qu'elle n'a pas encore un esprit entrepreneurial. Notons que la description promotionnelle ne peut pas se faire de manière homogène au niveau de l'institution s'il n'y a pas de service marketing avec une équipe dédiée à la communication et aux relations publiques.

De l'autre côté, les grandes universités publiques communiquent sans chercher à comprendre ce dont les futurs étudiants ont besoin et comment ils vont recevoir les informations. Pourtant, nous avons également pu constater qu'avec les programmes de formations conjoints, quelques établissements publics évoluent dans une phase transitoire vers le modèle auto-promotionnel. Cette tendance va se poursuivre, mais la marchandisation des discours universitaires représente-t-elle un danger ? Les étudiants sont-ils manipulés ? Les lycéens vont pouvoir interagir avec l'université, la communication devient bidirectionnelle, mais nous nous demandons si ces derniers savent prendre du recul face aux promesses émises par le discours promotionnel. Et enfin, on se demande s'il possible de faire comprendre la complexité d'une formation pour avoir des étudiants motivés, compétents, sans chercher à séduire.

Annexe A : Liste des universités
Annexe B : Liste des interviews
Annexe C : Corpus de pages web capturées

Disponible sur : https://www.dropbox.com/sh/unagtshy07up3z6/AADDQAPVIMqKyMu6k9JoJZV7a ?dl =0

Bibliographie

Askehave, I. (2007). « The impact of marketization on higher education genres—the international student prospectus as a case in point », In *Discourse Studies*, 9(6), 723-742.

Barats, C. (2014). « Les changements d'identités du champ académique : l'exemple des universités d'Ile-de-France», In Lépine, V., Martin-Juchat, F., & Fourrier, C. (2014). *Acteurs de la communication des entreprises et organisations : pratiques et perspectives*. Saint-Martin-d'Hères (Isère): PUG.

Caiazzo, L. (2008). The promotional English (es) of University Websites. *Genres, Discourse Communities and Global English*. Bern: Peter Lang.

Çetin, R. (2004). « Planning and implementing institutional image and promoting academic programs in higher education », In *Journal of Marketing for Higher Education*, 13(1-2), 57-75.

Chung, W., Lee, T. D., & Humphrey, V. F. (2010). « Academic institutions'electronic-recruitment efforts on academic diversity: A comparative analysis of websites of US, UK, and South Korean universities », In *Prism*, 7(2)

Clark, B. (1998). *Creating entrepreneurial universities: organizational pathways of transformation. Issues in higher education.* Elsevier Science Regional Sales, New York, NJ.

Fairclough, N. (2013). *Critical discourse analysis: The critical study of language*. Routledge.

Gaspard, J. (2013*).* « Le discours promotionnel des universités européennes : homogénéité dans la compétitivité ? », In *Mots*, (102), 53-66.

Granget, L. (2005). « La responsabilité sociale des universités à l'heure du savoir comme marchandise : Le discours des universités françaises sous l'angle de la communication marketing : Entre utilité publique et séduction marchande », In *Communication & Organisation*, 26, 127-147.

Granget, L. (2006). « Modèles et réalités incertaines de l'Université », In *Communication & Organisation*, 30, 164-186.

Grunig, J. E., & Hunt, T. (1984). *Managing Public Relations*. Holt, Rinehart and Winston.

Han, Z. (2014). « The marketization of public discourse: The Chinese universities », In *Discourse & Communication,* 8 (1), 85–103.

Hartley, M., & Morphew, C. (2008). « What's being sold and to what end? A content analysis of college viewbooks », In *The Journal of Higher Education*, 79(6), 671-691.

Kotler, P. & Fox, K.F. (1995). *Strategic marketing for educational institutions*. Upper
Kotler, P. (1996). « Marketing's new paradigm: what's really happening out there? », In *Planning Review*, vol. 20, No. 5, 50-52.
Mok, K. H. (2000). « Marketizing higher education in post-Mao China », In *International Journal of Educational Development*, 20(2), 109-126.
Nguyen Hoa (2005). « Phan tich dien ngon phe phan la gi? (Critical discourse analysis) », In *Tạp chí Ngôn ngữ*. (2), 14-26.
Nguyen. H, Nilson. M, MacKinnon, A. (2010). « Marketization of higher education in Vietnam in the era of neoliberal globalization: The institutional practice at Vietnam National University, Hanoi », In *The international journal of knownedge, Culture & Change Management*, vol. 10.
Rongère, J. et al. (2008). « Utilisation et qualité des sites présentant l'offre de formations en santé publique », In *Santé Publique, /5 vol.* 20, 465-474.
Scott, S. V. (1999). « The academic as service provider: is the customer 'always right? », In *Journal of Higher Education Policy and Management*, 21(2), 193-202.
Sinh, H. X. (2004). « Social participation in education and the role of non-public universities in meeting diversified needs of socio-economic development », In *Proceedings of International Forum on Viet Nam Education.*
Sloper, D. W., & Lê, T. C. (Eds.). (1995). *Higher education in Vietnam: Change and response*. Institute of Southeast Asian.
Thietart, R. A. (2014). *Méthodes de recherche en management* - 4ème édition. Dunod.
Unesco (2006). *Higher education in South-East Asia*, UNESCO Bangkok, Bangkok.
Xiong, T. (2012). « Discourse and marketization of higher education in China: The genre of advertisements for academic posts », In *Discourse & Society*, 23(3), 318-337.

Webographie

Circulaire 2196/BGDĐT-GDĐH công bố chuẩn đầu ra ngành đào tạo. Retrieved from http://thuvienphapluat.vn/cong-van/Giao-duc/Cong-van-2196-BGDDT-GDDH-cong-bo-chuan-dau-ra-nganh-dao-tao-104676.aspx
Décret 73/2012/NĐ-CP. Retrieved from http://vanban.chinhphu.vn/portal/page/portal/chinhphu/hethongvanban?class_id=1&mode=detail&document_id=163907

Notes

1. Décret 73/2012/NĐ-CP.

2. Par exemple : l'université franco-vietnamienne (USTH), l'université vietnamo-japonaise, et bientôt l'université vietnamo-américaine.

3. Plusieurs recherches abordent le caractère promotionnel du discours universitaire : Fairclough (2013) confirme la marchandisation du discours public des universités, Granget (2005, 2009), Gaspard (2013), Caiazzo (2008), Sachaie (2015), Anctil (2008) constate l'existence du genre promotionnel, de la culture promotionnelle et de l'emprunt du langage de l'entreprise par les milieux académiques.

4. Description de la licence de gestion d'entreprises, UPR 5, traduction proposée par l'auteur.

5. Traduction proposée par l'auteur.

6. Description de la licence de communication, UPR5, traduction proposée par l'auteur.

7. Description de la licence de sécurité informatique, UPR3, traduction et parties en gras proposées par l'auteur.

8. Description de la licence de ponts et de chaussées, UPR 4, traduction proposée par l'auteur.

9. Description de la licence de l'anglais, UPR4, traduction proposée par l'auteur.

10. La phrase continue avec une liste des savoirs, qualités. Description de la licence de comptabilité, UP1, traduction proposée par l'auteur.

11. Circulaire 2196/BGDĐT-GDĐH.

12. Circulaire 2196/BGDĐT-GDĐH.

13. Selon les interviewés de UP1, et de UP4.

LA COMMUNAUTÉ PROFESSIONNELLE AU SEIN DE L'ENVIRONNEMENT DES TIC : L'EXEMPLE DE LA COMMUNAUTÉ DES PROFESSEURS DE FRANÇAIS LANGUE ÉTRANGÈRE À L'UNIVERSITÉ AU VIETNAM

Hoang Thi Thu Hanh*

Résumé : Dans le but d'améliorer l'efficacité professionnelle, nous tenons d'abord à étudier le concept de « communauté professionnelle » proposé par la sociologie. Ensuite, comme à l'ère numérique, chaque communauté professionnelle spécifique connaît, à côté des caractéristiques dites traditionnelles, des éléments nouveaux, des éléments « rénovés » ou hybrides entre autres dans la communication, tant dans les relations professionnelles qu'interpersonnelles, nous souhaitons les étudier pour présenter des particularités dominantes de la communauté des professeurs à l'université au Vietnam dans le contexte des TIC.

Abstract : In order to improve work efficiency, we first want to study the concept proposed by sociology «professional community». Then, our interest goes to a professional community in the digital area, that owns its professional identity and contains new elements, namely «refurbished» or hybrids among others in communication at work as well as in personal relationships, etc. Overall, the study helps to present the dominant features of the teaching community at the university in Vietnam in the context of Information and Communication technologies.
Mots-clé : communauté de travail, pratique, identité, professeurs, TIC.

***

Nous sommes à l'époque où les technologies de l'information et de la communication (les TIC) sont omniprésentes et influencent tous les domaines dont l'enseignement du Français Langue Étrangère (FLE). Il est indéniable que ces technologies se développent sans cesse et que leurs usagers qui en profitent sont invités à s'y adapter, notamment dans le milieu de travail. Ainsi, nous nous interrogeons

*Enseignante-chercheure de l'ESLE-Université de Hué. Courriel : Hanh121@gmail.com

souvent sur la faon de bien travailler dans le contexte changeant des TIC. Pour y répondre, il est nécessaire tout d'abord de bien connaitre les caractéristiques des professionnels qui travaillent en s'aidant des TIC. Par conséquent, dans le but d'améliorer l'efficacité professionnelle, nous tenons d'abord à étudier le concept de « communauté professionnelle » proposé par la sociologie. Ensuite, nous étudions une communauté professionnelle à l'ère numérique qui possède son profil spécifique et connaît, à côté des caractéristiques dites traditionnelles, des éléments nouveaux, les éléments « rénovés » ou hybrides entre autres dans la communication, dans le travail ainsi que dans les relations interpersonnelles. Nous adoptons une focale sur les particularités dominantes *la communauté* des enseignants de français d'université au Vietnam. Quels sont donc les éléments professionnels et sociaux principaux qui caractérisent cette communauté dans l'environnement des TIC ?

Conception de la Communauté professionnelle

Il est souhaitable d'expliciter tout d'abord ce qu'on entend par communauté professionnelle. Et, nous le ferons sous l'angle du métier : « On peut dire qu'un métier existe, lorsqu'un groupe de gens s'est fait reconnaître la licence exclusive d'exercer certaines activités en échange d'argent, de biens ou de services. Ceux qui disposent de cette licence, s'ils ont le sens de la solidarité et de leur propre position, revendiqueront un mandat pour définir les comportements que devraient adopter les autres personnes à l'égard de tout ce qui touche à leur travail. »[1](Hughes, 1996).

Everett C. Hughes, sociologue de l'École de Chicago, définit ainsi une profession comme un groupement organisé d'individus doté d'une « licence » et d'un « mandat » particuliers, c'est-à-dire d'un monopole d'exercice et d'une mission d'intérêt général, mais aussi d'un pouvoir d'autorégulation, consentis par l'État.

Ce que nous voulons souligner ici, c'est le sens de solidarité des membres pour fonder un groupe et ses pratiques, et les comportements exigés pour assurer le travail. Ce sont les facteurs essentiels d'une communauté professionnelle.

Certaines recherches anthropologiques, puis sociologiques, de différents groupes sociaux présentent des caractéristiques communautaires comme la culture ouvrière, la culture paysanne, la culture d'entreprise, etc. Ces cultures constituent les identités professionnelles qui permettent aux membres d'une même profession de se reconnaître et faire reconnaître leur spécificité à l'extérieur. Il s'agit donc

de deux fonctions : unification interne et reconnaissance externe (Hughes, 1996)[2]

Ensuite, l'identité professionnelle ne désigne pas seulement des relations entre membres mais encore des parcours professionnels communs.

« Cette notion se rapproche de celle que Sainsaulieu appelle identités au travail et qui désigne, chez lui, des» modèles culturels» ou des « logiques d'acteurs en organisation». Mais elle s'en distingue par un aspect important : les formes visées ne sont pas seulement relationnelles (identités d'acteurs dans un système d'action), elles sont aussi biographiques (types de trajectoire au cours de la vie de travail). Les identités professionnelles sont des manières socialement reconnues, pour les individus, de s'identifier les uns les autres, dans le champ du travail et de l'emploi »[3].

Ainsi, chacun possède son identité personnelle, mais ceux qui partagent le même chemin professionnel peuvent co-construire une identité professionnelle commune. Cette dernière est un élément central d'une communauté professionnelle.

Enfin, Claude Dubar souligne la dualité de la construction identitaire, tiraillée entre une « identité pour soi », auto-attribuée et empreinte du parcours personnel et professionnel de chacun, et une « identité pour autrui », virtuelle et attribuée par les autres (Dubar[4], 1998). De là, il conclut que la construction identitaire ne peut être définitive du fait qu'elle est non seulement construite individuellement sur la base des catégories et positions héritées de la génération précédente, c'est le « processus identitaire biographique », mais aussi et surtout au travers des stratégies identitaires déployées dans les institutions que traversent les individus, c'est le « processus identitaire relationnel » (Ibid.). En d'autres termes, au cours d'une carrière, nombreuses sont les occasions de remise en question de l'identité d'une personne, par exemple lorsqu'elle change d'établissement, lorsque de nouveaux textes législatifs ou règlementaires viennent réguler autrement son activité ou encore quand une technologie modifie ses conditions de travail.

Communauté professionnelle/communauté de pratique

Chaque profession détermine les pratiques correspondantes. La communauté professionnelle est aussi une communauté de pratiques.

« Les communautés de pratique sont des groupes de personnes qui partagent un intérêt ou une passion pour ce qu'ils font et apprennent

à s'améliorer au fil des interactions. Le concept des communautés de pratique a émergé de la théorie de l'apprentissage et a gagné en popularité comme méthode de gestion des connaissances dans les entreprises, les gouvernements, l'éducation et les secteurs non gouvernementaux. »[5]

Ce qui est intéressant, chez Etienne Wenger, c'est l'idée d'un répertoire partagé, d'un sens commun donné au projet. Précisément, au regard de cette définition, une communauté professionnelle peut être une communauté de pratique possédant son domaine, sa communauté et en ayant une pratique en partage. Ainsi, chaque communauté peut avoir sa propre culture autour de pratiques spécifiques qui se caractérisent par leurs intérêts communs, leurs propres manières de s'entraider et d'échanger des informations.

Toutes ces conceptions nous poussent à étudier le groupe d'enseignants du français langue étrangère comme une communauté professionnelle et orientent notre attention sur les *caractéristiques de ce public cible.*

Communauté professionnelle des enseignants du Français Langue Étrangère (FLE)

Particularités du travail d'enseignant du FLE au supérieur dans l'environnement des TIC

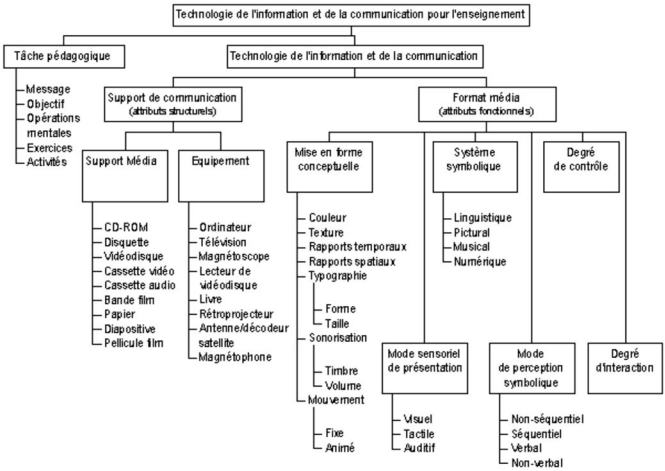
Pour l'enseignement supérieur du FLE, le besoin d'information est permanent, notamment parce qu'il demeure indispensable d'actualiser ses cours et ses connaissances. Ce besoin est d'autant plus important que l'enseignant n'a plus le monopole de l'information, et, qu'à l'époque des technologies de l'information et d'Internet, l'accès aux connaissances ne passe plus seulement en classe par les manuels.

Suite à l'arrivée des TIC, comme tous les travailleurs, L'enseignant-chercheur est obligé d'adapter ses pratiques professionnelles. Par exemple dans la recherche de l'information sur Internet, il doit développer des réflexions pour bien s'adapter aux nouvelles possibilités et exigences du réseau des réseaux. *« Cet intérêt s'explique aussi par le fait que la profession a très vite adopté les possibilités proposées par les NTIC. Les sites collaboratifs et institutionnels, les listes de diffusion se sont développés et constituent d'importances références »*[6]. Il s'agit du cas des professeurs-documentalistes en France, mais c'est aussi la tendance pour d'autres communautés, pour lesquelles des informations et des documents sont indispensables comme celle des enseignants de Français Langue Étrangère.

Ensuite, aucune phase de l'enseignement n'échappe au numérique ; la préparation du cours, l'enseignement en classe, le tutorat à distance, etc. peuvent être facilitées par les TIC, plus précisément par les TICE (technologies de l'information et de la communication pour l'enseignement)

Il est souvent dit qu' « il n'est plus possible d'enseigner d'une manière magistrale comme par le passé. L'enseignant doit adapter sa méthodologie aux outils modernes et varier les approches pédagogiques »[7]. Il semble donc important d'appliquer aujourd'hui des moyens pédagogiques modernes au service des cours, d'où l'importance des TICE.

Les TICE peuvent se répertorier comme le schéma suivant de *Jarnet Altan*[8] :



Ce schéma des TICE montre de nombreux supports pour l'enseignement du français. En réalité, avant l'Internet, les plus utilisés étaient les moyens audiovisuels tels que les magnétophones, les magnétoscopes et l'ordinateur avec CD-rom. Ces derniers restent toujours très pratiques mais ils alternent avec Internet. L'arrivée de ce réseau et surtout le web 2.0 participatif offre de multiples possibilités pour l'exploitation des TICE dans l'enseignement/apprentissage de langues.

Internet peut fournir des documents à exploiter dans des cours de langue. « Il permet de travailler les quatre compétences grâce au document impliquant le son, l'image et le texte. Parfois ces éléments sont simultanés[...]. Cette variété de documents apporte une diversité dans l'enseignement. On suscite constamment l'attention des

étudiants face à de nouveaux documents. Cette variété doit provoquer un intérêt et une motivation par rapport aux sujets exploités »[9].

« En effet, L'enseignant trouve facilement des documents authentiques sur Internet, telles qu'un enregistrement d'une chanson, ses paroles, ou encore, parfois des émissions de radio ou de télévision, et leurs transcriptions. Il est donc possible d'allier le son et le texte. Ainsi, l'enseignement devient plus efficace, l'apprentissage est bien facilité. Et surtout, les apprenants sont plus motivés grâce cette variété de supports. »

De plus, ce réseau est un pont pour accéder aux situations de communications authentiques, à la société, et à la culture de la langue cible, les TIC nous permettent d'accéder à une représentation de la société francophone avec son authenticité. En effet, « Les documents authentiques sont indispensables en classe. Les documents audio, vidéo, les textes ne sont pas altérés ou simplifiés pour permettre un accès plus direct à la compréhension de la langue. Parfois les étudiants seront sûrement confrontés à un problème lexical, mais ils pourront comprendre le sens de l'ensemble du document. Les documents iconographiques peuvent permettre d'apporter une aide à la compréhension. »[10]

Pourtant, ces outils ne peuvent servir l'enseignement et l'apprentissage efficacement de manière automatique ; il leur faut un usage approprié ainsi que la gestion, l'analyse des sites sur la Toile. Par exemple, les moyens de communication et les réseaux sociaux ne sont pas créés pour l'enseignement, à moins que l'enseignant veuille les utiliser afin d'organiser des activités pédagogiques et de gérer une classe de langue, il lui faut maitriser à la fois leur fonctionnement et la didactique de langue. En outre, afin d'exploiter pédagogiquement des sites web, il est indispensable de vérifier leur fiabilité et de tenir en compte les droits d'auteur, etc. donc des compétences informatiques et informationnelles. Ainsi, le profil d'enseignant se caractérise au profit d'une adaptation constante aux supports pédagogiques nommés les TICE.

Les TICE peuvent aussi élaborer du sens critique chez les usagers – enseignants/apprenants.

En effet, l'enseignement du français, vise aussi à développer l'esprit critique chez les élèves, le respect des valeurs éthiques face aux ressources d'information variées en ligne. « L'Internet impose le travail du sens critique puisqu'il propose, sans autre forme d'Imprimatur, toutes les productions individuelles ou collectives de nature

culturelle, économique ou politique. Apprendre à trier l'information, à la comparer, à sélectionner l'essentiel de l'accessoire, l'utile de l'inutile devient un apprentissage fonctionnel permanent délaissé autrefois par l'usage exclusif d'un support une fois pour toutes autorisé et sacralisé par le maître et symbole de sa toute puissance. Aider à sélectionner l'information, c'est encadrer les élèves pour qu'ils accèdent à l'autonomie. Ceux qui n'auront pas bien appris à lire, à choisir, à trier… ne seront jamais tout à fait libres »[11].

Ainsi l'enseignement de langue ressemble en partie à l'enseignement à l'information au niveau de l'évaluation de l'information avec le sens critique. Cette tâche devient plus évidente et exigée dans l'environnement des TIC.

Quant à la tâche de recherche des enseignants du FLE, leurs caractéristiques se trouvent aussi dans leurs pratiques d'information et bien sûr leurs compétences exigées pour la recherche didactique en langues. Afin de répondre aux exigences de l'enseignement actuel, la maîtrise des outils informatiques leur devient indispensable, mais s'avère insuffisante, car l'efficacité du cours ne consiste pas seulement en côté technique, mais toujours surtout en compétences pédagogiques associées aux compétences dites de l'information. Ces dernières ne pourraient pas se limiter aux capacités décontextualisées mais aux compétences professionnelles ciblées, en l'occurrence, les compétences informationnelles des enseignants du FLE. Ces compétences deviennent de plus en plus importantes et elles s'élargissent dorénavant à l'adaptabilité aux TIC, à l'esprit critique face à une abondance de sources d'information, et à un usage judicieux des multiples informations.

Il est à préciser que dans ce contexte éducatif et professionnel, les compétences informationnelles peuvent s'entendre par information literacy introduit par Paul Zurkowski (1974). Selon lui, les personnes info-lettrées sont celles qui ont appris à « exploiter les ressources informationnelles dans leurs activités professionnelles. Elles ont appris les techniques et les compétences nécessaires pour utiliser une large palette d'outils d'information ainsi que les sources primaires, pour élaborer des solutions informationnelles à leurs problèmes. Les individus dans le reste de la population, même s'ils sont lettrés au sens où ils savent lire et écrire, n'ont pas la mesure de la valeur de l'information, n'ont pas la possibilité de façonner l'information selon leurs besoins et, de manière réaliste, doivent être considérés comme illettrés du point de vue informationnel »[12](Zukowski, 1974, p. 6).

Ainsi, les enseignants-chercheurs sont infor-lettrés et ceux qui ne le sont pas vont être obligés de se former pour le devenir.

En ce qui concerne la double culture, elle consiste en un contact permanent avec la culture française et avec la culture vietnamienne pour le travail, ou pour des motifs personnels

Puisque la communauté à laquelle nous nous intéressons est celle des enseignants du Français Langue Étrangère (FLE), ce sont des vietnamiens qui enseignent le français dans un contexte (scolaire) vietnamien.

En fait, le FLE compose avec trois distances : distance physique et géographique (par exemple le vietnamien par rapport au français) ; distance culturelle, rendant plus ou moins décodables les pratiques culturelles des étrangers ; distance linguistique, mesurable par exemple entre les familles de langues (par exemple : langue romanes/langues slaves)

Prenons un exemple de la définition proposée par une entreprise qui dispense des cours de français. « Le Français Langue Étrangère, abrégé par le sigle FLE, est la langue française enseignée à des apprenants non francophones. Nos formations en FLE (Français Langue Étrangère) se concentrent sur le français standard et général souvent enseigné dans un but culturel, touristique ou afin de favoriser l'intégration dans un pays francophone. […] Les différents thèmes qui permettent l'acquisition de l'autonomie dans la vie quotidienne seront développés grâce à des supports écrits, audio et vidéo afin d'améliorer tant les compétences d'expression que de compréhension écrite et orale »[13].

Ainsi, les cours de FLE ont pour but de favoriser l'intégration des apprenants dans un milieu francophone et de développer les capacités de communication à l'aide des supports variés notamment écrits et audiovisuels. D'où l'importance des littéracies textuelles et médiatiques pour les enseignants ainsi que pour leurs étudiants.

De plus, enseigner et apprendre le FLE sont des actes où se confrontent les deux langues et les deux cultures, vietnamienne et française en l'occurrence. On se trouve par conséquent dans une situation interculturelle. Cette discipline et sa didactique combinent cette double culture avec des traditions, des habitus source et de nouveaux acquis de langue/culture cible. Par conséquent, les enseignants s'empreignent au fur à mesure des deux cultures. Il serait nécessaire de préciser la culture française qui n'est pas purement française, mais

plutôt la culture francophone française, québécoise et wallonne pour notre public d'enseignants, car les supports pédagogiques et les formations auxquels les enseignants accèdent viennent essentiellement de France, du Québec et de Belgique francophone.

De ce fait, à part l'acquisition naturelle de la biculture, les enseignants du FLE doivent se doter de compétences interculturelles et mettent sans cesse à jour leurs connaissances sociales culturelles avant de les transmettre.

Par conséquent, la formation et l'auto-formation sont un besoin permanent, la culture de l'apprentissage tout au long de la vie est gravée dans leur identité. Il est à noter que l'acquisition des compétences non disciplinaires telles qu'informationnelles, interculturelles, s'effectue notablement de façon informelle, et beaucoup moins par les formations officielles. Le côté informel concerne bien une autre particularité de ce groupe de métier : la sociabilité.

La sociabilité et la socialisation documentaires et informationnelles

La construction et la transmission des compétences non disciplinaires s'effectuent essentiellement par le biais informel. Cela s'explique par la sociabilité et la socialisation documentaires.

En effet, la sociabilité documentaire des enseignants du FLE se manifeste par le partage d'information, l'entraide pour la documentation dans les réseaux sociaux, car « la sociabilité est la capacité d'un individu ou d'un groupe d'individus à évoluer en société, et à pénétrer au sein de nouveaux réseaux sociaux. Souvent déterminée par le capital social de l'agent considéré, elle est mesurée par la sociologie à l'aide d'outils sociométriques avant d'être modélisée grâce à des méthodes sociographiques telles que le sociogramme. En pratique, elle peut prendre de multiples formes, telles que la capacité à tenir une conversation, à respecter une étiquette ou à ménager la face des interlocuteurs. Elle se développe notamment par la socialisation »[14].

Quand à la socialisation, « La socialisation est le processus par lequel la personne humaine apprend et intériorise tout au cours de sa vie les éléments socioculturels (normes et valeurs) de son milieu, les intègre à la structure de sa personnalité sous l'influence d'expériences et d'agents sociaux significatifs et par là s'adapte à l'environnement social où elle doit vivre »[15]

Il s'agit d'un processus, non pas une action ponctuelle, comme le processus de construction des compétences, des cultures et de l'identité d'individu et de groupe. De plus, le but de la socialisation est d'intégrer les individus et les rendre autonomes et de respecter la norme sociale, la règle juridique et les valeurs partagées, etc.

« L'intégration de la société témoigne de la capacité pour une société de se doter de membres autonomes agissant par conformité établie selon des caractéristiques objectives de genre, d'âges, de position sociale… L'enjeu de la socialisation comme intégration et maintien de l'ordre social détermine l'action par conformité, en respect à la norme sociale, la règle juridique, aux valeurs qui se font rôles et reconnaissance de statuts. Mais si pour la société l'enjeu de la socialisation est l'intégration des individus, pour ceux-ci il est d'abord la construction de leur identité »[16].

La socialisation documentaire est donc une culture de partage et d'enrichissement collectif. Un acte de documentation n'est jamais indépendant ou « mono-latéral ». En réalité, le partage et l'entraide sont bénéfiques à tous et multiplient l'efficacité.

L'usager dans les systèmes d'information documentaire tisse des liens via non seulement des comportements, mais également des discours. Ce sont l'échange et le partage qui génère des savoirs et les fait circuler.

« En effet, l'usage fait apparaître des lieux, des circulations, des productions souvent invisibles car cachées ou éphémères. Les phénomènes liés à l'usage recouvrent également des discours, et pas seulement des comportements. Il s'agit de reconnaître l'usager en intégrant sa perception et ses représentations, mais aussi de prendre en compte des critères beaucoup plus mouvants et difficiles à cerner tels que le hasard ou encore la curiosité et les relations qui s'instaurent grâce à l'échange ou au partage »[17].

La mise en regard des pratiques de l'information réalisées par les usagers et des pratiques des professionnels de l'information, montre que les usagers s'organisent pour accéder à l'information soit de manière très individuelle, soit de manière collective, mais au sein de communauté aux stratégies particulières.

Dans une vision plus sociale que technique des TIC, nous trouvons nécessaire le fait d'étudier la manière dont l'information se crée et se partage dans les listes de diffusion. Car « L'utilisateur et les interactions sociales jouent un rôle plus important que les processus informatiques

dans cette nouvelle écologie de l'information » (Davenport et Prusak, 1997)[18]. C'est le cas du travail de Florence Thiault qui étudie la représentation des connaissances métier. Nous le trouvons pertinent au niveau de la sociabilité et de la socialisation informationnelle d'un groupe de métier : « L'utilisation d'un système de communication à forte composante participative permet l'émergence d'une intelligence collective au sein du groupe professionnel étudié, suivant le principe que la mise en commun d'un ensemble de contributions individuelles produit des connaissances de valeur supérieure à des contributions prises individuellement. L'étude d'écosystèmes informationnels basés sur des ensembles d'interactions sociales entre internautes permet l'analyse de données interprétables. En termes de représentation des connaissances métier, nous cherchons à repérer le vocabulaire dédié à la gestion de connaissances internes au domaine d'activité de la documentation scolaire » (Thiault, 2011)[19].

Il est donc évident que les enseignants du FLE peuvent former socialement des communautés documentaires. Actuellement, le partage documentaire se fait de façon spontanée et entre un petit groupe de collègues.

En effet, entre 2015-2017 dans le cadre de notre recherche sur les applications des TIC dans l'enseignement du FLE au niveau universitaire, nous avons observé les pratiques pédagogiques des enseignants du département de Français de l'université de Hué dont nous faisions partie. De plus, des entretiens ont été réalisés auprès de 20 enseignants-chercheurs de l'université de Pédagogie de Ho Chi Minh-ville, de l'université de Hué, de l'université nationale de Hanoi, de l'université de Da Nang, et de l'université de Can Tho sur leur usage des TICE. Un des contenus auxquels nous nous sommes intéressés était leurs pratiques de partage, échange et entraide en information-informatique. Leurs réponses montrent qu'ils apprécient l'entraide entre pairs même si certains se plaignent du manque d'efficacité du partage des informations. La facilité d'accès aux TIC a cependant permis de régler ce problème. Les enseignants de FLE élaborent des ressources documentaires communes à l'aide de supports de partage et d'interactivité comme des sites de partage d'agenda, de documents (Doodle, Google doc), de stockage dans le « nuage » (Dropbox), d'hébergement de vidéos (Youtube). Les enseignants de chaque section ainsi que les membres d'un groupe de recherche peuvent construire un réservoir co-constructif de ressources pédagogiques et scientifiques spécialisées. Comme les abeilles ouvrières chacun apporte un élément, qui, accumulé et partagé avec les autres au fur et à mesure, constitue une quantité importante de documents d'apprentissage bénéfiques pour tous les membres de la ruche. La

différence avec les autres médiathèques est qu'un réservoir en ligne s'adapte bien à un public précis car il est fait par et pour ce public. Son exploitation permet une ouverture aux échanges entre pairs et notamment l'évolution des cultures informationnelles sans s'arrêter seulement à l'entraide dans le côté technico-technique.

D'ailleurs, des réseaux sociaux, de messageries électroniques, les smartphones sont des outils technologiques très utilisés par les enseignants du FLE. À part les utilités ordinaires dont tout le monde profite, ils exploitent souvent les fonctions de « groupage » de Facebook en créant des groupes sur ce réseau social pour contacter facilement et rapidement un groupe d'étudiants et surtout pour y faire le tutorat après la classe. Il est à préciser que Facebook est le réseau social au Vietnam le plus utilisé et presque tous les jeunes ou moins jeunes enseignants et les étudiants en possèdent un compte. Ce sont les pratiques qui exercent une influence, souvent positive, sur la relation enseignant-étudiant : la distance entre eux se réduit et la compréhension mutuelle et l'entraide augmentent.

Ainsi, la communauté des enseignants du FLE en question s'identifie non seulement par la discipline mais encore par leurs adaptations aux conditions de travail « ticées ».

En conclusion

Dans cet environnement des TICE, les relations dans la communauté s'enrichissent tout en conditionnant les nouvelles pratiques et les nouvelles compétences chez des enseignants du FLE à l'université. Ce sont les points nouveaux qui contribuent l'identité des enseignants du FLE. Il est clair que c'est cette identité qui présente la discipline – Français Langue Étrangère, et la didactique en langues et qui se co-construit par les membres sans cesse et varie en fonction du contexte professionnel.

Nous espérons que les points représentatifs présentés pourraient inspirer son dessein et nous donner une idée pour mieux comprendre ce public afin d'envisager des propositions d'amélioration de l'efficacité de leur travail.

Pour former les enseignants du FLE aux compétences nécessaires, il est toujours nécessaire de prendre en compte la socialisation des groupes professionnels, un élément important de « la communauté professionnelle ». Le parcours de socialisation est l'un des trois facteurs dans la construction des compétences. « Elle (la compétence) se situe clairement à l'intersection de trois champs : le champ du

parcours de socialisation, de la biographie ; le champ de l'expérience professionnelle ; le champ de la formation. Les compétences se produisent et se transforment dans ces trois champs. De notre point de vue, la compétence est davantage un processus qu'un état. En cela, nous dirons que la compétence est le processus générateur du produit fini qu'est la performance (elle-même mesurable et parfois mesurée/évaluée au titre de la compétence). »[20]

En somme, afin d'envisager l'amélioration de l'efficacité de travail de la communauté des enseignants du FLE, il faudrait retenir les mots-clés : apprentissage tout au long de la vie, partage, compétences interculturelle et informationnelles et adaptabilité permanente aux TIC.

Bibliographie

Davenport T., Prusak L., (1997), *Information ecology : mastering the information and knowledge environment*. New York, Oxford University Press.

Dubar C., 2001 2e édition, *La crise des identités. L'interprétation d'une mutation*, Paris, PUF,

Dubar C., 1998, *La socialisation : construction des identités sociales et professionnelles*. Paris, Armand Colin, deuxième édition.

Gardies C., (2008), *« Les systèmes d'information documentaire : hybridation des savoirs et culture informationnelle »*, Colloque international de l'ERTé, Éducation à la culture informationnelle. 16-17 au 18 octobre 2008, Lille.http://archivesic.ccsd.cnrs.fr/sic_00343132, consulté le 10 octobre 2015

Hogenboom J.P., Dechevis J.C., (1998), *Les nouvelles technologies et le cours de français* In e - fr@nçais Français et nouvelles technologies, http://flenet.unileon.es/theor2.htm#quicommande, consulté le 10 décembre 2011

Hughes E C., 1996, *Le regard sociologique. Essais choisis,* Paris, Éditions de l'EHESS

Ion J., 1996, *Le travail social à l'épreuve du territoire*, Paris, Dunod

Rocher G., (1970), *Introduction à la sociologie générale*, Paris, Seuil.

Thiault F., (2011), *Communauté de pratique et circulation des savoirs : la communauté des enseignants documentalistes membres de la liste de discussion Cdidoc*, Thèse de doctorat, Villeneuve d'Ascq, Université Charles-de-Gaulles –Lille 3

Wenger, E., 2005, *La théorie des communautés de pratique, apprentissage, sens et identité,* Montréal, Les presses de l'université de Laval. Voir aussi : *www.fcrss.ca/…/Etienne_Wenger_et_les_communautés_de_pratique.sflb.ashx*

Wittorski R., (1998) « de la fabrication des compétences », In *Education permanente* n° 135, p. 57-69

Notes

1. Hughes E C., 1996, *Le regard sociologique. Essais choisis,* Paris, Editions de l'EHESS, pp 99-100
2. Ion J., 1996, *Le travail social à l'épreuve du territoire*, Paris, Dunod, p ; 91
3. Dubar C., 2001 2ème édition, *La crise des identités. L'interprétation d'une mutation*, Paris, PUF, p. 95.
4. Dubar C., 1998, *La socialisation : construction des identités sociales et professionnelles*. Paris, Armand Colin, deuxième édition.
5. Wenger, E., 2005, *La théorie des communautés de pratique, apprentissage, sens et identité,* Montréal, Les presses de l'université de Laval. Voir aussi : *www.fcrss.ca/.../Etienne_Wenger_et_les_communautés_de_pratique.sflb.ashx*
6. idem
7. Hogenboom J.P., Dechevis J.C., http://www3.unileon.es/dp/dfm/flenet/theor2.htm
8. *(Jarnet Altan,*http://alsic.org ou http://alsic.revues.org, vol. 3, numéro 1, juin 2000, pp. 109 -123)
9. http://lewebpedagogique.com/julile/lutilisation-des-nouvelles-technologies-en-classe-de-fle/ consulté le 20 septembre 2011
10. http://lewebpedagogique.com/julile/lutilisation-des-nouvelles-technologies-en-classe-de-fle/ consulté le 20 septembre 2011
11. Hogenboom J.P., Dechevis J.C., (1998), *Les nouvelles technologies et le cours de français* In e - fr@nçais Français et nouvelles technologies, http://flenet.unileon.es/theor2.htm#quicommande, consulté le 10 décembre 2011
12. Cité par Simonnot B. (2009), « Culture informationnelle, culture numérique : au-delà de l'utilitaire »

    http://www.cairn.info/revue-les-cahiers-du-numerique-2009-3-p-25.htm, consulté le 2 janvier 2012
13. http://www.pratilangues.com/cours-langues-rennes.html, consulté le 20 février 2012
14. http://fr.wikipedia.org/wiki/Sociabilit%C3%A9, consulté le 27 septembre 2015
15. Rocher G., (1970), *Introduction à la sociologie générale*, Paris, Seuil.
16. Idem
17. Gardies C., (2008), *« Les systèmes d'information documentaire : hybridation des savoirs et culture informationnelle »*, Colloque international de l'ERTé, *Éducation à la culture informationnelle*. 16-17 au

18 octobre 2008, Lille.http://archivesic.ccsd.cnrs.fr/sic_00343132, consulté le 10 octobre 2015

18. Davenport T., Prusak L., (1997), *Information ecology: mastering the information and knowledge environment*. New York, Oxford University Press.

19. Thiault F., (2011), *Communauté de pratique et circulation des savoirs : la communauté des enseignants documentalistes membres de la liste de discussion Cdidoc*, Thèse de doctorat, Villeneuve d'Ascq, Université Charles-de-Gaulles –Lille 3

20. Wittorski R., (1998)« de la fabrication des compétences »*Education permanente* n° 135, p. 57-69

ENJEUX ÉDUCATIFS ET COMMUNICATIONNELS DES COMMUNAUTÉS DE PRATIQUE EN FRANÇAIS LANGUE ÉTRANGÈRE SUR FACEBOOK

Do Quynh Huong

Résumé : Cet article décrit l'utilisation de la fonctionnalité « groupe » de Facebook dans des activités collectivement menées par une communauté de pratique en français langue étrangère. Nous nous intéressons particulièrement à la gestion et au partage de l'information, aux modalités de communication, aux interactions verbales et au processus de médiation entre les acteurs du groupe. Ces analyses devraient aider à tirer des avantages et des inconvénients de l'utilisation de Facebook dans l'acquisition d'une langue étrangère au sein d'un groupe et proposer des conditions d'usages en vue d'une exploitation optimale de cet outil technologique.

Abstract : This paper describes the using of the "group" function of Facebook in collective activities conducted by a community of practice in French foreign language. We take a particular interest in the management and sharing of information, in modalities of communication, in verbal interactions and in the process of mediation between group members. This analysis intends help us to see disadvantages and advantages of using Facebook for foreign language acquisition in a group. In conclusion, we propose some conditions for an optimized exploitation of this technological tool.

***

*Enseignante du Département de français, Université de Hanoï, Doctorante en Langues et Lettres de l'Université Catholique de Louvain, Doctorante en Langue Française de l'Université de Hanoï

Les années 2010 ont vu l'expansion des réseaux sociaux numériques, dont le plus utilisé est Facebook. Le nombre important des usagers de ce réseau ainsi que la multiplication d'applications et de fonctionnalités attirent l'attention des chercheurs en sciences de l'information sur l'éventualité de l'utilisation de ce nouvel outil en apprentissage et nous ne pouvons pas nous mettre à l'écart de ce courant.

Dans cet article, nous proposons de développer une réflexion sur les conditions d'usage de Facebook dans la création et l'entretien des communautés d'apprenants. Partant de l'hypothèse que Facebook, tout comme d'autres technologies de l'information et de la communication, devrait faciliter le partage de l'information et les interactions entre les usagers, et donc créer des espaces favorables à l'apprentissage, nous nous penchons sur la fonctionnalité « groupe » de ce site, en le considérant comme un outil efficace pour créer et entretenir des communautés de pratique en langue étrangère en ligne.

Dans la première partie de l'article, nous essaierons de cerner des termes tels que « communauté de pratique » et « réseau social numérique ». Nous citerons aussi des résultats de nos recherches antérieures pour avancer des hypothèses de recherche sur l'éventuel usage de Facebook dans la création et l'entretien des groupes d'apprenants en langue étrangère.

La deuxième partie de l'article sera réservée à la méthodologie de recherche, qui se base essentiellement sur l'observation d'un groupe Facebook créé et entretenu par des guides touristiques francophones vietnamiens.

Dans la troisième partie, nous analyserons des données recueillies sur la plate-forme et des entretiens réalisés avec certains membres du groupe. Nous nous intéresserons à la gestion et au partage de l'information, aux modalités de communication, aux interactions verbales et au processus de médiation entre les acteurs. Toutes ces analyses devraient nous aider à confirmer nos hypothèses de départ sur l'apport et les limites du recours à Facebook pour créer et entretenir des communautés d'apprenants en langue étrangère en ligne. Nous formulerons enfin des recommandations sur les conditions d'usage d'un tel outil pour ceux qui souhaitent l'utiliser en vue de favoriser les conditions d'acquisition des nouvelles connaissances en langues étrangères.

Hypothèse de recherche

Les communautés de pratique en ligne

Selon le contexte d'apprentissage, les participants et le discours produit, Lafferière (2008) définit trois catégories de communauté d'apprenants en réseau : la classe ou la communauté d'apprentissage, la communauté de pratique (par exemple un forum réservé aux enseignants pour le partage des expériences dans la réalisation d'un nouveau curriculum) et la communauté d'élaboration de connaissances (comme Wikipédia). Il arrive aussi qu'une catégorie de communauté

se transforme par moment en une autre, lorsque la tâche d'apprentissage le demande. Ainsi les élèves d'une classe (communauté d'apprentissage), à la demande de leur professeur, peuvent-ils travailler ensemble pour rédiger des articles de Wikipédia sur un sujet préalablement choisi par l'enseignant. Ils constituent alors une communauté d'élaboration de connaissance.

Dans le cadre de notre recherche, nous observons les activités d'un apprentissage informel se passant dans un groupe professionnel. C'est pourquoi nous nous intéressons à la communauté de pratique (désormais « CoP »).

Prenant sa source dans le milieu éducatif dans le but d'améliorer les pratiques enseignantes, la référence à la notion de CoP s'appuie essentiellement sur les théories de Lave et Wenger (1991, *op.cit*), pour qui apprendre, c'est participer en vue d'acquérir l'expertise présente dans une CoP donnée et d'y exercer un rôle de plus en plus important. Les membres d'une CoP utilisent Internet pour soutenir l'activité de chacun (partage de ressources et échanges partant de portails incluant, entre autres, des forums électroniques). De nature informelle dans la plupart des cas, cette pratique permet de développer une culture de collaboration dans les milieux professionnels, surtout quand les membres de la communauté sont dispersés géographiquement. Wenger (2005) mentionne à cet égard trois dimensions fondamentales d'une CoP : l'engagement mutuel des participants, l'entreprise commune et le répertoire partagé de ressources. Ajoutons qu'aujourd'hui, l'utilisation d'outils numériques de communication et de collaboration est devenue monnaie courante dans les CoP. Certaines communautés n'existent même qu'en ligne. La dispersion géographique des participants devient en elle-même un incitatif à l'utilisation de tels outils (Murphy et Laferrière, 2003).

Les réseaux sociaux numériques

En tant que chercheuse en didactique des langues et en technologie éducative, nous sommes intéressées par les possibilités d'application des nouvelles technologies dans l'acquisition des langues étrangères. Parmi les technologies Web 2.0, c'est Facebook qui nous intéresse le plus. D'abord, c'est le réseau social le plus utilisé dans le monde et au Vietnam jusqu'à ce jour. Le premier semestre de 2016 a vu 1,654 milliard d'utilisateurs mensuellement actifs dans le monde[1], dont plus de 32 millions au Vietnam[2]. Les utilisateurs y passent aussi beaucoup de temps : les statistiques montrent que les utilisateurs vietnamiens, dont les 2/3 se sont inscrits sur Facebook[3], passent en général 2,3 heures chaque jour sur les réseaux sociaux[4].

Pour comprendre les caractéristiques de Facebook et ce qui le distingue des autres technologies Web 2.0, nous adhérons à l'idée de Stenger et Coutant (2010) qui le classent parmi les réseaux sociaux numériques (désormais RSN), définis comme suit :

« Les RSN constituent des services web qui permettent aux individus : (1) de construire un profil public ou semi-public au sein d'un système (2) de gérer une liste des utilisateurs avec lesquels ils partagent un lien, (3) de voir et naviguer sur leur liste de liens et sur ceux établis par les autres au sein du système, et (4) fondent leur attractivité essentiellement sur les trois premiers points et non sur une activité particulière."

La quatrième propriété des RSN est fondamentale. Elle aide en effet à les distinguer des sites relevant de l'informatisation sociale tels que Youtube ou Flick, qui servent surtout à visionner et/ou de poster des vidéos et des photos, même si les utilisateurs y possèdent aussi un profil. Stenger et Coutant distinguent alors les activités sur les RSN, considérées comme des *friendship-online driven activity,* de celles sur les autres médias sociaux, qui sont des *interest-driven online activity.*

Hypothèse sur l'exploitation de la fonctionnalité « groupe » de Facebook pour créer et entretenir des CoP en langue étrangère

En didactique des langues, Klein *(*1989, op cit) définit une communauté d'apprenants comme un groupe dont les membres partagent les mêmes configurations concernant les caractéristiques de l'acquisition d'une langue étrangère, à savoir : la capacité d'apprentissage linguistique, la motivation à apprendre et l'accès aux données. Ces caractéristiques permettent ainsi de décrire ce que tous savent et savent faire, ce que certains savent, mais pas d'autres, ce que certains font et d'autres non ou alors différemment.

Cette définition de la communauté d'apprenants en langue étrangère nous ouvre des perspectives concernant la CoP en ligne, surtout à propos de la fonctionnalité « groupe » sur Facebook. En effet, cette fonctionnalité, créée au début des années 2010, a permis aux utilisateurs de faire partie de nombreuses communautés, dont celles de pratique en langue étrangère. Ces communautés regroupent des apprenants partageant la même motivation et ayant des capacités cognitives proches, dans le but de donner à tous les membres des opportunités de pratiquer la langue cible, de partager des expériences et de donner accès à des outils bénéfiques à l'apprentissage. Ces objectifs peuvent être couplés ou séparés, selon la nature du groupe et le public qui y participe.

Dans une recherche collective menée avec des collègues francophones de la région[5], nous avons observé les avantages de l'utilisation

de Facebook, notamment de sa fonctionnalité « groupe » comme une plate-forme des classes virtuelles en langue étrangère : la forte accessibilité à la plate-forme, la présence des outils techniques tels que le partage des documents multimédia et le système des votes via le bouton « J'aime », les espaces d'échanges au sein du groupe et entre les groupes, l'occasion de perfectionner l'habileté de production écrite via les mini-blogues et la production orale par des échanges courts autour des productions du groupe.

Aujourd'hui, notre hypothèse est que ce type de plate-forme de réseau social peut présenter des avantages, mais aussi des inconvénients pour la création et le maintien des CoP en langues étrangères. La question est donc de savoir comment cela se passe en réalité et dans quelle mesure la fonctionnalité « groupe » de Facebook est utile pour créer et maintenir des CoP en langue étrangère.

Méthodologie de la recherche

Nous avons choisi d'observer une CoP existant en ligne, le groupe Facebook *Un mot par jour*[6]. Créé en avril 2014 et administré par un guide touristique vietnamien francophone, ex-professeur de français, ce groupe public s'adresse essentiellement aux guides vietnamiens francophones et vise à améliorer leur français à travers des échanges et partages de ressources dans le groupe.

Comme les données sur les activités du groupe changent chaque jour, nous avons mis l'accent sur une période limitée, du 6 juin au 13 septembre 2014. Les données comprennent les échanges entre les membres pendant cette période de 100 jours, le profil des membres, le résultat d'un questionnaire réalisé avec 10 membres et celui d'un entretien semi-directif réalisé avec 1'administrateur du groupe. L'analyse de ces données, à la fois quantitatives et qualitatives, s'organise selon quatre axes : la gestion et le partage de l'information, les modalités de communication, les interactions verbales et le processus de médiation entre les acteurs. Dans chacun de ces quatre aspects, nous analyserons leurs effets sur les trois pôles de l'apprentissage en langue étrangère selon Lambert (1998) : cognitif (les diverses facettes du processus d'appropriation), social (la relation de l'apprenant avec les autres) et affectif (la motivation d'apprentissage de l'apprenant).

Analyse des résultats

Description des activités du groupe « Un mot par jour »

Au moment où nous avons collecté les données pour cette recherche, le groupe comprenait 283 membres, dont un tiers était composé de

guides touristiques vietnamiens francophones. Les autres membres étaient des agents de voyage, des touristes francophones ayant visité le Vietnam ou encore des amis francophones de l'administrateur. Beaucoup étaient des anciens élèves de l'administrateur et ses amis d'université.

La devise du groupe est « Petit à petit, l'oiseau fait son nid. Partageons notre connaissance. » L'objectif premier du groupe est le perfectionnement du français chez les guides vietnamiens francophones, mais les activités du groupe peuvent aussi être profitables à tous les membres du groupe. Pour les touristes français, la participation au groupe est un moyen pour garder le contact avec le Vietnam et partager leurs connaissances sur la culture et la langue des deux peuples.

Le groupe étant public, l'inscription peut se faire par un membre du groupe, ou via une demande envoyée à l'administrateur. Pourtant, seul l'administrateur a le droit de donner des avertissements à un membre ou le bannir du groupe quand il trouve nécessaire. Chaque membre peut aussi se retirer du groupe.

Les activités du groupe se basent sur le degré d'activité de ses membres et ressemblent aux forums de discussions en ligne. Les publications apparaissent sur l'interface du groupe selon l'ordre chronologique suivant le principe des fils d'actualités de Facebook. Chaque membre a le droit d'y poster des statuts, auxquels les autres réagissent par le bouton « J'aime » ou/et des commentaires. L'auteur de chaque production a le droit de la modifier et la supprimer. L'administrateur a aussi le droit de supprimer les contenus qu'il trouve inconvenants. Les contenus sont visibles par les membres et leurs amis sur Facebook. La langue de la communication dans le groupe est le français.

La gestion et le partage de l'information au sein du groupe

La première question est de savoir quels types d'informations les membres du groupe se partagent et quels en sont les effets sur leur apprentissage du français. En analysant les 186 statuts publiés entre le 6 juin et le 13 septembre 2014, nous avons repéré 5 thématiques principales :

La langue française (52 % des statuts) : problèmes de vocabulaire (termes, expressions, proverbes, champs lexicaux à expliquer, traduire ou compléter), de grammaire (articles et temps verbaux), de registre de langue et de prononciation (vire-langue). On trouve parfois des citations célèbres et des proverbes vietnamiens traduits en français.

La culture vietnamienne (21 % des statuts) : culture traditionnelle, histoire du pzyd, religions et représentations, symboles et actualité culturelle, photos de voyage.

La culture française (11 % des statuts) : problèmes d'actualités, histoire, littérature, géographie et religions. Les guides qui ont visité la France et les touristes français postent aussi des images sur ce pays.

Les débats sur les sujets généraux (7 % des statuts) : il s'agit des problématiques d'ordre global et interculturel, telles que la coutume de manger la viande de certains animaux domestiques, l'excision, la culture de la foule…

La vie du groupe (9 % des statuts) : appels ou avertissements de la part de l'administrateur, vœux d'anniversaire ou à l'occasion des fêtes.

Le choix du sujet dépend entièrement des participants. Il part donc de leur besoin réel en apprentissage du français. Comme les guides occupent la plus grande partie du groupe (35,33 %) et que ce sont aussi les membres les plus actifs, nous observons que les sujets abordés dans le groupe tournent autour de leurs centres d'intérêt : mots et expressions spécialisés en français au service des commentaires des sites, réalités rencontrées sur la route du voyage, actualité du pays, connaissances sur la culture des clients… les touristes français, quant à eux, se joignent au groupe soit pour partager avec leurs amis vietnamiens les images du pays qu'ils ont visité, soit pour offrir des connaissances en leur langue et culture et ce dans une perspective interculturelle.

Dans une CoP comme celle-ci où l'apprentissage, puisqu'il est informel, repose uniquement sur la contribution de chacun et sans aucune contrainte, l'évaluation d'une contribution est la réaction des membres : des « J'aime » et des commentaires. En analysant la corrélation entre le contenu des statuts et leur degré de réussite (nombre de « J'aime » et des commentaires, l'expression de l'approbation dans les commentaires), nous voyons deux raisons qui contribuent au succès d'une publication dans le groupe : l'intérêt du contenu de la publication pour le travail du guide (tant sur le sujet que sur la qualité de la langue) et la beauté de la publication (pour les photos).

Qu'ils soient guides expérimentés ou jeunes traducteurs, les membres que nous avons interrogés confirment l'intérêt de la plupart des sujets abordés dans le groupe et l'utilité de ces sujets pour leur travail. La plupart soulignent que les activités du groupe enrichissent

Date	Sujet du statut	Auteur	Likes	Commentaires
11/6	Appel aux contributions au groupe en français et en vietnamien	Administrateur	8	62
27/6	Photo et demande de réaction (problématique : manger du chien)	Administrateur	12	59
30/6	demande de réaction à un match de football en cours (France - Nigéria)	Guide	2	46
14/7	Exemple d'un phénomène grammatical en français (l'accord du pp et le pronom cod)	Guide	2	45
1/9	Proverbe français et équivalence en vietnamien	Guide	10	43
13/8	Photo d'un guide sur les cadenas d'amour sur un pont parisien	Administrateur	24	42
11/6	Appel à contribution des termes du football	Guide	12	40
12/6	Article d'un Professeur vietnamien vivant en France sur le conflit Vietnam-Chine paru dans Le Mon	Guide	4	40
19/7	Photo de France	Administrateur	24	38
4/8	Photo prise pendant le voyage au VN (un cochon avec son carcan sous une maison sur pilotis)	Administrateur	17	27
8/9	Changement de la photo du groupe	Administrateur	8	25
29/8	Photo de paysage au Vietnam (la pêche)	Guide	23	23
7/7	Jeu : trouver des expressions avec le mot "nez"	touriste	6	22
6/6	Question sur la différence entre les dragons représentant un roi et un docteur littéraire	Guide	5	21
6/6	Lien vers un article sur le débarquement de Normandie à l'occcasion de son 70ème anniversaire	Touriste	7	21
4/7	Mot référant à une religion (Allah) avec sentiment (ceur qui représente l'amour)	Touriste	7	21
22/7	Liste de mots ayant le sens proche	Administrateur	5	21
25/7	Langue française : liste des cris des animaux à compléter	Guide	14	21
8/7	Question sur le nom des boudhas dans les pagodes	Guide	5	20

Tableau 1. Les statuts qui reçoivent le plus de « J'aime » et de commentaires

leur vocabulaire et leur offrent l'occasion de s'exprimer en français et d'échanger avec d'autres francophones hors du travail ou de l'école. Elles ont augmenté leur motivation pour le français, même chez les plus avancés qui y voient une occasion d'évaluer leur niveau de français et de réviser certaines habiletés longtemps inutilisées.

Quels sont les modes de gestion et de partage d'informations pratiqués dans le groupe ? En analysant les statuts, nous repérons trois modes de partage d'information principaux : 1- l'auteur saisit lui-même sa publication (une question sur un mot, une expression ou un proverbe, un glossaire, une photo…) 2- l'auteur partage une autre ressource disponible en ligne (un article de journal, un article de dictionnaire, une publication sur Facebook…) 3- l'auteur dépose des fichiers sur le site. Parmi ces trois modalités, la première est la plus courante, la deuxième connaît parfois des échecs, quand le contenu n'existe plus en ligne et la dernière est souvent ratée, sans doute parce que les fichiers sont trop importants. Nous constatons enfin que le succès d'une information circulée dans le groupe ne dépend pas vraiment de sa modalité de partage, mais de l'importance de la contribution de l'auteur, en plus de la qualité de l'information et l'intérêt qu'elle porte aux membres comme nous l'avons ci-dessus mentionné. Un même article de dictionnaire partagé recevra plus de « J'aime » et de commentaires s'il est accompagné de commentaires ou d'explications de la part de celui qui l'a partagé.

Comme nous l'avons expliqué plus haut, les informations sur le site sont affichées dans leur ordre d'apparition, ce qui pose problème quand un membre souhaite se reporter à une ancienne publication. Pourtant, une ancienne publication peut être relayée et apparaître au début du fil par un nouveau « J'aime » ou un nouveau commentaire. Un membre peut recevoir aussi une notification quand son nom est mentionné dans un commentaire. Quant aux modalités de classement d'information, la seule possibilité est de classer les contributions par auteur, via un moteur de recherche sur le site. Cet outil est surtout intéressant quand un membre souhaite se référer à des ressources partagées par un membre actif du site.

Dans un groupe sur Facebook, les contenus sont gérés par leur auteur et par l'administrateur du groupe, ce qui permet à chacun d'être responsable de ses publications, et à l'administrateur d'exercer un certain contrôle, voire une censure sur les contenus postés dans le groupe. En effet, nous avons vu des membres retirer ou modifier leurs statuts ou commentaires après avoir discuté avec les autres, ce qui rend les discussions plus instructives pour tout le monde. Du point

de vue cognitif, ces possibilités techniques facilitent l'autorégulation des écrits chez les apprenants et la régulation du groupe via les commentaires.

Les modalités de communication dans le groupe

Dans ce groupe sur Facebook, toutes les communications sont asynchrones, publiques et ouvertes à tous.

La communication asynchrone présente quelques avantages pour ce type de communauté : elle permet à chacun d'avoir le temps pour réfléchir sur ce qu'il va publier – ce temps bénéfique à leur apprentissage selon les usagers interrogés ; elle convient à la situation de communication où les interlocuteurs sont dispersés géographiquement et ne partagent pas le même emploi du temps, et enfin, elle convient au type d'apprentissage proposé par le groupe (apprentissage informel). Le deuxième avantage est surtout significatif lorsque certains membres actifs du groupe ont un décalage horaire de 5-6 heures par rapport aux autres.

La communication synchrone présente cependant un inconvénient : elle n'incite pas l'ensemble des membres à participer à la communication. En effet, beaucoup ne se sont jamais manifestés, et beaucoup d'autres ne se contentent que de cliquer sur le bouton « J'aime ». Pour compenser ce défaut, lorsqu'un membre souhaite solliciter la participation d'un autre à la discussion, il peut mentionner son nom dans ses publications. Cette fonctionnalité est surtout utile quand les membres souhaitent avoir l'opinion des personnes ayant des connaissances plus approfondies sur la question en discussion.

En réalité, les quelques discussions les plus actives dans le groupe sont presque synchrones, et les réponses presque instantanées rendent la discussion plus vivante et instructive. Pourtant, ces discussions sont souvent très longues, parfois en une quarantaine de répliques, ce qui pose des problèmes pour ceux qui les suivent après.

Une façon pour communiquer son intérêt est le bouton « J'aime », avec un choix varié d'attitudes à exprimer, ce qui rend la communication plus réelle. Nous observons aussi que ceux qui laissent les commentaires cliquent aussi sur ces boutons, comme une façon pour renforcer l'expression de leur intérêt envers la publication et remercier l'auteur. Cette modalité de communication est donc très pratique pour renforcer le lien entre les membres du groupe. Les boutons « J'aime » encouragent aussi les membres à publier sur le site.

La communication dans le groupe se passe à l'écrit, ce qui représente à la fois des avantages et des inconvénients. L'avantage est que cela permet aux utilisateurs de bien réfléchir à ce qu'ils produisent et d'avoir la possibilité de corriger ce qu'ils ont écrit. Toutefois, cela demande beaucoup de temps, surtout quand les membres sont impliqués dans un vif débat. En plus, les activités orales (compréhension et production) font défaut dans le groupe.

Les interactions verbales au sein du groupe

Gangi et Wasco (2009, *op.cit*), donnent une liste d'indicateurs à ceux qui souhaitent étudier les interactions sur les réseaux sociaux numériques : la nature et la qualité des dialogues ; la facilité d'une accessibilité à une autre ; la possibilité d'une transparence affichée et la liberté d'une prise de risque dans l'interaction. Dans le cadre de cette recherche, nous nous contenterons d'analyser les premiers indicateurs de cette liste.

Parmi les modalités de partage d'informations du groupe, nous constatons que les statuts sont les plus utilisés pour provoquer des interactions dans le groupe. C'est cela qui nous incite à classer les dialogues dans le groupe en cinq catégories, qui correspondent à cinq types de statuts :

– Une question de débat, genre *« Faut-il… »*, *« Je suis contre… et vous ? »*, *« Que pensez-vous de… »*. La question suscite chez les membres des réponses, en général très différentes, ce qui crée souvent un véritable débat sur le sujet. Les commentaires servent aussi à réagir à une autre réponse, à éclaircir un point de vue ou à donner un exemple.

– Un idiome ou un proverbe, généralement en français et parfois accompagné d'équivalences en vietnamien. On trouve dans les réponses des solutions de traduction, des explications approfondies ou des commentaires sur le contenu du proverbe ou de l'idiome donné.

– Un mot ou un terme à expliquer ou qui suscite un débat sur le sujet porté par le mot ou le terme. Le fonctionnement des discussions qui le suivent ressemble soit à la première catégorie (un débat), soit à la deuxième (explication du terme ou du mot).

– Une photo, avec une légende, ou une explication sur le contexte dans lequel la photo a été prise, ou une question invitant les membres à s'exprimer sur la photo. À part quelques photos expressément utilisées pour déclencher un débat, comme dans la première catégorie, les autres suscitent souvent de l'admiration chez les spectateurs. Quand les photos comportent une dimension symbolique, la discussion va plus loin dans la signification de l'image. Ainsi est-ce le cas pour la question du rôle du lotus dans la culture vietnamienne.

– Une liste des mots à compléter. Cette modalité est mobilisée quand l'auteur de la publication a besoin d'un glossaire sur un domaine spécifique. Dans les commentaires, les membres donnent des mots ou expressions pour compléter la liste, avec leur équivalence en français.

Parmi ces types d'échange, le mode « débat » est le plus efficace selon les participants que nous avons interrogés. La demande de l'aide est aussi mentionnée par quelques-uns comme un outil pour déclencher des interactions, et elle sera encore plus instructive si les explications demandées ne se limitent pas à l'équivalence du terme ou du proverbe en l'autre langue et si les auteurs soignent leur écriture, toujours selon les personnes interrogées. L'inconvénient du débat, surtout quand les participants y sont trop impliqués, c'est qu'il risque de provoquer des réactions trop vives ou déplacées de la part des participants.

La médiation des acteurs dans les échanges

Ce point est consacré à l'étude des rôles implicitement accordés aux différentes catégories de participants et aux règles d'usage des discussions du groupe.

Pendant la période de notre observation qui a duré 100 jours, sur les 283 membres du groupe, nous avons recensé 156 membres actifs. Ces membres ont publié 186 statuts (soit 1,86 statut par jour), généré 1642 commentaires (soit 8,82 commentaires par statut) et 1419 « J'aime » (soit 7,62 « J'aime » par statut).

Si l'on classe les participants actifs selon leur niveau de français, on obtiendra trois profils : les natifs, les « experts apprentis » et les « apprenants ».

Invités par des guides à participer au groupe, les Français, par leur nature de locuteur natif, jouent un rôle d'expert de la langue française. Leur présence dans le groupe constitue une source de motivation pour beaucoup de membres vietnamiens, et leurs contributions sont bien accueillies. Très souvent, on fait appel à eux dans les discussions, que ce soit pour apporter une réponse ou pour évaluer la crédibilité d'une information. Le groupe leur manifeste aussi une attention particulière et partage avec eux l'amour sur le Vietnam.

Parmi les guides membres du groupe, on voit une vingtaine particulièrement active qui forme le noyau dur de cette communauté, car ils sont auteurs de la majorité des publications sur le site. On peut les considérer comme des « experts apprentis » : il s'agit des guides expérimentés, ayant un niveau de français, mais qui ont aussi beaucoup à

apprendre. Les lacunes manifestées dans leur travail font justement les objets d'apprentissage du groupe, et les explications qu'ils fournissent aux autres viennent aussi de leur apprentissage sur le terrain. Ce profil d'apprenant est aussi le plus révélateur des CoP en langue étrangère selon nous, car ils se perfectionnent à travers les conflits socio-cognitifs avec des participants des niveaux supérieur et inférieur aux leurs.

Le troisième profil, les « apprenants », est constitué d'anciens ou actuels étudiants de français, jeunes traducteurs ou agents de voyage. La plupart d'entre eux ne font que suivre les discussions et manifester leur intérêt par des « J'aime ». Quelques-uns posent des questions ou demandent de l'aide pour résoudre leurs problèmes de langue.

À côté de ces trois catégories de membres, l'administrateur - le fondateur du groupe est très important pour la vie du groupe. Quotidiennement actif, il assume plusieurs rôles : 1- Rôles d'organisation : inviter les amis sur Facebook à devenir membres, gérer les inscriptions... 2- Rôles sociocognitifs : encourager les membres à publier dans le groupe, orienter les sujets de discussion, suggérer les réponses, faire le médiateur dans les discussions... 3- Rôles socio-affectifs : envoyer un mot de bienvenue à chaque nouveau membre, connecter les membres, renforcer les liens sociaux dans le groupe par des vœux à des occasions spéciales...

Parmi ces rôles, nous nous intéressons surtout à celui de médiateur des discussions. Implicitement ou explicitement, l'administrateur impose les règles d'usage du groupe : 1- Chaque participant doit partager avec les autres ce qu'il sait en respectant leur opinion et leurs différences. 2- L'essentiel est le perfectionnement de la langue de chacun, et non de l'emporter dans un débat, les attitudes excessives doivent donc être exclues du groupe. 3- Les participants d'une discussion sont invités à corriger les fautes de français des autres, mais dans un esprit constructif. 4- Il est impératif d'écrire en français, sauf quand on cherche à traduire des mots et des expressions. 5- L'humour est nécessaire pour l'ambiance du groupe, mais il ne faut pas en abuser.

En réalité, lorsqu'un membre porte atteinte à une de ces règles, l'administrateur lui envoie un message privé pour tempérer son attitude, lui demander de corriger ou de retirer ses propos. L'administrateur peut aussi utiliser son autorité pour intervenir publiquement, surtout quand il s'agit de petites atteintes.

Au sein du groupe se passent aussi des activités régulatrices des échanges, facilitées par les fonctionnalités de Facebook. Il s'agit

surtout des régulations sur l'attitude des participants, la qualité de la langue et l'éthique de la publication sur Internet.

Conclusion

Deux ans et demi après sa création, le groupe *Un mot par jour* n'a jamais vu partir un seul de ses 481 membres. Ceci peut être considéré comme un signe de succès. Pourtant, les activités se sont ralenties par rapport au début, et nous trouvons nécessaire de formuler quelques conditions de réussite de ce modèle de CoP en langue étrangère en ligne :

La création d'une CoP en langue étrangère doit venir de quelqu'un comme l'administrateur de ce groupe : son profil socio-professionnel représente le noyau dur du groupe (les guides expérimentés, mais qui ont encore à apprendre en français), et par ses relations, il est capable de mobiliser des experts (ici ce sont les touristes français), et d'autres apprenants de niveaux variés.

Étant donné que le degré d'activité du groupe se base seulement sur celui des membres, les sujets de discussion doivent couvrir les centres d'intérêt de toutes les catégories de membres. Un sondage d'opinion réalisé en ligne ou dans le cadre d'une rencontre hors ligne, comme nous a suggéré un membre, permettrait de mieux voir ces centres d'intérêt.

Le maintien du groupe dépend aussi beaucoup du degré d'activité de l'administrateur. Or, celui-ci peut être lui-même démotivé ou occupé par ses activités professionnelles. L'administration du groupe devrait donc être partagée parmi les membres les plus actifs, sur la base d'un accord sur les modalités de gestion.

Mener un débat et poser une question dans les statuts sont les moyens les plus efficaces pour déclencher une discussion. Pourtant, leur réussite dépend aussi des attitudes des participants. Il serait peut-être intéressant d'en discuter explicitement dans le groupe, afin d'avoir l'approbation de tous sur les règles d'usage des discussions.

Les modalités de partage de l'information ne facilitant pas la recherche, surtout quand les membres souhaitent revenir à un vieux statut. Il serait peut-être intéressant de constituer une sorte d'index, où se trouvent des liens vers les anciennes discussions, qui sont classées dans l'ordre alphabétique de leur mot-clé. La conception d'un tel index peut faire l'objet d'un travail collaboratif du groupe.

La présence des experts (les Français) est indispensable pour le groupe. Et ce sur tous les trois aspects de l'apprentissage : cognitif, social et affectif. L'administrateur et les autres membres doivent chercher à les intéresser davantage.

Bibliographie

Di Gangi, P.M & Wasco, M (2009). « The co-creation of value : Exploring user engagement in user-générated content websites », In, *Sprouts : Working Papers on Information System, vol. 9, n° 50.*

Klein, W. (1986,1989 trad. fr). *L'acquisition de langue étrangère*, Paris : Armand Colin.

Laferrière, T. (2008). « Les communautés d'apprenants en réseau au bénéfice de l'éducation », In *Encounters in Theory and History of Education*, *6*.

Lambert, M. (1994). « Les profils d'apprenants comme mode de description et d'explication à la variabilité des apprentissages en langue étrangère », In *Acquisition et interaction en langue étrangère*, (4), 81-108.

Murphy, E. & Laferrière, T. (2003). « Virtual communities for professional development : Helping teachers map the territory in landscapes without bearings », *The Alberta Journal of Educational Research*, 49(1), 70-82.

Proulx, S & Millette, M & Heaton, L (2012). *Médias sociaux : Enjeux pour communication*. Montréal : Presses Universitaires du Québec

Stenger, T., & Coutant, A. (2010). « Les réseaux sociaux numériques : des discours de promotion à la définition d'un objet et d'une méthodologie de recherche », In *Hermes-Journal of Language and Communication Studies*, *44*, 209-228.

Wenger, E. (1998). *Communities of practice. Learning, meaning, and identity*. Cambridge, UK : Cambridge University Press.

Wenger, E. (traduction et adaptation de F. Gervais, 2005). *La théorie des communautés de pratique*. Université Laval, Ste-Foy, Qc : PUL.

Notes

1. http://www.statista.com/statistics/264810/number-of-monthly-active-facebook-users-worldwide/
2. http://www.statista.com/statistics/490478/number-of-vietnam-facebook-users/
3. http://www.statista.com/statistics/496997/daily-active-users-of-leading-social-networks-vietnam/
4. http://www.statista.com/statistics/270229/usage-duration-of-social-networks-by-country/

5. https://www.researchgate.net/publication/236591402_Apprentissage_par_situation-problemes_sur_plateforme_de_reseau_social
6. https://www.facebook.com/groups/247588535428713/?fref=ts

MESURE DE L'INFLUENCE DES TIC SUR LA PERCEPTION DE LA QUALITÉ DES ENSEIGNEMENTS AU VIETNAM : LE CAS DES FORMATIONS UNIVERSITAIRES ÉVALUÉES PAR L'ASEAN *UNIVERSITY NETWORK*

Dai Nguyen-Tan* et Pascal Marquet**

Résumé : Depuis plus de six ans, une trentaine de programmes d'enseignement supérieur au Vietnam ont été évalués par l'ASEAN University Network (AUN). Parmi les différentes dimensions de la qualité prises en compte dans cette démarche d'évaluation, quinze sous-critères concernent de près ou de loin l'usage des TIC dans les formations. Une première étude de quatre programmes vietnamiens évalués en 2009 et 2011 montre qu'il existe une différence dans la perception réelle des sous-critères liés aux TIC entre les parties prenantes internes et les évaluateurs externes de ces programmes. À partir de ce constat, nous élaborons un instrument de mesure susceptible de permettre à tous les acteurs internes et externes d'un programme de formation d'identifier ce qui contribue à la satisfaction des étudiants vis-à-vis de l'usage des TIC dans les cours dispensés. Différents modèles existants (TAM, CEQ, SCEQ, eLEQ) ont été intégrés et adaptés dans le contexte de l'évaluation des programmes par l'AUN. Des enquêtes ont été menées auprès de plusieurs centaines d'étudiants de cinq programmes évalués en 2009, 2011 et 2014. Les résultats permettent de confirmer la validité et l'ajustement du modèle que nous proposons.

Abstract : Since several years, more than thirty Vietnamese training programmes have been assessed by the ASEAN University Network (AUN). Conducted as an implementation of the AUN-Quality Assurance (AUN-QA) framework, this assessment at the programme level focuses on lots of quality dimensions with 11 criteria in their most recent version, encompassing 15 sub-criteria that relate more or less to the use of the ICT in the educational activities. A first study of four Vietnamese programmes assessed in 2009 and 2011 demonstrated that there is a significant difference of the perception about the ICT use quality between the internal stakeholders and the external assessors in these programmes. From this revelation, we aim to elaborate

*Université de Strasbourg, Université de Lorraine, Université de Haute-Alsace, LISEC-EA 2310, F-67100 Strasbourg, France. Courriel : dai.nguyen-tan@etu.unistra.fr

**Université de Strasbourg, Université de Lorraine, Université de Haute-Alsace, LISEC-EA 2310, F-67100 Strasbourg, France. Courriel : pascal.marquet@unistra.fr

a measurement instrument which may help all of the programme's internal or external stakeholders to identify the factors contributing to the students' satisfaction about the ICT use in their degree courses. Some existing models such as TAM, CEQ, SCEQ, eLEQ were integrated in the context of AUN-QA assessment at the programme level. The survey was conducted at five Vietnamese programmes assessed in 2009, 2011 and 2014, with 453 full responses. The data analysis confirms the validity of our proposed measurement model.

***

Les TIC sont quantitativement très présentes dans la société vietnamienne et dans son système d'enseignement supérieur, avec notamment un taux d'équipement informatique et de connexion Internet très élevé dans la population étudiante. Dans ce contexte favorable, les TIC sont de plus en plus utilisées dans l'enseignement supérieur, pour la recherche d'information, le partage de documents et les échanges entre étudiants et enseignants. Peeraer et Van Petergem (2011) ont montré que les enseignants universitaires vietnamiens ont adopté les TIC principalement pour remplacer les pratiques pédagogiques traditionnelles. Le caractère encore superficiel de l'usage des TIC dans les cours peut s'expliquer par l'existence d'un écart considérable entre le discours des autorités de l'éducation, appelant à mettre au cœur du système les savoir-faire et les compétences des étudiants au lieu des connaissances théoriques et la transmission du savoir, et la mise en œuvre réelle de ces orientations stratégiques sur le terrain (Harman & Nguyen Thi Ngoc Bich, 2009 ; Peeraer & Van Petegem, 2012).

Plus précisément, les universités vietnamiennes se sont beaucoup investies au cours de ces dernières années dans l'évaluation de la qualité de leurs programmes de formation, en particulier au sein de l'ASEAN University Network (AUN). Depuis 2009, près de quarante programmes ont été évalués au Vietnam et nombre d'universités sont en train de préparer leur évaluation pour les années à venir. Les standards de ce réseau d'assurance qualité (AUN-QA) relèvent de trois niveaux : institution, système d'assurance qualité interne, et programme de formation. Parmi les critères d'évaluation des programmes de formation, nous avons identifié 15 sous-critères qui concernent de près ou de loin l'usage des technologies de l'information et de la communication (TIC), eux-mêmes relevant de six critères parents que sont 1°) les acquis d'apprentissage attendus, 2°) les spécifications du programme, 3°) la stratégie d'enseignement et d'apprentissage, 4°) la qualité du personnel de soutien, 5°) les conseils

et soutiens aux étudiants et 6°) les ressources et les infrastructures (AUN, 2011, p. 14-36).

Une première étude de quatre programmes vietnamiens évalués en 2009 et 2011 (Nguyên Tân Dai & Marquet, 2014) a montré qu'il existait une différence dans la perception réelle des sous-critères liés aux TIC entre les parties prenantes internes et les évaluateurs externes de ces programmes. Sur une échelle d'évaluation de 1 à 7, l'écart entre l'auto-évaluation et l'évaluation externe dans la majorité des sous-critères liés aux TIC oscille entre 1 et 2, pour parfois aller jusqu'à 3. Le résultat de l'évaluation devient alors moins convaincant et impose un cycle de négociation entre les évaluateurs externes et les responsables des programmes évalués pour d'aboutir à des conclusions finales.

La raison de cet écart est que soit les programmes évalués sont surestimés par les évaluateurs internes, soit les évaluateurs externes sous-estiment les éléments fournis. Cet article vise à comprendre cette disparité pour la réduire, grâce à l'élaboration d'un instrument de mesure susceptible de permettre à tous les acteurs internes et externes d'un programme de formation d'identifier les éléments qui contribuent à la satisfaction des étudiants vis-à-vis de l'usage des TIC dans les cours dispensés.

Dans une première partie, nous évoquerons les différents modèles qui ont inspiré le modèle que nous avons retenu pour élaborer notre instrument de mesure de l'influence des TIC sur la qualité déclarée des cours. Puis nous indiquerons comment nous avons mené nos observations avant de détailler les résultats obtenus. Nous terminons cet article en discutant de la pertinence de nos résultats dans la perspective de la mesure de l'influence perçue des usages des TIC sur la qualité des enseignements dispensés dans les universités vietnamiennes de l'échantillon.

Cadre théorique

Le cadre théorique choisi s'appuie sur les principaux modèles en matière d'évaluation de l'usage des technologies et de qualité des cours dans les formations universitaires.

Le Technology Acceptance Model et ses dérivés

Figurant parmi les modèles les plus connus d'évaluation de l'usage des technologies numériques, le Modèle d'acceptation de la technologie (*Technology Acceptance Model* – TAM) a été introduit par Davis (1989) en mettant au cœur de l'évaluation le niveau d'acception de

l'intégration des technologies informatiques des usagers dans leur environnement de travail. Ce modèle a ensuite évolué en TAM2 (Venkatesh & Davis, 2000), puis en Théorie unifiée de l'acceptation et de l'usage de la technologie, *Unified Theory of Acceptance and Use of Technology* – UTAUT (Venkatesh, Morris, Davis, & Davis, 2003) et jusqu'au TAM3 (Venkatesh & Bala, 2008), permettant de prédire le comportement des usagers lorsque les organisations développent des stratégies d'intégration des technologies numériques. Les construits constituant le TAM-UTAUT sont, entre autres, la perception des usagers de l'utilité (*perceived usefulness*) et de l'utilisabilité (perceived ease of use) des outils technologiques implémentés (figure 1). Nombre d'auteurs ont mené des études sur l'adaptation du TAM/UTAUT dans le cadre des formations universitaires, notamment en matière d'e-learning, de formation hybride ou de formation à distance, dont Mathieson (1991), Helgesen et Nesset (2007), Lee J.-W. (2010), Jan et Contreras (2011), Cheung et Vogel (2013), Persico, Manca et Pozzi (2014).

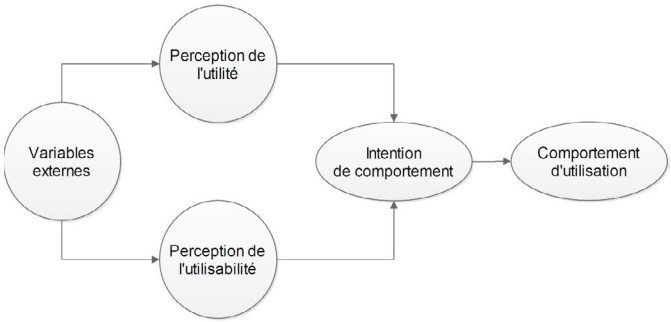


Figure 1. Cadre théorique des études du TAM (d'après Venkatesh & Bala, 2008)

Le Student Course Experience Questionnaire

Parmi les outils de mesure de la qualité des enseignements qui ont été développés de part et d'autre dans le monde, un *Course Experience Questionnaire* (CEQ) a été conçue à la fin des années 1980 en Australie pour évaluer la qualité des formations universitaires par les étudiants déjà diplômés (Ramsden, 1991 ; Wilson, Lizzio, & Ramsden, 1997). À l'Université de Sydney, Ginns et ses collaborateurs (2007) ont par la suite modifié le CEQ en Student Course Experience Questionnaire (SCEQ) afin de permettre à l'institution de mesurer la qualité d'un programme de formation perçue par les étudiants encore inscrits. Le SCEQ consiste en cinq échelles (figure 2) couvrant les aspects de l'enseignement sur lesquels les étudiants peuvent avoir une opinion en

tant que « consommateurs » directs : 1°) la qualité de l'enseignement des professeurs, 2°) la clarté des objectifs de formation, 3°) la cohérence de l'évaluation, 4°) la cohérence de la charge du travail et 5°) la valorisation des compétences générales dans le programme.

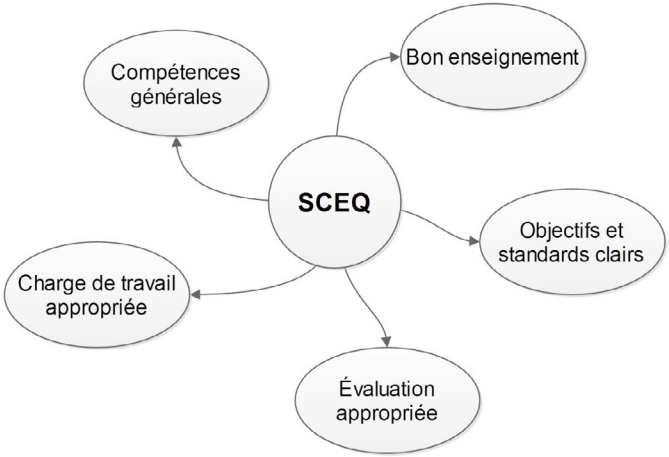


Figure 2. Échelles de mesure du *Student Course Experience Questionnaire* (d'après Ginns *et al.*, 2007)

L'e-Learning Experience Questionnaire

Après avoir adapté le CEQ en SCEQ, Ginns étend son modèle à l'évaluation de la contribution des TIC dans les formations universitaires, notamment en appui à l'apprentissage et en complément des cours en présentiel (Ginns & Ellis, 2007). Cette adaptation, connue sous le nom d'*e-Learning Experience Questionnaire* (eLEQ), telle que représentée dans la figure 3, comporte quatre dimensions principales concernant l'intégration des TIC dans les cours à l'université : 1°) le tutorat à distance des enseignants (*Good e-Teaching*), 2°) les ressources pédagogiques en format numérique (*Good e-Ressources*), 3°) la charge du travail à distance (*Appropriate Workload*) et 4°) l'interaction entre les étudiants (Student Interaction).

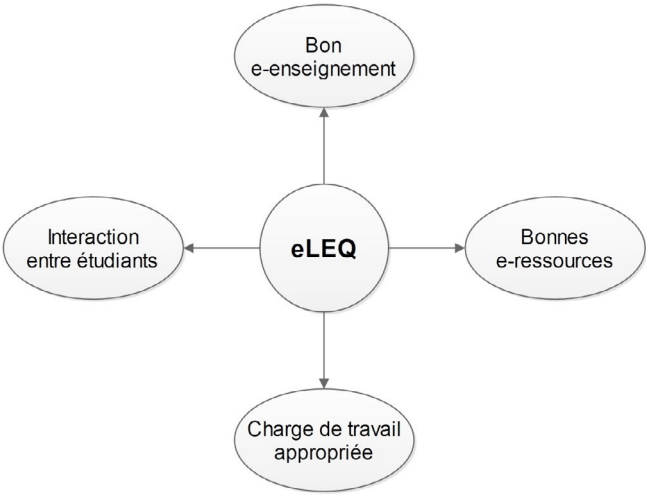


Figure 3. Échelles de mesure du Student Course Experience Questionnaire (d'après Ginns & Ellis, 2007)

Modèle, hypothèses de recherche et développement de l'instrument de mesure

Modèle et hypothèses

L'écart entre la perception des acteurs internes et celle des évaluateurs externes des programmes de formation vietnamiens évalué par l'AUN, en particulier pour ce qui concerne l'usage des TIC, porte sur 15 sous-critères liés aux TIC. Nous les structurons en 5 « facteurs » ou échelles de mesure, à savoir 1°) la clarté des objectifs et standards d'une formation, 2°) la cohérence de l'évaluation, 3°) la qualité des ressources pédagogiques, 4°) la méthode et la gestion de l'enseignement, et 5°) le développement des compétences générales des étudiants. Ces « facteurs » ont une influence sur la perception des étudiants inscrits dans les formations des outils numériques mobilisés ou mis à leur disposition par l'université (Cheung & Vogel, 2013 ; Davis, 1989). Ce modèle (figure 4) constitué de deux blocs centraux « perception de l'utilisabilité » et « perception de l'utilité » a été donc adopté avec l'idée que ces deux perceptions sont déterminantes pour l'opinion que les étudiants se font de l'usage des TIC dans les cours (Bhattacherjee, 2001 ; Bhattacherjee & Premkumar, 2004 ; Sánchez-Franco, Peral-Peral, & Villarejo-Ramos, 2014).

Appliquées au contexte vietnamien de l'usage des TIC dans les formations universitaires, nous pouvons formuler sept d'hypothèses : les objectifs liés aux compétences numériques (H1) et le développement

des compétences générales (H2) ont une influence sur la perception de l'utilité ; l'activité d'enseignement en ligne (H3), la gestion des cours en ligne (H4), les tests d'évaluation en ligne (H5) et les ressources pédagogiques en ligne (H6) ont une influence sur la perception de l'utilisabilité ; et la perception de l'utilisabilité influence la perception de l'utilité (H7).

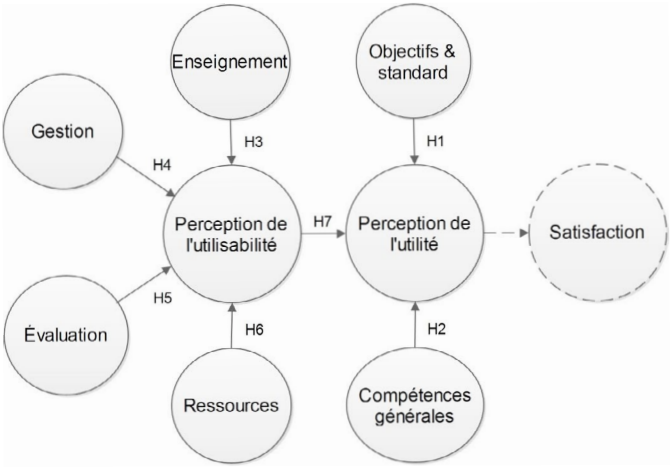


Figure 4. Modèle et hypothèses de recherche sur les relations entre différents facteurs

Instrument de mesure et réalisation de l'enquête

Un questionnaire a été développé, dont les items sont articulés autour de huit dimensions, soit une de plus que les hypothèses afin d'inclure tous les constituants du modèle et pas seulement les relations entre les constituants : objectifs et standard (OBJ), Compétences générales (CPT), Ressources (RES), Enseignement (ENS), Gestion (GES), Évaluation (EVL), Perception de l'utilité (PUT) et Perception de l'utilisabilité (PUS). Chaque item se présente sous la forme d'une échelle de Likert à cinq options : 1. complètement en désaccord, 2. en désaccord, 3. neutre, 4. d'accord, 5. complètement d'accord.

L'enquête s'est déroulée en deux temps : pendant l'hiver 2015, avec treize groupes d'étudiants contactés dans quatre programmes évalués en 2009 (A09, B09) et 2011 (A11, C11) de trois universités ; au printemps 2016, avec trois groupes d'étudiants d'un programme évalué en 2014 (D14) d'une autre université, pour élargir la taille de l'échantillon. Les noms des programmes et des universités étudiés sont codifiés pour des raisons de confidentialité. Pour chaque

programme, trois classes de 2e année, 3ème année et 4ème année ont été interrogées.

Au total, sur les 561 questionnaires papier distribués, 453 questionnaires ont été retenus, après élimination des questionnaires incomplets, soit un taux de 80,75 %. La fiabilité des dimensions du modèle est mesurée par l'alpha de Cronbach, avec les valeurs comprises entre 0,70 et 0,82, ce qui est satisfaisant (cf. tableau 1).

Dimension	Nombre d'items	α de Cronbach
Objectifs & standard	4	0,70
Compétences générales	6	0,74
Ressources	4	0,70
Enseignement	6	0,82
Gestion	5	0,72
Évaluation	3	0,74
Perception de l'utilité	3	0,73
Perception de l'utilisabilité	3	0,75

Tableau 1. Mesure de fiabilité des dimensions du modèle

Résultats

Taux de cours recourant TIC déclarés satisfaisants

Dans tous les programmes étudiés, la plupart des étudiants sont satisfaits de la moitié ou plus des cours ayant recours aux TIC qu'ils ont suivis (*cf.* figure 5). Il ressort que le programme C11 comporte la plus faible proportion de cours considérés comme satisfaisants.

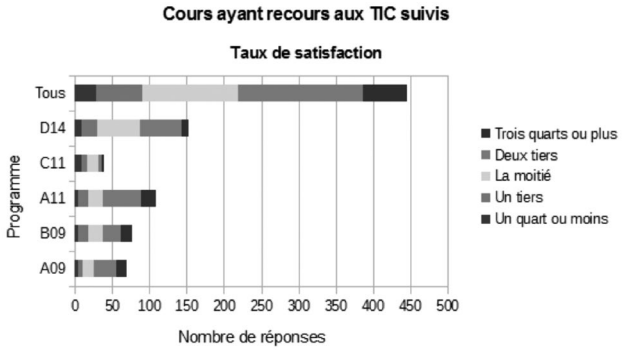


Figure 5. Taux de satisfaction des cours ayant recours aux TIC

C'est sur la base de ces « cours ayant recours aux TIC considérés comme satisfaisants » que nous procédons à l'analyse de la perception

des étudiants des différentes dimensions liées à l'usage des outils/processus TIC dans les cours, articulées autour de deux facteurs « utilité » et « utilisabilité ».

Analyse factorielle

Une analyse factorielle exploratoire est réalisée suivant la méthode d'estimation de maximum de vraisemblance. Les résultats sont résumés dans le tableau 2. Globalement, les indices de saturation (loading) des facteurs extraits sont supérieurs à 0,32, seuil recommandé par Worthington et Whittaker (2006) pour procéder à l'évaluation de la validité du modèle.

Item	Facteur			
	1	2	3	4
OBJ1	0,59			
OBJ2	0,70			
OBJ3	0,64			
OBJ4	0,51			
CPT1		0,58		
CPT2		0,61		
CPT3		0,62		
CPT4		0,58		
CPT5		0,46		
CPT6		0,53		
RES1			0,64	
RES2			0,67	
RES3			0,61	
RES4			0,54	
ENS1				0,68
ENS2				0,71
ENS3				0,64
ENS4				0,66
ENS5				0,64
ENS6				0,59

Item	Facteur			
	5	6	7	8
GES1	0,54			
GES2	0,61			
GES3	0,62			
GES4	0,60			
GES5	0,55			
EVL1		0,69		
EVL2		0,73		
EVL3		0,68		
PUT1			0,70	
PUT2			0,65	
PUT3			0,72	
PUS1				0,73
PUS2				0,69
PUS3				0,68

OBJ : objectifs & standard ; CPT : compétences générales ; ENS : enseignement ; GES : gestion ; EVL : évaluation ; RES : ressources ; PUT : perception de l'utilité ; PUS : perception de l'utilisabilité.

La phase suivante est l'évaluation de la validité du modèle par l'analyse factorielle confirmatoire. Les indices les plus courants sont utilisés pour la vérification de la qualité du modèle : ratio χ^2/ddl, Hoelter *Critical N*, RMSR (*Root Mean Square Residual*), SRMSR (*Standardized Root Mean Square Residual*), GFI (*Goodness of Fit Index*), AGFI (*Adjusted GFI*), RMSEA (*Root Mean Square Error Approximation*), Bentler CFI (*Comparative Fit Index*), Bentler Bonett NFI (*Normed Fit Index*), Bentler Bonett NNFI (*Non-Normed Fit Index*). Au cours de

cette phase, nous avons dû supprimer les données du programme C11, dont les résultats se démarquaient trop des autres programmes (*cf.* figure 5 *supra*), ainsi que les items GES4 et GES5 afin d'obtenir des valeurs d'indices conformes aux recommandations (cf. tableau 3).

Indice d'ajustement	Valeur recommandée	Valeur obtenue	
		Avant suppression	Après suppression (*)
Ratio χ^2/ddl	≤ 3	2,82	1,95
Hoelter Critical N	≥ 200	222	236
RMSR	≤ 1	0,04	0,04
SRMSR	≤ 0,5	0,05	0,05
GFI	≥ 0,9	*0,86*	*0,88*
AGFI	≥ 0,9	*0,84*	*0,86*
RMSEA	≤ 0,5	*0,06*	0,05
Bentler CFI	≥ 0,9	*0,85*	0,91
Bentler Bonett NFI	≥ 0,8	*0,79*	0,82
Bentler Bonett NNFI	≥ 0,9	*0,84*	*0,89*

(*) Suppression des données du programme C11 et des items GES4 et GES5.

Tableau 3. Résultat de l'analyse factorielle confirmatoire

Test des hypothèses

Nous avons procédé au test des hypothèses en suivant la démarche d'équations structurales (*structural equation modeling*). Les résultats sont présentés dans le tableau 4. Les coefficients de cheminement entre les variables latentes du modèle ajusté permettent de confirmer la majorité des hypothèses de recherche au seuil de .001.

Ainsi, la perception de l'utilisabilité des TIC est fortement influencée par la qualité des ressources pédagogiques mises à dispositions en ligne (H4, $\beta = 0{,}512$; $p < .001$), par la méthode de gestion des cours en ligne (H5, $\beta = 0{,}312$; $p < .001$) et par l'utilisation des exercices d'évaluation électroniques (H6, $\beta = 0{,}212$; $p < .001$). La pratique d'enseignement en ligne, quant à elle, exerce un effet plus faible sur cette perception (H3, $\beta = 0{,}101$; $p < .05$). La perception de l'utilité des TIC, les objectifs de formation visant les compétences numériques (H1) et le développement des compétences générales (H2) dans les cours ont une influence positive, mais à des seuils différents (respectivement $\beta = 0{,}328$, ; $p < .001$; $\beta = 0{,}26$; $p < .01$). La perception de l'utilisabilité a un effet positif et fort sur l'utilité des TIC utilisés dans les cours (H7, $\beta = 0{,}639$; $p < .001$).

Lien de causalité	β	S.E.	C.R.	p	Validation de l'hypothèse
OBJ → Utilité perçue	0,328	0,076	4,298	***	H1 validée au seuil de 1 ‰
CPT → Utilité perçue	0,261	0,083	3,151	**	H2 validée au seuil de 1 %
ENS → Utilisabilité perçue	0,101	0,048	2,097	*	H3 validée au seuil de 5 %
GES → Utilisabilité perçue	0,312	0,065	4,793	***	H4 validée au seuil de 1 ‰
EVL → Utilisabilité perçue	0,212	0,059	3,574	***	H5 validée au seuil de 1 ‰
RES → Utilisabilité perçue	0,512	0,100	5,113	***	H6 validée au seuil de 1 ‰
Utilité perçue → Utilisabilité perçue	0,639	0,091	7,025	***	H7 validée au seuil de 1 ‰

*Note : *** p <.001, ** p < .01, * p < .05.* S.E. : *standard error* ; C.R. : *critical ratio* ; OBJ : objectifs & standard ; CPT : compétences générales ; ENS : enseignement ; GES : gestion ; EVL : évaluation ; RES : ressources.

Tableau 4. Résultat du test des hypothèses de recherche

Discussion

L'objectif de ce travail était de déterminer les éléments qui influencent la perception de l'utilité et de l'utilisabilité des outils TIC utilisés dans des enseignements universitaires au Vietnam, facteurs déterminants pour la satisfaction des étudiants dans un environnement d'apprentissage en ligne (Bhattacherjee, 2001 ; Bhattacherjee & Premkumar, 2004 ; Sánchez-Franco et al., 2014).

Nous avons puisé à différents modèles pour construire un instrument de mesure de la satisfaction des étudiants dans le contexte de l'évaluation des programmes réalisée par l'AUN. L'étude se limite à cinq programmes de formation évalués en 2009, 2011 et 2014.

Niveau d'adaptation du modèle d'étude

Les résultats de l'analyse de la fiabilité et de la validité confirment que les items constituants chaque dimension du questionnaire sont adaptés selon les recommandations courantes (Schmitt, 1996 ; Tavakol & Dennick, 2011 ; R. L. Worthington & Whittaker, 2006). Cependant, afin d'obtenir de meilleures valeurs des indices d'ajustement, les données du programme C11 ont été supprimées, car cette formation a la particularité d'être réservée uniquement aux étudiants de nationalité étrangère et son environnement pédagogique est différent des formations nationales ordinaires. De même, la suppression des items GES4 et GES5 du modèle le rend plus adapté, probablement parce que ces deux items concernent la demande d'aide à distance, un besoin non prioritaire dans le cadre des formations vietnamiennes où l'usage des TIC n'est pas obligatoire. En effet, les items GES sont repris de modèle de Ginns et Ellis (2007) dans un contexte de formation hybride en Australie, où les conditions, mais aussi la culture du numérique, sont différentes de celle de l'environnement académique vietnamien.

Comme le mentionnent Harman et Nguyen Thi Ngoc Bich (2009), le manque de ressources dans les universités vietnamiennes et la grille salariale trop faible font que les enseignants cherchent des moyens de rémunération supplémentaires ailleurs et réservent peu de temps à l'amélioration de la qualité de leurs enseignements ou travaux de recherche. Par conséquent, la disponibilité des enseignants pour l'aide à distance aux étudiants dans les cours ayant recours aux TIC au Vietnam est très différente et ne peut pas être prise en considération.

Éléments contribuant à la satisfaction de l'usage des TIC chez les étudiants vietnamiens

En nous référant à la figure 4, il se confirme que les quatre éléments « Ressources », « Gestion », « Enseignement » et « Évaluation » ont un effet positif sur la perception de l'utilisabilité. Cette dernière exerce à son tour une influence sur la perception de l'utilité des outils TIC dans les cours chez les étudiants, laquelle est elle-même sous l'influence significative des « Objectifs & standard » et des « Compétences générales ».

La validation des hypothèses H1 et H2 – que les objectifs et standard ciblant les compétences numériques et le développement des compétences générales exercent un effet positif sur la perception de l'utilité des outils TIC utilisés dans les cours, – permet de confirmer l'adaptation de ces échelles de mesure conçues par Ginns et Ellis (2007, 2009) au contexte des universités vietnamiennes, plus précisément dans les programmes évalués par l'AUN. Il restera cependant à élargir à d'autres formations pour confirmer ce lien de causalité, éventuellement plus fort entre les compétences générales et la perception de l'utilité des TIC.

La disponibilité aussi bien que la qualité des ressources pédagogiques électroniques influencent positivement l'appréciation des cours par les étudiants, comme le confirme la validation de l'hypothèse H6 avec le lien de causalité assez fort ($\beta = 0{,}512$) au seuil de 1 ‰. Ce résultat est cohérent avec l'étude de Chen et Chengalur-Smith (2015), confirmant l'effet positif de la qualité des ressources et informations disponibles dans le portail en ligne de la bibliothèque sur la satisfaction des étudiants. Bien que l'utilité perçue des ouvrages électroniques sur la performance des étudiants ne soit pas toujours évidente (Daniel & Woody, 2013 ; Rockinson- Szapkiw, Courduff, Carter, & Bennett, 2013), il existe des études qui confirment cette influence positive sur les habitudes et préférences de lecture (Dobler, 2015) de ces « indigènes du numérique » que sont les étudiants d'aujourd'hui. De même, Junco et Clem (2015) mettent au jour une certaine relation entre l'action de surligner les textes dans les livres numériques avec les notes

finales des étudiants. Une autre étude dans un cours de dessin en mécanique à Taiwan (Jou, Tennyson, Wang, & Huang, 2016) montre que des aspects proches des items RES de notre questionnaire contribuent à la facilité d'usage perçue de ces ressources, qui détermine la perception de leur utilité et l'intention d'utilisation chez les étudiants. Il en est de même avec un autre type de ressources pédagogiques très courant, les présentations PowerPoint. Il est établi d'une part que leur accessibilité dans les cours en ligne n'a pas de lien évident avec l'assiduité ni la performance des étudiants (D. L. Worthington & Levasseur, 2015), mais d'autre part qu'elles peuvent aider à améliorer l'attention des étudiants et favoriser les interactions dans les cours (Hill, Arford, Lubitow, & Smollin, 2012).

Les deux autres composantes qui influencent positivement la perception de l'utilisabilité des TIC sont la gestion des cours en ligne et les exercices d'évaluation électronique. Les items relatifs à l'évaluation (EVL) font référence principalement aux exercices électroniques qui viennent en complément des ressources pédagogiques mises à disposition des étudiants et des activités en présentiel. L'hypothèse H5 validée au seuil de 1 ‰ est pleinement en conformité avec de nombreuses études récentes montrant l'effet positif des tests d'autoévaluation ou d'évaluation formative en ligne sur le résultat final des étudiants (Ardid, Gómez-Tejedor, Meseguer-Dueñas, Riera, & Vidaurre, 2015 ; Ćukušić, Garača, & Jadrić, 2014 ; Zlatović, Balaban, & Kermek, 2015). La gestion (items GES), quant à elle, assure l'accessibilité et les flux d'informations des cours auprès des étudiants. L'hypothèse H4 est validée au seuil de 1 ‰, confirmant également l'impact de la dimension « Gestion » sur le caractère utilitaire de l'usage des outils de communication en ligne dans les cours. Les activités pédagogiques des enseignants (items ENS) favorisent aussi les interactions avec les étudiants et leurs acquisitions. Cela dit, une réserve doit être émise à l'égard de cette dimension « Enseignement », car, bien que l'hypothèse H3 soit validée, le coefficient de cheminement est plutôt faible ($\beta = 0{,}101$) et le seuil de significativité est moins convaincant ($p < .05$). Cet aspect méritera d'être davantage étudié dans le futur.

Quant à l'hypothèse H7, selon laquelle la perception de l'utilisabilité exerce un effet positif sur la perception de l'utilité, sa validité à un seuil de significativité très fin avec un coefficient de régression standardisé assez élevé ($\beta = 0{,}639$) est conforme à d'autres études portant sur le TAM (Davis, 1989 ; Mathieson, 1991 ; Venkatesh & Bala, 2008 ; Venkatesh & Davis, 2000 ; Venkatesh *et al.*, 2003), et plus particulièrement les travaux orientés vers l'enseignement supérieur et les formations à distance ou hybrides dans le monde (pour ne citer que Cheung & Vogel, 2013 ; Persico *et al.*, 2014 ; Sánchez & Hueros, 2010), en Asie

(entre autres : Teo, Wong, & Chai, 2008 ; van Raaij & Schepers, 2008) ou au Vietnam (Nguyen Huu Binh, 2014). Nombre d'autres auteurs ont montré que ces deux perceptions sont des éléments déterminants qui contribuent à la satisfaction des utilisateurs vis-à-vis des systèmes technologiques, plus particulièrement celle des étudiants à l'égard des outils d'apprentissage et de gestion des enseignements électroniques (Bhattacherjee, 2001 ; Bhattacherjee & Premkumar, 2004 ; Sánchez-Franco et al., 2014).

Conclusion et perspectives

Avec la validation de l'ensemble de nos hypothèses à des seuils de significativité satisfaisants pour la plupart, nous pouvons dire que le modèle adapté des modèles existants (TAM, CEQ, SCEQ, eLEQ), comportant huit dimensions et 32 items (annexe disponible sur goo.gl/o8KPyE), rend convenablement compte de l'usage des TIC dans les cours des programmes vietnamiens évalués par l'AUN. Les liens de causalité entre les dimensions sont établis : les objectifs d'apprentissage (visant des compétences numériques et le développement des compétences générales) exercent un effet positif sur la perception de l'utilité des outils TIC utilisés ; les ressources électroniques, les évaluations en ligne, la pratique d'enseignement et la gestion des cours en ligne portent une influence sur la perception de l'utilisabilité de ces outils mêmes. La facilité d'utilisation perçue de ces outils vient renforcer l'appréciation de leur utilité, ces deux facteurs contribuant ainsi, à la satisfaction des étudiants de l'usage des TIC dans les cours en général.

Nous avons fait le choix de nous limiter à la « perception de l'utilité » et à la « perception de l'utilisabilité », sans intégrer d'autres composantes des modèles originaux. D'autres recherches pourront se baser sur un modèle plus complet, mais devront en même temps détailler la nature de l'usage des TIC, afin de mieux décrire dans quelle mesure les outils numériques servent à l'amélioration de la qualité de l'enseignement et de la formation du point de vue des étudiants, en tant que « consommateurs » de « services de formation ». Se pose aussi la question de l'application du modèle et surtout de l'appropriation de notre instrument de mesure par les parties prenantes internes des programmes évalués. La prudence et le niveau de diffusion de la culture « qualité » nous incitent à penser que seuls des travaux à visée descriptive sont possibles pour le moment.

Bibliographie

Ardid, M., Gómez-Tejedor, J. A., Meseguer-Dueñas, J. M., Riera, J., & Vidaurre, A. (2015). Online exams for blended assessment. Study of different application methodologies. *Computers & Education, 81*, 296-303.

AUN. (2011). *Guide to AUN actual quality assessment at programme level*. Bangkok, Thailand : ASEAN University Network (AUN).

Bhattacherjee, A. (2001). Understanding information systems continuance : An expectation-confirmation model. *MIS quarterly, 25*(3), 351-370.

Bhattacherjee, A., & Premkumar, G. (2004). Understanding changes in belief and attitude toward information technology usage : A theoretical model and longitudinal test. *MIS quarterly, 28*(2), 229-254.

Chen, Y.-H., & Chengalur-Smith, I. (2015). Factors influencing students' use of a library Web portal : Applying course-integrated information literacy instruction as an intervention. *The Internet and Higher Education, 26*, 42-55.

Cheung, R., & Vogel, D. (2013). Predicting user acceptance of collaborative technologies : An extension of the technology acceptance model for e-learning. *Computers & Education, 63*, 160-175.

Ćukušić, M., Garača, Ž., & Jadrić, M. (2014). Online self-assessment and students' success in higher education institutions. *Computers & Education, 72*, 100-109.

Daniel, D. B., & Woody, W. D. (2013). E-textbooks at what cost ? Performance and use of electronic v. print texts. *Computers & Education, 62*, 18-23.

Davis, F. D. (1989). Perceived usefulness, perceived ease of use, and user acceptance of information technology. *MIS Quarterly, 13*(3), 319-340.

Dobler, E. (2015). e-Textbooks : A personalized learning experience or a digital distraction ? *Journal of Adolescent & Adult Literacy, 58*(6), 482-491.

Ginns, P., & Ellis, R. (2007). Quality in blended learning : Exploring the relationships between on-line and face-to-face teaching and learning. *The Internet and Higher Education, 10*(1), 53-64.

Ginns, P., & Ellis, R. A. (2009). Evaluating the quality of e-learning at the degree level in the student experience of blended learning. *British Journal of Educational Technology, 40*(4), 652-663.

Ginns, P., Prosser, M., & Barrie, S. (2007). Students' perceptions of teaching quality in higher education : The perspective of currently enrolled students. *Studies in Higher Education, 32*(5), 603-615.

Harman, G., & Nguyen Thi Ngoc Bich. (2009). Reforming teaching and learning in Vietnam's higher education system. In G. Harman, M. Hayden, & Pham Thanh Nghi (Éd.), *Reforming higher education*

in Vietnam : Challenges and priorities (p. 65-86). New York, NY, USA : Springer.
Helgesen, Ø., & Nesset, E. (2007). Images, satisfaction and antecedents : Drivers of student loyalty ? A case study of a Norwegian university college. *Corporate Reputation Review, 10*(1), 38-59.
Hill, A., Arford, T., Lubitow, A., & Smollin, L. M. (2012). « I'm ambivalent about it » : The dilemmas of PowerPoint. *Teaching Sociology, 40*(3), 242-256.
Jan, A. U., & Contreras, V. (2011). Technology acceptance model for the use of information technology in universities. *Computers in Human Behavior, 27*(2), 845-851.
Jou, M., Tennyson, R. D., Wang, J., & Huang, S.-Y. (2016). A study on the usability of E-books and APP in engineering courses : A case study on mechanical drawing. *Computers & Education, 92–93*, 181-193.
Junco, R., & Clem, C. (2015). Predicting course outcomes with digital textbook usage data. *The Internet and Higher Education, 27*, 54-63.
Lee, J.-W. (2010). Online support service quality, online learning acceptance, and student satisfaction. *The Internet and Higher Education, 13*(4), 277-283.
Mathieson, K. (1991). Predicting user intentions : Comparing the Technology Acceptance Model with the Theory of Planned Behavior. *Information Systems Research, 2*(3), 173-191.
Nguyen Huu Binh. (2014). Fiabilité et validité du Modèle d'acceptation de la technologie (TAM) dans le contexte d'apprenants vietnamiens du français comme langue étrangère face aux TIC. *Revue internationale des technologies en pédagogie universitaire, 11*(3), 38-50.
Nguyên Tân Dai, & Marquet, P. (2014). Écart entre l'autoévaluation et l'évaluation externe de l'Association des universités des pays d'Asie du Sud-Est (AUN) : Le cas des critères liés aux TIC dans les programmes vietnamiens. In T. Karsenti (Éd.), *La Francophonie universitaire en question* (p. 141-157). Montréal, Canada : RIFEFF.
Peeraer, J., & Van Petegem, P. (2011). ICT in teacher education in an emerging developing country : Vietnam's baseline situation at the start of 'The Year of ICT'. *Computers & Education, 56*(4), 974-982.
Peeraer, J., & Van Petegem, P. (2012). Information and communication technology in teacher education in Vietnam : From policy to practice. *Educational Research for Policy and Practice, 11*(2), 89-103.
Persico, D., Manca, S., & Pozzi, F. (2014). Adapting the Technology Acceptance Model to evaluate the innovative potential of e-learning systems. *Computers in Human Behavior, 30*, 614-622.
Ramsden, P. (1991). A performance indicator of teaching quality in higher education : The Course Experience Questionnaire. *Studies in Higher Education, 16*(2), 129-150.
Rockinson- Szapkiw, A. J., Courduff, J., Carter, K., & Bennett, D. (2013). Electronic versus traditional print textbooks : A comparison study on

the influence of university students' learning. *Computers & Education, 63*, 259-266.
Sánchez, R. A., & Hueros, A. D. (2010). Motivational factors that influence the acceptance of Moodle using TAM. *Computers in Human Behavior, 26*(6), 1632-1640.
Sánchez-Franco, M. J., Peral-Peral, B., & Villarejo-Ramos, Á. F. (2014). Users' intrinsic and extrinsic drivers to use a web-based educational environment. *Computers & Education, 74*, 81-97.
Schmitt, N. (1996). Uses and abuses of coefficient alpha. *Psychological Assessment, 8*(4), 350-353.
Tavakol, M., & Dennick, R. (2011). Making sense of Cronbach's alpha. *International Journal of Medical Education, 2*, 53-55.
Teo, T., Wong, S. L., & Chai, C. S. (2008). A cross-cultural examination of the intention to use technology between Singaporean and Malaysian pre-service teachers : An application of the Technology Acceptance Model (TAM). *Educational Technology & Society, 11*(4), 265–280.
van Raaij, E. M., & Schepers, J. J. L. (2008). The acceptance and use of a virtual learning environment in China. *Computers & Education, 50*(3), 838-852.
Venkatesh, V., & Bala, H. (2008). Technology acceptance model 3 and a research agenda on interventions. *Decision Sciences, 39*(2), 273–315.
Venkatesh, V., & Davis, F. D. (2000). A theoretical extension of the technology acceptance model : Four longitudinal field studies. *Management Science, 46*(2), 186-204.
Venkatesh, V., Morris, M. G., Davis, G. B., & Davis, F. D. (2003). User acceptance of information technology : Toward a unified view. *MIS Quarterly, 27*(3), 425-478.
Wilson, K. L., Lizzio, A., & Ramsden, P. (1997). The development, validation and application of the Course Experience Questionnaire. *Studies in Higher Education, 22*(1), 33-53.
Worthington, D. L., & Levasseur, D. G. (2015). To provide or not to provide course PowerPoint slides ? The impact of instructor-provided slides upon student attendance and performance. *Computers & Education, 85*, 14-22.
Worthington, R. L., & Whittaker, T. A. (2006). Scale development research : A content analysis and recommendations for best practices. *The Counseling Psychologist, 34*(6), 806-838.
Zlatović, M., Balaban, I., & Kermek, D. (2015). Using online assessments to stimulate learning strategies and achievement of learning goals. *Computers & Education, 91*, 32-45.

AXE 3

LE VIETNAM : UN PAYSAGE ÉCONOMIQUE ET MÉDIATIQUE EN MUTATIONS

Valérie Lépine

Le pays a entamé avec l'adoption du *Doi Moi* (renouveau), au milieu des années 1980, une période de libéralisation économique qui a aussi ouvert une opportunité d'élargissement social et culturel. Plusieurs auteurs se réfèrent à ce moment politique et historique important qui introduit des logiques de marché et des évolutions dans les modes de consommation – notamment des produits médiatiques et culturels. Ainsi, le texte de Thi Thu Hang DO propose un état des lieux et des perspectives d'évolutions du marché des médias au Vietnam. Quoique l'offre médiatique (presse, radio, télévision et internet) demeure sous l'égide de l'État et relève d'une information publique autorisée, l'auteur met en évidence une dynamique de transformation du marché qui intègre de nouvelles logiques concurrentielles. Les statistiques nationales permettent de dresser un portrait précis du marché foisonnant des médias qui compte plusieurs centaines de journaux et périodiques, soixante-sept radios et télévisions. Le cadre juridique adopté en 2015 impose aux entreprises médiatiques un objectif d'autonomie financière à l'horizon 2020 et la pression concurrentielle conduit à prendre en compte les attentes et spécificités des audiences – devenues des clientèles. Viet Hang HOANG, concentre son analyse sur l'apparition du journalisme en ligne développé selon un modèle qualifié de « participatif ». La participation des lecteurs rendue possible par les fonctionnalités de l'internet et des téléphones intelligents, est aussi, selon l'auteur, devenue nécessaire pour capter l'intérêt des publics (et conséquemment développer les ventes). La participation du public à l'enrichissement des contenus médiatiques prend plusieurs formes du simple commentaire en réaction aux articles aux contributions exclusivement produites par les publics dans des rubriques dédiées. Les réseaux sociaux et les informations partagées par les citoyens vietnamiens sont aussi des sources de connaissances des audiences que les médias ne manquent pas de scruter. Dans un autre secteur du marché médiatique, Thi Lan PHAM propose une contribution qui

porte sur le développement de la presse magazine haut de gamme destinée aux femmes. Le magazine *Elle* est emblématique d'une presse internationale qui reflète une consommation de la mode mondialisée. Depuis le début des années 2000, l'apparition de plusieurs titres magazines de ce type, accompagnée par l'ouverture d'espaces commerciaux luxueux dans la capitale vietnamienne, témoigne de l'introduction, visible dans l'espace public et médiatique, des codes vestimentaires, culturels et ceux de la consommation internationale, notamment occidentale. Les mutations des pratiques info-communicationnelles sont fortement corrélées avec l'essor des TIC au Vietnam, à l'instar de ce qui est observable à l'échelle de la région du Sud Est Asiatique. Le texte de Thanh Loan NGO THI montre l'influence sur les politiques nationales qu'entraîne un rapprochement avec une institution telle que l'ASEAN, à laquelle le Vietnam a adhéré en 1995, et qui promeut et encadre une régionalisation de l'espace économique et une harmonisation des normes réglementaires et de surveillance du secteur des TIC (incluant les industries des Télécommunications, de la téléphonie mobile et d'internet). S'appuyant sur certaines directives de l'ASEAN, le Vietnam a pris des résolutions juridiques et réglementaires pour engager un vaste mouvement de développement des TIC y compris dans les administrations publiques. Cet état des lieux permet d'éclairer des évolutions en cours au Vietnam en apportant de solides données empiriques. Anh-Ngoc HOANG mène un examen critique des transformations sociétales contemporaines, vietnamiennes et françaises, liées aux dispositifs numériques, à l'identité collective et aux imaginaires sociaux. Son texte clôt ce parcours des évolutions du paysage médiatique et du secteur des TIC sur une contribution théorique forte, qui porte l'ambition de montrer « le caractère heuristique d'une posture épistémologique des Sciences de l'information et de la communication en tant qu'une épistémologie de la complexité ». Elle est construite dans un « entre-deux » fécond – pour reprendre ses propres mots – par un chercheur d'origine vietnamienne qui adopte, non sans le questionner, le regard disciplinaire français en SIC. Il illustre magnifiquement la richesse du « tissage » intellectuel et culturel au cœur du projet de ce dossier franco-vietnamien.

LE MARCHÉ DES MÉDIAS AU VIETNAM : ÉTAT DES LIEUX ET PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION

Thi Thu Hang Do*

Résumé : La société de l'information vietnamienne est fortement influencée par la situation actuelle et les tendances d'évolution du marché des médias et ses changements fondamentaux dans la propriété, l'audience, la segmentation du marché et les modalités de production et de commerce des produits médiatiques. Cette recherche fait une synthèse théorique en économie des médias dans la société de l'information au Vietnam, décrit et analyse des points marquants dans la situation actuelle et prévoit des tendances d'évolution du marché des médias vietnamiens.

Abstract : The information society in Vietnam have been under strong influence of the rooted changing in media market, such as the media owners, the audience, supply and demand relationship, market segmentation, production process and business method. This research systematizes the theory of media market in an information society, describes and analyses some typical elements in real situation of media market in Vietnam, then mentions five developing trends of the Vietnam media market in the near future.

***

Le contexte informationnel au Vietnam et la relation entre citoyens et informations sont fortement influencés par la situation et les tendances d'évolution de l'économie des médias, qui a connu ces dernières années des changements décisifs, dans la propriété et l'audience, dans la répartition du marché et les modalités d'organisation des activités. Cette recherche vise à faire une synthèse des théories appliquées dans le domaine de l'économie des médias au Vietnam, décrire et analyser l'état des lieux, et donner des prévisions sur les perspectives d'évolution du marché des médias vietnamien.

*Maître de conférences, directrice adjointe de la Faculté de journalisme, Académie du Journalisme et de la Communication, Hanoï, Vietnam. Courriel : dothuh@gmail.com

Influence de la situation et des tendances d'évolution du marché des médias sur le contexte informationnel vietnamien

Le développement de l'économie médiatique dans la société de l'information

Avant l'ouverture économique (le *doï-moi*), il n'existait pas de véritable marché des médias au Vietnam. Les informations visaient seulement à propager la politique et à éduquer les citoyens. Le nouveau contexte informationnel et la nouvelle relation entre citoyens et informations constituent un catalyseur des nouvelles relations économiques, faisant naître ainsi un marché des médias. L'analyse de l'état des lieux et des nouvelles tendances de ce marché revient donc à considérer leur relation avec la société de l'information. Bechmann et Ferederichs ont montré six approches possibles pour une recherche sur la société de l'information : l'économie de l'information ; son rapport avec une société de post-industrialisation ; comme la fin d'une société de travail industrielle ; comme une société de connaissance ; comme une société de l'industrie de l'information ; comme une société de l'apprentissage. (G. Bechmann, G. Ferederichs 1999, p 5-6)

Par ailleurs, la présente recherche analyse les cinq aspects de la société de l'information-communication selon la théorie de F. Webster, à savoir :

– l'innovation et la diffusion technologique dans le journalisme et la communication au Vietnam ;
– les changements des métiers, surtout dans le secteur de l'information et de la communication au Vietnam ;
– les valeurs économiques et le développement des médias de masse et de la communication au Vietnam ;
– les flux d'information ;
– les signes et les symboles de l'expansion.

Webster confirme que la valeur économique et le développement des médias constituent une des cinq facettes de la société de l'information, à côté de la révolution technologique et la diffusion des technologies dans les médias, l'évolution des métiers, notamment dans le domaine de l'information et de la communication, les flux d'information et l'expansion des symboles et des signes (Webster, 2006, p. 8-9).

Dans le contexte de la mondialisation et de la variation des modalités de gestion et du commerce des médias au Vietnam, l'identification et l'analyse des tendances du marché des médias fournissent aux groupes et organisations médiatiques domestiques et étrangères

des indicateurs importants pour la planification de leurs stratégies d'investissement dans l'industrie médiatique. Par ailleurs, étudier le marché des médias est une approche importante afin de cerner des études de la valeur économique de la société de l'information d'un pays, d'une région ou d'une localité.

Les éléments fondamentaux du marché médiatique vietnamien

La notion de marché est considérée comme l'ensemble des relations économiques et sociales dans le domaine des échanges et de la vente du produit/service. Le marché des médias est un espace public, où les médias (les producteurs) entretiennent des relations avec les groupes d'audience (les clients), dans le but d'échanger et de commercialiser leurs produits et services. « L'objectif de la définition d'un marché est d'identifier les produits et les services, les fournisseurs, leur capacité de créer une concurrence efficace et de faire face à la pression de la concurrence. » (The Europe Economics, European Commission, 2002, p 2). Trois éléments essentiels du marché des médias – le Producteur, le Produit/Service médiatique et l'Audience/Client – rentrent dans des relations réciproques.

Sur le marché des médias vietnamiens, le producteur est essentiellement constitué par des médias de masse – bureau de rédaction des journaux *(désormais des journaux)*, télévisions ou radios – dont les produits sont des journaux et périodiques, des émissions télévisées et radiophoniques. Comme il n'existe pas de médias privés au Vietnam, les médias de masse sont spécialisés dans la production des contenus dont ils sont responsables devant l'État. Mais ils peuvent aussi réaliser des *joint-ventures* ou conclure des ententes conjointes avec les sociétés de média *(media company)* dans la production des produits journalistiques, de téléfilms, de livres, ou dans la conception de produits technologiques en communication, d'idées et de formats d'émissions télévisées, dans le commerce électronique, la publicité et d'autres services de valeur ajoutée…

Le produit ou service médiatique : les produits vendus sur le marché des médias comprennent la marchandise (produits journalistiques finis, par exemple une chaîne télévisée avec un programme de diffusion avec des horaires bien définis) et des activités commerciales qui l'accompagnent ou la concernent (par exemple, le journal télévisé de 19h00 de VTV est la plus cotée des émissions télévisées au Vietnam, ce qui augmente le prix des spots publicitaires diffusés avant ou après cette émission).

Le client – l'audience : c'est celui qui utilise le produit ou service médiatique. L'audience vietnamienne possède ses propres caractéristiques

dans le besoin et la capacité d'accès et d'achat des produits et services médiatiques. Le marché des médias est différent d'une localité à l'autre et d'un pays à l'autre, dans la segmentation de l'audience selon les indicateurs démographique, géographique et psychologique… Ceci est vraiment important dans la relation entre l'offre et la demande sur le marché des médias.

La situation actuelle et les tendances d'évolution du marché des médias au Vietnam sont affectées par trois éléments essentiels, à savoir :
1- Les infrastructures et les ressources humaines dans le secteur des médias : quand le produit médiatique devient une marchandise, les ressources humaines doivent changer pour devenir de plus en plus professionnelles et spécialisées. De nouveaux services sont nés au sein des entreprises médiatiques, comme celui de R&D ou du marketing. L'organigramme de ces établissements a été aussi modifié, ajoutant à côté du rédacteur en chef un directeur général chargé de la gestion de l'établissement comme une entreprise.
2- Le cadre juridique de la gestion et du commerce dans le domaine des médias : une nouvelle politique adoptée en novembre 2015 oblige la plupart des entreprises médiatiques à devenir financièrement indépendantes au bout de cinq à dix années. Ces entreprises doivent alors réguler leurs activités, de manière à ce qu'elles soient réglées par les lois de l'économie du marché.
3- La relation entre l'offre et la demande et les particularités de l'audience du pays et de chaque localité : le besoin en informations augmente dans l'ensemble de l'audience du pays, mais pas au même rythme dans les différentes populations. La modalité d'accès à l'information et le pouvoir d'achat vis-à-vis des produits médiatiques varient aussi selon l'âge et le lieu de résidence, et il existe une grande disparité entre l'audience des campagnes et celle des grandes villes. La fragmentation du marché est donc devenue plus compliquée qu'avant, ce qui constitue un problème à résoudre pour les entreprises médiatiques : chacun de leur nouveau projet doit passer par une sérieuse étude de marché, pour ne pas échouer.

Les producteurs et les produits médiatiques

Les bureaux de rédaction des journaux, les radios et les télévisions chargés de la production des informations journalistiques

Les médias de masse sont des producteurs principaux dans l'économie médiatique vietnamienne. Ils ont comme rôle de produire des « marchandises informatives », surtout des informations politiques, économiques et sur l'actualité. Les sociétés de média et d'autres commerçants du domaine participent à l'économie médiatique sous la forme des *joints-ventures* ou des ententes conjointes de production

ou/et de commercialisation. Leurs activités se concentrent dans des domaines tels que la culture, les arts et les spectacles, le sport, le divertissement et les services de publicité.

Selon les statistiques du Ministère vietnamien de l'Information et de la Communication, en 2014, le Vietnam compte 845 journaux et périodiques, qui mettent sur le marché 1 118 publications différentes. Les 199 journaux (dont 86 nationaux et 113 régionaux) et 646 périodiques (dont 514 nationaux et 132 régionaux) distribuent chaque année 650 millions d'exemplaires, soit 7,22 exemplaires par habitant et par an.

Le pays possède 67 radios et télévisions, dont 3 nationales et 64 régionales. Les trois nationales, dont les ondes couvrent l'ensemble du territoire, sont : la *Radio du Vietnam* (VOV), la *Télévision du Vietnam* (VTV) et la *Télévision Numérique du Vietnam* (VTC). Les 64 radios et télévisions régionales relèvent des 63 villes et provinces (Hochiminh-Ville possédant pour elle seule une radio – la *Voix du Peuple* de Hochiminh-ville et une télévision - la *Télévision de Hochiminh-Ville*). Ce nombre important de radios et de télévisions fait naître de nouvelles chaînes de diffusion : on compte aujourd'hui 180 chaînes, dont 105 chaînes télévisées et 75 chaînes de radio. 6 radios et télévisions ne possèdent pas leur infrastructure d'émission, à savoir : la chaîne télévisée de la *Radio du Vietnam* (VOV TV), la *Télévision de la Police Vietnamienne* (ANTV) relevant du ministère de la Police, la *Télévision de l'Agence vietnamienne d'Information* (Vnews), la *Télévision de l'Assemblée Nationale*, la *Télévision de la Défense Nationale* relevant du ministère de la Défense, et la *Télévision du Peuple* relevant du journal *Le Peuple* – la voix de l'Unité Centrale du Parti Communiste vietnamien.

La télévision payante au Vietnam s'est rapidement développée ces dernières années, avec de nouvelles technologies de diffusion : câble, satellite, IPTV, télévision mobile, télévision digitale terrestre. La technologie la plus courante est la diffusion par câble.

Les abonnements augmentent d'année en année, pour atteindre 6,6 millions en 2013, dont environ 50 % par câble. Répondant aux besoins grandissant des Vietnamiens en divertissement, les services de télévision payante rapportent ainsi de grands bénéfices à l'industrie médiatique vietnamienne, avec les services de publicité et le commerce des contenus médiatiques. À la différence d'autres pays asiatiques comme la Corée du Sud où la télévision payante est exclusive aux groupes privés, la plupart des opérateurs de la télévision payante au Vietnam appartient à la *Télévision du Vietnam*, donc à l'État.

L'expansion des informations sur Internet : le pays compte, jusqu'en 12/2014, 98 journaux électroniques et 1516 pages d'informations générales en ligne autorisées par le ministère de l'Information et de la Communication ou des services provinciaux relevant de ce ministère. Il existe aussi un très grand nombre de pages d'informations générales dont les activités se basent sur le principe de citer intégralement les informations publiées dans les autres journaux et périodiques, en respectant les dispositions du droit d'auteur. La plupart des journaux électroniques appartiennent à des journaux imprimés.

Pour résumer, le développement de l'économie médiatique au Vietnam est principalement déterminé par les médias publics. Pourtant, les activités de ces derniers sont réglées par les lois du marché. En réalité, seuls ceux qui offrent des produits et services de qualité et qui attirent une audience importante comme le journal *Tuôi-Tre, la Télévision du Vietnam, la Télévision de Hochiminh-Ville, le journal électronique VnExpress.net* arrivent à faire face à la conccurence et se développent de manière durable. Développer une politique de privatisation partielle et contrôlée, optimiser la compétence de management d'entreprises médiatiques, collaborer avec des partenaires étrangers dans la conception de nouveaux produits et services...les mesures sont nombreuses afin de renforcer la compétivité de ces médias.

Le développement des sociétés de médias (Media Company) au Vietnam

Le commerce des médias est un nouveau domaine au Vietnam qui se développe dans une relation étroite avec les changements du cadre juridique et de la conjoncture économique. Les sociétés vietnamiennes de médias ont fait de grands pas, affirmant alors leur place sur le marché.

Le rapport annuel des statistiques de 2014 indique qu'au 31 décembre 2013, le pays compte 7 770 entreprises œuvrant dans le domaine de l'information et de la communication. Notons qu'à la différence des années du XXe siècle où la publication et la pression occupaient une place dominante, ces dernières années ont vu le développement sans précédent des entreprises de télécommunications, de technologies de l'information et d'industrie des médias. La plupart des entreprises d'information et de communication (57.54 %) œuvrent dans le domaine de la programmation, de service de consultation et d'activités liées à l'informatique. Viennent ensuite celles de télécommunications (18.18 %). Le nombre des entreprises relevant au domaine de la cinétographie, de la production des émissions télévisées, de

l'enregistrement et de la production musicale a aussi augmenté, pour atteindre 9.74 % des entreprises de ce secteur.

La plupart des sociétés de média sont de petite taille. La quasi-totalité des 7 770 entreprises mentionnées emploie moins de 500 personnes, seulement trois entreprises (qui sont des groupes de télécommunications) emploient plus de 5000 employés.

Les rapports statistiques formels reconnaissent aussi une tendance d'expansion de ces entreprises. Leur capital annuel moyen a atteint 351 914 milliards de VND (soit environ 17 500 millions de dollars américains) en 2013. Ce capital est 1,438 fois plus grand que celui du secteur la restauration, et équivaut à 94,29 % des dépenses pour les activités de recherche scientifique du pays. En comparaison à celui réservé aux activités de service et de production dans le domaine de l'éducation, ce capital est 11,67 fois plus grand.

L'évolution de l'audience – le client de l'industrie médiatique vietnamienne

Pays de l'Asie du Sud-Est, le Vietnam s'étend sur une superficie de 330 966 000 km² et possède une population de 90 728 900 personnes, dont 60,7 % vivent à la campagne et 30.0 % en ville. La population est jeune et surtout instruite : 94.7 % des plus de 15 ans, 96.0 % des hommes, 91,4 % des femmes, 96.9 % des citadins et 92,3 % des ruraux savent lire. *(D'après l'Office Général des Statistiques, 2015)*

L'audience est capable de s'adapter aux nouveaux médias et à l'utilisation de nouveaux moyens technologiques

Les Vietnamiens ont tendance à se familiariser rapidement avec les médias de masse. Selon une étude réalisée en 2011 par Hoa-Thi-Xuan DINH sur les moyens d'accéder à la télévision (citée par Ha-Thu LE, 2014), le taux des spectateurs qui regardent la télévision via Internet est très bas : 1,5 % à Hanoï, 0 % à Danang, 0,4 % à Hochiminh-Ville et 0 % à Cantho. Dans une étude réalisée par Lê Thu Hà en 2013, 18,3 % de l'audience des villes ci-dessus mentionnées utilisent quotidiennement la télévision connectée à Internet, et 26,6 % des personnes interrogées utilisent leur ordinateur connecté à Internet pour regarder la télévision (Ha-Thu LE, 2014, p 89). Cela veut dire qu'il n'a fallu que trois ans pour les nouveaux médias numériques (journaux en ligne, réseaux sociaux…) rentrent dans les habitudes de nombreux vietnamiens, qui sont de plus en plus nombreux à s'informer et à acheter en ligne. Un rapport de Bain & Company (2011) affirme : à l'instar de l'Indonésie, au moment de l'étude (en 2011), le Vietnam développe fortement les services de commence en ligne. Sept usagers d'Internet sur

dix utilisent le service de règlement en ligne. Le développement des services de télécommunications, la banalisation du téléphone intelligent et la chute du prix des abonnements 3G ont contribué à la création d'une catégorie d'usagers d'Internet moyennant de bas revenus.

Le taux d'audience utilisant internet et les médias sociaux augmente

Selon notre étude, aujourd'hui, 31 millions de Vietnamiens, c'est-à-dire 35,49 % de la population, utilisent Internet. 50 % d'entre eux font des achats en ligne. Quatre catégories de médias de masse essentielles au service de la population sont : la presse écrite, la radio, la télévision et les journaux en ligne.

Il est à noter que par rapport aux médias traditionnels (la presse écrite, la radio, la télévision), les journaux en ligne ont connu un gros succès ces dernières années. Ce succès est dû d'abord au développement accéléré des infrastructures de l'Internet au Vietnam. L'abonnement est de moins en moins cher, le wi-fi et le service 3G sont partout présents, ce qui facilite forcément l'accès à l'Internet de la population. Les abonnés à Internet haut débit, dont le nombre atteint aujourd'hui 4 millions, se présentent sur tout le territoire, de la ville à la campagne, en passant par la montagne et les îles.

Actuellement, 28 millions de Vietnamiens possèdent leur(s) compte(s) sur les réseaux sociaux numériques, et les achats réalisés via ce canal ont augmenté de 53 % depuis 2014. Vingt-quatre millions se connectent aux réseaux sociaux numériques via leur téléphone portable et Facebook est actuellement le réseau social le plus populaire au Vietnam. Le Vietnam se place aussi parmi les vingt pays utilisateurs d'Internet les plus grands, et parmi les dix qui visualisent le plus Youtube, avec environ 400 heures téléchargées chaque minute.

Les produits médiatiques en ligne au Vietnam comprennent : (1) Le support électronique des médias traditionnels (télévision, radio, presse écrite). La *Télévision du Vietnam* par exemple possède deux sites : http://vtv.vn, http://vtvgo.vn, le journal *Lao Dong* a le site http://laodong.com.vn (2) Les journaux et magazines électroniques qui n'existent qu'en version en ligne, comme *VietnamNet* (http://vietnamnet.vn), *VnExpress* (http://vnexpress.net), *VietnamPlus* (http://vietnamplus.vn); (3) Les pages d'information électroniques qui rassemblent des informations (et non les produire) de diverses sources (4) Les sites commerciaux, éducatifs ou de divertissement… (5) Les forums en ligne et les réseaux sociaux.

La politique favorisant l'utilisation des réseaux sociaux, c'est cette variété des produits médiatiques qui contribue à la croissance de l'audience en ligne au Vietnam.

L'audience est active et exprime une grande interactivité lors de l'accès et l'utilisation des produits médiatiques

Si avant le *doï-moi*, les médias à but non-lucratif faisait naître une audience passive dans la réception de l'information, avec le développement actuel de la société d'information, la plupart des habitants sont conscients de leur rôle et leurs droits dans les interactions avec les médias. Ceci les emmène à un choix actif de modalités, de moyens, de canaux et de moments d'informations.

Ainsi l'interactivité du public envers les médias et les réseaux sociaux augmente fortement ces dernières années. La même étude montre que l'interactivité avec la télévision est la plus forte, avec 62.8 % des personnes interrogées sont capables d'interagir avec la télévision, 48.7 % avec le journal électronique, 29.1 % avec la presse écrite et seulement 15,8 % avec la radio. (Ha-Thu LE, 2014, p. 91-92). Le développement de la société de l'information – dont la propagation rapide de l'Internet et des nouvelles technologies de l'information est un catalyseur – favorise fortement la capacité de se familiariser aux nouveaux médias chez les vietnamiens. De son côté, cette familiarisation active constitue un effet d'accélération du marché médiatique vietnamien à l'heure actuelle.

L'adéquation offre-demande et la segmentation du marché des médias

La distribution des services d'information et de communication se concentrent essentiellement dans les villes. Les rapports du ministère de l'Information et de la Communication font savoir que 75 % des publications de la presse écrite sont distribuées dans les zones urbaines, qui regroupent pourtant seulement 33,1 % de la population. Les zones rurales, les montagnes et les îles constituent un grand marché, que les services de télévision payante, surtout la télévision par câble, ont approché avec succès ces dernières années. Les trois chaînes télévisées qui ont la plus grande part de marché sont la *Télévision du Vietnam* (VTV), la *Télévision Numérique du Vietnam* (VTC) et la *Télévision de Hochiminh-Ville* (HTV). Les chaînes télévisées régionales commencent à collaborer avec ces trois « géants » VTV, VTC et HTV pour commercialiser les produits télévisés payants.

Il existe un grand écart entre le public urbain et rural, des montagnes et des îles dans le besoin et la particularité de l'accès et de

la consommation des produits médiatiques. Pour mieux identifier l'audience du public vivant à la campagne, dans les montagnes et sur les îles de Quang-Ninh, nous avons mené une étude avec Loan-Thi-Phuong HOANG auprès d'un échantillon de 600 personnes réparti équitablement entre la campagne, la montagne et les îles. L'enquête par questionnaire détecte les besoins d'informations dans les neuf catégories suivantes : (1). Actualité de la région, du pays, du monde/Politiques et dispositions juridiques du Parti, du gouvernement et de la Province Quangninh (2). Prévisions météorologiques (3). Connaissances générales. (4). Offres d'emploi (5). Apprentissage professionnel/Consultation en production agricole, forestière et d'aqua-culture (6). Informations sur le marché des produits et services agricoles (7). Éducation en sciences appliquées à la vie quotidienne (santé, hygiène, soins des bébés…) (8). Sécurité et ordre (9). Culture, spectacles, divertissement.

Les résultats de notre étude montrent que le besoin d'information des habitants de la montagne est moins important que celui de la campagne et des îles. Les habitants de la montagne cherchent surtout des informations sur les prévisions météorologiques, les produits culturels, artistiques et de divertissement. Ils sont passifs dans l'accès et l'utilisation des informations venant des médias. C'est pourquoi, beaucoup de projets de développement durable en communication émanant du gouvernement vietnamien et des organisations non-gouvernementales visent ce public.

Le marché des médias à la campagne a des demandes dans l'apprentissage professionnel, la consultation dans les domaines comme la recherche d'emploi, la production (agricole, forestière et d'aquaculture). Le public vivant sur les îles partage les mêmes besoins d'informations, avec une demande particulière d'informations sur les marchés de marchandises, la sécurité et l'ordre.

Les perspectives de développement du marché de la communication au Vietnam

Actuellement, environ 300 sur 845 médias sont parvenus à être financièrement autonomes. Autrement dit, ils ont réussi à résister sur « le marché concurrentiel des médias». Leurs marchandises comprennent : le contenu informatif, la publicité, les services de télévision sur Internet, le droit d'auteur, et d'autres services dans les domaines de l'impression, de l'immobilier et de la bourse. Les recettes les plus élevées sont dans le domaine de la télévision. Les sociétés de média, pour exister, sont obligées d'entretenir un partenariat avec les médias, avec trois modalités principales : acheter le droit de diffusion des

émissions, acheter l'intégralité des droit de production et de commercialisation des émissions, investir dans les projets de développement médiatique. Pourtant, le manque des études de marché médiatique et la pénurie des ressources humaines hautement qualifiées constituent à la fois des obstacles et des opportunités pour les investisseurs dans ce domaine. Il est donc nécessaire pour eux de saisir les perspectives de développement du marché médiatique vietnamien dans les années à venir. Dans la partie suivante, nous tracerons quatre grandes tendances de cette évolution.

Développer l'industrie médiatique, constituer des groupes et des complexes de média

La création des groupes de média est une tendance évidente de la société de l'information au Vietnam. Actuellement, certains médias, avec leur notoriété et leurs ressources financières, réunissent déjà des conditions favorables pour devenir des groupes de média. Dans les pays occidentaux, se répand dans le secteur des médias un modèle de groupe plurisectoriel avec une structure horizontale : ces pays sont capables de mobiliser de grandes ressources financières et des ressources humaines qualifiées pour les projets qui répondent à la tendance de consommation du marché médiatique. Au contraire, la tendance actuelle au Vietnam est la création des groupes de médias unisectoriels avec une structure verticale. Cette tendance est basée sur les spécificités des ressources des médias vietnamiens et leur capacité d'adaptation aux changements des besoins d'information de l'audience vietnamienne.

La réalité a montré que ce modèle convient au contexte actuel du marché médiatique vietnamien. Hai LE, dans une recherche sur l'état des lieux du management commercial des plus grands médias vietnamiens, constate les avantages de ce modèle : la gestion est directe sans passer par les intermédiaires, les activités et les ressources sont fortement concentrées, les entreprises sont de taille moyenne et possèdent une structure simple, ce qui permet de définir clairement la fonction de chaque service. En plus, la modalité de management conviendrait mieux aux ressources du groupe, il s'agit d'un management moderne et flexible qui s'adapterait plus vite aux changements du marché. (Hai LE, 2013, p31-32)

En plus, le modèle du groupe unisectoriel et de structure verticale repose sur un processus de production fermée, ce qui permettrait aux entreprises de mieux profiter de leurs ressources déjà disponibles, réduire les dépenses et mieux contrôler leur processus de production.

Les médias régionaux vietnamiens, sauf ceux des grandes villes comme Hochiminh-Ville, rencontrent actuellement de grosses difficultés financières. Le budget réservé à la diffusion des informations de base étant réduit par le gouvernement, ces médias sont obligés de restructurer leur personnel et réorganiser leur production. Une solution intéressante pour eux, c'est de les restructurer en des complexes de média. Pour cela, ils doivent préalablement étudier la relation entre l'offre et la demande sur le marché local, redéfinir l'audience-cible et l'audience prioritaire, identifier la valeur de leur nom commercial et de leurs services/produits principaux, revoir leur processus de production et leurs modalités de commerce, afin de renforcer leur compétitivité.

Redessiner la carte des produits médiatiques

L'augmentation du public actif, ainsi que la répartition du public selon leur caractère – international, national ou régional – amènera à la spécification des médias au Vietnam. La carte des produits médiatiques et de la communication sera ainsi redessinée dans l'avenir, selon la loi de l'offre et de demande et la concurrence du marché, en faveur de l'intérêt du public. En réalité, les trois médias dont les activités commerciales sont les plus rentables au Vietnam, comprenant : la Télévision du Vietnam, la Télévision de Hochiminh-Ville et le groupe de presse Tuoi-Tre (La Jeunesse), respectent tous la loi de l'offre et de demande et mettent en avant l'intérêt du public.

Développer les services de média payants et numériques, varier les services médiatiques

Le premier choix du public vietnamien actuel se porte sur la télévision, surtout les émissions de qualité. La télévision payante est capable de répondre à ce besoin, elle continuera donc à se développer. Les études montrent que les ressources pour développer les services de média sont assurées, le public est capable de s'adapter à l'environnement de l'Internet et des technologies numériques et le nombre des équipements intelligents augmentent de jour en jour. Cela montre la tendance de développement des produits médiatiques sur Internet sur le marché des médias dans l'avenir.

Après que le ministère de l'Information et de la Communication a officialisé leur projet « Planification du développement et de la gestion des médias du pays jusqu'en 2025 », le nombre des publications a connu une forte diminution, surtout les périodiques subventionnés par l'État. Ceci amène évidemment à l'amélioration de la qualité des produits médiatiques et varier les services de média, de télécommunication, de relation publique et de publicité.

Développer parallèlement la communication gouvernementale et la communication en entreprise

Dans une société de l'information, toutes les entreprises dépendent du secteur de l'information et de la communication. La communication en entreprise au Vietnam a un début d'expansion, elle continuera à se développer pour devenir de plus en plus professionnelle. Parallèlement au développement de la communication en entreprise, nous observons l'expansion de la communication gouvernementale. Actuellement, toutes les organisations gouvernementales et régionales possèdent leur service de communication et forment le personnel compétent dans ce domaine. À côté de cela, le gouvernement vietnamien met beaucoup d'importance dans le renforcement des ressources pour les médias qui diffusent des informations de base au service du développement durable et qui répondent au besoin d'information des populations démunies. Ce sont de bons signes du développement d'un marché de communication qui vise le développement durable de la société et qui fonctionne pour l'intérêt des Vietnamiens.

Conclusion

L'économie vietnamienne des médias a connu ces dernières années des changements décisifs, dans la propriété et l'audience, dans la répartition du marché et les modalités d'organisation des activités. Ces changements créent des enjeux positifs sur le développement économique et social du Vietnam sur sa voie de l'intégration internationale. Pourtant, sur sa voie de développement, l'industrie des médias fait face aussi à de nombreux défis.

Sur le marché médiatique vietnamien, il existe encore des zones blanches. À la campagne, dans les montagnes et sur les îles, on voit encore le déséquilibre entre la demande et l'offre. Le Vietnam est un marché prometteur pour les activités d'investissement en production des produits numériques, sur les bases technologiques et l'intégration technologique. Le public vietnamien, surtout les jeunes, est capable de se familiariser avec produits médiatiques numériques. Ils sont actifs et réactifs dans l'environnement Internet, prêts à participer aux médias sociaux. Le gouvernement encourage fortement les partenariats internationaux et l'investissement de l'étranger dans la production et le commerce des produits médiatiques, surtout du groupe des produits culturels, éducatifs, technologiques et de divertissement. Les infrastructures constituent aussi un grand atout pour le développement des technologies médiatiques, du multimédia et des produits médiatiques intégrés sur le marché vietnamien.

L'expansion du marché médiatique, à la fois forte et rapide, pose la question de la main-d'œuvre qualifiée du domaine. Actuellement, les établissements qui offrent des formations de qualité dans ce domaine ne sont pas nombreux : il s'agit de l'Académie du Journalisme et de la Communication et quelques facultés de l'Université Nationale qui forment des journalistes, du personnel en relations publiques et en publicité. L'Université de Hanoï vient juste d'ouvrir sa filière de communication en entreprise. Le Vietnam manque donc gravement des ressources humaines hautement qualifiées pour les postes de gestion et d'expert en communication, qui exigent des compétences en management et conseil dans le domaine de la communication, pour le gouvernement, les groupes économiques et les entreprises de taille moyenne. Actuellement, le poste d'employé en communication est absent dans la quasi-totalité des petites entreprises du pays.

C'est pour ces raisons que le besoin de formation en communication est considérable au Vietnam. Cela nécessite des investissements en formation en communication et gestion des médias, surtout en communication gouvernementale et en entreprise. La coopération avec des établissements étrangers est une nouvelle tendance dans ce domaine, concrétisée par des partenariats avec les États-Unis, l'Europe (France, Autriche, Belgique, Suède...) et les trois pays asiatiques les plus avancés (Chine, Japon, Corée du Sud). Un des plus grands défis de ces formations conjointes est le faible niveau en langue étrangère des étudiants au recrutement, dû à l'inefficacité de l'enseignement des langues à l'école secondaire. Ceci oblige les établissements de l'enseignement supérieur qui offrent des formations conjointes en communication à former d'abord les étudiants en langues. Dans ce contexte, l'Université de Hanoï possède de grands atouts pour développer des formations conjointes en communication car c'est un des établissements les plus anciens et renommés du Vietnam pour leurs formations en langues étrangères.

Bibliographie

En anglais

Bain & Company (2011), *Southeast Asia Media Market*, World Economic Forum. Disponible en ligne à l'adresse : https://www.slideshare.net/mobile/VladyslavGrankin/south-east-asia-online-news-media-market-overview

G. Bechmann G., J. Fecker, U. Huws, G.V. Hootergem, M.L. Mirabile, A.B. Moniz, S. Siochru (1999). *Information Society, Work and the Generation of New Forms of Social Exclusion (SOWING). First Interim Report* (*Literature Review), Tampere, p 8-9.*

European Commission - Europe Economics (2002), Market definition in the Media Sector - Ecomomics Issues-, *Report by Europe Economics*

for the European Commission, DG Competition, p. 2. Disponible en ligne à l'adresse : http://ec.europa.eu/competition/sectors/media/documents/european_economics.pdf
K. M. Galvin (2011), M*aking Connections in Relational Communication*, Fifth Edition, USA, Oxford University Press.
R. A. Gearshon (1996), *The Transnational Media Corporation : Global Messages and Free Market Competition*, Routledge.
U. Haagerup (2014), *Constructive News*, Copenhagen, Denmak, Inno Vatio Publishing AG.
Zhan LI, John DIMMICK (2004), *Western Media Corporations' Behavior in Transitional Emerging Markets*, 6th World Media Economic Conference 'Centre d'etudes sur les médias and Journal of Media Economics", Montréal, Canada.
S.A Lowery & M.L DeDleur (1995), *Milestones in Mass Communication Research – Media Effects*, Third Edition, USA, Longman Publishers.
Ingrid Paus-Hasebrink (University of Salzburg), Birgit Stark (Austrian Academy of Sciences), Elisabeth Klaus (University of Salzburg), *Audience and Reception Research in Austria, p. 57*
Socialist Republic of Vietnam, General Statistics Office, *Statistical Yearbook of Vietnam 2014*, 2015, Hanoi, Vietnam, Statistical Publishing House, P. 65-67, p 139-164, p. 195-297.
J. Trappel, *How journalists are rethinking about the relationship with their audience,* Disponible en ligne à l'adresse : http://www.reportr.net/2011/07/26/how-journalists-are-rethinking-their-relationship-with-the-audience/
F. Webster (2006), *Theories of the information society*, Third Edition, Routlege Publisher, Master e-book. p. 8-9.
R. West & L. H. Turnner (2011), *Introducing Communication Theory – Analysis and Application*, Fouth Edition, McGraw Hill Publisher, New York, USA.

En vietnamien

Ha Thu LE (2014), Xu hướng tiếp nhận sản phẩm báo chí của công chúng Việt Nam, *Luận án tiến sỹ, Học viện Báo chí và Tuyên truyền*, (Les tendances dans l'accès aux produits journalistiques du public vietnamien, *Thèse de doctorat, l'Académie du Journalisme et de la Communication*), Hanoi, Vietnam, p. 89, 91, 92.
Hai LE (2013), *Xây dựng tập đoàn truyền thông - giải pháp chiến lược trong phát triển nền báo chí Việt Nam (Construire des groupes de communication – une solution stratégique dans le développement des médias au Vietnam*). L'édition de la politique nationale – revue Vérité, Hanoï, Vietnam, p. 31-32.
Ministère de l'Information et de la Communication (9/2015), *Những nội dung cơ bản về đề án quy hoạch phát triển và quản lý báo chí toàn quốc đến năm 2025* (Les grandes lignes du projet de planification pour le développement et la gestion des médias du pays jusqu'en 2025), Hanoï, Vietnam, p. 4-17

JOURNALISME PARTICIPATIF AU VIETNAM – UN APERÇU

Viet Hang Hoang*

Résumé : Le journalisme participatif, l'un des nouveaux modèles du journalisme à l'ère numérique, a conduit à de grands changements dans la production des journaux, contribuant énormément à l'évolution du journalisme. Le Vietnam s'est rapidement adapté à ces changements, notamment la transformation du rapport à l'information et de ses conséquences concernant la production journalistique. Ce travail décrit cette adaptation en analysant la pratique des principaux journaux du pays. Il conclut que le journalisme participatif est le résultat nécessaire de l'évolution du journalisme.

Mots-clés : journalisme participatif, nouveaux médias, production journalistique, évolution journalistique

Abstract : Participatory journalism, one of the new journalism models in digital era, has resulted in significant change in journal production and made big contribution to the evolution of journalism. Without any delay, Vietnam has quickly adapted to the changing and the transformation of journal production. This article describes this adaptation by analyzing the practice of leading journals of the country. It concludes that participatory journalism is the necessary result of journalism evolution.

Keywords : Participatory journalism, new media, journal production, journalism evolution.

***

Depuis son apparition, le journalisme ne cesse de se développer au Vietnam. En décembre 2013, il existait déjà 199 journaux imprimés, 639 magazines imprimés, 273 publications secondaires, 70 journaux en ligne, 19 magazines en ligne, et plus de 1 000 sites d'actualités. Or, on doit noter que toutes les publications journalistiques sont gérées par l'État et les rédacteurs en chef sont nommés par le gouvernement. En général, le journalisme a, d'une part, fait de la propagande

*Doctorante, Université Paris 13, Labsic. Courriel : hang.hoang@gmail.com

des politiques du Parti communiste vietnamien et de l'État, et d'autre part, contribué, dans une certaine mesure, à l'expression des opinions des Vietnamiens.

À l'aide des nouveaux médias, les gens disposent de nombreuses possibilités pour exprimer leurs opinions sur les questions de société. Elles facilitent donc le développement du journalisme participatif.

Participation du public et journalisme participatif

La participation du public dans la production des actualités existe depuis les années 1980 aux États-Unis dans le journalisme public, aussi appelé journalisme civique. Dans le journalisme public, les journalistes collectent les informations fournies par les citoyens et ensuite intègrent la voix du public dans les actualités (Friedland & Nichols, 2002 : 12-13). Cela donne l'occasion de présenter l'opinion des citoyens dans les journaux et dans la communauté.

Selon Rosenberry et St. John III (2010), c'est David Broder – chroniqueur du *Washington Post* – qui a contribué à la fondation du journalisme public au cours de la campagne présidentielle américaine de 1988 entre George Bush et Michael Dukakis. Certains journaux comme *Columbus*, *Charlotte*, *Spokane* et *Wichita* s'étaient engagés, quant à eux, dans le mouvement du journalisme public à la fin des années 1980.

À l'ère d'Internet, la participation du public dans le processus de production des actualités s'est beaucoup renforcée. Compte tenu de l'interactivité disponible sur le réseau Internet, le public intervient de plus en plus dans la production des actualités. Ainsi, Nip (2006) a appelé cette époque la deuxième phase du journalisme public au cours de laquelle le monopole des journalistes dans la production des actualités a été détruit et la population a désormais eu « la possibilité de prendre l'initiative ».

Le terme « journalisme participatif » a été très souvent entendu et mentionné dans la littérature sur le journalisme en ligne. Toutefois, la frontière entre ce concept et d'autres comme le journalisme interactif et le journalisme citoyen n'est pas toujours claire.

Certains auteurs francophones considèrent le journalisme participatif comme le journalisme citoyen. Par exemple, Barbe (2006) analyse *l'Agoravox* et le *Wikipédia* francophone comme deux modèles éditoriaux participatifs ; Rebillard (2007) et Aubert (2009) mentionnent le journalisme participatif en examinant la plate-forme française de

journalisme citoyen *Agoravox*. De même, Pélissier et Chaudy (2009) abordent le journalisme participatif à travers une analyse des sites français de journalisme citoyen comme *Agoravox*, *Rue89, Mediapart*, etc. Avec une approche différente, Pledel (2007) considère les blogs comme un espace d'expression démocratique et un modèle du journalisme participatif.

Cependant, certains auteurs anglophones ont tendance à utiliser un terme général pour décrire la participation du public dans le processus de fabrication des actualités via la connexion de réseau : le journalisme en réseau. Ce terme non seulement indique la connexion via les réseaux, mais supprime également la limite entre les modèles de journalisme en ligne. En examinant le journalisme en réseau, Bardoel & Deuze (2001) concluent qu'il s'agit là d'une nouvelle forme de journalisme dans laquelle nous voyons « une modification de l'équilibre du pouvoir entre le journalisme et ses publics ». Van der Haak, Parcs & Castells (2012) utilisent le terme « journalisme en réseau » pour désigner « une capacité diffuse d'enregistrer les informations, de les partager et les distribuer ». Dans un rapport intitulé « La valeur du journalisme en réseau », Beckett (2010) utilise le terme « journalisme en réseau » pour synthétiser les impacts sur le journalisme traditionnel créés par « les nouvelles formes des médias participatifs offertes par les technologies Web 2.0 tels que les téléphones mobiles, les courriels, les sites Web, les blogs, les micro-blogs et les réseaux sociaux ».

Pour ce travail, nous trouvons que l'explication de Beckett et Mansell (2008) concernant « le journalisme en réseau » est très proche de ce que nous voudrions aborder en utilisant le terme « journalisme participatif ». Ces deux chercheurs soulignent également que le journalisme en réseau est un modèle de collaboration où les journalistes professionnels et amateurs travaillent souvent ensemble. Cela coïncide avec le concept du « journalisme participatif » de Paulussen & Ugille (2008), selon lesquels, le fait que les journalistes professionnels partagent leur contrôle sur le processus de la production des actualités avec leurs utilisateurs pourrait également stimuler la collaboration entre les journalistes professionnels et amateurs.

Un regard sur la pratique des journaux

Nous verrons ici comment les journaux en ligne vietnamiens appellent la contribution du public à la production du contenu. En les appelant « journaux », nous voudrions mentionner les organes de presse officiels et exclure les sites d'informations qui n'ont pas l'autorisation du ministère de l'Information et de la Communication du Vietnam (MIC) pour fonctionner comme les journaux en ligne.

VietNamNet

Lancé en 1997, *VietNamNet* est le premier journal en ligne au Vietnam, couvrant l'information en langues vietnamienne et anglaise. Les interviews en ligne dans lesquelles certaines célébrités ou personnalités importantes sont invitées en salle de rédaction pour discuter avec le public en font un exemple typique de journalisme participatif. Normalement, ces interviews sont liées à certains événements spécifiques. Pour les préparer, *VietNamNet* diffuse une courte introduction sur les invités avec l'heure et la date d'interview afin d'inviter le public à participer en envoyant leurs questions aux invités avant ou pendant les interviews. Ensuite, au cours de la discussion – qui est diffusée immédiatement sur le web –, les invités répondent aux questions. Ainsi, ces interviews dans lesquelles les utilisateurs sont intervieweurs peuvent être considérées comme collaboratives.

Une autre forme de participation du public se trouve dans les commentaires en ligne sur les articles. Le public peut faire apparaître ses commentaires, opinions et informations sous chaque article publié sur le site web du journal. Le nombre de commentaires apparaît également en-dessous du contenu de l'article. En répondant aux articles de cette façon, le public donne une source d'information importante au journal. Dans certains événements importants, les rédacteurs de *VietNamNet* sélectionnent certains de ces commentaires pour faire un nouvel article reflétant les points de vue des communautés sur l'événement.

Outre ce formulaire de commentaires, le journal propose d'autres possibilités d'interagir à travers Facebook, deux lignes téléphoniques directes, des adresses électroniques et le compte FMS-ID – un outil fourni par ce journal, permettant aux utilisateurs d'accéder à ses services de la manière la plus commode. Normalement, *VietNamNet* paye les lecteurs pour les contenus publiés sur son site web. Cependant, les commentaires sous les articles et les histoires de confidence envoyées par le lectorat ne sont pas payés. Ce journal a également une rubrique nommée « Lecteurs ». Ce nom de rubrique lui-même dénote l'objet de son contenu.

VnExpress

Ouvert en 2001, VnExpress couvre les nouvelles uniquement en langue vietnamienne. Ce journal profite des contenus de lecteurs en suivant activement le mouvement du journalisme participatif dans les trois rubriques consacrées à la participation des publics. Ces trois rubriques s'intitulent respectivement *Communauté, Confidence* et *Point de vue*. La section *Communauté* publie des photos, des vidéos et des articles de lecteurs sur les événements ayant lieu dans la vie quotidienne. Un

bandeau appelant au partage de contenus est mis dans cette section. Quand on clique sur ce bandeau, un formulaire en ligne apparaît pour que l'on puisse remplir des contenus. Le formulaire demande aux utilisateurs de fournir le nom, le courriel, la rubrique de destination, l'objet et le contenu. Les utilisateurs peuvent taper leur contenu directement dans ce formulaire ou le joindre dans un fichier séparé. La rubrique *Confidence* comprend des situations spécifiques de lecteurs qui veulent les partager pour recevoir des commentaires d'autres lecteurs. Lancée à la fin de 2013, la rubrique *Point de vue* se consacre à la publication des opinions plus approfondies de lecteurs sur certaines questions. Les auteurs des articles utilisés dans cette rubrique sont normalement blogueurs ou ont une connaissance approfondie des questions sur lesquelles ils écrivent. Les lecteurs peuvent être payés si leur contenu est utilisé par le journal. Toutefois, les auteurs d'articles publiés dans la rubrique *Confidence* ne sont pas payés.

En dehors de ces trois rubriques, *VnExpress* organise également des interviews en ligne, permettant à ses lecteurs de commenter en ligne, utilise une ligne téléphonique directe pour obtenir des informations des communautés et permet des interactions via Facebook et Twitter. Le nombre de commentaires apparaît non seulement en dessous des articles, mais aussi à côté des titres. Ce chiffre est un indicateur important de l'attention du public sur la question.

Dan Tri

En ligne depuis 2005, héritant de l'interface et du plan du contenu du défunt site web des actualités *Tintucvietnam.com* – site reproduisant les informations de différents journaux, ce journal est aussi un exemple important du journalisme participatif au Vietnam. Il crée trois rubriques de contenu pour le public : *Forum*, *Blo*g et *Lecteurs*. La rubrique *Forum* publie des commentaires pertinents des lecteurs sur les articles du journal. Par exemple, dans le cas où un article obtient un grand nombre de commentaires, les rédacteurs révisent les commentaires puis recueillent certains d'entre eux pour faire un nouvel article qui reflète la voix du public sur le sujet de cet article.

La rubrique *Blog* présente des articles écrits par des bloggeurs ou des pigistes sur différents sujets. Ces articles reçoivent souvent de nombreux commentaires du public et le nombre de commentaires apparaît en dessous du chapeau montré dans la page d'accueil de la rubrique.

Comme *VietNamNet* et *VnExpress*, *Dan Tri* donne également à ses lecteurs les possibilités d'interagir au moyen d'interviews en ligne, de commentaires en direct, de lignes téléphoniques directes, d'adresses

électroniques et de connexions de réseau. Le public peut se connecter à ce journal via des réseaux sociaux comme Facebook, Twitter et Google+. Ce journal paye des lecteurs pour certains articles.

Tuoi Tre Online

Mis en ligne en 2003, *Tuoi Tre Online* ou *Tuoitre.vn* est la version web de *Tuoi Tre* – l'un des plus prestigieux quotidiens au Vietnam. En tant que version en ligne du journal *Tuoi Tre*, le contenu de *Tuoi Tre Online* est pourtant plus riche. Cela peut s'expliquer par les avantages caractéristiques du journalisme en ligne : pas de limite de pages, possibilités de mettre à jour le contenu minute par minute. Ainsi, les articles qui ne sont pas utilisés sur la version écrite peuvent être utilisés pour la version électronique et les événements qui se déroulent après l'impression du journal écrit peuvent être diffusés immédiatement sur le site web. En outre, *Tuoi Tre Online* publie tout le contenu affiché sur la version imprimée.

Par ailleurs, *Tuoi Tre Online* profite des avantages des outils interactifs offerts par Internet et est ainsi devenu un exemple du journalisme participatif. Il offre des possibilités d'interaction comme d'autres journaux en ligne via des interviews en ligne, des commentaires en direct, une ligne téléphonique directe, des adresses électroniques et les réseaux sociaux comme Facebook, Twitter, Google+ et Zingme – un réseau social vietnamien. En outre, il crée pour le public la rubrique *Lecteurs* constituée de sept sous-rubriques. Lorsque l'on clique sur cette rubrique, on voit immédiatement un bandeau à droite de la page d'accueil portant un message appelant à la participation des lecteurs. Selon l'appel, le journal paye pour les lecteurs s'il utilise leurs articles, photos, vidéos, informations ou commentaires.

Thanh Nien Online

En tant que version en ligne du quotidien *Thanh Nien* – un prestigieux quotidien de la Ligue des jeunesses du Vietnam qui couvre les informations en vietnamien, *Thanh Nien Online* est lancé en 2003 et crée son site Web en anglais en 2008. Comme dans le cas de *Tuoi Tre*, le contenu de *Thanh Nien Online* est plus riche que sa version imprimée, car il publie, d'une part, en retard le contenu de la version écrite et d'autre part exploite d'autres sources d'informations.

En créant pour le public en 2013 une rubrique en couleur vive sur la page d'accueil, ce journal tient à montrer tout l'intérêt qu'il porte à la participation de ses audiences. Toutes les rubriques du journal sont en couleur rouge, mais la rubrique « J'écris » est en bleu. En outre, il y a une bannière dans le coin droit de la page d'accueil portant un message réclamant des articles aux lecteurs. Sur la page d'accueil de cette

rubrique, il y a une étroite et longue bannière montrant des informations telles que « On remercie l'auteur ... (nom de l'auteur). Votre article est publié à ... (nom du sous-rubrique). Voyez-le ici (hyperlien vers l'article) ». En dehors de l'appel pour la participation des populations, *Thanh Nien Online* a une façon particulière d'exprimer son hommage à la contribution des lecteurs pour son contenu. Outre la prime selon les articles, c'est une bonne façon d'encourager les lecteurs à participer à la production du contenu.

Avant d'avoir la rubrique « J'écris », ce journal tirait principalement la participation des internautes par les interviews en ligne, la ligne téléphonique directe et les commentaires en ligne. Il permet également des possibilités d'interaction via Facebook, Google+, Twitter et Zingme.

D'autres journaux en ligne

Outre les principaux journaux en ligne mentionnés ci-dessus, nous verrons également certains d'autres comme *VTC* (vtc.vn), *VnMedia* (VnMedia.vn), *Bao Dat Viet* (baodatviet.vn), *Lao Dong Online* (laodong.com.vn), *Tien Phong Online* (tienphong.vn), *Nguoi Lao Dong Online* (nld.com.vn), *An Ninh Thu Do Online* (anninhthudo.vn) et *Ha Noi Moi* (hanoimoi.com.vn). La plupart d'entre eux utilisent des entretiens en ligne, des formulaires de commentaires en ligne, des courriels, des lignes téléphoniques directes et les réseaux sociaux pour collecter les informations des populations. Ils créent également des rubriques pour le public tels que *Lecteurs* (sur *VTC, Nguoi Lao Dong Online, An Ninh Thu Do Online*), *Confidence* (sur *Bao Dat Viet*), *Forum* (sur *Lao Dong Online*) et *Les lecteurs font des actualités* (sur *Tien Phong Online*).

Nous voyons aussi sur *Tien Phong Online* un message invitant les publics à contribuer au contenu. Le message qui se trouve dans tous les articles de la rubrique *Les lecteurs font des actualités* est le suivant : « Vous êtes invités à envoyer vos opinions sur cet article ou vos propres articles, photos, vidéos à online@tienphong.vn et ainsi participer à la rédaction ».

Nouveaux médias comme outils du journalisme participatif

Nous avons constaté que les nouveaux médias, et les réseaux en particulier, sont utilisés comme outils du journalisme participatif. Les agences de presse traditionnelles offrent de nombreuses possibilités d'interaction pour obtenir le plus d'informations possibles de la part de la population. En effet, les publics peuvent désormais collaborer avec les rédactions de multiples façons. Les lecteurs peuvent lire des

articles sur le web, puis grâce aux différents services d'Internet fournis par les rédactions, ils peuvent exprimer immédiatement leurs opinions ou fournir des informations supplémentaires, ou même commenter la véracité des contenus des articles. Ils peuvent également commenter et critiquer les actualités à travers leur page personnelle sur les réseaux sociaux. En outre, ils peuvent envoyer aux rédactions des vidéos ou des photos à partir de leur téléphone mobile. Le tableau ci-dessous donne un résumé sur les outils utilisés par les agences de presse vietnamiennes pour obtenir l'information des lecteurs :

Outils **Journaux**	**Ligne(s) téléphonique(s) directe(s)**	**Courriel**	**Formulaire en ligne pour commentaires**	**Réseaux sociaux**	**Autres**
VietNamNet	3 lignes mobiles	1 adresse courriel	Disponible en dessous du contenu des articles	Facebook, Google+	FMS-ID
VnExpress	2 lignes mobiles	Formulaire en ligne à la place pour saisir le contenu	Disponible en dessous du contenu des articles	Facebook, Twitter	Aucun
Dan Tri	2 lignes mobiles	2 adresses courriels	Disponible en dessous du contenu des articles	Facebook, Twitter, Google+	Aucun
Tuoi Tre Online	1 ligne mobile	1 adresse courriel	Disponible en dessous du contenu des articles	Facebook, Twitter, Google+, Zingme	Aucun
Thanh Nien Online	1 ligne mobile	Plusieurs adresses courriels	Disponible en dessous du contenu des articles	Facebook, Google+, twitter, Zingme	Aucun
Doi Song & Phap Luat Online	1 ligne mobile	1 adresse courriel	Disponible en dessous du contenu des articles	Facebook, Google+	Netlink
Autres	Aucune ou 1 linge mobile	1 adresse courriel	Disponible en dessous du contenu des articles	Facebook, Google+, twitter, Zini Linkhay Zingme	Yahoo Messenger (VnMedia)

Tableau 1. Outils du journalisme participatif

Nous pouvons facilement voir à partir de ce tableau que les téléphones portables, les courriels, les formulaires en ligne pour commentaires et Facebook sont les outils les plus utilisés par les organes de presse vietnamiens afin d'obtenir des informations de la population. Ceci peut être expliqué par le fait que ces outils sont d'une part accessibles à la plupart des populations du Vietnam, et d'autre part, qu'ils permettent aux utilisateurs de se connecter facilement et rapidement.

Pour l'utilisation des lignes de téléphones portables comme des lignes téléphoniques directes, on peut trouver deux raisons expliquant ce choix : la première est liée aux avantages des caractéristiques techniques des téléphones portables et la seconde au nombre élevé d'utilisateurs. En termes de technique, les téléphones portables permettent de recevoir facilement des textes, des photos et des vidéos de n'importe quel endroit du monde et à tout moment tandis que les téléphones fixes ne peuvent pas le faire. Grâce à cette convergence de contenus médiatiques et à la mobilité des utilisateurs, les gens peuvent traiter un grand nombre de données et d'informations sans aucune limite de temps et d'espace géographique. Par conséquent, les salariés en charge de collecter des informations des lecteurs n'ont pas besoin d'être présents à la rédaction 24/24. Autrement dit, les agences de presse n'ont pas besoin de rémunérer quelqu'un pour être en service de nuit et répondre au téléphone. En termes de popularité, les téléphones portables sont utilisés par beaucoup plus de gens que les téléphones fixes. Selon un rapport de Ministère de l'Information et de la Communication du Vietnam, en juin 2013, il y avait déjà 145,47 millions d'utilisateurs de téléphones fixes et portables confondus au Vietnam, dont 136 millions sont des utilisateurs de téléphones portables[1]. Avec une population de plus de 90 millions d'habitants, le nombre d'utilisateurs de téléphones mobiles est une fois et demie le nombre d'habitants. Par conséquent, les rédactions utilisent les téléphones portables comme lignes téléphoniques directes pour maximiser les possibilités d'obtenir des informations auprès du public.

Étant donné que les courriels et les formulaires en ligne pour commentaires sont des outils attachés aux services Web, il est compréhensible que tous les journaux en ligne les utilisent. Concernant les réseaux sociaux, Facebook est choisi par tous les journaux parce que c'est le réseau social largement préféré des Vietnamiens.

Ainsi, les réseaux, surtout ceux du web, jouent-ils un rôle très important dans la pratique du journalisme participatif. Selon la nature de la connexion, les réseaux d'Internet lient les gens aux informations et les gens aux gens d'une manière multiple. À ce point, Roger Bautier (2007 : 1) montre clairement comment les sources d'information ou

les pages Web sont liées à la structure du réseau. Par une approche typologique, Roger Bautier considère Internet comme un graphe comportant un ensemble de nœuds ou sommets et un ensemble d'arêtes, sachant qu'une arête relie deux sommets. Il souligne que « le développement du web a conduit à une structure énorme et complexe, qui est bien un vaste graphe orienté, dont les sommets sont des sites et dont les arcs sont les liens ». De plus, l'évolution de ces réseaux complexes est « vue comme soumise aux effets radicaux d'une « loi de puissance » qui se manifeste par une domination de super-nœuds engendrée par leur croissance auto-organisée », et le web, l'internet et le réseau social sont « régis par une loi de puissance ».

Si l'on rapporte cela à la domination des réseaux sociaux de nos jours, nous pouvons considérer les pages des réseaux sociaux comme des super-nœuds de la structure du web. En conséquence, utiliser ceux-ci est un moyen efficace pour connecter d'autres sources d'information entre elles. En effet, les organes de presse ont tendance à en tirer profit pour obtenir des informations des lecteurs et de la population en général. Les journaux vietnamiens utilisent non seulement des réseaux internationaux, mais aussi des réseaux nationaux.

Abordant l'utilisation des réseaux sociaux dans la production des actualités, Silvia Costeltoe, une journaliste sénior de la *BBC* a déclaré : « Nous utilisons tous les sites Web de médias sociaux pour trouver des sources et suivre des événements. » [Traduction] (cité par Van Der Haak, Parcs, et Castells, 2012 : 2928).

Nous avons vu qu'il existe un flux de contenus à travers de multiples plates-formes de médias et ce flux est principalement créé par la participation active des consommateurs (Jenkins, 2006 : 2-3). Jenkins considère cette circulation de contenus à travers différents systèmes de médias comme la convergence. Selon lui, « la convergence représente un changement culturel car les consommateurs sont encouragés à rechercher de nouvelles informations et à établir des liens entre les contenus médiatiques diffusés » [Traduction].

Pavlik (2000 :229) a souligné que « le journalisme a toujours été façonné par les technologies » [Traduction]. Par conséquent, il est important d'analyser comment les réseaux de tous genres façonnent le journalisme participatif. Ce sont les réseaux qui réunissent les journalistes et les lecteurs pour qu'ils travaillent ensemble en mettant en ligne des actualités. Dans cet environnement en réseaux, les rédactions doivent « étendre le niveau de leur engagement direct avec le public qui joue le rôle de participants dans les processus de la collecte,

la sélection, la rédaction, la production et la communication des actualités » [Traduction] (Deuze, 2007 :3).

Participation du public comme source de l'enrichissement du contenu

La participation du public dans la production des actualités peut aider à enrichir le contenu des journaux à la fois en qualité et en quantité. Les commentaires des lecteurs sur les articles montrent, d'une part, la réponse des populations aux sujets abordés et, d'autre part, donnent davantage de sources d'information pour une exploitation ultérieure. Cela permet de considérer les faits sous plusieurs facettes. Nous pouvons donc voir que l'approche du journalisme participatif est collaborative. Les journalistes professionnels et les lecteurs travaillent ensemble à la production d'actualités.

En outre, le fait que les journaux créent des rubriques pour les lecteurs peut aider à couvrir une plus grande quantité d'informations. Sous cet angle, les journalistes citoyens peuvent résoudre le manque d'employés pour les agences de presse. Les journalistes citoyens sont partout et ils peuvent apporter des actualités à tout moment. Aujourd'hui, avec l'aide des téléphones portables, les journalistes citoyens peuvent contribuer grandement à la diffusion des actualités. Un des meilleurs exemples de la contribution du public à la diffusion de l'information peut être trouvé dans les actualités sur les catastrophes. Les gens peuvent envoyer directement aux rédactions leurs textes, photos et vidéos des faits. De cette manière, les organes de presse n'ont pas besoin d'envoyer leur personnel sur le terrain. Lorsqu'une catastrophe a soudainement lieu, les journalistes professionnels ne peuvent pas être à temps sur les lieux pour prendre des photos ou des vidéos. Alors, seulement ceux qui témoignent de l'événement au moment où il a lieu peuvent en faire de véritables images.

La collaboration entre les journalistes professionnels et les journalistes occasionnels met en avant la culture participative qui « contraste avec la vieille notion du spectateur passif des médias » (Jenkins, 2006 : 3). Dans la culture participative, les producteurs et les consommateurs des médias sont considérés comme « participants » et les produits sont fabriqués par « l'intelligence collective » (Lévy, 1994) et le *crowdsourcing* (collaboration ou externalisation ouverte) (Van Der Haak, Parks & Castells, 2012). Nous sommes en accord avec la conclusion de Paulussen & Ugille (2008 :27) : « le journalisme participatif est maintenant décrit en termes de conversation, de la modération et de la collaboration » [Traduction].

Pour conclure, les journaux vietnamiens cherchent tous les moyens possibles afin d'avoir la participation du public la plus importante dans leur production du contenu. Les organes de presse tirent bien profit de l'intelligence collective pour enrichir le contenu à travers le partage et la modération.

Bibliographie

Aubert Aurélie, « Le paradoxe du journalisme participatif. Motivations, compétences et engagements des rédacteurs des nouveaux médias (enquête) », *Terrains & Travaux* 2009/1, N° 15, 2009, p. 171-190.

Barbe Lionel, « Les médias participatifs : des modèles éditoriaux émergents sur Internet. Les exemples d'Agoravox et de la Wikipedia francophone », Colloque international « *Mutations des industries de la culture, de l'information et de la communication* », septembre 2006.

Bardoel Jo et Deuze Mark, « Network Journalism : Converging Competences of
Media Professionals and Professionalism », *Australian Journalism Review* 23 (2),
2001, p. 91-103.

Bautier Roger, « Les réseaux de l'internet : des artefacts bien (trop) vivants », *Les enjeux de l'information et de la communication*, suppl. MEOTIC (Du mode d'existence des objets techniques à l'ère de l'information et de la communication), 2007, disponible sur http://lesenjeux.u-grenoble3.fr/2007-meotic/Bautier/home.html, consulté le 02 mai 2014.

Beckett Charlie et Mansell Robin, « Crossing Boundaries : New Media and Networked Journalism », *Communication, Culture & Critique*, 1(1), 2008, p. 92-104.

Beckett Charlie, « The Value of Networked Journalism », The Value of Networked Journalism conference, the London School of Economics and Political Science, juin 2010, disponible sur www.lse.ac.uk/media@lse/.../ValueofnetworkedJournalism.pdf, consulté le 5 mars 2014.

Deuze Mark, Bruns Axel et Neuberger Christoph, « Preparing for an age of participatory news », *Journalism Practice*, *1*(3), 2007, p. 322-338.

Friedland Lewis A. et Nichols Sandy, « Measuring Civic Journalism's Progress : Report Across a Decade of Activity », *The Pew Center for Civic Journalism*, 2012, disponible sur www.pewcenter.org/doingcj/research/measuringcj.pdf, consulté le 13 mars 2014.

Jenkins Henry, « Convergence Culture Where Old and New Media Collide », New York & London, New York University Press, 2006.

Lévy Pierre, « L'intelligence collective. Pour une anthropologie du cyberespace », Paris, La Découverte, 1994.

Nip J. Y. M., « Exploring the second phase of public journalism », *Journalism Studies*, vol. 7 (2), 2006, p. 212-236.

Paulussen Steve et Ugille Pieter, 2008. « User Generated Content in the Newsroom : Professional and Organisational Constraints on Participatory Journalism », *Westminster Papers in Communication and Culture*, vol. 5(2), 2008, p. 24-41.
Pavlik John, « The Impact of Technology on Journalism », *Journalism Studies*, 1(2), 2000, p. 229-237.
Pélissier Nicolas et Chaudy Serge, « Le journalisme participatif et citoyen sur Internet : un populisme dans l'air du temps ? », *Quaderni*. Automne 2009. Think tanks, experts et pouvoirs, p. 89-102.
Pledel Iannis, « Les nouvelles logiques d'expression : blogs et journalisme participatif, vers une e-democratie ? » In Ledjou J. M. & al. (Coord.), *La Démocratie à l'épreuve de la Société numérique*, Editions Karthala, 2007, p. 209-225.
Rebillard Franck, « Le journalisme participatif, de l'idéologie à la pratique », *Argumentum*, n° 6, 2007, p. 11-23.
Rosenberry Jack et St. John Burton, « Introduction, public journalism values in an age of Media fragmentation », in Rosenberry J. et St. John B. (Eds), *Public journalism 2.0 : The Promise and Reality of a Citizen Engaged Press*, Routledge Taylor & Francis Group. New York and London, 2010, p. 1-7.
Van der Haak Bregtje, Parks Michael et Castells Manuel, « The Future of Journalism : Networked Journalism », *International Journal of Communication* 6, 2012, Feature, p. 2923–2938.

Notes

1. Hien Mai. 2013. *Việt Nam đã có 136 triệu thuê bao di động*. http://www6.vnmedia.vn/VN/cong-nghe/tin-tuc/35_1356876/viet_nam_da_co_136_trieu_thue_bao_di_dong.html. Consulté le 19 avril 2014.

LES MAGAZINES FÉMININS INTERNATIONAUX HAUT DE GAMME AU VIETNAM : IMAGE DES INDUSTRIES CULTURELLES VIETNAMIENNES À L'ÈRE DE LA MONDIALISATION

Thi Lan Pham*

Résumé : Depuis l'année 2000 au Vietnam, on assiste à la publication de nouveaux magazines internationaux. *Elle*, *Cosmopolitan*, *Harper's Bazaar* sont les représentants caractéristiques de l'entrée des industries culturelles vietnamiennes dans la mondialisation. Ces développements internationaux ne sont pas uniquement le reflet des effets de la politique du Renouveau (*Doi Moi)* encouragée au Vietnam depuis 1986, ils sont aussi l'expression du développement croissant des industries culturelles accompagné d'autres industries internationales. Les industries culturelles vietnamiennes franchissent un cap dans la mondialisation et l'on assiste à un accroissement des relations entre les diverses parties prenantes, au niveau local et international. Cette nouvelle perspective déclenche de nouveaux enjeux économiques mais aussi dans les rapports d'échanges avec une clientèle naissante. De nouvelles méthodes de production sont aussi prises en considération par les producteurs médiatiques locaux.

Abstract : Since the year 2000 in Viet Nam, new international women's magazines were published. *Elle, Cosmopolitan, Harper's Bazaar* are faithful representatives of the entry of cultural Vietnamese industries into *globalization*. These international developments are not only the effects of the *Renewal policy* (*Doi Moi*) fostered by Vietnam since 1986, but they are also an expression of the growing development of cultural industries with other international industries. Vietnamese cultural industries take an increasing step into *globalization* and a growing relationship is observed between local and international stakeholders. This new situation creates several new stakes related to the economy as well as the management of broadcasting, of new customers. New production methods are also considered by local media producers.

*Université Grenoble Alpes, Groupe de recherche sur les enjeux de la communication – GRESEC. Courriel : phtlan@gmail.com

***

Enrichis dans les années 2000 par l'apparition de plusieurs titres au Vietnam, les magazines féminins haut de gamme internationaux comme *Elle, Cosmopolitan, Harper's Bazaar*, constituent un reflet des transferts importants survenus au sein des industries culturelles vietnamiennes à l'ère de la mondialisation des échanges.

Concernant ce phénomène de pénétration des médias internationaux au Vietnam, *la théorie des industries culturelles* constitue la base théorique de nos réflexions. À partir des réflexions de Bernard Miège sur la valorisation des capitaux (Bernard Miège, 1989), l'internationalisation des magazines féminins haut de gamme peut être considérée comme faisant partie des objectifs de valorisation des capitaux des « grandes marques » médiatiques (des groupes de médias comme *Lagardère* (magazine *Elle*), *Hearst* (magazine *Harper's Bazaar*). D'un côté, pour ces groupes de médias internationaux, la recherche de nouveaux marchés destinés à la vente de ces magazines internationaux représente une recherche de nouveaux espaces de valorisation des capitaux. D'un autre côté, comme Philippe Bouquillion le souligne : « *Depuis les mouvements sectoriels de libération et des libéralisations des échanges de biens et des services et des mouvements de capitaux qui se produisent à l'échelle internationale… ces industries (des industries de la culture et de la communication) se sont largement ouvertes au capitalisme* » (Philippe Bouquillion, 2008). L'entrée de ce type de magazine international marque d'abord le résultat de l'ouverture internationale du Vietnam motivée par la *politique du Renouveau* (*Doi Moi*) impulsée depuis 1986, la synchronisation des industries culturelles avec d'autres industries internationales, l'internationalisation croissante des industries culturelles vietnamiennes et le renforcement des liens entre acteurs locaux et internationaux. C'est l'émergence de nouveaux enjeux : économiques, publicitaires, de conservation des images de marque, de clientèle internationale, mais aussi des enjeux concernant la production des produits médiatiques internationaux.

Dans la production d'un magazine de mode international comme *Elle Vietnam*, l'appropriation des codes internationaux, des codes globaux chez des producteurs rédactionnels locaux, joue un rôle important. Nos analyses sur cette appropriation s'inspirent des réflexions des auteurs de l'ouvrage *L'industrialisation des biens symboliques Les industries créatives en regard des industries culturelles* (Philippe Bouquillion, 2013). En portant sur le paradigme de la création, les auteurs soulignent la notion de *capital humain* des agents sociaux en insistant sur le fait que : « *les agents sociaux ne sont pas seulement des consommateurs(…) mais ils sont d'abord des travailleurs créatifs. Par leurs pratiques culturelles, les individus se construisent simultanément en tant que travailleur et en tant que citoyen, ces deux dimensions*

devenant indissociables ». En tant que magazine féminin spécialisé dans les produits de mode et aussi les biens du luxe (des produits des industries créatives), les travaux des producteurs rédactionnels de *Elle Vietnam* comprennent des activités créatives qui s'adaptent au caractère créatif de leurs clients (les annonceurs font partie des industries créatives). C'est dans cette perspective que nous nous inspirons des réflexions sur le *capital humain* de cet ouvrage, même s'il convient de nuancer notre propos sur le fait que les réflexions portent sur les industries créatives. En effet, les analyses des magazines féminins haut de gamme doivent aussi se placer dans cette perspective.

Afin de mettre en exergue les enjeux concernés, nous nous inspirons de la méthodologie suggérée par Roselyne Ringoot dans son livre *Analyser le discours de presse*. Les identités éditoriales des journaux, les supports, les noms et logos, les slogans, les devises, les dates de création, l'ancienneté des journaux, leur périodicité et temporalité (quotidien, hebdomadaire, mensuel), le degré d'actualisation des contenus, le cadre social, géographique au niveau régional, national, international, l'amorce d'écriture, les *Unes*, le style informatif ou incitatif, le contenu, les genres journalistiques rencontrés, les rédactions, les agences et collaborateurs, le discours rapporté, les différentes sources mises en présence seront autant de pistes à prendre en compte.

Internationalisation culturelle en croissance

Magazines féminins haut de gamme internationaux : fruit de l'ouverture internationale du Vietnam et synchronisation des industries internationales.

L'indépendance du pays en 1945, suivie de l'unification en 1975 et de la mise en place depuis 1986 de la politique de *Doi Moi* (la *politique de Renouveau*), a permis d'accroître les relations économiques internationales du Vietnam. Le principe de cette politique a aidé la transition de l'économie socialiste vers l'économie socialiste de marché. Avant cette réforme, les pays partenaires se composaient majoritairement des pays socialistes et du système soviétique, mais depuis 1986, les relations du Vietnam s'inscrivent sur tous les continents et sous plusieurs dimensions : économique, politique, culturelle… On assiste à un accroissement des relations avec des firmes transnationales, notamment dans le secteur de l'énergie, telles que *Total Gaz*[1], mais aussi dans le secteur des biens alimentaires. Les entreprises *Metro*, *Starbucks Coffee*, *McDonald's* s'implantent dans les grandes villes. Récemment, l'Opéra de Paris a aussi présenté son spectacle à la capitale du pays[2]. Du point de vue des relations avec les institutions internationales, la réforme de *Doi Moi* permet au Vietnam d'intégrer

l'A.S.E.A.N (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) en 1995. Le Vietnam devient aussi membre de l'APEC (Coopération Économique pour l'Asie Pacifique) en 1998, mais aussi de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) en janvier 2007.

La croissance des relations internationales a motivé dès lors l'implantation des industries internationales des biens de luxe. Les deux plus grandes villes du pays en sont le témoin. En 2011, la place de luxe *Rex Arcade* fait son apparition à Ho Chi Minh ville, suivie par l'ouverture du *Trang Tien Plaza* en 2013 à Hanoï. Les marques de luxes comme *Louis Vuitton*, *Dior*, *Cartier*, *Kenzo*, *Rolex, Chanel, Hermès*... font leur apparition.

Le déploiement des industries internationales des biens de luxe s'est accompagné du développement des industries culturelles, surtout celles associées aux magazines féminins haut de gamme. Comme le mentionne Delphine Le Goff, les « *annonceurs viennent chercher un environnement luxueux, un écrin dans la presse féminine haut de gamme* » Delphine Le Goff, 2013). Au début des années 2000, on assiste à l'apparition de nombreux magazines féminins haut de gamme comme *Elle Vietnam* (sous le nom vietnamien Phai dep, 2010), *Cosmopolitan Vietnam* (Co gai thanh thi, 2010) et *Harper's Bazaar* (Phong cach Harper's Bazaar, 2011). Aussi, comme le précise Karine Taveaux-Granpierre dans son article *Lorsque la presse féminine s'internationalise* en 2013, la conjonction de plusieurs facteurs motive l'expansion internationale des industries concernées. La déréglementation croissante des règles du commerce mondial, motivée par les règles érigées par le GATT (*General Agreement on Tarifs and Trade*) et l'OMC, l'abaissement des barrières douanières mais aussi la saturation des marchés locaux au sein des pays développés (des pays européens et nord-américains), constituent plusieurs causes de la pression expansionniste des industries internationales. Les industries des biens de luxe et les industries culturelles ne peuvent se soustraire à cette dynamique. Il est toutefois aussi intéressant de noter que l'internationalisation des industries culturelles ne s'est pas limitée aux magazines de luxe. D'autres genres ont été aussi concernés. L'importation des magazines associés à la santé, comme *Women's Health* (2011), *Shape* (2012), mais aussi des magazines destinés à une clientèle masculine, tel *Esquire* (2013), font aussi partie intégrante de ce processus d'internationalisation. L'apparition de ces nouveaux magazines internationaux au Vietnam s'inscrit dans un processus de poursuite d'expansion internationale du côté asiatique mais aussi sur tous les continents, des grands groupes médiatiques comme Lagardère, Hearst, du côté de l'Asie.

Internationalisation et renforcement des liens entre acteurs locaux et internationaux

Il ne faut pas attendre l'apparition des magazines féminins haut de gamme internationaux pour pouvoir parler des flux internationaux au sein des médias vietnamiens. Depuis les années 1980, des séries télévisées australiennes (soap opera series) comme *Return to Eden* (Retour à Eden)[3], mais aussi brésiliennes comme *A Esclava Isaura* (Esclave Isaura)[4], sont les premières preuves de la pénétration des flux internationaux. Aussi, dans les années 1990, la télévision nationale vietnamienne a encouragé l'importation d'autres types de programmes télévisés étrangers comme les programmes sportifs, de découverte de la nature (série du commandant Cousteau), des programmes internationaux de musique. Pourtant, cette importation est une première ébauche d'internationalisation au sens où les produits médiatiques étrangers ont été simplement traduits, puis diffusés. Autrement dit, l'internationalisation au sein de la télévision vietnamienne de cette époque ne comprend pas d'interactions internationales entre des acteurs locaux et des acteurs étrangers, ni dans la production, ni dans l'économie. Aussi, la faible part des médias télévisuels internationaux au sein de la télévision nationale reflète une internationalisation partielle.

Par rapport à la télévision, les magazines féminins haut de gamme constituent une preuve de pénétration réussie des produits culturels internationaux « entiers », d'une marque médiatique internationale dans le marché des industries culturelles locales. Avec ces magazines, la coopération internationale entre des acteurs locaux et des acteurs internationaux ne se limite plus à une relation achat/vente simple de produits « prêts-à-diffuser », ou de formats bien déterminés. Cette relation s'élargit à une relation beaucoup plus complexe. On assiste à une augmentation nette des interactions à toutes les phases de production, du développement du produit, à l'intégration des éléments publicitaires le concernant. Lorsque le magazine *Elle* s'installe au Vietnam, le premier phénomène d'internationalisation a consisté en la mise en place d'une licence entre *Lagardère Active* (une branche du groupe international *Lagardère*) dans le cadre d'un accord de licence avec *Kingier VietNam* et son partenaire local, *l'Association des Entrepreneurs féminins de Hanoï* (*Hiệp hội nữ doanh nhân Hà Nội*)[5]. Ensuite, des sessions de formation ont été promues à Paris, par le bureau de la *Presse Magazine Internationale de Lagardère Active* à Paris, pour des professionnels rédactionnels de *Elle Vietnam*[6]. Le processus de la relation partenaire internationale a continué pour la phase de production de chaque numéro depuis la naissance de *Elle Vietnam* à aujourd'hui.

Dès les premières parutions, afin de maintenir l'identité mais aussi la haute image de marque de ce magazine international et le public féminin moderne et désireux de suivre l'actualité et la mode, le bureau de la *Presse Magazine Internationale de Lagardère Active* a effectué des entretiens et suivis réguliers avec l'équipe rédactionnelle vietnamienne. Depuis, un contrôle qualitatif de l'image, de la forme du produit, du volume (plus de 200 pages) est effectué par ce bureau à Paris, pour chaque parution mensuelle.

Concernant le processus de production, en tant que membres du réseau international du magazine *Elle*, les producteurs rédactionnels vietnamiens peuvent accéder à des contenus, photos et Unes, des autres équipes de *Elle*, dans les autres pays du monde et en faire l'acquisition. En mai 2015, *Elle Vietnam* a réutilisé dans sa Une l'image de Keira Knightley, en provenance de la Une de *Elle UK*. Cette relation internationale ne se limite pas à la production, mais elle est aussi présente dans les aspects publicitaires du magazine. Le bureau international publicitaire du groupe *Lagardère* gère la publicité du magazine *Elle Vietnam*.

Remarquons qu'au sein des médias vietnamiens, pour la radio, un média encore totalement gratuit au Vietnam, le développement du commerce d'importation des produits médiatiques, la problématique de pénétration des marques, des groupes de radio internationaux n'a pas encore pris place. Par ailleurs, pour la télévision, dès la fin des années 1990 jusqu'à aujourd'hui, la relation internationale s'est aussi renforcée par l'importation de formats internationaux, surtout ceux attractifs et associés au divertissement, comme *Who Wants to Be a Millionaire, The Voice, X Factory, Master Chef, Next top model*... Le format de ces programmes télévisés est généralement fixe, du point de vue du timing, du contenu, des actions des personnages ; dès lors, l'interaction entre les acteurs locaux et internationaux reste limitée.

Contrairement aux médias électroniques, on assiste à une internationalisation croissante et à un renforcement des liens entre acteurs locaux et internationaux, pour les magazines féminins haut de gamme et les industries qui les accompagnent.

Nouveaux enjeux des industries culturelles à l'ère de la mondialisation

Le caractère international et local des magazines féminins haut de gamme

Les magazines féminins haut de gamme internationaux se distinguent des autres produits des industries culturelles par leur caractère

double. Il s'agit d'une part de produits au caractère international, mais aussi d'autre part, de produits au caractère local. Ce caractère double conduit à une production spécifique au sein des magazines internationaux. Leur développement provoque de nouveaux enjeux dans la production des industries culturelles vietnamiennes à l'ère de la mondialisation.

Leur caractère double s'explique premièrement par la définition d'une nature internationale en tant que réponse à la mondialisation et aux phénomènes de commerces, comme l'a mentionné Karine Grandpierre, par la relation spécifique créée entre les acteurs internationaux et les acteurs locaux, mais aussi par les stratégies respectives de ces deux types d'acteurs (Karine Taveaux-Grandpierre, décembre 2013). La stratégie de diversification des acteurs internationaux correspond à plusieurs thématiques (en créant des thèmes de contenus locaux et en les combinant aux contenus internationaux afin de s'adapter au marché local), mais est également concentrée sur la mise en place d'une marque à part entière. Dans ces stratégies d'internationalisation, l'ambition des grands groupes (*Elle* pour *Lagardère*, *Vogue* pour *Condé Nast Publications*, *Harper's Bazaar* pour *Hearst*) est d'entretenir leur position, leurs valeurs au sein des annonceurs afin de conserver et accroître leurs parts de marché internationales dans la publicité. L'objectif secondaire est également de maintenir une image de marque identique à l'échelle mondiale. Cela se traduit par une exigence importante et stricte dans les déclinaisons locales, notamment en termes d'appréciation journalistique et visuelle, ainsi que dans les activités hors médias (marketing, publicité). Dans cette optique, il s'agit d'une perpétuelle recherche des moyens de maintien d'un caractère identique, que l'on nomme caractère international des déclinaisons, qui s'exprime à travers l'actualité de mode, la présentation des produits, des personnages, les nouvelles tendances de la mode, et des modes de vies internationaux. Autrement dit, l'ensemble de ces éléments doivent permettre de présenter l'image de la femme selon *Elle* : intelligente, raffinée, avec un goût prononcé pour la mode mais aussi une femme amicale. La mise en place de chartes privées dans les relations partenaires, de formations spécifiques à destination des acteurs locaux, affecte les métiers de la rédaction, du journalisme, de la conception, du design, de la création.

Le caractère international des magazines se manifeste aussi en relation à la demande des acteurs locaux, considérée comme un nouveau défi de production. Lorsque les magazines féminins haut de gamme comme *Elle, Cosmopolitan, Harper's Bazaar* pénètrent au Vietnam en tant que magazines connus dans le monde entier, leur caractère international est un avantage comparatif sur le marché local. La réalisation

et l'expression de ce caractère international représentent une nouvelle source de réflexion et d'application pour les acteurs locaux. Les lectrices de ces magazines sont aussi dans l'attente de réalisation du caractère international de leur lecture, qui devrait se présenter sous la forme d'une actualité internationale de mode, des modes de vie.

Le caractère local préexiste au sein même de la nature de ces produits internationaux. Il s'agit d'une demande inéluctable dans les produits médiatiques internationaux. Cependant, les contenus locaux sont dorénavant plus présents et couvrent une grande part des contenus hors publicité. Ces contenus sont aussi réalisés par des producteurs locaux. C'est la clé de la réussite des quarante-six déclinaisons du magazine *Elle* dans le monde entier aujourd'hui et des soixante-et-une éditions internationales de *Cosmopolitan*. Cette stratégie associant les producteurs locaux à la production des contenus a été suivie par de nombreux producteurs de grands magazines internationaux. La réussite des magazines internationaux comme *Elle, Cosmopolitan* s'explique par la mise en œuvre parallèle de ces deux caractères, international et local, dans chaque parution.

Enjeux de production

L'expression du double caractère international et local des magazines féminins haut de gamme s'exprime aussi à travers les producteurs locaux. Ceux-ci doivent, eux aussi, jouer un rôle double dans la production des magazines féminins haut de gamme. Concernant les valeurs de la globalisation, les producteurs locaux doivent endosser le rôle de récepteur pour s'approprier ces valeurs globales. Ils ne doivent pas seulement s'approprier les valeurs de la charte du magazine « mère », mais ils doivent aussi retravailler les valeurs générales de la globalisation déjà présentes dans la société à laquelle elles s'appliquent. En réalité, il s'agit d'un travail de réadaptation des valeurs du magazine mère eu égard au marché local.

Les problèmes que posent l'appropriation des codes globaux et les conséquences qu'ils ont sur les producteurs, les amènent à considérer en parallèle les aspects idéologiques (celui de la ligne éditoriale) et les dimensions pratiques (production des discours, des images, de la Une).

Les producteurs rédactionnels locaux doivent considérer la création d'une ligne éditoriale sous contrainte d'une ligne éditoriale internationale déjà connue. Ils doivent se réapproprier les codes internationaux déjà construits et intrinsèques à la globalisation. En respectant le processus de mise en place de la ligne éditoriale locale, les producteurs doivent s'approprier la pluralité des dimensions des codes globaux. Rappelons que le processus d'appropriation ne pourrait se

défaire des différences des codes internationaux, de la différence des groupes rédactionnels, mais aussi du profil personnel des rédacteurs en chef.

On peut observer des différences dans les parutions des *Unes* du magazine *Elle Vietnam*. Celles-ci sont aussi dépendantes des rédacteurs en chef. Au mois d'août 2015, *Elle Vietnam* a changé de rédacteur en chef. Monsieur Nguyen Danh Quy, le nouveau rédacteur en chef a remplacé Madame Nguyen Thuy Linh. Dans la période du mois de janvier au mois d'août 2015, la rédactrice Nguyen Thuy Linh a utilisé la plupart des images des personnages internationaux pour la constitution des Unes correspondantes, les images de célébrités vietnamiennes n'ont été utilisées qu'à deux reprises (Janvier : Emma Watson ; Février : Minh Hang – chanteuse du Vietnam ; Mars : mannequin Freja Beha ; Avril : Olivia Palermo ; Mai : Keira Knightley ; Juin : Trang Khieu – mannequin vietnamien ; Juillet : Jeon Ji Hyun – actrice coréenne ; Août : Sung Hee Kim – mannequin Corée)... Pourtant, dans la même période du mois de janvier au mois d'août 2016, sous le management du rédacteur en chef Nguyen Danh Quy, des célébrités vietnamiennes prennent place au même niveau de parution que les célébrités internationales. *Miss Vietnam* Dang Thu Thao a présenté la *Une* du mois de janvier. Depuis le mois d'Avril, tous les deux mois, des visages vietnamiens sont présentés sur la *Une* correspondante (Avril : Hoang Thuy – mannequin vietnamien ; Juin : Thanh Hang – mannequin vietnamien très connu ; Aout : My Tam – chanteuse vietnamienne). Les diverses approches constitutives des Unes sont une preuve de différenciation individuelle dans le travail des rédacteurs en chef.

Cette compréhension et restitution des valeurs ne peuvent se détacher à la fois du statut professionnel, mais aussi du statut individuel par lequel elles s'expriment. D'autre part, le processus de maturation de ces valeurs impacte la production dans son ensemble. Dans leur phase de production, le rôle de producteur ne peut se délier des valeurs de réception qui ont été maturées. Sur l'aspect pratique, l'appropriation s'effectue sur des expressions visuelles (photo, couleur, formes des rubriques) et des textes. Dans cette phase de production, le fonctionnement des rapports professionnels et sociaux-culturels s'exprime dans l'image, la Une, les discours, les contenus. Aussi, le caractère individuel dans le style d'écriture de chaque émetteur reflète les appropriations des codes individuels globaux.

Conclusion

Poussée par la *politique du Renouveau* (*Doi Moi*), le Vietnam devient membre de l'A.S.E.A.N en 1995, de l'APEC en 1998, mais aussi de

l'OMC en janvier 2007. Cette intégration volontaire au sein des institutions représentatives de la mondialisation permet au Vietnam de devenir un terrain fécond des industries culturelles. On assiste à la fois à l'implantation des industries internationales des biens de luxe dans les deux plus grandes villes du pays, à Ho Chi Minh ville en 2011 et à Hanoï en 2013, mais aussi au développement des magazines féminins haut de gamme comme *Elle Vietnam*, *Cosmopolitan*, *Harper's Bazaar*. Ces nouvelles perspectives déclenchent dès lors de nouveaux enjeux à considérer. Il s'agit tout d'abord de traiter des problématiques doubles, internationales et locales du concept de *glocalisation* (Bertrand Cabedoche, 2014). Les problématiques ainsi revisitées se complexifient et se traduisent par de nouveaux enjeux publicitaires, des enjeux de conservation des images de marque, des enjeux associés à une clientèle internationale, mais aussi des enjeux concernant la production. Il s'agit de l'apparition de nouveaux modes de production. Pour les producteurs, de nouvelles considérations sont mises en place, notamment concernant la ligne éditoriale, mais aussi toute la représentation des codes internationaux et locaux. C'est la bonne gestion de l'ensemble de ces enjeux qui permet à ces magazines féminins haut de gamme, d'être une réussite internationale. Le magazine féminin haut de gamme *Elle*, avec plus de 46 déclinaisons dans le monde dont *Elle Vietnam* tiré à plus de 20.000 exemplaires par numéro en 2016, en est l'exemple.

Bibliographie

Ouvrages

Philippe Bouquillion, *Les industries de la culture et de la communication Les stratégies du capitalisme,* Grenoble, Presse universitaires de Grenoble, 2008, 300p.

Philippe Bouquillion ; Bernard Miège ; Pierre Moeglin, *L'industrialisation des biens symboliques Les industries créatives en regard des industries culturelles*, Grenoble, Presse universitaires de Grenoble, 2013, 256p.

Philippe Bouquillion ; Yolande Combès (sous la direction), *Diversité et industries culturelles*, Paris, L'Harmattan, 2011.

Philippe Bouquillion ; Yolande Combès (sous la direction), *Les industries de la culture et de la communication en mutation*, Paris, L'Harmattan. Paris, 2011, 304p.

Bertrand Cabedoche, *Culture du chiffre et responsabilité sociale : le déplacement de la charge de l'incertitude sur le facteur humain à France Télécom*, pp. 21-40, in Valérie Lépine, Fabienne Martin-Juchat, Chrystelle Millet-Fourrier, (dir), *Acteurs de la communication des*

entreprises et des organisations. Pratiques et perspectives, Grenoble, PUG, 2014 (Coll. « Communication, médias et sociétés »).
Bernard Miège, *La société conquise par la communication*, tome I, Grenoble, PUG, 1989, p. 199 – 214
Roseline Ringoot, *Analyser le discours de presse*, Paris, Edition Armand Colin, 2014

Articles

Delphine Le Goff, «Dossier presse féminine haut de gamme», Stratégies.fr,
septembre 2013, consulté 25 juin 2016, à l'adresse http://www.strategies.fr/etudes
tendances/dossiers/219748/218985W/dossier-pressefeminine-haut-de-gamme.html
Karine Taveaux-Grandpierre, «Lorsque la presse féminine s'internationalise : le cas ELLE», medias19.org, décembre 2013, consulté le 15 mars 2016, à l'adresse http://www.medias19.org/index.php?id=15560
Karine Taveaux-Grandpierre, « Comment le magazine ELLE a conquis le monde », inaglobal.fr, janvier 2013, consulté le 10 mars, à l'adresse http://www.inaglobal.fr/presse/article/comment-le-magazine-elle-conquis-le-monde

Autre (entretien, communiqué de presse)

Lagardère - Communiqués de presse, 2010, consulté 25 juin 2016, à l'adresse : http://www.lagardere.com/centre-presse/communiques-de-presse/communiques-de-presse122.html&idpress =4864
L'entretien avec Madame NGUYEN Thanh Huong (Huong Color), rédactrice en chef du magazine Elle Vietnam de 2010 à 2012, à Ho Chi Minh ville, Vietnam, Janvier 2013.

Notes

1. Détail des sources et journaux consultés sur demande.
2. Détail des sources et journaux consultés sur demande.
3. Détail des sources et journaux consultés sur demande.
4. Idem.
5. Idem.
6. Idem.

QUELLE INFLUENCE EXERCE L'ASEAN SUR LES POLITIQUES, ACTIONS ET MODES DE RÉGULATION DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (TIC) AU VIETNAM ?

Ngo Thi Thanh Loan*

Résumé : Ce travail s'attardera sur l'analyse historique et juridique des politiques pour la diffusion des TIC, l'émergence du programme et les visions de l'*Association des nations de l'Asie du Sud-Est*. Il explorera les discours ainsi que les différentes mises en application de réglementations régionales qui sont essentielles à la compréhension du concept de gouvernance régionale. Cette recherche examinera également comment l'État du Vietnam se charge de mettre en œuvre des programmes de TIC à grande échelle, dans le contexte d'efforts de modernisation et d'innovation technologique pour promouvoir leur société de l'information.

Abstract : This paper focuses on the historical and legal aspects of ICT regulatory policies, the emergence of the development and cooperation programs as well as the visions of the Association of Southeast Asian Nations. It will explore the discourses and different implementations of regional regulations that are essential to the understanding of regional governance. It will additionally consider how the State of Vietnam is responsible for bringing ICT programs in play on a large scale, in the context of modernization and technological innovation to promote its information society.

***

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) sont en profonde mutation (InfoDev et ITU, 2010 ; World Bank, 2011). Du fait de leur caractère évolutif, les TIC sont naturellement un secteur propice à l'émergence des modes de régulation et d'une action institutionnelle efficace pour répondre aux nouveaux défis du secteur. En outre, selon la recherche de la Banque mondiale sur les TIC (2011, p. 4), la principale caractéristique de ce secteur est qu'il est réglementé à

*Institut Langage et Communication (IL&C), Pôle de recherche en communication (PCOM), Université Catholique de Louvain, courriel : thanh.ngothi@uclouvain.be

l'origine par les agences et les organismes nationaux dans la plupart des pays. Par conséquent, les effets de la réglementation gouvernementale sur les TIC doivent s'étendre aux secteurs privés en prenant en compte deux aspects importants : la complexité et l'équilibre. En d'autres termes, le secteur des TIC doit être inscrit dans un cadre de régulation avec une diffusion de la gouvernance réglementaire à des acteurs privés et des partenariats, en plus d'une régulation multiniveaux à travers des réseaux de politique et d'une régulation par les normes et la surveillance.

Devenu un acteur clé dans la région, l'ASEAN stimule la libéralisation et augmente la connectivité des TIC. Ce sont aussi les principaux objectifs de l'*ASEAN Telecommunications and IT Ministers Meeting* (TELMIN) et les deux organismes : le *Telecommunications Senior Officials Meeting* (TELSOM) et l'*ASEAN Telecommunications Regulators Council* (ATRC).

Ce travail vise à décrypter les pratiques politiques et le cadre de réglementation du secteur des TIC à l'ASEAN et comment la régulation des TIC au Vietnam a été construite et promulguée en suivant les visions et les mécanismes de l'ASEAN. En d'autres termes, la question principale de recherche est : Quelle influence exerce l'ASEAN sur les politiques, actions et modes de régulation des technologies de l'information et de la communication (TIC) au Vietnam ? Pour répondre à cette question, nous discutons du politique, conceptualisé comme un système politique territorial qui se déroule dans l'espace institutionnel des États membres par le concept du *régionalisme régulateur*. L'objectif est de comprendre comment, grâce à quel processus et à quel discours, les organismes régionaux ainsi que l'État sont intervenus dans les structures économiques et sociales pour effectuer des changements par le biais du déploiement des TIC.

Impact du régionalisme sur la politique et la réglementation des TIC

Depuis les années 1990, la politique de régulation dans le monde entier s'est de plus en plus diversifiée, effectuant une transition du niveau national au niveau multilatéral et régional (Cricelli et *al.*, 1999 ; Drahos et Joseph, 1995 ; Van Gorp et Maitland, 2009 ; Beyon, 2015). À cet égard, dans un monde où l'économie et la politique sont de plus en plus interdépendantes, il est capital de comprendre comment les institutions politiques, c'est-à-dire les modes de régulation des comportements les plus spécifiquement politiques, influent sur les pratiques politiques de l'État-nation. Quel que soit son degré d'intégration,

cette préoccupation guide souvent les gouvernements dans leurs politiques de réformes.

Plusieurs recherches ont été menées par des politologues sur la façon dont les zones d'intégration économiques régionales influencent la politique nationale et la régulation des TIC. Van Gorp et Maitland (2009) proposent plus précisément une stratégie de mise en œuvre de politiques et d'harmonisation régionale des télécommunications. Selon eux, les facteurs qui influencent la décision de la politique régionale et façonnent le degré d'harmonisation de la politique comprennent par exemple, la participation des acteurs économiques et la puissance de l'élaboration de la politique régionale ; les capacités administratives régionales et leur efficacité ; la structure de prise de décisions régionales.

Davantage concentrée sur la question du régionalisme en s'appuyant sur les études d'auteurs comme Felker (2003) et Phillips (2003), Jayasuriya (2003, 2006, 2008, 2010 et 2011, 2012 en collaboration avec Shahar) donnent un point de vue plus clair sur le contexte de régulation régionale grâce à leur nouveau concept de *« regulatory regionalism »*. Cette conceptualisation du régionalisme régulateur a des effets sur la construction régionale à travers la manière dont elle conforte et intègre de nouvelles structures, processus et relations sociales, que ce soit au sein de la région ou ailleurs.

De ce point de vue, Jayasuriya identifie les éléments qui font partie du régionalisme régulateur : (1) la coordination de la régulation : les acteurs économiques stratégiques exigent que les institutions nationales jouent un rôle de réglementation et de coordination dans l'économie politique régionale et mondiale ; (2) la régionalisation de l'espace économique : la vague de mondialisation actuelle crée des espaces économiques qui ne coïncident pas nécessairement avec les frontières nationales. Ce phénomène de régionalisation a des implications importantes pour les politiques mondiales et régionales, car il rend obsolète l'obsession continue de l'émergence des nouvelles puissances : ce qui importe désormais, ce n'est plus leur possible dominance économique, mais comment elles s'intègrent dans ce nouveau système de régulation régionale. (3) La gouvernance régionale du risque : le régionalisme régulateur est nourri par des idées et des perceptions du risque qui sont mobilisées pour construire les nouveaux espaces de gouvernance. Par conséquent, il faut trouver une approche globale et régionale aux problèmes qui restent jusqu'à présent fermement au sein de la juridiction nationale (Jayasuriya, 2006, p. 103-104).

Dans son article *« The Emergence of Regulatory Regionalism »* en 2010, Jayasuriya propose les trois mécanismes du régionalisme régulateur pour résoudre les problèmes régionaux : (1) La régulation à multi-niveaux : Le régionalisme régulateur tente d'intégrer les normes et les mécanismes de coordination des politiques à tous les niveaux de gouvernance qui fonctionnent à la fois sur le plan régional et national. Plus précisément, le cadre de régulation à l'échelle régionale peut être mis en œuvre au niveau local ; (2) la régulation par des normes et de la surveillance : le régionalisme régulateur exige l'harmonisation croissante des normes, telles que la gouvernance d'entreprise, la transparence et les politiques économiques au niveau micro et macro. Ce nouveau cadre de gouvernance fonctionne dans celui déjà existant et il acquiert la légitimité de l'autorité gouvernementale au niveau national ou international, autrement dit, c'est la forme de *« méta-gouvernance »*, ou la gouvernance de la gouvernance ; (3) la diffusion de la gouvernance réglementaire à des acteurs privés et des autres parties prenantes : les nouvelles formes de régulation exigent un examen plus systématique de la nature du pouvoir. Dans cette circonstance, les acteurs privés ou indépendants jouent un rôle important dans les fonctions publiques ou réglementaires de la région (Jayasuriya, 2010, p. 104-107).

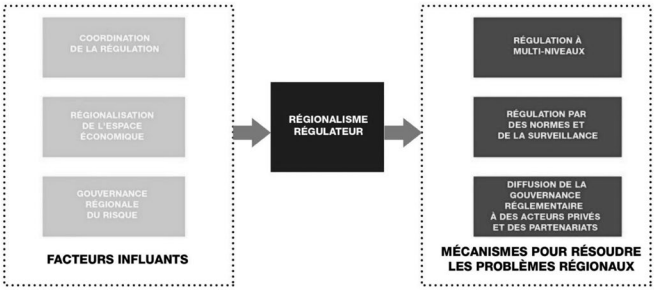


Figure 1. Régionalisme régulateur selon Jayasuriya (2010)

Ces activités continuent d'être mises en place grâce à la collaboration entre les associations régionales d'autorités de régulation des TIC, telles que la *West African Telecommunications Regulators Association* (WATRA), la *Communications Regulatory Association of Southern Africa* (CRASA), l'*Asia-Pacific Regulation Forum* (PRF), le *Body of European Regulators for Electronic Communications* (BEREC) ; le *Réseau des régulateurs euro-méditerranéens* (EMERG), et l'*ASEAN Telecommunications and IT Ministers Meeting* (TELMIN), etc. Bien que les zones d'intégration économiques régionales mettent généralement l'accent sur les aspects politiques de plus haut niveau, ces associations régionales d'autorités de régulation des TIC cherchent

à fournir des modèles de régulation que les États membres peuvent utiliser afin de façonner le développement de leurs cadres réglementaires nationaux.

Le cadre réglementaire des TIC de l'ASEAN

Fondée en 1967, l'ASEAN est une organisation politique, économique et culturelle regroupant dix pays d'Asie du Sud-Est. Son objectif est de renforcer la coopération et l'assistance mutuelle entre ses membres, d'offrir un espace pour régler les problèmes régionaux et de peser dans les négociations internationales (Bernhardt, 2010, p. 128).

Les principaux objectifs de la fondation de l'ASEAN présentent clairement une idée de la gouvernance régionale du risque. Ils visent à accélérer la croissance économique, le progrès social, le développement culturel et à promouvoir la paix et la stabilité régionale. En particulier, avec la mise en connaissance de la nécessité de réduire la fracture de développement entre les États membres, les autorités de l'ASEAN sont convenues de l'importance de l'intégration économique afin de rester compétitif et de réduire la pauvreté et les disparités socio-économiques au sein et entre ses États membres. Par exemple, le projet de d'*Initiative for ASEAN Integration* (IAI) en 2000 s'est concentré sur la réduction des écarts entre les plus anciens et les nouveaux membres de l'association (International Development Research Gate, 2008, p. 365 ; ASEAN, 2013, p. 17-18).

Le processus d'intégration régionale des pays de l'ASEAN s'est considérablement intensifié au cours des deux dernières décennies. Le phénomène de la coordination de la régulation est animé par la participation des pays membres à un nombre croissant d'accords sur le commerce, les investissements, le partenariat économique, ainsi que le progrès dans le développement régional des liaisons de transport (Das et Thao, 2013, p. 26). En outre, le désir de transformer la *zone de libre-échange de l'ASEAN* (ASEAN Free Trade Area [AFTA]) en marché commun avec la création de la *Communauté économique de l'ASEAN* (ASEAN Economic Community [AEC]) à l'horizon 2015 et les progrès significatifs liés à la mise en œuvre de deux accords de libre-échange (FTA), illustrent bel et bien l'objectif ultime de l'ASEAN d'approfondir le processus d'intégration économique régionale, ou de régionalisation de l'espace économique. Elizabeth Nightingale (2014) constate qu'en complément à l'AEC, ces FTA servent aussi d'impulsion pour que les pays de l'ASEAN agissent vers une harmonisation dans le paysage réglementaire régional.

Les TIC sont considérés comme un outil clé pour l'intégration économique et les changements sociaux des pays membres de l'ASEAN. Effectivement, au cours des dix dernières années, plus de 500 millions de personnes (dont plus de 78 % de population de tous les membres de pays de l'ASEAN), ont utilisé les TIC au quotidien (AIM2015, p. 1). Une connexion Internet haut débit ainsi que de nombreux services de TIC et leurs applications, disponibles dans des pays développés, sont également accessibles dans les pays de l'Asie du Sud-Est. Les efforts de l'ASEAN sont examinés en tant qu'organisme régional dans le renforcement de la capacité et de l'utilisation des TIC de la région par des mécanismes du régionalisme régulateur.

La régulation à multi-niveaux

La pratique politique et la mise en œuvre d'une réglementation efficace varie d'un pays à l'autre. Cela exige un examen de la situation politique, économique et sociale ainsi que d'autres conditions et circonstances lors de la conception des mesures juridiques et réglementaires appropriées (InfoDev et UIT, 2010). Il faut reconnaître que l'ASEAN comprend un groupe de pays divergents. Chaque pays de cette l'association possède ses propres normes nationales, le système de régulation et de régime politique qui rendent plus difficile la réalisation de l'intégration économique d'une manière directe. En outre, en reconnaissant la nature à forte intensité capitalistique du secteur des TIC, les normes d'harmonisation de la politique des TIC doivent être fondées sur une compréhension avec laquelle l'ASEAN devrait soutenir un cadre de régulation à multi-niveaux.

En effet, il existe un mécanisme institutionnel à multi-niveaux et des organismes qui sont en charge de l'élaboration des politiques et de la mise en œuvre dans le secteur des TIC. Depuis 2003, le TELMIN est considéré comme un organisme réglementaire qui assure la stratégie d'intégration et de développement des TIC grâce au soutien de TELSOM et d'ATRC. Ces organismes lancent des initiatives sur les mécanismes de pratiques politiques et de régulation régionale en matière de TIC.

Les TIC sont toujours un des sujets prioritaires de tous les discours et rencontres officiels. Les autorités de l'ASEAN se réunissent une fois par an lors du TELMIN pour décider de la ligne de conduite à adopter en ce qui concerne le développement des TIC dans la région pour les années à venir. Le TELSOM a pour mission de mener à bien la réalisation des quatre objectifs de l'*e-ASEAN Framework Agreement*. Ces activités nécessitent l'élaboration d'un nouveau cadre théorique pour expliquer le cas particulier des technologies intégrées. Parallèlement, l'ATRC se concentre pour répondre à la fréquence

accrue de l'information et de la sécurité du réseau. Ces activités sont renforcées par la collaboration internationale et régionale pour améliorer la sécurité de l'infrastructure de l'information tant au niveau social qu'économique au sein des pays de l'ASEAN.

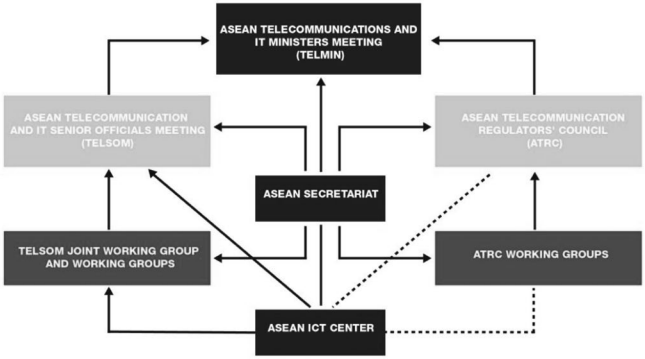


Figure 2. Structure de la régulation des TIC de l'ASEAN
(AIM2015, p. 22-23)

La régulation par des normes et de la surveillance

Comme décrit au-dessus, l'ASEAN fonctionne avec un cadre de régulation à multi-niveaux, à travers un système d'institutions combinant le TELEMIN et deux hauts organismes le TELSOM et l'ATRC. Ces organes institutionnels sont non seulement chargés de l'élaboration des politiques et de la transmission de ces disciplines dans le cadre réglementaire régional, mais aussi effectuent l'évaluation par les pairs, ou *peer review*. Encore une fois, « *les réseaux politiques d'experts spécialisés sont susceptibles de révéler crucialement dans ces formes d'examen par les pairs* » (Jayasuriya, 2010, p. 105).

Premièrement, ces associations régionales d'autorités de régulation se concentrent sur l'élaboration et l'harmonisation de la politique au sein de la région. Ils créent un cadre de normes de telle sorte que ses États membres puissent les adopter pour leur propre mise en œuvre. Par exemple, à travers la Déclaration du 13e TELEMIN en 2013 à Singapour, intitulé « *Connecting Communities, Co-creating Possibilities* », les actions prioritaires ont été cartographiées dans l'AIM2015. En outre, les États membres de l'ASEAN ont adopté un cadre de coopération de l'ATRC pour la sécurité du réseau, qui fonde les bases pour le développement continu d'un cadre de coopération cyber-sécurité comprenant tous les agences nationales, ne se limite pas au *Computer Emergency Response Teams* (CERTs) (ASEAN, 2014, p. 47).

Deuxièmement, l'aspect de l'évaluation par les pairs de ces associations régionales se révèle par plusieurs chaînes. Le site ASEAN Connect – ASEAN ICT Portal est créé comme un dépôt de documents, des rapports des réunions et des informations venant du TELMIN, TELSOM et ATRC qui est totalement séparé du site officiel du Secrétariat de l'ASEAN. Cet effort démontre un système de suivi et contrôle par les pairs, témoignant de ce que ses tâches et missions peuvent coexister, mais indépendamment les unes des autres.

La diffusion de la gouvernance réglementaire à des acteurs privés et des autres parties prenantes

Pour la participation des acteurs privés et des partenariats dans le secteur des TIC, les défis actuels de l'ASEAN comprennent la nécessité de revoir les approches réglementaires, d'encourager la transparence et d'harmoniser les normes et les critères. Plus les entreprises privées s'engagent au niveau local ou même du pays, plus la possibilité existe que ces pays atteignent l'harmonisation des normes et l'élimination (ou au moins la réduction) des barrières non tarifaires et des politiques économiques protectionnistes au sein de l'ASEAN (Nightingale 2014). Par conséquent, l'ASEAN est non seulement chargée d'organiser des négociations et des réunions, mais elle doit maintenir une communication ouverte avec les représentants du gouvernement régional, le gouvernement national de chaque État membre ainsi que des partenariats privés à l'intérieur et à l'extérieur de la région.

Comme remarqué dans le AIM2015 (2011, p. 10), l'un des obstacles le plus difficile pour les acteurs privés et les autres parties prenantes est le coût élevé d'entrée sur le marché et le fort positionnement des concurrents établis. Certaines stratégies existent pour résoudre ces problèmes, comme les engagements des gouvernements de l'ASEAN, tant au niveau bilatéral et multilatéral. Par exemple, l'*ASEAN Regional Office* a été établi avec l'engagement de l'*International Telecommunications Union* (ITU). Il offre des séminaires tels que le *Connect Asia-Pacific Summit* et des projets spécifiques visant à la fois à l'organisation et à chaque pays. En outre, les associations professionnelles, telles que l'*US-ASEAN Business Council*, l'*US Chamber of Commerce,* encouragent les partenariats privés américains, en particulier les petites et moyennes entreprises (PME) à participer à des réunions de l'ASEAN, tels que de TELSOM ou d'ATRC. Ce privilège permet à ces acteurs privés de participer et de façonner les politiques et l'environnement réglementaire qui favorisent la concurrence et l'innovation.

En effet, la création d'un cadre efficace en vue de promouvoir la croissance de l'industrie des télécommunications a été prioritaire pour

les autorités l'ASEAN (InfoDev et UIT, 2010). Mais il manque encore un mécanisme capable de faire exécuter les décisions de cette communauté sur ses États membres. Ces problèmes se situent dans la diversité de chaque État membre, y compris : le niveau de développement socio-économique ; l'expérience dans la négociation ; la mise en œuvre des accords de libre-échange ; la sophistication du cadre politique et de la réglementation nationale ; de la transparence et de la culture. Tous apparaissent en raison de l'incapacité des gouvernements à respecter leurs engagements et le manque d'harmonisation des politiques. En outre, le fonctionnement et le processus d'intégration du secteur des TIC font face à un obstacle spécifique : la différence ou la disparité des normes techniques qui rend le mécanisme de régulation plus coûteux et compliqué au niveau de l'administration et de l'infrastructure, ainsi que pour les entreprises opérant dans les différents marchés des États membres.

Malgré toutes les critiques négatives, Van Gorp et Maitland (2009) ainsi que Stubbs (2014) ont récemment observé, grâce aux institutions régionales, que les États membres de l'ASEAN pouvaient agir en faveur de leurs intérêts et gagner en influence dans certaines politiques spécifiques.

Le développement des TIC au Vietnam

Le contexte général

C'est dans un contexte de mondialisation et d'intégration régionale que le Vietnam a officiellement rejoint l'ASEAN en 1995. Toujours dans sa phase de transition, ce pays de plus 80 millions d'habitants a entamé un processus de réformes institutionnelles. Une révolution a bouleversé la société vietnamienne depuis 1986 lorsque fut adopté le *doi moi* (rénovation, changer pour du neuf) ayant pour but d'ouvrir l'économie à l'initiative privée et à la mondialisation (Kritzer, 2002, p. 1753-1759). Selon Oanh (1995), le *doi moi* est synonyme de changements de la pensée et des mentalités, mais aussi de restructuration *« des machines administratives de gestion économique »* et de pénétration graduelle dans quelques secteurs d'une économie de marché. Ces actions politiques ont abouti à l'ouverture de certaines branches d'activités à la concurrence, notamment le secteur des télécommunications, de la téléphonie mobile et de l'Internet.

Le développement socio-économique du Vietnam attribue un rôle stratégique aux TIC dans le processus d'accélération de l'évolution du pays vers une *« société de l'information »* et d'intégration à l'économie mondiale. L'Article 37 de la Constitution de 1992 met l'accent sur le rôle clé de la science et de la technologie dans le développement

socio-économique du pays. Ces dernières années, plusieurs initiatives stratégiques et politiques importantes ont été mises en œuvre pour concentrer les buts et les objectifs nationaux des TIC. Le plus important d'entre eux a été la Directive 58, rédigée par le *Parti communiste vietnamien* (PCV) en 10/2000. Elle reflétait l'orientation officielle de la politique pour que le gouvernement planifie et exécute des programmes, conformément aux objectifs de l'utilisation et du développement de l'informatique.

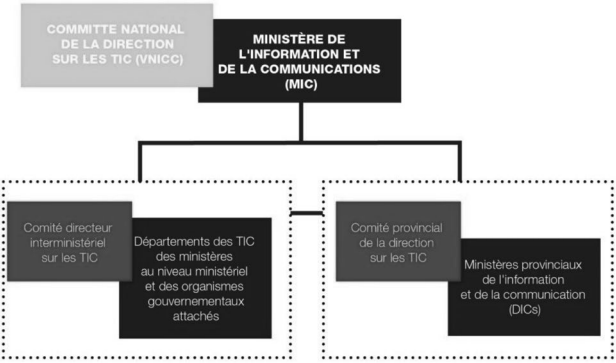


Figure 3. Structure de la régulation des TIC au Vietnam
(MIC, 2014, p. 16-29)

Ensuite, une série de décisions du gouvernement a été adoptée pour guider la mise en œuvre de la Directive 58, y compris la création d'un Comité directeur interministériel chargé du développement des TIC avec le *« National IT Master Plan »*, pour la période 2002-2020.

Effectivement, le secteur des TIC a été marqué par un énorme changement dans sa structure organisationnelle en 2013, comme le confirme le rapport annuel de 2014 du *Ministère de l'Information et de la Communication* (MIC) du Vietnam. Le premier signe de ce changement a été la mise en place de la *Commission nationale de l'application des TIC*, qui est établie sous la direction du Premier Ministre. La création de cette commission montre que le gouvernement essaie de promouvoir l'utilisation et le développement de l'informatique dans les organismes administratifs de l'État ainsi que dans les principaux secteurs économiques et dans la société. Le Décret n° 132/2013/ND-CP en 16/10/2013 constitue une base juridique importante qui complète les fonctions, les responsabilités et la structure organisationnelle du MIC, pour qu'il puisse répondre à la demande du développement des TIC dans les prochaines années. À cet effet, le PVC a promulgué, le

1er juillet 2014, la Résolution n° 36-NQ/TW sur le renforcement de l'utilisation et du développement des TIC, pour répondre à la demande du développement durable et de l'intégration internationale (MIC, 2014, p. 11). Ce document montre la détermination politique du Parti et du gouvernement face à l'importance de la mise en place d'une orientation stratégique de l'utilisation et du développement des TIC dans les prochaines années.

Parallèlement, les efforts déployés ont apporté des changements significatifs dans le secteur des TIC, ainsi qu'au niveau socio-économique. Selon le rapport *« Measuring of Information Society »,* délivré par l'*International Telecomunications Union* (ITU), l'indice de développement des TIC (ICT Development Index - IDI) du Vietnam est classé au 101e rang parmi les 157 pays du classement, en 2013, et au 5e dans la région Asie du Sud-Est. De plus, l'indicateur de l'utilisation des TIC (IDI use sub-index) au Vietnam se situe au 93e rang, alors que celui de l'accès aux TIC (IDI access sub-index) est au 105e. (ITU, 2014, p. 42-45). Selon le rapport *« Global Information Technology »*, rédigé par le *World Economic Forum* (WEF), l'indice de Networked Readiness (NRI) du Vietnam en 2013 a atteint le 84e rang parmi 148 pays du classement et il reste inchangé par rapport à celui de 2012 (WEF, 2015, p. 9-12). Le chiffre d'affaires du secteur des télécommunications et de l'Internet reste stable, avec 7,4 milliards USD en 2013. Le nombre d'abonnés à l'Internet haut-débit est de 22,4 millions de personnes, soit 24,93 personnes abonnées sur 100 (avec une croissance de 11,2 % par rapport à l'année dernière). Le nombre total d'abonnés au téléphone a atteint 130 millions d'abonnés, dont 95 % de la population sont des abonnés, et 20 millions de personnes se sont engagées au réseau 3G (MIC, 2014, p. 11).

L'impact des engagements régionaux de l'ASEAN

L'engagement du Vietnam à devenir un participant à part entière de l'économie mondiale se traduit par son adhésion croissante à un certain nombre d'organisations, de conventions régionales et internationales. Les accords de la *Coopération économique pour l'Asie-Pacifique* (APEC) et de l'ASEAN exigeront un certain degré d'harmonisation régionale de l'infrastructure des TIC. Cependant, le fort engagement du gouvernement en faveur du développement d'une économie de marché tout en adhérant aux principes socialistes a des implications importantes pour la politique du gouvernement. Selon le bilan *« ASEAN ICT Masterplan 2015 Completion Report »* (ASEAN, 2015, p. 73) dans lequel est indiqué le succès du AIM2015 après 5 ans de mise en œuvre, l'amélioration et le développement en matière de TIC sont évidents au niveau à la fois régional et national. Avec les 29 Actions ayant été traitées par les 87 projets, le Vietnam a pris en

charge une vingtaine de projets. Par exemple, dans l'axe stratégique « Transformation économique », les objectifs du projet *« Guidelines of OTT Management Policy for AMS »* en 2014 visent à fournir aux décideurs des informations clés et des recommandations sur la façon dont ils devraient réglementer les services par contournement et normaliser leurs services (p. 47).

L'intégration régionale est un point de départ et un instrument utile, alors que le Vietnam se dirige vers une économie mondialisée, en raison du besoin de devenir un acteur majeur dans la région. Malgré le fait que le contrôle de l'État sur l'information continue d'entraver la capacité du Vietnam à exploiter pleinement le potentiel des nouvelles opportunités numériques pour promouvoir le développement durable (Surborg, 2007), les efforts politiques actuels du gouvernement communiste se concrétisent dans un certain nombre de réformes et dans l'harmonisation des normes et des procédures, spécialement dans le secteur de TIC, pour élargir leur réseau et pour augmenter leur compétitivité mondiale. Se rendant compte que l'intégration régionale et la mondialisation ont des aspects positifs, le gouvernement vietnamien reconnaît que pour connaître une croissance durable et être compétitif par rapport aux autres États, il est nécessaire de passer d'une économie planifiée, centralisée et contrôlée à une économie qui permet la participation plus libre et plus importante du secteur privé (MIC, 2014, p. 11).

En matière de législation primaire au Vietnam, de nombreux textes juridiques importants ont été adoptés par le Parlement vietnamien comme la Loi sur les télécommunications en 2009, la Loi sur l'informatique en 2006, la Loi sur la propriété intellectuelle en 2006, la Loi sur les transactions électroniques en 2005, la Loi sur la technologie high-tech en 2008. De plus, le Premier ministre a approuvé plusieurs décrets, par exemple : le Décret n° 174/2013/ND-CP du 13 novembre 2013 sur la sanction des infractions administratives dans le domaine de la poste, des télécommunications, des technologies d'information et des fréquences radio ; le Décret n° 72/2013/ND-CP du 15 juillet 2013 sur la gestion, la fourniture et l'utilisation du service d'Internet et de l'information en ligne ; le Décret n° 77/2012/ND-CP du 5 octobre 2012 modifiant et complétant certains articles du décret n° 90/2008/ND-CP du 13 août 2008 sur l'anti-spam (MIC, 2014, p. 97). En matière de législation secondaire, afin de concrétiser ces lois et décrets, certains règlements spécifiques ont été adoptés en 2007. Certains d'entre eux sont plus importants, y compris : Le règlement n° 67/2006 sur la gestion financière pour les services publics de télécommunications, la Directive n° 04/2007 sur la protection du droit d'auteur et sur l'amélioration de logiciels, La Directive n° 03/2007 pour améliorer la sécurité

de l'information sur Internet (SEACOOP, 2010, p. 29-30). À la suite de ces politiques et textes juridiques, plusieurs programmes et projets ont été mis en œuvre pour développer le secteur des TIC dans le pays.

En examinant le cadre réglementaire des TIC, nous vérifions si les structures et les institutions au Vietnam savent évaluer leurs propres forces pour opérer efficacement des changements et obtenir des réactions positives à leurs actions. Compte tenu de la rapidité de l'innovation technologique et de son caractère évolutif, le secteur des TIC nécessite une gestion plus harmonieuse et plus égalitaire.

Conclusion

Avec la base théorique du concept de régionalisme régulateur, cette étude tente de montrer, avec une méthode stratégique et structurée, que l'ASEAN fonctionne comme une source de légitimité pour les États membres d'entreprendre leur propre réforme. Il crée un environnement réglementaire favorable, dans lequel les décisions sont prises et les programmes nationaux des TIC envisagés, développés et mis en œuvre. L'association établit un système hiérarchique des institutions-clés qui est en charge de nombreuses missions : la régulation à multi-niveaux ; la mise en œuvre de la régulation par des normes et de la surveillance ; et la diffusion de la gouvernance réglementaire à des acteurs privés et des partenariats. Pour tout cela, l'ASEAN peut être considéré comme un organisme régional qui engage activement à mener différentes actions et programmes de coopération pour faire progresser l'utilisation des TIC dans la région vers l'intégration ainsi que le développement régional.

Dans le contexte de l'ASEAN, les autorités vietnamiennes sont en train de rafraîchir et de clarifier l'environnement réglementaire pour soutenir le développement, le déploiement et l'utilisation des TIC dans l'ensemble du pays. L'étude montre que les décideurs politiques vietnamiens construisent la stratégie de l'établissement des politiques et l'appliquent en respectant les engagements régionaux et l'harmonisation régionale sous divers aspects : les structures de systèmes d'information, de procédures administratives ; l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et le contrôle pour organiser et guider le domaine de TIC.

Bibliographie

AIM2015, A*SEAN ICT Masterplan 2015*, ASEAN Publication, 2011, 27 p.
ASEAN, *Master plan on ASEAN Connectivity,* ASEAN Secretariat, 1/2011, 91 p.

ASEAN, *ASEAN Annual Report 2013-2014*, Jakarta, ASEAN Secretariat, 7/2014, 102 p.
ASEAN, *ASEAN ICT Masterplan 2015 Completion Report*, ASEAN Publication, 2015, 86 p.
ASEAN et World Bank, *ASEAN Integration Monitoring Report*, ASEAN, World Bank, 2013, 191 p.
Beeson Mark, *Regionalism and Globalization in East Asia*, New York, Ed. Palgrave Macmillan, 2007, 324 p.
Beeson Mark et Stubbs Richard (edité par), *Routledge Handbook of Asian Regionalism*, London, Routledge, 2012, 488 p.
Bernhardt Rudolf *dir.*, *Encyclopedia of public international law*. Elsevier Science B.V, Vol 4 Quirin, Ex Parte to Zone of Peace, 2000, 1650 pages.
Butcher Hon David, T*elecommunications Regulation - Competition - ICT Access in the Asia Pacific Region*, UN – Economic and Social Commission for Asia and the Pacific ESCAP, 2010, 51 p.
Curley Melissa G. ; Thomas Nicholas, *Advancing East Asain Regionalism*, London, Routledge, 2007, 297 p.
Das Sanchita Basuet et Pham Thi Phuong Thao, "Promoting Asia's Infrastructure for Regional Trade and Investment", *ISEAS Perspective*, vol. 26, 2013, p. 1-15.
Elmer Laurel, *Vietnam's ICT Enabling Environment : Policy, Infrastructure and Applications : A Synthesis of Findings*, U.S. Agency for International Development, 2012, 22 p.
Emmers Ralf, *ASEAN and the Institutionalization of East Asia*, London, Routledge, 2011, 234 p.
Fischer Thomas C., A Commentary on Regional Institutions in the Pacific Rim : Do APEC and ASEAN Still Matter ? *13 Duke Journal of Comparative & International Law,* 2003, p. 337-380.
Giraldo Melissa Eusse, "The Process of Institutionalization of the Association of Southeast Asian Nations : Evolution and Prospects for the future in East Asian Regionalism", *EAFIT, vol.* 1, 2010, p. 34-43.
InfoDev et ITU (2010), *ICT Regulation Toolkit*, The World Bank, International Telecommunication Union.
International Development Research Gate, *Digital Review of Asia Pacific 2007-2008*, Sage Publications, 2008, 388 p.
ITU, *Measuring of Information Society*, l'International Telecommunication Union, 2014, 250 p.
Jayasuriya Kanishka, "Introduction : Governing the Asia-Pacific beyond the 'new regionalism", *Third World Quarterly*, vol. 24, n° 2, 2003, p. 199–215.
Jayasuriya Kanishka, "Regionalising the state : Political topography of regulatory regionalism", *Contemporary Politics*, vol. 14, n° 1, 2008, p. 21–35.

Jayasuriya Kanishka, "Regulatory Regionalism in the Asia-Pacific : Drivers, Instruments and Actors", *Australian Journal of International Affairs*, vol. 63, 2009, p. 335-347.
Jayasuriya Kanishka, "The emergence of Regulatory Regionalism", *Global Asia*, vol. 4, n° 4, 2010, p. 102-107.
Kritzer, Herbert M., *Legal systems of the world, a political, social, and cultural Encyclopedia*. ACB-CIO, Inc. vol. 4 S-Z, 2002, 1883 p.
Nightingale Elizabeth, *Southeast Asia ICT spotlight : ASEAN, the AEC and economic development*, Baker & McKenzie : Legal Bytes. Global Information Technology & Communications Industry & Practice Groupe, 23/12/2014, 3 p.
Nguyen Xuan Oanh, *Vietnam : Recenteconomic performance and development perspectives*. Recherche présentée en FifthTun Abdul RazakConference, Ohio University, Athens, Ohio, 12-13 Avril 1995.
MIC, *Vietnam Information and Communication Technologoy – White book 2014*, Information and Communication Publishing House, 2014, 174 p.
Samarajiva Rohan et Zainudeen Ayesha, *ICT Infrastructure in Emerging Asia - Policy and Regulatory Roadblocks*, SAGE Publications, 2008, 344 p.
Shahar Hameirin et Jayasuriya et Kanishka, "Regulatory Regionalism and the Dynamics of Territorial Politics : The Case of the Asia-Pacific Region", *Political Studies*, vol. 59, 2011, p. 20–37.
Stubbs Richard, "ASEAN's leadership in East Asian region-building : strength in weakness", *The Pacific Review*, vol. 27, n° 4, 2014, p. 523-541.
Suborg Björn, *On-line with the people in line : Internet development and flexible control of the net in Vietnam*, Department of Geography, University of British Columbia, 1984 West Mall, Vancouver, BC, Canada V6T 1Z2, Geoforum 39, 2007, p. 344–357.
TELEMIN, *Joint Media Statement*, 13th ASEAN Telecommunications and Information Technology Ministers Meeting and Related Meetings, Singapore, 15/11/2013, 3 p.
TELEMIN, *Joint Media Statement*, 14th ASEAN Telecommunications and Information Technology Ministers Meeting and Related Meetings, Thailand, 23/01/2015, 5 p.
World Bank, *Telecommunications Regulation Handbook*, 10th edition, The International Bank for Reconstruction and Development / The World Bank, InfoDev, and The International Telecommunication Union, 2011, 241 p.
Van Gorp et Annemijn Maitland Carleen, "Comparative research on regional regulators' associations : A theory-driven path for progress", *Telecommunications Policy*, vol. 33, 2009, p. 41–53.

LE VIETNAM EN MUTATIONS AU REGARD DES SCIENCES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Une posture épistémologique communicationnelle de la complexité pour appréhender quelques transformations sociétales vietnamiennes à l'ère du numérique

Anh-Ngoc Hoang*

Résumé : Cette communication a pour objectif de réfléchir sur le caractère heuristique d'une posture épistémologique des sciences de l'information et de la communication (SIC) en tant qu'« une épistémologie de la complexité », pour appréhender certaines transformations sociétales du Vietnam contemporain. S'appuyant sur mes différents travaux de recherche menés en SIC depuis plus de 10 ans, cette réflexion critique mettra au jour les ressorts et enjeux des médias numériques qui sont perçus comme constitutifs de ces transformations. Ainsi, ces travaux ont surtout montré l'intérêt épistémologique d'une sémiologie des écritures médiatiques à partir de la notion de « l'écrit d'écran » des médias informatisés, mais aussi la force heuristique d'une théorie de la trivialité qui soutient un concept fort et riche de ce qu'est la communication conçue comme une circulation créative d'objets dans des espaces sociaux. Enfin, ils ont permis de réfléchir sur une posture épistémologique spécifique marquée par la position de « l'entre-deux » d'un chercheur, qui plaidera, face à l'exigence d'« une conscience intermédiaire », pour une fécondité réflexive de la dimension relationnelle et dialogique entre le « soi » et l'« autre », sur le double plan, disciplinaire et culturel.

Abstract : This paper aims to reflect on the heuristic nature of an epistemological position in Communication Studies which is "the epistemology of complexity" in order to attempt to understand some societal transformations of contemporary Vietnam. Based on my various empirical pieces of research conducted in Communication Studies since the last ten years, this critical reflection has thrown a new light on issues of digital media that are perceived as constitutive of those Vietnamese transformations. In this perspective, my scholarship has

*Maître de conférences en sciences de l'information et de la communication. Université catholique de l'Ouest (UCO), GRIPIC (EA 1498). Courriel : anh-ngoc.hoang@uco.fr

primarily shown the epistemological interest of semiotics of computerized media writing based on the notion of "Screen-as-Writing" ("écrit d'écran"), but also the heuristic power of a theory of Triviality that supports a strong and rich concept of communication, conceived as a creative circulation of objects in social spaces. Finally, it has allowed to reflect on an epistemological specificity marked by the position of an «in-between» researcher who will argue, given the requirement of «an intermediate consciousness», for a reflexive fecundity of a relational and dialogical dimension between «self» and «other» on the disciplinary and cultural level.

***

Introduction

Cette communication a pour objectif de réfléchir sur le caractère heuristique d'une posture épistémologique des sciences de l'information et de la communication (SIC) en tant qu'« une épistémologie de la complexité » (Monnoyer-Smith, 2008), pour appréhender certaines transformations sociétales du Vietnam contemporain. S'appuyant sur mes différents travaux de recherche menés en SIC depuis plus de dix ans, cette réflexion critique mettra au jour les ressorts et enjeux des médias numériques qui sont perçus comme constitutifs de ces transformations. Ainsi, ces travaux ont surtout montré l'intérêt épistémologique d'une sémiologie des écritures médiatiques à partir de la notion de « l'écrit d'écran » des médias informatisés (Souchier & Jeanneret, 2003, 2005), mais aussi la force heuristique d'une théorie de la trivialité formalisée dans les travaux d'Yves Jeanneret (2007, 2015) qui soutient un concept fort et riche de ce qu'est la communication conçue comme une circulation créative d'objets dans des espaces sociaux.

L'article sera organisé en trois parties afin de rendre le plus intelligible possible mon argumentaire. Dans un premier temps, j'essaierai de présenter l'essentiel d'une certaine épistémologie communicationnelle à partir de trois éléments qui me paraissent fondamentaux : une « épistémologie de la complexité », une sémiotique de « l'écrit d'écran » et la théorie de la trivialité. Puis, dans un deuxième temps, je vais tenter de montrer comment l'adoption de cette épistémologie communicationnelle a permis de construire et d'analyser trois différents objets d'investigation concernant des réalités sociétales vietnamiennes de nos jours : premièrement, les constructions idéologiques (les imaginaires sociaux) autour des « Nouvelles Technologies de l'information et de la Communication (NTIC)», dans le sillage des travaux de Patrice Flichy portant sur l' imaginaire d'Internet (2001) lors de la phase initiale de l'émergence d'Internet

au Vietnam des années 2000 ; deuxièmement, la question de l'identité collective vietnamienne à l'ère de la globalisation et des médias numériques lors de la montée en puissance des usages de forums, de blogs et de Youtube par les internautes vietnamiens des années 2006-2007 ; troisièmement, les rapports entre les dispositifs numériques et les pratiques religieuses de la diaspora catholique vietnamienne pendant ces dernières années (2013-2015). L'accent sera mis ici sur la démarche méthodologique qui a été mise en œuvre à la suite de ce choix épistémologique, sans négliger pour autant l'importance de présenter quelques résultats certes modestes mais significatifs de ces travaux. Dans un troisième et dernier temps, je conclurai cette communication en prenant le risque de faire l'éloge d'une posture réflexive hybride de l'« entre-deux », celle d'un chercheur d'origine vietnamienne qui ambitionne d'appréhender le Vietnam à partir d'un regard disciplinaire français et d'une écriture universitaire française. Ainsi, ces travaux se sont avérés être à la fois, un exercice individuel et collectif de l'herméneutique à « impartialité négociée » (Lambert, 2007, 15-19) et une « écriture de soi » *(id.*, 35-40). Ils m'ont permis de développer aussi une « conscience intermédiaire » (Colomb, 2003) qui s'impose comme une démarche épistémologique en SIC dès lors que le chercheur se trouve dans une relation avec la dimension « étrangère » dans son travail.

Une épistémologie communicationnelle au plus près de la complexité d'un réel anthroposocial

La posture communicationnelle adoptée dans mes analyses s'inscrit, *a posteriori*, dans ce qui est défini récemment comme une certaine « épistémologie de la complexité » en SIC. En effet, dans le sillage de certains travaux menés dans cette discipline (Le Marec, 2002 ; Davallon, 2004 ; Monnoyer-Smith, 2008), ce choix épistémologique permet de construire des objets de recherche en prenant au sérieux « la complexité et l'hétérogénéité intrinsèque des objets sociotechniques autour et à travers lesquelles se constituent les pratiques sociales analysées » (Monnoyer-Smith, 2008) et en prenant en compte « l'inscription de la matérialité des supports de communication dans les pratiques sociales » (*Ibid.*), c'est-à-dire s'attachant « à des complexes et non à des objets unitaires » (Davallon, 2004, 34) ou à des « composites » (Le Marec, 2002).

Dans cette perspective, cette posture épistémologique des SIC, située dans le paradigme de la complexité, conçu comme « le défi » d'être « à la recherche d'une possibilité de penser à travers la complication, à travers les incertitudes et à travers les contradictions » (Morin, 2014), et mise en œuvre dans le cas des dispositifs

sociotechniques numériques en tant qu' objets en *évolution permanente, à l'origine donc des phénomènes encore en cours de stabilisation (Coutant & Domenget, 2014)*, a permis de dépasser l'opposition binaire simpliste entre un discours techniciste euphorique et un discours technophobe stigmatisant.

Par ailleurs, il m'a été important de m'appuyer sur une sémiologie des écritures médiatiques en tant qu' « une théorie forte de l'écriture, pensée non pas comme une simple transcription de la langue, mais comme un univers signifiant très riche, doté de sa matérialité, de son histoire » (Patrin-Leclère & Seurrat, 2015, 38-39) afin d'appréhender des objets médiatiques informatisés sous l'angle de la notion de « l'écrit d'écran » qui « postule l'interdépendance du support, des langages et de la pratique d'écriture » (Souchier & Jeanneret, 2009, 186). Cette perspective théorique présente l'intérêt d'articuler différentes dimensions constitutives du dispositif numérique : dimension *matérielle et technique* (clavier, écran, lumière, matière, etc.), dimension *symbolique* des langages (linguistique, iconique, sonore), et dimension *sociale* des pratiques de communication (écriture) (Souchier & Jeanneret, *op.cit.*, 186 ; Bonaccorsi, 2016, 137).

Enfin, mes travaux se sont également nourris, sur le plan épistémologique, de la théorie de la « trivialité » telle qu'elle est formulée par Yves Jeanneret (2007, 2014). À partir d'une question simple mais cruciale « Qu'est-ce qui donne rayonnement et force à certaines idées, à certains objets, à certains gestes plutôt qu'à d'autres » (2014, 750), Jeanneret met en évidence « la nature des processus de communication qui permettent aux savoirs et aux valeurs de la culture de gagner divers espaces sociaux : un complexe que je nomme *la vie triviale des êtres culturels* » (*Id.*, 20). La trivialité est définie, sur la base de son étymologie (*trivium*, le carrefour de trois voies), comme « le caractère transformateur et créatif de la transmission et de la réécriture des êtres culturels à travers différents espaces sociaux » (*Id.*, 15) ; et l'être culturel est « l'ensemble d'idées et de valeurs qui incarne un objet de la culture dans une société tout en se transformant constamment à partir de la circulation des textes, des objets et des signes » (*Id.*, 11-12).

Ce cadre théorique m'a permis de construire successivement trois différents objets d'investigation en SIC à partir de certaines réalités anthroposociales vietnamiennes contemporaines au cours de ces dix dernières années.

Quelques transformations anthroposociales vietnamiennes contemporaines dans l'optique d'une approche communicationnelle

Il a été démontré que l'on touche, dans le champ disciplinaire des SIC, à « des objets fortement investis socialement et à des valeurs centrales » (Jeanneret & Ollivier, 2004, 16). Ce constat s'est avéré particulièrement pertinent, de mon point de vue, pour le cas des réalités vietnamiennes de nos jours.

Le Vietnam aux prises avec les imaginaires d'Internet à son début : vietnamisation de l'Internet à travers l'utopie et l'idéologie de la modernité

Mon premier travail de recherche, mené dans le cadre de mon mémoire de master[1], porte sur le phénomène des « NTIC » en général, et celui d'Internet en particulier lors de son émergence au Vietnam. Ici, l'objet empirique est une déferlante d'internet au Vietnam début des années 2000, manifesté dans trois phénomènes observables : premièrement, un effet de mode sociale chez les jeunes vietnamiens (notamment à travers leurs pratiques de surfer sur Internet dans les cybercafés des grandes villes) ; deuxièmement, une abondance de discours médiatiques et politiques ambiants enthousiastes ; et troisièmement, l'émergence d'un nouveau secteur économique lié à ces nouvelles technologies. L'exigence de l'exercice universitaire consiste à faire de cet objet empirique un objet de recherche. Dans cette perspective, il m'a semblé plus pertinent d'interroger, selon mon hypothèse, non pas les usages ou les supposés impacts des NTIC naissantes au Vietnam, mais *la vision telle qu'elle a été construite dans la société vietnamienne* sur les NTIC et l'internet. En d'autres termes, j'ai proposé d'analyser, pour reprendre les termes mêmes de Patrice Flichy, "*l'esprit d'Internet"* (Flichy, 2001) supposé à l'œuvre à cette période au Vietnam.

Cette construction épistémologique m'a conduit à adopter une perspective méthodologique interdisciplinaire pour faire appel à divers outils théoriques et méthodes. Cette pratique méthodologique est au fond une démarche de " bricolage ", chère à Lévi-Strauss (*La Pensée sauvage*, [1962] 1990[2]), qui, selon Ollivier, chercheur en SIC, " consiste en un assemblage d'outils, méthodes et informations, validés dans d'autres sciences et rassemblés *ad hoc* " (Ollivier, 2000, 125). Ainsi, cette analyse a cherché à prendre en compte à la fois les dimensions technologique, politique, médiatique, économique, symbolique et sociale dans l'appréhension du phénomène d'Internet vietnamien, à travers la constitution d'un corpus composé de quatre sources hétérogènes : les textes officiels du gouvernement vietnamien au sujet

des NTIC et internet ; les articles de presse du magazine *e-CHIP*[3] ; les articles de presse sur le *Concours Intelligence vietnamienne* 2004, les articles de presse et les écrits de jeunes sur *La Semaine de découverte d'Internet* 2004. Ainsi c'est cette analyse conjointe du contenu et de la forme, des soubassements idéologiques et des enjeux économiques, des représentations et de la force symbolique, de la rhétorique médiatique et de la matrice culturelle, qui sont autant de niveaux de réalité tous hétérogènes, tous irréductibles les uns aux autres, qui a permis de mettre en lumière la question de l'imaginaire d'internet vietnamien lors de son émergence au début des années 2000.

Qu'est-ce que ce travail initial, aussi incomplet soit-il, a pu apporter sur le plan universitaire ? Visant *un regard critique* par opposition à une vision techniciste et idéologique ambiante sur les enjeux des NTIC et d'internet dans la société vietnamienne contemporaine aux prises avec un plan macro-politique d'« industrialisation et de modernisation" et avec la confiance dans les vertus de « la société de l'information », cette analyse propose un effort de réflexivité d'une logique de la connaissance, qui consiste à « aller au-delà de ce qui est évident et visible, pour penser autrement » (Wolton, 2000, 15) nos idées, nos désirs, nos projets, nos sociétés.

L'identité collective vietnamienne à l'ère du numérique et de la globalisation : imagination des vietnamités numériques contemporaines

Mon deuxième travail de recherche, effectué dans le cadre de ma thèse doctorale[4], entend appréhender initialement la question de l'identité collective vietnamienne. Pour ce faire, j'ai opéré un triple déplacement de regards pour tenter de proposer un renouvellement de l'appréhension des phénomènes identitaires vietnamiens : premièrement, un déplacement d'échelle, qui va du national au transnational ; deuxièmement, un déplacement de lieu d'investigation en accordant une place centrale aux médias informatisés ; troisièmement, un déplacement de concept, qui préfère l'« imaginaire social » à l'« identité collective » dans le sillage de certains travaux de l'anthropologie (Arjun Appadurai, 2001) et de la philosophie politique (Paul Ricoeur, 1986 et 1997). Ainsi, la question de recherche été formulée en ces termes : comment les Vietnamiens nationaux et les Vietnamiens diasporiques vivant notamment en Amérique du Nord (États-Unis, Canada) et Europe (France, Allemagne…) construisent-ils, à travers des échanges transnationaux effectués dans des médias informatisés, des imaginaires sociaux sur ce que signifient « Vietnam » et « être vietnamien » aujourd'hui ? J'appelle ces imaginaires sociaux des « vietnamités numériques », par lesquelles j'entends un ensemble de discours symboliques, qui est construit, diffusé, approprié et

réapproprié, par le biais des médias informatisés, par les Vietnamiens nationaux et diasporiques, pour se donner une image de soi, se représenter en tant que groupe social.

Ici, l'épistémologie communicationnelle adoptée consiste à prendre en compte, d'une manière particulière, l'articulation de trois dimensions, de nature différente, d'un objet de la réalité sociale, à savoir celle de la technique, celle du social et celle du sens. Ainsi, ces vietnamités contemporaines ont été investiguées dans une triple logique, à savoir une logistique (des vietnamités appréhendées à partir des médias informatisés), une dynamique sociale (des vietnamités élaborées par des acteurs divers : Vietnamiens nationaux et diasporiques), et une herméneutique (des vietnamités faisant sens à travers des pratiques interprétatives).

Cette posture épistémologique a induit une manière particulière de constituer le corpus et d'adopter des approches méthodologiques dans ce travail de recherche doctorale (Hoang, 2010). En effet, le corpus constitué de deux phénomènes contemporains a eu pour objectif d'offrir la matière à la démonstration de la problématique de la thèse : d'une part, la circulation créative de la chanson *Bonjour Vietnam* dans divers médias informatisés pendant la période 2006 – 2009 ; d'autre part, la mise en ligne et en récits dans les médias informatisés des manifestations anti-chinoises des Vietnamiens nationaux et des Vietnamiens diasporiques au sujet du conflit des archipels des Paracels et des Spratleys pendant la période 2007-2008.

En termes de contributions universitaires, ce travail a apporté des éclairages intéressants dans les deux domaines suivants :

– Domaine des connaissances sur les réalités vietnamiennes : une mise en lumière des caractéristiques des vietnamités contemporaines : à caractère numérique ; aux prises avec différentes logiques sociales en tension les unes avec les autres ; en lien avec des pratiques imaginatives, plurielles, hétérogènes, à double dimension idéologique et utopique au sens de Paul Ricoeur (1997).

– Domaine disciplinaire des SIC : un double mouvement, continuité et rupture. D'abord, la continuité d'un travail de démystification idéologique par la sémiologie pratiquée, à la suite de Roland Barthes ([1957] 2007), pour dénaturaliser ces vietnamités contemporaines en les situant dans un contexte historique, dans des logiques sociales, dans un régime axiologique, dans des enjeux politiques. Puis, la rupture, pour dépasser cette visée de « critique idéologique» et de « dénonciation » de la sémiologie barthésienne, en reconnaissant que cette « idéologie » fait partie d'un imaginaire social plus fondamental

qui est indépassable, car constituant de toute réalité sociale humaine (Godelier, 2007).

La foi catholique et des usages numériques : invention de nouvelles pratiques de foi par la diaspora catholique vietnamienne à l'ère du numérique

Mon troisième travail entend offrir un éclairage sur le rapport entre la foi catholique et les dispositifs numériques dans la situation particulière des catholiques vietnamiens diasporiques. Sur le plan épistémologique, l'approche communicationnelle mettra en évidence l'articulation entre ce qu'offrent les dispositifs numériques (sites web multilingues, plate-forme de discussion, diaporamas en ligne), et ce qu'en font des usagers. Ce choix théorique a pour objectif de saisir la complexité des dispositifs numériques en tant qu'objets en cours de stabilisation (Coutant et Domenget, 2014) et il justifiera le recours à une triple approche méthodologique :

D'abord, une *recherche documentaire* vise à saisir le contexte de la naissance de ces communautés diasporiques des catholiques vietnamiens en la situant dans le mouvement général de migrations importantes des Vietnamiens au cours du XXème siècle.

Puis, une *approche sémiologique* portera sur deux sites web significatifs de la diaspora catholique vietnamienne, à savoir *Vietcatholic.net* et *Mekhiettam.org.*

Enfin, une *enquête sociologique* sur les usages et les représentations des dispositifs numériques sera mise en œuvre auprès des usagers catholiques vietnamiens au Việt Nam et d'outre-mer, sous une double forme : un questionnaire puis un entretien semi-directif.

En termes de résultats, ce travail a mis en lumière l'appropriation des médias numériques par cette population catholique diasporique et sa façon propre d'imaginer de nouvelles manières de pratiquer sa foi en situation de dispersion : prières en ligne, rendez-vous de prière à heure fixe sur les plates-formes, invitation à l'action caritative, informations partagées sur ces sites catholiques vietnamiens renforçant la « communion » chrétienne vietnamienne dans l'exil. Il a ainsi donné à voir une catholicité vietnamienne d'outre-mer en dynamique imaginative qui soulève le défi de repenser la compréhension de l'Église catholique en général sous l'angle du rapport entre le « en ligne » et le « hors ligne », entre l'ancrage solide des traditions et les connections « liquides » contemporaines, marquant notre « vie liquide » « prise dans le flux incessant de la mobilité et de la vitesse » (Bauman, 2013).

En résumé, cette présentation quelque peu rétrospective de mes travaux menés en SIC depuis plus de 10 ans concernant le Vietnam, offre une bonne occasion pour saisir les enjeux d'une approche communicationnelle dans l'appréhension de certaines transformations de ce pays à l'ère du numérique : vision initiale à caractère utopique et idéologique des technologies d'information et de communication, ce qui correspond à la situation spécifique d'un pays communiste en quête de sa nouvelle légitimité ; des vietnamités numériques plurielles caractérisant les populations vietnamiennes et d'origine vietnamienne contemporaines aux prises avec la dispersion géographique et des dispositifs numériques ; une catholicité vietnamienne en exil marquée par l'articulation entre des pratiques de foi traditionnelles *hors ligne* et des nouvelles pratiques *en ligne*. Si ces mutations peuvent être perceptibles en partie à travers certains indicateurs quantifiables (nombre croissant des internautes ou des usagers de réseaux sociaux au Vietnam, développement de numérisation dans presque tous les domaines de la vie sociale vietnamienne contemporaine, etc.), il me semble encore plus important de mettre l'accent particulièrement sur la *dimension de sens* à travers la construction des imaginaires sociaux à l'œuvre dans ces réalités sociétales vietnamiennes. À la différence d'autres traditions universitaires des sciences de communications plus centrées sur la dimension empirique-quantitative (comme celles aux États-Unis), la tradition universitaire des SIC françaises est plus centrée sur les questions de sens et l'approche socio-sémiotique et qualitative (Averbeck-Lietz, F. Bonnet et J. Bonnet, 2013). Ce parti pris épistémologique m'a permis de mettre au jour ce processus de construction des imaginaires sociaux vietnamiens, donc le « caractère constituant de l'imaginaire social » (Ricoeur, 1986), à travers lequel on cherche à imaginer, ré-inventer un monde vietnamien contemporain tendant vers de nouveaux possibles, au sein même des tensions indépassables entre des logiques différentes voire opposées, des contraintes inévitables, des acteurs hétérogènes aux prises d'un réel intrinsèquement complexe.

En guise de conclusion – Éloge (risqué) d'une posture de l' « entre-deux »

Pour conclure cette réflexion sur les enjeux d'une approche épistémologique des SIC françaises, il me parait significatif de la situer dans le cadre de ma posture spécifique de chercheur : celle d'un universitaire « navigant » entre deux univers, vietnamien et français. Partant à la découverte de cette discipline française « SIC » qui m'était alors grandement inconnue, en intégrant un master 2 en SIC il y a plus de dix ans, j'ai expérimenté cette aventure intellectuelle initialement comme un exercice universitaire dont l'exigence requérait et requiert toujours un

effort permanent pour « rattraper » les fondements disciplinaires que j'estime manquants pour ma formation initiale en langue française au Vietnam. Mais, avec le temps, je me suis rendu compte que le vrai défi se trouve ailleurs, plus « caché » : au-delà même des savoirs disciplinaires des SIC, il est question d'apprendre à « réfléchir à la française », d'« épouser » en quelque sorte ses catégories mentales, ses normes et traditions universitaires pour se faire accepter par ses pairs[5].

Mais c'est justement en raison de cette exigence propre à tout cheminement de « sortie de soi » que l'expérience d'être un universitaire vietnamien (re) et (ré)-formé en France, dans une discipline française a trouvé tout son sens. Ce bénéfice d'enrichissement s'exprime dans un positionnement, certes inconfortable, mais favorable à tout travail de prise de conscience, donc favorable à une certaine réflexivité et lucidité : toujours nourri, de l'intérieur, d'un rapport proche, impliqué, voire intime avec des réalités anthroposociales vietnamiennes, je jouis, de par mon « installation » hors du Vietnam (en France), au sein des SIC françaises, d'une prise de distance réflexive face à ce réel qui fait l'objet de mon travail d'analyse universitaire. Cette posture de l'entre-deux renvoie à l'exigence d'une « conscience intermédiaire » dont le rôle est de permettre d' « instaurer un dialogue » (Colomb, 2003, 77) et aussi d'obtenir « un enrichissement et d'une ouverture scientifique et humaine » (*Id.*, 79).

Ainsi, au fond, mes travaux en SIC sur le Vietnam présentent une « écriture de soi » qui se donne à voir dans tout travail de recherche (Lambert, 2007). Inscrite dans une vulnérabilité assumée d'une posture marquée par proximité et distance, dedans et dehors, donc subjectivité et objectivité, cette écriture procure cependant un enthousiasme et un plaisir intellectuel en offrant l'occasion de penser *autrement* le Vietnam, de le « penser d'un dehors » pour reprendre le titre d'un ouvrage de François Jullien (2000). Cette vulnérabilité de ma posture de chercheur rejoint, me semble-t-il, la *vulnérabilité épistémologique* même des SIC françaises qui peut s'expliquer par sa jeunesse, mais qui est aussi signe et promesse de *fécondité* sous l'angle d'un regard de complexité sur le monde.

Bibliographie

Appadurai Arjun, *Après le colonialisme : Les conséquences culturelles de la globalisation*, Paris, Payot, 2001, 322p.
Averbeck-Lietz Stefanie, Bonnet Fabien et Bonnet Jacques, « Le discours épistémologique des Sciences de l'information et de la communication », R*evue française des sciences de l'information et de la*

communication [En ligne], 4 | 2014, mis en ligne le 01 janvier 2013, consulté le 22 juin 2016. URL : http://rfsic.revues.org/823.
Bauman Zygmunt, *La vie liquide*, Fayard/Pluriel, 2013, 266p.
Bonaccorsi Julia, « Approches sémiologiques du web ». In Barats C. (dir.) *Manuel d'analyse du web en Sciences Humaines et Sociales*, Paris, Armand Colin, 2013, p. 125-146.
Colomb Dominique, « Discours et dispositifs « lointains ». Entre altérité et interculturalité », *Questions de communication* [En ligne], 4 | 2003, mis en ligne le 8 octobre 2015, consulté le 29 septembre 2016. URL : http://questionsdecommunication.revues.org/4556; DOI : 10.4000/ questionsdecommunication.4556
Coutant Alexandre et Domenget Jean-Claude, « Un cadre épistémologique pour enquêter sur les dispositifs sociotechniques d'information et de communication » in Bourdeloie H. et Douyère D. (dir.), *Méthodes de recherche sur l'information et la communication*, Paris, Mare et Martin, 2014, p. 231-253.
Davallon Jean, « Objet concret, objet scientifique, objet de recherche », Hermès, n° 38, 2004, p. 30-37.
Flichy Patrice, *L'imaginaire d'Internet*, Paris, La Découverte, 2001, 273p.
Godelier Maurice, *Au fondement des sociétés humaines. Ce que nous apprend l'anthropologie*. Hermès Science, Lavoisier, 2007, 267p.
Hoang Anh Ngoc, « Processus de construction des imaginaires d'Internet au Vietnam : Internet comme utopie et idéologie de la modernité », Mémoire de Master 2, Sorbonne Paris IV, CELSA, 2005, 167p.
Hoang Anh Ngoc, « Des vietnamités numériques ? Étude des imaginaires sociaux dans les échanges entre les Vietnamiens nationaux et les Vietnamiens diasporiques », thèse doctorale, Sorbonne Paris IV, CELSA, 2010.
Jeanneret Yves et Ollivier Bruno (sous dir.), « Les sciences de l'information et de la communication. Savoirs et pouvoirs », Hermès, no. 38, 2004, 256 p.
Jeanneret Yves, *Penser la trivialité. Volume 1 : la vie triviale des êtres culturels, l'anthropologie*, Paris, Albin Michel, 2007, 292p.
Jeanneret Yves, *Critique de la trivialité. Les médiations de la communication, enjeu de pouvoir,* Paris, Éd. Non Standard, 2014, 784p.
Lambert Frédéric, *L'écriture en recherche*, Cannes : Parcours(sic) éditions, 2007, 47p.
Monnoyer-Smith Laurence, « Pour une épistémologie complexe des SIC », XVIe congrès de la Société française des sciences de l'information et de la communication (Sfsic), Compiègne, 2008, http://www.sfsic.org/congres_2008/spip.php?article78.
Morin Edgard, *Introduction à la pensée complexe,* Points, 2014, 146p.
Ricoeur Paul, *Du texte à l'action : Essais d'herméneutique* II, Paris, Seuil, 1986, 405p.

Ricœur Paul, *L'idéologie et l'utopie*, Seuil, 1997, 411p.
Souchier Emmanuel, Jeanneret Yves, Le Marec Joëlle (sous dir.), *Lire, écrire, récrire. Objets, signes et pratiques des médias informatisés*, Paris, Bibliothèque Publique d'Information, 2003, 349 p.

Notes

1. Processus de construction des imaginaires d'Internet au Vietnam: Internet comme utopie et idéologie de la modernité ?, Mémoire de Master 2, Sorbonne IV, CELSA, 2005.

2. Pour le bricoleur, écrit Lévi-Strauss, « la règle de son jeu est de toujours s'arranger avec les "moyens du bord", c'est-à-dire un ensemble à chaque instant i ni d'outils et de matériaux, hétéroclites au surplus, parce que la composition de l'ensemble n'est pas en rapport avec le projet du moment, ni d'ailleurs avec aucun projet particulier, mais est le résultat contingent de toutes les occasions qui se sont présentées de renouveler ou d'enrichir le stock, ou de l'entretenir avec les résidus de constructions et de destructions antérieures » (Lévi-Strauss, (1962), 1990, 31).

3. Créé en 2003, en deux formats papier et électronique, le magazine e-CHIP est spécialisé dans le domaine des technologies d'information et de la télécommunication. Relevant de la Société générale des Postes et des Télécommunications du Vietnam VNPT, il vise un objectif de vulgarisation de l'informatique et des NTIC auprès du public vietnamien.

4. "Des vietnamités numériques? Étude des imaginaires sociaux dans les échanges entre les Vietnamiens nationaux et les Vietnamiens diasporiques », thèse doctorale, Sorbonne Paris IV, CELSA, 2010

5. À titre d'exemple, la norme classique d'une orthodoxie de clarté dans l'expression écrite en français, formulée dans le fameux énoncé de Nicolas Boileau « Ce qui se conçoit bien s'énonce clairement, et les mots pour le dire arrivent aisément ».

“Nous sommes au cœur de la tourmente, car qui ne voit aujourd’hui qu’elle prend deux formes également assourdissantes : celle des bavardages incessants et celle du grand silence apeuré ? Nous ne pourrons les affronter que par une conjuration de patience, de travail, d’amitié, d’invention, de courage – bref, une conjuration d’intelligences qui trouve sa forme dans l’ordre des livres dont je veux défendre la cause. Lire, c’est s’exercer à la gratitude.“

Patrick Boucheron, “Ce que peut l’histoire”,
Leçon inaugurale du collège de France,
Jeudi 17 Décembre 2015,
books.openedition.org (en ligne).

SFSiC

Société Française des Sciences
de l’Information et de la Communication

http://www.sfsic.org

77, rue de Villiers
92200 Neuilly sur Seine